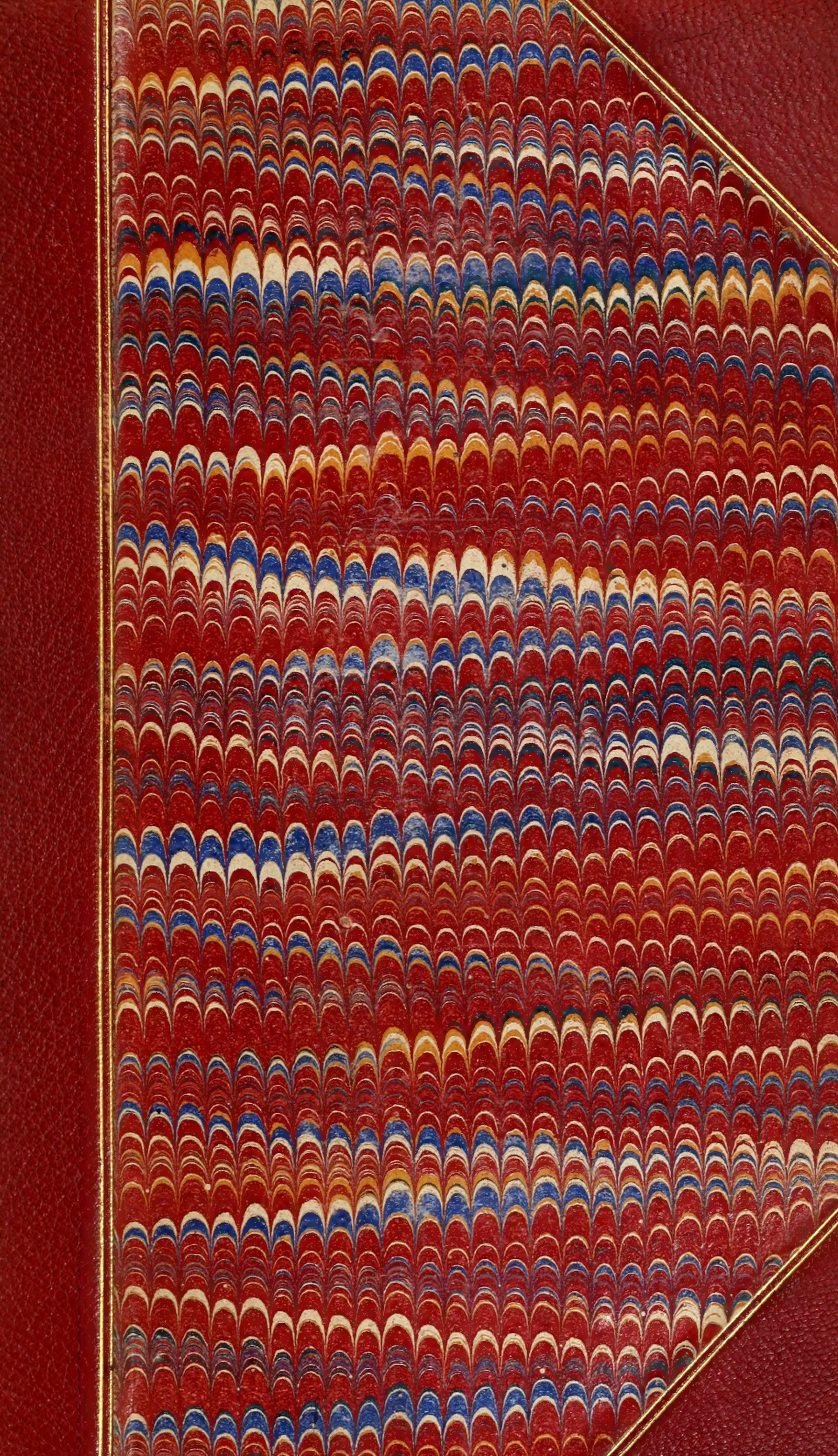



Goldwin Smith
The Grange.



HISTOIRE
D'ESPAGNE.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET Cᵉ, RUE SAINT-BENOÎT, 7.

HISTOIRE

D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

PAR

M. ROSSEEUW St-HILAIRE

Professeur agrégé d'histoire à la Faculté des Lettres

NOUVELLE ÉDITION

REVUE ET CORRIGÉE

TOME CINQUIÈME

PARIS

FURNE ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 55

M DCCC XLIV

HISTOIRE
D'ESPAGNE.

LIVRE XV.

CHAPITRE PREMIER.

PEDRO IV D'ARAGON, DIT *LE CÉRÉMONIEUX* [1].

1336 A 1387.

En montant sur ce trône qu'il devait occuper pendant plus d'un demi-siècle, Pedro n'était âgé que de dix-neuf ans; mais déjà, dans les démêlés de l'infant avec sa belle-mère, s'étaient trahis ce mélange d'ardeur et de ruse qui faisait le fond de son caractère, et cette inquiète activité qui devait attirer sur son règne tant de disgrâces mêlées de gloire. La noblesse d'Aragon, désarmée plutôt que vaincue par l'habi-

[1] La principale source pour ce règne est la Chronique de Pedro IV, écrite par lui-même en patois catalan, comme celle de Jayme dont elle est loin d'égaler la grâce naïve. Cette curieuse autobiographie est contenue dans Carbonel, *Chroniques de Espanya*. Le défaut d'autres sources pour cette époque est du reste suppléé par la consciencieuse proxilité de Zurita.

leté de Jayme II et la douceur d'Alonzo IV, pressentait dans leur successeur un adversaire plus redoutable. Son impatience de régner, ses haines opiniâtres comme ses desseins, tout annonçait un de ces règnes décisifs où se fixent les destinées d'une nation; et l'Aragon attendait, avec une anxiété mêlée d'espoir, les premiers actes de son nouveau souverain.

Après avoir célébré à Saragosse les obsèques de son père, Pedro IV se prépara à ceindre la triple couronne d'Aragon, de Catalogne et de Valence. L'usage voulait que le roi, avant de monter sur le trône, se rendît d'abord à Barcelone, puis à Valence, pour y prêter serment aux franchises de ces deux royaumes. Les deux oncles du roi, à la tête d'une députation de la Catalogne, vinrent le supplier de se conformer sur ce point aux coutumes de la monarchie; mais les Aragonais le pressèrent avec tant d'instances de jurer d'abord leurs *fueros*, avant de quitter Saragosse, que Pedro se rendit à leur prière. Les Catalans, irrités, quittèrent aussitôt la cour, les deux infants à leur tête, en refusant d'assister aux fêtes du couronnement [1]. La cérémonie eut lieu, néanmoins, vers Pâques 1336. L'archevêque de Saragosse voulait, suivant le cérémonial usité, poser la couronne sur le front du nouveau roi; mais celui-ci la plaça de sa propre main sur sa tête, pour prouver « qu'il la tenait de Dieu seul, et de nul

[1] Pedro IV, dans ses Mémoires (l. 1, ch. 7), raconte que le roi de Naples, Robert, envoya deux astrologues à sa cour pour observer sous quel signe le nouveau roi était couronné. Les astrologues ayant rempli leur mission, conseillèrent au roi Robert de ne jamais se hasarder contre l'étoile du roi d'Aragon, et Robert en mourant transmit le même conseil à sa petite-fille.

autre sur terre. » Des fêtes somptueuses furent ensuite célébrées, et des tables ouvertes pour dix mille personnes, faste qui contrastait avec les habitudes de simplicité de la royauté aragonaise.

Le roi se mit ensuite en route pour la Catalogne; mais comme s'il eût pris à tâche de se rendre odieux aux Catalans, il refusa d'aller prêter son serment à Barcelone, et convoqua les cortès à Lerida pour le recevoir, au grand mécontentement d'une province qui devait être pourtant son plus fidèle appui dans les troubles de son règne. Après avoir reçu à Lerida l'hommage peu empressé de ses cortès catalanes, Pedro se dirigea vers Valence; mais prévoyant une rupture avec Alonzo XI de Castille, prêt à soutenir à main armée les droits de sa sœur Léonor, reine douairière d'Aragon, Pedro se hâta de renouveler sa trève avec le nouvel Emir de Grenade, Youssouf, et conclut avec le factieux infant don Juan de Castille un traité menaçant pour Alonzo.

Les cortès de Valence à peine assemblées, le premier soin du roi fut de faire décréter par elles que tout vassal direct de la couronne qui ne viendrait pas lui prêter hommage serait déchu de ses fiefs. Don Pedro d'Exerica, le plus puissant des partisans de Léonor, ayant refusé de comparaître, le roi, qui avait hérité du goût de son aïeul Jayme II pour une légalité hypocrite, procéda judiciairement contre le rebelle, et fit mettre par les cortès le séquestre sur tous ses biens. L'arrêt une fois rendu, Pedro se chargea de le faire exécuter; la reine, traitée comme contumace, vit saisir toutes les rentes qu'elle possédait sur diverses villes de l'Aragon. L'infant don Jayme, frère du roi, fut chargé d'assiéger le château

de Pedro d'Exerica, et de ravager tous ses domaines; mais au moment où il se présentait sous les murs du château, un légiste vint protester contre un arrêt illégal, puisqu'il était rendu à Valence, et que Pedro d'Exerica était justiciable du droit aragonais. Les nobles aragonais, avec leur respect calculé pour la loi, la vraie souveraine de ce pays, s'arrêtèrent devant cette protestation; ceux que les plus fortes murailles n'auraient pas fait reculer refusèrent de tirer l'épée contre le rebelle, « et d'arracher feuille de ses arbres, ou tuile de son toit. » Vainement le roi, informé de ce qui se passait, vint à la tête de forces imposantes, en appeler des lois à l'épée; le sire d'Exerica, soutenu par des troupes castillanes, tint bon contre ses attaques, et le roi d'Aragon fut réduit à lever le siége (1337).

En face de la guerre civile et de la guerre étrangère, ce prince crut s'assurer un appui en épousant l'infante Marie de Navarre. Toutefois, deux légats envoyés par le pape finirent par amener un rapprochement entre les deux partis qui divisaient l'Aragon : le roi promit de recevoir à merci son vassal rebelle, et de rendre à la reine tous ses biens séquestrés; enfin, une réconciliation entre Pedro, sa belle-mère et ses frères du premier lit, fut stipulée dans le traité que l'Aragon vit conclure avec des transports de joie. Ce traité, don Pedro ne l'eût jamais signé, si la menace d'une invasion de l'Emir de Maroc, et la prise de Gibraltar et d'Algéziras n'eussent forcé les rois chrétiens à abjurer leurs discordes; mais la lenteur et la mauvaise foi qu'il mit à l'exécuter, prouvèrent assez que la nécessité seule avait pu le lui arracher.

Nous avons déjà raconté [1] cette formidable invasion, dernier effort de l'islamisme africain. Le roi d'Aragon ne prit qu'une part indirecte à cette guerre, dont tout l'effort retomba sur la Castille ; et cependant il recueillit, de moitié avec elle, les fruits de la brillante victoire du *Rio Salado*, qui mit fin pour jamais à ces débordements périodiques de l'Afrique sur la Péninsule. Pedro était alors préoccupé de deux dangers non moins graves, la guerre de Sardaigne, et la crainte d'une rébellion du roi de Mayorque. Cette royauté vassale était échue, après la mort de Sancho, à un prince jeune, ardent, impérieux comme Pedro IV, et portant de mauvaise grâce le joug d'un vasselage qui lui pesait. Jayme II de Mayorque, beau-frère du roi d'Aragon, s'était attiré la colère de son suzerain, en retardant sous divers prétextes l'hommage de fidélité qu'il lui devait. Ses négociations secrètes avec la Castille, Naples et Maroc avaient encore accru la haine et les soupçons de Pedro. Enfin, en 1339, Jayme s'était décidé à lui prêter cet hommage si longtemps différé [2]. Mais l'intelligence n'en était pas devenue meilleure entre les deux beaux-frères [3]; Pedro regrettait toujours ce beau fief déta-

[1] Tome IV, p. 425.

[2] Il faut voir dans la Chronique (p. 123 *bis*) et dans Zurita (VII, 47), la mesquine vengeance que tira le roi d'Aragon du peu d'empressement de Jayme à lui rendre hommage ; comment il le fit tenir debout un quart d'heure pendant qu'il se consultait avec ses conseillers sur la grave question de savoir si on lui donnerait un coussin pour s'agenouiller ; et comment enfin on lui en donna un, mais moins grand et moins riche que ceux de la chambre du roi.

[3] Un chevalier du roi de Mayorque, qui dans une cérémonie conduisait en laisse le cheval de son maître, ne voulant pas se laisser dépasser par celui du roi d'Aragon qu'on menait aussi en laisse, frappa d'un bâton le cheval et celui qui le conduisait. Jayme, qui venait par derrière avec son beau-frère d'Aragon, ne fit pas semblant de s'apercevoir de ceci, et

ché de la couronne d'Aragon par l'imprudence de Jayme I[er]. Il se souvenait que le premier titulaire de ce fief avait trahi son frère et son suzerain, Pedro III, pour se joindre aux Français qui envahissaient son territoire; que, justement dépouillé de ses États, le roi de Mayorque n'avait dû la restitution de sa couronne qu'à l'intervention du saint-siége et à la magnanimité de Jayme II d'Aragon. Ainsi, à l'exception du roi Sancho, dont l'impuissance expliquait la fidélité, la trahison et la félonie étaient héréditaires dans la maison de Mayorque; et dans l'intérêt de son royaume, Pedro IV avait raison de ne pas vouloir laisser aux mains d'un ennemi une voie toujours ouverte à la France pour envahir la Péninsule.

L'occasion que Pedro attendait se présenta bientôt. Le roi de France, Philippe de Valois, réclama du roi de Mayorque hommage de dépendance pour son comté de Montpellier, et sur son refus, il fit entrer des troupes sur son territoire. Jayme, s'appuyant sur l'axiome féodal, qu'on ne peut servir deux seigneurs à la fois, implora contre la France le secours de son suzerain, le roi d'Aragon (1341). Un mot de ce dernier eût arrêté Philippe, dont les menaces n'étaient pas bien sérieuses; mais Pedro, avec son astuce ordinaire, envoya des conseils à celui qui lui demandait des soldats, et l'invita à ne pas se brouiller avec la France; aux ambassades réitérées de Jayme, il répondit par des faux-fuyants, et paya de belles paroles le roi de France, et le pape lui-même qui

n'adressa au roi aucune excuse. Pedro, irascible de sa nature, fut tellement irrité de cet affront qu'il porta la main à son épée pour tuer Jayme; mais l'épée, faite pour les cérémonies et non pour le combat, ne put sortir du fourreau, quelque effort que fît Pedro pour l'en tirer, et cette circonstance sauva la vie du roi de Mayorque. (*Chron.*, p. 125.)

s'entremit dans cette affaire. Philippe, las des ménagements qu'il avait gardés, finit par s'emparer de Montpellier. Jayme invoqua encore une fois la pitié de son beau-frère; mais Pedro, qui ne cherchait qu'un prétexte pour le déposséder, se fit de son malheur même une arme contre lui. Par une ruse odieuse, dont il se vante dans sa chronique, il convoqua ses cortès à Barcelone, et somma Jayme d'y assister, en le déclarant, s'il s'y refusait, coupable de félonie, et déchu de tout droit à l'appui de son suzerain.

La chose se passa comme Pedro l'avait prévu; Jayme ne comparut aux cortès ni en personne, ni par procureur; le roi, laissant à peine expirer le délai de rigueur, le fit déclarer contumace, et comme tel, déchu de tous ses fiefs qui devaient être réunis à la couronne d'Aragon. Jayme, justement inquiet, accourut à Barcelone; Pedro, calomniant sa victime, l'accusa d'avoir organisé un coup de main pour l'enlever, lui et ses enfants, et les emmener par mer dans ses États. Jayme, poussé à bout par tant d'outrages, déclara au roi qu'il ne se regardait plus comme son feudataire; et il remit à la voile, en laissant sa femme en otage aux mains de son rusé beau-frère. Heureux de trouver le prétexte qu'il cherchait, Pedro se chargea d'exécuter la sentence qui déclarait Jayme déchu de ses fiefs. En homme qui préparait les choses de longue-main, le roi avait obtenu d'avance les dîmes du clergé, sous prétexte d'une expédition contre les infidèles; puis, le moment venu d'agir, il rappela brusquement sa flotte qui croisait dans le détroit, et commença les hostilités en Cerdagne, avec l'argent et les vaisseaux destinés à la guerre sainte.

Le plus sûr auxiliaire du roi d'Aragon, c'était la haine que Jayme avait soulevée contre lui, dans ses États du continent comme dans les îles Baléares. Une députation de Mayorque vint offrir à Pedro de lui livrer la ville, s'il voulait lui garantir tous ses priviléges, requête que celui-ci se hâta d'accorder; et le 18 mai 1843, il s'embarqua en laissant à son frère la conduite de la guerre de Cerdagne. Le roi de Mayorque avait tout préparé pour une défense vigoureuse; lui-même attendait l'ennemi à Santa Ponza avec trois cents chevaliers et quinze mille hommes de pied; mais ses troupes, rassemblées à la hâte, lâchèrent pied au premier choc, et Mayorque, fidèle à sa promesse, s'empressa d'ouvrir ses portes au roi d'Aragon. Toute l'île suivit bientôt l'exemple de sa capitale, et Minorque et Iviça ne tardèrent pas à se rendre. Le roi exposa au peuple, assemblé dans la cathédrale, les motifs qui l'avaient forcé à dépouiller son beau-frère; enfin, après avoir reçu l'hommage de ses nouveaux sujets, et pourvu à la défense de l'île, il s'en retourna en Catalogne pour achever son ouvrage, et s'emparer du Roussillon, où Jayme avait été chercher un asile.

Le roi ne s'arrêta à Barcelone que le temps nécessaire pour y lever des renforts, et partit pour la Cerdagne, malgré les efforts du légat pour amener les choses à un accommodement. Le roi dépossédé, ayant écrit à son « révérend frère et très-cher cousin » pour lui offrir de se livrer à sa merci, s'il voulait lui octroyer un sauf-conduit, n'obtint qu'un refus d'un ennemi décidé à consommer sa ruine. Déjà Pedro et son armée avaient atteint le col de la Junquera, sur la crête des Pyrénées; Jayme fit offrir de

s'en remettre à l'arbitrage d'un cardinal choisi par le roi d'Aragon, et celui-ci répondit par un nouveau refus. Le défilé fut franchi sans obstacle, et Pedro, parcourant en vainqueur tout le Roussillon, vit toutes les places s'ouvrir devant lui, et campa bientôt sous les murs de Perpignan. Jayme avait eu le temps de jeter un renfort dans la ville, et le siége menaçait de traîner en longueur; alors le roi, feignant de se laisser toucher aux prières du légat, consentit à accorder à son vassal une trève de neuf mois; et après avoir pourvu à la défense des places conquises, il s'en revint à Barcelone.

Mais Pedro n'était pas homme à s'arrêter en si beau chemin : le reste de l'année fut employé à obtenir de l'argent de ses états, et à se préparer à la guerre. Le malheureux Jayme, privé d'alliés et de ressources, hors d'état même de payer la solde de sa débile armée, en appela vainement à la compassion de son beau-frère; ses prières et celles du légat furent repoussées; l'incorporation du royaume de Mayorque à la couronne d'Aragon fut proclamée à Barcelone, le 29 mars 1344, et le roi jura, en son nom et en celui de ses successeurs, de ne jamais les séparer l'un de l'autre.

Le roi d'Aragon, poursuivant son œuvre avec une froide opiniâtreté, rentra en Roussillon en mai 1344. Toutes les places fortes, sauf Perpignan, furent bientôt en son pouvoir, et Jayme n'eut plus d'autre ressource que de se remettre à la discrétion de son ennemi. En consentant à le recevoir à merci, Pedro y mit la dure condition qu'il lui livrerait Perpignan et le peu de villes qui lui restaient encore; il voulut bien promettre, à ce prix, de « n'attenter ni à sa vie ni à sa

liberté, et de le traiter avec miséricorde. » L'infortuné Jayme, après quelques jours d'hésitation, finit par se résigner. Mais laissons Pedro nous raconter lui-même leur entrevue : « Jayme de Mayorque vint devers nous, tout armé, sauf le cap qui était nu, et dès qu'il fut près de nous, nous nous levâmes en pied, et lui, mettant le genou en terre, nous prit la main, et nous la baisa de force ; et nous le fîmes lever et le baisâmes sur la bouche : « Monseigneur, nous fit-il, « j'ai erré envers vous, mais c'est par égarement et « mauvais conseil, car je vous ai toujours aimé de « cœur, et je suis sûr que vous aussi, vous m'avez « beaucoup aimé, et que vous m'aimez encore, et je « veux vous faire tel service désormais que vous vous « teniez pour bien servi; et je mets en votre pouvoir « moi-même et toute ma terre, de ma libre volonté. » Et nous lui répondîmes : « Si vous avez erré, ce « n'est rien ; errer, puis reconnaître sa faute, c'est le « fait de l'humanité ; mais y persévérer, c'est là la « vraie malice. Aussi, aurons-nous de vous miséri« corde, pourvu que vous nous livriez avec vous « tout votre royaume, en vigueur de la sentence. »

Le roi déchu s'exécuta de bonne grâce, et envoya à la garnison de Perpignan l'ordre de remettre la ville au roi d'Aragon. Celui-ci y entra en grande pompe, aux acclamations des habitants. Étendant à ses Etats d'au delà des monts les institutions de ses États héréditaires, il nomma un lieutenant général des comtés de Roussillon et de Cerdagne, et autorisa les bourgeois de Perpignan à élire cinq consuls et douze *jurados*, qu'il confirma dans leurs charges. Enfin, il convoqua dans cette ville, pour le 1er août, les cortès de son nouveau royaume. Le triste Jayme,

en remettant tous ses fiefs aux mains de son suzerain, avait cru de bonne foi à cette pitié qu'on lui promettait ; il se flàttait que Pedro, désarmé par son abaissement, lui rendrait la couronne qu'il déposait à ses pieds; mais Pedro se chargea bientôt de le désabuser en prenant possession de sa conquête avec un empressement qui ne laissait à Jayme aucun espoir. Cependant, la croyance que le roi d'Aragon n'ôtait la couronne du front de son beau-frère que pour l'y remettre s'était tellement accréditée, que, quand il la garda pour lui, le blâme fut universel [1].

Pour indemniser Jayme de la couronne qu'il lui enlevait, son beau-frère ne rougit pas de lui faire offrir une misérable pension de dix mille livres, pour lui et ses descendants, à condition qu'il renoncerait à tous ses droits sur le Roussillon, Mayorque et la Cerdagne; à ce prix, le roi voulut bien lui faire grâce de ses prétentions sur Montpellier, qu'il ne se souciait pas de disputer au roi de France. Tout déchu qu'était le malheureux prince, un reste de fierté royale se réveilla dans son âme : il repoussa avec dédain ces offres insultantes, en accusant de trahison le suzerain qui le dépouillait de ses États et le condamnait sans l'entendre; il se hâta de sortir du territoire de son perfide parent, et s'en alla, par un coup de désespoir qui ne pouvait aboutir qu'à sa perte, tenter un coup de main sur la Cerdagne. Chassé de Puycerda par les habitants [2], il

[1] Voyez Villani, p. 886.

[2] « Alors, le roi voyant qu'on lui fermait la porte, se prit à pleurer et à mener grand deuil, en disant que lui et les siens étaient à jeun et avaient passé la montagne, et qu'on lui donnât au moins la viande qu'on lui avait préparée à son logis; et comme on s'y refusa, il demanda ses robes et bagages; mais on lui dit qu'il n'obtiendrait rien sans la permission du roi

n'eut plus de ressource que dans la pitié du comte de Foix, qui lui donna quelque argent pour gagner Montpellier, dernier refuge de cette royauté proscrite.

Le roi de France, occupé de sa guerre avec l'Angleterre, avait laissé exécuter l'odieuse sentence qui privait Jayme d'une couronne, et la France d'un point d'appui contre l'Aragon. C'était une faute, et Philippe chercha trop tard à la réparer. En 1347, l'ex-roi de Mayorque, profitant des dissensions qui détournaient ailleurs les forces du roi d'Aragon, envahit la Cerdagne à la tête de troupes françaises; mais Pedro, avec son activité ordinaire, se mit à sa poursuite, et ne lui laissa ni trêve, ni repos, qu'il ne l'eût chassé de ses anciens États. Une tentative faite par Jayme sur Mayorque échoua également. Enfin, résolu de faire un dernier effort, Jayme vendit, en 1349, Montpellier au roi de France pour cent vingt mille écus d'or, arma une flotte en Provence, et croisant sur les côtes de Valence et des îles Baléares, il fit offrir aux membres de l'Union de joindre ses forces aux leurs, et de se mettre à leur tête.

La situation de Pedro était grave; la guerre de Sardaigne venait de se rallumer, plus terrible que jamais; l'Union, bien que terrassée, ébranlait encore par de sourdes secousses le sol de l'Aragon; enfin, la cause du roi dépossédé, si longtemps foulée aux pieds, se redressait menaçante, et l'heure de la justice divine semblait arrivée! Mais Pedro, faisant face au

d'Aragon; et alors ils partirent tretous fort dolents et en grande tristesse, et ce jour encore, ils repassèrent les monts à jeun, où ils pensèrent mourir de froid et de faim, et Jayme de Mayorque se frappait la figure à grands coups, et voulait se tuer avec ses armes, qu'on fut obligé de lui ôter. » (*Chron. de Pedro IV*, p. 157 *bis*.)

danger sur tous les points, pourvut d'abord au plus pressé en envoyant une flotte à Mayorque. Le roi déchu, avec quatorze galères, et trois ou quatre mille soldats, débarqua dans l'île au moment où y arrivaient les renforts envoyés par le roi d'Aragon. Après un combat opiniâtre, le brave et malheureux Jayme, point de mire de toutes les attaques, succomba enfin sous les coups de la fortune, constamment acharnée contre lui. Sa tête, séparée du corps, et portée en triomphe, jeta le désordre dans les rangs de ses soldats, et l'infant don Juan, son fils, blessé et prisonnier, fut enfermé dans le château de Xativa, pendant que le roi faisait rendre à son père les derniers honneurs. Tel fut le dénouement de ce long procès, où l'imprudence de Jayme semble avoir pris à tâche d'absoudre la fortune de ses torts envers lui; mais le rôle de Pedro n'en est pour cela ni moins lâche, ni moins odieux, et le succès même n'excuse pas la basse hypocrisie de ce prince, et sa dureté envers un parent, un vassal et un allié.

On connaît maintenant le caractère de Pedro IV; on le connaîtra mieux encore dans sa querelle avec l'Union, querelle terminée comme l'autre par un succès, œuvre de la ruse encore plus que du courage. Partout, du reste, nous le retrouverons le même: toujours ce respect affecté pour la légalité, et ce soin de s'abriter derrière un texte de loi; toujours cet esprit sombre, rancunier, défiant, pour qui les liens du sang n'existent pas plus que ceux de l'amitié. La moralité, pour Pedro IV, c'est un certain culte extérieur des convenances, qu'il ménage encore, même quand il foule aux pieds tout égard et tout droit. Sourd à la voix du sang et à celle de la pitié, il

a soin d'attendre, pour dépouiller son beau-frère, que le délai légal soit dépassé d'un mois. Rampant devant l'Union, quand il est le plus faible, il se redresse implacable, quand il se sent le plus fort; mais il faut, même dans son triomphe, que toutes les formes de la légalité la plus stricte soient observées, et qu'il ait sentence de ses ennemis vaincus. Au fond, il n'en veut pas aux libertés du pays; il n'a qu'un adversaire qu'il poursuit pendant tout son règne, c'est la haute noblesse d'Aragon, toujours prêt, dans ce duel à mort, à dégrader la majesté royale par des concessions qu'il désavouera plus tard. Protestant d'avance par un acte à huis clos contre celui qu'il va signer en public, il donne à sa royauté, même victorieuse, je ne sais quelle allure de chicane qu'auraient repoussée ses chevaleresques devanciers. Mais sous cette humble attitude se cache une inflexible volonté, qui marche à son but par tous les moyens. Certes, ce n'est pas là l'idéal d'un roi héroïque, tel que Jayme Ier, mais c'est celui d'un grand politique, d'un *prince* enfin, tel que devait plus tard l'esquisser Machiavel, tel que la France le posséda dans Louis XI, l'irréconciliable ennemi, comme Pedro IV, de la noblesse et des princes du sang.

Le roi n'avait pas d'enfants mâles, et d'après les mœurs politiques de l'Aragon, qui excluaient les femmes du trône, son frère du premier lit, don Jayme, portait le nom d'héritier présomptif, et exerçait les fonctions de procureur général du royaume. L'infant, soupçonné de blâmer la spoliation du roi de Mayorque, était, à ce titre, suspect à son frère, qui résolut de l'en punir en le privant de la succession à la couronne. Il fit rédiger par ses légistes une con-

sultation en forme, qui conférait la couronne, en cas de mort sans enfants mâles, à sa fille Constanza. Les partisans de l'infante faisaient valoir, à défaut de la loi, muette sur ce point, l'exemple de la Castille et de la Navarre, et celui de la reine Petronilla, fille de Ramiro le Moine, qui, en 1137, avait hérité du sceptre d'Aragon, pour le porter dans la maison des comtes de Catalogne. Les partisans de l'infant citaient au contraire la France et l'Angleterre, où les femmes n'étaient pas admises à régner; ils rappelaient que Jayme Ier, le fondateur de la puissance de l'Aragon, les avait exclues du trône, que des substitutions de mâle en mâle avaient été établies par chaque testament de roi dans ce grand fief d'Aragon, qui, comme tout autre fief, ne pouvait être servi que par des mâles; et qu'enfin l'infante Petronilla, appelée au trône pour en éloigner un prince étranger, en avait elle-même exclu ses propres filles, en laissant la couronne à son mari, le comte de Barcelone. Ajoutons que l'instinct de fierté du peuple aragonais répugnait à la domination d'une femme, et que, dans cette querelle, l'infant don Jayme avait un puissant allié dans les sympathies du pays.

Pedro, qui ne se départait jamais d'un dessein une fois conçu, fit publier l'opinion de ses légistes, et manifesta hautement son dessein de faire passer sa couronne après lui sur la tête de Constanza. Jayme se lia aussitôt avec les mécontents de Valence; le roi, qui redoutait de voir son frère embrasser la cause du roi de Mayorque, lui retira son titre de procureur général, l'entoura d'espions qui surveillaient toutes ses démarches, et lui manda de sortir de Valence. L'infant, poussé à bout, se rendit à Saragosse, où

un parti nombreux se groupa autour de lui. Au milieu de ces discordes, la reine accoucha d'un fils, gage de paix pour le royaume, où sa naissance causa une joie unanime; mais cette joie fut bientôt changée en deuil, car l'enfant et sa mère moururent au bout de quelques jours (1347). Le roi, impatient d'avoir un successeur, se remaria la même année avec l'infante Léonor de Portugal, fiancée à son frère Fernando, et assura ainsi à l'Aragon un appui contre les menées de la Castille.

Mais en dépit de ce mariage, le roi, persistant dans son premier projet, émancipa l'infante sa fille, et lui fit prêter serment par sa famille et par les grands du royaume. Il destitua tous les officiers de l'infant rebelle, et les remplaça par des hommes qui lui étaient dévoués; enfin, il confia le poste de gouverneur du royaume de Valence à don Pedro de Exerica, qui l'occupa au nom de l'infante, au grand scandale du pays. L'infant, qui n'avait plus rien à ménager, se ligua avec ses frères du second lit, réfugiés à la cour de Castille, et avec tous les nobles mécontents, en les invitant à défendre avec lui les coutumes et les libertés du royaume. Il engagea toutes les cités de l'Aragon et tous les ordres de l'État à se joindre à lui pour obtenir le redressement de leurs griefs. Ces mots magiques de libertés et de *fueros* produisirent leur effet ordinaire, et l'Aragon tout entier se souleva à son appel. Toutes les villes, sauf Daroca, Teruel, Calatayud et Huesca, envoyèrent à Saragosse leurs représentants. Les premiers noms de l'Aragon se mirent à la tête de la ligue; la haute noblesse, exploitant avec art les mécontentements publics et privés, sut rallier à sa cause la noblesse subalterne, le clergé et

la bourgeoisie, c'est-à-dire l'État tout entier, et l'Union, relevant son drapeau si longtemps oublié, fut solennellement jurée dans cette ville, « sauf réserve de la fidélité due au monarque. »

Suivant les formes établies par les Unions précédentes, celle-ci nomma ses *conservateurs*, et supplia humblement le roi de vouloir bien se rendre à Saragosse, pour entendre en cortès ses griefs, qui n'avaient pour but, disait-elle, que le bien et l'honneur de sa couronne. Le roi n'avait nullement envie de se rendre à la sommation de ses sujets rebelles; mais l'Union gagnait chaque jour du terrain dans Valence où il se trouvait; il partit donc pour Barcelone, et Valence aussitôt se hâta de proclamer à son tour une Union. Le gouverneur Exerica, sommé par les rebelles de se joindre à leur parti, s'y refusa, et convoqua à Villaréal une *Contre-Union* où accédèrent plusieurs villes et *ricos homes* du royaume; et ainsi se glissa pour la première fois dans les rangs de la ligue un germe de division favorable à la cause royale. Pedro se préparait à lever dans quelque ville de l'Aragon, en y convoquant les cortès, l'étendard de la royauté; mais une nouvelle invasion de l'ex-roi de Mayorque vint détourner son attention; les *ricos homes* aragonais, sommés par lui de marcher contre les rebelles, s'y refusèrent; mais le roi fit sans eux son expédition de Cerdagne, et de retour dans sa fidèle Catalogne, où les principes de l'Union n'avaient pas pénétré, il s'y fit prêter serment par tous les ordres de l'État, avant d'affronter les dangers qui l'attendaient à Saragosse.

L'Union cependant croissait chaque jour en force et en audace. Déjà même elle menaçait de forcer par la violence à adopter ses statuts tous ceux qui s'y

étaient refusés. Valence levait dans ses murs une armée, et l'on annonçait comme prochaine l'arrivée de l'infant Fernando à la tête de troupes castillanes. Les deux Unions de Valence et de Saragosse finirent par se liguer ensemble, en s'engageant sous serment à supplier le roi de redresser tous leurs griefs; de permettre aux confédérés d'élire un *justiza* pour le royaume de Valence; d'admettre dans son conseil un certain nombre de députés de l'Union, élus et révocables par elle; d'autoriser les cortès de Valence à s'assembler chaque année dans cette ville pour élire les *conservateurs* de l'Union; enfin, de n'accueillir dans ses conseils aucun étranger, et de ne leur confier aucun des emplois du royaume. Les confédérés s'obligeaient en outre à défendre contre le roi tous les membres de la ligue, et à *tuer* toute personne de sa maison qui attenterait à leur vie ou à leurs biens. Aucune des deux Unions ne devait traiter de ses intérêts avec le monarque sans que l'autre fût appelée à y prendre part. Toutes deux devaient se prêter un appui mutuel et s'assister dans leurs exécutions. Toutes deux, enfin, conjuraient humblement le roi de venir, suivant sa promesse, célébrer ses cortès à Saragosse.

Pedro demanda un sauf-conduit, au grand scandale des mécontents, fort étonnés qu'on pût suspecter leur loyauté; et après de longues négociations, le roi se décida enfin à céder à leurs instances. Il fut reçu hors de la ville par les infants Jayme et Fernando, ses frères, à la tête de toute la noblesse de l'Aragon et des députés des villes, au nombre de huit cents en tout, plus cinq cents cavaliers castillans, amenés par l'infant Fernando; cortége menaçant

dans son respect même, et qui après avoir conduit le roi à son hôtel, le quitta sans être même descendu de cheval. Peu de jours après, Pedro ouvrit les cortès dans l'église de San Salvador; montant en chaire, il s'excusa d'abord, sur les embarras d'un commencement de règne, de n'avoir pas tenu de parlement depuis son avénement au trône; il manifesta ensuite son intention de redresser les griefs de l'Union, et de satisfaire à ses *justes* demandes. Après quelques discours d'apparat, en réponse à celui du monarque, la séance fut levée, et Pedro, qui n'avait pas vu sans inquiétude les confédérés assister armés à la cérémonie, fit défendre par les autorités de la ville, sous des peines sévères, de se rendre en armes aux cortès, et chargea la milice urbaine d'assurer la tranquillité des séances (1347).

Dès la première réunion, les partis se dessinèrent; le roi crut devoir renouveler, sans en être requis, son serment aux lois du pays; mais on ne lui en fit pas moins l'affront de refuser l'entrée aux nobles catalans et roussillonais, et on le somma de bannir ces derniers de son conseil, comme traîtres à leur roi et à leur seigneur. Bientôt les confédérés, devenus plus exigeants, demandèrent la confirmation des *priviléges de l'Union*, arrachés à Alonzo III, c'est-à-dire les cortès annuelles, et le droit de nomination des membres du conseil royal. Décidé à tout accorder pour tout reprendre, le roi, avant de céder, offrit de remettre l'affaire entre les mains du *justiza*; mais les cortès, qui se sentaient les plus fortes, tinrent bon, et les infants, qui étaient l'âme de toutes les intrigues, allèrent jusqu'à le menacer de faire élire à sa place un autre roi. Pedro, regrettant, un peu tard,

d'être venu à Saragosse pour donner à la révolte la légalité qui lui manquait, se résigna, après avoir protesté en secret contre toutes les concessions que la violence lui arrachait, à confirmer les *privilèges de l'Union*, et à donner seize de ses meilleurs châteaux comme gages de sa parole. En se livrant ainsi pieds et poings liés aux rebelles, le roi comptait sur son habileté à corrompre ou à diviser ceux qu'il ne pouvait vaincre; mais son plan fut déjoué par la prudence des meneurs de l'Union: ceux-ci, se défiant de leur loyauté mutuelle, décrétèrent qu'aucun d'eux ne pourrait voir le roi en particulier, et que tous n'auraient avec lui que des relations officielles. Aussi, Pedro se plaint-il naïvement, dans sa chronique, d'être demeuré fort abandonné dans son palais, dont l'Union avait éloigné ses conseillers habituels et ses plus intimes familiers.

Le roi consentit à tout, en protestant toujours, et but jusqu'à la lie le calice d'humiliation. Il accepta les nouveaux conseillers, que l'Union venait de lui imposer, en les choisissant parmi ses membres les plus compromis. Mais plus Pedro concédait, plus on exigeait de lui; après les Roussillonnais, ce furent les Catalans qu'on lui enjoignit d'exclure; on le força à ratifier toutes les donations faites par le feu roi à la reine Léonor et à ses enfants; enfin, la ligue ordonna à tous ceux qui ne s'étaient pas ralliés à elle de vider la ville sous trois jours, et l'impunité fut assurée à quiconque, après ce délai, porterait la main sur eux. Pedro, avec une habileté égale à sa patience, éluda toutes ces demandes, en les renvoyant à son conseil, comme attentatoires aux droits de sa couronne, et travailla sous main, dans l'intervalle, à gagner à sa

cause quelques *ricos homes*. Les confédérés, bientôt instruits de ces menées, exigèrent qu'il leur livrât comme otages le peu de conseillers, étrangers à l'Union, qui lui restaient encore. Le roi les livra tous, sauf un, et celui-là valait à lui seul tous les autres; c'était le vieux Bernaldo de Cabrera, son *mayordomo mayor*, qui, déjà retiré du monde, avait quitté le cloître pour venir prêter à son roi l'appui de son expérience.

Au milieu de cette époque, toute agitée de passions révolutionnaires qui la font ressembler à la nôtre, Cabrera nous apparaît comme le type de ces royalistes opiniâtres, pour qui la légitimité est un culte, le monarque une idole, et qui voient dans toute concession un danger en même temps qu'une honte. Convaincu que toute transaction avec les rebelles ne tendrait qu'à la ruine du pouvoir royal, Cabrera n'eut plus qu'une pensée, celle de les diviser, et de créer au roi un parti en Aragon. Saragosse était partagée depuis des siècles en deux factions héréditaires; il rallia à la cause du roi les chefs d'un de ces deux partis, et gagna don Lope de Luna, le plus riche des *ricos homes* des trois royaumes, en lui promettant le poste envié de gouverneur général de l'Aragon. La défection de don Lope en entraîna d'autres, et ce parti royaliste, éclos sous l'aile du vieux Cabrera, se mit aussitôt en relation avec Exerica et la *Contre-Union* de Valence.

Malgré tout le secret dont ces trames étaient couvertes, les infants en furent bientôt informés; alors le roi, jetant de côté son masque, résolut de montrer aux factieux qu'il était arrivé au terme de ses concessions, sinon de leurs exigences. Un jour que dans

les cortès on lisait au roi plusieurs requêtes qui tendaient à lui enlever un reste de pouvoir, Pedro, se levant brusquement, s'adressa à l'infant Jayme : « Comment, infant, lui dit-il à haute voix, il ne vous « suffit pas d'être chef de l'Union, il faut encore que « vous ameutiez mon peuple contre moi ! Or donc, « vous êtes un félon et un traître ; je le prouverai en « combattant contre vous corps à corps, avec ou sans « armes ; et je vous ferai avouer de votre bouche que « vous êtes un traître et un rebelle. » En même temps il se rassit, mais en ordonnant à deux des siens d'aller se poster auprès de l'infant, et de le tuer, s'il faisait mine de s'avancer contre lui. (Chron. p. 166.) L'infant, qui sentit le danger, répondit avec beaucoup de mesure qu'il n'avait rien à dire à son seigneur et roi, mais qu'à tout autre il répondrait qu'il en avait menti par sa gorge. Puis, se tournant vers l'assemblée : « Vous voyez ! leur dit-il ; s'il me traite ainsi, moi « qui suis son frère, comment vous traitera-t-il, vous « autres ? » Alors, l'un des chevaliers de l'infant s'écria à haute voix : « Eh quoi ! n'y a-t-il personne « ici qui ose répondre pour mon maître et seigneur « que l'on accuse de trahison ? » et ayant ouvert les portes, en excitant à grands cris le peuple à pénétrer dans l'église, la foule s'y précipita, et un affreux tumulte régna dans l'assemblée. Tous les partisans du roi, se serrant à ses côtés, mirent comme lui l'épée à la main, et sortirent de la salle, sans que, par un hasard presque miraculeux, une goutte de sang eût été versée. Mais chacun comprit qu'un prince aussi maître de lui, et qui calculait tout jusqu'à sa colère, ne se serait pas laissé aller à un pareil emportement, s'il n'avait eu derrière lui un parti puissant

et résolu, et de ce jour, la défiance et l'incertitude entrèrent, pour n'en plus sortir, dans les conseils de l'Union.

Le tour fâcheux que prenaient les affaires de Sardaigne et la guerre avec le roi de Mayorque servirent à Pedro de prétexte pour hâter la clôture des cortès. Comme celles-ci insistaient sur le redressement de leurs griefs, Cabrera conseilla au roi de partir en secret, et d'abandonner aux rebelles la vie des otages qu'il leur avait livrés. Mais Pedro se rallia cette fois à l'avis le plus généreux, et aima mieux sauver, par une concession de plus, les jours de loyaux serviteurs qui s'étaient dévoués à sa cause. Il céda donc sur tous les points, rendit à l'infant le titre de procureur général, annula les serments prêtés à l'infante Constança, signa et reconnut, fit et défit tout ce que l'on voulut, et partit enfin de Saragosse, le 24 octobre 1347, cachant à grand'peine sa colère si longtemps contenue [1], et laissant les confédérés plus inquiets qu'édifiés de sa facilité à les satisfaire.

Arrivé à Barcelone, le roi y convoqua ses cortès, et bientôt son parti alla grossissant chaque jour, grâce à l'habileté de Cabrera. L'infant rebelle, don Jayme, arrivé malade à Barcelone pour assister aux cortès, y mourut en peu de jours; et sa mort venait

[1] « Le roi partit de Saragosse accompagné de tous les gens de l'Union qui voulaient l'escorter à cheval, pour lui faire honneur et lui parler encore de leurs affaires; mais le roi ne voulut pas les entendre, et passant la rivière dans un bac, il n'attendit pas sa monture et continua à pied son chemin; ce que voyant, son escorte se dispensa de passer le fleuve. ..... Arrivé le lendemain en vue de Fraga, sur la frontière de Catalogne, il s'écria : « O bénoiste terre, peuplée de loyauté, bénie sois-tu de notre « Seigneur Dieu, qui nous a laissé sortir de cette terre rebelle et traîtresse « d'Aragon! Mais comme j'ai foi en Dieu, je le lui ferai payer cher! » (*Chron.*, p. 167.)

trop à propos pour que Pedro ne fût pas soupçonné de l'avoir provoquée [1]. Tout était prêt, et la guerre civile, qui couvait depuis longtemps, éclata enfin à Valence; les partisans de l'Union y pillèrent les maisons de leurs adversaires, et Exerica, le chef du parti royaliste, eut le dessous dans plusieurs rencontres. La nouvelle des succès obtenus par l'Union de Valence arriva à Saragosse, où elle enflamma tous les esprits, et de part et d'autre l'on se prépara à une lutte plus sérieuse. Pedro obtint quelques subsides de ses fidèles Catalans, et envoya à Exerica des renforts; mais Valence, qui à elle seule avait mis sur pied trente mille hommes, ne craignit pas de tenir tête à l'armée royale, et la défit complétement, près d'Epila, après une lutte acharnée, où de part et d'autre les pertes furent énormes (19 décembre 1347). L'Union, animée par ce succès, reçut encore un nouvel élan de l'arrivée de l'infant Fernando, avec huit cents lances castillanes et une nombreuse infanterie, et de l'approche d'une armée de vingt mille hommes que les révoltés d'Aragon envoyaient à leurs frères de Valence.

Les choses prenaient un aspect de plus en plus menaçant : le roi, prorogeant à la hâte ses cortès catalanes, se mit en route vers Valence, avec des troupes, mais sans argent pour les payer. La dot de sa femme y passa tout entière, et Pedro, voulant se faire de Murviedro un point d'appui, en réparait les fortifications, lorsqu'une sédition éclata dans la ville. Les conseillers du roi, presque tous roussillonais, furent forcés de prendre la fuite; les Catalans, qui

[1] Pere Tomich, *Hist. de Cataluña.*

composaient son armée, voyant la solde manquer dès le début de la campagne, s'en retournèrent dans leurs foyers, et Pedro se remit à négocier, pendant que les hostilités commençaient en Aragon entre don Lope de Luna et les troupes de l'Union (février 1348).

Or, négocier, pour don Pedro, c'était céder, sauf à rétracter plus tard ce que la nécessité lui avait arraché. Feignant de se rendre aux instances d'un légat du pape, il reconnut l'infant don Fernando pour son successeur, et pour procureur général de ses royaumes. Il confirma l'Union de Valence et accorda aux Valenciens un *justiza*, armé des mêmes pouvoirs que celui d'Aragon. Enfin, il se résigna à exclure de son conseil Cabrera et tous ceux de ses conseillers qu'il plut aux rebelles de désigner. Captif à Murviedro, dont les habitants s'étaient mis en rapport avec l'Union, il n'avait d'espoir que dans ses deux fidèles serviteurs, Cabrera et Exerica, sa tête et son bras. Ceux-ci l'engageaient, après avoir endormi, à force de condescendance, les soupçons des rebelles, à s'échapper de Murviedro, et à venir les rejoindre à Teruel, pour y révoquer toutes ses concessions, et en appeler aux armes. Pedro se disposait à suivre leur avis, mais son projet fut découvert; aussitôt le tocsin sonne partout, on ferme les portes de la ville, on met des gardes autour de son palais, et mille voix furieuses exigent qu'il se rende à Valence, quartier général de l'insurrection. Toute résistance était inutile; le roi et la reine sortirent de la ville, en y laissant derrière eux la majesté royale qu'ils venaient d'abdiquer. Escortés par une multitude en désordre, ils furent consignés aux mains de l'infant don Fernando et des *jurados* de Valence,

comme un dépôt dont les gens de Murviedro avaient hâte de se décharger [1].

Le 1er avril, le roi et la reine d'Aragon arrivèrent à Valence, et le peuple y salua leur entrée par des transports d'une joie insultante. Des fêtes brillantes accueillirent néanmoins la jeune épouse de don Pedro, et jamais prison plus somptueuse n'enferma un monarque, gardé à vue par ses fidèles sujets. Le roi s'en consola en intriguant en secret avec ses partisans, encore assez nombreux dans Valence. Les fêtes continuaient toujours, lorsqu'au milieu de cette remuante population, aussi amie de l'émeute que du plaisir, un des gens du roi s'avisa de se jeter au milieu des danses populaires, en appelant traîtres ceux qui y figuraient, et en les menaçant du ressentiment du roi. Cette menace imprudente irrita le peuple; chacun courut aux armes, et bientôt le sang fut près de couler. L'agresseur se réfugia dans le palais; mais le peuple en fureur l'y poursuivit en brisant les portes, et les rebelles, répandus dans tous les appartements, les visitèrent l'épée à la main, en fouillant jusque sous les lits pour y chercher Cabrera, qu'on disait caché dans le palais. Pedro, averti du danger, sortit de sa chambre, armé seulement de son épée, et arriva jusqu'au grand escalier. Après quelque hésitation il se décida à descendre, en défendant que personne le suivît, et, s'armant d'une masse d'armes, il se jeta au milieu de la foule en criant à haute voix : « Ah traîtres, à nous, à nous! »

Aussitôt, par un de ces brusques retours, si fré-

[1] On peut lire dans la Chronique de Pedro IV (page 167 *bis*) tous les détails de cette scène, qui rappelle une des plus tristes journées de nos fastes révolutionnaires.

quents dans les commotions populaires, le peuple, à qui le courage impose toujours, se mit à crier : « Vive le roi ! » Pedro monta à cheval, et le peuple, toujours criant, se mit à l'escorter. L'infant don Fernando accourut avec ses Castillans, et la foule, se pressant autour de son souverain par un instinct de loyauté, s'écria de plus belle : « Pas de Castillans à côté du roi ! » et ils lui firent de leur masse un rempart contre ces étrangers. Un peu déconcerté, l'infant s'avança tout seul, fort humblement, et vint faire sa révérence au roi, qui le baisa sur la bouche et le reçut en frère : « Alors, nous étant remis en marche, « ajoute don Pedro, nous demandâmes à boire; et « comme on nous apportait de l'eau dans une écuelle, « le peuple voulut absolument qu'on la goûtât avant « de nous la donner, de peur qu'elle ne fût empoi- « sonnée. Nous fîmes ainsi le tour de la cité, et au « moment où nous rentrions au château, repus de « fatigue, pour nous aller coucher, une troupe de « quatre ou cinq cents hommes s'en vint danser sous « nos fenêtres, au son des trompettes et cymbales, « et il fallut, bon gré mal gré, que la reine et nous « finissions par danser avec eux. Un barbier, qui « menait la danse, se mit en face de la reine et de « nous, en chantant une chanson dont le refrain « était : Malheur à qui s'en ira ! » et nous, nous ne « répondîmes rien. »

Mais la royauté d'Aragon ainsi humiliée, allait bientôt se relever de son abaissement, plus hautaine et plus forte. L'Union ne manqua pas d'accuser Cabrera d'avoir provoqué ces désordres; mais Zurita justifie avec chaleur le vieux royaliste, dont l'âme, dit-il, était trop haute pour descendre à de pareils

moyens. Bien loin d'approuver ces menées indignes d'un roi, auxquelles s'abaissait don Pedro, Cabrera lui rappelait sans cesse que « celui-là commet un péché mortel, qui laisse diminuer ou s'avilir dans ses mains le pouvoir que Dieu lui a confié, comme un dépôt sacré dont il doit rendre compte à ses fils; que des vassaux ne doivent pas faire la loi à leur seigneur, et régner en son nom; et qu'une paix conclue à ce prix n'est pas une paix, mais une abdication. « Enfin, il l'engageait à quitter Valence à tout prix, pour rejoindre ses partisans, et tenter avec eux le sort des armes, en se rappelant les glorieux exemples que lui avaient laissés ses ancêtres. Mais Pedro, sans manquer de courage, n'était brave qu'à ses heures, et quand il ne pouvait faire autrement; et à l'inverse d'Alexandre, il aimait mieux dénouer le nœud que de le trancher. Aussi, malgré les conseils de Cabrera, resta-t-il à Valence, rusant avec tout le monde, sans tromper personne, tandis que ses partisans, qui étaient venus l'attendre à la frontière, s'en retournaient découragés. L'infatigable Cabrera s'en fut à Barcelone, où il trouva tous les esprits disposés en faveur du roi. L'Union de Valence avait engagé les Catalans à envoyer leurs députés aux cortès générales, qui allaient s'assembler pour nommer un régent du royaume; mais les Catalans, à l'instigation de Cabrera, répondirent par un refus; et nobles et bourgeois s'engagèrent par un traité secret à délivrer leur souverain de sa captivité.

Ce qui manquait à Pedro, c'était un prétexte pour sortir de Valence où il s'était laissé enfermer. Ce prétexte, la peste vint le lui donner : la terrible mortalité qui, sous le nom de *peste noire*, faisait alors le

tour de l'Europe, étendait ses ravages sur le littoral de l'Espagne. Dans l'île de Mayorque elle avait enlevé en un mois quinze mille personnes, et à Valence il en mourait jusqu'à trois cents par jour. Le roi, pour désarmer les soupçons des confédérés, confirma toutes ses concessions, enjoignit aux villes de son parti de prêter serment à l'Union, et reconnut les droits de ses deux frères au trône; alors enfin, il demanda et obtint, non sans peine, la permission de sortir de Valence, et s'achemina en hâte vers Teruel avec une faible escorte (juin 1348).

De son côté, l'infant Fernando s'était rendu à Saragosse, où l'Union concentrait alors toutes ses forces. Après tant de négociations manquées, chacun commençait à comprendre que l'épée seule pouvait trancher cette longue querelle, et Pedro lui-même, à bout d'expédients, n'était pas fâché d'essayer encore la fortune de ses armes. La capitale de l'Aragon et ses principales cités, Huesca, Barbastro, Tarrazona, dévouées à la cause de l'Union, armaient à l'envi; mais le roi, à force d'intrigues, parvint à détacher le roi de Castille du parti de l'infant, et à obtenir de lui un secours de six cents chevaux. Luna, le chef du parti royaliste en Aragon, informé que l'infant, sorti de Saragosse avec quinze mille hommes, se dirigeait sur Epila, marcha au-devant de lui, et malgré l'inégalité du nombre, il chargea avec tant de vigueur les troupes de l'Union qu'il les mit en déroute. Les principaux chefs des confédérés restèrent sur le champ de bataille, et l'infant, blessé à la figure, fut fait prisonnier par les auxiliaires castillans de Pedro qui, redoutant pour lui la vengeance de son frère, l'envoyèrent en Castille. Luna, qui avait uni

l'habileté d'un général au courage d'un soldat, fut assez grièvement blessé, et la cause du roi prit ainsi une glorieuse revanche sur ce même champ de bataille où elle avait été vaincue (21 juillet 1348).

Cette mémorable journée d'Epila, où la royauté triompha sans descendre elle-même dans la lice, est une des plus grandes dates de l'histoire d'Aragon. Là périt, pour ne plus renaître, le funeste ascendant de cette aristocratie qui, tant qu'elle resta unie contre ses souverains, sortit victorieuse de toutes ses luttes, et ne se laissa vaincre que du jour où elle fut divisée. Dans cette sanglante journée, est-ce bien, comme le veut Zurita, la liberté qui succomba? Non, car, il l'avoue lui-même, la cause qui triompha fut la cause des lois. Si, à dater de ce jour, périt l'antique privilége qui autorisait les Aragonais à s'*unir* pour la défense de leurs lois, de ce jour aussi date l'affermissement et l'extension de l'autorité du *justiza.* Les querelles, qui se tranchaient naguère les armes à la main, vinrent se vider devant son tribunal, et le pays y gagna en sécurité bien plus qu'il n'y perdait en franchises.

Le roi s'apprêta à recueillir les fruits de sa victoire, et convoqua toutes les milices du royaume pour châtier les cités rebelles. Saragosse, la plus compromise, fut aussi la première à se soumettre. Le caractère inflexible de Pedro, aigri par tant d'injures, pouvait faire craindre d'atroces réactions; il n'en fut rien pourtant : sur l'unanime avis de son conseil, le roi répondit aux humbles prières des envoyés de Saragosse par la promesse d'un pardon complet, pourvu qu'on lui livrât les chefs de la sédition. La plupart s'étaient enfuis, et Saragosse qui, dans sa terreur,

aurait livré la moitié de ses habitants pour sauver l'autre, remit aux alguazils royaux treize des plus coupables, en s'estimant heureuse de se racheter à ce prix. La ville rebelle alla au-devant du châtiment, en abandonnant au vainqueur les personnes et les biens de tous ceux qu'il voudrait poursuivre, et en renonçant pour un an à tous ses priviléges. Pedro, apaisé par tant de soumission, entra enfin à Saragosse, en août 1348, en roi qui vient visiter son peuple, plutôt qu'en vainqueur irrité. Le procès s'instruisit dans toutes les formes, et les treize suspects, condamnés à mort, furent pendus aux portes de la cité. Plus implacable envers les morts qu'envers les vivants, le roi séquestra les biens de ceux qui avaient perdu la vie au service de l'Union, et ceux des contumaces. Des exécutions semblables eurent lieu sur tous les points du royaume, et la terreur rétablit partout la tranquillité, sauf dans le pays de Valence, où l'Union se maintenait encore sur pied.

Somme toute, pour un roi qui avait tant d'injures à venger, Pedro ne fut pas implacable, et sa justice se montra plus avide d'or que de sang. Il fit grâce de la vie, mais non de la confiscation, à bon nombre de rebelles que l'entraînement de l'exemple avait poussés à la révolte. Cédant aux prières des jurats de Saragosse, il convoqua dans cette ville les cortès, pour l'aider à pacifier le pays. Le premier acte de cette assemblée fut de révoquer les *priviléges de l'Union*, institution grosse de discordes, et aussi funeste au pays qu'à la couronne (octobre 1348)[1]. Tous les actes et traités conclus par l'Union furent

[1] Voir dans les *Fueros de Aragon*, p. 178, l'acte d'abrogation de l'Union, sous ce titre : « *De prohibitæ Unionis cassatione.* »

annulés comme illicites, son sceau brisé, et son nom solennellement aboli [1]. Pedro, en lacérant lui-même avec son poignard ces actes qu'il détestait, se blessa à la main, et montrant à l'assemblée son sang qui coulait : « En effet, dit-il avec un amer « sourire, ces priviléges qui ont coûté tant de sang « ne pouvaient pas être supprimés sans en faire cou- « ler encore [2]. »

La part de la vengeance une fois faite, Pedro accorda au repentir de l'Aragon le pardon de toutes les offenses passées; il jura de nouveau, sans en être requis, le maintien de tous les *fueros* du royaume, et s'occupa de cicatriser les plaies de la guerre civile et de raffermir les institutions ébranlées. Une foule de sages règlements, remparts des libertés publiques, datent de ces célèbres cortès de Saragosse, où le peuple à coup sûr ne dictait pas des lois à son souverain. Sauf quelques exécutions, nécessaires peut-être, don Pedro se vengea noblement de ses injures, en traitant la liberté comme une mineure qui ne doit pas répondre des fautes que l'on commet en son nom. Inexorable seulement contre la haute noblesse dont

[1] Les historiens de l'Aragon les plus dévoués à la cause de ses libertés, ont le bon sens de ne pas regretter ces priviléges. « Dès lors, dit Zurita, resta aboli à jamais ce nom de l'Union, et aussi cette *licence que l'on appelait liberté*, et qui née d'un mouvement populaire, et voulant se maintenir par les armes, périt par elles, et succomba sous les coups du pouvoir royal. » Quant au républicain Blancas, son langage n'est pas moins empreint de mesure. « Hæc domestica regis victoria, quæ reipublicæ interitum videbatur allatura, stabilem nobis constituit pacem. Inde enim magistratus *justitiæ*, in eam quam nunc colimus amplitudinem dignitatis devenit » (p. 672).

[2] Cette circonstance fit donner à Pedro IV le surnom de *Pierre du Poignard* (*Pedro del puñal*); une statue qui le représentait dans cette attitude se trouvait dans la salle de la députation de Saragosse, au temps de Philippe II. (Voir les *Relaciones de Anton. Perez*, secrétaire de Philippe II, p. 95.)

il avait secoué le joug, il favorisa l'extension des droits de la noblesse inférieure, et décida que le *justiza* et le gouverneur général de l'Aragon ne seraient choisis que dans ses rangs [1]. Loin de supprimer les priviléges des cités qui avaient pris parti contre lui, il les confirma et les étendit encore. Il établit sur des bases plus fermes l'autorité du *justiza*, assis au faîte de l'ordre judiciaire, comme le monarque au faîte de l'ordre politique; il arma ce rempart vivant de la loi d'une force suffisante pour la défendre contre toutes les attaques, même de la part du roi ou de ses délégués, et fit de cette magistrature suprême le recours de tous les tribunaux subalternes, l'oracle de tous les doutes, et le gardien de tous les droits.

Maintenant, faut-il déplorer, avec un auteur allemand [2], la chute de cette aristocratie d'Aragon, si courageuse au dehors, mais si factieuse au dedans? Faut-il voir dans ces *ricos homes*, rivaux héréditaires de la royauté, les tuteurs naturels du peuple aragonais et de ses libertés, qu'il n'aurait pas su conquérir sans eux? Non, l'histoire d'Aragon tout entière proteste contre cette assertion. Nous regretterons volontiers, avec cet auteur, de ne pas avoir sur ces luttes animées le témoignage d'un contemporain autre que le royal chroniqueur, juge et partie dans la querelle; nous déplorerons, avec Blancas, que les archives de l'Aragon aient péri presque entières dans ce naufrage de l'Union, et que la flamme ait anéanti des actes et des souvenirs qui appartenaient à l'histoire [3]. Mais

[1] Voir, pour les détails, le chapitre suivant, consacré aux Institutions de l'Aragon.

[2] Gervinus, ***Historische schriften***, p. 381.

[3] Un sort funeste semble être attaché à ces archives d'Aragon, source

nous ne voyons pas que la gloire de l'Aragon se soit éclipsée tout d'un coup, parce que sa royauté a secoué le joug des *ricos homes :* Alonzo V et Fernando *le Catholique* ont encore été de grands rois, même après Pedro IV, et les armes de l'Aragon ont encore dominé en Italie, même après la chute de l'Union.

Si la haute noblesse du royaume, deux fois victorieuse, succombe ainsi après une seule défaite, sans en appeler une dernière fois aux armes, c'est que son heure était venue, comme vient celle de tous les pouvoirs qui ont abusé de leur force. L'héritage qu'elle laisse vacant se partage entre les ordres, ses rivaux : la noblesse inférieure, que Pedro ne perd pas une occasion de favoriser, tend de plus en plus à faire corps dans l'État, et se sert de sa position intermédiaire pour s'allier tour à tour à chacun des autres pouvoirs; les villes, dominées jusqu'alors par l'aristocratie, et qui n'avaient d'autre ambition que de partager ses *fueros*, sortent enfin de tutelle, et aspirent à leur tour à l'influence politique; la royauté, émancipée comme elles, les soutient de toute sa force dans ces essais d'indépendance, qui leur profitent à toutes deux. Le seul joug qui pèse encore sur le monarque est celui des lois, joug incommode parfois, mais plus souvent utile; et le *justiza*, leur représentant, est l'héritier le plus direct de cette Union mourante, dont il recueille les forces pour les faire tourner au profit du pays.

La peste qui continuait à désoler la Péninsule chassa bientôt le roi de Saragosse, où elle enlevait

précieuse et si peu explorée pour l'histoire de la Péninsule ; une notable portion de ces archives vient encore de périr, il y a peu d'années, dans le bombardement de Barcelone.

jusqu'à trois cents victimes par jour. Écrasée en Aragon, l'Union vivait encore dans le royaume de Valence, où Exerica, à la tête du parti royaliste, soutenait contre elle une lutte opiniâtre. Pedro, après avoir obtenu quelque argent de ses cortès, qu'il prorogea en novembre, s'achemina vers Valence, décidé à en finir avec l'insurrection. Une flotte équipée à Barcelone et une armée en Aragon se dirigèrent à la fois vers la ville rebelle. L'Union, loin de se laisser abattre par la défaite de ses frères de Saragosse, avait gagné du terrain; et Burriana et Murviedro étaient presque les seules villes du royaume où dominassent les armes royales. Mais l'approche du roi, à la tête de forces imposantes, obligea les Valenciens à se renfermer dans leurs murs. Privés de l'appui de l'Aragon, ils implorèrent celui de la Castille; mais Pedro s'assura de la neutralité d'Alonzo XI, en lui promettant la main d'une de ses filles pour Enrique de Transtamare, son fils naturel.

Les révoltés, après avoir décrété peine de mort contre ceux qui parleraient de se rendre, allèrent, dans une sortie heureuse, piller la juiverie de Murviedro. Pedro se trouvait alors, à la tête de douze cents chevaux et quinze mille fantassins, à Ségorbe, où il attendait de nouveaux renforts pour marcher sur Valence. Cette dernière ville est située au pied d'une chaîne de montagnes, dans une riche plaine arrosée par le Guadalaviar, qui, après avoir baigné les remparts de la cité, va se jeter dans la mer, à peu de distance de ses murs. Les Valenciens avaient pris derrière le fleuve une position que rendaient plus forte encore les innombrables canaux dont le pays est coupé. Le roi, réunissant toutes ses forces, se mit

en route, le 4 décembre 1348, en faisant marcher devant lui la dévastation et l'incendie. Dès la première rencontre, les Valenciens furent ramenés, la lance dans les reins, jusqu'aux portes de leur ville, avec perte de quinze cents des leurs. Le roi aurait même pu y entrer avec eux, s'il l'eût bien voulu; mais il craignait le pillage, et aima mieux arrêter ses soldats victorieux, sûr que Valence ne tarderait pas à se rendre, en voyant l'armée royale vivre à discrétion dans sa riche campagne, si bien nommée le *jardin* de la Péninsule.

En effet, les gens de la cité, convaincus « que l'ire « de Dieu leur était venue sus, pour les punir de leurs « fautes, » demandèrent à traiter. Le roi, dont ils implorèrent la pitié, voulait, dans un premier mouvement de colère, raser la ville rebelle et semer du sel sur ses ruines, pour qu'elle restât à jamais déserte; mais ses conseillers lui rappelèrent qu'il avait dans la ville des partisans qui ne devaient pas être enveloppés dans le châtiment des coupables; et c'est ainsi qu'ils parvinrent, non sans peine, à désarmer sa colère. Il fit donc grâce aux rebelles, mais à quatre conditions: 1° que ceux qui étaient morts les armes à la main ne seraient pas compris dans le pardon, et que tous leurs biens seraient confisqués; 2° que tout noble ou tout officier de sa maison qui aurait trempé dans la rébellion serait exclu de l'amnistie; 3° que certaines personnes, qu'il se réservait de désigner, seraient frappées d'un châtiment corporel; 4° enfin, que tous les priviléges de la cité seraient remis dans ses mains, et qu'il serait maître absolu de les restreindre ou de les détruire. Ces dures conditions furent acceptées, et le roi entra dans Valence à la

tête de son armée, et alla dans la cathédrale rendre grâces au Seigneur. Là, suivant son usage, il fit au peuple assemblé un sermon en forme, où, énumérant toutes les fautes des insurgés, il les opposa à la clémence du monarque, qui voulait bien les oublier. Ce pardon fut accepté par les coupables avec une humilité profonde, « et depuis ce jour, ajoute-t-il hy-« pocritement dans sa chronique, Valence demeura « avec nous en grâce et en amour. »

Parmi les personnes exceptées de l'amnistie, vingt avaient été jetées en prison. Leur procès fut bien vite instruit; sur les vingt, quatre étaient nobles, et furent décapités; parmi les autres, on comptait trois légistes; le reste se composait de gens du peuple. Dans le nombre se trouvait le barbier qui avait chanté au roi un refrain injurieux, et Pedro, avant de l'envoyer à la mort, eut la lâcheté de l'insulter en lui rappelant ce refrain. Tous les condamnés périrent dans d'affreux supplices; on leur versa dans la bouche le métal en fusion de la cloche qui appelait au conseil les conservateurs de l'Union. Ajoutons, pour être juste, que ce châtiment, si horrible qu'il fût, était mérité : dans l'emportement des passions révolutionnaires, les meneurs de la populace, dont le calcul est partout le même, intimider pour régner, avaient organisé dans la ville un système de *terreur* contre les suspects de malveillance ou de tiédeur pour l'Union. Un *justicier* créé par eux se rendait de nuit à la maison du prévenu, et le sommait de le suivre devant le tribunal; mais au lieu de l'y conduire, on le forçait à marcher jusqu'au fleuve, où on le noyait en secret, afin que sa disparition mystérieuse causât plus d'effroi dans la ville.

A Valence, du reste, comme à Saragosse, la vengeance de don Pedro se contenta d'un petit nombre de victimes. Les bourreaux cessèrent bientôt leur office, et le fisc commença le sien en mettant la main sur les biens des condamnés, morts ou contumaces. Sur ces biens, le roi indemnisa ceux de ses partisans qui avaient souffert dans leur fortune ou dans leurs personnes. L'infant Fernando, qui, à la tête d'un corps de troupes castillanes, s'était avancé jusqu'à Requeña, assista de loin à la défaite et à l'anéantissement de son parti. C'est ainsi que Pedro IV, par un habile mélange de rigueur et de clémence, sut extirper du sol jusqu'à la racine cette formidable Union qui avait deux fois humilié l'orgueil de sa couronne. Malgré la répulsion qu'inspire le caractère de ce prince, il faut rendre justice à cette persévérance opiniâtre, qui, se raidissant tour à tour, ou pliant devant l'obstacle, finit toujours par l'écarter ou par le vaincre. Pedro n'est pas de ces rois que l'on aime, il est de ceux qu'on admire malgré soi, et comme Louis XI, son émule, il faut le juger par le but qu'il atteint, et non par les moyens qu'il emploie.

Conquise naguère par Jayme I[er] sur les Maures, Valence avait toujours protesté contre le joug de l'Aragon[1]. Riche à la fois des produits de son sol et de ceux de son industrie, elle repoussait l'empire d'une aristocratie dédaigneuse de tout autre métier que celui des armes. A côté des *fiefs de conquête* concédés dans le royaume de Valence aux *ricos homes* aragonais, s'élevaient une foule de villes royales, dotées de franchises qu'elles opposaient aux *fueros* nobiliaires

[1] Voir Zurita, l. VII, chap. 9.

et aux lois de l'Aragon. Encouragée, comme Barcelone, par la protection intéressée de ses souverains, Valence voyait son industrie prendre chaque jour un nouvel essor, et l'esprit démocratique, se glissant dans ses murs à la suite du commerce, avait fini par dominer dans son conseil municipal. Le peuple valencien, léger, impatient de tout frein et avide de changement, donnait l'élan à tout le reste de la province, imprégnée comme lui du souffle des passions révolutionnaires qui fermentaient au sein de cette ville populeuse, véritable colonie de l'Aragon, et jalouse, comme toutes les colonies, du joug de sa métropole. Ainsi chacune des trois capitales du royaume personnifiait en elle un des trois grands partis qui le divisaient : Saragosse, dont la bourgeoisie, méprisant ses égales, n'aspirait qu'à partager les priviléges de l'*infanzonat*, était la cité nobiliaire; Barcelone, comblée des faveurs de ses rois, et qui les méritait par son dévouement, était la cité royaliste; enfin Valence, émancipée par le commerce, était la cité républicaine, qui ne voyait dans la royauté qu'une étrangère, et dans la noblesse qu'une ennemie.

Pedro avait perdu sa femme, Léonor de Portugal. Bientôt las de son veuvage, il songea à contracter une troisième union, et jeta les yeux sur la maison de Sicile, alliée à celle d'Aragon. Depuis la mort du duc Jean d'Athènes, oncle et tuteur du jeune roi Louis, âgé de quatre ans, la discorde et la guerre civile, compagnes nécessaires de toute minorité, étaient revenues désoler ce malheureux pays : l'amour-propre national des habitants s'était révolté contre les priviléges de la colonie d'Aragonais et de Catalans qui exploitaient la Sicile comme un pays conquis; et le

parti de la reine-mère, tout-puissant dans Messine, faisait alors une guerre acharnée aux Aragonais établis dans Catane. C'est en ce moment qu'arrivèrent les ambassadeurs du roi d'Aragon, chargés de demander la main de la princesse Léonora, sœur du roi Louis. Les chefs du parti sicilien ne consentirent à ce mariage qu'après avoir fait signer à la princesse une renonciation à tous ses droits éventuels à la couronne de Sicile. Remise ensuite aux ambassadeurs, elle fut conduite par mer à Valence, où Pedro célébra avec éclat les fêtes de son mariage (1349).

La Sardaigne, cette précaire possession qui avait déjà coûté à l'Aragon tant d'or et de sang, réclama bientôt toute l'attention de don Pedro. Un traité conclu avec Gênes dans la première année du règne, avait rétabli dans l'île une paix menteuse. Le parti aragonais, encore dominant, avait toujours pour chef le juge d'Arborea; mais Gênes et Pise partageaient de fait avec Pedro IV la domination de ce pays. Quant à la Corse, concédée aussi à l'Aragon par le saint-père, elle n'avait encore été conquise que sur parchemin; Pedro, préoccupé de ses démêlés avec le roi de Mayorque et avec l'Union, avait à peu près renoncé à la souveraineté de cette île, mine de tout temps aussi riche qu'inféconde dans les mains qui la possèdent. Cet état de choses dura jusqu'en 1347, où les Génois ayant équipé trente galères pour effectuer la conquête de la Sardaigne, le roi se décida à y envoyer quelques renforts; mais ces renforts étaient insuffisants, et la guerre prit bientôt un tour funeste pour l'Aragon : la peste joignit ses ravages à ceux de la guerre. Un échec grave coûta la vie au gouverneur et à la moitié de son armée, et les re-

belles, appuyés sur les armes de Gênes, assiégèrent pendant huit mois Sassari, qui tenait pour don Pedro.

Mais, en 1351, l'alliance de l'Aragon avec Venise contre Gênes, leur commune ennemie, vint changer la face des affaires : les flottes des deux alliés poursuivirent celle des Génois jusqu'au fond de la Méditerranée, théâtre de leurs rivalités commerciales et politiques. Gènes avait soixante-cinq galères, les Vénitiens en avaient trente-quatre, et le roi d'Aragon vingt-cinq. Les deux flottes se rencontrèrent près de Constantinople, et l'empereur Paléologue, allié des Vénitiens, fournit encore contre eux neuf galères. Une tempête furieuse força les Génois à se disperser, mais elle n'empêcha pas leurs ennemis de les poursuivre; et cet étroit canal du Bosphore, où les vaisseaux avaient à peine la place de se mouvoir, fut témoin d'une des plus terribles luttes dont fassent mention les annales maritimes. Après une résistance opiniâtre, les Génois eurent enfin le dessous : vingt-trois de leurs galères furent prises, sans compter celles qui se brisèrent sur la côte; on ne fit pas de prisonniers, tout fut noyé ou passé au fil de l'épée. Mais les vainqueurs achetèrent bien cher leur victoire, car la flotte catalane eut à elle seule onze galères échouées, et les deux amiraux catalan et génois moururent de leurs blessures. Vainqueurs et vaincus combattirent avec un égal courage; les Grecs seuls [1] s'enfuirent avant d'avoir abordé l'ennemi (1352). Du reste, cette bataille, dont chaque parti s'attribua le gain, n'amena aucun résultat; et les Génois, malgré

[1] Marc. Anton. Sabelico. Voir aussi Stella, an. 1091, et Joan. Cantacuzène, IV, 30.

leur défaite, se refusèrent toujours à la cession de la Corse et de leurs possessions en Sardaigne.

Sauf cette éternelle guerre de Sardaigne, qui renaissait toujours de ses cendres, les affaires du roi d'Aragon, au dedans comme au dehors, avaient pris un aspect plus favorable. En paix avec tous ses voisins, il avait terminé avec le roi de France ses différends au sujet de Montpellier, et reconnu pour valable la vente de ce fief à Philippe par Jayme de Mayorque. Il avait même posé les bases d'une alliance et d'un mariage entre les deux maisons de France et d'Aragon. Le roi de Castille, toujours en guerre avec les Maures, ménageait un allié dont les secours lui étaient nécessaires, et la royauté de Navarre était le plus fidèle appui de celle d'Aragon. Dans l'année 1350, trois princes nouveaux montèrent à la fois sur ces trois trônes, par le trépas presque simultané de Philippe de Valois, d'Alonzo XI de Castille, et de Jeanne de Navarre; et Pedro continua avec leurs successeurs les traités qui l'unissaient à eux. Bientôt la naissance d'un fils de Pedro IV et d'un héritier de ses États vint semer la joie dans tout le royaume, et frapper de mort le parti des infants. Le jeune prince, nommé Juan, né à Perpignan le 22 septembre 1351, fut fait duc de Gérone, et reconnu comme successeur au trône par les états des trois royaumes.

Le roi d'Aragon avait voulu s'assurer un allié en proposant la main de la sœur de sa femme au jeune roi Charles de Navarre; mais ce pays, entraîné par une force irrésistible à graviter dans la sphère de la France, vit son souverain épouser une des filles du monarque français. Le nouveau roi de Castille, Pedro le Cruel, sans en venir à une rupture ouverte avec

l'Aragon, laissait l'infant aragonais Fernando armer publiquement contre son frère, Pedro IV, et menacer ses frontières; mais les mesures énergiques que prit ce dernier pour défendre ses États frappèrent d'impuissance toutes les tentatives de l'infant, et ajournèrent une rupture entre deux rois qui se ressemblaient trop pour ne pas se haïr.

Le pape Innocent VI, élu en 1352, avait pris à tâche de rétablir la paix entre Gênes et l'Aragon; mais le roi, voyant la Sardaigne près de lui échapper par la rébellion du juge d'Arborea, resserra son alliance avec Venise, et arma cinquante galères pour reprendre les hostilités contre Gênes. Sa flotte, commandée par le vieux Cabrera, partit de Mahon le 18 août, et fut ralliée dans les eaux de la Sardaigne par vingt galères vénitiennes. La flotte génoise, qui en comptait cinquante-cinq, se fit battre près d'Algueri, et laissa aux mains des vainqueurs trente-trois vaisseaux, huit mille morts et trois mille prisonniers. Algueri, qu'assiégeait le parti génois, se rendit aux Aragonais; et Gênes, trop faible pour lutter à la fois contre un double ennemi, se jeta dans les bras de l'archevêque Giovanni Visconti, seigneur de Milan, et reconnut sa suzeraineté. Mais bientôt le juge d'Arborea, soutenu par Gênes, souleva encore une fois la Sardaigne, et remit en question tout ce que la victoire avait décidé. Malgré une nouvelle bataille navale gagnée par l'infatigable Cabrera, Sassari, la seule ville qui restât encore à l'Aragon, se vit serrée de près par les Génois; et Cabrera invita le roi à passer lui-même en Sardaigne. Le 15 juin 1354, Pedro s'embarqua à Rosas, à la tête de la plus puissante escadre qu'eût encore équipée un roi d'Aragon. Une foule de

nobles et d'aventuriers gascons, anglais et allemands, vinrent se joindre à cette expédition. La reine voulut, comme naguère l'infante, femme d'Alonzo IV, partager les dangers et la gloire de son époux ; et la flotte, après une traversée heureuse, vint mettre le siége devant Algueri, où elle fut rejointe par trente galères de Venise. Mais la vigueur de la résistance égala celle de l'attaque ; et les maladies, survenues avec l'automne, décimèrent l'armée royale, réduite à tirer toutes ses subsistances de la Catalogne. Le roi, malade lui-même, et voyant ses troupes se fondre sans combattre, se résigna enfin à traiter avec le juge d'Arborea. Tel fut le triste dénouement de cette expédition, entreprise dans la saison de l'année la plus défavorable, avec une flotte et une armée assez puissantes pour promettre d'autres résultats. Le roi convoqua à Cagliari des cortès sardes, où le juge rebelle ne daigna pas même assister; et force fut à Pedro de recommencer la guerre, avec une armée réduite de moitié et découragée par les maladies. Venise, battue par Gênes dans les mers du Levant, conclut séparément la paix avec son ennemie; et Pedro, traitant à son tour avec les rebelles, se hâta de fuir cette île empestée pour s'en retourner dans ses États, où la majeure partie de la noblesse l'avait déjà précédé (1355).

Le pape, qui avait réconcilié Gênes et Venise, s'efforçait également de rapprocher Gênes de l'Aragon. Pedro, après un voyage inutile à Avignon pour traiter de la paix, reprit les armes, et équipa contre Gênes une nouvelle flotte; mais sa rupture avec Pedro le Cruel le força de suspendre son expédition. Pendant plusieurs années, le roi d'Aragon, obligé de

tourner toutes ses forces contre la Castille, ne put prêter à la Sardaigne qu'une attention secondaire. Le juge d'Arborea en profita pour assurer son indépendance. L'ascendant de l'Aragon, durant cet intervalle, s'affaiblit également en Italie. Vainement le jeune roi de Sicile, Frédéric, frère et successeur de Louis, assiégé dans Catane par la reine Jeanne de Naples, implora l'appui de l'Aragonais, qui lui avait fiancé sa fille; Pedro, qui voyait alors ses États envahis par la Castille, et soutenait à la fois la guerre sur terre et sur mer, dut à regret abandonner son gendre à son malheureux sort (1358).

Fatigué d'avoir sur les bras tant d'ennemis à la fois, le roi d'Aragon conclut à la fin avec Gênes, en 1360, une paix qui ne devait pas être plus durable que les autres; et son ambition, toujours inquiète, se tourna vers la Sicile, où il se reprochait d'avoir abandonné dans Frédéric un allié utile et dévoué. Aussi, dès que l'épuisement des deux partis eut ralenti les hostilités entre l'Aragon et la Castille, Pedro se hâta d'envoyer à Catane sa fille avec une flotte de huit galères. Ce secours, tout faible qu'il était, suffit pour ramener la fortune dans le camp du roi de Sicile : don Artal de Alagon, qui soutenait dans ce pays la gloire du nom aragonais, fit éprouver aux troupes de Jeanne un échec décisif. Les villes conquises revinrent d'elles-mêmes à leur roi légitime, les rebelles se soumirent, et Frédéric, jusque-là roi titulaire de Sicile, eut bientôt une couronne plus réelle à poser sur la tête de sa fiancée.

La guerre avec la Castille, un instant suspendue, avait repris avec une nouvelle fureur; mais le despotisme armait de sa redoutable unité la cause du Cas-

tillan, que ne gênaient dans ses allures ni infants, ni *fueros*, ni parlement. L'Aragonais, au contraire, voyait la division régner autour de lui, dans sa famille comme dans ses cortès : celles de Monzon, assemblées en 1362, avaient forcé le roi à appuyer les prétentions du bâtard castillan, don Enrique de Transtamare, banni par son frère, au grand dépit de l'infant aragonais don Fernando, qui aspirait aussi à la couronne de Castille. La mésintelligence qui existait depuis longues années entre le roi d'Aragon et son frère s'accrut encore de cet incident : Fernando ayant manifesté l'intention de se retirer en France avec ses partisans, le roi, sur l'avis de Cabrera et du comte de Transtamare, donna l'ordre d'arrêter l'infant, et de le tuer s'il résistait [1]. L'arrêt fut exécuté dans toute sa rigueur par Transtamare, le plus mortel ennemi de Fernando; et l'infant, ayant opposé la plus vive résistance, fut massacré sur l'ordre exprès de son frère. Ce meurtre, qui n'avait pas même l'excuse de la nécessité, souleva tous les esprits contre don Pedro, mais il s'en consola bientôt en occupant Albaracin et Tortose, héritage de l'infant, mort sans enfants mâles, et dont le riche apanage fit tout entier retour à la couronne.

Une fois entré dans cette voie sanglante, Pedro y marcha sans s'arrêter : sans égard pour les services de son ministre Cabrera dans ses démêlés avec l'Union, il n'hésita pas à faire rouler sur l'échafaud la tête de ce vieux et fidèle serviteur. Le comte de Transtamare,

[1] Il est curieux de voir avec quelle réserve Pedro IV, dans ses Mémoires, touche ce point délicat (fol. 190). « Y estants axi, haguem alguns clams « secrets de moltes obres males quel infant frare nostre nos tractave ; y per « esquivar a gran damptnage qui sen pognera nos y a nostres regnes esde « venir...... »

l'adversaire de Cabrera dans les conseils du roi [1], sut tourner contre lui l'esprit soupçonneux du monarque, et le noircir de crimes imaginaires. Cabrera tenta de s'enfuir, et fut arrêté par ordre de don Pedro : un jugement pour la forme, où on ne lui donna pas même un avocat, décida de son sort. Par un raffinement de cruauté, l'exécution de la sentence fut confiée à l'héritier présomptif, Juan, duc de Gérone, dont Cabrera avait dirigé l'éducation, et le gouverneur fut ainsi conduit à la mort par son élève. Cependant, quelques années plus tard, le roi, reconnaissant l'injustice de l'arrêt qui l'avait frappé, réhabilita sa mémoire, et restitua la vicomté de Cabrera à son petit-fils.

En 1366, don Enrique de Transtamare, appuyé par l'Aragon et par la France, monta enfin sur le trône de Castille, et Pedro IV se trouva pour un moment en paix avec tous ses voisins. Des liens de famille ou de suzeraineté l'unissaient au monarque castillan, qui tenait pour ainsi dire le sceptre de sa main, au nouveau roi de Portugal, don Fernando, et aux Emirs africains, ses tributaires. La marine catalane, répandue sur tous les coins du globe, portait le nom aragonais plus loin que ne l'eussent jamais porté les armes de ses rois. Malgré les désastres de l'invasion castillane et la paix peu honorable qui l'avait suivie, il y avait dans cette constitution de l'Aragon, si heureusement tempérée d'aristocratie et de liberté, un tel ressort au moment du danger, dans le peuple un tel amour du pays et

[1] D'après Zurita, Cabrera avait proposé au roi d'Aragon d'acheter la paix avec la Castille en assassinant le comte de Transtamare; et l'offre, acceptée, fut sur le point d'être mise à exécution. (Voir tome IV, p. 479.)

de ses lois, tant de ressources enfin dans l'industrie de la Catalogne, cette sœur cadette de l'Aragon qui se chargeait de nourrir son aînée, que les hontes de la paix ou les maux de la guerre se trouvaient bien vite réparés.

Don Enrique de Castille, pendant son éphémère royauté, s'était montré peu pressé de payer ses dettes au roi d'Aragon et de lui restituer, selon sa promesse, le royaume de Murcie. Celui-ci l'en punit en traitant avec Pedro de Castille, ramené sur son trône, en 1367, par le *Prince noir*, et en refusant au prétendant un passage à travers ses États. Exploitant les malheurs de la Castille au profit de l'Aragon, Pedro IV ne songeait qu'à obtenir de celui des deux prétendants que favoriserait la fortune, la restitution de Murcie. La défaite et la mort de Pedro le Cruel à Montiel, en 1369, et la restauration de Enrique II sur le trône de Castille, ouvrirent la voie à un rapprochement avec l'Aragon; mais la tortueuse diplomatie de Pedro finit par amener entre les deux pays une guerre de frontières, que termina, en 1375, une paix plus durable et un mariage entre l'infante aragonaise Léonor et l'infant don Juan, depuis roi de Castille.

Vers la même époque, l'infant don Jayme de Mayorque, échappé de sa prison après une longue captivité, et marié à la trop fameuse Jeanne de Naples, vint, à la tête d'un millier de lances, tenter sur le Roussillon un coup de main pour recouvrer la couronne perdue par son père. Pedro d'Aragon, malgré le double fardeau de ses guerres de Sardaigne et de Castille, sut trouver une armée pour lui résister. Le prétendant, par une saillie de courage désespéré, osa

tenter une invasion en Catalogne par le val de la Ségre; mais le manque de vivres fit avorter cette expédition mal conçue. L'infant se réfugia en Castille, où il mourut bientôt, empoisonné, dit-on, par le roi d'Aragon. La mort de l'infant semblait couper court à la querelle; mais le duc d'Anjou, caractère inquiet et turbulent, que ne contenait pas toujours la sagesse de son frère, Charles V, s'avisa de faire valoir sur le Roussillon les droits que lui avait cédés la sœur et l'héritière de Jayme de Mayorque. Le duc envoya défier le roi d'Aragon, qui s'apprêtait à combattre ce nouvel adversaire; mais les loyaux efforts de la France et de la Castille mirent obstacle à cette guerre insensée, et le sceptre des îles Baléares et du Roussillon demeura irrévocablement uni à la couronne d'Aragon.

Bientôt la mort du roi de Sicile vint ouvrir une nouvelle carrière à l'ambition du monarque aragonais. Frédéric III, à défaut d'enfants mâles, avait laissé la couronne à sa fille Maria, petite-fille de Pedro IV, et lui avait substitué, en cas de mort, ses neveux, fils du roi d'Aragon et de Léonora sa sœur. Mais les barons siciliens, peu disposés à se soumettre au joug d'une femme, protestèrent les armes à la main contre le testament de Frédéric, et Pedro arma sur-le-champ pour faire valoir les droits de ses enfants. L'Italie et le monde chrétien étaient alors agités par ce long *schisme d'Occident* (1378 à 1417) qui donna à l'Église deux papes rivaux, Urbain VI à Rome, et Clément VII à Avignon. Le roi d'Aragon avait évité prudemment de prendre parti dans la querelle; mais le pape italien, Urbain VI, ne s'en prononça pas moins contre lui dans la question de la Sicile, et réclama

cette île comme un fief du saint-siége. Pedro, pour échapper à l'interdit dont le pape le menaçait, renonça pour son compte à la couronne de Sicile, qu'il fit passer sur la tête de son fils don Martin, en se réservant, sa vie durant, la suzeraineté de l'île et le titre de roi. Quant à la malheureuse Maria, dont on héritait ainsi de son vivant, Guillen de Moncada, chef du parti aragonais en Sicile, s'empara de sa personne; détenue deux ans à Cagliari en Sardaigne, elle finit par être envoyée en Catalogne, où Pedro, pour trancher la querelle par un mariage, résolut de la faire épouser à son fils don Martin.

La Sardaigne, cependant, réclamait toujours de nouveaux efforts. En 1386, un traité nouveau fut signé entre l'Aragon et Gênes, cette éternelle alliée des Sardes, et une paix menteuse fit trève pour quelques années à cette guerre incessante que Pedro devait léguer à son successeur. Les dernières années de ce règne agité, furent remplies par des querelles intestines : les cortès de Monzon, en 1383, enhardies par les embarras de la couronne, portèrent un contrôle plus sévère que jamais sur les différentes branches de l'administration. Des voix hardies s'élevèrent contre les dénis de justice et les exactions des tribunaux du roi; on accusa même quelques-uns de ses conseillers de vendre aux ennemis les secrets de l'État; on se plaignait surtout de la mauvaise gestion des finances publiques, et le parlement demanda hautement un remède à tous ces abus. L'infant don Martin, le chef de l'opposition dans les cortès, fut nommé avec vingt députés pour veiller au redressement des griefs publics; et aux termes de la constitution, le roi dut suspendre ceux de ses conseillers

contre lesquels il fallait informer. Ces dissensions politiques s'envenimèrent encore de celles qui régnaient dans la famille royale. L'humeur impérieuse de la reine Sybilla [1], que Pedro avait épousée en troisièmes noces, son éloignement pour les fils du premier lit, et l'ascendant qu'elle avait pris sur un roi âgé, amenèrent la mésintelligence entre le roi et ses deux fils. L'aîné, don Juan, prince de Gérone, s'était remarié, contre la volonté de son père, avec une petite-fille du roi de France; le roi, dans sa colère, ôta à l'infant le titre et les fonctions de procureur général d'Aragon, et fit en personne la guerre au comte d'Ampurias, son beau-frère.

Les infirmités du vieux roi, qui augmentaient avec l'âge, accrurent l'empire qu'une femme altière exerçait sur lui, et les préventions qu'elle lui inspirait contre ses enfants. Une rupture ouverte eut lieu entre Pedro et son fils aîné, et bon nombre de *ricos homes* et de prélats, prévoyant la fin du roi, embrassèrent contre lui le parti de l'héritier présomptif. La reine, infatigable dans sa haine, essaya de soulever contre l'infant les principales villes du royaume. L'infant leva des troupes, recruta des partisans, et tout se prépara pour une guerre civile. Mais dans cet heureux pays, la constitution, grâce au ciel, offrait d'autres recours que les armes pour trancher de pareils débats. L'héritier du trône, injustement poursuivi, n'hésita pas à chercher un refuge dans le sanctuaire des lois, auprès du *justiza*, et sollicita de lui la garantie tutélaire appelée *firma de derecho* [2].

[1] Sybilla de Forcia était fille d'un simple chevalier du Lampourdan. Pedro, malgré son âge avancé, avait eu d'elle deux fils qui moururent jeunes, et une fille, doña Ysabel.

[2] Voir le chapitre suivant, sur les *Institutions d'Aragon*.

L'infant ayant donné caution qu'il se présenterait devant le tribunal du *justiza*, celui-ci lui accorda des lettres inhibitoires, en vertu desquelles il fut rétabli dans tous ses droits : le titre et l'autorité de procureur général lui furent rendus, et cette victoire pacifique des lois mit un terme aux dissensions qui divisaient la famille royale, et assura son repos et celui de l'État.

Une querelle assez grave entre l'évêque de Tarragone et le roi troubla les derniers instants de sa vie et de son règne. Déjà le roi allait en venir aux armes et l'évêque aux anathèmes, quand Pedro, sentant sa fin approcher, dut détourner enfin sa pensée des intérêts de ce monde. Sur son lit de mort, il s'accusa hautement d'avoir osé porter la main sur l'oint du Seigneur, et attenter à l'autorité temporelle du prélat, et, implorant humblement le pardon de sa faute, il lui restitua tout ce qu'il lui avait enlevé.

Pedro IV mourut à Barcelone, le 5 janvier 1387, à l'âge de soixante-dix ans, après en avoir régné cinquante-un. Ce long règne, l'un des plus laborieux dont l'histoire fasse mention, fut constamment éprouvé par la guerre civile ou par la guerre étrangère. Poursuivi dès l'enfance par la haine d'une belle-mère, Pedro passa sa vie à lutter; mais fatiguant la mauvaise fortune à force de patience, tournant l'obstacle qu'il ne pouvait vaincre, la duplicité fut pour lui une arme plus sûre que le courage. On l'a comparé, mais à tort, à son homonyme Pedro de Castille : s'il versa, comme lui, le sang d'un frère, s'il employa indifféremment contre ceux qu'il haïssait le fer ou le poison, sa froide rigueur contrasta toujours avec les emportements de rage aveugle du tyran de la Castille ; la vengeance,

pour lui, fut un moyen, jamais un but, et comme il sut punir, il sut aussi pardonner à propos. Jugeant, comme le vulgaire, les affaires humaines par l'événement, et le droit par le succès, là où la force ne suffisait pas, il employa la ruse, et ne vit pas de honte à plier devant des sujets révoltés, et à céder à la nécessité, en homme qui se réserve de compter plus tard avec elle.

Comme tous les rois politiques, comme Philippe le Bel et Louis XI, Pedro d'Aragon aimait à s'entourer d'hommes de loi, et les admettait volontiers dans ses conseils; en paix comme en guerre, il se faisait suivre de deux légistes et de deux chevaliers, représentants de deux ordres rivaux, mais d'accord au moins sur un point, dans leur haine commune contre la haute noblesse.

Par un bizarre contraste, la nature avait logé cette âme d'une trempe si forte dans un corps frêle et maladif. Quant à ce surnom bizarre de Pedro *le Cérémonieux*, qui semble si peu en rapport avec son caractère, il le dut au soin tout spécial qu'il mit à régler l'étiquette de sa cour, en composant un traité tout exprès sur ce sujet. Comme tous les esprits aventureux qui aiment à tenter l'impossible, Pedro était fort adonné à l'astronomie et à l'alchimie; mais la première et la plus chère de toutes ses études, ce fut la science de régner, où le portait naturellement la pente de son génie. Digne précurseur de Fernando *le Catholique*, il est après lui le plus grand de tous les rois de l'Aragon, et tous deux ont ce trait commun que, sans aimer leur caractère, on est forcé d'admirer leur talent.

CHAPITRE II.

INSTITUTIONS DE L'ARAGON.

Par une étrange conformité, la Castille, l'Aragon et la Navarre ont leur berceau entouré des mêmes ténèbres, et n'arrivent à l'histoire qu'après avoir passé par la fable : ainsi la Navarre a ses deux dynasties de rois imaginaires, à une époque où elle n'existe encore que comme peuple et non comme royaume [1]; la Castille a ses *Juges* [2], non moins fabuleux; l'Aragon, enfin, son *fuero de Sobrarbe* [3], dont l'existence n'est pas plus réelle que celle de la royauté du même

[1] Voyez mon tome III, p. 250 et 511.

[2] Voyez tome II, p. 428.

[3] On trouvera dans Pellicer (*Anales*, l. III, ch. 20) le texte en vieux navarrois du prologue et les seize lois de ce *Fuero*. On peut en lire une excellente critique dans la belle édition de Mariana. (Valence, f° 1788, *Append.*) Voir aussi Moret, *Investigat.* p. 511 à 568; Masdeu, t. XV, *Illustrat.*; Schmidt, *Gesch. aragon.*, p. 28; et Gervinus, *Historische schriften*, p. 270. Voici d'après la traduction de Blancas, *apud Schottum*, *Hisp. illustr.*, t. III, p. 588, les principaux passages de cette charte apocryphe qui aurait précédé de trois ou quatre siècles toutes les chartes de l'Europe : « 1° In pace et justitia regnum regito, nobisque foros meliores irrogato. 2° E Mauris vindicabunda dividantur inter ricos homines non modo, sed etiam inter milites ac infantiones; peregrinus autem homo nil inde capito. 3° Jura dicere regi nefas esto, nisi adhibito subditorum consilio. 4° Bellum aggredi, pacem inire, inducias agere, remve aliam magni momenti pertractare caveto rex, præterquam seniorum annuente consensu. 5° Ne quid autem damni detrimentive leges aut libertates nostræ patiantur, judex quidam medius adesto, ad quem a rege provocare, si aliquem læserit, injuriasque arcere, si quas forsan reipublicæ intulerit, jus fasque esto. »

nom [1]. En 886, s'il faut en croire Blancas, les Aragonais, en élisant pour leur souverain Iñigo Arista, le premier des rois de Navarre, lui auraient dicté ce prétendu *fuero*, comme, en 1215, les barons anglais dictèrent à Jean-Sans-Terre leur *magna charta*. Nous ne ferons pas à cette absurde légende l'honneur de la réfuter sérieusement, bien qu'elle ait été répétée par tous les historiens aragonais, jusques et y compris Zurita. Remarquons seulement que la formation du royaume d'Aragon ne remonte qu'au onzième siècle, et que la constitution de ce pays aurait ainsi précédé de deux siècles la monarchie qu'elle devait régir.

Laissons maintenant la fable pour l'histoire, et rassemblons le peu de faits avérés sur cette obscure époque. Nous avons vu [2] le royaume d'Aragon poindre au milieu des ténèbres du onzième siècle, sous Sancho *el Mayor*, roi de Navarre, qui le donna en partage à son fils Ramiro Ier. Vers la fin du même siècle, Sancho Ramirez octroie à la ville de Jaca son *fuero*, première base authentique des libertés de l'Aragon. Mais ce *fuero*, comme ceux de la Castille, semble avoir reposé sur des coutumes antérieures à lui, et qu'il n'a fait que confirmer. Ainsi le *fuero de Sobrarbe*, faux en tant que charte écrite, pourrait bien être vrai comme droit oral et coutumier. Ainsi nous rencontrons partout, aux origines de la société espagnole, le même contrat entre la royauté, la noblesse et les communes. Les lois, sous leur forme la plus

[1] Sobrarbe, de *sobre Arva*, sur l'Arve, fleuve qui passe à Saragosse. Aucune chronique antérieure à 1035, ne fait mention de ce chimérique royaume. Les chroniques franques, notre seul guide dans ces ténèbres n'en disent pas un mot, et semblent considérer les rives de l'Arve comm soumises aux Arabes.

[2] Tome III, p. 266.

grossière, celle des coutumes, y ont précédé la royauté elle-même, si vieille qu'on la suppose; et celle-ci, une fois établie, a dû changer ces coutumes en garanties écrites. « *D'abord des lois, puis des rois!* » telle est la fière devise de l'Aragonais, qui y est resté fidèle à toutes les dates de son histoire.

Nous ne suivrons point pas à pas pour l'Aragon, comme nous l'avons fait pour la Castille, l'histoire de tous ces *fueros* communaux, octroyés tour à tour aux villes par les rois, et dont l'ensemble forme la constitution municipale de la Castille, la seule qu'elle ait jamais possédée. Dans un pays essentiellement féodal comme l'Aragon, où la liberté même a quelque chose d'aristocratique, et où les grands propriétaires fonciers sont en même temps les grandes influences politiques, l'étude de la hiérarchie nobiliaire et sociale a seule une véritable importance; les seuls *fueros* qu'il faille y étudier sont ceux de la noblesse, qui l'emportent de beaucoup en autorité sur ceux des communes; car les villes s'y mettent d'elles-mêmes sous la tutelle des *ricos homes;* et pour asseoir ses priviléges sur une base stable, Saragosse doit faire assimiler ses bourgeois à des nobles, et les faire participer aux franchises de l'*infanzonat*. Enfin toutes les garanties de liberté, conquises sur la royauté, le sont, comme en Angleterre, par des nobles unis pour défendre d'abord les priviléges de leur ordre, et ensuite ceux du pays.

Ces différences s'expliquent, du reste, par la diversité du génie des deux peuples aussi bien que par leur histoire. La Castille, pays éminemment monarchique, tient des mains de ses rois le peu de libertés qu'elle possède, au lieu de les avoir, comme l'Ara-

gon, conquises sur eux, en les leur arrachant pièce à pièce. Le code gothique, où la monarchie et le clergé sont tout, la noblesse peu de chose, et le peuple rien, règne seul dans ce pays, sans qu'aucun élément étranger, ni arabe, ni germanique, se mêle à la loi nationale, ni aux *fueros* qui viennent la compléter. Située au cœur de la Péninsule, la Castille, par ses penchants comme par ses lois, reste le seul et vrai représentant du génie espagnol; et c'est à ce titre que l'avenir lui appartient, et que tous les peuples de la Péninsule viendront un jour s'absorber en elle. En Aragon, au contraire, l'extension de la monarchie franque au delà des Pyrénées introduit dans la législation et dans les mœurs un élément nouveau, l'élément frank ou germanique. Dès le neuvième siècle, l'Aragon est une terre féodale : en regard des comtes franks, établis par les successeurs de Charlemagne, nous y voyons une noblesse indigène; et le premier de ses comtes souverains, Asinarius ou Aznar, est un natif du pays. Quand la royauté franque, affaiblie par ses discordes, perd ses possessions au sud des Pyrénées, les habitudes féodales, implantées par elle en Aragon, survivent à sa domination même, et y prennent après elle un nouveau développement. Déjà, vers cette même époque, les traditions locales, résumées dans le *fuero de Sobrarbe*, nous parlent de *ricos homes*, de chevaliers et d'*infanzones;* les terres conquises sur les Arabes sont partagées en baronnies et en comtés, et découpées ensuite en arrière-fiefs entre les chevaliers; et la tenure du fief et de l'arrière-fief y est régularisée par des coutumes d'abord, et bientôt par des lois écrites.

Comme si tout devait différer entre les deux

peuples, les ordres de l'État sont au nombre de trois seulement en Castille, et l'on en compte quatre en Aragon : la noblesse, ainsi qu'on doit s'y attendre dans un pays aristocratique, a double part dans la hiérarchie; sur les quatre ordres, elle en possède deux, et se divise en deux bras (*brazos*) ou bancs (*estamentos*), celui de la haute noblesse ou des *ricos homes*, et celui de la noblesse inférieure. Commençons d'abord par le premier.

On a beaucoup disputé sur le sens de ce mot de *ricos homes* [1]. Or, le sens le plus naturel est en même temps le plus vrai : *ricos homes* veut dire tout simplement les *hommes riches*, car alors, qui disait riche disait brave, puisque les terres ne se gagnaient qu'à la pointe de l'épée. Jusqu'au treizième siècle, les rois demeurèrent fidèles à l'usage de ne distribuer les baronnies qu'à leurs *ricos homes* [2]; mais Jayme Ier se hasarda le premier à conférer à son favori Ximen Perez, simple noble ou *mesnadero*, la baronnie d'Arenos. La porte une fois ouverte, les intrus s'y glissèrent; et les rois, intéressés à grossir le nombre des *ricos homes* pour diminuer leur puissance, saisirent chaque occasion d'en créer de nouveaux.

Les priviléges des *ricos homes* étaient nombreux et étendus : et d'abord, aux termes du *Privilegio general*, ils n'étaient passibles d'aucune peine corporelle, et ne pouvaient être jugés que par le *justiza*, assisté de son conseil. Pour les faire déchoir de leur ordre,

[1] Voir Blancas, p. 724, et Alonzo X, *Partida II*, tit. IX, loi 6.

[2] Les feudataires directs de la couronne portaient seuls, comme en France, le titre de barons, et avaient seuls le droit de haute et basse justice et de bannière (*pendon*).

le bon plaisir du roi ne suffisait pas; il fallait une sentence des cortès. Une fois par an, au dire de Vitalis, le roi pouvait convoquer chaque titulaire d'une *ricombria*, avec le nombre de chevaliers qu'elle devait fournir, et ceux-ci étaient tenus de le servir deux mois [1], aux frais du *rico home*. La baronnie, partagée en arrière-fiefs, devait entretenir un chevalier pour chaque 500 sous de rente. Tout vassal ou arrière-vassal du roi qui manquait à son service, fût-ce un jour seulement, perdait la solde de l'année entière. Le *rico home* devait en outre, chaque fois que le roi l'y invitait, se rendre à sa cour, assister aux causes importantes et servir de conseil au *justiza*; si les dépenses étaient trop lourdes, la munificence royale venait à son aide. Enfin ses fils jouissaient, de son vivant, de tous ses priviléges.

Quant à la nature même des fiefs, nous l'avons déjà définie en étudiant la féodalité castillane (t. IV, p. 516). L'époque où les *fiefs de domaines* devinrent héréditaires est à peu près la même dans les deux pays, et remonte au douzième siècle ou à la fin du onzième [2]. La loi prend un soin minutieux de spécifier les délits qui entraînent la *commise* ou perte du fief. Blancas cite sept de ces délits : 1° quand le *rico home* crée chevalier tout autre qu'un *infanzon* ou

[1] Ce chiffre paraît avoir beaucoup varié : ainsi Vitalis, qui écrivait sous Jayme II, le fixe à deux mois, le *Privilegio general* à trois, et les *Observancias* (liv. VI, tit. I, loi 15) à un seulement (*una mensata*).

[2] Voir Zurita, t. I, p. 21. Dans le *fuero* donné par Alonzo I[er] à Saragosse en 1115, on trouve une foule de signatures de nobles et chacune porte trois noms. Lop Lopez de Calahorra, Sancio Joannes de Osca, etc. Le premier est le nom de baptême, le second le nom du père ou de la famille, le troisième celui de la terre ou du fief, qu'ils possédaient par conséquent à titre héréditaire.

un bourgeois d'une ville privilégiée [1]; 2° quand le fief se détériore dans ses mains ou qu'il y établit des impôts illégaux [2]; 3° quand il ne partage pas son fief en autant de chevaleries que celui-ci en comporte [3]; 4° quand il s'absente, sans la permission du roi, pour aller servir un autre seigneur [4]; 5° quand il se reconnaît pour vassal d'un autre prince [5]; 6° quand il manque de respect au roi ou à ses délégués [6]; 7° enfin, quand il attribue sous serment la qualité d'*infanzon* à quelqu'un qui ne l'est pas [7]. Le *rico home*, déclaré coupable par le *justiza* sur un des six premiers chefs, retombait dans l'ordre des *mesnaderos;* mais, convaincu de parjure, il descendait au rang infime de vilain et de contribuable (*pechero*). Les créanciers du *rico home* pouvaient en outre mettre arrêt sur son fief, et le roi lui-même avait recours à ce privilége des créanciers ordinaires [8].

Le *rico home* choisissait parmi ses fils celui à qui il voulait transmettre son titre, car le droit de primogéniture n'était pas plus reconnu en Aragon qu'en Castille. La *ricombria* dont le titulaire n'avait pas d'enfants, passait à son parent le plus proche ou à celui qu'il lui plaisait de choisir, et le roi n'intervenait en rien dans cette transmission. Les vassaux ou colons de la *ricombria* ne pouvaient être contraints

[1] *Fueros de Aragon*, l. VII, p. 128, au verso, tit. *De creatione militum.*

[2] *Id.* p. 130, verso, tit. *De stipendiis.*

[3] *Id.* *id.* tit. *Quod barones Aragonum.*

[4] *Observant. regni Aragon.*, liv. VI, tit. I, loi 9.

[5] *Id.*, loi 8.

[6] *Id.*, loi 10.

[7] *Id.*, loi 11.

[8] Blancas, p. 742.

de se rendre à l'armée que quand le roi la commandait en personne; et ils pouvaient, avec sa permission, s'engager au service d'un autre souverain. Le *rico home* ne devait conférer ses arrière-fiefs qu'à des chevaliers nés en Aragon, et l'arrière-fief *se commettait* (se perdait) par les mêmes motifs que le fief. Ajoutons que les rois, aussi bien que leurs grands vassaux, attentaient souvent à l'hérédité des fiefs et arrière-fiefs concédés par eux. L'institution des *ricos homes de mesnada*, choisis dans la maison royale (de *mesnada*, en vieux français *mesnie*), en opposition avec les *ricos homes* de naissance, leur servit en outre à établir des relations plus directes avec les nobles du second ordre, et ceux du premier virent ainsi en même temps augmenter leur nombre et diminuer leur puissance.

Somme toute, cependant, la haute noblesse d'Aragon nous apparaît sous un jour plus favorable que celle de Castille ou de France à la même époque. L'intérêt privé, chez les barons aragonais, s'efface devant l'intérêt de caste; l'esprit de corps, le culte du passé, le respect minutieux de la loi, sont les traits saillants de leur caractère, et rappellent ceux du patriciat romain; et la dureté du joug qu'ils font peser sur leurs vassaux est rachetée par leur soin vigilant pour les libertés du pays.

DE LA NOBLESSE DU SECOND ORDRE.

A l'inverse de la Castille, où tous les nobles font corps pour étendre leurs prérogatives aux dépens de celles de la royauté, ce qui nous frappe en Aragon, c'est l'existence légale d'une noblesse secon-

daire[1], divisée elle-même en plusieurs classes, et dont les intérêts, toujours distincts, sont souvent opposés à ceux de la haute noblesse. Dans cette hiérarchie, le premier degré, le *mesnadero*, vient juste au-dessous du *rico home* et au-dessus du chevalier; mais ses fils ne sont que des *infanzones*. « Le *mesnadarius*, dit Vitalis[2], doit descendre, au moins par les mâles, d'une souche de *ricos homes*, où nul n'ait été vassal, si ce n'est d'un roi, d'un prince du sang ou d'un prélat. Il peut sans déshonneur vivre aux dépens d'un *rico home*, non comme vassal, mais comme ami, et recevoir de lui une solde ou des présents[3]. » Ajoutons que les *mesnaderos* ne pouvaient être vassaux que du roi, et que leurs fiefs, d'abord révocables par jugement, finirent par devenir héréditaires.

Les chevaliers constituaient le second degré de la noblesse inférieure. La chevalerie, toutefois, était une dignité, et non un état acquis par droit de naissance; le vilain qui avait usurpé ce rang était dépouillé de ses armes, et rentrait dans toute l'obscurité de sa condition[4]. Outre les priviléges communs aux chevaliers avec les *infanzones*, d'autres leur appartenaient en propre; ainsi, ni leur cheval, ni leurs armes ne pouvaient être saisis pour dettes. Quiconque arrê-

[1] Comparer avec la loi anglaise (Hallam, II, 476) qui n'accorde aucun privilége civil à la noblesse inférieure ou *Gentry*, et ne reconnaît, au-dessous des lords, les *ricos homes* anglais, que deux classes, le libre et le serf : à ce point de vue vraiment libéral, la constitution d'Angleterre est supérieure à celle de l'Aragon, qui repose sur un principe plus aristocratique.

[2] Blancas, p. 729 et 744.

[3] On reconnaît ici les *leudes* et le *comitatus* germanique.

[4] *Fueros de Aragon*, p. 128 *bis*, cortès de Huesca.

tait leur palefroi par la bride était puni de cinq cents sous d'amende. Leur fils même ne pouvait s'asseoir à la table de son père ni à celle d'un autre chevalier. Les arrière-fiefs des *ricombrias* n'étaient distribués qu'à eux, et il était défendu aux *ricos homes* d'armer chevalier un autre qu'un *infanzon* ou un bourgeois des villes privilégiées. Telle était dans l'origine la lettre stricte de la loi; mais plus tard les ennoblissements devinrent plus fréquents, et les ennoblis partagèrent avec les nobles le droit d'être armés chevaliers.

Passons maintenant aux *infanzones*, qui répondent à peu près aux *hidalgos* de Castille, et forment une classe très-nombreuse, intermédiaire entre les *mesnaderos* et la bourgeoisie. Sans entrer dans les longs débats qu'a soulevés ce nom d'*infanzones*, nous nous contenterons de la définition qu'en donnent les *observantias de Aragon* (liv. VI, tit. I, loi I): « Tout individu descendant par les mâles d'une race de chevaliers est *infanzon*, qu'il soit légitime ou bâtard, mâle ou femelle. » Comme les *ricos homes* et les chevaliers, ils étaient de droit affranchis de tout impôt [1], et exempts de se rendre à l'armée, sauf dans le cas où le roi la commandait en personne, et alors même, ils ne devaient servir que pour trois jours [2]. Ils ne pouvaient perdre leur fief que par sentence du *justiza*. Vassaux du roi, ils avaient droit de se quitter de lui, en lui rendant tout ce qu'ils en avaient reçu, et en lui

[1] *Fueros de Aragon*, p. 129 *bis*, tit. *De immunitate*. Toutefois ce privilége disparaissait en partie, quand un *infanzon* faisait le commerce, même par des mains tierces. (*Fueros*, p. 105 *bis*, tit. *De leudis.*)

[2] Ce privilége, qui rend complétement dérisoire le service militaire rendu au roi par la noblesse de second ordre, est mis hors de doute par un curieux diplôme d'Alonzo Ier, cité par les *Mémoires de l'Acad. de Madrid*, t. III, p. 580.

recommandant leurs femmes, leurs enfants et leurs biens; après quoi ils pouvaient sans scrupule lui faire la guerre, mais sans incendier ses domaines; et dans toute bataille où le monarque assistait en personne, ils devaient venir se mettre à son service avec leur cheval et leurs armes.

Dans ce *fuero* des droits de l'*infanzon*, visiblement écrit sous l'influence des codes germaniques, sa vie et ses blessures sont mises à prix, suivant des tarifs dressés d'avance. On y retrouve aussi toutes les formes de la justice barbare, le *Wehrgeld*, les jureurs assermentés, et le droit de vengeance laissé aux parents ou amis du défunt. Dans le titre *des défis*, on s'étonne de voir la loi n'accorder aucune supériorité à l'*infanzon* sur le vilain. Les deux adversaires doivent se défier avant de combattre, sauf quand il s'agit de venger la mort d'un ami ou d'un parent [1]. La vilaine qui épouse un *infanzon* est élevée au même rang que lui, et jouit, même après la mort de son mari, de tous les priviléges de son ordre [2]. L'*infanzona* qui épouse un vilain lui confère exemption d'impôts, mais ses fils restent vilains [3], et l'amende qu'on lui paie, en cas d'injure, n'est pas celle d'une *infanzona* [4]. Si un homme en a offensé un autre en présence d'une dame de noble race, il doit venir, avec

[1] *Observantias de Aragon*, loi 22. Voir aussi sur les priviléges de *l'infanzonat*, Molino, *Repertor.*, p. 172 à 179.

[2] *Observant. de Aragon*, loi 23. En Flandre, au douzième siècle, le noble qui épousait une vilaine, devenait vilain lui-même, après avoir vécu un an avec elle. (*Rec. des histor. de France*, t. XIII, p. 350.)

[3] De même en Angleterre, le fils suivait la condition du père; à ce point que le bâtard né d'une serve était libre, la loi présumant la liberté du père. Dans la loi romaine, au contraire, on suit l'axiôme : *partus sequitur ventrem.*

[4] *Observant. de Aragon.*, tit. III, loi 3.

douze de ses pairs, en demander pardon à celle-ci, et lui baiser le pied [1]. Celui qui frappe un *infanzon* jusqu'à effusion de sang paie une amende de deux cent cinquante sous, comme celui qui frappe un bourgeois ou un vilain. Quant au meurtre d'un noble, ce n'est pas avec de l'argent qu'on l'expie, mais avec du sang, et la loi s'en remet aux parents du soin de le venger [2].

Des priviléges aussi étendus excitaient l'envie universelle, et la fraude cherchait souvent à les acquérir. De faux *infanzones* usurpaient le titre et les droits des vrais, et il fallait alors recourir à la preuve d'état (*salva infantionis*). Deux chevaliers devaient jurer sur l'Evangile que un tel, leur parent, était *infanzon*. Quand un noble, au contraire, réclamait un homme comme son serf, c'était à celui-ci à faire attester son origine libre par deux hommes de noble race [3].

DU CLERGÉ ARAGONAIS.

En voyant le clergé de Castille occuper une si large place dans l'État, on se demande pourquoi il en tient si peu en Aragon, dans l'histoire des faits comme dans celle des institutions. Mais chez un peuple essentiellement agricole, où tout pouvoir repose sur la propriété héréditaire du sol, partagée entre un petit nombre de familles, qui le subdivisent ensuite entre une foule de clients et de vassaux, la

[1] ***Observ.***, loi 8. De même celui qui a frappé quelqu'un en présence de la reine, doit orner la chambre royale de meubles et tentures convenables; en présence du roi, le crime est plus grave et entraîne l'exil perpétuel. (***Fueros de Aragon.***, liv. IX, p. 177 *bis*.)

[2] ***Fueros de Arag.***, liv. IX, tit. ***De injuriis.***

[3] ***Id.***, p. 129.

noblesse, ayant pris pour elle toute l'influence, n'en a plus à laisser ni à la royauté, ni à la bourgeoisie, ni au clergé. La constitution de l'Aragon, résumée tout entière dans ses priviléges seigneuriaux, est la plus aristocratique peut-être dont l'histoire ait jamais fait mention. Rome, en effet, à côté de son patriciat, possède une démocratie qui finit par entrer avec lui en partage du pouvoir; l'Angleterre, à côté de ses hauts barons, possède une noblesse inférieure (*gentry*), et des communes qui ont à elles une représentation distincte; mais la haute noblesse d'Aragon, en dictant à la royauté, comme celle d'Angleterre, sa *magna charta*, conquise aussi à la pointe de l'épée, semble n'avoir stipulé que pour elle seule. Forcée, par le progrès des temps et des idées, de faire une part d'influence, bien restreinte, il est vrai, à la noblesse de second ordre et à la bourgeoisie, elle s'en dédommage en bannissant le clergé des affaires publiques; et tandis qu'en Castille, il règne presque sans contrôle depuis les Goths jusqu'à Alonzo X, ce n'est qu'en 1301 qu'il parvient à siéger dans les cortès d'Aragon, comme le dernier venu et le moins influent des ordres de l'État [1].

Le clergé castillan, allié fidèle de la royauté, n'a jamais manqué à son pacte avec elle; s'il a beaucoup reçu d'elle, il lui a aussi beaucoup donné, et comme les communes, il a toujours embrassé sa cause dans ses luttes avec des nobles factieux. En Aragon, au contraire, une triple alliance existe aussi, mais entre la noblesse, la bourgeoisie et le clergé, toujours unis

[1] Blancas, *Modo de proceder en Cortes*, p. 14, et *Comentar.*, p. 763. Ce qui n'empêche pas, dès les cortès de Huesca, en 1162, des membres du clergé de siéger dans le parlement, mais sans y constituer un ordre distinct.

contre la royauté, quand il s'agit de restreindre ses privilèges, et de défendre les libertés du pays. Jamais, cependant, le clergé aragonais n'en est venu à une rupture ouverte avec elle; presque banni de la vie publique, et réduit au rôle modeste que la religion lui assigne, il s'entremet avec un zèle tout chrétien pour ramener la paix dans l'État déchiré par les partis. Mais dans son esprit de nationalité exclusive, il repousse de son sein tout élément étranger; pendant que les cortès de la Castille protestent en vain contre l'intrusion des prêtres français ou italiens qui viennent faire curée de ses bénéfices, l'Aragon refuse obstinément d'admettre aucun étranger aux dignités de son Église; la loi réserve ces emplois pour les seuls sujets aragonais, et dans sa jalousie toujours croissante, elle les interdit même plus tard aux Valenciens et aux Catalans.

Les rois, de leur côté, malgré leurs longues querelles avec la cour de Rome, n'exercent aucune contrainte religieuse sur leurs sujets; Pedro IV, excommunié par le pape, donne libre cours à l'interdit prononcé contre lui; les liens spirituels de l'Aragon avec le saint-siége, brisés un instant, sont renoués avec empressement par ces pieuses populations, chez qui l'indépendance n'exclut pas le sentiment religieux; et le clergé aragonais, dénué d'action politique, n'en exerce que plus sûrement son action morale, la seule qui lui appartienne ici-bas.

BOURGEOISIE.

« On appelle citadins (*cives*), dit Vitalis [1], tous

[1] *Apud* Blancas, p. 729.

ceux qui résident dans des cités; mais on ne nomme bourgeois (*burgenses*) que ceux qui n'exercent pas d'état manuel, sauf les chirurgiens, médecins, changeurs, et marchands d'étoffes précieuses [1]. » Voilà tout ce que le premier jurisconsulte de l'Aragon au moyen âge trouve à dire de cette classe importante qui, en Castille comme ailleurs, forme le nerf de l'État; après lui, Salanova et Blancas ne daignent pas même prononcer le nom de bourgeois, comme si la nation tout entière n'était composée que de nobles pour commander, et de serfs pour obéir. Pour eux la bourgeoisie reste en dehors du cadre féodal [2]. Et cependant, les communes aragonaises avaient aussi leurs *fueros*, achetés au prix de leur sang; mais elles rencontrèrent en face d'elles une hiérarchie plus exclusive que celle de la Castille, et leurs franchises, pour subsister, durent se mettre, comme en Angleterre, sous la tutelle des hauts barons. Les efforts des monarques aragonais pour rallier contre les *ricos homes* le clergé et les habitants des villes restèrent toujours impuissants; et pouvait-il en être autrement dans un pays où une bourgeoisie privilégiée, seule admise à la représentation, participait aux droits et à l'esprit de la noblesse [3]?

[1] On verra cependant plus loin les chirurgiens et les apothicaires privés, comme exerçant un état manuel, du droit de siéger dans les cortès.

[2] Schmidt, dans son excellent travail sur la constitution de l'Aragon, la partie la plus remarquable de sa trop courte histoire de ce pays, a rassemblé sur la bourgeoisie le peu que l'on sait d'elle. J'ai essayé de compléter cette lacune, à l'aide des renseignements épars dans les *fueros* et Zurita.

[3] Le judicieux Prescott (t. I, p. 80) a tort de prétendre que « le poids « des communes dans les cortès d'Aragon était plus décisif que dans aucune « assemblée de ce genre à la même époque » Que dirait-il donc de la Castille, où la bourgeoisie, non contente de dominer dans les cortès, parvint à en exclure les deux autres ordres?

La présence des députés du tiers-état aux cortès de Borja, dès 1133, un demi-siècle avant ceux de la Castille, ne prouve rien pour l'influence de la bourgeoisie, car elle n'entre dans ces cortès que sous le bon plaisir des *ricos homes*. Par un contraste de plus avec la Castille, où l'esprit municipal domine, l'absence totale de cet esprit est le trait distinctif de l'Aragon. Les rois, au lieu de trouver un point d'appui dans les communes, sont réduits à en chercher un auprès de la noblesse du second ordre, ou de leurs cités de Catalogne dont le dévouement sans conditions n'a jamais fait défaut à ses souverains. Dans la longue lutte de Pedro IV avec les Unions de Valence et de Saragosse, les *ricos homes* sont les chefs naturels de la ligue, l'âme qui l'anime, le drapeau qui la guide; et les villes, divisées entre les deux partis, penchent en général du côté de la *liberté*, mot synonyme, dans ce pays, de celui d'aristocratie.

L'origine des *fueros* communaux de l'Aragon est la même, nous l'avons dit, que celle des *fueros* de la Castille; les rois, pour appeler des habitants dans leurs *poblaciones*, exposées à l'invasion, les y attirent par l'appât de larges franchises. En 1118, Alonzo I[er] accorde une charte à Saragosse reconquise sur les infidèles; cette charte affranchit les habitants de l'impôt sur les marchandises, appelé *lezda;* elle garantit à tous bourgeois la liberté sous caution, en cas d'action judiciaire, et le droit de n'être cité que devant les juges royaux de la ville [1]. Il existait en outre à Saragosse une compagnie de marchands, fort

[1] Molino, *Repertor. jurisprud.*, p. 265, et Asso, p. 366.

considérée : elle avait ses juges consulaires, appelés *majordomes*, et élus par elle, au nombre de trois, pour juger les causes commerciales. Les affaires de la cité étaient gérées par des magistrats électifs, appelés *jurados;* des assemblées générales de la commune avaient aussi lieu dans certains cas. Ainsi Saragosse jouissait, dans sa constitution intérieure, de tous les droits des cités castillanes les plus favorisées; ses bourgeois, par un privilége tout spécial, étaient admis au rang et aux franchises de l'infanzonat. Aussi envoyait-elle, dès 1163, jusqu'à quinze députés aux cortès; mais l'influence tout exceptionnelle de cette ville, capitale du royaume, ne prouve rien pour celle des autres; et somme toute, l'on peut dire de la bourgeoisie comme du clergé d'Aragon, qu'ils n'ont tous deux, dans l'ordre politique, de droits et de pouvoirs que ceux que la noblesse a bien voulu leur laisser.

DES SERFS OU VILAINS.

Dans un pays aristocratique comme l'Aragon, la constitution du servage doit être plus oppressive que dans un pays monarchique comme la Castille, ou démocratique comme la Catalogne. Aussi, n'est-il pas de servitude plus dure que celle des serfs aragonais, nommés aussi *quiñoneros*, parce qu'ils cultivaient les *quiñones* [1] ou terres sujettes à l'impôt que leur concédaient leurs seigneurs, moyennant redevance. En cas d'aliénation du domaine, ils passaient au service du nouveau maître [2]. Dans le servage

[1] *Quiñon*, part de gain, lot de terres partagées. Ce sont les *sortes* des barbares au cinquième siècle.

[2] Voir une charte d'Alonzo II, citée par Asso, p. 31, où il donne à

même, il y avait encore des degrés, et les derniers de tous étaient les *villani de parada* ou *collaterii*, véritables serfs de la glèbe, dont la condition était plus triste encore que celle du *solariego* de Castille; car celui-ci, en renonçant au sol qu'il cultivait, conservait du moins ses biens propres [1], tandis que le serf aragonais n'échappait à la glèbe qu'en perdant tout ce qu'il possédait [2]. Il ne lui était pas même permis de se marier hors de son domaine, et en cas de partage du sol entre les fils du seigneur, le serf pouvait, d'après la lettre stricte de la loi, être, comme le sol, *divisé par morceaux*. Du reste, tel était le mépris où l'on tenait alors tout ce qui n'était pas noble ou bourgeois chartré (*aforado*) que tous les gens de la campagne étaient confondus sous le nom générique de *vilains*. Quant aux propriétaires libres ou *allodiaux*, déjà rares en Castille, nous n'en avons pas même trouvé trace en Aragon; et s'il en a existé dans ce pays, comme on n'en peut douter, la prédominance des mœurs féodales n'a pas tardé à les faire disparaître.

Nous avons vu la loi mettre parfois les vilains sur un pied d'égalité avec les *infanzones;* ainsi, en Aragon comme en France, ils pouvaient servir de caution en justice [3], et aliéner leurs biens avec la permission de leur seigneur [4]; mais en revanche, la loi les

l'hôpital du Rédempteur à Teruel, par chaque village peuplé de cent *vecinos*, un vassal avec toutes ses possessions et labeurs (*labranzas*).

[1] Voyez tome IV, p. 523.

[2] On peut comparer leur condition à celle des *serfs de poursuite* en France, qui plus malheureux encore, ne pouvaient quitter leur glèbe, et que leur seigneur avait droit de poursuivre dans tout le royaume pour leur faire payer la taille. (Pasquier, *Recherches de la France*, l. IV, ch. 5.)

[3] *Observant.*, lib. IV, tit. *De fidejussor.*, loi 10.

[4] Asso, *Econ. polit.*, p. 31.

reconnaissait pour soumis à *l'absoluta potestad* de leurs maîtres, qui pouvaient leur enlever leurs biens, ou leur infliger même les châtiments les plus cruels, jusqu'à les faire périr de froid, de soif ou de faim ; « et le roi, ajoute le *fuero*, n'a pas le droit de s'en mêler [1]. » Les créanciers pouvaient saisir leurs biens meubles pour payer les dettes du seigneur [2]. Toutes les réclamations de ces malheureux, tous les efforts des rois pour les protéger, échouèrent devant une tyrannie habile à se retrancher derrière des textes de loi [3]. Maintes fois le peuple des campagnes protesta par l'insurrection contre le joug de ces tyrans féodaux, et les cortès durent à la fin prononcer peine de mort pour les vilains qui se soulèveraient contre leur seigneur [4].

Enfin, il existait une dernière classe de sujets aragonais, rangée même au-dessous des vilains; c'étaient les musulmans et les juifs. La loi n'avait de faveur pour eux que quand ils abjuraient [5]. Ils ne

[1] Voici ce texte vraiment incroyable dans sa naïve cruauté : « De con-« suetudine regni, nobiles aragonenses suos vassallos servitutis possunt « bene vel male tractare, *pro eorum libito*, et bona eis aufferre, remota « omni appellatione; et in eis dominus rex non se potest intromittere. » (*Observ.* lib. IX, tit. *De privilegio generali*, loi 19.) Par malheur, on ignore la date de ce texte curieux, car les *Observantias* n'en parlent pas comme les *Fueros*, ce qui est tout simple, ces derniers étant la loi, et les autres la jurisprudence, qui, de sa nature, n'appartient à aucune époque fixe.

[2] *Observant.*, lib. I, tit. *De rerum tentatione*, loi 15.

[3] En 1381, Pedro IV ayant enjoint au sire d'Anzanigo de ne pas maltraiter ses vassaux, dut révoquer son ordre, sur les instances réunies de tous les seigneurs (Zurita, l. X, ch. 28).

[4] Disons à l'honneur de la France que là, en théorie du moins, le droit français a souvent proclamé des principes plus chrétiens et plus équitables. « Et sache bien que selon Dieu, tu n'as mie pleinière poesté sur ton vilain. « Donc se tu prens le sien, fors les droites redevances que te doit, tu le « prens contre Dieu, et sur le péril de t'ame et comme robierres » (roberies, vols). (Pierre de Fontaines, cité par Ducange, au mot *villanus*.)

[5] *Fueros de Aragon.*, p. 6.

pouvaient témoigner en justice contre les chrétiens, ni changer de maître qu'en laissant à l'ancien tout ce qu'ils possédaient. Il ne leur était pas permis de se vendre, même pour éviter de mourir de faim, car leur corps appartenait au roi [1]. Cependant, ils étaient aptes à posséder et à passer des contrats, deux actes caractéristiques d'une personne libre [2], et leur seigneur n'héritait d'eux que quand ils n'avaient pas d'enfants.

DE LA ROYAUTÉ.

La part une fois faite à la noblesse d'Aragon, celle qui reste à la royauté se trouve bien réduite; car, nobles, clercs ou bourgeois, chacun ne lui a guère laissé que ce qu'il n'a pas pu lui ôter. Supposez, comme en Castille, des princes mineurs ou incapables, au lieu de cette série de grands rois qui se succèdent depuis Alonzo Ier jusqu'à Ferdinand *le Catholique* sur le trône d'Aragon, et la couronne eût nécessairement succombé dans cette lutte inégale. A chaque règne, en effet, elle perd quelques pas de terrain, et de stériles conquêtes au dehors ne l'indemnisent pas des concessions ruineuses que la révolte lui arrache. Même après l'abolition, en 1348, des *priviléges de l'Union*, et le triomphe passager de l'autorité royale, l'insurrection est toujours le tribunal auquel les mécontents en appellent.

La défiance envers la royauté est, du reste, aussi vieille en Aragon que la royauté elle-même; les ha-

[1] *Observant.*, p. 26 *bis*, loi 34.

[2] Aussi la loi déclare-t-elle qu'on ne peut les appeler captifs ni serfs, *quia liberum habent volitum* (*voluntatem*).

bitudes germaniques prévalent ici sur les traditions de l'Empire, si vivaces en Castille, dans les lois comme dans les mœurs. Le roi, *le premier entre les égaux*, n'est d'abord qu'un simple chef destiné à conduire les hommes libres au combat; les dépouilles doivent être partagées entre tous les combattants, à l'exclusion de tout étranger; la part du roi n'est la plus forte que s'il est le plus brave, ou s'il a amené le plus de *fidèles* [1]. Toute décision se prend en commun, et chaque empiétement de la couronne au delà de son étroit domaine est bien vite arrêté par la résistance de tous.

Jusqu'au treizième siècle le roi n'est pas même couronné : Pedro II, en allant chercher à Rome la sanction pontificale, soulève contre lui sa noblesse, qui repousse avec indignation la suzeraineté, même spirituelle, du saint-siége. Au début de chaque règne, le roi prête serment de maintenir les *fueros* du royaume, et de chacun des ordres de l'État, serment sans lequel il n'est roi, ni de nom, ni de fait [2]. On connaît la célèbre formule, attribuée aux *ricos homes* d'Aragon : « Nous qui valons autant que vous, cha-« cun en particulier, et qui, réunis, pouvons plus que « vous, nous vous faisons notre roi, aussi longtemps « que vous garderez nos *fueros;* sinon, non [3] » ; et cette formule, dont l'authenticité n'est pas des mieux attestées, est du moins parfaitement conforme à

[1] On retrouve des traces de cet usage dans la conquête de Mayorque et de Valence par Jayme Ier, au treizième siècle. La *bataille royale*, dont parle Muntaner, t. II, ch. 285, et où les galères et les prisonniers appartenaient tous au roi, n'est qu'une exception : c'est le partage égal qui est la règle.

[2] Voir le mémorable exemple d'Alonzo III, t. IV, p. 340.

[3] La formule se trouve dans les *Fueros de Aragon*, p. 14 *bis*.

l'esprit des mœurs politiques de l'Aragon. Quant au serment royal, dont la forme fut réglée par Pedro IV en 1348 [1], il devait être prononcé en présence des quatre ordres, par le roi à genoux et nu-tête, devant le *justiza* assis, symbole expressif de l'inégalité qui existe entre la loi qui demeure et les monarques qui passent. Le même serment devait être répété par le roi en personne à Barcelone et à Valence. Long-temps même, l'engagement que le monarque prenait avec ses sujets ne fut pas réciproque, et le premier serment prêté par les Aragonais à leur souverain, ne le fut que sous Jayme Ier. A dater de ce même prince, tous les rois de l'Aragon protestent en recevant la couronne qu'ils ne la tiennent pas des mains du saint-siége, et Alonzo IV revendique plus clairement encore l'indépendance de cette couronne en la plaçant de sa propre main sur la tête de son fils.

Après la forme, passons au fond, et nous verrons combien était bornée en réalité la puissance de ces monarques, entourés au dehors d'un tel prestige de gloire [2]. Nous avons vu sous Alonzo III, en 1289, les *ricos homes* enlever à la royauté jusqu'à la nomination des membres de son conseil et des serviteurs même de sa maison. Pedro IV, dans les cortès de 1348, où son épée victorieuse abolit les priviléges de l'Union, dépouilla la noblesse de ce droit abusif; mais celle-ci s'en dédommagea en interdisant aux Valenciens et aux Catalans d'entrer dans ce conseil, et d'intervenir dans les affaires de l'Aragon [3]. Le roi

[1] Capmany, *Memorias*, t. II, *App.* 109.

[2] De là, la simplicité de leurs mœurs et leur familiarité avec leurs sujets, tant vantée par Muntaner, t. I, ch. 20.

[3] *Fueros de Aragon*, p. 38, cortès de Catalayud, en 1461.

ne pouvait faire arrêter un criminel qu'en flagrant délit, ni condamner personne à l'exil [1], ni aliéner les villes du domaine royal; lui et ses serviteurs devaient payer leur dépense partout où ils s'arrêtaient. Sa prérogative, à chaque instant limitée par les *fueros*, se bornait à prohiber, en cas de disette, l'exportation des denrées, à convoquer les cortès, à dégrader les chevaliers, à mettre les nobles en prison, dans les cas prévus par les *fueros*, et à distribuer ses terres en fiefs et en chevaleries; le seul droit peut-être qui fût attribué sans réserve à la couronne était celui de faire grâce.

Ouvrez les *fueros* d'Aragon, et vous y verrez la royauté constituée, à vrai dire, en état de suspicion permanente devant le pays. Au rebours des autres constitutions, où tout ce que la loi ne défend pas au monarque lui est permis, ici tout ce que la loi ne lui permet pas lui est interdit de fait. Je ne sais quel souffle de liberté respire dans tous ces *fueros*, et semble l'âme et la vie de cette noble constitution. Les légistes même, ailleurs si dévoués à la cause de la monarchie, y sont les défenseurs-nés des franchises nationales, qu'ils n'hésitent pas à faire passer avant elle; on en jugera par ces paroles de Molino qui datent, ne l'oublions pas, du siècle de Philippe II : « Le royaume d'Aragon n'est pas régi d'après la volonté arbitraire du roi, et ce, à cause des grandes et fortes libertés qu'il possède. C'est pourquoi ses anciens souverains avaient coutume de faire élever leurs fils dans le royaume, afin que dès le berceau, ils fussent familiers avec ces libertés, de peur que plus

[1] *Fueros de Arag.*, p. 180 *bis*, tit. *De exiliis.*

tard ils ne vinssent à les prendre en haine, faute d'avoir appris, dès leur jeune âge, à les prendre en patience. »

Le premier des délégués du monarque était l'*infant héritier*, prince de Gérone; à ce titre honorifique se joignait le titre plus réel de *gouverneur* ou *procureur général du royaume*[1]. Les sujets aragonais étaient tenus de lui jurer fidélité, et de reconnaître sa juridiction, fort étendue et distincte de celle du roi[2]. Après lui, venait son lieutenant (*regens officium gubernationis*), magistrature à laquelle les fréquentes absences du roi et de l'infant héritier donnaient une haute importance[3]. S'il portait atteinte aux *fueros*, même dans leur formule la plus insignifiante, il était par ce seul fait déchu de sa juridiction. Il devait, à des époques fixes, parcourir tout le royaume, et l'on pouvait en appeler au roi de toute sentence rendue par lui. Le chancelier d'Aragon était d'ordinaire l'évêque de Saragosse[4]. Le majordome était le premier des juges royaux[5]; toutes les juridictions, sauf celle du *justiza*, se taisaient devant la sienne; mais la sienne à son tour était suspendue devant celle du roi. Les Sarrasins et les Juifs avaient aussi leurs juges spéciaux; s'ils rendaient mal la justice, on en référait au tribunal chrétien, qui décidait de l'affaire aux termes du *fuero* musulman ou juif. Des juges inférieurs connaissaient des causes les moins graves.

[1] Blancas, *Coronacion*, p. 206; Molino, *Repertor. in verbo Primogen.*

[2] *Fueros*, p. 16, tit. *De officio locum tenentis.*

[3] *Id.* p. 19, et Zurita, l. VIII, ch. 32.

[4] *Id.* p. 16 *bis* et suiv.

[5] Vitalis *apud* Blancas, p. 782.

Enfin, les *sobrejunteros* [1] étaient des officiers de paix placés à la tête de chacune des cinq juntes ou districts du royaume, pour convoquer les milices en cas de guerre, et veiller au maintien des lois [2]. Ils n'exerçaient aucun pouvoir judiciaire.

LE JUSTIZA.

Les mêmes ténèbres, qui entourent le berceau des institutions de l'Aragon, enveloppent aussi l'origine et les droits du justitiat [3]. Blancas et Zurita font remonter jusqu'au neuvième siècle la naissance de cette magistrature; d'autres la datent même du début du huitième, c'est-à-dire de la conquête arabe. Mais il est impossible d'en trouver dans l'histoire une trace certaine avant les cortès d'Exea, en 1265, où Jayme Ier règle pour la première fois le mode d'élection du *justiza*, et ses attributions. Nous sommes loin d'affirmer, toutefois, que l'institution ne soit pas plus ancienne; car, à défaut de textes précis, les traditions locales, résumées dans le *fuero de Sobrarbe*, nous attestent l'existence d'un médiateur (*judex medius*) placé dès l'origine entre le monarque et les sujets. Quels furent les fonctions et les droits de ce juge; c'est ce que l'histoire a oublié de nous appren-

[1] Blancas, p. 784, comparant les *sobrejunteros* aux *adsertores pacis* de l'empire gothique, veut à toute force trouver un pendant à chaque magistrature de l'Aragon dans la cour des rois goths.

[2] *Fueros de Aragon*, p. 33 à 36.

[3] Voir la collection des *Fueros d'Aragon* (Saragosse, 1624, in f°, p. 22 à 26) où l'on traite *in extenso* des droits et attributions du *Justiza*. De plus, Asso, *Econ. polit.*, p. 18; Zurita, liv. II, ch. 64 et *passim*; Schmidt, p. 408, et Gervinus, p. 270; Molino, *Repertor*, au mot *Justiza*; Hallam, édit. anglaise, t. II, p. 71, et enfin Blancas, 722 et 747.

dre, jusqu'à l'époque où Jayme I[er] sentit la nécessité de fixer la limite de ses pouvoirs, et de faire, pour ainsi dire, la charte du justitiat.

Même, à dater de ce règne, le pompeux éloge que fait Zurita [1] de la puissance du *justiza*, et le tableau de fantaisie qu'en trace Robertson [2] sont un peu démentis par le passage suivant de Vitalis ou Vidal de Canellas, savant jurisconsulte du même siècle : « L'office du *justiza* consiste à demeurer à la cour, tant que le roi ne sort pas de l'Aragon; et là, en présence du monarque ou par son ordre, si celui-ci est absent, il doit examiner les causes ou entendre les plaids; toutes les fois qu'il y a lieu de prononcer une sentence, le roi, les évêques et les *ricos homes* présents à la cour doivent en délibérer; et ce que la majorité a décidé de mettre dans la bouche du *justiza*, celui-ci se charge de le prononcer, sans avoir rien à redouter des conséquences de son arrêt, *car ce n'est pas lui qui l'a rendu, mais bien ceux auxquels, sous ce rapport, il doit obéir.* »

Le *justiza* devait être pris parmi les simples chevaliers et non parmi les *ricos homes* [3] affranchis par la loi de toute peine corporelle, et l'on verra que ce magistrat pouvait être passible de peines de ce genre. Assisté d'un conseil de barons et de chevaliers, il

[1] « Ce magistrat était comme un rempart contre toute oppression de la part du roi et des *ricos homes*, qui lui prêtaient autorité, en fondant en lui une loi vivante qui parlât toujours avec la même voix, et à laquelle tout le monde obéît. Aussi, ne sut-on pas lui trouver d'autre nom que celui de la justice même, qu'il devait personnifier. » (l. II, ch. 64.)

[2] Hist. de Charles-Quint, t. I, § 3.

[3] Voyez les *Fueros de Aragon*, lib. I : *De officio justitiæ*, p. 21 *bis*. Gervinus, p. 229, prétend que les rois, en conférant cette prérogative importante à l'ordre des chevaliers, cherchèrent à s'en faire un appui contre la haute noblesse.

jugeait tous les procès du roi avec ses nobles et des nobles entre eux. On pouvait en appeler au souverain de la sentence du juge suprême, et quand le roi ou ses délégués avaient prononcé, il y avait encore recours auprès de la personne royale par voie de supplication [1].

De tout ceci il résulte que la position du *justiza*, au treizième siècle, était encore fort dépendante; que jamais il ne jugeait seul, ni en son propre nom; que son autorité, plus étendue que réelle, n'était qu'une délégation perpétuelle de celle du roi, des nobles et des prélats. Allié constant de la royauté contre la noblesse, sous le règne de Jayme Ier, le justitiat, sous le règne agité de Pedro III, change tout coup de parti; dans les longues querelles des *ricos homes* avec la couronne, le *justiza* Artasona se range ouvertement de leur côté, et le roi se venge, en le destituant, de la part qu'il avait prise à l'établissement de la célèbre Union. Sous le règne suivant, la querelle continue, et les trop fameux *privilèges de l'Union*, concédés par Alonzo III en 1288, contribuent encore à identifier la cause du *justiza* avec celle de la noblesse, et à accroître son autorité aux dépens de la prérogative royale. Sous Jayme II, la lutte entre la couronne et les *ricos homes* devient moins active, et le justitiat change encore une fois d'alliés; quand le monarque vient pour la première fois se présenter devant son tribunal, le *justiza* n'hésite pas à prononcer en sa faveur, et Jayme s'efforce

[1] Hallam, t. II, p. 71 et 461, compare l'autorité du *justiza* à son début à celle du *chief justice* d'Angleterre; mais les grands juges anglais, plus timides que ceux de l'Aragon, n'osaient guère protester contre les ordonnances illégales des monarques.

à son tour de rendre sans appel les arrêts de ce juge suprême. La science et les vertus de Salanova, qui occupait alors cette haute magistrature [1], contribuent encore à accroître sa puissance, et le crédit de l'homme profite à l'institution. Le pouvoir judiciaire, suivant sa pente naturelle, redevient l'auxiliaire de la royauté, et pour parler avec Blancas : « L'autorité « du *justiza*, qui avait dormi jusque-là, comme un « glaive dans le fourreau, en sort sous ce règne pour « n'y plus rentrer. »

Jusqu'à cette époque, comme on le voit, le justitiat, bien que respecté par tous les partis, avait toujours, en fin de compte, subi la loi du plus fort, et servi tour à tour d'instrument à la noblesse contre la royauté, et à la royauté contre la noblesse. Mais nous arrivons à un règne, celui de Pedro IV, où cette magistrature, exercée par une série de magistrats intègres, fermes et habiles, va s'asseoir enfin sur des bases solides d'indépendance, et revenir à son vrai rôle, celui de protectrice des sujets contre toute oppression, de quelque part qu'elle vienne. C'est à ces fameuses cortès de 1348, où furent abolis les *priviléges de l'Union*, que fut définitivement constituée la prérogative du *justiza*, et qu'elle reçut une extension nouvelle. A chaque doute grave, le gouverneur général du royaume, et les juges et officiers royaux doivent en référer à lui; mais, s'il ne leur répond pas dans les huit jours, s'il refuse d'informer contre eux, en cas de plainte, s'il procède contrairement aux *fueros* contre la personne et les biens des justiciables, s'il obéit à une charte ou cédule

[1] Voir le portrait de cet homme éminent dans Blancas, p. 802.

royale opposée à la loi, il doit supporter en son corps la peine illégalement infligée par lui, mort, mutilation, exil ou prison, et payer sur ses biens le double du dommage; il est en outre déchu de sa charge, sans pouvoir jamais occuper ni celle-là, ni une autre [1].

Ainsi la loi mesurait, on le voit, sa défiance envers ce magistrat sur les immenses pouvoirs dont elle l'avait armé. Les cortès de Monzon, en 1390, ajoutèrent encore à ces rigueurs, en créant une commission d'enquête, chargée d'informer sur toute accusation, même verbale, contre le juge suprême et ses délégués. Ces *inquisiteurs*, comme on les appelait, devaient instruire l'affaire en grand secret, et préparer la sentence que prononçaient ensuite le roi et les cortès [2]. Mais si tous ses actes étaient soumis à un contrôle sévère, sa personne n'en était pas moins sacrée, et toute action, directe ou indirecte, contre le *justiza* et ses deux suppléants était interdite au roi, à ses fils et à ses lieutenants [3]. Son office, d'après la coutume du pays, était toujours conféré à vie; mais quelques destitutions arbitraires ayant eu lieu, les cortès d'Alcañiz, en 1441, confirmèrent cette coutume par une loi, en déclarant que la renonciation même du titulaire ne donnait pas au monarque le droit de lui retirer son emploi [4].

Enfin, il nous reste à parler de deux institutions qui se rattachent à celle du justitiat, et que Blancas

[1] *Fueros de Aragon*, p. 34.

[2] *Fueros inusitados*, p. 14.

[3] Loi des cortès d'Alcañiz en 1436; *Fueros de Aragon*, p. 21 *bis*.

[4] On verra plus loin, sous le règne d'Alonzo V, en 1420, le grave incident de la renonciation du *justiza* Ximenez Cerdan, qui motiva cette décision des cortès.

appelle « les deux plus fermes remparts des libertés aragonaises : » ce sont la *jurisfirma* et la *manifestatio*, la première destinée à protéger les biens des justiciables, et la seconde leurs personnes, contre les abus de pouvoir des juges royaux. Lorsque, dans un procès pendant devant les tribunaux ordinaires, une des parties évoquait la cause devant le *justiza*, celui-ci prononçait la *jurisfirma*, et toute autre juridiction était aussitôt suspendue [1]. Quant à la *manifestatio*, elle donnait au même magistrat le droit d'enlever un prévenu aux juges royaux, chaque fois qu'on pouvait redouter de leur part quelque violence. La première personne venue, en la demandant au nom de l'accusé, était sûre de l'obtenir, et sa force allait, dit Blancas, « jusqu'à enlever la corde du cou d'un homme qu'on « allait pendre. »

Ces admirables précautions de la loi peuvent, ce nous semble, soutenir le parallèle avec les plus libérales garanties de la constitution anglaise. Aussi voyons-nous les plus fiers monarques, et jusqu'à Philippe II lui-même, forcés de s'incliner devant ce tribunal auguste, et de plaider devant lui, « à droit égal devant leurs sujets », comme dit le républicain Blancas. Ce vaste in-folio des *Fueros d'Aragon* contient en outre dans son répertoire, le plus riche qu'ait jamais possédé aucun peuple, l'Angleterre exceptée, une foule d'autres garanties de liberté, toutes protégées par la tutelle vigilante du *justiza*. Blancas les résume ainsi en quelques lignes, et nous compre-

[1] Hallam, t. II, p. 74, trouve à la *jurisfirma* quelque analogie avec les *writs* de *pone* et de *certiorari* qui donnaient à la *cour du banc du roi*, en Angleterre, le droit de soustraire un prévenu aux juridictions subalternes. Mais les effets de la *jurisfirma* étaient beaucoup plus étendus.

nons, même sous le joug du pouvoir absolu, l'orgueil du publiciste aragonais, lorsqu'il passe en revue ces titres de noblesse de son pays opprimé :

« Nul ne doit être mis à la torture, si ce n'est pour crime de fausse monnaie [1]. Aucun impôt nouveau ne doit être assis que du consentement des cortès [2]. Nul ne peut être cité devant un tribunal situé hors du royaume [3]. Aucune altération des monnaies ne peut avoir lieu que par une loi [4]. Aucun des châteaux du royaume ne peut être confié à la garde d'un étranger [5]. Il n'y a point de procédure secrète en affaire criminelle [6]. »

Nous avons suivi jusqu'aux dernières limites du moyen âge l'origine, les progrès et les vicissitudes de cette magistrature qui, après avoir traversé, dans un constant accroissement de force et d'autorité, ces époques orageuses, devait enfin disparaître vers la fin du règne de Philippe II. La mort sanglante du quarante-neuvième et dernier des *justiza*, en 1598, entraîna dans la même ruine l'édifice tout entier des libertés de l'Aragon et cette institution qui lui servait de base; et le despotisme autrichien régna désormais sans contrôle sur cette péninsule qu'en moins d'un siècle il devait faire déchoir, du faîte de la grandeur, au dernier rang des États européens.

Si maintenant nous rapprochons la constitution aragonaise de l'ensemble des institutions du moyen

[1] *Privilegio general.*
[2] *Fueros de Aragon*, p. 115 : Quod sisæ...
[3] *Id.* lib IX, p. 163 *bis*: Ut nullus captus...
[4] *Id. ibid.*, p. 176 *bis*: Quod aliqua moneta...
[5] *Id.*, lib. I, p. 30 *bis* : De Alcaydis.
[6] *Id. ibid.*, lib. III, tit. I, loi 4.

âge chrétien, nous serons frappés de l'unanime effort de l'Europe, à cette même époque, vers la liberté légale, principe commun qui se reproduit partout sous des formes diverses : républiques commerçantes en Italie, monarchies représentatives en Angleterre, en Castille, en Aragon, en Allemagne. Partout aussi la double influence du clergé et de la féodalité est en baisse, vers le quatorzième siècle. En France, la noblesse féodale, domptée par Philippe le Bel, habile à détruire ses ennemis les uns par les autres, lui sert d'instrument pour frapper la papauté, comme la papauté à son tour lui sert à frapper le Temple. La chevalerie, déjà atteinte au cœur par l'esprit de commerce et d'industrialisme, va achever de périr à Crécy et à Poitiers sous les canons des Anglais. En Aragon, les *ricos homes* plient, aux cortès de 1348, sous la main de Pedro IV, si ressemblant à Philippe le Bel par ce mélange de froide énergie et de duplicité patiente qui le caractérise. En Angleterre, le parlement, sous Édouard III, pose les trois grands principes qui servent de base au gouvernement représentatif : le vote de l'impôt par les représentants des communes, le droit de faire la loi et de la modifier, et celui de contrôle et d'accusation contre tout pouvoir qui la viole. En Allemagne, enfin, les villes, appuyées sur l'Empereur, leur tuteur naturel, tendent à échapper au joug féodal, pour ne relever que de la couronne impériale; et vers la fin de ce siècle, les représentants des villes libres ont conquis leur siége à la diète, à côté des électeurs et des princes de l'Empire. Ainsi l'effort de l'Europe est dans ce sens, et le quatorzième siècle y marche tout entier. Seulement, en France et en Castille, ce mouvement

vers la légalité, faussé par les légistes, finit par s'accomplir au profit de la couronne, dont la volonté devient bientôt la seule loi; en Aragon, au contraire, ainsi qu'en Angleterre, il tourne au profit d'une liberté toute aristocratique, et fonde les droits d'une seule caste aux dépens de toutes les autres.

CHAPITRE III.

CATALOGNE.

INSTITUTIONS. — COMMERCE. — INDUSTRIE.

Entre le Catalan et l'Aragonais, il existe bien des différences, qui toutes peuvent se résumer en un seul mot : le premier est un peuple commerçant, le second un peuple agricole. Or, le principe qui a dominé de tout temps chez les peuples agricoles, c'est le principe aristocratique : en Aragon comme autrefois à Rome, le fonds de terre, l'*ager*, est la base sur laquelle l'ordre social repose; car l'élément constitutif de toute aristocratie, c'est la possession héréditaire du sol, c'est-à-dire l'immobilité. L'élément propre, au contraire, de toute démocratie, c'est la mobilité, inhérente au commerce et aux fortunes qui naissent de lui. Sans doute, il a pu exister des républiques commerçantes, telles que Gênes et Venise, où dominait l'aristocratie; mais le *livre d'or*, où s'inscrit cette noblesse marchande, doit sans cesse accepter des noms nouveaux, à mesure que la richesse, flottante de sa nature, abandonne les vieilles races pour en susciter de nouvelles. Au fond même, il y a contradiction entre l'idée de noblesse, qui implique l'immobilisation du sol dans un petit nombre de mains, et celle de commerce, qui implique rotation perpé-

tuelle de la fortune d'une main dans une autre. Ainsi la Catalogne possède, comme l'Aragon, ses races nobiliaires et ses grands propriétaires fonciers; mais ce n'est pas là qu'est pour elle la source de la richesse ni du pouvoir; et Barcelone, cette grande république industrielle, voit les nobles, jaloux de ses priviléges, venir acheter le droit de cité en abjurant, pour y entrer, les franchises de leur ordre.

Ce qui frappe au premier abord, en étudiant l'histoire et les institutions de la Catalogne, ce sont les liens étroits qui unissent ce pays au midi de la France : noms de familles et de dignités, langues, mœurs, lois, monnaies, tout est identique chez les deux peuples. Le *lemosin* ou catalan, la *maîtresse langue de l'Espagne*, comme l'appelle un historien [1], n'était, en d'autres termes, que la langue romane elle-même [2]. Comme elle, il avait ses règles, ses dictionnaires, sa poésie nationale; c'est dans cet idiòme, plus rude et moins gracieux que le provençal, que Jayme Ier écrivit ses curieux mémoires. Ajoutons enfin qu'il se parle encore, avec quelques légères différences, sur toute la côte orientale de l'Espagne, depuis Murcie jusqu'à Port-Vendres, et que les dialectes des portions limitrophes de la France ont avec lui la plus grande affinité [3].

[1] Escolano, *Hist. de Valencia*, t. II, *Append.*, 1 et 5.

[2] On trouvera dans la préface du savant ouvrage de Raynouard, *Poésies originales des troubadours*, t. I, p. 13, des preuves nombreuses de cette assertion, désormais hors de doute, que « les langues du midi de l'Europe, l'italien, l'espagnol, le catalan et le portugais, toutes nées du *roman rustique*, qui n'était lui-même qu'une corruption du latin, avaient toutes une affinité très-étroite avec le *roman provençal* ou langue des troubadours, dont la limite nord était la Loire, et que tous ces peuples s'entendaient facilement entre eux ».

[3] Voyez sur le même sujet l'*Histoire du Languedoc*, t. I, p. 584, et Fauchet, *Origines de la langue française*, Ryme et Romans, l. 1, ch. 4.

En politique, le lien n'est pas moins étroit : dans cet échange perpétuel d'influence entre les deux pays, la conquête franque envahit d'abord la Catalogne; puis, quand elle se retire, la conquête catalane, marchant à sa suite, envahit à son tour le sud de la France; ou plutôt, car le mot de conquête n'est pas à sa place ici, c'est de la part des comtes de Barcelone une série de contrats d'alliance, d'échange, d'achat et de succession dont chacun leur vaut quelque riche fief, démembré de la monarchie franque. Partout où il y a quelque chose à gagner, en politique comme en commerce, on est sûr de trouver les Catalans; pendant un siècle et demi, les comtes de Barcelone, à cheval pour ainsi dire sur les Pyrénées, appartiennent à l'histoire de France autant qu'à celle de la Péninsule; et leur domination, toujours contestée, s'étend un moment jusque sur la rive gauche du Rhône.

En législation, la Catalogne emprunte encore les coutumes de la France dans son code national des *Usages*, fidèle reflet de l'état social créé dans tout l'est de la Péninsule par la domination franque. En effet, bien que la loi gothique régnât encore dans ce pays au onzième siècle, chaque jour faisait sentir l'insuffisance de cette législation surannée. La conquête franque ou germanique était venue d'ailleurs y mêler un élément nouveau, et le code des *Usages* naquit enfin comme une transaction entre tous ces droits opposés. Ce recueil, le plus ancien code coutumier de l'Espagne, est la base de la constitution civile de la Catalogne et de l'Aragon, et, à ce titre, il méritait bien quelque attention de la part des historiens qui l'ont dédaigné. Rédigé par Raymond Bérenger II,

comte de Barcelone, en 1068, dans le but avoué de suppléer aux lacunes de la loi gothique [1], il n'est, à vrai dire, qu'une longue protestation contre la tyrannie de cette loi. Ce qui étonne surtout, c'est d'y retrouver la hiérarchie féodale, déjà organisée, à côté des tarifs germaniques dans toute leur barbarie. Ainsi, au-dessous du comte régnant (*suprema potestas*), vient le vicomte, puis le *comitor* ou vassal du vicomte; le *vavassor* ou arrière-vassal (vavasseur); puis le simple chevalier et le bourgeois, sur le même rang; puis enfin le paysan (*rusticus*), au dernier degré de l'échelle. Dans ces tarifs si soigneusement gradués, chaque tête est mise à prix, et sa valeur se cote d'après le rang qu'elle y occupe. Un vicomte tué se paie aussi cher que deux *comitores;* un bourgeois ou un chevalier, aussi cher que deux paysans.

Quant à cette espèce d'être de raison qu'on appelle le *pouvoir suprême*, c'est un vrai souverain féodal, auquel ses vassaux peuvent faire la guerre, pourvu qu'en le défiant un mois d'avance ils lui donnent le temps de s'y préparer; lui-même doit leur laisser la moitié de ce délai avant de prendre les armes contre eux. Comme tout suzerain, il doit tenir table ouverte, et rendre en personne la justice, suivant l'usage de toutes les royautés barbares.

Le clergé, qui tient tant de place dans le code gothique, en occupe beaucoup moins dans celui des *Usages;* car il n'y est question qu'une fois de lui, pour reconnaître sa juridiction, mais dans les causes ecclésiastiques seulement. Enfin, l'homicide volontaire, que le *forum judicum* punit de la mort, n'est

[1] Ce code a été publié à Barcelone, in-f°, en 1544.

puni, dans la loi catalane, que d'une peine pécuniaire basée sur le rang du défunt. Ainsi la législation a reculé, et, du droit des peuples policés, elle en est revenue au droit barbare, c'est-à-dire à l'amende et au talion, les deux formes les plus grossières de la justice primitive.

Malgré l'empreinte germanique, si visible dans ce code, on y sent percer au fond une réaction contre la conquête franque, aussi bien que contre la loi gothique. Émancipée, vers la fin du dixième siècle, du joug des rois carlovingiens, la Catalogne s'essaie à l'indépendance, tout en maintenant dans ses lois l'influence de l'étranger, qui survit à celle de ses armes. Cette indépendance, il est vrai, est de courte durée; mais son union avec l'Aragon, loin d'anéantir sa nationalité, la double en quelque sorte, en l'associant à celle d'un autre peuple. Sans cette heureuse union, conclue en dépit d'une répulsion mutuelle, aucun des deux pays, isolé de l'autre, ne fût arrivé au même point de grandeur. Dans ce mariage, intéressé des deux parts, c'est la Catalogne qui a apporté la plus riche dot; c'est elle aussi qui jette au dehors le plus d'éclat, et les trouvères provençaux chantent à l'envi les exploits des *rois*, des *empereurs de Barcelone*. Toujours dévouée à ses souverains, c'est elle qui prête à Pedro III l'appui que lui refuse l'Aragon, et l'aide tour à tour à conquérir la Sicile et à repousser l'invasion française. Mais à mesure que les penchants divers des deux peuples se prononcent davantage, chacun se fait sa part dans l'association : la Catalogne, tout occupée de ses conquêtes mercantiles, cède peu à peu à l'Aragon la domination politique; et, enrôlant au service de son influence com-

merciale l'épée de son alliée, elle met ainsi l'intérêt sous la tutelle de la gloire. A l'activité des républiques marchandes, la Catalogne réunit les grandes vues et les longues ambitions qui n'appartiennent qu'aux monarchies, et va porter jusqu'au fond des mers de l'Orient sa concurrence acharnée avec les cités italiennes, ses rivales en politique comme en industrie.

Mais avant de retracer les progrès de son commerce, il faut dire un mot de ses institutions municipales, dont l'histoire se lie si étroitement à celle de son industrie. Autant les sources se sont trouvées rares pour l'Aragon, pays où manque l'esprit du municipe, autant elles abondent pour la Catalogne, grâce aux savantes recherches de Capmany [1], notre guide dans ces études. La ville où ces institutions sont le plus régulières est Barcelone, la capitale; et il suffira d'étudier la constitution municipale de cette grande cité pour se former par elle une idée de toutes les autres.

Barcelone, sous ses comtes franks, semble avoir été gouvernée par un vicomte qui, assisté de son vicaire (*veguer*, viguier), rendait la justice aux nobles, tandis qu'un sénéchal, assisté d'un bailli, jugeait les causes populaires. Pas de traces encore de libertés communales, si ce n'est dans la permission qu'obtiennent parfois les bourgeois notables (*seniores*) de se réunir, sous la présidence du sénéchal, pour traiter des intérêts de la cité. Après la réunion avec l'Aragon, Jayme Ier, en 1249, réduit à quatre le nombre de ces représentants de la commune, nom-

[1] *Memorias sobre el antiguo comercio de Barcelona*, in-4°.

més *paciarii* (hommes de paix) ou *pares* (pairs), et assistés d'un certain nombre de conseillers élus et annuels; mais le pouvoir exécutif reste dans les mains du viguier royal.

Du reste, le chiffre des représentants comme celui des conseillers varia constamment sous Jayme lui-même et sous ses successeurs, tandis que la démocratie se glissait peu à peu au sein du conseil municipal. En 1452, Alonzo V, pour réprimer les usurpations des notables, réforma complétement l'organisation de la commune : cinq prud'hommes, pris dans l'ordre des bourgeois et dans celui des artisans, devaient représenter la ville dans toutes les affaires d'intérêt public, et exécuter les décisions du grand conseil; ils avaient droit, en outre, de siéger dans les conseils du monarque, et d'y opiner sans être interrogés. On leur donnait le titre de *magnificos;* ils pouvaient s'asseoir, la tête découverte, devant le roi. En voyage, ils étaient précédés par des massiers; et les députés de leurs corps, envoyés à la cour, y jouissaient des mêmes honneurs que les ambassadeurs étrangers [1], rare et singulier hommage rendu à la puissance du commerce. Quant au grand conseil, il se composait de quatre-vingt-dix-huit membres, pris par portions égales parmi les bourgeois, les marchands, les membres d'un métier et les artisans; un comité des trente, choisi dans son sein, était chargé de l'expédition des affaires [2]. Les magistrats municipaux et le grand conseil de cette puissante cité de Barcelone exerçaient la plupart des droits de la souveraineté : ils concluaient des traités de commerce avec les puis-

[1] Corbera, *Cataluña ilustrada*, p. 48; Capmany, t. II, *App.* 29.

[2] Ces détails se trouvent dans Rymer, *Fœdera*, p. 704.

sances étrangères, et accordaient aux corsaires des lettres de marque; enfin ils imposaient et levaient des taxes spéciales pour les ouvrages d'utilité publique ou les entreprises qui dépassaient la portée des fortunes privées [1].

Quelques désordres s'étant glissés dans cette assemblée, toute saturée d'esprit démocratique, une nouvelle réforme eut lieu en 1510, et l'on eut recours désormais au sort pour choisir entre les candidats, divisés en six catégories. Telle est l'histoire, fort abrégée, des institutions municipales de Barcelone pendant le moyen âge; et leur mobilité même prouve la difficulté de représenter et de concilier des intérêts aussi discords. Capmany compare l'organisation intérieure de cette ville à celle des communes du midi de la France et du nord de l'Italie; mais, plus libre que celles-là et mieux réglée que celles-ci, Barcelone jouissait de tous les avantages de la république unis à ceux de la monarchie. Et cependant, par une anomalie que l'histoire n'explique pas, ces mêmes cités catalanes, qui durent de si bonne heure à leur importance commerciale des franchises plus larges que celles des villes d'Aragon, ne jouirent qu'en 1283 du droit de représentation dans les cortès nationales, droit que les cités aragonaises possédaient sans conteste depuis 1133 [2].

Valence, pays conquis, réuni à la couronne d'Aragon, sans avoir pu, comme Barcelone, stipuler son indépendance dans le contrat, se rapproche plus par sa constitution de l'Aragon que de la Catalogne, et l'empreinte féodale y efface toutes les autres. Son organisation municipale, telle que Jayme I[er] l'établit

[1] Capmany, t. II, p. 24. — [2] Capmany, t. II, *Append.* 14.

après la conquête, se composait de quatre *jurados*, élus annuellement dans l'ordre des chevaliers. Ils étaient chargés d'assurer les subsistances, et de fixer le prix des denrées. Chacun des autres ordres était représenté par un syndic qui veillait à la répartition des impôts et au bon emploi des fonds de la cité. A côté de ces représentants de la commune, siégeait un conseil, pris dans tous les ordres de citoyens, et élu annuellement; les *jurados* ne pouvaient prendre aucune décision sans l'avis de ce conseil. L'administration de la justice se partageait entre un *justiza* civil et un *justiza* criminel, choisis tour à tour parmi les bourgeois et les chevaliers; la juridiction supérieure appartenait au lieutenant du royaume, assisté du tribunal royal de Valence. Bien que la plupart des fiefs créés dans ce pays lors de la conquête, fussent, comme on le disait alors, *peuplés en fuero d'Aragon*, Valence avait aussi ses *fueros* indigènes, que les rois à leur avénement juraient de respecter. Et c'est ce mélange continuel de juridictions et de droits opposés qui, dans tout le moyen âge, rendait les procès interminables, et forçait à recourir le plus souvent à l'épée pour les trancher.

Remarquons en passant que la tutélaire institution du *justiza* manquait complétement en Catalogne, et qu'à Valence même elle n'a jamais existé que de nom. Les villes de ce dernier royaume qui se régissaient d'après les lois de l'Aragon, étaient soumises à la juridiction du *justiza* aragonais. Valence, conquise par l'Aragon et peuplée à ses dépens, était presque une de ses colonies, et fut toujours entraînée à prendre son parti dans les longues querelles de l'Union au quatorzième siècle.

Revenons maintenant au commerce de la Catalogne, dont l'origine remonte à la plus haute antiquité. Sur une côte dépourvue de ports, un hâvre, même médiocre, comme celui de Barcelone, assurait la prospérité de la ville qui s'élèverait à côté de lui. Aussi cette ville de *Barcinona* (Barca), fondée par les Carthaginois, comme l'indique assez son nom, est bientôt élevée par les Romains au rang de colonie; bien qu'effacée par le voisinage de *Tarracona*, chef-lieu de la province, elle tient parmi les cités de l'Espagne une place qui n'est pas sans importance. Dès le quatrième siècle, elle a déjà des relations de commerce avec le Levant, et les rois goths, au cinquième, y établissent le siége de leur empire. Sous leur domination, comme sous celle des Arabes, qui ne font que passer à Barcelone, le commerce, sacrifié à l'agriculture, y reste stationnaire; mais sous les monarques franks, l'instinct mercantile s'éveille enfin chez cette active population, et sous les comtes de Barcelone, à dater du onzième siècle, l'industrie et la nationalité catalanes prennent à la fois leur essor. Le premier et le plus ancien des priviléges commerciaux de cette ville remonte à Raymond Bérenger II, en 1068, à la même date que le code des *Usages;* il a pour but d'encourager la navigation, nationale et étrangère, sur le littoral, et cette charte maritime est confirmée par tous les souverains de ce pays. Elle stipule en même temps protection pour le trafic par terre, et nous apprend que les foires et marchés étaient déjà fréquents à Barcelone, et qu'un échange actif de relations avait lieu par mer avec Gênes et Pise, les deux reines du Levant.

Une fois entrée dans cette voie, la Catalogne, sous

le grand règne de Jayme I[er], regagne bientôt l'avance que l'Italie avait sur elle; les républiques italiennes s'étaient approprié l'Orient et la Grèce; les Catalans s'inféodent à leur tour l'Afrique, vierge encore pour le commerce, et qui, avec un sol non moins riche, leur offre une lisière de côtes encore plus étendue. Jayme leur ouvre pour la première fois l'Égypte et la Barbarie, et ose conclure, en dépit des préjugés religieux, des traités d'alliance et de commerce avec les Emirs du Maroc; il établit dans tous les ports lointains, et jusqu'au fond de l'Orient et de la Hongrie, des ambassadeurs sous le nom de consuls [1], et soumet à leur juridiction tous les Aragonais qui se trouveraient dans ces pays. Enfin, la marine militaire de la Catalogne protége efficacement sa marine marchande, répandue sur tous les points du globe.

Mais ce qui contribua surtout à répandre au loin le crédit du commerce de Barcelone, ce fut la rédaction de son fameux Code maritime, *llibre del Consolat del mar*. Dès 1266, nous trouvons ce code en vigueur dans le Levant, où les consuls aragonais ne jugeaient que par lui [2]. Le témoignage non suspect d'un étranger et d'un ennemi [3], nous apprend que ce recueil, à peine publié, fut traduit dans toutes les langues, et adopté par toutes les nations commerçantes de l'Europe comme base et règle du trafic maritime. Chose remarquable! on n'y parle ni du lieu où ces lois ont été compilées, ni du roi d'Aragon qui leur a donné

[1] Par une bizarre anomalie, l'Angleterre n'admettait pas à cette époque de consuls étrangers, et n'en eut pas au dehors avant 1204, au dire de Capmany.

[2] Capmany, t. I, p. 175, et *Append.* p. 79, a fait l'analyse de ce code.

[3] Voir l'ouvrage du Génois Casaregis : *De commerciis*, t. III, p. 115.

sa sanction; c'est en quelque sorte un code neutre, commun à tous les peuples, et qui règne sur toute la mer, dans cette vaste république qui a pour citoyens les marchands de tout pays et de toute religion. Ainsi, l'on y compte, non par sous de Barcelone, mais par besants, monnaie courante dans le Levant et chez les peuples qui trafiquaient avec lui. Du règne de Jayme Ier datent encore une foule d'ordonnances favorables au commerce, comme celle qui supprime les péages (*portazgos*) établis par la noblesse, au grand détriment de la circulation des denrées. Le conseil municipal de Barcelone, sans cesse occupé de réformes et d'améliorations, rivalise de zèle avec ses souverains, et publie, dès 1258, une ordonnance de police maritime, la plus vieille de l'Europe, et antérieure même au *llibre del Consolat*, dont elle fut sans doute la base.

Bientôt, les vastes expéditions navales de Pedro III d'Aragon, et les conquêtes en Sicile, en Italie et en Sardaigne, viennent donner à la marine catalane une immense impulsion. En 1281, ce prince octroie à Barcelone un *privilegio real*, vraie charte commerciale; il favorise l'exportation en supprimant des droits onéreux, et abolit la gabelle du sel; il révoque les lois de Jayme Ier contre les marchands étrangers, et ordonne que celui qui aura résidé un an et un jour à Barcelone soit réputé citoyen; il supprime les derniers abus qui survivaient encore à l'odieux *droit de naufrage*, aboli depuis longtemps; enfin, il autorise les négociants de Barcelone à élire pour juges, dans les causes commerciales, deux *procureurs du commerce*. Ce n'est qu'en 1347 que ces deux juges prirent le nom de *consuls de mer*, qu'on régla leur juridiction,

et qu'on remit aux magistrats municipaux le soin de les élire. Ces deux consuls, élus et annuels, présidaient le collége des négociants inscrits. Plus tard, un *conseil des vingt* leur fut adjoint par Juan Ier, avec pouvoir d'augmenter les droits de douanes et d'en imposer de nouveaux. Mais la juridiction n'appartenait qu'aux consuls; ils décidaient en première instance de toutes les causes maritimes et commerciales, que jugeait en dernier ressort un *juge des appels*. Cette institution des juges consulaires se retrouvait également à Valence, à Mayorque et dans tous les ports de la Catalogne. Enfin, les douanes ou *generalidades* furent établies en 1287, et dirigées par un comité permanent de trois membres, qui devint l'origine de la *députation*.

Tandis que l'Aragon, séparé de la mer par la Catalogne, de la France par les Pyrénées, et de la Castille par une autre barrière de monts, demeurait privé de toute industrie nationale, celle de la Catalogne avait pris dès l'époque de ses comtes une extension proportionnée à celle de son commerce. L'institution des corps de métier [1], déjà ébauchée à Barcelone, au douzième siècle, n'y fut régularisée que sous Jayme Ier, au milieu du treizième. Le nombre des *tribus* ou corporations y montait à dix-neuf, et dans le grand conseil institué par ce prince, on compte déjà les représentants de vingt-six industries diverses. Le nombre de ces *tribus* fut encore augmenté dans la suite; à la tête de chacune étaient placés trois ou quatre maîtres; au-dessous de ceux-ci venaient les

[1] Voir pour les corporations ou métiers, Capmany, part. III, p. 14 et suiv.; on y trouvera citée une inscription latine dédiée à Minerve par le collége des artisans (*collegium fabrorum*) de l'antique Barcinona.

compagnons et les apprentis (*aprendices*, *mancebos*), et chaque degré n'était franchi qu'après de longues et sévères épreuves. Chaque corps de métier formait une espèce de république industrielle, qui avait ses codes, ses impôts, ses dignitaires; chacune admettait des maîtres étrangers; chacune avait ses assemblées spéciales, et envoyait ses représentants dans le grand conseil. Le nombre des maîtres dans les métiers n'était pas limité, et le monopole n'était ainsi qu'indirectement constitué. Contrairement aux principes les plus élémentaires de l'économie politique, on taxait alors les journées, usage arbitraire, commun à la Catalogne avec toute l'Europe. Les compagnons et apprentis ne pouvaient travailler que chez un maître établi, et des *caisses de secours* et *d'épargne*, institutions plus vieilles qu'on ne le pense d'ordinaire, avaient été fondées pour soigner les malades, et nourrir les veuves et les orphelins des pauvres artisans.

L'origine et l'histoire des maîtrises et de leur organisation dans tout le moyen âge est un sujet trop peu connu encore, et qui appelle les méditations de l'économiste et de l'historien. Si l'on songe aux restrictions de toute espèce qui pesaient sur l'industrie, encore dans l'enfance, on reconnaîtra l'utilité relative de ces sortes de cadres, destinés à la protéger tout en l'asservissant, tutelle despotique que notre industrie émancipée ne supporterait pas aujourd'hui. Les maîtrises, exemptes à Barcelone du monopole, qui changeait ailleurs en abus tous leurs avantages, conservaient dans chaque branche de la famille industrielle des traditions héréditaires de probité et de talent. Quant aux inconvénients, chacun les

a pressentis d'avance: c'était l'esprit de routine, de jalousie, d'exclusion, qui, dans la plupart des grands centres industriels de l'Europe, se traduisait en monopoles dont l'art n'avait pas moins à souffrir que l'artisan. Aussi en admire-t-on d'autant plus l'esprit vraiment libéral du peuple qui, à cette époque, et sur cette terre d'Espagne où le travail manuel a toujours été tenu à déshonneur, ouvrait ses maîtrises aux étrangers, et appelait leurs représentants dans le conseil de la commune; institution toute démocratique, empruntée aux républiques marchandes de l'Italie, où l'organisation intérieure des corps de métiers servait de base à l'organisation politique de la cité.

Dans un pays où le commerce était la source de la richesse nationale, on doit s'attendre à le voir honoré presque à l'égal de la noblesse. Comme Venise, Barcelone avait son *livre d'or*, où s'inscrivaient les noms de l'aristocratie marchande; pour y obtenir une place il fallait être né en Catalogne de père et mère catalans. Le commerce, si méprisé en Aragon, était au contraire si haut prisé à Barcelone que ni juifs, ni Maures, ni esclaves n'étaient admis à l'exercer; aussi l'expulsion des Maures et des juifs, si funeste à la Péninsule, fut-elle presque sans influence sur la prospérité de la Catalogne. Enfin, cette puissante cité de Barcelone, qui couvrait la mer de ses flottes, nommait elle-même ses amiraux, et ses vaisseaux, une fois en mer, n'obéissaient qu'à eux. Mais aussi, en retour de tant de priviléges, la Catalogne était toujours prête à venir au secours de ses souverains « Car », disait Pedro IV aux cortès de Monzon, « les Catalans « sont si libéraux avec leurs rois, qu'ils vont jusqu'à « vendre leurs biens pour les assister. »

En dépit des lois qui leur interdisaient le commerce, les juifs furent de tout temps nombreux à Barcelone [1]; aux douzième et treizième siècles, ils y possédaient déjà le monopole de leur race, l'échange des métaux précieux, la banque, en un mot, dont l'extension se mesurait sur celle du trafic catalan. Le trésorier de Jayme Ier était un juif, auquel il confia souvent des négociations importantes, et qui lui avança plus d'une fois l'argent que l'Aragon lui refusait pour les dépenses de la guerre.

En résumé, le commerce de Barcelone, à partir du douzième siècle, nous apparaît dans une voie de progrès constant; mais c'est aux quatorzième et quinzième surtout qu'il a atteint son apogée, grâce au déclin des républiques rivales, aux sages lois qui le régissent, et à la douceur des droits d'entrée et de sortie du port de Barcelone, droits bornés à 2/3 o/o de la valeur des marchandises, et 1/3 seulement pour celles du Levant. Cette prospérité s'accrut encore par une loi de 1454 qui ne permettait aux navires étrangers de charger dans les ports catalans qu'à défaut de navires indigènes. Ce n'est guère qu'à dater de l'union des deux couronnes de Castille et d'Aragon, en 1479, que commence à déchoir l'industrie catalane. Séparés par une double ligne de douanes, le Castillan et l'Aragonais restent étrangers l'un à l'autre, et le gouvernement qui les asservit au même joug, bien loin de chercher à les rapprocher, exhausse constamment cette barrière qui les sépare. L'union de la

[1] Le Montjuich ou Montjouy (*Mons judaïcus*), cette montagne qui domine Barcelone, y atteste assez la présence des juifs. Une autre étymologie, moins avérée, fait venir ce nom de *mons Jovis*. Au lieu d'un temple, aujourd'hui, le Montjouy porte une forteresse.

Catalogne et de l'Aragon, sous un gouvernement assez habile pour être à la fois national dans les deux pays, avait fait la richesse et la force des deux peuples; l'union de la Castille et de l'Aragon, tout en fondant la grandeur de la monarchie espagnole, prépare en même temps sa ruine; et le germe de son déclin est moins dans les fautes de sa politique que dans son stupide dédain pour le commerce, et dans son inintelligence des conditions matérielles de la prospérité d'un État.

Notons encore un trait spécial du génie catalan, qu'on retrouve dans quelques-unes des républiques marchandes de l'Italie : à côté de l'activité mercantile et des instincts démocratiques qu'elle éveille, on s'étonne de voir en Catalogne une noblesse, reconnue par les lois, puissante par ses richesses et par ses priviléges, écarter des cortès, jusqu'en 1283, les représentants des villes. Mais hâtons-nous d'ajouter que cette aristocratie, dépaysée au milieu d'un peuple de négociants, et restreinte par les progrès de l'autorité royale, voit son influence décroître chaque jour devant cette double rivalité. Tandis qu'en Aragon le trafic manuel est tenu pour avilissant, même par la bourgeoisie, on voit des chevaliers et des *infanzones* renoncer à leur titre et à leurs priviléges pour partager les franchises et la lucrative industrie des bourgeois de Barcelone[1]. Du reste, tous les documents de l'époque[2] attestent la simplicité de mœurs de ces

[1] Capmany, part. III, p. 14.

[2] Aux termes de la *Constitutio pacis*, donnée par Jayme Ier (*apud* Marca, *Marca Hispan.*, *ad ann.* 1234), nul ne doit manger à dîner deux plats de viande, ni porter des vêtements festonnés ou brodés, ni ornement en or ou en argent.

hardis négociants qui couvraient les mers de leurs vaisseaux; ce qui était alors considéré comme du luxe constituerait à peine le nécessaire aujourd'hui; et la richesse publique, que vante Muntaner, consiste moins dans l'opulence de quelques-uns que dans le bien-être de tous. Le taux élevé des intérêts indique assez la rareté de l'argent; les seuls, les véritables riches, ce sont les juifs, qui, concentrant dans leurs mains tout le mouvement des capitaux, tiennent ainsi dans leur dépendance le commerce de Barcelone.

C'est un spectacle curieux dans l'histoire que cette association volontaire et libre de deux peuples, qui, comme l'Aragonais et le Catalan, n'ont entre eux, sauf l'amour de la liberté, aucun point qui les rapproche. De là la jalousie, la répulsion constante de l'Aragon pour la Catalogne sa sœur, sœur cadette en politique, mais aînée en industrie et en civilisation, et qu'il lui répugne de voir entrer en partage avec lui. La parité des institutions, la communauté d'intérêts et de gloire, le rapprochement des deux peuples sous une seule couronne, rien ne peut triompher de cette répulsion invincible. L'esprit aventureux et l'âpre ardeur de gain qui caractérisent le Catalan, se heurtent sans cesse contre le génie immobile de l'Aragonais, ennemi de tout changement; le dernier a sa racine, comme l'arbre, dans le vieux sol de la patrie; l'autre s'en fait une partout où il trouve un comptoir à établir. Tandis que le Catalan s'empresse de mettre son or et ses flottes au service de ses rois, dans leurs guerres d'Italie, l'Aragonais, avec sa froide raison, compare ce que coûtent ces conquêtes lointaines avec ce qu'elles rapportent, et

dispute à ses souverains chaque parcelle d'impôt qu'il leur vote, en se faisant de leurs embarras au dehors un point d'appui pour ses libertés au dedans.

Aussi, bien qu'attelés depuis des siècles à un joug commun, les deux peuples s'obstinent-ils à ne mêler ni leur langue, ni leur nationalité, ni leurs lois; l'Aragonais tient à l'Espagne par son idiome, par sa ténacité proverbiale, par son patriotisme exclusif et restreint; le Catalan, au contraire, tient à la France par son dialecte métis et par ses habitudes, et est à la fois, suivant son intérêt et ses alliances, italien, espagnol ou français. Ces contrastes, maintenus entre les deux peuples par des préventions plus vieilles que le pacte qui les rassemble, dureront jusqu'au jour où le despotisme autrichien effacera sous le même niveau toute trace de ces nationalités rivales, et donnera à la Péninsule l'unité dans la servitude.

CHAPITRE IV.

ENRIQUE II, DE CASTILLE[1].

1369 A 1379.

Tandis que l'Aragon est en progrès, nous avons vu la Castille déchoir constamment depuis Alonzo X. Ce déclin, que n'arrête pas le règne héroïque d'Alonzo XI, s'accroît encore sous Pedro le Cruel, et n'est pas moins sensible sous Enrique II, le successeur et l'assassin de Pedro. Sans doute, le caractère de ce prince est supérieur par bien des côtés à l'ignoble assemblage de vices et de crimes dont se compose celui de son frère; mais, monté sur le trône par le meurtre et l'usurpation, et craignant sans cesse d'en être renversé par les mêmes moyens, don En-

[1] La source-mère pour ce règne, comme pour celui de Pedro le Cruel, est la chronique d'Ayala, annotée également par Zurita, et éditée par don Llaguno Amirola (Madrid, 1780, in-4°). Des quatre chroniques d'Ayala sur les règnes de Pedro I[er], Enrique II, Juan I[er] et Enrique III, celle-ci est la plus négligée; l'éditeur en conclut avec raison que si Ayala, dont on accuse à tort la partialité, avait voulu sacrifier don Pedro à son frère, il eût traité avec plus de soin l'histoire de son héros. L'éditeur, dont on doit louer le soin, la conscience, et l'esprit de critique, assez rare chez les historiens espagnols, s'est aussi beaucoup servi des ***Discursos historicos de Murcia***, par Cascalès, ouvrage très-riche en chartes locales dont l'histoire générale peut tirer bon parti. Enfin, on trouve dans Froissard beaucoup de détails sur les guerres de la Castille avec la Navarre et l'Angleterre et ses relations avec la France, mais il faut se méfier de son exactitude en ce qui touche l'Espagne.

rique, sous ce règne contesté, est condamné à ne songer qu'à sa propre conservation; entouré d'ennemis, qu'enhardit l'exemple de sa révolte heureuse, il lui faut jusqu'à son dernier jour lutter contre une situation plus forte que lui, et malgré d'héroïques efforts, il n'est jamais qu'un bâtard couronné, que ses voisins tolèrent sur le trône parce qu'ils ne peuvent pas l'en arracher.

La situation du nouveau monarque, lors de son avénement, était des plus précaires : en dépit de son courage, de sa constance dans l'adversité, et de sa clémence après la victoire, sa naissance illégitime était pour lui un titre de proscription : les nobles, par haine pour son frère plutôt que par amour pour lui, s'étaient, il est vrai, ralliés à sa cause; mais la bourgeoisie, fidèle à son culte pour la légitimité, s'était en revanche prononcée pour don Pedro. Plusieurs villes tenaient encore pour ce dernier, même après sa mort, ou appelaient l'étranger dans leurs murs. Au dehors enfin, deux prétendants, armés de droits mieux fondés que ceux de l'usurpateur, le duc de Lancastre et le roi de Portugal, étaient prêts à lui disputer le trône de Castille; l'Aragonais persistait dans son attitude malveillante, et l'Emir de Grenade, le dernier allié de don Pedro, refusait de passer avec la fortune dans le camp de son heureux adversaire.

Don Enrique était en route pour Séville, quand il apprit que cette ville avait embrassé son parti et entraîné l'Andalousie avec elle. Tolède imita bientôt Séville; Carmona seule, où le feu roi avait enfermé ses richesses, ferma ses portes à son successeur. Le trésor royal était à sec, et le nouveau roi craignait de s'aliéner ses sujets en inaugurant son règne par des

impôts. Dans sa détresse, il eut recours à l'expédient en usage dans le moyen âge, c'est-à-dire à la fausse monnaie [1], et paya ainsi ses auxiliaires français et bretons. Mais de plus graves dangers l'attendaient au dehors : Pedro IV d'Aragon, déjà mécontent de Enrique, qui refusait de lui restituer le royaume de Murcie, organisa contre lui une ligue redoutable, composée des souverains de Portugal, de Navarre, d'Angleterre et de Grenade. Le roi de Portugal Fernando, qui prétendait au trône de Castille, comme arrière-petit-fils de Sancho IV, vint réclamer, les armes à la main, l'héritage du roi défunt. Zamora, Ciudad-Rodrigo, Tuy, Alcantara, se déclarèrent en sa faveur. Enrique, faisant face au danger, vint aussitôt planter son camp devant Zamora. Mais Fernando, peu soucieux de faire face sur un champ de bataille à un adversaire aussi résolu que le bâtard de Castille, s'en retourna brusquement dans ses États, et don Enrique envahit à son tour le Portugal, où il prit d'assaut quelques places fortes, mais sans pouvoir faire accepter la bataille à son ennemi.

Pendant cette expédition plus glorieuse qu'utile, l'Emir de Grenade s'emparait d'Algéziras, que les chrétiens ne surent pas défendre. De retour en Castille, Enrique assembla ses cortès à Toro, et fit solder par elles à messire Bertrand, en places fortes et en argent, le prix de ses services et de sa trahison, fixé à cent vingt mille *doblas*. Le roi octroya aussi aux seigneurs français les fiefs qu'il leur avait pro-

[1] Par suite de cette opération, nous dit la chronique, les denrées augmentèrent tellement de prix, qu'une *dobla de oro* qui valait naguère de 25 à 35 maravédis monta à 300; qu'un cheval valait 60,000 maravédis, et ainsi de suite.

mis et les renvoya comblés de ses bienfaits (1370).

Le roi de Portugal, qui ne savait ni renoncer à ses desseins ni les exécuter, revint bientôt avec une flotte de vingt-trois galères mouiller à l'entrée du Guadalquivir. Don Enrique accourut sur-le-champ à Séville, et vingt galères castillanes descendirent le fleuve, tandis que le roi marchait par terre au-devant de l'ennemi. L'amiral de Castille, le Génois Boccanigra, offrit le combat à la flotte portugaise, qui l'accepta et fut mise en fuite avec perte de cinq navires. Enrique, de son côté, vint assiéger Carmona et la força à se rendre. Martin Lopez, qui y commandait, ayant obtenu la vie sauve, livra au roi les fils, les trésors et le chancelier du roi don Pedro; mais Enrique, en dépit de sa parole, fit mettre à mort Martin Lopez ainsi que le chancelier, et envoya ses neveux prisonniers à Tolède. La mort de don Tello, son frère, allié peu sûr et sujet peu fidèle [1], laissa vacant le riche héritage de la Biscaye que le roi fit passer sur la tête de son propre fils, l'infant don Juan. Enfin, deux légats envoyés par Rome pour négocier la paix entre les rois de Castille et de Portugal, y parvinrent après de longs efforts; Fernando, las d'une guerre peu heureuse pour ses armes, consentit à les déposer, et à épouser la fille de don Enrique. Mais bientôt le volage monarque, amoureux d'une dame de sa cour, rendit au roi de Castille sa parole, et renonça au mariage projeté. Enrique, plus jaloux de rester en paix avec le roi de Portugal que de l'avoir pour gendre, fit taire son ressentiment et insista seulement sur la restitution des places conquises (1371).

[1] Le bruit courut que don Tello avait été empoisonné par son frère; mais la chronique, tout en mentionnant ce bruit, ne paraît pas y croire.

Les cortès de Toro se rassemblèrent de nouveau cette année; dans leurs actes, on remarque un *Ordenamiento de Prelados*, espèce de charte cléricale, où Enrique établit les droits des clercs et de la justice ecclésiastique, et un règlement fort sage sur l'administration de la justice royale. Les Juifs occupent aussi une grande place dans les actes de ces cortès; on est frappé, en les lisant, de la constante protection qu'accordait à cette race proscrite le roi *très-catholique*, et de la répulsion mêlée de crainte qu'elle inspirait au pays. Enrique II que sa pauvreté mettait dans leur dépendance, pressé par ses cortès de délivrer le pays de cette *mauvaise compagnie*, se contente d'ordonner, sur la requête expresse des députés des villes, « que les juifs vivent séparés des chrétiens, en portant, comme dans les autres royaumes, une marque (*siñal*) qui les fasse reconnaître, et en s'abstenant de se vêtir de riches étoffes et de chevaucher mule et cheval. » Mais il évite de s'engager, comme le demandaient les cortès, à ne leur accorder désormais aucun emploi dans sa maison ni dans l'État.

Fidèle à l'alliance française qui l'avait replacé sur le trône, don Enrique avait envoyé son amiral avec douze galères au service du roi de France. La flotte castillane rencontra près de La Rochelle, celle d'Angleterre commandée par le comte de Pembroke, gendre du roi. L'amiral castillan, malgré l'infériorité du nombre [1], attaqua sans hésiter l'ennemi, le battit, et fit prisonnier le comte avec la plupart de ses vais-

[1] Suivant Froissard, au contraire, les Castillans avaient quarante grosses nefs et treize barques armées en guerre, et les Anglais ne comptaient que trente-six nefs, beaucoup moins hautes de bord. Plusieurs des navires castillans étaient, en outre, armés de canons.

seaux; mais celui qui portait *la finance* fut coulé à fond, au grand regret des Castillans. Cette rude leçon, donnée à l'orgueil britannique, sur l'élément où il aime à dominer, était une juste représaille du roi de Castille contre les prétentions du duc de Lancastre : ce prince et son frère, le comte de Cambridge, fils puînés d'Édouard III, avaient épousé les deux filles de Pedro le Cruel, et Lancastre se faisait de ce mariage un titre au trône de Castille. La capture du comte et de soixante-dix chevaliers « à éperons dorés » fut une bonne aubaine pour le roi don Enrique, toujours à court d'argent. Le comte fut livré en paiement pour une forte somme, à messire Bertrand, de qui le roi racheta cent mille francs d'or les villes qu'il lui avait données (juin 1372).

Un vieux levain de rébellion fermentait toujours en Galice : le roi se décida à aller faire en personne le siége de Tuy, dont il se rendit maître, et passa de là en Portugal pour punir les attaques de Fernando contre ses frontières. L'instant ne pouvait être mieux choisi : le mariage de Fernando avec sa maîtresse avait soulevé contre lui tout son peuple, et une insurrection grave venait de le chasser de Lisbonne. Son frère, l'infant don Dyonis, fils d'Inez de Castro, vint se ranger sous les drapeaux du roi de Castille; celui-ci, poursuivant sa marche victorieuse, s'empara de Viseu et de Coïmbre, et marcha droit sur Santarem où se trouvait Fernando, dans l'espoir de finir la guerre par un coup décisif. Le Portugais, réduit pour toute armée à huit cents chevaux, s'enfuit à Lisbonne où les Castillans le suivirent. La ville basse fut prise et saccagée; mais les habitants se fortifièrent dans la ville haute, et Enrique, désespérant de garder

sa conquête, y fit mettre le feu ainsi qu'aux navires portugais qui se trouvaient dans l'arsenal [1].

L'impuissance avérée du roi de Portugal facilita les efforts d'un légat du saint-siége pour amener la conclusion de la paix : on convint que Fernando bannirait de ses États les réfugiés castillans, et ajouterait cinq galères à la flotte que la Castille devait envoyer au secours de la France. Dictées par un ennemi victorieux campé sous les murs de Lisbonne, ces conditions n'étaient pas trop dures, et Fernando les subit de bonne grâce; une entrevue eut lieu entre les deux rois, et les noces de l'infant don Sancho de Castille avec la sœur du monarque portugais scellèrent l'alliance des deux pays (1373).

Après cette heureuse issue des affaires de Portugal, don Enrique s'achemina vers la frontière de Navarre et fit sommer le roi Charles *le Mauvais* de lui rendre ses deux villes de Vittoria et de Logroño, qui s'étaient données à lui. Trop faible pour résister, le Navarrais, avec son astuce ordinaire, parvint à décider Enrique à remettre l'affaire entre les mains du légat, et la cour de Rome devint ainsi l'arbitre de tous les litiges de la Péninsule. On convint que le roi de Navarre restituerait les deux villes, et que son fils aîné épouserait l'infante Léonor, fille de don Enrique; mais Charles sans doute se trouva lésé par la sentence, car le légat mourut peu après, et chacun le soupçonna de l'avoir fait empoisonner.

Ainsi s'étaient dissipés peu à peu, grâce à l'énergie

[1] Ayala parle de quatre galères entourées de roues en fer très-grandes; par malheur il ne s'explique pas davantage sur ce sujet curieux. Peut-être étaient-ce des roues semblables à celles de nos bateaux à vapeur, mais que l'on faisait mouvoir à force de bras pour remplacer les rames.

du roi de Castille, tous les dangers qui l'avaient assailli au début de son règne. Tout à coup, arriva la nouvelle que le duc de Lancastre marchait vers les Pyrénées avec une puissante armée. Don Enrique, que le péril ne prenait jamais au dépourvu, eut bientôt réuni une autre armée pour lui fermer le passage ; mais la réaction qui s'opérait en France contre la domination anglaise fit avorter l'entreprise du duc : de trente mille chevaux débarqués en Artois, cinq mille seulement arrivèrent à Bordeaux ; un tiers des hommes d'armes périt en route, « et l'on voyait », dit Froissard, « de nobles chevaliers se traîner à pied le long des chemins, et mendier leur pain sans en trouver. » Le duc d'Anjou, lieutenant du roi de France en Languedoc, invita le roi de Castille à passer les Pyrénées pour achever la déroute du duc de Lancastre et aider l'armée française à reprendre Bayonne, centre de la domination anglaise dans la Gascogne. Enrique accourut aussitôt ; mais Lancastre était déjà parti pour l'Angleterre avec les débris de son armée ; le duc d'Anjou, qui avait donné le rendez-vous, fut le premier à y manquer, et les Castillans, chassés par les pluies et la fièvre, repassèrent les Pyrénées (juin 1375).

Les prétentions de Pedro IV sur le royaume de Murcie divisaient toujours les deux couronnes de Castille et d'Aragon. Cette longue querelle, qui datait du debut du règne de Enrique, se termina enfin par une transaction et un mariage entre l'infant de Castille don Juan et la princesse Léonor d'Aragon. L'infante apporta pour dot les deux cent mille florins déjà touchés par Enrique, lorsqu'il prétendit pour la première fois au trône de Castille. Pedro IV dut en outre restituer les villes conquises par lui,

et renoncer à toutes ses prétentions sur Murcie. Le traité, cette fois, fut exécuté, et les noces se célébrèrent à Soria avec celles du prince de Navarre et de l'infante de Castille (1375).

La meilleure intelligence régnait toujours entre les deux rois de Castille et de France, et une flotte franco-castillane dévastait le littoral anglais. Charles V, dit *le Sage*, monarque habile qui savait vaincre du fond de son palais, regagnait ainsi pas à pas son royaume, et Du Guesclin, son connétable, abreuvait d'humiliations la vieillesse d'Édouard III et l'agonie du *Prince Noir*. Restait le roi de Navarre, tour à tour ami douteux et ennemi déclaré, oscillant sans cesse entre les deux alliances anglaise et française, et employant, à défaut du fer, le poison qu'on l'accusait d'avoir donné au roi de France. Ce prince, au génie malfaisant et fertile en expédients, songeait alors à échanger avec l'Angleterre ses possessions de Normandie contre la Gascogne et le pays basque, situés plus à sa portée. Le roi de Navarre, pour amuser le roi de France par de feintes négociations, lui envoya son fils, prince d'humeur loyale et qui méritait d'avoir un autre père. Le monarque français, bientôt informé des desseins du Navarrais, fit arrêter deux des seigneurs de la suite du jeune prince, agents secrets des complots de son père. Tous deux avouèrent avoir reçu l'ordre de livrer la Normandie aux Anglais, et d'empoisonner Charles V; ils furent ignominieusement mis à mort. L'infant de Navarre, saisi d'une juste horreur pour cette trame qu'il ignorait, désavoua son père, et donna lui-même à ses lieutenants l'ordre de livrer ses places au roi de France (1378).

Pendant ce temps, Charles *le Mauvais*, roi de Navarre, intriguait avec l'*Adelantado* de Castille pour lui racheter Logroño; mais celui-ci attira dans la place, sous prétexte de la livrer, quatre cents lances navarraises qu'il fit prisonnières, et faillit s'emparer du roi lui-même. Enrique II, alors à Séville, envoya à son fils Juan l'ordre d'entrer en Navarre avec quatre mille lances; alors Charles, jetant le masque, appela hautement les Anglais à son secours, et les reçut en garnison dans ses places; l'infant de Castille, qui avait déjà pénétré jusqu'au cœur de la Navarre, et pris d'assaut Viana, fut forcé de rétrograder. Dans son juste ressentiment contre le roi de Navarre Enrique se préparait à une seconde invasion; mais Charles sollicita si humblement la paix, que le Castillan, de guerre lasse, finit par l'accorder, moyennant une vingtaine de châteaux que le Navarrais dut remettre en otage. Une entrevue eut lieu entre les deux rois, et à peine Charles était-il reparti, que don Enrique se sentit pris d'un mal soudain. Son malaise augmentant, au bout de dix jours il demanda de lui-même les derniers sacrements.

Son dernier conseil à son fils don Juan fut de bien réfléchir avant de prendre un parti dans le schisme pontifical, et de rester toujours allié à la maison de France. Il remit en liberté les prisonniers chrétiens qui se trouvaient dans son royaume, régla lui-même l'ordre de ses funérailles, et voulut mourir revêtu de l'habit de saint François. Il s'éteignit quelques heures après, conservant jusqu'au dernier moment sa liberté d'esprit, le lundi 29 mai 1379, à l'âge de quarante-six ans.

Cette mort fut, non sans vraisemblance, attribuée

au poison; les uns en accusèrent le roi de Navarre, les autres l'Émir de Grenade. Suivant Conde, Mohammed, craignant que la Castille, en paix avec ses voisins, ne retombât de tout son poids sur l'Émirat, avait envoyé en présent à Enrique de riches bottines, imprégnées d'un poison subtil qui pénétra dans tout son corps. Comme la plupart des usurpateurs, Enrique se montra digne du trône; il y était monté par un crime, il s'y maintint à force de talent, et sut se concilier l'affection de ses sujets, délivrés par lui du joug d'un tyran. Parvenu par une série de victoires à imposer la paix à tous ses voisins, il mourut au moment où il allait enfin donner cours à de plus grands desseins et se faire pardonner un pouvoir usurpé par l'usage qu'il en comptait faire. Le règne de Enrique II, tout incomplet qu'il soit, marque dans l'histoire des institutions, par un progrès sensible dans l'influence des députés des communes. Tout le terrain perdu par eux sous le règne tyrannique de Pedro *le Cruel*, est regagné tout d'un coup sous celui de son successeur. La position précaire du nouveau roi le force à acheter par des concessions importantes l'adhésion du pays qu'éloignaient de lui ses instincts de légitimité. C'est ainsi que le droit, conquis par les communes aux cortès de Cuellar, en 1297, d'envoyer leurs délégués siéger dans le conseil royal, fut hautement reconnu par Enrique II, en contradiction avec toutes les idées du moyen âge, si jaloux de la distinction des pouvoirs.

CHAPITRE V.

JUAN Ier DE CASTILLE.

1379 A 1390.

Le jour même de la mort de son père, don Juan fut proclamé roi, à l'âge de vingt-un ans, et reçut bientôt à Burgos la couronne de la main des cortès. La naissance d'un fils, qui depuis fut Enrique III, vint heureusement inaugurer le nouveau règne. Docile aux conseils de son père mourant, Juan resserra les liens qui l'unissaient à la France, en envoyant au roi Charles V vingt-huit galères qui lui rendirent de grands services dans sa guerre avec l'Angleterre; mais la Castille ne tarda pas à perdre avec Charles son plus utile allié, et la France un de ses plus grands rois. Déjà dans la même année, le connétable Du Guesclin avait précédé son maître dans la tombe, et le sceptre, des mains du prince le plus politique qu'eût vu la France depuis saint Louis, passait dans celles d'un enfant destiné à perdre sa raison avant d'arriver à l'âge d'homme (1380).

Bientôt le jeune roi eut à s'occuper d'une décision grave, ce fut de choisir entre les deux pasteurs qui se disputaient la direction du monde chrétien. A vrai dire, le choix était difficile entre deux pon-

tifes également indignes de la tiare : entre un fou furieux, Urbain VI, qui faisait périr dans les tortures les cardinaux même qui l'avaient élu, et un ancien chef de routiers, Clément VII, qui gardait sur le siége de saint Pierre ses habitudes de rapacité. Juan avait longtemps hésité : après avoir assemblé un synode où les défenseurs des deux papes vinrent plaider leur cause, il se décida enfin, à l'exemple de la France, à reconnaître Clément, tandis que l'Aragon se prononçait pour Urbain.

La papauté, déportée à Avignon, et vassale de la France, expiait alors les scandales étalés par elle aux yeux de la chrétienté. Les turpitudes d'Avignon, flétries par Pétrarque dans ses rimes énergiques, avaient commencé la réaction, et le schisme était venu l'achever : le pontificat, prêtant contre lui des armes à ses ennemis, semblait avoir pris à tâche de se déconsidérer lui-même par les violences de ses deux représentants. A cette réaction toute morale contre les vices du clergé, se mêlait chez les rois une pensée de spoliation : l'Église seule était riche alors, comme les Juifs, de la pauvreté des autres ordres de l'État. Tous les rois de l'Europe, ruinés par la guerre, jetaient un œil d'envie sur ces trésors entassés dans le sanctuaire par tant de générations de fidèles. Ainsi le vrai crime des Templiers, aux yeux de Philippe-le-Bel, avait été leur opulence. En Angleterre, le duc de Lancastre, protecteur intéressé de Wiclef, entrevoyait derrière ces premiers essais de réforme le pillage des abbayes du royaume. Philippe de Valois s'était fait livrer par son pape d'Avignon les revenus de l'Église de France, et Du Guesclin, à la tête des *grandes compagnies*, avait rançonné le pontife lui-

même dans sa ville sainte. En Castille enfin, tout le terrain gagné par le clergé sous Alonzo X avait été reperdu depuis, et le synode, convoqué par Juan Ier pour l'affaire du schisme, retentissait des plaintes de l'Église contre les usurpations de la noblesse, plaintes stériles comme les efforts des rois pour remédier à ces abus.

Mais pendant que Juan Ier s'occupait de controverses religieuses, un orage s'amassait contre lui : malgré son traité récent avec la Castille, l'inconstant monarque de Portugal se liguait avec le duc de Lancastre, ancien prétendant au trône de Castille, et nouait même des intelligences avec le frère de Juan, l'infant Alonzo. Le comte de Cambridge, frère du duc, vint débarquer à Lisbonne avec quelques troupes pour soutenir les droits de son frère. Le roi de Portugal équipa une flotte, en enrôlant de force des laboureurs qu'il fit enchaîner sur leurs bancs, et le 11 juillet 1381, il sortit du Tage à la tête de vingt et une galères. Le roi de Castille avait, de son côté, réuni une armée avec le secours de la France. Informé de la trahison de son frère, il le poursuivit jusqu'au fond des Asturies, et le força à implorer son pardon. Bientôt l'armée castillane, commandée par son roi, franchit la frontière portugaise, pendant qu'une flotte mettait à la voile à Séville pour aller chercher l'ennemi. Les deux escadres se rencontrèrent près du cap Saint-Vincent, et l'amiral castillan, avec des forces inférieures, s'empara de l'amiral portugais et de la plupart de ses vaisseaux.

Les armes de Juan Ier ne furent pas moins heureuses sur terre que sur mer, et malgré une maladie grave qui mit ses jours en danger, Alméida et plu-

sieurs places tombèrent en son pouvoir. Les Anglais ne paraissaient point; don Juan, en vrai chevalier, envoya défier le comte de Cambridge en combat singulier; mais le comte se montra peu empressé de répondre à ce défi. L'hiver approchait, et don Juan, dispersant son armée dans les places de la frontière, la tint ainsi sous sa main, sans la laisser retourner dans ses foyers. Le roi de Portugal, de son côté, s'épuisait en préparatifs de guerre : mais ses auxiliaires anglais, avec leur brutal orgueil, n'avaient pas tardé à se rendre odieux à leurs alliés, et à traiter le Portugal en pays conquis; il fallut les éloigner de Lisbonne, et les répartir sur la frontière, où les populations soulevées finirent par les massacrer sans pitié [1].

Le printemps à peine venu, Juan franchit de nouveau la frontière, pendant que sa flotte jetait l'ancre en vue de Lisbonne. L'armée castillane, composée de cinq mille hommes d'armes, sans compter l'infanterie, vint camper sous les murs de Badajoz; le roi Fernando de Portugal l'attendait à quelques lieues de cette ville avec trois mille hommes d'armes portugais, mille Anglais, et une nombreuse infanterie. Un engagement paraissait inévitable; mais Fernando, ne voyant pas venir les renforts que le duc de Lancastre

[1] Fernan Lopez, écrivain portugais contemporain, flétrit dans les termes les plus sévères la conduite des Anglais, et donne à ce sujet des détails confirmés par Duarte Nuñez de Liaò, autre chroniqueur. *Le Chronic. Conimbric.*, cité par Florez, t. XXIII, nous apprend que le roi, pour payer ses alliés, fut obligé de saisir les vases des églises. Froissard (liv. II, ch. 104 à 147), attribue ces désordres au retard de leur solde que le roi Fernando leur fit attendre près d'un an. Enfin Walsingham, historien anglais de l'époque, ne ménage pas non plus ses compatriotes : « Etiam Angli Portugalibus facti sunt onerosi, non tantum bona eorum diripientes, sed uxores et filias execrabiliter opprimentes. »

lui promettait, envoya proposer la paix au roi de Castille : l'infante de Portugal, Béatrix, déjà fiancée trois fois, dont une au fils aîné de Juan Ier, le fut une quatrième au second fils de ce prince. Le roi de Castille s'engagea à restituer les galères et les prisonniers, et à fournir aux Anglais des vaisseaux pour les transporter dans leur pays (1382).

Don Juan ne revint en Castille que pour assister aux funérailles de sa femme, doña Léonor d'Aragon. Bientôt, las du veuvage, il convint avec le roi de Portugal de se substituer à la place de son fils, et d'épouser l'infante portugaise Béatrix, âgée de douze ans, et fiancée ainsi pour la cinquième fois. On convint que l'infante, après la mort de son père, serait reconnue pour héritière du trône, et conférerait au roi de Castille, son mari, le titre de roi de Portugal, mais que le sceptre appartiendrait au premier enfant qui naîtrait de leur mariage. Les noces se célébrèrent à Badajoz : le monarque portugais, déjà atteint de la maladie dont il devait mourir, ne put y assister, et don Juan, charmé de la perspective d'une couronne nouvelle, emmena dans ses États la jeune épouse qui la lui apportait en dot.

Il était en route pour Séville, quand arriva la mort de son beau-père : Juan prit aussitôt le titre et les armes de roi de ce pays, et se prépara à aller recueillir l'héritage de Fernando. Mais une nouvelle révolte de l'infant Alonzo son frère l'appela d'abord dans les Asturies : le rebelle vaincu fut jeté en prison avec l'infant portugais don Juan, réfugié ainsi que son frère Dyonis à la cour de Castille, et soupçonné de prétendre au trône de Portugal. Aux termes des traités, la couronne devait appartenir au fils à naître

de Béatrix et du roi de Castille; mais celui-ci résolut de s'en emparer pour lui-même. Vainement ses plus sages conseillers l'engagèrent à se contenter de réclamer la couronne au nom de sa femme Béatrix; le roi dédaigna ces sages avis et partit avec la reine pour la frontière, sans soldats et sans argent, comme s'il eût marché à une prise de possession, et non à une conquête. Un petit nombre de Portugais répondirent à son appel. Quand le pennon de Castille fut promené dans les rues de Lisbonne aux cris de « *Real*, *Real*, pour doña Beatrix! » un silence expressif trahit le mécontentement du peuple. Quelques voix s'élevèrent même pour appeler au trône l'infant portugais don Juan, prisonnier de la Castille, et cher au Portugal par ses malheurs et par ceux de sa mère, Inez de Castro. Mais en l'absence de l'infant, le vœu général désignait pour la régence le grand maître d'Avis, don Joam, fils naturel du roi Pedro, et frère du roi défunt. Agé de vingt-cinq ans seulement, mais d'une ambition au-dessus de son âge, ce prince avait d'abord feint de se rallier à la cause du roi de Castille, pour enlever la régence à la reine douairière Léonor, odieuse à tous les partis. Bientôt, levant le masque, il assassine de sa propre main le comte d'Andeiro, amant de la régente, se porte hautement comme le représentant de la nationalité portugaise, et donne au peuple le signal du massacre, en livrant à ses coups tous les partisans de la reine douairière et ceux du roi de Castille (1383).

Mais ce n'était là que le premier acte du drame: tandis que la régente effrayée s'enfuit de sa capitale, l'infant, feignant de ne plus se croire en sûreté à Lisbonne, affecte de vouloir se retirer en Angle-

terre. Le peuple, craignant de se voir abandonné par lui à la vengeance des Castillans, se rassemble en tumulte, et force le grand maître, malgré sa feinte répugnance, à accepter le titre de régent, en attendant la délivrance de l'infant don Juan, le seul roi légitime[1]. Une armée de malfaiteurs, plus menaçante pour l'ordre que pour les ennemis du Portugal, se rallia aussitôt autour du régent. Les nobles et le clergé furent gagnés ou intimidés par lui, et les biens de ceux qui s'absentaient servirent à acheter les autres. Porto, Braga et les principales villes du royaume se prononcèrent en sa faveur, et l'usurpateur se hâta de s'assurer l'appui de l'Angleterre, unie dès lors au Portugal par ces relations de protectorat qui se changèrent plus tard en suzeraineté politique. Ses partisans, enhardis par l'impunité, remplirent de meurtres et de pillage les rues de Lisbonne, et opprimèrent tous les citoyens paisibles. Leur licence effrénée servit la cause du roi de Castille qui, convoquant le ban et l'arrière-ban de ses milices, se hâta d'accourir à Santarem ; la reine douairière abdiqua dans ses mains, et Juan Ier exerça dès lors tous les droits de la souveraineté. Mais les intrigues incessantes de la reine et son esprit de domination lassèrent bientôt le monarque castillan, et après l'avoir retenue prisonnière dans son propre palais, il finit par la faire enfermer dans un couvent en Castille.

Juan avait envoyé le grand maître de Santiago avec un millier d'hommes sous les murs de Lisbonne, dé-

[1] Sur la bannière que fit faire le régent, on avait peint le portrait de l'infant don Juan, chargé de chaînes, pour rappeler aux fidèles Portugais qu'ils devaient le délivrer. Mais c'était, ajoute Ayala, un nouvel artifice du grand maître.

fier le régent au combat; mais celui-ci ne jugea pas à propos de relever le gant, et le roi, laissant une garnison à Santarem, vint camper lui-même près de la capitale ennemie. Les jours, les semaines s'écoulèrent dans l'inaction, et la peste commença à décimer l'armée castillane : la flotte qu'on attendait de Séville n'arrivait pas; les plus sages opinaient pour que le roi, quittant cette plage malsaine, tînt ses soldats en haleine en parcourant tout le pays; mais le plus grand nombre se rallia à l'avis opposé, et Juan, pour son malheur, se décida à entreprendre le siége. Lisbonne, malgré sa nombreuse population, était constamment ravitaillée soit par mer, soit de l'autre rive du Tage; mais la flotte castillane arriva enfin, et jeta l'ancre en face de la ville, de manière à fermer l'entrée aux vivres et aux renforts. La flotte portugaise, venue après elle, essaya de forcer le passage, et en laissant trois de ses galères aux mains de l'ennemi, elle parvint à pénétrer dans Lisbonne. La peste, en attendant, exerçait ses ravages sur l'armée castillane, et plus de deux mille hommes d'armes étaient déjà morts, sans compter les victimes plus obscures. Le roi tint conseil avec ses *ricos homes* et l'infant de Navarre, Charles, qui lui avait tenu fidèle compagnie pendant toute la campagne. Tous furent d'avis que ce serait « tenter Dieu » que de demeurer plus longtemps; qu'il fallait se retirer en Castille, en laissant garnison dans les places conquises, et attendre que la peste eût cessé pour rentrer en Portugal. Le roi résista longtemps, car il lui en coûtait de faire reculer ses bannières victorieuses; mais la nécessité l'emporta à la fin : l'armée et la flotte, où il mourait deux cents hommes par jour,

quittèrent en même temps Lisbonne, à la grande joie des habitants qui toutefois n'osèrent pas inquiéter leur retraite.

Mais Juan n'avait pas renoncé à ses projets contre le Portugal; au bout de quelques mois, il fit partir de Séville une nouvelle flotte, qui vint bloquer Lisbonne et ravager le littoral ennemi; lui-même se préparait à la suivre, à la tête de toutes les milices de ses États, lorsqu'une maladie grave vint suspendre ses préparatifs. Pendant ce temps, le régent de Portugal avait convoqué à Coïmbre les États du royaume. Là, un savant docteur ès-lois prouva, par un discours en trois points, que le grand maître était l'héritier le plus direct de la couronne; que le mariage du feu roi avec sa maîtresse doña Léonor, déjà mariée, était illégitime, ainsi que la naissance de leur fille Béatrix; qu'enfin l'ancien roi don Pedro n'ayant jamais épousé Inez de Castro, ses fils, les infants don Juan et don Dyonis, prisonniers de la Castille, n'étaient par conséquent que des bâtards. L'orateur vanta ensuite le courage du régent, ses talents, ses services passés. Les partisans du roi de Castille et ceux de l'infant portugais élevèrent timidement une voix qu'on étouffa; le régent avait contre lui les nobles, jaloux de son usurpation; mais il avait pour lui la bourgeoisie des villes, dont les députés formaient la majorité de l'assemblée, et celle-ci finit par lui décerner la couronne, le 6 avril 1385. Ainsi, à peu d'années de distance, deux bâtards montaient sur les deux trônes de Castille et de Portugal, et voyaient leur usurpation sanctionnée par les deux pays.

A peine maître de la couronne, Joam Ier s'en montra digne par son activité : en peu de temps toutes

les places fortes entre Minho et Duero furent reconquises, et le Portugal, si longtemps humilié, reprit l'offensive contre la Castille. Pendant ce temps, le roi Juan Ier, qui avait montré dans toute cette guerre plus d'ardeur que de talent, s'apprêtait à passer la frontière près de Badajoz, tandis que la flotte de Séville ralliait devant Lisbonne une autre flotte sortie des ports de la Biscaye. On agita dans le conseil si le roi entrerait en personne sur le territoire ennemi : les plus prudents soutenaient que Juan, privé par la peste de l'élite de son armée, ne devait pas courir les chances d'une aussi rude guerre; mais le roi et les jeunes gens, nombreux dans le conseil, firent prévaloir l'avis opposé. Le roi de Castille n'était pas sans inquiétude, car on assurait que le duc de Lancastre, toujours prêt, malgré tant d'échecs, à tenter de nouveau la fortune, accourait avec une armée au secours du roi de Portugal; mais ce secours si pompeusement annoncé se borna à cinq cents aventuriers gascons, poitevins et bretons, que le duc fit passer à son allié. De son côté, la Castille habituée, depuis un quart de siècle, à tirer de la France le nerf de ses armées, comptait dans ses rangs une foule d'hommes d'armes bretons et béarnais, et ces dangereux auxiliaires, par leur indiscipline et leurs violences, avaient fait révolter contre Juan la ville de Santarem [1].

Le roi de Portugal avait aussi convoqué le ban et l'arrière-ban de ses milices; mais son appel était loin d'avoir été partout obéi. Les provinces étaient ja-

[1] Cette révolte de Santarem, apaisée par les soins du maréchal de Castille, Regnault Limousin, Français de nation et élève de Du Gueselin, est racontée par Froissard d'une manière charmante (liv. III, ch. 18).

louses de la capitale, qui leur avait imposé pour roi un bâtard, et la prudente inaction du régent pendant la première invasion castillane, lui avait fait perdre sa réputation de courage. Résolu de la reconquérir à tout prix, Joam, à la tête d'une armée peu nombreuse, se dirigea vers Leyria, pendant que le roi de Castille marchait au-devant de lui. Les deux armées se rencontrèrent à Aljubarota, village situé au sud-ouest de Leyria, à quinze lieues de Lisbonne. Le roi de Portugal, avant la bataille, reçut la communion des mains de l'archevêque de Braga, qui avait arboré la croix avec tout son clergé, comme s'il s'agissait d'une croisade; car les deux papes rivaux s'étaient rangés sous chacun des drapeaux ennemis, et la querelle de l'Église allait se vider en même temps que celle des rois.

A défaut d'Ayala, dont la version trop sommaire ne donne aucune idée de ce combat, nous suivrons celle de Froissard, qu'on prendrait pour un témoin oculaire, tant son récit est empreint des passions qui animaient les deux armées [1]. Le roi de Castille était tellement malade qu'il avait fallu le porter en litière, et qu'au moment de la bataille on le monta sur une mule, où il pouvait à peine se tenir. « Le samedi matin, 14 août 1385, Juan rangea son armée en bataille, et il s'y trouva deux mille lances françaises, aussi bien équipées et armées que nuls gens d'armes au monde, plus

[1] Si l'on s'étonne de voir Froissard si bien instruit des affaires de Portugal, on en trouvera l'explication à la fin du chap. 28 de son IIIe livre. Il y raconte comment, étant venu à Bruges en Flandre, où il y a toujours beaucoup d'Espagnols, on l'informa qu'il y avait en Zélande un chevalier du conseil du roi de Portugal qui pourrait lui conter « les besognes dudit pays. » Froissard s'y rendit sur-le-champ, et passa six jours à écrire sous sa dictée.

vingt mille Espagnols. » Le roi de Portugal, de son côté, avait envoyé reconnaître l'ennemi; ses éclaireurs revinrent bientôt lui raconter la force de l'armée castillane, sa bonne mine et sa belle ordonnance. « Tant « mieux », s'écria le roi don Joam, « nous combat- « trons donc sans faute aujourd'hui, puisque nos « ennemis ont si bonne volonté de nous rencontrer. »

A un quart de lieue d'Aljubarota, se trouvait un grand couvent situé sur une hauteur environnée de grands arbres, de haies et de buissons. Cette position déjà forte par elle-même, les Portugais la fortifièrent encore en abattant tous les arbres, qu'ils couchèrent en travers pour en faire des palissades; au milieu seulement, ils laissèrent ouvert un chemin étroit, pour inviter l'ennemi à s'y engager, et mirent des deux côtés tous leurs archers et arbalétriers. Quant aux hommes d'armes, ils se plantèrent en bon ordre au fond du chemin creux pour y attendre l'ennemi, et le roi de Portugal se tint dans le couvent avec la réserve et les bannières. Les Portugais, à la vue de ces sages dispositions, se sentirent pleins d'ardeur et de confiance, et le roi, les voyant si animés, leur dit encore : « Beaux seigneurs, soyez aujourd'huy « tous prud'hommes, et ne pensez à fuir; montrez « aux Castillans que vous êtes gens d'arrêt et de « prouesse, et soyez certains que, tant que cette hache « me demeurera entre les mains, je me tiendrai ici « à combattre; et si elle me faut ou se brise, j'en « recouvrerai une autre, et montrerai que je veuille « défendre ma couronne. » Animés par ces paroles de leur roi, les Portugais répondirent que nul dans leurs rangs ne songeait à fuir, et que, s'il y avait parmi eux homme de si faible courage qu'il n'osât

attendre l'ennemi, on lui fit trancher la tête pour faire exemple aux autres.

Pendant ce temps, les éclaireurs, envoyés par le roi de Castille, étaient venus lui annoncer en triomphe que les Portugais n'étaient pas en tout dix mille hommes. Le roi assembla sur-le-champ son conseil, où les barons français étaient fort nombreux : tous furent d'avis de combattre sans plus attendre, l'ennemi étant éloigné de toutes places fortes, et privé de vivres et de renforts. Un seul, toutefois, nommé Jean de Rye, vieilli dans le métier des armes, insista sur l'heure avancée et sur la position désavantageuse de l'armée, dont le centre seul pouvait être engagé, chacune des deux ailes ayant devant elle un ravin. Il rappela au roi que les deux journées de Crécy et de Poitiers avaient été perdues faute d'une bonne ordonnance, et le pressa vivement d'attendre le lendemain. « Est-ce votre avis, messires »? ajouta le roi en se tournant vers les Espagnols. — « Monseigneur, « lui dirent-ils, vous voyez le soleil qui penche, et « nous n'avons pas encore ordonné nos batailles. « Il vaut mieux que nous attendions le matin, car « ils ne nous peuvent échapper. » Tous se turent, et le roi prit alors la parole pour annoncer, « au nom « de Dieu et de Monseigneur saint Jacques » sa ferme résolution d'attaquer l'ennemi ce même jour. Les Français réclamèrent avec tant d'instance le droit de combattre au premier rang, que le roi finit par le leur accorder, au grand déplaisir des Castillans. Alors six des plus hauts barons de Castille s'avancèrent vers lui : « Très-noble Sire », lui dirent-ils avec grand respect, « nous voyons bien que nous aurons aujour- « d'hui la bataille, et Dieu fasse que ce soit à votre

« honneur et victoire ; mais nous désirons savoir où « gît votre bon plaisir, à demeurer avec nous, vos « féaux sujets, ou avec les Français. » — « Nenni, mes « beaux seigneurs », répondit le roi, « pour avoir « accordé la première place à ces chevaliers de France, « pour ce, ne renoncé je pas à vous, mais veux demeu- « rer avec vous, et m'aiderez à me garder. » Ravis de cette réponse, les Espagnols s'écrièrent : « Monsei- « gneur, nous ne vous faudrons jusqu'à la mort », et ils se rangèrent autour de leur roi, au nombre de vingt mille cavaliers environ.

La journée avait été belle, et le soleil inclinait déjà vers l'horizon, quand le premier corps d'armée arriva près d'Aljubarota. Ce corps, composé de deux mille lances françaises, se rangea en bon ordre, et s'approcha jusqu'à portée du trait. En voyant la forte position qu'occupaient les Portugais, de plus prudents se fussent arrêtés; mais l'ennemi était là devant eux, les Castillans derrière, prêts à les honnir s'ils reculaient, et les Français n'hésitèrent pas à marcher en avant. Toutefois, l'entrée était si étroite, et leur attaque fut si vive que, dès le premier choc, il y eut presse et désordre dans leurs rangs. Les archers anglais, retranchés derrière les palissades, tiraient surtout aux chevaux qu'ils hérissaient de flèches, et faisaient choir l'un sur l'autre. Quant aux hommes d'armes anglais et portugais, ils soutinrent avec vigueur l'attaque des Français, et les refoulèrent sur leurs compagnons qui se pressaient pour entrer à leur suite. Le roi de Portugal, sa bannière devant lui, et monté sur un cheval de haute taille, aux housses ornées des armes royales, s'écriait à haute voix : « En « avant, bonnes gens d'armes, car la victoire est en

« votre main, et si je me connois oncques en ordon-
« nance de bataille, ceux-ci sont nôtres. »

Si le roi de Castille et ses vingt-mille hommes, immobiles à une demi-lieue de là, eussent songé à secourir les Français qui se faisaient tuer pour eux, et à attaquer les Portugais par derrière, la journée, suivant Froissard, pouvait encore être à eux; mais « ils n'en firent rien, et encoururent à la fois blâme « et dommage. » Personne cependant ne revenait de l'avant-garde vers le corps d'armée; le roi, impatient de savoir ce qui se passait, donna l'ordre de marcher en avant. « Monseigneur », lui répondirent les Castillans, « c'en est fait, ces chevaliers de France ont « déconfit vos ennemis, et l'honneur de la journée « sera pour eux. » — « Dieu nous l'accorde », répondit le roi Juan, « mais chevauchons toujours un « peu. » Alors toute l'armée se mit en marche, le pas serré, et avança d'une portée d'arbalète, et puis elle s'arrêta pour attendre des nouvelles.

Durant cet intervalle, la folle attaque des Français contre un ennemi retranché, dont la cavalerie n'approchait que pour mieux s'exposer à ses coups, s'était changée en une déroute complète : malgré des prodiges de valeur, la plupart d'entre eux furent tués ou faits prisonniers, et un bien petit nombre échappèrent au massacre. Les Portugais, maîtres du terrain, comptèrent leurs prisonniers, qui pouvaient bien se monter à un millier; joyeux de leur capture, et persuadés que la journée était finie, ils traitèrent aussitôt de la rançon de leurs captifs; quelques-uns de ceux-ci, plus avisés ou plus heureux, se racheterent sur place; les autres, moins pressés, voulurent attendre l'aventure, pensant que la chose ne demeure-

rait pas ainsi, et que le roi de Castille et ses vingt mille hommes feraient bien quelque effort pour les délivrer.

La triste nouvelle fut enfin apportée à Juan par les fuyards, qui le supplièrent de marcher au secours de leurs frères d'armes, pour les délivrer ou pour les venger. Juan, rendons-lui cette justice, n'hésita pas un instant : « Chevauchez, bannières, s'écria-t-il, au « nom de Dieu et de saint George, allons à la res- « cousse à nos gens. » Et aussitôt, l'armée tout entière s'ébranla, et se mit à avancer en bon ordre. Déjà le soleil était près de se coucher, et le jour baissait rapidement. Quelques-uns conseillaient d'attendre au lendemain; mais Juan s'y refusa absolument en s'écriant : « Comment! laisserons-nous à nos enne- « mis, fatigués de la bataille, toute la nuit pour se re- « poser? celui qui donne ce conseil n'a pas souci de « mon honneur! » Et l'armée continua de marcher à grand bruit de trompettes et de tambours, pour faire peur à l'ennemi.

Le roi de Portugal et ses gens ne s'étaient pas tellement fiés à leur première victoire qu'ils ne redoutassent quelque attaque de la part du roi de Castille. A ce bruit qui leur annonçait une bataille nouvelle à livrer, ils eurent bientôt pris leur parti; après avoir tenu conseil un moment, ils se résolurent, à leur grand regret, vu les riches rançons qu'ils allaient perdre, à mettre à mort leurs prisonniers. Ordre fut donné dans toute l'armée, sous peine de mort pour celui qui désobéirait, de les passer tous au fil de l'épée sans en épargner un seul, ni pour or, ni pour merci; chacun se chargea lui-même d'égorger son prisonnier : celui qui s'y refusait, on le lui égor-

geait entre les mains, et pour s'encourager à cette besogne, les Portugais et les Anglais, *qui leur avaient donné ce conseil*, se répétaient tous : « Il vaut mieux « occire que d'être occis! car si nous ne les tuons, ils « se mettront en liberté pendant que nous combat- « trons les Castillans, et il nous en coûtera cher de « les avoir épargnés. » Il périt ainsi entre trois ou quatre cents chevaliers et écuyers, et les Portugais y perdirent une riche rançon.

Le soleil commençait à quitter l'horizon lorsque apparurent enfin le roi Juan et son armée, les bannières déployées, et criant tous d'une voix : Castille! A leur tour, et sans hésiter plus que les Français, ils s'engagèrent dans cette passe périlleuse où leur avant-garde avait déjà péri. Ils furent reçus comme leurs devanciers, de loin à coups de flèches, de près à coups de lances et de haches. Là, il y eut « bataille dure et fière, et maint homme d'armes avec son cheval fut couché par terre. » Le roi de Portugal, à pied cette fois, et sa hache à la main, s'en vint à l'entrée du pas, où il fit merveilles, donnant de si grands coups que nul n'osait l'approcher, et abattant devant lui trois ou quatre des plus hardis.

Les Espagnols dont, suivant Froissard, le premier feu ne dure guère, et qui tournent bride dès qu'ils voient l'ennemi tenir bon, trouvèrent les Portugais aussi frais que s'ils n'avaient pas combattu de la journée. Désappointés par cette résistance sur laquelle ils n'avaient pas compté, ils s'étonnaient surtout de ne plus trouver personne de l'avant-garde, dont ils ne croyaient pas la déroute si complète. La nuit cependant approchait rapidement, et l'inquiétude et la peur redoublaient avec elle. On combattait toujours

auprès des retranchements, et les Portugais, adossés à leurs palissades, et frappant sur une mêlée confuse, ne frappaient qu'à coup sûr, tandis que les Castillans, refoulés les uns sur les autres, portaient leurs coups au hasard, et ne pouvaient pas même défendre leur vie. Tous ceux qui entrèrent dans ce terrible pas d'armes restèrent sur la place; il ne s'en sauva pas un, les nobles moins que personne; on en compta soixante, des plus hauts barons de Castille, et personne ne fut reçu à rançon, pour riche ou pour noble qu'il fût. Le malheureux roi Juan, dont l'imprévoyance avait causé tout ce désastre, apprenant à chaque instant la mort de ses plus nobles chefs, et celle de messire Regnault, son maréchal, s'abandonnait au désespoir, et ne savait quel parti prendre. Enfin, chacun autour de lui ne songeant plus qu'à se sauver, ses plus dévoués serviteurs l'engagèrent à en faire autant; l'obscurité, la peur, le désordre qui régnait dans l'armée, ne permettaient plus de penser à la rallier. Juan se résigna donc à regret à suivre ce conseil; et piquant des deux, il tourna le dos aux ennemis, et s'en retourna vers Santarem, mêlé au plus épais des fuyards.

Le massacre fut grand dans cette triste journée; mais il l'eût été encore plus, si les vainqueurs eussent poursuivi l'armée fugitive, incapable de toute résistance. Les Anglais, avides de dépouilles, le proposèrent au roi Joam; mais celui-ci s'y refusa prudemment, en alléguant que « ses gens étaient recrus et « travaillés, et qu'il fallait garder les morts. — Par « ma foi », dit un Anglais, « les morts sont légers à « garder! ceux-là ne nous feront point de mal, et « nous n'en aurons guère de profit, car nous avons

« occis nos bons prisonniers; et cependant, pren-
« drions-nous de grand cœur quelques-uns de ces
« beaux oiseaux qui s'envolent sans ailes, et qui font
« flotter leurs bannières au vent à force de courir. —
« Beau frère », dit le roi, « qui veut trop avoir perd
« même ce qu'il avait, et nous avons, Dieu merci,
« assez pour vous faire tous riches ! »

On compta parmi les morts, sur le champ de bataille d'Aljubarota, environ cinq cents chevaliers et autant d'écuyers, outre six ou sept mille fantassins ou archers. Toute la nuit le roi de Portugal et ses gens demeurèrent sous les armes; chacun mangea debout et but un coup de vin, sans quitter la selle, s'attendant à chaque instant à recommencer le combat. Quant au roi de Castille, il arriva tout abattu à Santarem, s'accusant d'être cause « que tant de noble
« chevalerie de France et de son pays fût ainsi restée
« sur la place, morte par sa coulpe, et jurant que
« jamais il n'aurait plus joie en ce monde, non pas
« même si Dieu lui permettait de conquérir le royaume
« de Portugal. »

Tel est ce récit, abrégé de moitié, où Froissard s'est montré si supérieur à tous les autres chroniqueurs dans l'art, ignoré par eux, de comprendre une bataille, et de la mettre sous les yeux du lecteur. Le monarque vaincu, trop faible pour se tenir à cheval, descendit le Tage jusqu'à Lisbonne, où ralliant sa flotte, il s'embarqua pour Séville, et quitta ce pays qui lui avait été si fatal. Les débris de son armée s'en retournèrent par terre dans leurs foyers, en maudissant l'imprévoyance de leur roi, qui avait fait vaincre par quelques aventuriers anglais l'élite de la chevalerie de France et de Castille. Prompt à re-

cueillir les fruits de sa victoire, le roi de Portugal reconquit une à une les places que Juan possédait encore sur son territoire; toutes les garnisons castillanes se rendirent sans coup férir. Le connétable Nuño Alvarez Pereyra, le Cid portugais, franchit la frontière près de Mérida, et y porta partout le fer et la flamme. Mais les communes de Castille avaient appris, dans une guerre de sept siècles contre les Maures, à se tenir toujours prêtes pour cette guerre de surprises: les grands maîtres de Santiago et de Calatrava guidèrent les milices de l'Andalousie au-devant de l'ennemi; la petite armée portugaise, assaillie avec vigueur, fut sur le point de prendre la fuite; mais par un effort désespéré, elle reprit l'avantage, et les Castillans, découragés par la mort du grand maître de Santiago, finirent par lâcher prise et laisser aux Portugais la victoire.

Le malheureux Juan, l'âme plus malade encore que le corps, s'en vint à Valladolid demander à ses cortès leur appui dans ses disgrâces. Le roi de France Charles VI, informé par lui de la triste issue de sa campagne de Portugal, lui envoya aussitôt un premier secours de deux mille lances, que devait suivre un autre plus nombreux, sous les ordres du duc de Bourbon. De son côté le roi de Portugal pressait le duc de Lancastre de faire valoir ses droits sur le trône de Castille : le royal aventurier obtint du parlement anglais douze cents lances et deux mille archers, soldés pour six mois, et s'embarqua à Bristol sur des galères du roi de Portugal. Après avoir touché à Brest, le duc cingla vers la Corogne avec la duchesse sa femme, sa fille Catherine et plusieurs dames et damoiselles qui n'avaient pas craint de s'ex-

poser aux hasards de l'entreprise. Le duc avait compté s'emparer par surprise de la Corogne ; mais quelques chevaliers français, en pèlerinage à Santiago, parvinrent à se jeter dans la place. Les Anglais avaient apporté par mer tout ce qu'il leur fallait pour bien vivre, « car de telles choses », ajoute Froissard, « ils « ne vont pas volontiers dégarnis. » Menant donc joyeuse vie, plus occupés de chasser et de se promener que de faire la guerre, ils passèrent ainsi un mois sans prendre le siége au sérieux; mais une embuscade, où deux ou trois cents de leurs fourrageurs restèrent sur le carreau, en dégoûta bien vite le duc ; la campagne était pauvre, d'ailleurs, et l'armée se mit en route pour Santiago, « où il y avait meilleur pays, et plus gras et plain pour chevaucher. » La ville, mal fortifiée, se rendit sur-le-champ, et le duc eut au moins une capitale où il put loger sa royauté vagabonde, à l'abri du froid et de la pluie. Il se hâta de faire part au roi de Portugal de sa conquête, et prit à compter de ce jour le titre de roi, et les armes de Castille et de Léon, réunies à celles de France, qu'il portait en mémoire de sa malencontreuse expédition dans ce pays.

Le roi de Castille, informé du débarquement du duc, ne se crut pas assez fort pour tenir la campagne, et se contenta de détruire tous les châteaux et couvents qui ne seraient pas susceptibles de défense. Encore sous le coup de sa défaite, il attendait pour agir, l'arrivée des secours de la France; mais les préparatifs de Charles VI pour envahir l'Angleterre retardèrent l'arrivée de ces secours, et Juan demeura dans l'inaction. Les Anglais, heureusement,

n'agissaient pas plus que lui : le duc, au lieu de poursuivre ses avantages, réglait, dans une entrevue avec le roi de Portugal, le partage de la Castille, sa future conquête, et le mariage de sa fille avec le vainqueur d'Aljubarota.

Mais un allié plus redoutable que toutes les lances de la France combattait pour le Castillan : c'était le ciel de l'Espagne, et le contraste de l'ardente chaleur du jour avec la froideur des nuits, mortel pour ces natures du Nord, habituées à l'intempérance, et qui la portent avec elles dans tous les pays. Les Anglais, dit Froissard, tout joyeux de trouver en abondance de la viande et des vins généreux, dans ce riche pays de Santiago, en buvaient tant, qu'ils se couchaient la plupart du temps ivres. Sous ce climat, où l'ivrognerie est mortelle, l'armée anglaise se fondait sans combat : la dyssenterie faisait dans ses rangs d'affreux ravages, et le duc avait déjà perdu ses meilleurs capitaines. Ainsi, l'inaction du roi de Castille était l'arme la plus sûre contre un ennemi auquel il fallait laisser le soin de se détruire lui-même. L'arrivée d'un premier secours de deux mille lances ne décida pas encore le roi à sortir de sa prudente réserve. Préférant la voie des négociations à celle des armes, il envoya proposer au duc un moyen de mettre un terme à cette longue querelle : c'était de marier l'héritier du trône de Castille avec la princesse Catherine, fille du duc et petite-fille par sa mère de Pedro le Crüel ; et le duc, avec son inconséquence habituelle, oublia bien vite les traités qui l'unissaient au roi de Portugal (1386).

Vers la fin de cette année, la mort du roi de Na-

varre, Charles le Mauvais, « mort de façon moult épouvantable, et par punition divine »[1], vint délivrer l'Espagne d'un infatigable artisan de discordes. Son fils Charles le Noble, le beau-frère et le fidèle allié du roi de Castille, le remplaça sur le trône ; le roi d'Aragon, Pedro IV, mourut à son tour, après un règne de plus d'un demi-siècle, laissant le trône à son fils Juan Ier, et trois Juan, comme naguère trois Pedro, se trouvèrent assis à la fois sur les trois trônes de Castille, d'Aragon et de Portugal. Peu de temps après, le monarque portugais, entraînant son indolent allié, le duc de Lancastre, vint en Castille assiéger Benavente, à la tête de deux mille six cents lances et de six mille fantassins. La ville était défendue par une forte garnison, et après quelques escarmouches, les deux alliés poursuivirent leur marche. Mais en échangeant le climat humide de la Galice pour les plateaux brûlants de la Castille, l'armée anglaise, déjà réduite à six cents lances, vit les maladies faire dans ses rangs de nouveaux ravages ; en quelques jours, plus de trois cents chevaliers grossirent encore le nombre des victimes. Le roi de Castille, informé de ce qui se passait, fut sur le point de renoncer à son inaction, pour marcher au-devant de l'ennemi ; mais les sages conseils des capitaines français le préservèrent de cette faute : « Laissez-les, lui dirent-ils, aller et venir, là où ils « veulent ; ils tiennent les champs, et nous les villes, « bien munies de provisions et de gendarmes ; ils

[1] Refroidi par la vieillesse, il avait coutume, sur l'avis de ses médecins, de s'envelopper de draps imbibés d'esprit de vin, et cousus sur son corps. Une nuit, le serviteur qui les cousait, en approcha par mégarde un flambeau ; le feu y prit sur-le-champ, et Charles expira au milieu des tortures.

« tiennent le soleil et la chaleur du temps, et nous « tenons les ombres et la fraîcheur. Ils trouvent tout « le pays gâté et ruiné, et plus iront-ils en avant, « moins de vivres ils trouveront, et n'y rencontre-« ront rien, s'ils ne l'apportent, sauf le chaud soleil « qui les ardera et occira. » En effet, la position du duc et celle de son allié devenait chaque jour plus pénible : eux aussi, ils auraient bien voulu « tenir les villes », pour y prendre un peu d'aise et de repos; mais pas une ne leur ouvrait ses portes. Redoutant toujours quelque surprise, ils n'osaient chevaucher qu'en troupes. S'ils voyaient de loin un village, ils accouraient en hâte; mais quand ils étaient arrivés, ils n'y trouvaient plus que les murs; les Français et les habitants eux-mêmes y avaient tout détruit avant de l'évacuer. Ainsi perdaient-ils leur temps, leurs pas et leurs peines; leurs chevaux exténués mouraient sur les chemins, de chaleur et d'inanition. Leurs maîtres, non moins épuisés qu'eux, sans vivres et sans logis pour s'y refaire, avaient de plus à souffrir la froidure des nuits après la chaleur des jours; aussi mouraient-ils en grand nombre, surtout les Anglais, moins endurcis que les Portugais au climat de l'Espagne et aux ardeurs de l'été.

Pour achever la disgrâce des deux alliés, le duc de Bourbon approchait avec ses lances; et dans l'armée anglaise, les murmures, précurseurs de la révolte, succédèrent au découragement. Vaincu sans avoir combattu, le duc se décida enfin à la retraite; mais cette retraite, comment l'opérer, dans un pays ruiné, avec une armée de moribonds, en face d'un ennemi frais et reposé, qui allait le poursuivre, sans trêve et sans repos? Le duc s'en tira comme il put, en don-

nant à ses gens « congé pour se retraire où il leur plairait, soit en Castille, soit en France, sans faire aucun vilain traité avec les ennemis. » Ce *congé* était une dérision, car les vaisseaux manquaient aux Anglais pour retourner par mer dans leur pays; y aller par terre était une longue et rude entreprise, à travers la Castille dévastée et la France, où le nom anglais n'avait laissé que d'amers souvenirs. Dans cette extrémité, une inspiration heureuse les fit recourir à la générosité du roi de Castille : le duc ne voulant pas s'en mêler, son connétable écrivit au roi et lui demanda passage pour les malades de l'armée, afin qu'ils pussent sans être inquiétés se rendre en Angleterre par la France.

Si le roi de Castille n'eût écouté que son ressentiment, il pouvait finir la guerre comme il l'avait commencée, sans tirer l'épée du fourreau, en laissant les maladies combattre pour lui; ou bien, renforcé des lances du duc de Bourbon, il eût pu se charger de reconduire lui-même les Anglais à la frontière, et acculer le duc à la mer de Galice, et les Portugais au Tage; mais soit prudence, soit humanité, Juan consentit à accorder aux fugitifs le passage, et à solliciter pour eux la même faveur de la Navarre et de la France, s'ils s'engageaient à ne pas servir contre lui pendant six ans. Ces conditions n'étaient certes pas dures, aussi furent-elles acceptées avec empressement. Le duc, honteux et affligé du mauvais succès de son entreprise, paya la solde de ses gens, et les laissa libres de partir.

Le roi de Portugal, chez qui, dans cette triste campagne, rien ne rappelle le vainqueur d'Aljubarota, reprit le chemin de ses États. L'armée an-

glaise, en attendant le sauf-conduit du roi de Castille, perdit encore douze hauts barons, quatre-vingts chevaliers, et plus de deux cents écuyers, tous bons gentilshommes. Ainsi se termina cette désastreuse expédition, où s'usèrent sans combattre, sous la seule action de ce climat dévorant, toutes les forces du duc de Lancastre, royal aventurier, dont l'âme fut toujours moins grande que la fortune (1387).

Pendant ce temps, le duc de Bourbon, moins pressé d'arriver que Lancastre de le fuir, se rendait en Castille, fêté partout en sa qualité de prince du sang de France. Lorsque enfin il atteignit Burgos, la campagne était déjà finie. Juan n'en fit pas moins d'accueil à ses alliés, tout en songeant au moyen de s'en défaire honorablement. En effet, la Castille, depuis deux règnes déjà, était exploitée par la France, comme un pays conquis. Le connétable du royaume, Olivier Du Guesclin, était Breton comme son frère, le connétable de France, et toutes les hautes dignités de la cour, avec le peu d'argent qui restait dans les coffres du roi, étaient pour les Français. Aussi les conseillers de Juan furent-ils bientôt d'accord avec lui sur la nécessité de se débarrasser de ces alliés incommodes. De rentrer en Portugal, il n'en pouvait plus être question; car, depuis la déroute d'Aljubarota, le vent n'était plus aux grandes entreprises. D'ailleurs, le roi, secrètement occupé de négocier avec le duc de Lancastre, n'avait pas envie de pousser à bout son ennemi. On congédia donc le duc de Bourbon, après l'avoir comblé, lui et les siens, d'honneurs et de présents. La plupart des Français qui se trouvaient en Castille, ne demandaient pas mieux, la curée finie,

que de s'en retourner chez eux, et il ne resta, avec le connétable, que trois cents lances poitevines et bretonnes.

Mais les *condottieri* français, avant de quitter la Castille, songeaient à lui faire leurs adieux; peu de mois auparavant, un détachement de l'armée française ayant pillé Sahagun, les habitants avaient attendu que le gros de l'armée fût passé; et, enfermant dans leur ville cinq cents de ces incorrigibles pillards, ils les avaient massacrés sans pitié. Les autres, redoutant pour eux le même sort, avaient prudemment ajourné leur vengeance; mais prêts à quitter la Castille pour ne plus la revoir, ils voulurent rendre aux gens de Sahagun l'accueil qu'ils en avaient reçu; attaquant à l'improviste cette ville sans défense, ils firent main-basse sur les hommes, les femmes et les enfants, pillèrent de fond en comble toutes les maisons, et laissèrent plus de quatre cents cadavres dans les rues. Le roi de Castille s'en plaignit amèrement à leurs chefs; mais la force lui manquait, et il dut fermer les yeux sur un affront qu'il ne pouvait punir.

Le duc de Lancastre était toujours à Santiago, pleurant sa bonne chevalerie, qui n'était pas même morte sur un champ de bataille; les pèlerins français, nombreux de tous temps dans la ville sainte, répétaient en se raillant : « Si vous allez à Saint-« Jacques, vous y trouverez messire le duc de Lan-« castre qui se donne du bon temps, et se tient à « l'ombre en ses chambres, pour garder son teint « du soleil. » Cependant, le roi de Castille pressait auprès du duc la conclusion du traité secret. Roi sans sujets, général sans armée, le duc n'avait plus

qu'à céder. On traita donc sur les bases suivantes : le fils aîné du roi don Juan épouserait la princesse Catherine de Lancastre, et lui porterait en dot cinq villes de Castille. Le roi paierait au duc la somme de six cent mille francs d'or, plus quarante mille par an pour la duchesse, sa vie durant; tous deux, en revanche, renonçaient à toutes prétentions sur la couronne de Castille, et devaient sur-le-champ évacuer la Galice, et se rendre à Bayonne, où aurait lieu la conclusion du traité (1389).

Le prince anglais s'embarqua pour Bayonne; et à peine eut-il quitté la Péninsule, que Santiago et toutes les villes que les Anglais possédaient en Galice se donnèrent au roi de Castille, leur légitime souverain. Le duc, arrivé à Bayonne, s'y trouva entre deux prétendants à la main de sa fille, l'infant, héritier de Castille, et le duc de Berri, oncle du roi de France. Mais le mariage avec le Castillan flattait plus l'amour-propre du prince anglais, et servait mieux ses intérêts, en finissant cette longue querelle, qui avait déjà coûté tant d'or et de sang. Le traité conclu fut donc exécuté, malgré les représentations de la France, et le roi Juan reçut avec de grands honneurs la princesse anglaise, âgée de quatorze ans, pour la garder à sa cour jusqu'à la majorité de son fiancé, qui n'en comptait que neuf (1388).

On croira peut-être qu'après la sévère leçon d'Aljubarota, Juan avait renoncé à ses prétentions sur la couronne de Portugal; mais a-t-on vu jamais, dans le moyen âge, un prince renoncer à un droit, quel qu'il fût, pour peu qu'il pût l'appuyer d'une armée? Convaincu que les Portugais ne voudraient jamais le reconnaître pour roi, tant qu'il régnerait sur la Cas-

tille, Juan s'avisa d'un singulier expédient : c'était de laisser à son fils, âgé de dix ans, les deux couronnes de Castille et de Léon, et de prendre pour lui l'Andalousie, la Biscaye et Murcie, avec le titre et les armes de roi de Portugal. Les conseillers du roi, pressés de donner leur avis sur ce projet insensé, lui rappelèrent avec une louable énergie tout le sang qu'avaient fait couler dans la Péninsule les partages entre les fils de rois. Ils conclurent en suppliant le roi de renoncer à ce désastreux projet, et de garder un sceptre, qu'à trente-deux ans il n'était pas en âge d'abdiquer, et Juan, animé d'un sincère amour pour son pays, finit par se rendre à leurs prières.

Bientôt les cortès du royaume se rassemblèrent à Guadalajara, en 1390 [1]. Le roi, après avoir promis pardon et oubli à tous ceux de ses sujets qui avaient embrassé la cause du duc de Lancastre, remercia ses loyaux Castillans du zèle qu'ils avaient mis à le défendre, et leur promit, la trêve expirée, de recommencer la guerre avec le Portugal. Ces cortès de 1390 jouent un rôle important dans l'histoire des institutions de la Castille. Des réformes graves furent effectuées dans l'administration des finances et dans l'organisation militaire du royaume. Les trois ordres assistèrent à cette assemblée; mais les députés des communes, seuls consultés en matière d'impôts, rappelèrent au roi qu'il leur avait promis d'alléger le fardeau des contributions, devenu intolérable; or, loin de songer à diminuer les charges du pays, le roi

[1] Le préambule de ces cortès est fort curieux, et surtout fort modeste : le roi s'y excuse de ne pas répondre suffisamment à tout ce qu'on lui demande, en alléguant la faiblesse (*flaqueza*) de son entendement et la difficulté de répondre à d'aussi fortes têtes (*tantas buenas cabezas*).

en réclamait de nouvelles. La Castille payant déjà trente-cinq millions de maravédis (environ 17 millions de francs) [1], les députés tombèrent d'accord « qu'une pareille somme était plus que suffisante, et « qu'il y aurait *honte et ruine* à accorder davantage. »

Juan Ier, dans toutes ces négociations, fit preuve d'une condescendance qui prouve assez dans quelle sujétion la royauté castillane était tenue par ses cortès, à la suite de ses embarras financiers et de l'épuisement du pays. Dans cette assemblée, où furent passés en revue tous les points les plus délicats de l'administration, on se plaignit vivement des abus qu'encourageait la cour de Rome, et de la collation des bénéfices nationaux à des étrangers, qui en touchaient les revenus sans même venir les y dépenser. On s'occupa ensuite de l'organisation militaire du royaume: le roi se refusa à en corriger lui-même les vices, de peur de froisser sa noblesse; mais il autorisa les députés des villes à fixer le nombre de lances qu'il devait entretenir, et l'argent nécessaire pour les solder. Le chiffre fut arrêté, pour tout le royaume, à quatre mille; chaque homme d'armes devait avoir un cheval de selle et une mule, et toucher par an mille cinq cents *ms.* Quant aux *genets*, ou chevau-légers, l'Andalousie devait en tenir sur pied mille cinq cents, chaque cavalier pourvu de deux chevaux et de ses armes. Enfin, le roi devait encore avoir mille arbalétriers. Ce contrôle fut exercé avec une grande rigueur. Les *ricos homes* de la maison du roi firent grand bruit de ce qu'on réduisait le nombre

[1] En mettant le maravedi à 48 centimes, au taux de 100 ms au marc d'argent.

de leurs lances; mais la réforme ne s'en effectua pas moins.

Tels sont les principaux actes de ces cortès de Guadalajara, si célèbres dans l'histoire des institutions de la Castille. Jamais, du reste, sous aucun roi, les sessions des cortès n'ont été plus fréquentes, les griefs du pays plus graves, plus profonds, plus librement exprimés. Le ton même des relations entre la couronne et son parlement est complétement changé : le roi n'ordonne plus, il prie, il consulte, il devise avec ses sujets comme avec de bons et fidèles *compères*. Mais pour être plus influentes, les cortès de ce règne n'en sont pas moins dévouées : leur roi malheureux vient-il requérir des subsides, celles de Briviesca lui en accordent plus qu'il n'en a demandé. Aussi, faut-il voir de quel ton affectueux le triste monarque les remercie, en se plaignant de ce que l'on fait pour lui au delà de ses besoins, et en refusant même une partie de ce qu'on lui accorde. Sous ce règne désastreux, qui, au dedans comme au dehors, n'est qu'une longue défaite, chaque année est marquée par l'acquisition de quelque liberté. Mais c'est surtout aux cortès de Guadalajara que l'ascendant des communes paraît arrivé à son plus haut point. Passons donc en revue, avant d'en finir avec le règne de Juan Ier, les principales garanties obtenues ou confirmées dans ces célèbres cortès :

1° Droit reconnu par le roi aux députés des villes de réviser toutes les dépenses de la couronne et d'y mettre un ordre meilleur; 2° droit de contrôle et d'organisation sur toutes les forces du royaume, dont le chiffre doit être fixé par les cortès; 3° interdiction absolue, bien que sans cesse éludée, de con-

férer à des étrangers les dignités de l'Église nationale; 4° droit d'appel au roi de toutes les juridictions inférieures, nonobstant toute prétention contraire des justices seigneuriales. Ajoutons-y enfin les résultats déjà acquis sous les règnes précédents, tels que le droit de libre examen et de libre vote en matière d'impôts; le pouvoir législatif conquis à la suite des pouvoirs financiers; les pouvoirs politiques venant enfin à la suite des autres, et comme leur conséquence nécessaire; les traités de paix, les alliances, les mariages et les déclarations de guerre débattues en cortès; enfin l'intrusion légale des députés du tiers-état dans les conseils de la couronne, tels sont les importants priviléges dont les cités castillanes se trouvent nanties vers la fin du quatrorzième siècle.

Contraste étrange et glorieux pour la Péninsule! au moment où la haine sourde qui couve partout dans l'âme du roturier contre le noble éclate en soulèvements furieux, qui semblent se répondre d'un bout de l'Europe à l'autre; au moment où Gand, avec ses *chaperons blancs*, donne le premier signal de cette commotion populaire; où les *compagnons* de Rouen, les *ciompi* de Florence se choisissent dans leurs rangs des rois grossiers comme eux; où un ouvrier en tuiles, Wat Tyler, ameute contre Londres le peuple des campagnes, et impose au roi l'affranchissement des serfs; où les paysans du Languedoc, prenant un fou pour chef, déclarent la guerre aux *mains-blanches*, c'est-à-dire aux nobles et aux clercs, la Castille, plus heureuse, conquiert sans lutte et sans effort ces droits qui lui manquaient, et les malheurs même du pays profitent aux libertés publiques.

Ce règne est encore marqué par une réforme im-

portante : c'est celle qu'opéra, dans l'organisation du conseil royal, un décret de Juan Ier, daté de 1385, et rédigé sans doute de concert avec ses cortès. Depuis les cortès de Cuellar, en 1297, le droit, acquis aux communes, de faire siéger leurs représentants au sein du conseil était reconnu par la royauté ; ce droit précieux, Juan Ier le confirme de nouveau en ordonnant que les membres du conseil, au nombre de douze, quatre prélats, quatre chevaliers et quatre bourgeois, suivront constamment le roi, en guerre comme en paix. Définissant ensuite les attributions de la royauté, le roi se réserve pour lui seul le droit de distribuer les emplois de sa maison et de celles des infants, les gouvernements de provinces, les alcaldies, les places de corrégidors, de juges et de notaires ; d'octroyer les fiefs, rentes et largesses royales, ainsi que le pardon aux criminels. Les attributions des conseillers sont celles que la couronne ne s'est pas réservées, et leur part est encore assez large ; car le pouvoir exécutif presque tout entier est remis dans leurs mains, c'est-à-dire la convocation des cortès, l'approvisionnement des places fortes, les levées de troupes, les séquestres, les amendes, le maniement des finances et le contrôle suprême de toutes les affaires. Les nobles, les prélats, et tous les officiers royaux doivent obéir à tout ordre signé par trois membres du conseil, comme à celui du roi lui-même. C'est donc à ce règne qu'on peut fixer l'apogée de puissance du conseil royal de Castille, comme aux cortès de Guadalajara, en 1390, l'apogée d'influence de la bourgeoisie dans le parlement, et c'est à dater de Juan II que commencera leur double déclin.

Mais ce règne malheureux touchait à son terme. L'Emir de Grenade, Mohammed, prince pacifique qui consacrait au bonheur de ses peuples les loisirs de la paix, avait obtenu du roi de Castille la prolongation de la trêve. Juan se préparait à se rendre en Andalousie pour y établir une *poblacion* nouvelle; un matin qu'il était sorti à cheval pour assister à des exercices militaires, son cheval s'abattit sur lui en voulant sauter un fossé, et le malheureux Juan resta mort sur le coup. La stupeur et l'effroi se changèrent en pleurs quand on accourut autour de lui; « car, ajoute la chronique, il était de manières accortes et douces, et sans fiel aucun; mais il avait toujours eu peu de chance dans toutes ses entreprises. Le roi don Juan, que Dieu pardonne à son âme! mourut ainsi en 1390, à l'âge de trente-deux ans, après en avoir régné onze. Il était petit de taille, le teint frais, l'humeur égale et paisible, et il écoutait volontiers les conseils; mais il était de complexion faible et sujette à des malaises fréquents. »

CHAPITRE VI.

ENRIQUE III DE CASTILLE, DIT L'INFIRME
(*EL INFERMO*).

1390 A 1406.

En apprenant la mort inopinée de Juan I[er], son fils Enrique, enfant de onze ans, frêle et maladif, accourut à Madrid, et y fut aussitôt proclamé roi de Castille et de Léon. Une grave question restait à résoudre : c'était celle de la régence. Les candidats naturels à ces hautes fonctions, étaient les deux oncles du roi : Fadrique, duc de Benavente, Pedro, comte de Transtamare, et Alonzo, comte de Gijon. Mais le testament du roi, rédigé en 1385, et long-temps égaré, se retrouva tout d'un coup : il nommait pour tuteurs du jeune roi et régents du royaume, les prélats de Tolède et de Santiago, le marquis de Villena, le grand maître d'Alcantara et deux *ricos homes*, plus six notables de Burgos, Léon, Tolède, Séville, Cordoue et Murcie[1]. Le duc de Benavente,

[1] La source unique pour ce règne est encore la chronique d'Ayala, contenue dans le même volume que celles de Enrique II et de Juan I[er]; mais on a peine à croire que l'auteur de cette diffuse biographie soit le même qui a écrit la belle chronique de Pierre-*le-Cruel*. Du reste, cette chronique, si précieuse encore malgré ses défauts, ne va pas même jusqu'à la fin du règne de Enrique III; car elle se termine en 1393, et l'on est alors réduit aux maigres sources qu'a recueillies Ferreras.

exclu par le feu roi, se prononça avec force contre le testament, qu'il accusa de ne pas exprimer les dernières volontés du monarque, et tout le monde se trouva d'accord pour le considérer comme nul.

Le testament écarté, il s'agissait de donner à la Castille un gouvernement : les prétentions furent nombreuses, et les débats longs et animés; mais enfin, l'on s'arrêta à confier la régence à un conseil où furent appelés, avec les trois princes du sang, les nobles et prélats ci-dessus désignés, et huit représentants des cités. Ce conseil, espèce de députation permanente des cortès, chargée, non plus de délibérer, mais d'agir, témoignait du progrès que le temps et l'exemple de l'Aragon avaient fait faire à la Castille. La présence dans son sein des procureurs des cités n'était pas une formalité vaine, et l'on s'en aperçut bien vite à la couleur de ses premiers actes, consacrés à la réforme des abus. Les choses, en effet, avaient bien marché depuis le dernier règne : la noblesse voyait en frémissant grandir à côté d'elle ce pouvoir de la bourgeoisie, méprisé d'abord, et avec lequel il fallait compter aujourd'hui; le clergé, moins jaloux de ce peuple au sein duquel il se recrutait, s'appuyait avec lui sur la royauté, leur commune alliée; et la Castille, se scindant ainsi peu à peu en deux camps, se préparait aux orages des règnes qui allaient suivre.

L'harmonie ne pouvait pas régner longtemps dans un conseil composé d'éléments aussi discords : plus d'une fois, on fut sur le point d'en venir aux mains, dans le sein même du conseil, et les cortès durent se réunir à Madrid pour mettre un terme à toutes ces querelles. Ces dissensions intestines n'empêchèrent pas les rois de France, d'Aragon et de Navarre, de

renouveler leurs traités avec la Castille. Le duc de Lancastre, l'ancien adversaire de Juan I[er], fit faire des offres de service au jeune roi, son futur gendre. Ainsi, le trône du fils de Juan, assailli au dedans par tant d'orages, n'était au dehors entouré que d'alliés, et don Enrique, plus heureux que son père, n'avait d'ennemis que dans ses propres sujets. L'archevêque de Tolède, le duc de Benavente et le comte de Transtamare formèrent une ligue menaçante pour la royauté; les membres du conseil, craignant pour la personne du roi, se réfugièrent avec lui à Ségovie. Bientôt, les deux factions rivales eurent leurs représentants dans chacune des grandes cités de la Péninsule, et de graves désordres éclatèrent à Séville et à Murcie. La guerre civile paraissait inévitable, quand les deux partis, d'un commun accord, finirent par s'en remettre à la décision des cortès convoquées à Burgos.

Il était temps, en effet, de porter un remède aux désordres matériels et au désordre moral, plus profond encore : les membres de la régence faisaient main-basse sur les revenus de la couronne; les sages règlements des cortès de Guadalajara étaient foulés aux pieds, et les dépenses de la Castille dépassaient ses revenus de huit à neuf millions. Bientôt le jeune roi et tous les princes du sang se trouvèrent réunis à Burgos avec les représentants des trois ordres. Les débats recommencèrent, plus violents que jamais, sur le nombre et les pouvoirs des membres du conseil. Enfin, las de tous ces désordres qui éternisaient les misères du pays, les procureurs des villes, seuls désintéressés dans la querelle, finirent par où ils auraient dû commencer : ils déclarèrent, avec une

énergie qui prouve ce que pesait déjà la volonté populaire, qu'ils *voulaient* que le testament de Juan Ier fût exécuté tel qu'il était, sans y rien ajouter ni ôter, et Enrique, par respect pour la mémoire de son père, ratifia sans hésiter le vote des représentants des cités (1392).

Enrique n'avait pas encore quatorze ans, âge où l'on suppose aux rois, par une fiction salutaire, une raison qu'ils n'ont pas, pour mettre plus tôt un terme aux abus d'une minorité. Deux mois le séparaient encore de cet âge; mais la Castille soupirait après un pouvoir régulier, et n'avait qu'à gagner à un changement, quel qu'il fût. Le roi le sentit, et soutenu par le vœu général, le 10 août 1393, il déclara, en présence du conseil de régence et de toute sa cour, qu'il voulait gouverner par lui-même, et que nul, à compter de ce jour, ne devait plus porter le titre de tuteur, ni administrer en son nom. En même temps, il convoqua ses cortès à Madrid, pour remettre l'ordre dans les finances; car le conseil de régence avait tellement multiplié les concessions de fiefs et de rentes, que les revenus de l'État étaient loin d'y suffire, et que la dépense montait chaque année à plus de trente-cinq millions de *ms*.

En arrivant à Madrid, le jeune roi y trouva les cortès déjà assemblées; dès la première séance, il leur déclara que, arrivé à l'âge de quatorze ans, sa volonté était de régner par lui-même et de révoquer tous les actes du conseil de régence; il s'engagea à respecter les franchises du royaume, et finit en invitant les cortès à subvenir aux besoins de sa couronne. Il fit dresser la liste de toutes les concessions en terres et en rentes faites aux nobles et aux princes du sang,

et comme le nombre et la valeur s'en étaient fort accrus, les trésoriers eurent ordre de réduire chacune de ces concessions au taux où elle se trouvait à la mort de Juan. Les cortès terminées, le roi célébra ses noces avec sa fiancée, Catherine de Lancastre, et Enrique, dès lors, essaya de gouverner par lui-même. Mais les ressorts du pouvoir, détendus trop longtemps, avaient perdu toute leur force : les princes du sang, sur qui portaient surtout les réformes opérées, étaient les plus mécontents, et le duc de Benavente bravait ouvertement les ordres du roi. Les infants don Alonzo et don Pedro avaient uni leurs griefs à ceux du duc, et une ligue nouvelle était prête à se former. Après avoir vainement tenté de négocier avec les factieux, le roi se décida trop tard à armer deux mille lances, et se dirigea sur Palencia, où le duc se trouvait, et cette vigoureuse résolution coupa court pour le moment à toute révolte.

Après la mort de l'Emir Mohammed V, en 1391, son fils Youssouf II était monté paisiblement sur le trône, et son premier soin avait été de renouveler les trèves avec les princes chrétiens. Pour disposer en sa faveur le monarque castillan, l'Emir lui avait renvoyé sans rançon quelques captifs, avec une ambassade chargée de riches présents. Enrique, encore mal affermi sur son trône, s'était bien gardé de rejeter cette offre, et la meilleure intelligence régnait entre les deux souverains. L'Emir avait quatre fils : Mohammed, le second, nourrissait une ardente jalousie contre son aîné Youssouf, destiné au trône par sa naissance et par l'affection de son père. Dans son impatience de régner, il poussa à la révolte la populace de Grenade, en accusant son père d'être

vendu aux chrétiens, et de ne pas savoir défendre sur un champ de bataille la cause de l'islam. Une sédition vint assaillir les murs de l'Alcazar : le pacifique Emir, peu jaloux d'un pouvoir qu'il lui fallait disputer les armes à la main, se préparait déjà à le déposer aux mains d'un fils rebelle; mais un envoyé de l'Emir de Fez, qui se trouvait à Grenade, se jeta sans hésiter au milieu des révoltés : là, avec une vive éloquence, il les engagea à abjurer leurs discordes et à réunir leurs forces contre les chrétiens, en affirmant que leur Emir serait le premier à marcher à leur tête. L'inconstante populace s'apprêta aussitôt à la guerre sainte avec la même ardeur qu'à la guerre civile. Une algarade nombreuse se dirigea vers Murcie, et ravageant tout ce district, s'en retourna à Grenade, chargée de butin. L'Emir, qui n'avait pris les armes qu'à regret, s'empressa de renouer la trève rompue, et la paix régna de nouveau sur les deux frontières (1394).

C'est alors qu'un grand maître d'Alcantara, don Martin Yanez, égaré par les prédications d'un ermite visionnaire, qui lui avait prédit qu'il chasserait les infidèles de l'Espagne, envoya défier l'Emir à un combat de cent contre deux cents, ou de mille contre deux mille, en se faisant fort de prouver, l'épée à la main, que la foi de Mahomet était fausse et mensongère, et que celle du Christ était la seule vraie. L'Emir, sans répondre au cartel, fit jeter en prison les envoyés, et le grand maître se prépara à passer la frontière avec ses chevaliers, pour venger à la fois son affront et celui du Christ. Le roi eut beau lui interdire de rompre la trève, et lui rappeler la mort trop certaine à laquelle il s'exposait, le grand

maître, avec un entêtement héroïque, persista dans son projet : à la tête de trois cents lances et de mille hommes de pied, la croix attachée à son pennon, il passa la frontière, en faisant répondre au roi que, s'il lui devait obéissance comme son vassal, comme chrétien il ne pouvait laisser reculer la croix. Le grand maître et sa petite armée, qui pouvait monter à six mille hommes, atteignirent la frontière. Les Maures parurent bientôt, au nombre de cinq mille chevaux, et d'une foule de fantassins. Entourant d'un triple rang de lances la faible armée chrétienne, ils parvinrent à séparer les hommes d'armes des hommes de pied, et les premiers furent tous massacrés avec leur chef, après des prodiges de courage. Enrique se hâta de désavouer le coup de tête du grand maître, et la trêve fut maintenue jusqu'à la mort de Youssouf II, empoisonné par l'Emir de Fez en 1395. Son second fils Mohammed parvint alors, à force d'intrigues, à se faire proclamer Emir, et jeta en prison son frère aîné, sans toutefois attenter à sa vie.

Sous prétexte de se préparer à la guerre sainte, le duc de Benavente et les nobles mécontents avaient levé des troupes. Reprenant son premier dessein, d'aller à la tête d'une armée traiter avec les factieux, le roi, suivi de seize cents lances, s'achemina vers le nord. En le voyant si bien accompagné, chacun ne songea plus qu'à tirer de sa défection le meilleur parti possible. Le duc de Benavente donna le premier l'exemple, et, les chefs une fois soumis, le reste des mécontents ne tarda pas à implorer son pardon. Bientôt les trois infants, malgré leur récente soumission, ayant armé encore une fois, le roi, las de leur pardonner, fit jeter le duc en prison, et confis-

qua tous ses biens, ainsi que ceux de l'infant don Pedro qui se sauva en Galice. L'infant don Alonzo s'était fortifié dans sa ville de Gijon, au fond des Asturies; Enrique marcha contre le rebelle, lui enleva toutes ses places fortes, et le força de se réfugier en France.

Jusqu'ici le royaume, agité au dedans, avait été du moins tranquille au dehors, et la vigueur déployée par son jeune roi faisait présager un règne plus paisible. Tout d'un coup, le roi Joam de Portugal, sous prétexte que la Castille n'avait pas rempli toutes les clauses du traité, essaya vainement de se saisir de Badajoz. Instruit de cette flagrante violation des traités, Enrique convoqua à Séville ses milices, et fit équiper en toute hâte une flotte pour venger son injure. Son armée, commandée par don Ruy Lopez de Avalos, envahit le territoire ennemi, et alla brûler la ville de Viseu, pendant que les grands maîtres des ordres en faisaient autant du côté du midi, et que l'amiral infestait tout le littoral. L'année suivante (1397), le roi de Portugal et son connétable Pereyra envahirent à leur tour la Castille sur deux points différents. Cette guerre de frontières, conduite de part et d'autre avec une grande vigueur, aboutit à un traité, et l'on finit par conclure une trève de dix ans, où les dépenses furent compensées de part et d'autre, et les places conquises restituées (1399).

L'absence de sources contemporaines rend stériles pour l'histoire de la Castille les années qui suivirent. Les corsaires africains infestaient les côtes d'Andalousie : le roi fit armer une flotte qui alla de l'autre côté du détroit s'emparer de Tétuan, et transporter tous ses habitants captifs en Espagne. En 1400,

Enrique convoqua à Valladolid un synode de prélats, afin de décider le parti que prendrait la Castille dans la grande querelle du schisme. Après être restée longtemps privée d'un chef spirituel, la Castille se décida enfin à se soumettre, comme l'Aragon, à l'obédience de Benoît XIII, le pontife d'Avignon. Par un de ces fastueux caprices, si fréquents chez les souverains du moyen âge, Enrique III s'avisa d'envoyer une ambassade au grand Timour-Leng ou Tamerlan, dont la renommée remplissait alors tout l'Orient. Les ambassadeurs arrivèrent près du conquérant mongol en 1402, à l'époque où il venait de gagner sur les Turks cette terrible bataille où combattirent deux millions d'hommes. Timour-Leng, pour ne pas demeurer en reste avec le roi de Castille, lui envoya à son tour une ambassade avec de riches présents, et deux captives chrétiennes de haut rang et d'une rare beauté; mais Enrique, ne voulant pas se laisser vaincre dans cette lutte de courtoisie, renvoya à son nouvel allié une seconde ambassade plus somptueuse que la première [1].

La reine venait d'accoucher d'une fille, que le roi, en 1402, fit reconnaître par les cortès de Tolède comme l'héritière de sa couronne. Dans cette même assemblée, Enrique demanda au pays de nouveaux subsides pour continuer la guerre contre les Maures. Les débats furent vifs : le compte des dépenses, exigé par les cortès et fourni par le roi, montait à 60 millions; les députés, après un contrôle sévère, le ré-

[1] Llaguno Amirola, dans ses Chroniques de Castille (Madrid, 1782, in-4°), a publié un récit de cette seconde ambassade par un des envoyés. Ce récit contient quelques détails curieux sur le conquérant de l'Asie.

duisirent à quarante-cinq; mais le roi finit par obtenir l'autorisation de lever pour le reste un emprunt, sans convoquer les cortès. Le 6 mars 1405, la naissance d'un fils, qui fut le roi Juan II, vint combler de joie tout le royaume, et consoler le monarque maladif, dont chaque jour semblait devoir amener la fin. Il se hâta de faire reconnaître pour son successeur ce fils à peine né. Les dernières années de son règne sont remplies par les détails sans intérêt d'une guerre de frontières avec l'Emirat. Nul doute que si Enrique eût guéri du mal qui le minait, ce retour de vie eût été consacré par lui à purger la Péninsule de la présence des infidèles; mais sa santé, de plus en plus délabrée, ne lui permit même pas d'assister aux états de Tolède, en 1406. Son frère Fernando, qui devait plus tard monter sur le trône d'Aragon, y exposa pour lui les affaires aux cortès assemblées, et leur demanda les subsides nécessaires pour repousser les attaques de l'Emir.

La maladie du roi faisait chaque jour de nouveaux progrès, et bientôt le courageux monarque vit venir sur un lit de douleur la mort qu'il eût mieux aimé rencontrer sur un champ de bataille. Il lui fit face en chrétien et en roi, et mourut le jour de Noël 1406, à Tolède, à l'âge de vingt-sept ans, en emportant avec lui dans la tombe le germe de grandes qualités qui n'eurent pas le temps d'éclore. La Castille pleura sincèrement sa mort, que, suivant l'usage, elle attribua au poison; et en se voyant livrée de nouveau aux hasards d'une minorité, elle se sentit saisie d'un pressentiment sinistre, que l'avenir ne devait que trop justifier.

Bien que le déclin de l'influence des communes

dans les cortès ne se fasse pas encore sentir sous le règne d'Enrique III, un fait grave s'est accompli dans cet intervalle : en dépit du rôle actif de la bourgeoisie dans ces assemblées, leur convocation commence à apparaître au pays comme un fardeau plutôt que comme un bienfait; les députés, pour éviter de se rassembler deux fois dans une année, accordent d'avance au roi l'excédant d'impôts dont il pourrait avoir besoin; et leur politique à courte vue ne soupçonne même pas le danger du précédent qu'elle établit. Enfin le testament de Enrique III, en confiant la tutèle du jeune roi à la reine douairière et à l'infant Fernando son oncle, marque le premier pas vers l'abaissement de l'autorité du tiers-état. La Castille, sous ce règne, nous a offert pour la dernière fois le spectacle d'un roi et d'un parlement, unis dans un loyal accord pour le bien du pays; et sous les règnes qui vont suivre, cette royauté, toujours mineure, n'échappera à la tutèle de ses cortès que pour retomber sous celle de ses favoris.

LIVRE XVI.

CHAPITRE PREMIER.

JUAN Ier D'ARAGON, DIT L'INSOUCIANT

(*LO DESCURAT*).

1387 A 1395.

Pendant les dernières années de la vie de Pedro IV, l'héritier présomptif, don Juan, avait été poursuivi, comme autrefois Pedro lui-même, par la haine d'une marâtre, et n'avait trouvé d'abri contre elle que dans l'intervention du *justiza*. Mais à peine Pedro parut-il toucher à sa fin, que les rôles changèrent tout d'un coup. L'infant opprimé vit tout le monde se retourner vers lui, et ses oppresseurs eurent à trembler à leur tour pour leur liberté, pour leurs biens, et même pour leur vie. Don Juan, en ce moment, était lui-même fort malade à Gérone, et hors d'état de venir assister aux derniers moments de son père. Tourmenté par un malaise opiniâtre, il n'avait pas manqué, suivant les préjugés du temps, de l'attribuer aux maléfices de sa belle-mère la reine Sybille. La reine, sur l'avis du roi mourant,

pourvut à sa sûreté en quittant Barcelone la nuit, avec tous ses partisans. Le bruit de ce départ se répandit dans la ville; les cortès se rassemblèrent aussitôt, et leur premier acte fut de prendre le parti de l'infant qui allait devenir leur roi. Coupant court, par une résolution énergique, à la guerre civile qui menaçait le pays, elles décrétèrent que l'on courrait sus à tous les partisans de la reine, au son de la cloche de chaque paroisse, et au cri de haro, comme on le faisait pour les malfaiteurs.

Pedro IV, pendant cet intervalle, rendait le dernier soupir, et le premier acte du nouveau roi fut la confiscation de tous les biens de la reine Sybille et de ses adhérents, et leur condamnation comme coupables de lèse-majesté. Les fugitifs, en voyant tout le pays soulevé contre eux, ne tardèrent pas à se rendre, et Juan les fit jeter en prison. Tout malade qu'il était, il s'achemina vers Barcelone, et, aigri par la souffrance, il donna l'ordre de faire mettre à la question la reine Sybille et tous les accusés, même avant que le procès fût commencé [1].

La reine épouvantée de ce début de la procédure, se hâta de racheter sa vie, en abandonnant à son beau-fils toutes les villes dont le feu roi lui avait fait présent. Mais la colère de Juan, détournée de la tête de sa belle-mère, retomba sur ses partisans; vingt-neuf d'entre eux furent condamnés à mort et déca-

[1] Le vieux chroniqueur catalan, Carbonell, traite fort durement le roi Juan à ce sujet. « Tout le monde était saisi de terreur, et chacun murmu-« rait à part lui : Oh! le cruel et mal chrétien de roi, comment a-t-il pu « avoir assez peu de pitié de faire périr ainsi méchamment et sans raison « aucune tant de gens, et de souffrir que ces chairs délicates de ladite « reine, que le roi son père a caressées et chéries, fussent ainsi torturées « par le bourreau? »

pités, et le procès continua contre la reine et son frère, auxquels le monarque irrité n'avait fait grâce que de la vie. Sybille alors prit le parti d'abandonner sa personne et ses biens à la merci du roi, en prouvant, pour se disculper de sa fuite, que le roi mourant la lui avait conseillée. Enfin, le cardinal d'Aragon, légat du pape, intervint dans cet odieux procès : il obtint de Juan, non sans peine, le pardon définitif de la reine et de son frère ; on ne leur laissa, sur leurs immenses revenus, que 25,000 sous de rente (environ 12,000 fr.); mais la procédure n'en continua pas moins contre le reste des accusés; et ce ne fut que plus tard que Juan, touché de remords ou de pitié, finit par se laisser fléchir.

Au milieu de ces tristes préoccupations, le roi avait juré à Barcelone, le 8 mars, le maintien des franchises de la Catalogne, et pris possession de cette couronne. Son premier soin fut d'annuler toutes les aliénations du domaine royal, faites par son père, depuis 1365, et le second d'envoyer une flotte occuper les duchés d'Athènes et de Neopatria, vaines possessions auxquelles l'Aragon eût mieux fait de renoncer. Une longue maladie, qui retint le nouveau roi un an à Barcelone, ne l'empêcha pas de songer à la Sardaigne où la fille du juge d'Arborea avait hérité du pouvoir et de l'esprit d'intrigue de son père. Le gouverneur nouveau que Juan y envoya conclut une trêve de deux ans avec l'héroïne sarde, et l'arbitrage de cette longue querelle fut remis au saint père (1388).

Seul de tous les princes chrétiens, Pedro s'était abstenu jusqu'à son dernier jour, de se prononcer entre les deux concurrents à la papauté; tout en affectant

de peser leurs titres avec une stricte impartialité, il avait réussi par cette tactique habile à les tenir tous deux dans sa dépendance. Mais le fils n'imita pas la réserve du père : à peine monté sur le trône, il crut devoir prendre un parti dans ce long schisme qui divisait la chrétienté. Il rassembla à Barcelone un synode où les droits des candidats furent longuement débattus, et le roi et le clergé finirent par se prononcer en faveur de Clément VII. Ainsi, la France, moins étroitement liée avec l'Aragon qu'avec la Castille, entraîna pourtant, dans cette grave décision, ces deux puissances, ses alliées naturelles, tandis que le Portugal, satellite docile de l'Angleterre, embrassait avec elle la cause d'Urbain VI. Enfin rétabli, après dix-huit mois de souffrances, le roi put se rendre à Saragosse pour y prendre possession de sa couronne d'Aragon. Le parlement venait de s'y rassembler, et c'était la première fois que Juan allait se trouver en face de ces redoutables cortès qui avaient causé à Pedro IV de si cruelles insomnies.

Sans avoir de son père ni les qualités ni les défauts, ce prince, à l'humeur insouciante, avait le tort, grave chez un roi, de faire de ses plaisirs une affaire d'État. A peine relevé de son lit de douleur, il s'était jeté dans la dissipation avec l'emportement d'un homme qui veut jouir de la vie avant qu'elle lui échappe. La chasse et la musique occupaient toutes ses journées, et la première dévorait à elle seule la moitié de ses revenus; mais aussi, il pouvait se vanter de posséder les chiens les mieux dressés, les races de faucons les plus choisies, et le plus complet appareil de chasse qui fût alors en Europe, depuis que le roi Jean de France y avait mis à la

mode ce coûteux passe-temps. L'épouse de Juan, aussi frivole que lui, avait introduit à la modeste cour d'Aragon, le goût de la musique et des fêtes[1], et en avait fait la cour la plus splendide et la plus gaie de la chrétienté. Tous les jours s'y passaient en festins, et les seuls tournois qu'on y connût étaient les joutes des trouvères et les pacifiques débats des *cours d'amour*.

Mais ce qui fit monter à son comble le mécontentement public, ce fut l'empire que le roi et la reine laissèrent prendre sur eux à leur favorite, doña Carroza de Villaragut, qui devint bientôt le véritable monarque de l'Aragon. C'en était trop pour un peuple fier et belliqueux, qui n'avait jamais pu supporter le joug d'une femme! Une fois les cortès réunies, les provinces mirent en commun leurs griefs; les cités catalanes, qui voyaient de plus près le faste et les désordres de la cour, furent les premières à se prononcer : en présence même du roi, les procureurs des cités de Catalogne demandèrent hautement la réforme de la maison royale. Ils furent soutenus dans leur démarche par bon nombre de prélats et de nobles catalans, qui y adhérèrent par écrit. Juan refusa d'abord de céder; les nobles aussitôt recoururent aux armes, et le roi, peu soucieux d'en venir à ces extrémités, finit par exiler la favorite du palais. La réforme de la maison du roi fut également effectuée, et l'archevêque de Saragosse, le favori de la reine,

[1] Suivant Carbonell, « le roi Juan faisait chercher partout les ménestrels les plus habiles en instruments de corde et de bouche, et les faisait chanter trois fois par jour, le matin, à midi et à vêpres; et, avant de se coucher, il voulait voir danser devant lui des donzelles et des garçons, tous les jours, excepté les vendredis. » En même temps, rigide gardien de la décence publique, il réforma, par une ordonnance sévère, les mœurs des gens de sa cour, et punit leurs écarts de mille sous d'amende.

fut exclu des cortès. Ainsi, en Aragon comme en Castille, la faiblesse des deux Juan laissait le parlement empiéter peu à peu sur les droits les plus essentiels de la couronne; seulement, en Aragon, ces usurpations, résultat d'une lutte permanente et réglée par les lois du pays, n'étaient pas, comme en Castille, l'œuvre des passions ou des intérêts du moment, mais d'un système de contrôle incessant et de résistance légale contre les empiétements de la royauté.

La mort d'Urbain VI, survenue en 1389, avait fait espérer à la chrétienté la fin de ses longues discordes; mais les cardinaux italiens avaient trop d'intérêt à faire durer ce schisme, qui rendait à l'Italie un fantôme de pape et l'obéissance d'une moitié du monde chrétien : ils se hâtèrent donc d'élire un nouveau pontife sous le nom de Boniface IX. Le pape d'Avignon, Clément VII, pressé de susciter à son rival de nouveaux embarras et de nouveaux ennemis, négocia entre la France et l'Aragon un double mariage, celui de l'infante Violante et du jeune Louis d'Anjou, à qui Clément V avait inféodé la couronne de Naples; et celui de l'infant Martin, neveu du roi d'Aragon, et fils de l'infant du même nom, avec la reine Maria de Sicile, déportée en Catalogne par Pedro IV; et tandis que Louis d'Anjou allait prendre possession du trône de Naples, l'infant don Martin commença publiquement ses préparatifs pour conquérir celui de Sicile (1391).

La même année fut marquée par une de ces saillies de fanatisme populaire qui ensanglantent trop souvent les annales de la Péninsule : le 5 août, à la fête de sainte Marie des Neiges, la juiverie de Barcelone et celles des principales cités de l'Aragon furent

pillées de fond en comble par une populace furieuse; des milliers de Juifs perdirent la vie dans ces désordres, et les maisons des plus riches furent pillées par les chrétiens. Dans cette extrémité, le baptême devint pour ces malheureux le seul refuge : à Barcelone seulement, onze mille d'entre eux le reçurent, avec une ferveur de conviction qu'il est permis de ne pas croire sincère. Le roi Juan s'efforça de mettre un terme à ces cruautés, et fit restituer aux Juifs baptisés les biens qu'on leur avait enlevés; mais l'impulsion était donnée, et cette sanglante réaction ne s'arrêta qu'après avoir parcouru l'Aragon et la Castille presque entière.

Bientôt, les affaires de Sardaigne forcèrent le roi à laisser de côté toute autre pensée. Une nouvelle révolte éclata dans cette île, à l'instigation de Gênes, irréconciliable ennemie de la Catalogne. Un Génois, Brancaléon Doria, marié à la fille du juge d'Arborea, se mit à la tête des insurgés; et comme la guerre et les maladies avaient fort éclairci les rangs des Aragonais, les Sardes s'emparèrent de Sassari et de la plupart des places que possédait le roi Juan. Vainement celui-ci y envoya quelques renforts, à compte sur une vaste expédition qu'il s'apprêtait à y conduire en personne : l'île entière, sauf Cagliari, échappa bientôt à sa domination; et plût au ciel qu'en effet cette coûteuse possession eût été pour jamais séparée de sa couronne! Enfin, au moment même où le roi déployait à Barcelone la bannière royale, le bruit se répandit que l'Émir de Grenade allait attaquer la frontière de Murcie, et l'expédition fut ajournée jusqu'en octobre 1392.

Les affaires de Sicile n'étaient pas dans un état

plus prospère : le mariage de l'infant d'Aragon, don Martin, âgé de 13 ans, avec l'héritière de ce pays, n'avait pas désarmé les nobles catalans et siciliens, habitués à régner sous le nom de leur reine absente. En apprenant la prochaine arrivée de l'infant avec une armée, tous se hâtèrent de traiter avec Ladislas de Durazzo, autre prétendant de dix ans, récemment couronné roi de Sicile par l'antipape italien, Boniface IX. Mais il était dans le sang des princes d'Aragon de ne se laisser jamais rebuter par les difficultés d'une entreprise; Juan, d'ailleurs, en séparant les deux couronnes de Sicile et d'Aragon, agissait dans le sens des vrais intérêts du pays, et la Sicile, une fois dans des mains amies, pouvait l'aider à dompter la Sardaigne. La Catalogne, chez qui l'esprit de commerce entretenait l'esprit d'aventure, se dévoua tout entière à la cause du jeune infant : la flotte et l'armée qu'elle équipa à ses frais furent proportionnées à la grandeur de l'entreprise; les nobles catalans et aragonais accoururent en foule sous les drapeaux du futur conquérant de Naples, et Bernaldo de Cabrera, principal promoteur de cette expédition, fut nommé amiral de l'escadre qui montait à cent voiles. Enfin, deux ambassadeurs que le duc de Montblanc, père de l'infant, avait envoyés aux nobles siciliens, ayant échoué dans leur mission, le duc se décida enfin à mettre à la voile avec le roi et la reine titulaires de Sicile, en mars 1392.

Après une heureuse traversée, l'expédition débarqua à Trapani; Palerme se hâta d'ouvrir ses portes, et plusieurs des chefs de la faction opposée expièrent leur révolte sur l'échafaud. Mais ce début ne fut pas suivi des succès qu'il promettait : les barons siciliens

persistèrent dans leur rébellion, et le roi, la reine et le duc, bloqués dans le château de Catane, durent implorer le secours du roi Juan. Celui-ci, jaloux, au fond de l'âme, de cette expédition qui rappelait les beaux jours de Pedro III et des *vêpres siciliennes*, mit une tiédeur au moins suspecte dans ses préparatifs de secours. Alors Cabrera, dans son dévouement à la cause de l'infant, vendit ou mit en gage tout ce qu'il possédait, et leva pour lui, en Catalogne, de puissants renforts. La guerre continua avec des succès partagés; les nobles siciliens, soutenus par la haine du pays contre le joug étranger, et par l'interdit que Boniface IX lança contre les Catalans, soulevèrent l'île contre ses souverains, dont la précaire domination put à grand'peine s'y maintenir (1393).

Cependant le roi de France, Charles VI, mettait à profit les dernières lueurs de sa raison pour terminer le schisme pontifical. L'Université, consultée par lui, conclut à l'abdication des deux papes et à une élection nouvelle; et Clément VII, pressé par Charles de se soumettre à cette sentence, en mourut de dépit. L'occasion était propice, puisqu'il ne restait plus qu'un pape, Boniface IX, que la chrétienté, en se réunissant tout entière, pouvait forcer à abdiquer; mais les cardinaux français, aussi peu pressés que ceux d'Italie de mettre fin à un abus dont ils profitaient, se hâtèrent de donner pour successeur à Clément VII don Pedro de Luna, cardinal d'Aragon, le membre le plus distingué du sacré collége. Avant de procéder à l'élection, chacun des cardinaux s'engagea par serment, s'il était élu, à abdiquer, dans le cas où la majorité le jugerait expédient pour le bien de l'Église; mais Luna, à peine élu sous le nom de

Benoît XIII, oublia son serment; malgré le zèle affecté qu'il déploya pour amener la cessation du schisme, il finit, après deux mois de tergiversations honteuses, par refuser formellement d'abdiquer, et la réunion de l'Église sous un seul pasteur se trouva plus reculée que jamais.

Pendant ce temps, l'indolent monarque de l'Aragon restait dans sa chère Catalogne, uniquement occupé de ses plaisirs, affaire bien plus grave pour lui que la conquête de la Sardaigne. Un jour qu'il se livrait avec ardeur au plaisir de la chasse, un écart de son cheval, effrayé par une louve furieuse, le jeta brusquement à terre, et la chute fut si grave, que quand on le releva il n'existait plus (1395). Cette étrange conformité entre la mort des deux Juan qui s'assirent à la fois sur les deux trônes de Castille et d'Aragon, invite à un rapprochement qui est, il faut le dire, tout à l'avantage du premier. Si court et si malheureux que fut le règne du Castillan, il faut lui savoir gré d'avoir osé, en dépit de la fortune, repousser les prétentions du roi de Portugal, et lutter contre l'usurpateur heureux qui remplaça celui-ci sur le trône. Quant à l'Aragonais, doté par le hasard d'une couronne que son frère méritait mieux que lui, on chercherait en vain, dans son règne insignifiant, la trace même d'une entreprise avortée ou d'une bataille perdue. De dispendieux plaisirs et le relâchement de mœurs qu'ils traînent à leur suite; le faste d'une cour dissipée, insultant à la pauvreté frugale de l'Aragon, tel est le seul souvenir qu'a laissé après lui ce déplorable règne.

Le sévère Blancas, après avoir signalé les défauts de ce prince, loue en lui quelques qualités aimables,

qui sont, il est vrai, d'un particulier plus que d'un roi. Le trait suivant nous le fera connaître[1] : La charge de *justiza* était occupée sous son règne par Juan Ximenez Cerdan, l'un des hommes les plus éminents qui aient occupé ce difficile emploi[2]. Juan ayant fait jeter en prison, au mépris des lois, quelques-uns des notables de Saragosse, ceux-ci réclamèrent du *justiza* la garantie tutélaire de la *manifestation*. Le roi, sans y être autorisé, ni par l'usage, ni par la loi, défendit au *justiza* de rendre sa sentence avant que le procès eût été instruit devant le conseil royal. Mais le généreux Cerdan, redoutant le préjudice que ce délai illégal pouvait causer aux prévenus, eut le courage de prononcer son arrêt, malgré la défense du monarque, en refusant de rendre compte de sa conduite à d'autres qu'aux cortès. Le roi allait partir pour une partie de chasse; il invita Cerdan à s'y rendre avec deux de ses amis : chacun, et les députés eux-mêmes, engagèrent celui-ci à s'y refuser; son vieux père le conjura, au nom de ses cheveux blancs, de ne pas aller mettre sa tête dans les mains d'un prince irrité; mais Cerdan, plaisantant avec une rare liberté d'esprit sur le mauvais goût du prince qui engageait à chasser les trois plus maladroits chasseurs de l'Aragon, se rendit à l'invitation. Le vice-chancelier lui ayant adressé, en présence du roi, des reproches mê-

[1] Blancas, *Commentar. rerum Aragon.*, au règne de don Juan.

[2] Voir, même ouvrage, à la biographie du *justiza* Ximenez Cerdan, le magnifique éloge que Blancas fait de ce magistrat. Fils de Domingo Cerdan, qui avait rempli avec honneur les mêmes fonctions, Juan Ximenez dépassa de beaucoup la gloire de son père; c'était, en outre, un des plus savants hommes de son temps, ainsi que le prouvent ses lettres, qui ont été conservées, et sa supériorité d'esprit le défendait de cet insupportable pédantisme qui gâte les plus beaux talents du moyen âge.

lés de menaces sur sa conduite, le *justiza* les repoussa avec une fermeté respectueuse. Juan, tout prévenu qu'il était contre Cerdan, écouta jusqu'au bout sa justification, et finit par le congédier avec toutes les marques possibles de bienveillance, en ajoutant même avec une rare naïveté, « qu'il ferait mieux « de s'éloigner de sa cour, avant que ses conseillers « lui eussent fait changer ses bonnes intentions. » Vainement, depuis lors, les ennemis du *justiza* harcelèrent le roi de leurs dénonciations; Juan, frappé du mélange de fermeté et d'enjouement qu'il avait trouvé dans ce digne magistrat, demeura, pendant tout le reste de sa vie, en bonne intelligence avec lui [1].

[1] Ces détails sont empruntés à une lettre de Cerdan dont Gervinus cite de longs extraits (p. 401) : Cerdan l'écrivit dans sa quatre-vingtième année, après une vie dévouée tout entière, sous cinq règnes successifs, à la défense des lois et des libertés de son pays.

CHAPITRE II.

DON MARTIN D'ARAGON.

1395 A 1410.

Au moment de la mort de Juan Ier, l'infant don Martin, duc de Montblanc, se trouvait au fond de la Sicile, occupé de conquérir une couronne à son fils. Juan n'avait laissé après lui que des filles, et l'infant se trouvait le successeur naturel de son frère. Les États de Catalogne n'hésitèrent pas à le reconnaître pour roi, et une ambassade lui fut expédiée pour hâter son retour. Mais son beau-frère, le comte de Foix, n'était pas homme à renoncer aux droits qu'il tenait de son mariage avec la fille de Juan Ier : il réunit toutes les troupes débandées qui infestaient tout le midi de la France, et se prépara à soutenir ses prétentions l'épée à la main. La nouvelle reine d'Aragon, demeurée seule à Barcelone en l'absence de son époux, sans se laisser intimider par le danger, fit à la hâte fortifier sa frontière, et convoqua les cortès de Catalogne pour se faire un appui de leur dévouement. Les cortès d'Aragon se constituèrent d'elles-mêmes à Saragosse pour pourvoir à la sûreté du royaume. Les deux assemblées, animées

d'un même esprit, repoussèrent les prétentions du comte, et chacun s'apprêta, d'un commun accord, à la défense du territoire. En octobre 1395, le comte de Foix franchit les Pyrénées près de Puycerda avec quatre mille chevaux, et vint mettre le siége devant Barbastro. Les habitants, sûrs d'être secourus, se défendirent avec courage, et la rigueur de la saison força l'aventurier béarnais à se retirer en Navarre.

Le nouveau roi d'Aragon poursuivait sa guerre de Sicile, avec autant de persévérance que de succès, quand la nouvelle de la mort de Juan Ier vint le rappeler dans la Péninsule, et il put en s'éloignant laisser aux mains de son fils, Martin le jeune, l'île presque soumise. Enfin, le 11 mai 1396, un an après la mort de son frère, il débarqua à Barcelone. Les affaires de Sardaigne le retinrent encore près d'un an en Catalogne, et ce ne fut qu'au printemps suivant qu'il se décida à aller à Saragosse recevoir le titre de roi que la nécessité l'avait forcé de prendre sans y être autorisé par la loi. Les cortès, en échangeant leur serment de fidélité contre celui du monarque, le prêtèrent également au jeune roi de Sicile, comme héritier de la couronne; elles y joignirent un subside de trente mille florins au roi pour ses dépenses personnelles, et de cent trente mille pour dégager le patrimoine royal, obéré sous les règnes précédents.

En 1397, une tentative nouvelle du comte de Foix sur la frontière d'Aragon échoua comme la première, et peu de mois après, la mort du comte vint délivrer le roi d'un ennemi plus gênant que dangereux. Restaient les deux interminables guerres de Sardaigne et de Sicile: la révolte, permanente dans la première de ces îles, venait d'éclater de nouveau dans la se-

conde; mais une flotte et une armée, expédiées en Sicile par le roi d'Aragon, amenèrent bientôt la soumission des principaux rebelles. De leur côté, Mayorque et Valence, agissant en cités souveraines, équipèrent à leurs frais une flotte qui alla dévaster le littoral africain, et imposer aux Emirs des traités de commerce. Ainsi cette royauté d'Aragon, dont le berceau se cachait dans un recoin obscur des Pyrénées, en était venue à régner sur les trois grandes îles de l'Italie, et à couvrir la Méditerranée de ses flottes et de ses comptoirs (1398).

Les années qui suivent, peu fertiles en événements, sont remplies par les impuissants efforts du roi de France pour forcer Benoît XIII à l'abdication; par la mort de la reine de Sicile et de l'infant son fils, en 1401, et enfin par le mariage du roi Martin le jeune, après six mois de veuvage, avec la fille du roi Charles de Navarre. Mais pendant que les affaires de l'Aragon au dehors prenaient un tour de plus en plus prospère, des troubles graves compromettaient sa tranquillité au dedans : pendant un voyage que le roi fit à Valence, toute la noblesse d'Aragon, partagée en deux factions, courut aux armes pour vider sa querelle, et le pays tout entier se couvrit de malfaiteurs. Les villes, pour ramener la paix publique, recoururent au remède dangereux d'une Union. Le temps et les efforts du *justiza* d'Aragon parvinrent à rétablir le calme dans Saragosse; mais l'incendie, éteint sur un point, se ralluma sur un autre; de graves désordres éclatèrent à Valence en 1405, le sang coula à flots dans les rues de la ville, et le roi, dont la faiblesse avait laissé grandir ces germes de guerre civile, essaya vainement de les étouffer.

Vers cette époque mourut la reine Maria d'Aragon dont le mâle caractère convenait mieux à ces temps difficiles que celui de son débonnaire époux. Le roi Martin le jeune, l'unique fruit de leur union, perdit en même temps un fils de son second mariage, triste accident, renouvelé deux fois, et qui menaçait la succession des deux trônes d'Aragon et de Sicile. Ce prince, élevé au milieu des camps, et parvenu à conquérir la couronne sicilienne à un âge où d'autres ne sont pas mûrs pour la porter, songeait alors à achever une œuvre plus difficile encore, la pacification de la Sardaigne. Le moment était favorable : le dernier descendant des juges d'Arborea venait de mourir sans enfants, et de sanglantes divisions minaient les forces des rebelles. L'aventureux roi de Sicile vint tout d'un coup débarquer à Alguer, en attendant la flotte et l'armée qu'il avait fait demander à son père. Le roi d'Aragon s'effraya de voir son unique fils, sur la tête duquel reposait l'avenir de deux royaumes, braver ainsi les chances de la guerre et l'air empesté de la Sardaigne; tout en pressant le départ de la flotte que l'infant lui demandait, il le conjura de renoncer à conduire en personne l'expédition; mais le jeune prince, jaloux des prouesses des rois ses aïeux, déclara qu'il ne sortirait pas de l'île avant de l'avoir conquise. Bientôt une flotte nombreuse mit à la voile de Barcelone avec l'élite de la noblesse des trois royaumes. Les galères siciliennes s'emparèrent de six galères génoises qui apportaient des secours aux insurgés, et le 26 juin 1409, le roi de Sicile, à la tête de six mille hommes de troupes choisies, vint offrir la bataille près de Cagliari à vingt mille Sardes, braves mais indisciplinés.

Après une lutte opiniâtre, où le roi se signala par des prodiges de valeur, les Sardes furent battus, avec perte de six mille hommes, et Gênes frappée de terreur laissa les villes de la Sardaigne ouvrir l'une après l'autre leurs portes au vainqueur. Déjà le bruit se répandait qu'il avait entrepris de soumettre toute l'Italie à l'obéissance du pape d'Avignon, et l'antipape italien, Grégoire XII, tremblait sur le trône de saint Pierre. Mais le perfide climat de la Sardaigne se chargea de vaincre pour elle : le jeune et courageux monarque, au milieu des fêtes de son triomphe, fut saisi de la fièvre, le 24 juillet 1409, et mourut en quatre jours de cette peste de Sardaigne, le plus sûr rempart de l'île contre toute oppression du dehors. Enlevé ainsi à la fleur de l'âge, au milieu même de sa victoire, et sans un fils pour lui succéder [1], ce malheureux prince laissa à son père la couronne de Sicile avec les duchés d'Athènes et de Neopatria, et nomma avant de mourir la reine Blanche sa femme lieutenante générale de l'île.

La mort de ce prince héroïque fut douloureusement ressentie par les deux pays dont il devait un jour réunir les couronnes : ainsi l'Aragon voyait s'anéantir le fruit de tant d'efforts et de sang versé pour la possession de ces deux îles qu'il semblait condamné à perdre et à reconquérir sans cesse. L'avenir de la succession royale, sous un prince veuf et sans enfants, était gros de discordes. Sous l'empire de ces craintes, on persuada au vieux roi Martin que c'était pour lui un devoir de prendre une nouvelle épouse, dans l'espoir de donner un héritier aux deux

[1] Il laissa cependant deux enfants naturels, nés en Sicile : un fils, don Fadrique d'Aragon, et une fille nommée Violante.

trônes que laissait vacants le trépas de son fils. Bien qu'âgé seulement de cinquante et un ans, le triste monarque, tourmenté par une obésité opiniâtre, aurait bien voulu échapper à cette nécessité d'État qu'on lui faisait de se remarier; mais à force d'importunités, ses conseillers lui arrachèrent son consentement, et son choix s'arrêta sur la sœur du comte d'Urgel, issue comme lui du sang royal d'Aragon. Les noces se célébrèrent en septembre 1409, ce qui n'empêcha pas le roi de confirmer dans son titre de lieutenante générale de Sicile la veuve de son fils. Quant à la Sardaigne, où la domination de l'Aragon était plus aventurée que jamais, Martin, résolu d'y tenter un dernier effort, engagea pour cinquante mille florins son comté d'Ampurias à la ville de Barcelone. Un mois après, une flotte se trouva prête à prendre la mer, et grâce à ce secours, les troupes royales virent partout les rebelles se retirer devant elles.

Cependant le vieux roi, dévoré à la fois par le chagrin et par la fièvre, usait le reste de ses forces en remèdes, impuissants ou dangereux, pour se mettre en état de donner un héritier à l'Aragon; et la reine, nous dit le grave Zurita, sortait constamment vierge de la chambre nuptiale. Déjà, dans la prévision de la mort du roi, les prétendants commençaient à s'abattre sur l'héritage, même avant qu'il fût vacant. Le roi Louis II d'Anjou, gendre du roi Juan Ier, et candidat malheureux au trône de Naples, réclamait, appuyé sur la France, la couronne d'Aragon pour son fils le duc de Calabre. Si le triste roi Martin n'eût écouté que le vœu de son cœur, il aurait choisi pour lui succéder, au moins sur le trône

de Sicile, le fils naturel de son fils bien-aimé, don Fadrique d'Aragon, comte de Luna, déjà âgé de neuf ans; mais dût-il même obtenir l'adhésion des Siciliens à ce choix, il ne pouvait espérer celle des Aragonais, stricts partisans de la légitimité, et dont la constitution excluait formellement du trône les bâtards. Aussi dut-il se contenter de faire légitimer, peu de temps avant de mourir, son petit-fils par le pape Benoît XIII, sans tenter en sa faveur une démarche plus décisive.

Parmi les autres prétendants [1], le plus arrogant, sinon le mieux fondé en droits, était le comte d'Urgel, arrière-petit-fils de Jayme II, appuyé sur la Catalogne et sur le préjugé populaire que, quand la ligne directe des comtes de Barcelone viendrait à s'éteindre, le sceptre passerait dans la maison d'Urgel. Un autre candidat à la couronne, mais dénué de toute chance de succès, était le vieil infant Alonzo d'Aragon, duc de Gandia, issu aussi par les mâles

[1] L'arbre généalogique ci-joint fera clairement juger des droits respectifs de chacun des prétendants :

		Le roi Jayme II.		
	Le roi Alonzo IV.			L'infant don Pedro.
	Le roi Pedro IV.		L'infant Jayme.	Don Alonzo, comte de Ribagorza, mort en 1342.
Doña Leonor, mariée au roi Jean de Castille.	Le roi Juan I.	Le roi Martin.	Don Pedro, comte d'Urgel.	Don Alonzo d'Aragon, comte de Ribagorza, et duc de Gandia.
L'infant don Fernando de Castille.	Doña Violante, mariée à Louis d'Anjou.	Don Martin, roi de Sicile.	Don Jayme, comte d'Urgel, marié à Isabel, fille de Pedro IV.	
	Le duc Louis de Calabre.	Don Fadrique, bâtard d'Aragon, comte de Luna.		

du sang royal, mais à un degré plus éloigné. Enfin le dernier était l'infant castillan, don Fernando, neveu par les femmes du roi don Martin, et frère du feu roi de Castille, Enrique III. Le plus sûr des titres de Fernando, c'était sa belle conduite envers son neveu Juan II, enfant au berceau, dont il avait refusé d'usurper le trône; désigné d'ailleurs au choix de l'Aragon par sa bravoure, l'heureux compétiteur pouvait, au besoin, jeter dans la balance toutes les forces de la Castille.

Le roi Martin, embarrassé entre tous ces concurrents, résolut de prévenir les maux que leur rivalité présageait au royaume, en choisissant lui-même son successeur. Après de longs débats, où chacun des compétiteurs remit à des avocats le soin de plaider sa cause, le roi finit par se prononcer pour l'infant de Castille, plutôt pour écarter le comte d'Urgel, dont il redoutait le succès, que par conviction des droits de son rival. Au fond, le seul de ces prétendants auquel le vieux roi portât un intérêt réel était son petit-fils, don Fadrique; aussi n'épargna-t-il rien pour lui gagner des partisans; mais malgré tous ses efforts, le jeune âge du prétendant et la barre d'illégitimité gravée sur son écu ruinèrent sa cause, en Aragon comme en Sicile. Entre tous ces candidats, l'opinion du vulgaire penchait du côté du comte d'Urgel, jeune, brave, magnifique, et de cette altière humeur que les peuples prennent volontiers pour un des attributs de la royauté. En attendant la couronne qu'il prétendait lui appartenir, le comte réclama le titre de procureur général du royaume; Martin le lui accorda sur-le-champ; mais sous main, le roi, qui pour un moribond, montra dans ces négociations difficiles

beaucoup de dextérité, eut soin d'arranger les choses de manière que, au moment où le comte vint à Saragosse prendre possession de ses fonctions, tous les ordres de l'État protestèrent contre lui; et le *justiza* lui-même refusa de recevoir le serment du nouvel élu, et de lui accorder l'investiture.

La vie du roi d'Aragon, usée par tant de chagrins et d'efforts, approchait de son terme; sur son lit de mort, il reçut la visite du pape Benoît, que le concile de Pise venait de déposséder de la chaire de saint Pierre, et qui, chassé d'Avignon par ses propres cardinaux, était trop heureux de trouver un asile en Catalogne. Ce long schisme, qui avait porté une si rude atteinte au respect du monde chrétien pour son chef spirituel, venait de se terminer enfin, après trente-neuf ans de durée : un concile général s'était assemblé à Pise, sur la convocation des cardinaux des deux partis : quatre patriarches, douze archevêques et quatre-vingts évêques avaient répondu à leur appel, et les ambassadeurs des principaux souverains de l'Europe s'y étaient groupés autour d'eux. Le 5 juin 1409, par une de ces sentences hardies, où éclate de siècle en siècle le génie profondément démocratique de l'Église catholique, les deux pontifes furent déclarés coupables de schisme et d'hérésie, et exclus de la communion des fidèles. Le concile, jugeant à son tour les juges des rois, les déposa tous deux du siége pontifical, et élut à leur place l'archevêque de Milan, sous le nom d'Alexandre VI, en lui imposant l'obligation de convoquer bientôt un nouveau concile, pour réformer l'Église dans son chef et dans ses membres.

Si cette grande décision ne ramena pas tout d'a-

bord la paix et l'unité dans le monde chrétien, du moins achemina-t-elle vers ce but les choses et les esprits, et le concile de Pise prépara l'œuvre du concile de Constance. Les rois de Naples et de Bavière restèrent seuls fidèles à la cause de Grégoire XII, comme ceux de Castille et d'Aragon à la cause de Benoît XIII; le reste de la chrétienté se soumit aux décrets du concile, et à l'obédience du nouveau pontife. Mais ce qu'il faut surtout noter ici, c'est la première manifestation, au sein de l'Église, de l'esprit d'examen et de contrôle, en attendant les tentatives de plus en plus hardies des conciles de Constance et de Bâle, précurseurs orthodoxes de la réforme de Luther.

Peu de temps après, le malheureux roi Martin, forcé de renoncer à l'espoir de laisser après lui un héritier de son nom, mourut en mai 1410, dans un couvent près de Barcelone, victime des remèdes à l'aide desquels il s'efforçait de ranimer une nature épuisée. Pressé sur son lit de mort de désigner son successeur, on n'en put tirer d'autre réponse que celle-ci : « La couronne doit passer à celui à qui elle « appartient légitimement, » comme s'il eût voulu perpétuer après sa mort les discordes qui avaient attristé ses derniers instants [1]. Avec lui s'éteignit la race de ces comtes de Barcelone qui, pendant près de trois siècles, avaient donné à l'Aragon une série de rois tels qu'on en trouve rarement dans l'histoire. Le règne de Martin Ier, dénué d'importance histori-

[1] Suivant Laurent Valla, la mère du comte d'Urgel, s'approchant du roi à l'agonie, le saisit par la poitrine, et s'écria à haute voix que la succession de la couronne appartenait à son fils, et qu'il voulait l'en priver. Il fallut éloigner de force la comtesse pour obtenir d'elle qu'elle le laissât mourir en paix.

que, offre cependant un remarquable caractère de légalité : ce faible et bienveillant monarque, incapable de contenir les factions qui s'agitent autour de lui, se résigne du moins de bonne grâce à l'étroite part de pouvoir que lui fait la loi. Aussi l'autorité du *justiza*, déjà assise sur de fermes bases, s'étend-elle encore sous ce règne, et les délits privés deviennent de son ressort aussi bien que les délits politiques. Le respect dont cette haute magistrature est entourée, même par des étrangers [1], devient la plus sûre garantie du repos de l'Aragon, et l'*ancre*, comme dit Zurita, où s'assureront ses institutions pendant les temps d'orage qu'il va traverser.

[1] Le *justiza* Cerdan nous raconte, dans une de ses lettres, que le pape aragonais Benoît XIII, se trouvant à Morella, y invita à dîner le roi Martin et toute sa cour. Avant le festin, le saint-père, ayant appelé l'évêque de Gérone, son maître des cérémonies, pour voir dans quel ordre il avait placé les convives, lui ordonna de faire asseoir le *justiza* tout de suite après les membres de la famille royale; « *car le plus grand office qui fût au monde, c'était le mien*, ajoute Cerdan; *et après moi, les nobles !* »

CHAPITRE III.

L'INTERRÈGNE D'ARAGON [1].

1410 A 1412.

La mort de Martin Ier venait de laisser l'Aragon en proie aux sanglantes rivalités des prétendants à la couronne ; l'Europe, du reste, offrait partout, en ce moment, le même spectacle d'agitation et de désordre. Le concile de Pise, en se séparant, n'avait pas fermé toutes les plaies de ce long schisme d'Occident, la plus grave atteinte portée, depuis Arius, à l'unité catholique. La papauté, scindée en deux,

[1] Les sources sont ici fort nombreuses : la première et la plus importante est toujours Zurita, dont l'intarissable proxilité diminue cependant e mérite. Ainsi, pour raconter deux ans d'interrègne, il ne lui faut pas moins de cent cinquante pages in-quarto à deux colonnes ; il règne d'ailleurs un peu d'obscurité dans son récit, grâce à son habitude de suivre strictement l'ordre chronologique, et de quitter une affaire commencée pour en entamer une autre, et revenir ensuite à celle qu'il a quittée. Blancas, *Comment. rerum Aragon.*, est aussi un auteur de grand poids, mais plutôt pour les affaires de l'Aragon que pour celles de la Catalogne ; l'emphase de son latin et celle de ses idées, marquées au cachet ampoulé de l'école historique du seizième siècle, nuit beaucoup à la clarté de son style. Quant à Laurent Valla, il offre, au milieu de la plus fatigante prolixité, quelques détails curieux sur la vie intérieure de son héros, l'infant Fernando ; mais, malgré la pureté du latin de ce précurseur d'Érasme, on regrette que cette chronique, presque contemporaine, n'ait pas été écrite en catalan, au lieu de l'être en latin prétentieux ! On trouve aussi de longs détails sur l'interrègne, dans la diffuse *Chronique de Juan II* de Castille, par Fernan Perez de Guzman ; mais Zurita les a résumés dans ses *Annales*.

avait cessé de veiller à la rigide unité du dogme, et le relâchement se glissait partout dans les croyances : les peuples, en voyant l'abus que Rome faisait du droit de commander, désapprenaient peu à peu à obéir; les premiers ferments de la réforme couvaient déjà au fond de la Bohême avec Jean Huss, et attendaient, pour éclater, les bûchers allumés par le concile de Constance. La France, condamnée à l'impuissance par la démence de son roi, avait cessé de peser en Europe de son poids accoutumé; l'Angleterre, mettant à profit l'épuisement de son éternelle rivale, s'apprêtait à lui disputer ses plus belles provinces. La Castille, livrée de nouveau aux périls d'une minorité, n'échappait à l'anarchie que par la magnanimité de l'infant Fernando, qui assurait la couronne sur la tête de son neveu. L'Italie, tourmentée comme l'Espagne par l'absence d'unité, était déchirée à la fois par des dissensions civiles et religieuses. Le Portugal seul, gouverné par un usurpateur digne du trône, se reposait de ses longues agitations, et tournait déjà ses efforts du côté de l'Afrique et des conquêtes maritimes.

La situation des trois royaumes dont se composait la couronne d'Aragon était alors des plus graves : malgré la sentence prononcée par le feu roi en faveur de l'infant de Castille, l'indécision régnait dans le pays sur le choix du successeur au trône. Parmi les cinq concurrents dont nous avons exposé les titres, deux seulement étaient sérieux, l'infant de Castille et le comte d'Urgel. L'infant, occupé de la conquête d'Antequera sur les infidèles, venait d'exposer pour la première fois, dans un manifeste, ses prétentions à la couronne d'Aragon : « Se reposant,

« y disait-il, sur la justice de sa cause, il n'en voulait « appeler qu'à la conscience publique et à la libre vo- « lonté du pays ; » ce qui n'empêcha pas l'armée castillane, après la prise d'Antequera, de rester concentrée sur la frontière de Murcie, pour appuyer sa candidature. Quant au comte d'Urgel, soutenu en Catalogne par la faveur populaire, son titre de Catalan, c'est-à-dire d'étranger, était pour lui, en Aragon, un titre de proscription ; bien que Saragosse eût refusé de le reconnaître comme procureur général, il s'obstinait à en remplir les fonctions, et faisait valoir ses droits les armes à la main. Au premier rang de ses partisans aragonais figurait la puissante maison des Luna, dont les domaines s'étendaient, disait-on, de la frontière de Castille à celle de France. En revanche, un parti nombreux, qui comptait à sa tête le *justiza* Cerdan, l'archevêque de Saragosse et le gouverneur Lihori, soutenait contre lui la cause des lois et celle de l'infant Fernando. Ce parti comptait un allié précieux dans le pape, Benoît XIII d'Avignon [1]. Quant aux autres prétendants, le duc de Calabre, enfant au berceau, n'avait pour lui que l'appui de la France; et le vieil infant duc de Gandia, ainsi que le bâtard don Fadrique d'Aragon, récemment légitimé par Benoît XIII, ne comptaient pas un seul partisan dans le royaume. La querelle n'était donc qu'entre le comte d'Urgel et l'infant de Castille, et les chances auraient peut être été en faveur du premier, si l'armée castillane n'eût pesé dans la balance en faveur de son rival.

[1] Suivant Laurent Valla, *ap.* Schottum, *Hispan. illustr.*, t. I, p. 759, le comte d'Urgel, furieux contre l'archevêque et le pape, menaçait le prélat de lui mettre, au lieu de mitre, un casque de fer rougi au feu, et le pape de lui raser la tête.

Les cortès de Barcelone se trouvaient seules réunies à la mort du roi, et l'état d'anarchie des deux autres provinces y rendait impossible la tenue d'une assemblée régulière. La force seule des choses amenait donc le pouvoir au parlement de Catalogne, et le premier usage qu'il en fit, ce fut d'essayer de pacifier l'Aragon, en convoquant ses cortès. Des députés envoyés par lui à Saragosse unirent dans ce but leurs efforts à ceux de tous les amis de leur pays. Le parlement aragonais fut enfin rassemblé à Calatayud, le 1er février 1411, et le gouverneur fit fermer la porte de la ville à la faction des Luna, qui voulait y entrer les armes à la main.

Pendant ce temps, la cause de l'infant de Castille devenait chaque jour plus populaire en Aragon. Le comte d'Urgel, au contraire, ruiné par les dépenses de sa candidature, privé de tout appui étranger, et forcé d'appeler à son secours tous les malfaiteurs du royaume, perdait peu à peu le terrain que gagnait son adversaire. Le parlement de Catalogne, évoquant à lui, en l'absence de tout pouvoir régulier, la souveraineté de fait, leva quelques milliers d'hommes pour se tenir prêt à tout événement; il fit sommer les prétendants de s'abstenir de toute violence, et d'attendre paisiblement le choix des cortès, en menaçant, au besoin, de les y contraindre par la force; et malgré sa partialité avouée pour le comte d'Urgel, il exigea que celui-ci restât toujours à une journée de distance de Barcelone.

Tel était l'état des choses et des esprits au début de l'an 1411; mais malgré les louables efforts du parlement de Catalogne, chacun sentait confusément l'impuissance de ces efforts pour ramener dans le pays

une paix durable, tant que des cortès générales ne seraient pas convoquées pour trancher, en arbitres suprêmes, cette grande querelle de la succession. En Catalogne comme en Aragon, on était d'accord sur le principe, et la difficulté ne résidait plus que dans l'exécution. A Valence, le déchaînement des partis avait rendu tout accord impossible : la bourgeoisie et le clergé y étaient bien parvenus à s'entendre; mais la noblesse s'était montrée, là comme partout, le plus opiniâtre ennemi de la paix publique : elle persistait à rester dehors de la ville, et à maintenir, en dépit des lois, sa sauvage habitude de se faire justice à la pointe de l'épée. Les deux parlements, après avoir perdu deux mois en tentatives inutiles pour amener la convocation de cortès générales des trois royaumes, finirent par y renoncer, pour leur substituer trois parlements spéciaux, un pour l'Aragon à Alcañiz, un pour la Catalogne à Dertosa, un pour Valence à Trahiguera; les cortès de Catalogne furent dissoutes sur-le-champ, et l'Aragon se prépara à une convocation nouvelle (juin 1411).

Mais un odieux forfait vint déchaîner la guerre civile, à grand'peine contenue jusque là par quelques citoyens dévoués à leur pays. Depuis longtemps une haine mortelle couvait dans l'âme d'Antonio de Luna contre l'archevêque de Saragosse, intrépide champion de la justice et des lois. Ce digne prélat, après la clôture du parlement, avait quitté Calatayud; don Antonio lui fit demander une entrevue, que l'archevêque lui accorda sans défiance. L'entrevue eut lieu sur la route d'Almunia, et Luna, ayant fait embusquer à peu de distance deux cents hommes armés, marcha avec une vingtaine de cavaliers au-devant du

prélat, que suivait une faible escorte. Tous deux, après un salut amical, se mirent à causer des affaires publiques. Luna ayant demandé si « le comte d'Urgel « ne serait pas bientôt roi? — Jamais, tant que je « serai vivant, » répondit le prélat. Alors Luna, avec un feint emportement, s'écria : « Si ce n'est pas de « ton vivant, ce sera du moins quand tu seras mort! » Et en même temps il frappa l'archevêque à la figure. Celui-ci, apercevant trop tard le piége où il était tombé, tourna bride pour s'enfuir ; mais Luna, tirant son épée, le blessa à la tête ; et comme le malheureux s'enfuyait à toute bride, l'escorte du comte, sortie de son embuscade, le perça de coups de lances, et, le jetant à bas de son cheval, l'acheva à coups d'épée, et lui coupa la main droite.

L'Aragon tout entier se souleva contre le comte d'Urgel, à la nouvelle de ce lâche attentat, que Valla l'accuse d'avoir ordonné. Sa cause, dès lors, devint synonyme de révolte contre les lois, tandis que l'infant de Castille, au contraire, gagnait chaque jour des partisans nouveaux. Quelques voix, il est vrai, osèrent s'élever, dans le parlement de Catalogne, pour prononcer l'apologie du meurtre du prélat; mais, en Aragon, la famille de l'archevêque arma pour venger sa mort, et se rallia aux partisans de l'infant. Dès lors, la cause du comte put être considérée comme perdue, et le mépris et l'horreur se joignirent à la crainte qu'il inspirait.

Les cortès de Catalogne, sentant le besoin de se rapprocher de la frontière, pour s'entendre avec celles de Valence et d'Aragon, décrétèrent leur translation à Tortose, pour le 16 août 1411. A Valence, deux parlements rivaux s'étaient constitués, le pre-

mier dans la ville, avec le gouverneur, le clergé et la bourgeoisie; le second dehors, avec la noblesse. Les cortès d'Aragon et de Catalogne s'efforcèrent vainement d'apaiser l'irritation des partis, et de réunir ces deux parlements en un seul, pour constituer les triples cortès, qui pouvaient seules résoudre la grande question de la succession au trône.

Dans l'intervalle, de graves événements se passaient en Aragon : le gouverneur Lihori, hors d'état de réprimer les violences de Luna, avait pris le parti extrême d'appeler à son aide l'infant de Castille et ses troupes. L'infant se hâta de se rendre à sa requête, et bientôt les hostilités éclatèrent entre le parti parlementaire, soutenu par les Castillans, et le parti du comte d'Urgel. Mais la guerre fut conduite avec tant de vigueur par le brave gouverneur, que Luna, battu en diverses rencontres, dut chercher un refuge dans les montagnes. Ce succès rendit le courage aux défenseurs des lois, et un parlement régulier se réunit à Alcañiz. Enfin la cause du comte d'Urgel, déjà compromise par ses violences, reçut encore un nouvel échec de la sentence d'interdit que prononça le clergé contre les meurtriers de l'archevêque, en les condamnant à une amende de deux cent cinquante mille florins d'or [1]. Le parlement d'Alcañiz, le vrai représentant de la volonté nationale en Aragon, prenait chaque jour plus de consistance, et recevait des ambassades des souverains étrangers. Les cortès catalanes, par une louable abnégation d'amour-propre, y députèrent six de leurs membres, armés de pleins pouvoirs. Déconcerté par cet accord, si menaçant

[1] Voyez *Pièces justificatives*, un appendice sur les monnaies.

pour lui, le comte d'Urgel essaya de s'allier avec le roi d'Angleterre, et traita même avec l'Émir de Grenade, dont il reçut des subsides; mais cette alliance criminelle acheva de ruiner sa cause et de servir celle de l'infant, qui n'avait jamais traité avec les infidèles que les armes à la main.

Enfin les deux parlements d'Aragon et de Catalogne s'arrêtèrent de concert au seul moyen de terminer ce long débat : ce fut d'en remettre la solution à neuf arbitres, dont trois dans chaque royaume, choisis entre tous sur leur renom de science et de vertu. Ce tribunal solennel devait siéger à Caspe, loin du bruit des armes et des intrigues des partis, et rendre sa sentence le 1er juin 1412. Après avoir prêté serment de procéder à leur choix, sans autre souci que celui de la justice et de la vérité, les neuf arbitres devaient prononcer à la majorité de six voix au moins, et l'élu de leur choix être proclamé roi sans opposition. Ce salutaire expédient, suggéré par le sage Bardaxi, le légiste le plus distingué de l'Aragon, avait le double avantage de dérober cette grave décision aux caprices d'une assemblée nombreuse, et de faire une part égale aux trois royaumes dans le choix de leur souverain.

Restait une grave difficulté, celle de savoir qui élirait ces hommes chargés de donner un roi à l'Aragon ; car la question, jusque-là, n'était que déplacée, et il était presque aussi difficile, pour une assemblée déchirée par les partis, de nommer ces arbitres, que pour eux de nommer un roi. Une seule issue restait pour sortir de cette impasse : c'était d'appliquer au choix des arbitres l'expédient qui devait servir au choix même du monarque, et de déléguer à une ou

deux personnes seulement, le droit de les désigner. Par une heureuse inspiration, le parlement d'Alcañiz résolut de confier à ses deux présidents, le *justiza* et le gouverneur d'Aragon, le soin de choisir les neuf électeurs. Or ceux-ci, dans leur choix, consultèrent si bien l'opinion publique et le mérite des candidats, que, par une coïncidence étrange, les neuf arbitres choisis par eux furent justement ceux que venait de désigner, de son côté, le parlement de Catalogne; heureux concert qui assurait d'avance à leurs élus la sanction du pays.

Le comte d'Urgel, n'osant pas troubler par les armes les solennels débats du parlement d'Alcañiz, essayait pendant ce temps ses forces dans le pays de Valence. Ses recrues gasconnes s'y rencontrèrent avec les troupes castillanes et aragonaises; elles furent taillées en pièces, après une lutte opiniâtre, en laissant sur la place mille morts, quinze cents prisonniers et trois mille blessés; ce fut là le dernier coup porté à la cause du comte, qui depuis lors ne fit plus que déchoir (27 février 1412). Enfin, la mort du duc de Gandia, l'un des cinq concurrents à la couronne, vint encore acheminer les choses vers un dénouement nécessaire et prévu.

Le 14 mars, le parlement d'Alcañiz publia son choix, et désigna, pour l'Aragon, l'évêque d'Huesca, pieux et savant prélat, don Frances de Aranda, chartreux, ancien conseiller du roi Martin, homme illettré, mais plein d'expérience et de bon sens pratique, et Bardaxi, qui devait plus tard remplacer Cerdan dans sa place de *justiza*. Pour la Catalogne, ce furent l'archevêque de Tarragone et deux légistes éminents, Valseca et Bernaldo de Gualbes. Pour Va-

lence enfin, c'étaient don Bonifacio Ferrer, prieur des chartreux, estimé pour sa science en droit civil et canonique, don Vicente Ferrer, son frère, canonisé plus tard, et presque adoré de son vivant par la ville de Valence, et Ginez Rabaza, savant jurisconsulte, qui feignit de devenir fou pour échapper à cette mission délicate, et fut remplacé par Pedro Beltrandez, docteur en droit.

En voyant sa destinée remise en des mains si pures, l'Aragon put désormais espérer un terme à ses agitations; les trois royaumes, en se rencontrant dans un seul et même choix, y virent le gage d'une union plus durable. Remarquons toutefois que la noblesse se trouvait entièrement bannie de ce tribunal suprême où siégeait l'élite de la population : sur neuf arbitres, cinq appartenaient au clergé, quatre à la magistrature; tous par conséquent sortaient des rangs du peuple, car le clergé et la bourgeoisie, c'est toujours le peuple sous des noms divers, et la démocratie se glissait ainsi jusque dans l'aristocratique constitution de l'Aragon. Le parlement de Catalogne, en apprenant ces choix, s'empressa de les ratifier, et cette sanction fut confirmée par celle de l'opinion publique. Valence elle-même réunit pour la première fois les deux parlements rivaux dans une commune approbation de ce qui s'était fait à Alcañiz. Trois alcaldes spéciaux furent chargés de veiller à la sûreté des électeurs et à l'indépendance de leur vote, dans le conclave laïque qui allait s'assembler à Caspe; et le peuple, toujours prompt à l'espérance comme au découragement, attendit, plein de confiance, l'heureuse issue d'une affaire dont un saint ne dédaignait pas de se mêler.

Mais tandis que tout semblait s'acheminer vers une solution pacifique, la guerre civile, bannie du sein des cortès, grondait à leurs portes. Le comte d'Urgel, justement inquiet du choix des arbitres, versait sans cesse ses recrues de Gascons et d'Anglais dans la Catalogne et le pays de Valence, tandis que Luna continuait sa guerre de bandits dans les montagnes de Huesca. Partout la violence avait détrôné les lois : le meurtre, le rapt, le brigandage, désolaient les trois royaumes; les malfaiteurs nationaux, enrégimentés au service du comte, luttaient de rapacité avec les mercenaires étrangers; les choses en vinrent au point que les cortès d'Alcañiz, inquiètes pour leur sûreté, durent transférer leur siége à Saragosse. Mais ces désordres passagers ne changeaient rien au cours des choses, qui amenait tout doucement la victoire au parti de l'infant.

Les arbitres, toujours enfermés dans Caspe, poursuivaient leur œuvre, sans se laisser distraire par les menaces des compétiteurs. Déjà ils avaient employé un mois à entendre les avocats des prétendants, et à instruire le procès avant de prononcer la sentence. Le comte d'Urgel, tout en plaidant sa cause l'épée à la main, se décida enfin à imiter l'infant de Castille en envoyant à Caspe ses procureurs, et reconnut ainsi la compétence du tribunal qu'il avait récusé jusque-là. Les arbitres, chaque jour plus pénétrés de la difficulté de leur tâche, avaient ajourné l'élection à un mois. L'armée française, campée sur la frontière du Roussillon, faisait à chaque instant mine de la franchir pour appuyer la cause abandonnée du duc de Calabre. Ainsi les lois et les armes se disputaient jusqu'au dernier

moment la solution de ce grand débat; et le pays en attendait le terme avec une anxiété mêlée d'espoir. Enfin, après un mûr et consciencieux examen, saint Vincent Ferrer donna le premier son vote en faveur de l'infant de Castille, vote inspiré d'en haut, au dire de Zurita. L'évèque de Huesca, Bonifacio Ferrer, Gualbes, Bardaxi et Aranda se rangèrent à l'avis du saint; l'évêque de Tarragone convint que le choix de l'infant était le plus utile au pays, mais déclara qu'il croyait la cause du comte d'Urgel mieux fondée en droit; Valseca se prononça décidément pour le comte. Enfin le dernier, Pedro Beltrandez, déclara, que vu le peu de temps depuis lequel il siégeait, il lui avait été impossible de se faire un avis. Ces votes furent donnés en grand secret, et il n'en fut rédigé que trois copies, une pour chacun des trois royaumes.

L'Aragon, l'Espagne, l'Europe entière étaient en suspens dans l'attente de cette grave décision. On regardait, avec un étonnement mêlé de respect, une poignée de clercs et de légistes, sourds au fracas des armes qui venait mourir au seuil de leur retraite, disposer avec tant de calme et de liberté d'esprit d'une des plus belles couronnes de la chrétienté. Il y avait là, dans cette grave et calme personnification du peuple siégeant au conclave de Caspe, une leçon pour la bourgeoisie et le clergé des autres pays, et un symptôme menaçant pour les rois. Ainsi le tiers-état, à peine émancipé, en touchant pour la première fois aux grandes affaires, s'était trouvé mûr pour les traiter; uni avec le clergé, son vieil allié, il était parvenu à exclure la noblesse de ce débat, et à le terminer mieux qu'elle et sans elle, et la royauté, bien

loin de déchoir, sortait plus forte et plus honorée de cette périlleuse épreuve.

Aussi, quand le 28 juin 1412, jour à jamais mémorable dans les fastes de la Péninsule, le tribunal suprême prononça sa sentence; lorsque sur un échafaud, dressé près de l'église de Caspe, l'évêque de Huesca appela la bénédiction du ciel sur le choix que le pays allait ratifier; lorsque le pieux cénobite, qui s'arrachait à la contemplation des choses du ciel pour songer à celles de la terre, monta en chaire, au milieu d'un silence imposant, et proclama le nom de l'infant Fernando de Castille, comme l'élu du ciel et de l'Aragon, les cris de joie de l'assemblée interrompirent l'orateur : « Vive notre seigneur et roi don Fernando! » s'écrièrent tout d'une voix les assistants, et chacun, saisi d'une religieuse émotion, entonna de concert un hymne de reconnaissance.

Bien que ce choix fût réellement le plus conforme aux intérêts de l'Aragon, il était loin cependant d'être l'expression exacte de la volonté des trois royaumes. Malgré les six voix réunies sur la tête de l'infant, la Catalogne inclinait encore du côté du comte d'Urgel, et les trois voix de cette province, pour être la fidèle expression de sa pensée, auraient dû voter contre l'infant. Le peuple qui, en pareille matière, juge par instinct et non par réflexion, ne fut frappé que d'un fait : c'est que les arbitres avaient préféré un prince étranger aux prétendants nationaux, plus populaires par ce seul motif. Saint-Vincent Ferrer, dont l'opinion avait eu tant d'influence sur la décision des arbitres, dut, quelques jours après, remonter en chaire pour insister de nouveau sur les droits de l'infant.

La nouvelle de l'élection, portée avec une incroyable rapidité au nouveau monarque, fut connue de lui, même avant de l'être du parlement de Saragosse. Ce dernier, en l'apprenant, chargea sur-le-champ une députation prise dans son sein d'aller porter la couronne à Fernando. Les cortès de Tortose adhérèrent sans réserve à un choix dicté par l'intérêt public; mais elles ne cachèrent pas leur sympathie pour le comte, et envoyèrent un de leurs membres lui exprimer leurs regrets, et lui conseiller la prudence. Une députation, chargée de porter au nouveau roi l'hommage de la Catalogne, y joignit la prière expresse de se conformer pendant tout son règne aux lois et aux usages du royaume, et de n'appeler dans ses conseils aucun étranger. Avec cette franchise, qui sied à un peuple libre, elle le conjura d'oublier tout ce qui s'était passé dans la lutte pour son élection, et de ne se souvenir que de l'égale justice qu'il devait à tous ses sujets. Enfin, elle lui rappela les liens de parenté qui l'unissaient au comte d'Urgel, et l'engagea à traiter généreusement un ennemi vaincu.

Fernando, gardant après sa nomination l'habile réserve qui avait si bien servi sa cause, rassura ses nouveaux sujets par l'expression de son respect sincère pour des libertés auxquelles il devait sa couronne. Après avoir pourvu à l'administration de la Castille, il s'achemina vers ses nouveaux États : le parlement de Saragosse, par cela seul qu'il n'avait pas été convoqué par le nouveau roi, avait jugé à propos de se dissoudre; cet exemple fut imité par les cortès de Tortose, malgré la résistance de la noblesse. Quant à Valence, la nouvelle de l'élection y fut reçue avec une joie qui tenait du délire; toutes les boutiques

furent fermées pendant plusieurs jours, et elles ne se rouvrirent que sur l'ordre des magistrats.

Ainsi se termina ce long drame où éclatent en traits si vifs le respect des Aragonais et des Catalans pour les lois de leur pays, et le sentiment de cette liberté légale, si rarement connue du moyen âge. Certes, dans un pays, où la loi n'eût pas été aussi révérée, le débat eût été plus sanglant et plus long, et n'eût pas abouti à ce pacifique dénouement. Ni la France, ni l'Angleterre, ni l'Allemagne ne se fussent résignées à voir ainsi neuf roturiers, clercs ou laïques, disposer d'une couronne à la majorité des voix, tandis qu'il fallait ailleurs des rois pour faire un empereur, et des cardinaux pour faire un pape. La Castille à coup sûr ne l'eût jamais souffert, et peut-être même en Aragon, la loi eût-elle été impuissante à l'obtenir, si la religion ne fût venue à son aide, et si un saint, dans le conclave de Caspe, n'eût voté avec des légistes !

CHAPITRE IV.

FERNANDO I[er] D'ARAGON DIT LE JUSTE (*EL HONESTO*).

1412 A 1416.

Si la loi de succession royale, qui a sagement préféré la ligne directe à la ligne collatérale, avait été consultée, le trône d'Aragon n'appartenait pas à Fernando, mais à son neveu Juan II, roi de Castille[1]. Mais personne ne songea à faire valoir les droits d'un enfant qui ne régnait lui-même que par le bon vouloir de son oncle; aucun des deux peuples, d'ailleurs, n'était mûr pour une union que la violence seule devait leur imposer plus tard. La situation du nouveau prince était difficile : la Catalogne, où le comte d'Urgel comptait encore de nombreux partisans, était loin d'avoir accueilli l'élection de Fernando avec la même joie que Valence et l'Aragon. Né en Castille, où l'autorité royale, sans être plus forte, était moins gênée par les lois, Fernando, par son éducation toute militaire, avait été peu préparé au rôle passif d'un souverain constitutionnel. Pendant sa longue candida-

[1] Le père de Juan II, Enrique III, frère aîné de Fernando, était le fils aîné de Léonor, fille de Pedro IV, roi d'Aragon : cette dernière couronne devait donc appartenir à Juan, au même titre que celle de Castille.

ture, il avait d'ailleurs amassé bien des griefs à faire valoir, bien des injures à venger; mais, pour un roi qui a trop à punir, il n'est qu'un moyen de se tirer d'affaire : c'est de tout pardonner, et c'est celui que choisit Fernando. Tous les partisans du comte d'Urgel, qui demandèrent à rentrer en grâce, furent reçus à bras ouverts, et l'intraitable Luna persévéra presque seul dans sa rébellion.

L'élu de Caspe, en se rendant au vœu du peuple qui l'appelait, fut accueilli à la frontière par des députations de ses trois royaumes : les députés d'Aragon et de Valence vinrent jusqu'en Castille baiser la main de leur roi; mais les députés de Catalogne évitèrent de franchir la limite des deux États, et s'abstinrent même de descendre de cheval. Fernando, après avoir congédié son escorte castillane, s'achemina vers Saragosse : il y fut reçu au milieu des acclamations du peuple, et s'empressa de convoquer les cortès pour y prêter serment aux *fueros*, et recevoir l'hommage de ses nouveaux sujets. Ces cortès, du reste, présentèrent un étrange spectacle : on y vit le fils d'un des compétiteurs de Fernando, le duc de Gandia, venir lui baiser la main en signe d'hommage, pour son fief de Ribagorza, tant était puissante la hiérarchie féodale, même à cette époque où son règne si long touchait enfin à son terme. Le bâtard don Fadrique devait aussi le prêter pour son fief de Luna; mais il fit demander d'en être dispensé, vu son jeune âge, et le roi lui accorda cette faveur. Quant au comte d'Urgel, il fit excuser son absence sous un prétexte de maladie auquel personne n'ajouta foi.

Un des premiers actes des cortès fut de nommer

une *députation permanente* de huit membres, pour contrôler, dans l'intervalle des sessions, l'emploi des revenus de l'État et du patrimoine royal, gravement obéré. Elles accordèrent au roi un subside de cinquante mille florins, plus cinq mille pour ses dépenses, et se séparèrent ensuite, le 15 octobre 1412. Fernando aurait voulu se rendre à Barcelone pour y recevoir l'hommage des cortès catalanes, mais des soins plus pressants réclamaient tous ses instants. La Sardaigne, la Sicile et le comte d'Urgel, telles étaient les trois grandes préoccupations du nouveau règne : en Sardaigne, le vicomte de Narbonne, appuyé sur Gênes, avait profité des désordres de l'interrègne pour faire valoir ses droits à l'héritage des juges d'Arborea; mais la nouvelle de l'élection de Fernando frappa de terreur les Génois, qui se hâtèrent de conclure avec l'Aragon une trève de cinq ans. Le vicomte, abandonné par eux, dut renoncer à son entreprise, et la pacification complète de l'île suivit son désistement. Ajoutons, pour en finir avec cette éternelle rébellion, qu'en 1414, le vicomte, désespérant de sa cause, vendit au roi, pour cent cinquante mille florins d'or, les places qu'il possédait dans l'île. C'était payer bien cher des droits fort douteux à une succession dont Fernando était déjà nanti, et l'Aragon trouva sans doute la somme trop forte, puisqu'il se dispensa de la payer.

Quant à la Sicile, l'anarchie la plus affreuse continuait à désoler ce malheureux pays. Après la mort du roi Martin le Jeune, Cabrera, le véritable conquérant de l'île, avait osé aspirer à la couronne, et n'avait pas craint d'assiéger, dans un château fort, la reine Blanche, veuve de l'héroïque roi Martin le

Jeune [1]. Les barons catalans, révoltés de l'audace d'un égal qui prétendait à devenir leur maître, s'étaient réunis contre lui à la noblesse indigène. Enfin un troisième parti, composé surtout de Siciliens, s'était prononcé en faveur du bâtard don Fadrique [2], dans l'espoir d'assurer par lui l'indépendance de la Sicile. Mais un heureux accident fit tomber Cabrera aux mains du parti de la reine, et les choses s'acheminèrent d'elles-mêmes vers une solution pacifique. Le choix des trois royaumes, qui avaient décerné la couronne à Fernando, fut accepté par la Sicile comme un gage de salut et de paix. La reine Blanche, maintenue dans sa lieutenance générale, fut chargée de recevoir pour lui l'hommage de ses sujets d'Italie, et un conseil, mi-parti de Catalans et de Siciliens, fut choisi pour assister la reine. Grâce à ces sages dispositions, le calme se rétablit dans l'île, et la souveraineté de l'Aragon y fut enfin reconnue sans conteste. Fernando pardonna à Cabrera ses torts en faveur de ses services passés, à condition qu'il quitterait la Sicile pour n'y plus revenir; et le nouveau souverain de l'Aragon se trouva ainsi régner sur une plus grande

[1] Suivant Laurent Valla, il avait même osé prétendre à la main de la reine; mais le fait paraît douteux à Zurita, ainsi que les prétentions de Cabrera à la couronne de Sicile.

[2] Valla raconte que le bâtard don Fadrique étant venu rendre visite au roi, fit une entrée triomphale dans Saragosse à la tête de trois cents chevaliers, dont chacun était châtelain d'un de ses trois cents châteaux; et partout où il passait, le peuple, charmé de sa bonne mine, témoignait hautement sa sympathie pour le sang de ses rois. En arrivant au palais, don Fadrique s'agenouilla quatre fois, dont une devant la porte extérieure, et la dernière auprès du roi qui lui fit fort bon accueil; mais, étonné de la richesse de l'infant, Fernando la compara naïvement à sa pauvreté, et se plaignit qu'on eût ainsi, par d'imprudentes libéralités, aliéné tout son patrimoine. Enfin, la seule vengeance que tira le roi du faste insolent, déployé par le bâtard d'Aragon, fut de faire placer sur son étendard la barre d'illégitimité.

étendue d'États qu'aucun de ses prédécesseurs (1412).

Restait à soumettre un rebelle plus dangereux que Cabrera : c'était le comte d'Urgel, qui, en s'abstenant de venir rendre hommage à son rival, devenu son roi, trahissait des projets menaçants pour lui. Le comte était resté sourd aux instances du parlement de Catalogne, qui lui offrait sa médiation pour le faire rentrer en grâce auprès de son souverain; Fernando, aprèsu ne tentative inutile de conciliation [1], se décida à recourir aux armes, et s'achemina vers Lérida à la tête de deux mille hommes d'armes. Le comte, pour gagner du temps, amusa le roi par de feintes négociations. Fernando, croyant à sa bonne foi, se montra prêt à tout oublier, et à marier même un de ses fils avec la fille du comte, son unique héritière; et dans sa confiance imprudente, il alla jusqu'à congédier les troupes castillanes qu'il avait à sa solde.

De Lerida, le roi se rendit à Tortose, où le pape *in partibus*, Benoît XIII, avait établi sa résidence. Le pontife s'empressa de lui conférer, moyennant hommage lige et un tribut annuel de huit mille florins, l'investiture de la Sicile, de la Corse et de la Sardaigne, disposant ainsi d'États qui ne lui avaient jamais appartenu. Fernando passa ensuite à Barcelone, où il reçut l'hommage de fidélité des Catalans, et, en dépit des secrets penchants de la Catalogne pour son rival, le calme parut se rétablir dans ce pays. Mais le comte d'Urgel n'était pas homme à se résigner ainsi à une disgrâce; poussé par les conseils

[1] Le roi, à la prière des députés catalans, promit au comte, s'il se soumettait, de lui donner rang après ses deux fils; de lui permettre de ne pas venir à la cour, s'il lui en coûtait trop; de payer enfin ses dettes, et d'y ajouter encore soixante mille pièces d'or.

imprudents de sa mère, femme altière et emportée, l'ex-prétendant levait sous-main des troupes en Gascogne; il s'assurait l'appui du pacifique roi de Navarre, Charles le Noble, qui, confiné dans ses montagnes, ne prenait qu'une part fort mince à tout ce qui se passait autour de lui. Luna, émigré en Gascogne, promettait au duc de Clarence, second fils du roi d'Angleterre, la main de la sœur du comte et la couronne de Sicile, et le duc s'engageait, en retour, à lui amener mille hommes d'armes et trois mille archers. C'est avec ces faibles ressources que le prétendant, sans une seule place forte et sans un seul partisan dans tout le royaume, se décida à attaquer un roi puissant, qui aux forces de ses trois couronnes pouvait unir celles de la Castille. Dans cette entreprise insensée, Luna commença les hostilités en mettant le siége devant Montaragon; mais la mort du roi Henri IV d'Angleterre vint porter un dernier coup à la cause du comte, en rappelant à Londres son allié, le duc de Clarence. Fernando, s'armant contre le rebelle des lois et de l'épée, le fit déclarer par les cortès de Barcelone coupable du crime de lèse-majesté, et se chargea lui-même d'exécuter la sentence.

Le prétendant, privé de ses auxiliaires anglais, était réduit à un millier d'hommes d'armes et deux mille fantassins. Dès la première rencontre, l'avantage fut pour les troupes royales, et le comte, trop faible pour tenir la campagne, s'enferma dans Balaguer, au lieu de se réfugier dans les monts inaccessibles de la Seu d'Urgel, où il eût pu tenir en échec toutes les forces de l'Aragon. C'était une faute, et Fernando ne tarda pas à l'en faire repentir Le duc de Gandia

vint, en fidèle vassal, assister son suzerain avec trois cents hommes d'armes, et le siége fut poussé avec vigueur. Assiégés comme assiégeants avaient fort à souffrir, dans un pays ruiné par la guerre, et l'hiver qui s'approchait augmentait encore la difficulté de l'entreprise. Fernando, sans se laisser gagner au découragement qui régnait autour de lui, écrasa de ses machines de guerre la malheureuse cité, et s'empara en même temps de toutes les places fortes du comte. Celui-ci, voyant la désertion éclaircir les rangs de ses soldats, se décida enfin à capituler. Mais Fernando exigea que le vaincu vînt se livrer à sa merci; le comte s'y refusa, et les hostilités reprirent avec une nouvelle furie. Les assiégés, dans une dernière sortie, furent taillés en pièces, et le prétendant, après avoir fait implorer par sa femme la pitié du roi, fut forcé de se rendre sans conditions [1]. Fernando accorda aux larmes de la comtesse la vie de son époux, et le fit conduire sous bonne garde à Lerida : là son procès s'instruisit en forme, et Fernando, avec une animosité peu digne d'un roi victorieux, porta lui-même la parole contre son ennemi vaincu. Déclaré coupable du crime de félonie et de lèse-majesté, le comte, dérobé à la mort par la clémence dédaigneuse de son rival, se vit condamner à une prison éternelle; tous ses biens et domaines furent confisqués, et victime nécessaire du repos de l'Aragon, il passa le reste de ses jours à Xativa, en Castille, dans une étroite capti-

[1] On trouve dans Valla quelques détails touchants sur la sortie du prince de Balaguer : un vieux soldat blessé s'approcha pour demander l'aumône à son ancien général : le comte, bien que dénué lui-même de tout, ôta de dessus son corps la cuirasse qu'il portait et qui était d'un grand prix, et la donna au vétéran. Quand le comte vint s'agenouiller trois fois devant le roi, tous les yeux, dit Valla, furent mouillés de pleurs.

vité. La mère du prétendant, qui, suivant l'expression de Zurita, attachée à son fils comme une furie [1], l'avait poussé à sa perte, intrigua auprès de tous les souverains étrangers pour lui faire rendre sa liberté. Fernando, lassé de ses intrigues, se décida enfin à la jeter en prison, et à renfermer ses filles dans un monastère, d'où il les tira plus tard pour les faire élever à sa cour. Enfin le dernier partisan du comte, Luna, chassé de la dernière place forte qu'il occupât encore, alla traîner dans l'exil une vie vouée au malheur de son pays.

Maître paisible du trône, le roi convoqua à Saragosse ses cortès, en janvier 1414, pour célébrer la fête de son couronnement. Cette cérémonie eut lieu avec une pompe inconnue jusque-là des rois d'Aragon. Entouré de ses cinq fils, Fernando ceignit la couronne qu'avait portée Juan Ier de Castille, son père, emblème mystérieux, dit Zurita, de l'union des deux États, qui devait s'accomplir sous un autre Fernando, petit-fils de celui-ci. On s'attendait à ce que le roi, pour célébrer son avénement, accorderait une amnistie; mais Fernando, dès la première séance des cortès, fit instruire devant elles le procès de tous ceux qui avaient pris les armes contre lui depuis son élection. Cependant le silence des historiens sur les résultats de ce procès laisse croire qu'il n'y fut pas donné suite.

Pendant que l'Aragon voyait ainsi se consolider son repos, la Sicile, à côté des sanglants débats des deux concurrents au trône de Naples, jouissait d'un calme qu'elle n'avait pas connu depuis longtemps.

[1] Blancas nous apprend qu'elle lui répétait sans cesse ces mots catalans : « *Fill, o Rey, o no res!* (Mon fils, ou roi, ou rien!) »

Sa secrète ambition eût été de posséder un roi qui trouvât sa couronne assez belle pour n'en pas désirer d'autre. Ses sympathies, au fond, étaient pour le bâtard don Fadrique, fils de l'héroïque roi Martin; mais n'osant pas l'espérer de Fernando, elle fit du moins demander à celui-ci un de ses fils pour régner sur elle. Fernando, sut éluder la requête, en y satisfaisant à moitié, et donna aux Siciliens son fils don Juan, non pour roi, mais pour gouverneur.

Élevé dans un pays où la loi n'avait jamais régné comme en Aragon, Fernando supportait impatiemment le joug d'une constitution, et les étroites limites mises par elle à son autorité. L'épuisement du patrimoine royal gênait dans son humeur libérale ce prince, dont le proverbe favori était que « celui-là n'agit pas en roi qui ne donne pas plus que l'on ne désire. » L'intervention des États dans tous les actes de la royauté, leur contrôle vigilant et jaloux, leur parcimonie tracassière, étaient pour lui une source de continuelles amertumes. Aussi Valla lui prête-t-il le plan de reconquérir à la couronne tous les droits qu'elle avait perdus, en s'aidant, au besoin, des forces de la Castille. Mais, heureusement pour les libertés de l'Aragon, les préoccupations qui remplirent le reste de sa vie ne lui permirent pas même de commencer l'exécution de ce plan.

Aussitôt les cortès terminées, le roi alla à Morella se concerter avec le pape Benoît XIII sur les moyens de terminer le schisme. Vainement, pendant cinquante jours, le roi supplia l'opiniâtre pontife de se sacrifier à la paix de l'Église, comme avaient promis de le faire Jean et Grégoire, ses deux compétiteurs; ce pape de quatre-vingts ans, un pied déjà dans la

tombe, se refusa jusqu'au dernier moment, soit à abdiquer, soit à se rendre au sein du concile. Après les cortès d'Aragon, le roi alla tenir à Montblanc celles de Catalogne, et leur demander des subsides pour acquitter les frais de sa candidature; mais les Catalans, qui avaient subi plutôt qu'accepté le choix des arbitres de Caspe, se montrèrent peu disposés à payer à l'élu de l'Aragon ce don de *joyeux avénement;* des griefs privés remplirent la session tout entière, et le roi dut quitter les cortès sans obtenir même une réponse à la demande qu'il leur avait faite. Aussi son ressentiment s'exhala-t-il en paroles amères contre la Catalogne; il refusa, à son départ de Barcelone, de se laisser baiser la main par les conseillers de la ville, et faisant rebrousser chemin à sa litière, il dit à haute voix : « Cité félone, je te châtierai! »

Sans l'épuisement de son trésor, le roi, au milieu de soucis plus graves, eût bien vite pris son parti sur ces querelles domestiques avec ses cortès. Le roi Ladislas de Naples venait de mourir, et sa sœur Jeanne l'avait remplacé sur le trône. Fernando songeait à faire épouser à la nouvelle reine l'infant don Juan son fils, auquel il eût cédé son trône de Sicile, afin de réunir par un mariage ces deux couronnes jumelles. D'humeur galante comme sa devancière, la seconde Jeanne de Naples avait, dans son règne bien court, su réunir contre elle tous les partis. Courtisée par tous les aventuriers de sang royal qui pullulaient en Europe, elle inclinait, malgré ses quarante-cinq ans, du côté de l'infant d'Aragon, âgé de dix-huit. Le mariage fut arrêté, en janvier 1415, entre Fernando et les envoyés de Jeanne : l'infant devait partager le sceptre avec son épouse, et le garder s'il survivait ; et

le roi d'Aragon devait prêter aide aux deux époux contre tous leurs ennemis.

En février, l'infant s'embarqua pour l'Italie; mais pendant que le fiancé, impatient de ceindre sa double couronne, cinglait à pleines voiles vers Naples, la reine, plus mobile que l'onde, avait déjà changé d'avis : elle s'était dit que l'infant d'Aragon était bien jeune, et qu'un prince du sang français, le comte de la Marche, était d'âge et de taille à mieux défendre ses droits. L'infant voulait d'ailleurs le titre de roi, et le comte se contentait de celui de vicaire du royaume. Gênes, toute-puissante à la cour de Naples, y desservit l'Aragon, son antique ennemi, et la France, jalouse d'asseoir sur le plus beau trône de l'Italie un de ses princes du sang, pesa de tout son poids en faveur du comte. Jeanne finit par se décider pour lui; mais ce mariage, réprouvé par le parti national, mit bientôt tout le royaume en feu. L'infant don Juan se désista de sa candidature, et s'occupa de maintenir en paix la Sicile, toujours frémissante sous le joug de l'Aragon. Pendant ce temps, Fernando célébrait à Valence les noces de son fils aîné Alonzo avec l'infante Maria de Castille, âgée de sept ans.

L'empereur d'Allemagne, Sigismond, songeait alors à consommer l'œuvre du concile de Pise, et venait de convoquer à Constance, hors de l'atmosphère corrompue de l'Italie, au centre de la chrétienté, l'assemblée qui devait lui rendre l'unité et la paix. Le concile, assisté de l'Empereur et du pape Jean XXII, se hâta de commencer son œuvre, que le pontife entrava sous main, en feignant de la seconder. Acculé par le concile à une abdication, Jean s'y résigna enfin, non sans regrets amers; mais quelques jours après,

le pape déchu, s'échappant de Constance, s'unit au duc Frédéric d'Autriche, et protesta hautement contre une abdication que la contrainte seule avait pu lui arracher. L'absence du pape suffisait pour invalider tous les actes du concile; mais l'énergie de l'empereur répara tout : il mit au ban de l'empire le duc rebelle, et fit prononcer la déposition du pontife, comme indigne du trône de saint Pierre qu'il souillait par ses désordres. Grégoire XII, que menaçait une sentence pareille, alla au-devant d'elle, en envoyant d'Italie sa renonciation.

Restait l'opiniâtre Benoît XIII, qui, retranché dans l'Aragon comme dans un fort, tenait tête à la chrétienté tout entière, et ne se laissait ébranler ni par prières ni par menaces. Son refus suffisait pour détruire l'œuvre laborieuse du concile et de Sigismond. Ce dernier, habitué à courir d'un bout de l'Europe à l'autre, vint brusquement demander une entrevue au roi d'Aragon. Fernando, déjà mourant, se traîna péniblement jusqu'à Perpignan, où l'attendaient le pape et l'Empereur. Le pontife, après un discours qui dura sept heures, finit par offrir de céder le pontificat, sous des conditions inacceptables; mais voyant l'Empereur et le roi d'accord contre lui, il s'échappa de Perpignan, comme Jean XXII de Constance, et essaya de convoquer à Peniscola un semblant de concile. Le roi d'Aragon, irrité de tant d'obstination, prit enfin le parti qu'il aurait dû prendre plus tôt, celui de soustraire l'Aragon à l'obédience de l'opiniâtre pontife, et d'en appeler, avec la chrétienté, aux décrets du concile.

Le règne de Fernando touchait à sa fin : usé par une maladie lente, que le vulgaire attribuait au poi-

son, ce prince se fit ramener dans la Péninsule. Son secret désir était d'aller, avant de mourir, respirer l'air natal de la Castille; mais, trop faible pour supporter le voyage, il s'arrêta à Barcelone où ses derniers moments furent encore agités par d'amères discussions avec le conseil municipal de cette ville. Fernando avait espéré l'appui de ce conseil, pour se dispenser de certains impôts dont le roi n'était pas plus exempt que le dernier des bourgeois de la cité. Mais les conseillers lui tinrent tête avec une inflexible fermeté : l'un d'eux, Juan Fiveller, osa même le menacer d'un soulèvement, s'il portait atteinte aux franchises de la cité, et lui rappela, avec une arrogance toute démocratique, que « l'encre n'était pas encore sèche sur l'acte qui l'avait appelé à porter la couronne! » Cette lutte abreuva d'amertumes les derniers jours du roi, qui fut obligé de céder, et maudissant ce pays où, seul entre tous les rois d'Aragon, il n'avait jamais trouvé que des rebelles, il sortit à la dérobée de Barcelone. Mais sa vie, minée par les soucis politiques, était arrivée à son terme : à Igualada, la mort surprit cet actif et laborieux monarque, qui semblait, comme le César romain, s'être promis de mourir debout. Il s'éteignit le 2 avril 1416, à l'âge de trente-sept ans, au moment où il se rendait en Castille pour soustraire aussi ce royaume à l'obédience de Benoît XIII, qui venait de lancer contre lui ses foudres impuissantes.

Tous les écrivains contemporains ont rendu justice aux grandes qualités de ce prince. De toutes les vertus d'un roi, nulle ne manqua à Fernando d'Aragon [1] :

[1] Le roi Fernando était très-beau de corps, gracieux de gestes, et de taille plutôt grande que moyenne. Il était fort benin et accueillant, avait

accessible et bienveillant pour tous, oublieux de ses propres injures, et inflexible seulement pour celles qui s'adressaient à l'État; simple dans ses goûts, modéré dans ses besoins, irréprochable dans ses mœurs; plein de respect pour la religion sans servilité envers ses ministres; travailleur infatigable, ne se reposant des affaires que par la lecture de l'histoire, école féconde des souverains et des hommes d'État; grand général, conquérant heureux et pourtant ami de la paix. Le rêve de son ambition était de bannir les infidèles de la Péninsule, et ce rêve se fût accompli un siècle plus tôt, si Fernando Ier eût vécu plus longtemps.

la parole *paresseuse*, et donnait de courtes et gracieuses réponses. Il était très-chaste et très-dévot, récitant sans cesse les heures de la Madone, pour qui il avait une dévotion toute spéciale. Fort adonné au travail, il se levait de grand matin, dormait peu, et était très-mesuré sur le boire et le manger. Du reste, franc et doux de caractère, grand justicier, grand faiseur d'aumônes, et doué d'un rare courage, il eut toujours beaucoup de chance à la guerre. (Fernand Perez de Guzman, *Cronica de Juan II*, p. 62.)

CHAPITRE V.

JUAN II DE CASTILLE[1].

1406 A 1454.

La mort de Enrique III, en laissant le sceptre à un enfant au berceau, livrait la Castille à tous les hasards d'une minorité. Mais l'infant Fernando, oncle du jeune roi, veillait à côté de son trône, comme un génie tutélaire. Bien des nobles, en voyant l'enfance de Juan et la guerre imminente avec Grenade, avaient jeté les yeux sur Fernando, comme le seul roi qui convînt à ces temps difficiles. Les cortès, convoquées à Tolède pour désigner le successeur au trône, remirent cette décision aux mains de l'infant. Si Fernando eût été moins honnête, il avait pour excuse, en s'emparant du trône, l'intérêt de la Castille; car il lui eût épargné les deux tristes règnes de Juan II et de Enrique IV; et en réunissant plus tard les deux couronnes d'Aragon et de Castille sur un front digne de les porter, il eût avancé d'un demi-siècle les destinées de la Péninsule; mais le seul conseiller que Fernando consulta, ce fut sa conscience : il proclama son neveu légitime héritier de la couronne, et fut le pre-

[1] Voyez aux Pièces justificatives, n° 1, les sources pour l'histoire de Juan II.

mier à crier : « Vive notre seigneur et roi Juan II! » Ce cri fut répété par tous les nobles qui, chevauchant par la ville, y proclamèrent, aux cris de joie du peuple, le souverain qu'ils venaient d'élire. Le testament du feu roi, après avoir disposé de la couronne en faveur de Juan, nommait l'infant, conjointement avec la reine, tuteur du jeune roi. Le 15 janvier, Juan II fut couronné à Ségovie. Son oncle et sa mère prêtèrent, en son nom et au leur, serment de respecter les franchises du royaume, et de maintenir le pays *en bon état*, jusqu'à la majorité du roi, et l'infant se disposa à prendre la conduite de la guerre contre Grenade.

Cependant les hostilités avaient déjà commencé, et partout la chance tournait du côté des chrétiens. L'infant était à Séville, où il s'occupait de lever des troupes, et de presser le départ de la flotte. La Castille, sous un prince actif et brave, avait repris son attitude agressive, et les jours glorieux de la croisade semblaient revenus. De toutes parts, des croisés étrangers accouraient, et le comte de la Marche, prince du sang de France, arriva avec quatre-vingts lances auprès de l'infant qui lui fit grand accueil. La flotte mit enfin à la voile, et ayant rencontré l'escadre africaine, elle lui prit huit galères et coula ou mit en fuite le reste. Le 7 septembre, l'armée se mit en marche à son tour, pendant que l'Emir s'avançait vers Jaen, à la tête de sept mille chevaux et d'une nombreuse infanterie. Mais le temps des grandes entreprises était passé : l'infant, au lieu de marcher vers la capitale ennemie, se contenta d'assiéger Zahara et Setenil dont il se rendit maître. Mohammed, après un semblant de siége devant Jaen, ne tarda pas

à repasser le détroit, et l'infant, suivant son exemple, s'en retourna sur ses pas. Telle fut la misérable issue d'une campagne qui, commencée avec des forces aussi imposantes, n'aurait pas dû aboutir à la prise de quelques bourgades. La retraite de l'armée castillane fut sévèrement blâmée par les populations de la frontière, bons juges en fait de courage; Carmona lui ferma même ses portes, et ne céda qu'aux menaces de l'infant (1407).

Les cortès du royaume avaient été convoquées à Guadalajara. Le primat de Tolède y amena son neveu, enfant de dix ans, qui devait avoir sur tout ce règne une si déplorable influence : c'était Alvar de Luna, depuis connétable de Castille, premier ministre et favori de Juan II. Fils bâtard du grand échanson de Enrique III, Alvar fut admis dans la maison du roi, et s'il faut en croire sa chronique, il ne tarda pas, par sa grâce et sa gentillesse, à se faire aimer de tout le monde.

Le 1er février 1408, la session s'ouvrit : l'infant demanda soixante millions; les députés des villes, effrayés de ce chiffre, proposèrent à l'infant de faire rentrer l'arriéré des contributions, qui montait à quarante millions, et de prendre le reste sur le trésor du roi; mais la reine et l'infant rejetèrent avec hauteur cette proposition, en insistant pour obtenir les soixante millions, et les députés finirent par céder. C'est avec surprise qu'on voit, au début d'une minorité, le pouvoir royal agir d'une façon si hautaine avec les délégués du pays, et la condescendance des communes est la preuve la plus frappante du déclin de leur influence, sensible à partir de ce règne.

L'Emir, résolu à prendre sa revanche, vint camper

sous les murs d'Alcaudete. La ville se défendit avec courage et donna aux gardiens de la frontière le temps de la secourir. Un convoi mulsuman fut enlevé par les chrétiens, et l'Emir, bientôt rebuté, se retira après une campagne manquée comme la première. Les algarades chrétiennes continuèrent à désoler la frontière, et Mohammed sollicita de la Castille une trève de huit mois qui lui fut accordée. Cependant, la santé de l'Emir empirait chaque jour. Jaloux d'assurer le trône à son fils, Mohammed envoya l'ordre de mettre à mort son frère Youssouf, qu'il retenait captif à Salobreña. L'alcalde, au moment où il reçut cet ordre, était à jouer aux échecs avec son prisonnier, à qui sa douceur avait gagné le cœur de ses geôliers. En lisant la fatale dépêche, l'alcalde se troubla, et n'osa en faire part au prince; mais Youssouf devina à son trouble de quoi il s'agissait: « Est-ce ma tête qu'on te demande? » dit-il à l'alcalde; celui-ci, pour toute réponse, lui tendit la lettre de son frère. Youssouf réclama seulement quelques heures pour dire adieu à ses femmes; mais le messager de mort déclara que l'exécution ne pouvait se retarder, car l'heure de son retour était fixée d'avance. « Eh bien, répliqua Youssouf, achevons du moins la partie; » mais l'alcalde était tellement troublé qu'il avançait ses pions au hasard, et que Youssouf fut obligé de l'avertir de ses erreurs. La partie ne s'acheva pas, toutefois: des cavaliers, venus de Grenade à bride abattue, saluèrent Youssouf Emir, en lui annonçant la mort de son frère. En passant ainsi de l'échafaud au trône, le prince musulman resta maître de lui comme il l'avait été en face du supplice. Doutant encore de sa fortune, il s'achemina

vers Grenade, où il fut reçu aux cris de joie du peuple, qui espérait de ses vertus un avenir plus heureux.

Le nouvel Emir fit demander une prolongation de la trève ; l'infant y mit la dure condition que Youssouf se déclarât vassal de la Castille, et sur son refus, on se prépara à la guerre. Au printemps de 1410, Fernando entreprit le siége d'Antequera. L'armée musulmane, commandée par un frère de l'Emir, vint camper en vue de l'armée chrétienne; mais l'infant, qui avait eu soin de s'emparer des hauteurs, remporta une victoire signalée. Youssouf, découragé, implora encore une trève de deux ans, qui lui fut refusée, et un dernier assaut livra la ville aux Castillans qui, irrités de sa longue résistance, passèrent au fil de l'épée tout ce qu'ils rencontrèrent les armes à la main.

A peine remis d'une maladie causée par les fatigues du siége, l'infant ouvrit avec la reine les cortès de Valladolid, et leur demanda quarante-huit millions pour continuer la guerre. La confiance qu'inspirait l'infant et les heureux résultats de la dernière campagne décidèrent les cortès à tout accorder. La reine prêta, suivant l'usage, serment que les fonds ne seraient pas consacrés à un autre emploi ; mais à peine eurent-ils été votés que l'infant les demanda à la reine, pour soutenir sa candidature au trône d'Aragon. La reine se fit relever par le pape de son serment, et l'infant dut à ce secours, venu si à propos, son élection à Caspe, et la couronne d'Aragon (1412).

Après le départ de l'infant, la régence avait été partagée entre la reine mère et six conseillers ; mais la sa-

gesse s'était exilée avec Fernando des conseils de la Castille. Livrée au joug d'indignes favorites, la reine n'échappait à leur ascendant que pour retomber sous celui du conseil de régence, dont les discordes agitaient tout le pays. Juan était près d'atteindre quatorze ans, âge fixé pour la majorité des rois, lorsque un matin sa mère fut trouvée morte dans son lit. Le conseil de régence s'empara aussitôt du pouvoir, en s'adjoignant tous les membres du conseil royal sous le dernier règne.

Vers la fin de la régence, la reine avait concédé à un certain Jean de Béthencourt, gentilhomme normand, l'investiture des îles Canaries, qu'il offrait de conquérir à ses frais, pour en faire un fief de la Castille. L'aventurier français, armant à Séville quelques vaisseaux, s'empara de deux des cinq îles, et ouvrit avec la Castille des relations de commerce. L'exemple de la Catalogne et la conquête de Ceuta par le Portugal inspirèrent sans doute cette expédition; mais depuis Béthencourt jusqu'à Colomb, il semble avoir été dans la destinée des monarques castillans de laisser à des étrangers le soin d'étendre et d'enrichir leur empire.

Le conseil de régence, dont les fonctions allaient bientôt expirer, se hâta de conclure les fiançailles du jeune roi avec l'infante Maria, fille du feu roi Fernando d'Aragon; le fils aîné de ce prince, Alonzo, avait déjà épousé la sœur du roi de Castille, et un lien de plus fut encore ajouté à tous ceux qui unissaient les deux couronnes. Juan convoqua à Madrid ses cortès, en 1419, et leur déclara sa résolution de gouverner par lui-même. La France, épuisée par sa longue guerre avec l'Angleterre, et par la démence de son

roi, avait fait réclamer les secours de la Castille. L'Angleterre, déjà maîtresse de la Gascogne, devenait, sous un roi conquérant tel que Henri V, une voisine trop menaçante pour la Péninsule; et une flotte quitta les ports de la Biscaye pour aller rallier la flotte française, et croiser avec elle sur les côtes de l'Angleterre.

Cependant, la faveur de don Alvar auprès du jeune roi devenait chaque jour plus marquée, et une liaison familière se changeait peu à peu en influence politique. Toutefois il existait, au sein même de la famille royale, un germe de discorde dans la rivalité des deux infants d'Aragon, don Juan et don Enrique, cousins germains du roi, pourvus par lui de fiefs en Castille. Le conseil, où chacun d'eux avait son parti, subissait leur influence; mais tous, infants, prélats et seigneurs, étaient d'accord pour capter les bonnes grâces d'Alvar de Luna, inséparable du roi, et qui avait la réalité du pouvoir, pendant que ses ministres n'en avaient que l'apparence. L'infant don Juan d'Aragon ayant épousé, en 1420, Blanche, héritière du trône de Navarre, Alvar mit pour la première fois sa bannière au vent, et se montra aux fêtes du mariage avec un cortége de trois cents hommes d'armes.

La chronique d'Alvar de Luna, car il a la sienne comme un souverain, nous révèle en ces termes l'origine de sa faveur : « A ces fêtes, don Alvar se distinguait entre tous par sa bonne grâce : s'il prenait fantaisie au roi Juan II de danser ou de chanter, aucun autre que don Alvar ne pouvait chanter ou danser avec lui ; toutes ses confidences étaient pour don Alvar, et quand le roi se retirait à huis clos pour s'ébattre et se réjouir, don Alvar plaisantait de si

gentille façon que tous en étaient ravis; et si l'on devisait de beaux faits d'armes, c'était encore don Alvar qui en parlait le plus doctement. Quand chacun se mettait à disserter de cas amoureux, don Alvar les savait déduire si plaisamment, que tous, et le roi avant tous, s'émerveillaient à l'ouïr. Et quant à ses amours, il s'y déportait avec tant de loyauté et de secret, qu'il en était chéri des dames et demoiselles, et les plus hautes, même sans le voir, s'enamouraient de lui, en oyant parler de ses mérites..... »

Cependant la cour était toujours divisée entre les deux infants d'Aragon; pendant l'absence de son frère, alors en Navarre, don Enrique résolut de s'emparer, à main armée, de la personne du roi. Juan se trouvait alors à Tordesillas : l'infant, à la tête de trois cents hommes d'armes, vint cerner le palais de grand matin, enfonça les portes, et arriva ainsi à la chambre où le roi dormait, Alvar couché à ses pieds, poste de haute faveur que lui enviaient tous les grands, et qui avait été l'origine de sa fortune. Toute résistance était inutile, et Alvar fit comprendre au roi qu'il n'y avait plus qu'à céder. Ses conseillers furent remplacés par des partisans de l'infant; mais pour gagner le frivole monarque, on lui laissa son bien-aimé Alvar, que l'on fit entrer dans le conseil. L'infant resta maître du gouvernement, et partit, traînant à sa suite le roi, retombé en tutelle, et destiné à n'en jamais sortir. Ainsi se termina, sans une goutte de sang versé, cette révolution de palais qui promettait à la Castille un long avenir de discordes.

L'infant don Juan d'Aragon, informé des événements de Tordesillas, arma sur-le-champ ses vas-

saux, afin de délivrer le roi; mais don Enrique parvint à faire interdire à son frère le séjour de la cour par Juan II, auquel il dictait ses réponses et jusqu'à l'air de son visage. Toutefois, Juan supportait impatiemment le joug qui pesait sur lui. Don Enrique ne le quittait pas de toute la journée; mais, un matin que l'infant s'était oublié au lit, Alvar fit partir le roi avec quelques seigneurs, faucons au poing, comme s'ils allaient à la chasse. Les fugitifs, marchant sans s'arrêter, passèrent, au péril de leur vie, le Tage, gonflé par les pluies; et, changeant de chevaux, ils poussèrent le même jour jusqu'au château de Montalban, où ils trouvèrent un asile.

Dès le lendemain, l'infant don Enrique, avec une petite armée, était sous les murs du château. La place était forte, mais les vivres manquaient à la garnison. Les assiégeants avaient fermé toutes les issues; mais, en loyaux rebelles, ils laissaient passer chaque jour, pour la table du monarque, un poulet, un pain, et une mesure de vin. Tout l'appareil d'un siége fut dressé autour du château; mais on s'abstint de combattre, par respect pour la personne royale. Les gens des villages voisins, à qui Juan II avait fait demander des renforts, accoururent à l'appel de leur souverain; mais l'infant sut persuader à ces hommes simples que le roi était captif dans le château, et qu'il venait comme eux pour le délivrer. L'erreur, toutefois, ne pouvait durer longtemps; Alvar de Luna informa l'infant don Juan d'Aragon de la captivité du roi, et celui-ci se hâta d'accourir. L'archevêque de Tolède vint à son tour avec quatre cents hommes d'armes, et don Enrique se décida enfin à lever le siége. Le 23 décembre, le roi sortit de sa prison et

se livra comme un enfant à la joie de se sentir libre. Exploitant sans pudeur le service qu'il avait rendu, don Enrique dicta ses conditions et remplaça tous les conseillers du parti de son frère. L'infant tenait à ne pas quitter la personne royale; mais Alvar parvint, à force d'adresse, à l'éloigner de la cour, et régna dès lors sans rival sur l'esprit de son maître. Guidé par les habiles conseils du favori, qui mettait à cacher son crédit le soin que d'autres auraient mis à le montrer, Juan II résolut d'en finir avec don Enrique par un coup de vigueur. L'infant s'était hasardé à venir à Madrid avec un sauf-conduit du roi; celui-ci le fit jeter en prison et confisqua ses fiefs, qui passèrent entre les mains de son frère. Restait à récompenser le dévouement d'Alvar de Luna : le roi lui avait déjà donné Ayllon et Gormaz, avec le titre de comte; il y joignit l'épée de connétable avec plusieurs riches fiefs qui firent de lui le plus puissant des seigneurs du royaume.

En 1425, la naissance d'un prince, qu'on nomma don Enrique, vint combler de joie le roi et le pays. Juan II, assemblant ses cortès, leur fit reconnaître pour héritier du trône cet enfant à peine né. Cependant, le roi d'Aragon, Alonzo V, s'apprêtait à réclamer, les armes à la main, la liberté de son frère Enrique. Mais le roi de Navarre, Charles le Noble, dont le règne insignifiant tient si peu de place dans l'histoire, étant venu à mourir, l'infant don Juan d'Aragon, son gendre, fut proclamé roi de Navarre. Ainsi, la maison de Castille, d'où était sorti Fernando d'Aragon, se trouva siéger à la fois sur trois des trônes de la Péninsule, et l'on put dès lors prévoir le jour où les trois couronnes n'en feraient qu'une seule.

Le roi de Navarre s'entremit auprès de son frère l'Aragonais, et la paix fut enfin conclue entre les deux rois. Juan II, à la prière d'Alvar, rendit la liberté à don Enrique, par une clémence qui devait coûter cher au repos de la Castille.

Le trésor royal était épuisé : la plus urgente de toutes les réformes, c'était de mettre fin aux folles prodigalités d'un monarque dont chacun exploitait la faiblesse. Les sommes dépensées en faveurs de toute espèce, depuis la mort de don Enrique, montaient à vingt millions par an. Les cortès, à qui Juan venait encore d'en arracher trente-huit, sous prétexte de faire la guerre aux infidèles, supplièrent le roi de s'engager à n'octroyer jusqu'à l'âge de vingt ans aucune concession de rentes ni de domaines; mais ce décret, à peine rendu, fut oublié aussi vite que les plaintes des cortès.

Bientôt l'infant don Enrique et les deux rois d'Aragon et de Navarre organisèrent une ligue contre le favori don Alvar. Peu à peu toute la noblesse de Castille se trouva dans le camp opposé à celui de son roi, faible enfant qui, malgré ses vingt-trois ans, semblait destiné à ne jamais arriver à l'âge d'homme. La ligue supplia le roi d'éloigner de lui le connétable; dans sa perplexité, le roi consulta un moine franciscain, qui lui conseilla de remettre, comme en Aragon, l'affaire au jugement d'arbitres, et Juan adopta cet expédient. Après de longs débats, les arbitres rendirent à l'unanimité une sentence qui bannissait le connétable de la cour pour un an et demi.

Du reste, aucun grief ne fut articulé contre lui, aucun abus de pouvoir ne lui fut reproché, et son

immense crédit fut le seul crime dont ses amis ne purent l'absoudre. Ce ne fut pas sans un regret profond que don Juan consentit à l'éloignement de son favori ; rancunier comme toutes les âmes faibles, il en conserva un vif ressentiment contre les auteurs de l'exil du connétable. Alvar cependant, retiré dans son fief d'Ayllon, y maintenait avec le roi une correspondance assidue, et gouvernait encore la Castille du fond de son exil. Son absence avait déchaîné toutes les ambitions des grands qui se disputaient son héritage; l'anarchie régnait d'un bout du royaume à l'autre, le sang coulait chaque jour dans des rixes acharnées, et grands ou petits, tous répétaient que « le conné« table avait quitté la cour pour le malheur de la « Castille, et que rien n'allait plus depuis qu'il « était parti. » Bientôt, tout le monde se trouva d'accord pour prier le roi de rappeler son favori. Quelque charmé que fût Juan de cette requête, il se donna le plaisir de faire désirer son consentement à la chose qu'il souhaitait le plus au monde. Alvar à son tour feignit la plus vive répugnance à revenir à la cour, et prétendit que « le roi, avec des conseillers aussi éclairés que le roi de Navarre et l'infant, ne devait pas avoir besoin de ses services. » Juan insista encore, Alvar persévéra dans son refus, et ce ne fut que sur les instances réitérées de tous les grands, qu'il se laissa faire violence et consentit enfin à quitter son exil. Sa chronique nous décrit la pompe de son cortége, l'accueil empressé de ses anciens rivaux, et la joie sincère du roi qui lui jeta ses bras au cou, et le tint embrassé quelques instants sans pouvoir parler. Une fois rentré à cette cour où sa place était restée vacante, le connétable eut bientôt

repris tout son empire. L'infant don Enrique reçut l'ordre d'aller garder la frontière d'Andalousie, et dut obéir, malgré sa répugnance. Bientôt ce fut le tour du roi de Navarre : « Il n'est pas bon qu'en un « royaume il y ait deux rois, » répétait souvent Alvar, et le Navarrais, rappelé d'ailleurs par ses sujets, se décida à regret à quitter la Castille (1428).

Depuis longues années, nous avons perdu de vue l'Emirat de Grenade, tributaire de la Castille. Le pacifique Emir Youssouf, mort en 1423, avait eu pour successeur son fils Muley Mohammed. Celui-ci avait imité la politique de son père, en mendiant l'appui des Emirs de l'Afrique et des rois chrétiens de la Péninsule. Invisible au fond de son Alcazar, méprisé de ses alliés, détesté de ses sujets, son trône était acquis d'avance à quiconque oserait s'en emparer. Un de ses cousins, nommé Mohammed *el Zakir* (le petit), se mit à la tête du peuple soulevé, força les portes de l'Alcazar, en laissant à peine à Muley le temps de s'échapper, et se fit proclamer Emir à sa place. Tandis que Muley trouvait un asile à Tunis, ben Zerag, son wazyr favori, et quarante notables de Grenade en cherchaient un à la cour de Castille. Juan II fit bon accueil à ces proscrits, et leur offrit de rétablir leur maître sur le trône. Ben Zerag fut envoyé à Tunis pour inviter l'Emir africain à soutenir le prince déchu, qui repassa bientôt le détroit à la tête d'une armée. A peine débarqué, il fut aussitôt reconnu par Alméria: el Zakir envoya contre lui son frère avec sept cents cavaliers dont la moitié désertèrent en chemin. Muley se laissant aller à sa fortune, se mit en marche vers la capitale, entouré d'un cortége qui grossissait à chaque pas : rappelé dans Gre-

nade par ce même peuple qui avait salué sa chute, il y rentra en triomphe, pendant que el Zakir se fortifiait dans l'Alhambra ; assiégé dans ce dernier asile, l'usurpateur fut livré par ses propres soldats. Muley lui fit sur-le-champ trancher la tête, et resta maître paisible du trône, et plus dépendant que jamais du roi chrétien auquel il devait sa couronne (1428).

Le connétable, cependant, régnait toujours en Castille sous le nom de Juan II: les premières dignités de l'État étaient pour ses créatures, et les fils des plus nobles familles se disputaient les emplois de sa maison. Mais avec son crédit se réveillèrent les haines assoupies un instant par sa disgrâce. Le roi de Navarre, moins roi dans ses États qu'il ne l'était en Castille, brûlait déjà d'y rentrer, et intriguait contre Alvar qui l'en tenait éloigné. Bientôt une ligue se forma entre tous les anciens ennemis du connétable pour forcer le roi de Castille à congédier l'homme que sa faveur opiniâtre désignait à leur haine. Le 23 juin 1429, les rois d'Aragon et de Navarre franchirent la frontière, et le connétable vint camper en face d'eux avec deux mille hommes d'armes, dans une très-forte position. Tout se disposait pour la bataille, lorsque le légat du pape sépara les deux armées en se jetant entre elles le crucifix à la main. La reine Maria, femme de Juan II, et sœur du roi d'Aragon, sut si bien faire qu'elle décida ses deux frères à la retraite. Le roi de Castille, qui s'avançait avec le gros de son armée, poursuivit les fugitifs jusqu'à la frontière aragonaise qu'il dévasta, sans pouvoir les décider à accepter la bataille.

De retour à Burgos, le roi s'occupa de dresser avec son conseil son plan de campagne pour l'année

suivante, et demanda cent millions pour les frais de la guerre. Les cortès n'en accordèrent que quarante-cinq, et l'on se décida, pour compléter la somme, à saisir l'argenterie des églises. Le clergé s'exécuta de bonne grâce, et ce singulier impôt, levé par voie d'emprunt, rendit une assez forte somme. Les rois de Navarre et d'Aragon, inquiets de ces préparatifs, demandèrent la paix, et le roi de Portugal offrit sa médiation; mais ses efforts échouèrent devant l'obstination de Juan. Le printemps approchait, et le roi tenait ses troupes concentrées à Soria, sur la frontière d'Aragon; sa flotte était prête à partir de Séville, et ce règne si pâle commençait à prendre couleur. La Castille mettait enfin sur pied une armée digne d'elle, et réunissait dix mille chevaux et quarante mille fantassins. Le roi d'Aragon, malgré tous ses efforts, n'avait pu rassembler que trois mille lances et huit mille hommes de pied; il se résigna donc à demander une trêve, Juan l'accorda pour cinq ans, et la nouvelle en fut accueillie avec joie dans les deux pays (1430).

Pour utiliser ses armements, le roi songea à les tourner contre l'Emirat : il se mit en marche, précédé du connétable, qui s'avança jusqu'à Loja, en laissant après lui une longue trace de sang et de ruines. Toute la population musulmane, saisie de terreur, quitta les lieux ouverts pour se réfugier dans les villes. Juan hésitait à marcher sur Grenade, lorsqu'un transfuge mozarabe vint lui promettre qu'un parti nombreux se joindrait à lui, s'il se présentait sous les murs de cette ville. Juan se décida enfin, et la bannière du Christ flotta bientôt sous les murs de la capitale ennemie. L'Emir, surpris par cette brusque

attaque, s'était jeté dans la ville, avec quelques milliers de chevaux; et, en armant seulement vingt mille hommes sur l'innombrable population qui s'y pressait, il put braver en paix les attaques des chrétiens. L'heure n'était pas venue, en effet, pour la chute du dernier empire musulman sur le sol de la Péninsule : l'Emirat, malgré toutes ses pertes, n'avait pas assez souffert pour qu'un seul coup pût l'achever; il fallait pour cela un demi-siècle encore de lutte, et les forces de la Castille et de l'Aragon réunies. Ce n'était pas assez de la moitié de l'Espagne pour vaincre Grenade!

Les promesses du transfuge n'étaient point mensongères: un prince du sang royal, Youssouf ben Alahmar, fit offrir au roi de Castille de se réunir à lui avec huit mille hommes bien armés, s'il voulait lui assurer le trône. Juan s'empressa d'accepter cette offre, et Youssouf, fidèle à sa promesse, vint lui baiser la main à la tête de ses huit mille cavaliers. Les chrétiens étaient campés près de la *Sierra Elvira*, au nord de Grenade : les assiégés, dans une sortie désespérée, vinrent en masse attaquer le camp chrétien; le grand maître de Calatrava soutint avec un rare courage le premier effort des Grenadins. Après des prodiges de valeur, les Maures finirent par s'enfuir, en laissant le champ de bataille couvert de cadavres (1431). Cette défaite frappa de découragement l'Emir et sa capitale. Sous un autre prince que Juan II, l'invasion chrétienne, après cet heureux début, eût pris racine devant les murs de Grenade, et ne les eût pas quittés avant d'y avoir vu flotter la bannière du Christ; mais de semblables pensées étaient trop hautes pour l'âme de don Juan : il se

contenta de ravager le pays à quatre lieues à la ronde, et un désert fait de main d'homme s'étendit sur le riche bassin du Xenil; œuvre de dévastation systématique qui, poursuivie pendant un demi-siècle, devait, dans un temps donné, consommer la ruine de Grenade.

L'indiscrète faveur que le roi témoignait au connétable avait mécontenté tous les nobles, et Juan crut prudent de borner là sa campagne. L'armée castillane s'éloigna avec le regret de voir annuler ainsi tous les résultats de sa victoire. Arrivé à Cordoue, Juan reconnut Youssouf pour Emir de Grenade, et donna aux gardiens de ses frontières l'ordre de l'appuyer. Une foule de villes embrassèrent le parti de ben Alahmar, qui se reconnut pour vassal du roi de Castille, et s'engagea à le servir dans ses guerres avec quinze cents cavaliers. Le nouveau vassal de Juan partit ensuite pour Grenade : Mohammed fut défait dans une sanglante bataille, et ce peuple inconstant, qui n'attendait que le succès pour se décider, se porta en foule au-devant de Youssouf, tandis que son rival allait chercher un asile à Malaga. Youssouf entra dans sa capitale avec six cents chevaux seulement. Proclamé Emir au milieu des cris de joie de la population, son premier soin fut de prêter hommage au roi de Castille; mais au bout de six mois, la mort vint le frapper, et tous les partis se réunirent pour rappeler au trône l'ancien Emir. Pour tous deux, du reste, la nécessité de dépendance était la même; l'Emirat, entre l'Afrique et la Castille, avait cessé de s'appartenir, et Mohammed obtint de Juan une trêve d'un an, au prix du même tribut que son prédécesseur (1432).

Le petit-fils du roi Martin d'Aragon, don Fadrique de Luna, réfugié à la cour de Castille, avait reçu du roi en fief la ville de Cuellar. Mais quiconque avait alors dans les veines une goutte de sang royal, se croyait au-dessus de la loi. Le bâtard d'Aragon complota avec quelques nobles de Séville de s'emparer du château de Triana, et de mettre à sac les comptoirs des plus riches marchands. Cette trame odieuse fut découverte à temps ; le bâtard, dont Juan épargna la vie, par égard pour le sang royal d'Aragon, fut enfermé dans un château où il passa le reste de ses jours. Ses complices furent mis en quartiers, et Séville apprit en tremblant le danger auquel elle venait d'échapper (1433). La même année, le roi tira de sa captivité, qui durait depuis 1369, un fils de Pedro le Cruel, dont la vie tout entière s'était écoulée dans les murs du château de Turiel. Brisé par l'adversité, le malheureux prince, après avoir vu mourir à ses côtés un frère captif comme lui, obtint enfin sa liberté de la pitié de Juan ; on lui assigna pour demeure le château de Coca, avec la faculté de chasser sur tout son territoire, et le reste de cette triste vie s'écoula en paix et en liberté.

Juan avait convoqué à Madrid les cortès du royaume, dont les sessions étaient devenues à peu près annuelles. Les cortès votèrent d'enthousiasme tous les subsides nécessaires, et l'armée franchit la frontière musulmane, et s'empara de quelques places. Pendant que les braves *fronteros* de l'Andalousie soutenaient ainsi la gloire du nom chrétien, le roi allait tenir sur les fonds de baptême un fils du connétable, et portait au comble, par de nouvelles faveurs, l'envie qu'excitait déjà la toute-puissance du

favori. Paix et guerre, lois et finances, rien dans le royaume ne se décidait plus que par son ordre : aucun emploi n'était donné qu'à ses créatures ; ses richesses éclipsaient l'éclat même du trône, et ses ennemis, frappés d'impuissance, attendaient, pour l'attaquer, sa première faute ou son premier revers. Juan, pendant ce temps, partageait ses heures entre la chasse et les plaisirs, heureux de se décharger du fardeau des affaires sur un favori qui ne laissait pas l'autorité royale se rouiller dans ses mains.

Les rois d'Aragon et de Navarre, occupés de leurs guerres en Italie, avaient sollicité de Juan la prolongation de la trève, et grâce à leur absence, la Castille jouissait d'un repos qu'elle ignorait depuis longtemps. Bientôt la défaite et la captivité de ces deux monarques, vaincus par Gênes dans une bataille navale, vint laisser au roi de Castille un champ plus libre encore. Un prince moins insouciant que Juan II eût songé à profiter de cette captivité pour venger tant d'injures ; mais la prompte délivrance des deux rois détourna de l'esprit de Juan toute pensée hostile, et sa sœur, mariée à Alonzo V, fit changer la trève avec l'Aragon en une paix définitive (1436).

L'année suivante, l'arrestation de l'*adelantado* Manrique, coupable d'avoir déplu au favori, répandit dans toute la Castille une sourde agitation. Manrique, s'échappant de sa prison, organisa contre Alvar une ligue plus formidable que la première. La ligue adressa au roi une requète respectueuse où elle lui prouvait que c'était pour son plus grand bien qu'elle avait pris les armes, et le suppliait d'éloigner de lui le connétable. Juan ne répondit aux rebelles qu'en marchant contre eux à la tète de trois mille

hommes d'armes. Mais, ni d'une part ni de l'autre, on n'avait envie de combattre; des pourparlers eurent lieu, et une réconciliation s'opéra, comme la première fois, aux dépens du connétable. On convint que don Alvar serait exilé pour six mois, et qu'on rendrait au roi de Navarre et à l'infant, son frère, tous leurs fiefs confisqués [1]. Le connétable se résigna de bonne grâce à cet apparent exil, et, suivi d'une cour nombreuse, il emporta dans sa retraite le cœur de son roi et le sceptre de la Castille (1439).

Bientôt don Juan, comme pour protester lui-même contre le traité qu'il venait de conclure, se rendit à Salamanque, où il fut rejoint par Alvar. Les ennemis du connétable, pour essayer de le perdre dans l'esprit du roi, adressèrent à Juan un acte d'accusation en règle contre son favori. On lui reprochait de persécuter sans relâche les nobles castillans, de faire battre au nom du roi de la fausse monnaie, de grever sans cesse la Castille de nouveaux impôts, et d'amasser d'immenses trésors qu'il plaçait sur les banques de Gênes et de Venise; de s'approprier les dîmes des églises, et d'obliger les couvents à lui céder leurs domaines; de faire peser sur la maison royale une sorte de terreur, et de bannir de la cour tous ceux qui osaient lui résister; enfin de soumettre le roi à une honteuse dépendance « et de tenir liées par des « sortiléges et actes diaboliques ses facultés corpo- « relles et intellectuelles, de manière à lui dicter ses « actes et jusqu'à ses pensées. » Les cortès du royaume s'assemblèrent à Valladolid, alors au pou-

[1] Ce double exil du connétable rappelle d'une manière frappante celui du cardinal Mazarin, deux siècles plus tard.

voir de la ligue, comme la plupart des cités de la Castille ; mais, au milieu de ces graves événements, le frivole monarque semblait n'avoir qu'une pensée, c'était de monter la maison de son fils don Enrique, et de célébrer les noces de ce prince avec la fille du roi de Navarre. Des fêtes somptueuses firent trève un instant aux querelles des partis, et vinrent ajouter aux charges qui pesaient déjà sur la Castille. Bientôt l'infant, prince faible et mobile, se laissa persuader d'abandonner le parti de son père pour se joindre aux mécontents. Une guerre d'escarmouches commença entre les confédérés et le connétable, et les premiers eurent le dessous dans toutes les rencontres. Le roi de Navarre se joignit à la ligue, à la tête de treize cents lances, et marcha au-devant du roi. Une bataille semblait imminente ; mais dans cette Castille, toujours loyale dans sa rébellion même, lever l'épée contre son roi était une extrémité devant laquelle reculaient les plus hardis. On pouvait bien lui désobéir, lui prendre une à une toutes ses villes, s'emparer même de sa personne, et régner en son nom ; mais se trouver en face de lui sur un champ de bataille était pire qu'un crime, c'était un sacrilége !

Juan se trouvait alors à Medina del Campo avec le connétable. Un coup de main mit la ville et le roi au pouvoir des rebelles ; Juan uniquement occupé de sauver Alvar, lui envoya l'ordre de s'éloigner sans combattre, et certain d'avance que sa propre vie ne courait aucun danger, il n'hésita pas à se mettre au pouvoir des mécontents (1441). Révoltés à genoux, ceux-ci exigèrent de leur souverain, avec les marques du plus profond respect, qu'il éloignât de sa cour

toutes les créatures de don Alvar. Aux termes du traité qu'il firent signer à Juan, le connétable ne devait pas voir le roi de six ans, ni lui envoyer aucun message; il devait rester tout ce temps dans un de ses fiefs, et livrer comme otages son fils aîné et neuf de ses châteaux. Tous les emplois et faveurs accordés depuis trois ans devaient être soumis à une révision sévère; enfin, les troupes levées par les confédérés, l'ayant été pour le service du roi, devaient être soldées par lui. Telle est l'analyse de ce traité, où l'on ne parle que de la volonté du roi, tout en la violentant, et où jamais monarque n'a été plus respectueusement dépouillé de tous ses droits.

Alvar, laissant passer l'orage, s'était retiré dans son fief d'Escalona, s'en remettant à ses ennemis du soin de lui ménager son retour. Quant à Juan, son cœur était toujours à Escalona avec le connétable, à qui son propre exil pesait peut-être moins qu'au roi. Enfin, la femme de don Alvar étant accouchée d'une fille, Juan partit avec la reine pour Escalona, où il tint sur les fonts l'enfant de son favori. Cette démarche imprudente aigrit contre lui le roi de Navarre et son frère; forcé de rentrer sous le joug qu'il avait voulu briser, Juan dut encore chasser plusieurs de ses officiers; sans cesse entouré de gardes, il ne pouvait plus ni sortir de son palais, ni recevoir personne; sa chambre même était occupée par des soldats, et ses geôliers se relayaient pour ne le laisser seul un instant, ni le jour, ni la nuit.

Le bruit de la captivité du roi se répandit dans le royaume, et toutes les âmes loyales s'émurent de ces indignes traitements. Le prince royal, plus faible que méchant, se laissa ramener et écrivit aux nobles et

aux cités du royaume pour les engager à affranchir leur souverain d'une indigne dépendance. A l'appel de l'héritier de la couronne, le connétable et ses partisans accoururent en foule, et trois mille lances et quatre mille fantassins se réunirent sous la bannière de l'infant. Les confédérés, résolus de faire tête à l'orage, sortirent de Tordesillas, en traînant à leur suite le roi prisonnier, et se dirigèrent vers Burgos, à la tête de deux mille lances. Bientôt les deux armées se trouvèrent en présence; mais dans cette étrange guerre civile, on ne demandait qu'un prétexte pour ne pas combattre, quelques religieux s'entremirent pour empêcher le sang de couler, et la supériorité de force du parti royaliste décida à la retraite le roi de Navarre et ses alliés (1444).

Tout à coup le roi, sous prétexte d'une partie de chasse, s'échappa du château où on le retenait, et eut bientôt rejoint son fils et son armée sous les murs de Palencia. Les confédérés, sentant leur cause perdue, ne songèrent plus qu'à pourvoir à leur sûreté; le roi de Navarre s'en retourna dans ses États, et le prince royal, se mettant à la poursuite de l'infant don Enrique, le força de chercher un refuge dans Lorca. Doublement heureux d'avoir retrouvé sa couronne et son favori, Juan employa quelques jours à fêter sa délivrance; mais apprenant que le roi de Navarre venait de rentrer en Castille, il s'achemina vers Burgos, en levant des troupes de toutes parts. Les confédérés armèrent aussi de leur côté; mais depuis que le roi et son fils marchaient sous la bannière royale, la Castille s'y trouvait avec eux, et la cause des rebelles était vaincue d'avance. Les deux armées se rencontrèrent près d'Olmedo, le 19 mai 1445; de

part et d'autre, on combattit avec courage, et la victoire fut longtemps indécise; mais enfin, les troupes du Navarrais commencèrent à plier, et une charge vigoureuse décida leur fuite. Une foule de nobles furent faits prisonniers, sans compter ceux qui restèrent sur le champ de bataille. Mais ce qui valait pour Juan plus qu'une victoire, ce fut la mort de l'obstiné rebelle, don Enrique d'Aragon, qui, s'échappant la nuit d'Olmedo, mourut en chemin d'une blessure envenimée par la fatigue. La royauté, si longtemps humiliée, prit enfin sa revanche : la plus riche des dépouilles de l'infant, la grande maîtrise de Santiago fut donnée au connétable, blessé pendant le combat, et Juan s'empara de toutes les places qui tenaient encore pour les rebelles.

Cette même année fut marquée par la mort de la reine douairière de Portugal, Leonor, réfugiée en Castille. Elle y mourut empoisonnée, disent les ennemis d'Alvar, par le connétable, à la prière du régent portugais don Pedro. On attribua aussi à Alvar, et sans plus de preuves, la mort de la reine Maria de Castille qui eut lieu peu de temps après. Sœur, comme Leonor, du roi d'Aragon, Maria fut peu regrettée de Juan dont elle avait trahi la cause pour servir celle de ses frères. Alvar, comptant sur la légèreté de son maître, trama pour lui un nouveau mariage avec la princesse Ysabel, fille de l'infant don Juan de Portugal. Le roi aurait préféré la fille aînée du roi de France; mais le connétable sut si bien se rendre maître de ses volontés, que force fut à Juan de subir cette alliance[1]. « Or, depuis long-

1. Suivant le Bachelier (Lettre 95), le roi dit en confidence à un de ses

temps, nous dit sa chronique, Juan, au fond du cœur, avait cessé d'aimer son favori, et la violence que celui-ci faisait à ses penchants accrut encore sa désaffection; toutefois, entouré des créatures d'Alvar, il dut cacher sa répugnance, et l'autorité du connétable parut mieux affermie que jamais[1].»

Le règne de Mohammed *le Gaucher* venait de se terminer par une insurrection : un des neveux de l'Emir, Osmyn *el Ahnaf* (le boiteux), s'était emparé de l'Alhambra, avait fait prisonnier son oncle, déchu pour la troisième fois du trône pendant un règne de treize ans, et s'était fait proclamer Emir à sa place. Un autre concurrent au trône, ben Ysmaïl, réfugié à la cour de Castille, s'assura l'appui de Juan II, en le reconnaissant pour son suzerain. Un corps de cavalerie chrétienne passa la frontière avec Ysmaïl, mais l'usurpateur, s'alliant avec les rois d'Aragon et de Navarre, attaqua la Castille par le midi, tandis qu'ils l'envahissaient par le nord (1446). Indifférent à ce double danger, Juan n'était occupé que des fêtes de son mariage. Sa rancune contre Alvar ne l'avait point empêché de trouver l'infante de son goût; bientôt il fut d'accord avec elle pour perdre le favori auquel elle devait sa couronne. Une trêve de six mois, conclue avec l'Aragon, le laissa libre de réaliser son projet, que tout semblait favoriser; car le roi de Na-

familiers : « Je me marierai, puisque le connétable a fait le mariage; mais « il met en Castille quelqu'un qui finira par l'en chasser. »

1. « Et ce qu'on aura peine à croire, c'est que, même dans ses jouissances corporelles, notre seigneur roi se mettait tellement à la discrétion du connétable, que, jeune et dispos comme il l'était, et ayant pour sa femme une princesse jeune et jolie, le roi, si le connétable le lui avait défendu, n'aurait pas osé aller dormir avec elle (Guzman, *Cron. de Juan II*).»

varre venait de s'allier à l'infant de Castille contre le connétable, dont le joug était devenu aussi lourd au pays qu'au monarque lui-même.

L'Emir de Grenade, Osmyn, harcelait toujours la frontière de Murcie, et le connétable partit pour la défendre. En passant par Tolède, il imposa à la ville un emprunt d'un million de maravédis. Vainement les notables le supplièrent de respecter leurs priviléges, Alvar resta sourd à leur sprières. Les Tolédans, poussés à bout, coururent aux armes, et fermèrent aux troupes du roi les portes de leur cité. Un marchand d'outres, le plus ardent moteur de la sédition, devint en quelque sorte le roi de Tolède, et toute autre autorité que la sienne y fut un instant suspendue[1]. Mais bientôt, embarrassés de leur révolte, les Tolédans traitèrent avec Sarmiento, gouverneur de l'alcazar et ennemi juré du connétable. Celui-ci s'engagea par serment à n'ouvrir les portes au roi que quand don Alvar serait chassé de la cour. Puis, une fois maître de la ville, il fit jeter en prison les bourgeois les plus riches, sous prétexte qu'ils voulaient la livrer au roi; et, leur arrachant par la torture l'aveu de leur prétendu crime, il les fit périr sur l'échafaud, et confisqua tous leurs biens (1449). Le roi s'étant présenté sous les murs de Tolède, Sarmiento dicta à son maître des conditions tellement dures, que Juan commença sur-le-champ le siége. Il fit sommer la place de se rendre, et pour toute réponse on lui envoya des boulets, accompagnés de railleries grossières. Cependant une sortie que tentèrent les assiégés

1. On trouva plus tard, dit la chronique, ces mots gravés sur une pierre : « *Soplar el odrero, y alborotar se Toledo* (Le marchand d'outres n'a « qu'à souffler, et Tolède se soulève). »

fut repoussée, et Sarmiento, découragé, livra la ville à l'infant don Enrique, qui, se réconciliant avec son père, finit par lui rendre Tolède. La ville, lasse d'une rébellion qui lui coûtait si cher, reçut avec transport son roi légitime[1]. Une amnistie fut publiée, et le prince, se réunissant à son père contre ses anciens alliés, porta la guerre avec lui dans les États du roi de Navarre, juste châtiment de tant de perfidies.

Au milieu de ces guerres et de ces intrigues, l'infante Ysabel, dont le règne devait inaugurer pour la Péninsule une ère nouvelle, naissait a Madrigal le 23 avril 1451[2]. Le roi, cependant n'avait plus qu'une pensée, celle de secouer le joug de son ancien favori. Avec la fausseté ordinaire aux âmes faibles, il comblait don Alvar de caresses, en attendant que l'occasion suppléât au courage qui lui manquait pour le faire arrêter. Longtemps il chercha, sans le trouver, un serviteur assez dévoué pour se charger de ce soin; mais enfin, Pedro de Estuñiga, l'ennemi mortel du connétable, promit de le saisir mort ou vif. Mais le grand maître, toujours sur ses gardes, était difficile à prendre au dépourvu. Un instant il eut la sage pensée de quitter la cour; mais aveuglé par cette sorte d'infatuation qui perd les hommes gâtés par

1. Voir aux Pièces justificatives, n° II.

2. C'est une chose étrange que l'incertitude qui règne sur un événement aussi important que l'est la naissance d'Ysabel. Clemencin a recueilli avec un soin éclairé tous les témoignages à ce sujet (Voyez les *Mém. de l'Acad. de Madrid*, t. VI, p. 56). L'accord de Palencia, de Pulgar et de la chronique de Juan II nous semble décisif en faveur de l'an 1451; on est moins d'accord sur le jour de la naissance, que Clemencin fixe au 22 avril. Quant à la patrie d'Ysabel, bien que quelques historiens la fassent naître à Madrid, c'est à Madrigal qu'appartient l'honneur d'avoir donné le jour à cette grande reine.

la fortune, il résolut de faire tète à l'orage, et de rester auprès du roi, en dépit de la haine que celui-ci laissait percer à travers ses caresses. La cour se trouvait alors à Burgos, et Juan, par un dernier retour d'amitié, conseilla à son favori de se retirer dans ses terres; Alvar s'y refusa, pour son malheur, et bientôt arriva à Burgos Estuñiga, avec une centaine de lances qui se logèrent dans le château, sans qu'Alvar en prît aucun ombrage. Il s'agissait maintenant de s'emparer de la personne du connétable : au moment d'agir, le lâche monarque sentit le cœur lui manquer, et voulut renvoyer Estuñiga ; mais celui-ci, qui jouait sa tête, ne voulut pas l'avoir jouée pour rien : il déclara se charger de tout, pourvu que le roi lui donnât l'ordre écrit d'arrêter le grand maître, et de le tuer s'il résistait, et l'ordre signé fut remis à Estuñiga.

Le mercredi 3 avril 1453, à l'aube du jour, Estuñiga, avec ses hommes d'armes, vint se poster devant l'hôtel du connétable. Celui-ci, informé du danger, se hâta d'endosser sa cotte de mailles, et de se préparer à la défense, car l'hôtel, fortifié de longue main, était en état de soutenir un siége. Les troupes rangées devant la porte, poussèrent le cri de guerre du pays : « Castille, et liberté pour le roi ! » Don Alvar, à demi vêtu, se mit à la fenêtre, et une flèche vint aussitôt percer le vitrage où il s'appuyait. Alvar s'étant retiré, ses gens firent feu sur ceux d'Estuñiga, et en blessèrent plusieurs, sans que ceux-ci, sur l'ordre exprès du roi, se permissent de riposter. Bientôt le roi en personne se montra sur la place, et fit donner au connétable, qui se tenait à cheval et armé de toutes pièces derrière sa porte fermée,

l'ordre de se rendre prisonnier. De longs pourparlers eurent lieu : le connétable, avant de se rendre, exigea la promesse, écrite de la main du roi et scellée de son sceau, « qu'il ne lui serait fait aucun mal. » Le roi y consentit et signa un sauf-conduit où il donnait à Alvar sa parole royale que « ni dans sa personne, ni dans ses biens, il ne recevrait aucune injure ni dommage, *ni rien qui fût fait contre justice ;* » et Alvar se décida enfin à se rendre.

Une fois maître du connétable, le roi courut à l'église remercier Dieu du succès de son entreprise. Alvar demanda à parler au roi ; mais Juan lui fit rappeler le conseil, que lui-même lui avait donné, de ne jamais consentir à une entrevue avec ceux qu'il faisait arrêter. Puis, avec une basse avidité, le roi se fit apporter les clefs des coffres du connétable, et fit enlever en sa présence l'or et les pierreries qu'ils contenaient. Quant au fils de don Alvar, il fut assez heureux pour s'échapper, et rejoindre sa mère à Escalona. Le roi ne tarda pas à quitter Burgos, traînant à sa suite son prisonnier. Arrivé à Valladolid, Juan se hâta de faire instruire le procès de son ancien favori ; douze jurisconsultes furent choisis dans le conseil pour lui chercher des crimes. Durant cet intervalle, le roi s'emparait en personne de tous les châteaux du connétable, et recueillait les débris de cette fortune, la plus haute qu'un sujet eût jamais possédée. Escalona seul osa résister, et le roi fut réduit à lever honteusement le siége. De retour à Valladolid, Juan ne songea plus qu'à presser le procès d'Alvar. La sentence ne se fit pas attendre : les juges, auxquels on demandait un arrêt de mort, le rendirent à l'unanimité. Le connétable, « comme

« usurpateur de la couronne royale, et spoliateur « de ses revenus, fut condamné à être égorgé (*de-* « *gollado*) et à avoir ensuite la tête coupée, et expo- « sée au bout d'une lance, afin de servir d'exemple à « tous les grands du royaume. »

Aussitôt la sentence rendue, le roi envoya à Estuñiga l'ordre d'amener à Valladolid son prisonnier, et fit dresser un échafaud au milieu de la place. Le connétable se mit en route sous bonne escorte, sans être informé de son arrêt. Chemin faisant, on lui fit rencontrer, comme par hasard, un moine qui avait reçu mission de le préparer à la mort, et qui le fit avec beaucoup de ménagement et de pitié. Alvar entendit sa sentence avec courage, et les seuls mots qu'il prononça furent ceux-ci : « Béni soit le « Dieu qui régit les choses du ciel et de la terre ! » Arrivé à Valladolid, on le mena, par un raffinement de cruauté, passer la nuit dans la maison d'une de ses victimes ; la veuve et les enfants du défunt l'assaillirent de malédictions, et le connétable se sentit plus ému de ces reproches que de l'arrêt de mort qui l'avait frappé.

« Le lendemain matin, dit la chronique de Juan II, apres avoir entendu la messe et reçu le corps de Notre-Seigneur, don Alvar demanda à boire, et on lui apporta du vin dont il prit un verre. Et quand ce fut fait, il monta sur une mule, et le héraut marchait devant, en criant à haute voix : « Ceci est la jus- « tice que mande faire le roi à ce cruel tyran et usur- « pateur, en peine de ses méchancetés. » Arrivé au pied de l'échafaud, le prêtre l'exhortant toujours à mourir en bon chrétien, il descendit de sa mule, et montant les degrés, il vit un tapis étendu et un cro-

chet de fer fixé dans un pieu de bois; aussitôt, il s'agenouilla et adora la croix, puis se relevant, il se promena deux fois le long de l'échafaud, et donna à un page son anneau, en lui disant : « Prends le der-« nier don que je puisse faire à quelqu'un ici-bas. » La place tout entière et les fenêtres étaient remplies d'une foule de gens, venus pour assister à ce spectacle, et tous fondaient en larmes en le voyant. Apercevant un des serviteurs du prince royal, Alvar l'appela par son nom : « Va dire à ton maître, lui « cria-t-il, que quand il sera roi de Castille, il récom-« pense mieux ses serviteurs que son père ne fait des « siens. » Il voulut s'assurer par lui-même si le couteau était assez affilé, et pria l'exécuteur de le bien et prestement dépêcher. Il s'informa ensuite « pour-« quoi ce crochet était là ? — Pour y fixer votre tête, « lui répondit-on, lorsqu'elle sera séparée du corps. « — Quand j'aurai le cou coupé, répliqua-t-il, on « pourra faire de ce misérable corps ce que l'on « voudra. » Il dégrafa lui-même le collet de son pourpoint, et s'étendit sur l'estrade; le bourreau vint lui demander pardon, puis il lui enfonça son couteau dans la gorge, et décollant la tête, il la ficha sur le crochet de fer, et la tête resta là neuf jours, et le corps trois. On plaça sur l'échafaud un bassin pour recueillir les aumônes, afin de pourvoir aux frais de la sépulture, et l'on ramassa ainsi une forte somme. Les trois jours passés, le corps fut enterré hors de la ville, dans le cimetière des malfaiteurs; mais il fut enlevé un peu plus tard, et enseveli avec la tête dans une somptueuse chapelle, qu'Alvar avait fait construire pour lui dans la cathédrale de Tolède.

Ainsi mourut de la mort des traîtres cet homme

qui tient tant de place dans les chroniques de l'époque [1], et qui a si vivement remué les imaginations du peuple, facile à éblouir par les grandes prospérités, et à émouvoir par les grandes disgrâces. Comme le cardinal Wolsey, Alvar régna longtemps sous un prince plus facile à gouverner que Henri VIII d'Angleterre; comme Wolsey, il abusa de sa haute fortune, et en fut cruellement puni. La reine de Castille, dotée par lui d'un trône, montra contre lui un acharnement qui ne fait honneur ni à son sexe, ni à son caractère. Le matin de l'exécution, le roi, ébranlé par le souvenir des services rendus par Alvar, appela par deux fois le maître des cérémonies, et lui donna une lettre scellée pour Estuñiga; mais par deux fois aussi, il le rappela en lui disant : « Laissez aller [2]; » et la reine, informée de ces irrésolutions, n'épargna rien pour empêcher qu'il n'accordât la grâce du connétable.

Maintenant, don Alvar méritait-il une mort aussi cruelle? La méritait-il surtout de la part du roi qui, pendant trente-deux ans, n'avait régné, n'avait agi, n'avait pensé que par lui? Non, sans doute ; et l'histoire, tout en hésitant à absoudre le favori, n'hésite pas à condamner le monarque. Le biographe de don Alvar et quelques historiens postérieurs en date ont vainement essayé de réhabiliter sa mémoire ; pour nous, après avoir lu avec soin les pièces de ce grand procès, nous nous en référons au jugement rendu par l'impartial auteur de la chronique de Juan II. « Le con-

[1] Voyez Pièces justificatives, nº 3.

[2] On songe involontairement, en lisant ceci, à Louis XIII, pendant l'exécution de Cinq Mars; mais la comparaison est toute à l'avantage du monarque castillan.

nétable, dit Fernand Perez de Guzman [1], était petit de corps et délicat de figure, bien pris dans ses membres, et plein de dextérité dans tous les exercices du corps ; gracieux et la langue bien pendue, mais dissimulé et plein de feintes et de cautèles. Il fut réputé pour brave, quoiqu'il n'eût guère occasion de le montrer ; mais, le cas échéant, il fit toujours bonne contenance. Étranger et bâtard, adopté par pitié dans la famille des Luna, il tenait fort au lignage et ne se rappelait pas assez l'humble condition de sa mère. Sa puissance fut celle d'un roi. Il en usa sans scrupule, mais non sans grandeur, et s'il fit tort à bien des gens, il pardonna plus souvent encore le tort qu'on lui avait fait. Pareil aux hydropiques qui ne peuvent assouvir leur soif, il ne put jamais assouvir son insatiable avidité : pauvre et dénué de tout lorsqu'il perdit son père, il comptait, le jour qu'il mourut, plus de vingt mille vassaux, et ses rentes se montaient à cent mille *doblas*, sans les cadeaux du roi. Quelque ville ou domaine qui se trouvât à côté de ses possessions, il le lui fallait acquérir ; et ainsi son patrimoine allait s'étendant autour de lui, comme la peste qui gagne de proche en proche. Toutes les dignités de l'Église étaient pour ses parents : c'est ainsi qu'il obtint pour son frère le siége de Séville, puis celui de Tolède, et pour un de ses neveux, presque enfant et qui savait à peine lire, le siége de Compostelle. Pendant les vingt dernières années

[1]. « *Generaciones, semblanzas e obras de los Reyes don Enrique III, don Juan II y de los perlados, y notables caballeros que en los tiempos de estos Reyes fueron.* » L'ouvrage, assez court, se trouve à la fin de la *Chronique de Juan II*, et forme le complément de cette précieuse chronique.

qu'il régna en Castille, aucun emploi ne fut donné sans son aveu. Jaloux de conserver sa privauté avec le roi, si celui-ci montrait de la bonne volonté à quelqu'un, le connétable n'avait rien de plus pressé que de l'éloigner. Soupçonneux par nature, il l'était devenu encore plus par position, et fit rendre au roi force sentences d'exil, de confiscation et de mort, en ayant soin de répartir entre les siens les biens des condamnés. »

Ce portrait, plus exact que flatté, nous semble faire avec équité la part de l'éloge et celle du blâme, dans ce caractère équivoque où le mal, après tout, l'emportait sur le bien. L'usurpation de don Alvar n'eut jamais pour excuse, comme celle d'Almansour, ni la gloire ni le bonheur de la Castille : la tache de bâtardise était sur son caractère comme sur son écu, et l'ambition, trop haute pour une pareille âme, était remplacée chez lui par la basse avidité et l'orgueil d'un parvenu. La veuve du connétable, en apprenant la mort de son époux, rendit Escalona au roi, et obtint de sa pitié la moitié des trésors que renfermait cette place. Juan consentit même, par un remords un peu tardif, à laisser au fils d'Alvar les seigneuries de San Estevan et d'Ayllon, en mémoire des services de son père (1453).

Le faible prince, à peine affranchi d'une tutelle, était déjà retombé sous une autre ; l'évêque de Cuenca et le prieur de Guadalupe avaient remplacé don Alvar dans l'inconstante faveur du monarque. Incapable de supporter le poids des affaires, lassé de la dictature des nobles castillans, qui semblaient avoir triomphé de la royauté en même temps que du connétable, Juan, que minait une fièvre lente, ne de-

mandait que du repos, sans pouvoir l'obtenir. Les Grenadins, en apprenant la prise de Constantinople par les Turks, venaient d'inquiéter encore une fois les frontières. Juan, par un dernier effort, résolut de porter à huit mille lances le chiffre permanent des forces du royaume. Il voulait aussi couper court aux abus de la perception des impôts, en chargeant chaque ville de les répartir et de les lever elle-même; mais la mort ne lui permit pas de donner suite à ces deux sages pensées.

L'union du prince royal avec Blanche de Navarre n'avait pas été bénie du ciel : impuissant de corps et d'esprit, don Enrique n'avait pas d'enfants, et semblait destiné à n'en avoir jamais. Ce mariage, souvent attaqué en nullité, fut enfin dissous par des juges, délégués à cet effet par le Saint-Père [1]. Ce triste et scandaleux procès, présage de l'avenir qui attendait la Castille sous un prince frappé de toutes les incapacités, abreuva de dégoûts les derniers jours de Juan II. Les troubles intérieurs de la Navarre, et l'inquiète humeur de son roi, voué au malheur de la Castille, faillirent interrompre encore une fois le repos précaire dont jouissait ce pays. L'orage gron-

[1] L'infant, sollicitant son divorce auprès de la cour de Rome, représenta que, « bien que, marié depuis douze ans, il eût essayé d'avoir avec sa femme commerce charnel, lui et la princesse, par œuvre et industrie de leurs ennemis, avaient été ensorcelés de telle sorte, que, tandis qu'avec toute autre femme, il était apte à procréer, et puissant dans l'acte viril, jamais il ne put consommer son mariage avec la princesse.... comme l'attestait la déposition de matrones dignes de foi, et expertes de l'œuvre conjugale. » Le divorce fut prononcé le 13 novembre 1453, et « depuis lors, ajoute Zurita (tome IV, page 16), on découvrit chaque jour le défaut de sa personne, et le fait fut si public, que ses ambassadeurs lui envoyaient d'Italie des remèdes pour son impuissance, comme on eût pu le faire pour la fièvre quarte. »

dait également du côté du Portugal, dont le sceptre, de la main d'un héros, venait de passer dans celle d'un enfant. A l'étroit sur le continent, l'ambition de ce peuple aventureux s'était reportée sur les expéditions maritimes. Ceuta, prise et conservée au prix d'efforts surhumains, avait vengé les vieilles injures de la Péninsule, et tenait en échec l'Islam, réduit à se défendre au lieu d'attaquer. En même temps, la conquête portugaise s'avançait le long de la côte ouest de l'Afrique, et de proche en proche, devait ainsi pousser jusqu'aux Indes; déjà maîtres de Madère, les Portugais se rencontrèrent avec la Castille dans leurs prétentions sur les îles Canaries. Juan, sur son lit de mort, se hâta de protester; il fondait ses réclamations sur ce que le saint-siége avait attribué à la Castille le droit exclusif d'occuper la terre ferme d'Afrique et les îles adjacentes. Mais le roi de Portugal obtint à son tour, du pape Nicolas V, un bref qui confirmait la donation déjà faite au Portugal de toutes les terres qu'il découvrirait depuis le cap Bojador jusqu'aux Indes.

Cependant le règne et la vie de Juan touchaient à leur fin. Après avoir rédigé son testament, et reçu les secours de l'Église, il mourut à Valladolid, le 21 juillet 1454, à l'âge de cinquante ans, après en avoir régné quarante-huit. Tourmenté par la conscience du triste emploi qu'il avait fait de son pouvoir, il expira, au dire de son fidèle médecin, le bachelier Ciudad Real, en regrettant « de n'être pas né dans « l'échoppe d'un obscur artisan plutôt que sur le trône « de Castille [1]. » Nous n'avions pas encore traversé,

[1] Voici son portrait, tel que le trace sa chronique (p. 299): « Ce monarque fut grand et beau de corps, le teint blanc, l'aspect vraiment royal;

dans cette histoire, un règne aussi long ni aussi vide que celui de Juan II; nous n'en savons qu'un plus désastreux : c'est celui qui va le suivre. Ainsi, tandis que la royauté d'Aragon, renfermée par la loi dans d'étroites limites, s'appuie sur les barrières destinées à la restreindre, la royauté castillane, absolue, illimitée, sans une constitution qui l'entrave, sans un contrôle qui la gêne, est en réalité cent fois moins puissante; et le pouvoir, éparpillé entre trop de mains, perd en force et en unité tout ce qu'il semble gagner en étendue [1].

NAVARRE.

Depuis la mort de Sancho VI, en 1234, et l'extinction de la race royale des descendants d'Iñigo Arista, nous avons cessé de traiter à part de l'histoire de ce pays. Pendant quatre règnes, de 1284 à 1328, la Navarre, régie par des vice-rois, n'est plus qu'une province française; plus tard, il est vrai, elle recommence à avoir des rois à elle, mais des rois toujours

les cheveux de couleur d'amande bien mûre, les yeux entre vert et bleu, la tête un peu inclinée, les mains et les pieds délicats. Ses manières étaient séduisantes, son abord franc et gracieux; pieux et brave à la fois, il aimait à lire les œuvres des philosophes et des poëtes; instruit dans la langue latine, il honorait les poëtes et les savants. Il possédait beaucoup de grâces naturelles, était grand musicien, pinçait du théorbe, dansait, chantait et *trouvait* (improvisait) très-bien, et était grand amateur de la chasse.

[1] Le règne de Juan II, au point de vue littéraire, offre plus d'importance qu'au point de vue historique : c'est la première fois, depuis la décadence des lettres romaines, qu'un des rois de la Péninsule fait de sa cour le centre du mouvement intellectuel de son époque, et que l'Espagne chrétienne peut opposer une ère littéraire à l'ère brillante du Khalifat de Cordoue. Mais ce sujet est trop vaste pour être renfermé dans d'aussi étroites limites, et plutôt que de le déflorer, nous préférons renvoyer le lecteur aux études spéciales que nous nous réservons de publier un jour sur la littérature de l'Espagne au moyen âge.

dépendants de la France, et plus mêlés aux intrigues et aux intérêts de ce royaume qu'à ceux de l'Espagne même. Le règne pacifique de Charles *le Noble*, vassal pensionné du roi de France, de 1387 à 1425, offre peu d'événements dignes d'être notés; mais sa fille Blanche, en partageant la couronne avec l'infant don Juan d'Aragon, vassal de Juan II, commence pour ce pays une ère nouvelle. La Navarre, sous ce règne, n'a pas d'histoire distincte de celle de la Castille : humble satellite, elle a cessé de tourner dans l'orbite de la France, pour graviter vers un centre nouveau. C'est ainsi qu'entre ses trois puissants voisins, l'Aragon, la Castille et la France, la Navarre, en annulant l'une par l'autre leurs prétentions rivales, parviendra à maintenir jusqu'au XVIe siècle sa précaire indépendance.

Quand l'infant d'Aragon, Juan, monta sur le trône de Navarre, c'était la première fois, depuis deux siècles, que ce sceptre appartenait à un prince qui ne fut pas étranger à la Péninsule. Tant que dura la vie de Blanche, ce fut en réalité elle qui régna, sous le nom de son mari; mais en 1441, Blanche, mourante, légua le trône à son fils don Carlos, prince de Viana, en lui recommandant de ne pas y monter sans l'aveu de son père. Juan, tout entier à ses intrigues en Castille, resta longtemps étranger aux affaires de la Navarre, laissant à son fils la réalité du pouvoir, et se contentant du titre de roi; mais en 1452, des désordres graves forcèrent ce prince à s'occuper enfin de son pays adoptif. Juan, après la mort de sa première femme, avait épousé en secondes noces la fille de l'amirante de Castille, princesse du sang royal. Jeune, belle, ambitieuse, la nouvelle reine ne tarda

pas à prendre sur son époux, beaucoup plus âgé qu'elle, un ascendant facile à comprendre. Bientôt elle se constitua en lutte ouverte avec le prince de Viana, son beau-fils, et voulut partager avec lui le pouvoir. La Navarre aussitôt se scinda en deux partis, séparés dès longtemps par des haines héréditaires; le roi de Castille, qui avait à venger sur Juan bien des injures, attisa encore le feu de la guerre civile, et promit au prince son appui contre son père. Don Carlos, exaspéré par la naissance d'un fils, issu du second mariage de Juan, leva ouvertement le drapeau de la révolte. La capitale et un parti nombreux se déclarèrent pour lui, et le roi de Castille vint mettre le siége devant Estella.

Juan de Navarre gouvernait alors l'Aragon en l'absence de son frère Alonzo V. A la nouvelle de la prise d'armes de son fils Don Carlos, il se hâta de rentrer en Navarre, et son arrivée fit lever le siége d'Estella au roi de Castille; mais le prince de Viana n'hésita pas à marcher au-devant de son père. Le roi Juan, se fiant à la supériorité de courage et de discipline de ses soldats, fut le premier à offrir la bataille, non loin d'Aybar. Ses troupes, enfoncées dans un premier choc, revinrent à la charge et arrachèrent à l'ennemi une victoire déjà gagnée. Le prince de Viana fut fait prisonnier, et le roi le fit enfermer dans le château de Tafalla (1452). Le prince y resta un an; mais les états d'Aragon insistèrent tellement pour obtenir sa liberté, que Juan fut forcé de l'accorder.

Mais une réconciliation, dictée par la force, ne pouvait durer longtemps. Le père et le fils en appelèrent de nouveau aux armes; mais la fortune, cette fois encore, se prononça contre le prince. Juan, em-

porté par sa haine pour son fils, résolut de le priver à jamais du trône : par une donation authentique, il assura, après sa mort, la couronne de Navarre à sa fille Léonor, comtesse de Foix, et fit déclarer le prince de Viana et sa sœur Blanche, femme de l'infant de Castille, inhabiles à succéder au trône.

Cet audacieux mépris des lois et de la volonté du pays souleva la Navarre contre Juan. Déjà appuyé sur les forces de l'Aragon, il sollicita encore l'appui du roi de France Charles VII, qui, brouillé lui-même avec son fils Louis, prit volontiers le parti du père contre le fils. Les hostilités éclatèrent de nouveau ; don Carlos, toujours battu, malgré son courage, passa à la cour de Naples, où son oncle, Alonzo d'Aragon V, le reçut à bras ouverts. Pendant ce temps, l'inflexible Juan convoquait à Estella les députés des villes de son parti, et faisait reconnaître pour héritière de la couronne sa fille Léonor. Pampelune et les villes qui tenaient pour le prince de Viana, se réunirent à leur tour en cortès, et proclamèrent roi le prince, qui les désavoua. De part et d'autre, on se préparait à recourir aux armes ; mais Alonzo d'Aragon s'interposa entre le père et le fils : Juan consentit, non sans peine, à laisser à son fils l'espoir de lui succéder un jour, et la guerre cessa, pour un instant, de désoler ce pauvre et malheureux pays, dont la possession ne valait pas, certes, tout le sang qu'elle avait coûté.

CHAPITRE VI.

ALONZO V D'ARAGON.

1416 A 1458.

Le premier soin d'Alonzo, à peine monté sur le trône, fut de rappeler de Sicile son frère don Juan. Ce prince, après avoir échoué dans son projet de mariage avec la reine Jeanne de Naples, s'en consolait en flattant les rêves d'indépendance des Siciliens, dont il aspirait à devenir le roi. La Sicile, à son appel, aurait bientôt brisé les liens précaires qui l'attachaient à l'Aragon; mais les soupçons du roi tombèrent devant le retour de son frère, qui, à la première sommation, se hâta de venir rendre hommage à son souverain. Le jeune roi, âgé de vingt-deux ans, prêta serment, devant les cortès de Barcelone, aux *fueros* du royaume. Le premier acte de son règne fut de se prononcer contre Benoît XIII, l'anti-pape d'Aragon, qui refusait de reconnaître la suprématie du concile de Constance. Lassés de l'obstination de Benoît, les pères du concile finirent par déclarer l'opiniâtre vieillard déchu de son titre de pontife. Après de longs débats sur la réforme de l'Église, le concile procéda à l'élection d'un nouveau pape: le cardinal Colonna fut élu le 7 novembre 1417, sous le nom de Martin V, et le pontife, à peine nommé, se hâta de dissoudre

l'assemblée qui l'avait élu, pour couper court aux réformes qu'elle réclamait.

Le nouveau roi d'Aragon se trouvait à Valence quand les États de ses trois royaumes l'invitèrent à renvoyer de sa maison les Castillans qui en faisaient partie, et à ne plus disposer de ces emplois que sur l'avis de ses cortès. Cette usurpation du parlement, sanctionnée naguère par Alonzo III, trouva dans son successeur une énergique résistance. La fermeté d'Alonzo V, fondée sur un juste sentiment de ses droits, le délivra de ces prétentions illégales; mais dégoûté des tracasseries de ses cortès, il forma dès lors le projet de s'affranchir de leur joug, et de chercher hors de la Péninsule un plus vaste théâtre à son ambition. Toutefois, avant de quitter l'Aragon, la prudence lui commandait d'assurer par des alliances sa liberté d'action au dehors et sa tranquillité au dedans. Le mariage de sa sœur Maria avec le roi Juan II lui garantit l'appui de la Castille, et celui de l'infant d'Aragon, don Juan, avec Blanche de Navarre, le débarrassa d'un frère et d'un vassal rebelle.

L'Italie, où Alonzo voulait aller retrouver les traces de ses ancêtres, était mûre pour l'intervention de la diplomatie ou des armes de l'Aragon. La Sicile, épuisée par ses longues discordes, avait cessé de peser dans la balance des États italiens; mais Naples, sous le joug d'une reine lascive et cruelle, digne émule de la trop fameuse Jeanne dont elle portait le nom, excitait l'ambition rivale des deux maisons d'Anjou et d'Aragon. L'année 1419 fut consacrée tout entière par Alonzo à préparer une expédition. Mais le départ du roi fut retardé par un incident grave : l'homme illustre qui occupait alors la

charge de *justiza*, Juan Ximenès Cerdan, s'était engagé, par un contrat secret, à y renoncer lorsque le roi le jugerait à propos. Au moment de s'absenter, Alonzo, redoutant l'immense crédit dont jouissait Cerdan, le somma de tenir sa promesse. Cerdan s'y refusa, et le roi procéda contre lui, en le faisant déclarer parjure et déchu de son office. Le *justiza* eut recours alors à l'institution de la *firma de derecho;* la reine, à qui le roi venait de conférer la lieutenance générale du royaume, passa outre, en dépit de la garantie invoquée par le *justiza.* Mais l'Aragon, plus jaloux d'un seul de ses *fueros* que de toutes les conquêtes du monde, s'émut vivement de cette atteinte portée à ses priviléges; des troubles graves allaient éclater, si Cerdan, avec une rare abnégation de lui-même, n'eût de son plein gré abdiqué ses hautes fonctions. Toutefois, les cortès d'Alcañiz, inquiètes pour une constitution que la royauté pouvait mettre impunément à de pareilles épreuves, décrétèrent plus tard que l'office de *justiza* ne pourrait plus être retiré suivant le bon plaisir du roi, même avec le consentement du titulaire.

Au plus chaud de la querelle, le roi, pressé de fuir cette arène de légalité tracassière, s'était embarqué pour la Sardaigne, le 7 mai 1420, à la tête de vingt-quatre galères. Pour mieux assurer le repos de ses États, il eut soin d'emmener avec lui ceux de ses nobles sur la fidélité desquels il pouvait le moins compter. Arrivé à Mayorque, il y rallia quatre galères de Venise, et s'apprêta à disputer la souveraineté des mers à Gênes, leur commune ennemie. A peine débarqué en Sardaigne, Alonzo vit cette île rebelle s'incliner devant lui. Pour ôter tout prétexte

à la rébellion, il racheta cent mille florins les droits du fils du vicomte de Narbonne à la souveraineté de l'île, et, après tant d'or et de sang si longtemps dépensés en vain, la Sardaigne demeura enfin la possession incontestée de la maison d'Aragon.

Après la Sardaigne, Alonzo s'apprêtait à faire valoir ses droits sur la Corse : mais là aussi, l'Aragon allait rencontrer son éternelle ennemie, Gênes, dont la haine venait d'éclater en sanglantes hostilités contre le commerce catalan dans les mers du Levant [1]. Soumise aux Génois depuis 1359, cette île malheureuse subissait en frémissant le plus dur de tous les despotismes, celui d'une république. Alonzo, comptant sur les alliés que lui avait faits en Corse la tyrannie génoise, entreprit le siége de Calvi, dont il s'empara; mais ses armes furent moins heureuses contre Bonifacio, qui commande l'étroit bras de mer situé entre la Corse et la Sardaigne. C'est au milieu des difficultés de ce siége que vint le surprendre une offre, trop brillante pour être rejetée, car elle réalisait ses rêves les plus chers, en lui montrant en perspective la couronne de Naples. Ce beau royaume était alors le jouet de quelques aventuriers qui se disputaient le lit et le pouvoir d'une reine indigne de ce nom. Le comte de La Marche, époux préféré par Jeanne II à l'infant d'Aragon, expiait au fond d'une prison le tort de s'être cru roi de Naples. Délivrée de ce frein, Jeanne, malgré ses quarante-cinq ans, s'était livrée avec fureur à ses passions déréglées : le condottiere Sforza et le grand sénéchal Caraccioli se disputaient,

[1] Voyez les auteurs italiens, *Annal. Bonincontrii*, t. **XXI**, p. 119; Stella, p. 1238 à 1249. Presque tous ces auteurs sont réunis dans les tomes **XX** et **XXI** de Muratori.

les armes à la main, les faveurs de l'impudique reine; mais Sforza, las des caprices et des trahisons de Jeanne, abandonna sa cause pour celle de Louis III d'Anjou, qui luttait en Italie contre la mauvaise fortune héréditaire de sa race. Le prétendant ayant, avec l'appui du pape, armé une flotte à crédit en Provence et à Gênes, vint bloquer Naples par mer, tandis que Sforza l'assiégeait par terre.

Dans cette extrémité, Jeanne se décida à implorer l'appui du roi d'Aragon, l'ennemi-né de la maison d'Anjou : elle lui fit offrir, avec le titre de son fils adoptif, le duché de Calabre et la succession au trône de Naples. Alonzo, déjà las de la Corse et de cette guerre sans gloire, saisit avidement l'occasion d'essayer ses armes sur un théâtre plus éclatant. Vainement ses conseillers lui rappelèrent l'humeur changeante de la reine, et le déchaînement des partis à Naples : Alonzo, persistant dans son projet, envoya douze galères croiser devant Naples, et s'embarqua ainsi sans hésiter dans la plus chanceuse entreprise qu'eût tentée l'Aragon depuis la conquête de la Sicile. A peine les galères aragonaises eurent-elles paru, que la flotte du prétendant et les troupes de Sforza se hâtèrent de lever le siége. Jeanne, fidèle par peur à ses promesses, remit aux Aragonais les deux châteaux qui commandent la ville et le port de Naples. Bientôt, Alonzo, avec seize autres galères, vint débarquer dans le port, aux cris de joie de ce peuple inconstant, tandis qu'une armée italienne, achetée par lui, tenait la campagne contre Sforza. La reine lui fit l'accueil le plus empressé, et une victoire remportée par la flotte d'Alonzo sur celle de Gènes inaugura la prise de possession de sa royauté italienne (1421).

Martin V, qui voyait avec effroi les progrès de la puissance aragonaise en Italie, se mit en campagne pour lui chercher des ennemis. Mais malgré l'appui du saint-père, le prétendant angevin, prince au-dessous de sa fortune, se laissa enlever le peu de places qu'il possédait, et le pape dut mendier pour lui une trêve avec l'Aragonais, qui le tenait assiégé dans Cerra. Aussi habile diplomate que grand capitaine, Alonzo sut bientôt refroidir le zèle du saint-père pour la maison d'Anjou, en feignant de soutenir la cause de l'antipape Benoît XIII; le pape, effrayé, se hâta de confirmer l'adoption du roi par Jeanne, et de reconnaître ses droits à la couronne de Naples. Non moins heureux en guerre qu'en négociations, Alonzo reconquit sur son rival la terre de Labour; la noblesse du royaume commença à rechercher sa faveur, et le succès de sa cause parut désormais assuré.

Mais le terrain qu'il gagnait sur les champs de bataille, il le perdait dans l'esprit de la reine. Caraccioli, son secret ennemi, parvint à persuader à Jeanne qu'Alonzo voulait l'envoyer prisonnière en Catalogne. Bientôt, avec sa mobilité habituelle, elle se réconcilia avec Sforza, et se plaignit à tous les princes de l'Italie que le roi d'Aragon la retenait captive dans son propre royaume. Le fils et la mère, cantonnés chacun dans un château fort, hasardaient à peine quelques rares visites, avec une armée pour escorte. Enfin Alonzo, décidé à en finir, fit arrêter le grand sénéchal, et se préparait à en faire autant de la reine; mais Jeanne, avertie à temps, fit fermer à Alonzo la porte de son château. Assiégée par lui, la reine fut délivrée par Sforza, qui s'empara de Naples sous les yeux du roi, après avoir battu l'armée aragonaise.

Alonzo se trouvait dans une situation fort critique, quand l'arrivée d'une flotte catalane vint le tirer de ce mauvais pas. Reprenant aussitôt le rôle d'agresseur, il assiégea la ville par terre et par mer, et parvint, après une lutte opiniâtre, à en chasser Sforza.

Jeanne, n'ayant plus rien à ménager, révoqua l'adoption d'Alonzo, et transféra tous ses droits à Louis d'Anjou. Louis réunit ses forces à celles de Sforza, et appuyé sur l'alliance du duc de Milan, il reprit à son tour l'offensive. Alonzo ne se sentit pas assez fort pour tenir tête à ce double ennemi, et après une rencontre malheureuse, il se décida brusquement à repartir pour l'Espagne, en laissant à son frère don Pedro le soin de défendre ses conquêtes. Ainsi se termina cette campagne, plus brillante que fructueuse, où le futur conquérant de Naples n'avait fait qu'essayer ses forces. Avant de rentrer en Catalogne, Alonzo enleva par un coup de main Marseille, à son ennemi Louis d'Anjou. Malgré la résistance des habitants, la ville fut pillée et en partie incendiée; mais Alonzo prit soin de protéger l'honneur des femmes de la ville, réfugiées dans une église (1423).

En racontant l'histoire de la Castille sous Juan II, nous avons raconté celle de l'Aragon sous Alonzo V, et celle de la Navarre sous son frère Juan, longue et monotone alternative de négociations et de guerres, qui ne se termina qu'en 1430, par une trêve de cinq ans. Le seul événement qui, pendant cet intervalle, mérite une mention, est la mort de Benoît XIII; le pontife, âgé de 90 ans, protesta jusqu'à son dernier moment contre l'élection de Martin V, et les décrets du concile. Cette obstination avait passé après lui dans ceux qui l'entouraient, car deux prêtres, dont

le pape déposé avait fait des cardinaux, s'arrogèrent le droit d'élire pape, dans leur conclave de deux membres, un chanoine de Barcelone; et Alonzo, qui avait alors intérêt à inquiéter le saint-père, encouragea de son mieux cette comédie d'élection.

Le caractère d'Alonzo V, conquérant et soldat, se pliait difficilement aux exigences d'une constitution, et au respect pour des lois qui le gênaient. Ainsi, en 1428, le roi, pendant les cortès de Teruel, fit mettre à mort l'alcalde de cette ville, dans la salle même de l'*ayuntamiento*, et jeter le cadavre par la fenêtre sur la place publique. Le seul crime de ce courageux citoyen était d'avoir défendu les libertés de sa cité. En 1429, l'archevèque de Saragosse, soupçonné d'intelligences avec la Castille, disparut tout d'un coup de sa prison, acte de justice ténébreuse qui ressemble fort à un assassinat. Ajoutons, chose étrange, que l'Aragon, malgré son culte pour la légalité, ne semble pas s'être beaucoup ému de ce double crime, sur lequel Zurita glisse avec une habile réserve.

Revenons maintenant aux affaires d'Italie, qui, pendant ce laps de sept années, étaient loin d'avoir pris un tour favorable pour le roi d'Aragon. A peine Alonzo avait-il quitté Naples, que Jeanne, se liguant avec le pape, Gênes et le duc de Milan, s'était emparée de Gaëte d'abord, puis de Naples; l'infant don Pedro avait été forcé de se réfugier dans le château *dell' Ovo*, la seule place qui lui restât dans tout le royaume. Ainsi s'explique la longue inaction du roi d'Aragon qui, l'œil toujours tourné sur Naples, s'occupait d'aplanir les voies pour une conquête nouvelle, avant de l'entreprendre. Sûr de réussir, comme tous ceux qui savent attendre, il parvint à se récon-

cilier avec le pape Martin V, et à enlever ainsi à Louis d'Anjou le plus fidèle de ses alliés. Il resserra ses liens d'amitié avec le vieux roi d'Angleterre Henri VI, maître de la moitié de la France, et allié naturel de l'Aragon, comme le roi de France l'était de la Castille. Bientôt, arriva à Valence un envoyé de la noblesse de Naples, qui venait prier le roi d'Aragon de faire valoir ses droits à cette couronne. Le pape et la reine Jeanne lui firent faire les mêmes instances, et le grand sénéchal qui voyait décliner la santé de sa royale maîtresse, fit sous main à Alonzo des offres de service.

Enfin, au printemps de 1432, le roi d'Aragon se décida à livrer à la fortune cette entreprise si longuement préparée. La situation du royaume de Naples était toujours la même : le sénéchal, maître de l'esprit de la vieille reine, régnait de fait sous son nom. Louis d'Anjou, relégué dans son duché de Calabre, se consolait, en se faisant aimer, du pouvoir qu'on lui refusait. Les barons napolitains, toujours avides de changement, appelaient Alonzo de leurs vœux, sauf à le trahir quand il serait venu. Dans un pareil état de choses, trop d'empressement pouvait tout perdre : au lieu donc de se rendre droit en Italie, le roi d'Aragon, imitant la tactique de son devancier Pedro III, mit à la voile pour l'Afrique, le 23 mai, et alla enlever l'île de Gerbes à l'Emir de Tunis. Pendant que le roi, enhardi par cet heureux début, se rendait en Sicile pour y prendre conseil des événements, un coup de fortune le délivra du grand sénéchal : la reine, fatiguée du joug de Caraccioli, avait donné ordre de l'arrêter; mais ceux qu'elle en avait chargés jugèrent plus sûr de l'assassiner. Les partisans de

l'Aragon parvinrent à perdre dans l'esprit de la reine le malheureux duc d'Anjou, et Jeanne recommença à traiter avec Alonzo. Celui-ci exigeait que la reine le reconnût de nouveau pour son fils, qu'elle lui rendît le duché de Calabre, et en expulsât le duc d'Anjou. Les négociations traînant en longueur, Alonzo les activa en venant jeter l'ancre à Ischia, et le traité fut conclu; mais le pape refusa de le ratifier, et la reine, avec l'astuce italienne, se servit des deux prétendants pour les annuler l'un par l'autre. Bientôt une ligue menaçante se forma entre le pape, l'empereur, le duc de Milan, Florence et Venise, pour rejeter hors d'Italie le roi d'Aragon; et celui-ci, aimant mieux laisser passer l'orage que de lutter contre lui, remit encore une fois la partie et s'embarqua pour la Sicile.

Le roi d'Aragon une fois éloigné, son parti déclina rapidement, et le duc d'Anjou rentra en faveur auprès de la reine. Mais la mort inopinée du duc vint ouvrir de nouvelles chances à son adversaire. Ce malheureux prince, qui rachetait par une foule de qualités aimables la faiblesse qui le perdit, laissa après lui les plus vifs regrets dans son éphémère royauté de Calabre. Jeanne elle-même, qui l'avait tenu si longtemps éloigné d'elle et du pouvoir, se roula par terre en apprenant sa mort, et se reprocha amèrement sa dureté envers un fils aussi soumis. Bientôt, comme si la fortune se fût chargée de débarrasser Alonzo de tous ses ennemis, la mort de Louis fut suivie de celle de Jeanne, en février 1435. La reine mourante, encore sous l'impression de ses remords, laissa par son testament le trône à René, frère de Louis, duc d'Anjou et de Provence. Mais

René se trouvait alors prisonnier du duc de Bourgogne, et le roi d'Aragon, tranquille de ce côté, se prépara à tenter encore une fois le sort des armes. Le pape, se substituant aux droits de la maison d'Anjou, réclamait la couronne de Naples comme un fief du saint-siége. Alonzo, de son côté, fondait ses titres à cette couronne sur l'adoption de Jeanne, et sur sa descendance de Constanza, fille du bâtard Manfred, qui avait transmis ses droits à la maison d'Aragon. Résolu à les faire valoir, l'épée à la main, Alonzo vint débarquer près de Gaëte, dont il commença le siége. Les habitants, réduits à la dernière extrémité, bannirent de leurs murs plusieurs milliers de femmes, d'enfants et de vieillards qui, chassés par la faim, vinrent chercher un asile dans le camp d'Alonzo. Ses conseillers l'engageaient à renvoyer dans Gaëte ces bouches inutiles; mais le noble cœur d'Alonzo s'émut au spectacle de leur misère : « J'aime mieux, dit-il, « ne pas prendre la ville que de manquer aux lois de « l'humanité », et il fit donner des vivres aux fugitifs. Clémence imprudente en apparence, mais qui lui gagna tous les cœurs, et finit par lui ouvrir le chemin du trône, d'où elle semblait l'écarter.

Les assiégés, désespérant d'être secourus, songeaient déjà à se rendre, lorsque apparut une flotte génoise, envoyée par le duc de Milan, Filippo-Maria Visconti. Les Génois comptaient vingt vaisseaux et trois galères seulement, et le roi d'Aragon avait à leur opposer quatorze navires et onze galères. Celles-ci faisant alors la force des armées navales, la supériorité du nombre et des bâtiments était pour Alonzo, et tout le monde, dans son camp, croyait marcher à une victoire certaine. Aussi le siége fut-il abandonné,

et huit mille chevaliers, aragonais et catalans, napolitains et siciliens, s'embarquèrent avec le roi, comme pour aller à une fête. Les deux flottes se rencontrèrent à Terracine, le 5 août 1435 ; les Génois combattirent avec l'acharnement du désespoir, les Aragonais avec la valeur dédaigneuse de gens habitués à vaincre. La lutte dura tout le jour : enfin, en dépit de la vieille réputation de courage et de science maritime des Catalans, la victoire se prononça en faveur des Génois. Trois galères, que l'amiral avait détachées pour prendre le vent, revinrent fondre avec tant d'impétuosité sur les navires catalans que celui du roi fut couché sur le flanc ; le lest s'étant déplacé, le navire ne put plus se relever, et Alonzo fut forcé de se rendre après une défense opiniâtre. Les Catalans, découragés par la captivité de leur roi, imitèrent son exemple ; onze de leurs navires furent pris avec le roi d'Aragon, ses deux frères, le roi de Navarre et l'infant don Enrique, et l'élite de sa noblesse. Le roi refusa d'abord de se rendre aux Génois, sous prétexte que des marchands n'étaient pas dignes de recevoir l'épée d'un roi ; mais il finit par la remettre à un membre de la famille de Giustiniani, alors régnante à Chio. L'infant don Pedro s'échappa seul avec sa galère, grâce à l'obscurité de la nuit. La garnison de Gaëte, dans une sortie heureuse, détruisit le camp d'Alonzo, et fit lever le siége aux débris de son armée. Enfin la flotte génoise, mouillant devant Gaëte, y fit un immense feu de joie de tous les navires catalans, à la vue du monarque prisonnier qui, quelques heures avant, dominait du pont de sa galère les mers de l'Italie.

Une fois captif, Alonzo racheta par sa grandeur

d'âme le tort qu'il avait eu de se laisser vaincre. L'amiral génois le pressait de lui livrer l'île d'Ischia; le roi s'y refusa : « quand on me jetterait au fond de « la mer, dit-il, je ne me dessaisirai pas d'un seul « de mes châteaux. » L'amiral, après avoir donné avis de sa victoire au duc de Milan, conduisit son prisonnier, non pas à Gênes, où il craignait d'être donné en spectacle à un ennemi victorieux, mais à Porto Venere, qui lui appartenait; car les désirs d'Alonzo étaient des lois pour les généraux du duc, qui, devançant les ordres de leur maître, le traitaient en roi et non en prisonnier.

La victoire du duc de Milan affligea ses alliés, Venise et le pape, au moins autant que ses ennemis. L'Italie, en effet, se partageant entre une douzaine d'États pondérés l'un par l'autre, le moindre poids faisait pencher cette délicate balance, et le plus fort réunissait bientôt tous les autres contre lui. Aussi, du moment qu'on vit le duc vainqueur, on craignit et on détesta en lui le futur conquérant de Naples; on trembla pour cet équilibre maintenu avec tant de peine, et le pape se hâta d'envoyer à Milan un légat pour insister sur la prompte délivrance du roi d'Aragon, contre lequel, peu de jours avant, il soulevait toute la Péninsule. Le roi et l'infant don Enrique, traités avec les plus grands honneurs, se mirent en route pour Milan : le duc les envoya recevoir à dix milles de distance par un de ses généraux, et fit dire au roi que, loin de le regarder comme son prisonnier, il se considérait lui-même comme son vassal. Toute la noblesse de Milan vint à sa rencontre, et la duchesse mit le genou en terre pour le recevoir. Le duc toutefois évita de voir ses prisonniers jusqu'à ce

qu'il eût pris un parti à leur égard. Peu de jours après, arriva le roi de Navarre, qui fut reçu avec le même cérémonial, et la seule chose qui rappelât aux trois frères qu'ils n'étaient pas libres, c'est qu'on ne leur laissa pas voir un de leurs compagnons de captivité. La reine d'Aragon ayant écrit à Alonzo pour s'informer de sa santé, « Dites à la reine, répondit-« il, qu'elle ait bon courage, car je suis ici comme « chez moi. » Et en effet, dès sa première entrevue avec le duc, ses manières insinuantes lui gagnèrent toute la confiance de Filippo-Maria ; Alonzo n'eut pas de peine à lui démontrer que « laisser la maison d'Anjou gagner un pied dans la Péninsule, c'était l'ouvrir à la France ; qu'aider les Français à conquérir le midi de la Péninsule, c'était s'exposer à faire de la Lombardie une grande route de Paris à Naples ; que les Aragonais, au contraire, étaient à la fois des alliés plus sûrs et des voisins moins à craindre ; que les Italiens et les Espagnols, rapprochés par un commun intérêt, devaient donc s'unir pour chasser de la Péninsule les deux seuls ennemis qu'elle eût à redouter, les Français avec leur pétulance arrogante, les Allemands avec leur morgue mêlée de rudesse. »

Le duc, gagné par le charme de séduction qu'exerçait Alonzo sur tous ceux qui l'approchaient, se rendit à ses raisons, et dans ce palais où le roi d'Aragon était entré captif, il régna bientôt en maître. En attendant une alliance offensive et défensive, dont les bases furent dès lors arrêtées, le roi de Navarre fut mis en liberté et alla porter aux sujets d'Alonzo des paroles de consolation. En effet, le bruit de la défaite et de la captivité du roi avait causé en Aragon une vive douleur, et la reine-mère, en l'apprenant, n'a-

vait survécu que peu de jours à cette triste nouvelle. Ainsi, par un rare concours de circonstances, les deux prétendants à la couronne de Naples se trouvaient tous deux prisonniers à la fois. René d'Anjou, toujours au pouvoir du duc de Bourgogne, avait envoyé à sa place en Italie, sa femme, Élisabeth de Lorraine, digne de remplir une pareille mission. Le 18 octobre 1436, la duchesse, avec son deuxième fils, débarqua à Gaëte, sans argent, sans soldats, sans autre appui que son courage. De là, elle passa à Naples, où le peuple enthousiasmé la reçut comme sa souveraine. La noblesse du royaume, regardant la cause de l'Aragonais comme perdue, vint prêter serment à sa nouvelle reine, et la Calabre, fidèle à la mémoire de Louis, reconnut son autorité. Capoue se rendit après un siége assez court, et René d'Anjou fut proclamé roi, d'un bout à l'autre de ce royaume, où Alonzo ne possédait plus que le château de Scilla, sur le détroit de Messine.

Pendant ce temps, le duc de Milan se décidait à remettre en liberté le roi d'Aragon et son second frère. La seule rançon qu'il exigea du roi, ce fut son amitié, et Alonzo, trop heureux de payer de ce prix sa délivrance, partit en vouant au duc une reconnaissance qui dura autant que sa vie. On a beaucoup médit, et avec raison, de Filippo-Maria, étrange assemblage de tous les vices et de quelques-unes des vertus d'un roi [1]; cependant sa conduite avec Alonzo offre un rare exemple de générosité, et une intelligence non moins rare des vrais intérêts de l'Italie. Trop faible pour tenter par lui-même la conquête de Naples, le

[1] Voir son portrait dans Sismondi, *Républiques italiennes*, IX, 261.

duc n'avait plus qu'à choisir celui des deux prétendants, français ou aragonais, que l'intérêt de la Péninsule et le sien lui commandaient d'appuyer; et s'il fallait à toute force que Naples obéît à des étrangers, autant valait-il choisir les Aragonais, placés plus loin d'elle, et qui n'avaient d'autre chemin que la mer pour y arriver.

A peine sorti de Milan, le roi envoya ordre à l'infant don Pedro de venir le retrouver avec sa flotte à l'entrée du golfe de Naples. Gaëte, qui se souvenait de la clémence du roi d'Aragon, ouvrit ses portes à l'infant, et Alonzo rallia sous les murs de cette ville sa flotte et son armée. Bientôt la cause de l'Aragonais, longtemps abattue, commença à se relever; plusieurs villes se donnèrent à lui, et Terracine, le boulevard des États de l'Église, fut conquise par l'infant don Pedro. Le pape, irrité de cette spoliation du patrimoine de saint Pierre, conféra au duc d'Anjou l'investiture de la couronne de Naples, et, par ses soins, une ligue nouvelle se conclut contre l'Aragon entre Venise, Florence et Gênes, trois noms que l'histoire d'Italie nous montre rarement réunis dans un traité de paix (1436).

La papauté, comme une ruine majestueuse, imposait encore aux peuples qui la regardaient de loin; mais de près, ce n'était plus qu'un pouvoir temporel, faillible et borné comme tous les autres. Par une prétention non moins étrange, le pape exigeait que le roi d'Aragon renonçât à soutenir sa cause l'épée à la main, et vînt la plaider lui-même devant son tribunal; mais Alonzo, se méfiant de l'impartialité du juge, s'y refusa, et consentit seulement à tenir la couronne de Naples en fief du Saint Siége. En même

temps, il commença la guerre en s'emparant de quelques places autour de la capitale, et en coupant à cette ville toute communication avec le reste du royaume. Le pape, jetant le masque, envoya à Naples le patriarche d'Alexandrie, avec une armée pour escorte, et l'ordre de soutenir, non plus les droits du duc d'Anjou, mais ceux du Saint Siége. Le patriarche, qui avait déjà fait ses preuves comme homme de guerre, s'avança jusqu'à Mola di Gaëta, à la rencontre du roi. Une armée napolitaine, qui voulait rallier celle du légat, se fit battre par Alonzo; mais le patriarche, en revanche, battit le prince de Tarente, allié d'Alonzo, le fit prisonnier, et le traita de son mieux quand il l'eut entre ses mains; car dans ce singulier pays d'Italie, l'ennemi de la veille était toujours tout prêt à devenir l'allié du lendemain; les armées se composant uniquement de mercenaires, la science de la guerre consistait surtout à ménager la vie des soldats, et les journées les plus décisives se terminaient parfois sans laisser trente hommes sur le champ de bataille.

Inquiet du terrain que gagnait le Saint Siége, Alonzo se remit à négocier avec le pape, qu'il avait toujours ménagé, même en le combattant : en se servant habilement de l'effroi que le concile de Bâle inspirait au saint-père, il parvint à en obtenir une trève que le patriarche se hâta de rompre; mais Alonzo, attaqué à l'improviste, se défendit avec tant de vigueur qu'il força le légat à se sauver sur une barque, en laissant après lui tous ses bagages. A peine délivré d'un ennemi, le roi dut faire face à un autre: René d'Anjou, enfin sorti de sa prison, se hâta de venir seconder son héroïque épouse dans la lutte

inégale qu'elle soutenait depuis trois ans. La populace de Naples, toujours avide de nouveautés, le reçut avec des cris de joie. Le prétendant était arrivé avec douze galères; mais quand on s'aperçut qu'il n'avait pas d'argent pour payer les troupes qu'il amenait, la tiédeur succéda à l'enthousiasme. Les nobles napolitains, en voyant les affaires du duc en si piteux état, se hâtèrent de faire leur paix avec le roi, et celui-ci, parcourant les Abruzzes en triomphateur, vit toutes les portes s'ouvrir devant lui (1438).

Apres des succès partagés, le roi vint s'établir devant Naples, et en commencer le siége. L'infant don Pedro, son frère, fut emporté par un boulet, sans que le roi ralentît un instant la vigueur de ses attaques. La ville, réduite aux abois, était sur le point de se rendre; mais les nobles italiens redoutant le succès de la cause qu'ils servaient, s'éloignèrent sous prétexte de la mauvaise saison, et Alonzo dut en frémissant renoncer à sa conquête. Au plus chaud de la guerre, les cortès d'Aragon, convoquées à Saragosse par le roi de Navarre, supplièrent le roi de mettre un terme à sa longue absence, et de s'en retourner dans ses États; mais Alonzo, engagé dans une entreprise où il y allait de son honneur de ne pas reculer, répondit par un refus.

Cependant le concile de Bâle, animé de toute la haine de l'Allemagne contre la corruption italienne, venait, après une longue lutte contre Eugène IV, de déposer ce remuant pontife, et d'élire à sa place, sous le nom de Félix V, l'ex-duc de Savoie, Amédée, qui avait volontairement échangé son trône pour un ermitage. Alonzo, avec la prudence héréditaire dans la maison d'Aragon, se garda bien de rompre avec au-

cun des deux papes rivaux, se réservant de prendre le parti de celui que la chrétienté reconnaîtrait pour son chef.

Bientôt de retour devant Naples, le roi en recommença le siége, et réduisit enfin la ville à la dernière extrémité. Il fallait tout l'amour que les Napolitains portaient à René d'Anjou et l'héroïque dévouement de ce prince, qui partageait toutes leurs misères, pour que Naples ne se rendît pas. Gênes, il est vrai, trouvait de loin en loin le moyen d'y faire passer quelques secours; mais la flotte aragonaise grossissait chaque jour, et le passage fut bientôt fermé aux vaisseaux génois. Les habitants, abandonnés à eux-mêmes, continuèrent à se défendre avec un courage que leurs descendants n'ont pas toujours imité. Enfin, un corps d'Aragonais, à la faveur d'un aqueduc souterrain[1], parvint à s'introduire dans la ville, et toute résistance devint impossible. Le duc et la garnison, après une défense désespérée, se retirèrent dans le château; Alonzo, bien qu'il eût promis le pillage à ses troupes, le leur interdit sous peine de mort, et sauva des mains des soldats la fortune de ses nouveaux sujets, et l'honneur de leurs femmes (2 juin 1442).

Le duc parvint à s'échapper sur un vaisseau génois, et le château se rendit au roi. Sans se laisser enivrer par sa victoire, Alonzo marcha droit à l'armée des confédérés. Dès la première rencontre, ceux-ci furent battus par le conquérant de Naples, et la fortune, vaincue par l'opiniâtreté d'Alonzo, sembla désormais fixée dans son parti. Le malheureux René

[1] Bélisaire, en prenant Naples, y était entré par le même souterrain.

d'Anjou, après avoir vainement mendié des alliés dans toute l'Italie, finit par renoncer à des prétentions sans espoir : il livra à son concurrent le peu de places qu'il possédait encore, en échange d'une promesse de pardon pour tous ses partisans. Alonzo, après avoir effrayé le pape Eugène en feignant de traiter avec son concurrent Félix, finit par conclure avec lui une paix durable, et obtint en retour l'investiture de sa couronne de Naples. Ainsi se termina par un complet triomphe ce long débat qui, depuis vingt-deux ans, avait coûté à l'Aragon tant d'or, de sang et d'efforts. On ne sait du reste ce qu'on doit le plus admirer ici, ou de l'héroïque persistance du monarque, ou du dévouement de ses sujets, qui sans se rebuter de son absence, se résignaient à fournir aux dépenses de cette guerre sans fin. Ainsi, de 1428 a 1441, Alonzo tira de ce pauvre pays d'Aragon près de six cent mille florins. La Catalogne, au contraire, recueillit d'immenses profits de toutes ces expéditions qui avaient lieu sur ses navires et dans ses ports, et sa vieille lutte maritime avec Gênes se poursuivit, plus ardente que jamais, dans les mers de l'Italie et du Levant.

Le 26 février 1443, le roi entra en triomphe à Naples, par une brèche faite à la muraille, sur un char attelé de quatre chevaux blancs, comme un triomphateur antique. Des fêtes splendides accueillirent son entrée, saluée avec transport par ce même peuple qui l'avait repoussé si longtemps, et confondirent ensemble les vainqueurs et les vaincus. Alonzo accorda à tous ses ennemis une amnistie sans exception, et combla de ses largesses tous ceux qui l'avaient servi. Il convoqua le parlement de Naples, et porta, d'ac-

cord avec lui, la réforme dans l'administration. Il remit au peuple tous les impôts extraordinaires, et n'en conserva qu'un petit nombre. Enfin il fit reconnaître son fils naturel Ferdinand comme duc de Calabre, et héritier présomptif de la couronne de Naples, à la grande joie de ses nouveaux sujets, qui voyaient consacrer ainsi le principe de leur indépendance de la couronne d'Aragon[1].

Le duc de Milan, fidèle à la vieille politique italienne, venait d'organiser contre son ancien allié, le roi d'Aragon, une ligue nouvelle avec Florence et Bologne. Alonzo, tout en s'efforçant d'éviter une rupture avec le duc, dont les torts à ses yeux n'effaçaient pas les services, n'en continua pas moins sa guerre contre Sforza, gendre du duc, et conclut avec Gènes une paix honorable pour tous les deux. Fidèle à son rôle de pacificateur, il secourut tour à tour Gènes et le duc de Milan contre Venise, leur commune ennemie. La Marche d'Ancône, conquise par lui sur Sforza, et reperdue par ses lieutenants, lui coûta en un an huit cent mille ducats. Enfin, sans parler de ses armées de terre, il mit en mer, d'une seule fois, quinze galères, et en arma quinze autres, pour attaquer Venise sur l'élément où, jusqu'ici, elle avait été invincible (1446).

[1] Il règne, au dire de Zurita (l. XIII, ch. 35), une singulière obscurité sur la naissance de ce fils naturel d'Alonzo que son père faisait appeler *infant*, comme s'il eût été légitimé. Le pape Calixte, qui fut plus tard le mortel ennemi de Ferdinand, fit répandre le bruit qu'il était né d'un inceste entre le roi et sa belle-sœur doña Catalina; d'autres prétendaient que, fils de l'infante, il avait pour père un homme de basse condition; d'autres, enfin, lui donnaient pour mère Margarita de Hijar, dame d'honneur de la reine doña Maria, qui aurait fait étrangler sa rivale par jalousie. Le roi, profondément affligé de la mort d'une femme qu'il aimait, ne voulut jamais revoir celle qui l'avait fait périr.

Filippo Maria mourut enfin en 1447, en instituant, par un dernier caprice, le roi d'Aragon pour héritier universel de ses États, et en léguant à sa fille unique, mariée à Sforza, Crémone pour tout apanage. Pendant que Sforza accourait pour ressaisir l'héritage qui lui échappait, les lieutenants d'Alonzo s'emparèrent des deux forteresses qui commandaient Milan. Mais la vieille cité lombarde sentit bientôt se réveiller ses vieux instincts d'indépendance : les partisans de Sforza s'unirent à ceux de la liberté italienne pour chasser les Aragonais; les deux citadelles furent prises et rasées jusqu'au sol. Le roi d'Aragon, pesant alors tous les obstacles qui s'opposaient à sa prise de possession du Milanais, l'ardente rivalité de Sforza, les progrès des Vénitiens, et l'esprit de liberté qui fermentait dans la Péninsule, renonça sagement au legs de Filippo-Maria. Ainsi, ce beau rève de la conquète de l'Italie, que la France devait poursuivre en vain sous trois règnes, Alonzo, dans la vigueur de l'âge, et avec la fortune pour complice, s'abstint volontairement de le réaliser; rare exemple de modération dont il faut savoir gré à un roi victorieux.

Tout en répudiant la succession du duc, Alonzo célébra ses obsèques avec un respect filial. Pendant trois années encore, il poursuivit sa lutte avec Florence et Venise : enfin, en 1450, grâce à l'intervention du pape Nicolas, la paix fut conclue entre lui et ces deux républiques. Mais nous n'avons point à raconter ici toutes les évolutions de cette changeante politique de l'Italie, qui ne touche plus que de loin aux destinées de l'Aragon. De plus en plus étranger aux intérèts de la péninsule hispanique, Alonzo, tout entier aux soins de sa nouvelle couronne italienne,

semble avoir complétement oublié qu'il règne de l'autre côté de la mer sur des États espagnols. Toutes ses préoccupations, toutes ses alliances, toutes ses guerres, sont désormais sur le sol de l'Italie : ainsi, en 1455, le pape Calixte III, étant parvenu à réunir tous les États de la Péninsule dans une ligue contre les Turks, qui venaient de s'emparer de Constantinople, Alonzo qui n'avait pas encore, depuis vingt ans, pardonné aux Génois sa défaite et sa captivité, tourna contre eux une flotte, équipée par lui pour la croisade avec les dîmes de l'Église. Gênes ne pouvait soutenir seule cette lutte inégale : elle fut réduite, pour s'assurer un protecteur, à se donner un maître, et à se jeter dans les bras de la France dont elle reconnut la souveraineté.

La mort d'Alonzo devait seule mettre un terme à cette lutte sans relâche qui avait duré presque autant que son règne. Emporté en peu de jours par une maladie aiguë, il mourut à Naples, le 27 juin 1458, à l'âge de soixante-quatre ans. Il laissa par testament ses États d'Aragon à son frère Juan, déjà roi de Navarre, et le royaume de Naples et de Sicile à son fils Ferdinand [1], duc de Calabre; partage plus conforme aux vrais intérêts de l'Aragon qu'aux stricts principes du droit de succession royale. Nous n'avons raconté ici que la portion italienne du règne d'Alonzo V, car ce prince, à vrai dire, n'a pas régné sur l'Aragon. Éloigné de ses États héréditaires par sa répugnance pour l'esprit de légalité opiniâtre des Aragonais, toutes ses sympathies furent pour le beau pays où s'écoula la seconde moitié de sa vie. Placées sous le

[1] Je donne à ce premier le nom de Ferdinand, pour le distinguer de son cousin Fernando d'Aragon, le mari d'Ysabel de Castille.

même ciel, parlant presque la même langue, vivant dans le même milieu de mœurs et de température, l'Espagne et l'Italie ont de tout temps beaucoup différé, et se sont toujours haïes de toutes leurs différences. En dépit des sympathies d'Alonzo pour son nouveau royaume, la fierté dédaigneuse de l'Aragonais se heurtait par tous les points avec cette souple nature de l'Italien, qui s'est toujours consolé, en médisant de ses maîtres, d'être forcé de leur obéir. Enfin, entre Gênes et la Catalogne, les rivalités commerciales avaient survécu aux haines politiques, et les marchands se faisaient encore la guerre, après que les rois avaient désarmé.

Sous Alonzo V, la puissance d'action de l'Aragon, émigrée de la Péninsule, tend de plus en plus à se fixer en Italie, et à se rattacher à la politique européenne dont ce pays, pour un siècle entier, va devenir le centre. Nous verrons bientôt, sous les *rois catholiques*, l'Espagne se substituer à l'Aragon, et la maison de France à l'humble maison d'Anjou. Dans cette lutte de géants, dont l'Italie est à la fois le champclos et le prix, l'Europe, scindée en deux camps, se partage entre ces deux puissantes rivales; enfin l'Espagne, à l'étroit dans ses deux péninsules, finit par déborder sur le monde, et aller chercher dans un nouvel hémisphère l'espace qui lui manque dans l'ancien. A ces titres donc, le règne tout italien d'Alonzo V, précurseur de celui de son neveu Fernando *le Catholique*, est loin d'être un hors-d'œuvre dans cette histoire. Quant aux annales intérieures de l'Aragon pendant cette longue période de quarante-deux ans, elles n'offrent de remarquable que les saillies de despotisme d'Alonzo, et la patience inaccoutu-

mée avec laquelle l'Aragon les supporte. Les Cortès, convoquées pendant tout ce règne hors de la présence du souverain, contre la lettre et l'esprit de la constitution, semblent se résigner, bien qu'à regret, à l'éternelle absence de leur roi, et votent avec une docilité exemplaire tous les subsides qu'il leur demande. Du reste, si l'on veut savoir ce que coûte à un pays l'honneur de posséder un roi conquérant, qu'on écoute le langage tenu au roi par une députation des Cortès d'Aragon en 1452. « Sire, lui dirent-ils, « la guerre qui dure sans relâche depuis sept ans a « dépeuplé toutes vos frontières, à ce point qu'on a « cessé d'y cultiver la terre; l'Aragon, pendant ces « sept ans, a dépensé en rachat de prisonniers seule- « ment, quatre cent mille florins; toute industrie, « tout commerce a cessé... A tant de maux, il n'y a « plus qu'un remède pour le pays, c'est la présence « de son roi! » Et cependant, ces représentations si touchantes, ne furent pas écoutées; Alonzo mourut comme il avait vécu, sur la terre étrangère, indifférent à des misères que ses yeux ne voyaient pas, et infidèle à sa couronne héréditaire pour sa couronne d'Italie, objet de toute sa prédilection, comme il l'avait été à sa femme légitime pour la maîtresse qui qui la lui fit oublier [1].

Somme toute, ce long règne, si glorieux au dehors, exerce sur l'Aragon une influence plus funeste qu'utile. Les conquêtes d'Alonzo, situées trop loin de ses États héréditaires pour ajouter à leur force,

[1] Alonzo V, qui détestait sa femme doña Maria autant qu'il aimait cette maîtresse, la belle Lucrezia di Alagno, harcela de ses instances le pape Calixte III pour lui faire rompre son mariage; mais le pape fut inflexible, et le roi d'Aragon ne lui pardonna jamais son refus.

n'appartiennent pas même de son vivant à sa couronne espagnole, et s'en séparent à sa mort pour passer sous le sceptre de son fils naturel. Le plus clair de la succession qu'il laisse en mourant, c'est la haine des petits États italiens, et la rivalité de la France, sanglant héritage qu'il lègue à l'ambition de son neveu.

Quant au caractère d'Alonzo V, ses nombreux biographes ont pris soin de nous le faire connaître[1]. Toujours entouré de poëtes et de savants, dont le commerce le reposait des fatigues du trône, il chargea le célèbre latiniste Laurentius Valla d'écrire l'histoire de son père, l'infant Fernando de Castille; il adoucit un peu le rude mépris des Aragonais pour les lettres et les sciences, mépris que la docte Italie leur rendait avec plus de justice[2]. Malade et alité, il ne veut d'autres remèdes que la lecture de Quinte-Curce; il y dévore le récit des exploits d'Alexandre, son modèle, et se sent guéri tout d'abord par cet héroïque remède. Partout il se fait suivre par les Commentai-

[1] Ces biographes sont : Facius ou Fazio, ambassadeur génois à la cour d'Alonzo, qui a écrit longuement en latin la vie de ce prince, traduite depuis en italien ; l'autre, son précepteur et plus tard son conseiller, Ant. Beccatelli de Palerme, a recueilli quelques-uns de ses faits et gestes, dans un latin assez pur : on le trouve dans la petite collection de Meuschen, *Vitæ summorum virorum*, t. II, p. 4. Les autres sources italiennes pour ce règne se trouvent résumées dans Sismondi.

[2] Suivant *Anton. Panormit.*, on répétait à ce prince ce mot d'un roi espagnol : « Un roi se dégrade en étant instruit. » — « Ce mot est d'un bœuf, et non d'un roi, » répondit Alonzo.

Le même auteur cite encore de lui un axiôme favori, qui atteste la tendance toute platonicienne de ses idées sur la destinée humaine. « L'âme de l'homme, disait-il, ne trouve pas de repos qu'elle ne soit revenue à son point de départ ; éprise d'un immense amour pour Dieu et pour tout ce qui est immortel, y compris la science, fille de Dieu, rien de passager et de terrestre ne peut la satisfaire, et toujours elle tend à remonter vers le ciel, sa patrie. »

res de César, son précepteur dans l'art de la guerre, et renvoie des musiciens qui l'empêchent d'entendre lire Cicéron, sous prétexte que « leur harmonie ne vaudra jamais celle du divin Tullius. » Lettré sans pédanterie, le savant chez lui ne fait pas tort au roi, comme chez son homonyme Alonzo X de Castille; fin observateur, et dupe seulement quand il veut bien l'être, il compare ses courtisans aux oiseaux qui viennent sur le pont de sa galère saisir le pain qu'il leur jette, et s'enfuient aussitôt avec leur proie. Lui demande-t-on comment il faut traiter Sforza prisonnier? — « En ami, répond-il, mais se méfier de « lui comme s'il devait bientôt être un ennemi. » En montant sur le trône, on lui remet une liste de nobles qui ont conspiré pour le comte d'Urgel; il la déchire sans vouloir la lire, et la politique cette fois se trouve d'accord avec l'humanité!

LIVRE XVII.

CHAPITRE PREMIER.

ENRIQUE IV DE CASTILLE, DIT L'IMPUISSANT,
(*EL IMPOTENTE*).

1454 A 1475.

On sait dans quelle situation Juan II en mourant avait laissé le royaume : un pouvoir avili, passant tour à tour des mains d'un favori aux mains des factieux qui aspiraient à le devenir ; des finances épuisées par les prodigalités du monarque ; au dehors pas un allié dévoué, au dedans pas un vassal fidèle ; deux infants d'un second lit, placés à côté de l'héritier présomptif, pour servir de point de mire aux intrigues des partis ; enfin tous les ordres de l'État successivement opprimés l'un par l'autre, et la représentation nationale faussée, sans que la royauté ni la noblesse eussent rien gagné à son déclin : tel est le triste spectacle que présentait la Castille à la mort de Juan.

Aussi le pays, en échappant aux misères du dernier règne, salua-t-il avec une joie irréfléchie l'avenir plus riant que le règne nouveau semblait lui offrir. Les mœurs faciles de l'héritier du trône, son humeur

bienveillante, ses folles dépenses, tout en lui, jusqu'à ses défauts, avait contribué à le faire aimer, et tous les torts de sa jeunesse étaient d'avance pardonnés. Les premiers actes du jeune roi ne détruisirent pas ces belles espérances : dans un accès de clémence imprudente, il tira de prison quelques-uns des rebelles qui avaient troublé le dernier règne; il renouvela la vieille alliance de la Castille avec Charles VII, qui venait de délivrer la France du joug de l'Angleterre. Par l'entremise de sa sœur, épouse d'Alonzo d'Aragon, un rapprochement fut opéré entre les deux couronnes, et les infants aragonais échangèrent contre des indemnités en argent leurs fiefs en Castille.

Au premier rang des conseillers du roi se trouvait don Juan Pacheco, marquis de Villena, ancien page de don Alvar de Luna, dont il était destiné à recommencer la fortune. Alvar, du vivant de Juan II, l'avait placé dans la maison de l'infant don Enrique, dont il avait su gagner la faveur. Esprit élégant et cultivé, mais fertile en intrigues, c'est lui qui avait, au gré de son intérêt, brouillé et réconcilié pendant dix ans le capricieux infant avec son père. Juan II, en lui conférant le marquisat de Villena, avait vainement essayé d'acheter son dévouement, toujours à vendre, et depuis la mort du connétable, les immenses domaines de Villena faisaient de lui le plus puissant seigneur de la Castille. Venait ensuite l'oncle du marquis, l'archevêque de Tolède, belliqueux prélat, dont l'ambition, décidée à arriver au but par tous les moyens, contrastait avec l'ambition plus patiente de son neveu. Enfin, sur ces deux caractères si divers, tranchait la physionomie plus

douce du marquis de Santillane, le seul honnête homme de cette cour corrompue, l'astre le plus radieux de la pléiade de beaux esprits qui brillait sous le dernier règne.

Nous avons vu l'usurpateur ben Osmyn, irrité de l'appui que Juan II prêtait à son rival Ismaïl, déclarer à la Castille une guerre presque toujours heureuse pour ses armes. En 1454, Juan avait envoyé un corps d'élite au secours de son allié Ismaïl, et les troupes de l'usurpateur avaient été taillées en pièces, après une lutte sanglante. Ben Osmyn, réfugié dans sa capitale, en fut chassé par les habitants, et Grenade ouvrit ses portes à son heureux rival. Le premier acte du nouvel Emir fut de se reconnaître pour vassal de la Castille; mais la mort de Juan changea les dispositions d'Ismaïl, et bientôt les algarades musulmanes vinrent dévaster l'Andalousie. Alors Enrique IV, d'accord avec ses cortès, se décida à la guerre, après avoir confié au primat de Tolède et au comte de Haro l'administration de ses États. Le roi se mit en route au printemps pour l'Andalousie, et fit graver pour devise sur son écu une grenade ouverte, emblème de sa future conquête. Une armée de trente mille hommes se réunit à Cordoue; et, le roi en tête, elle entra sur le territoire de l'Emir, dévastant ses riches campagnes, mais évitant avec soin tout engagement. Parvenu jusque sous les murs de Grenade, d'où l'armée musulmane n'osa pas sortir, le roi, avec sa mobilité ordinaire, termina brusquement la campagne, et sa noblesse, mécontente de voir avorter l'expédition, se retira à regret avec lui (1455).

Jaloux de démentir son surnom d'*impuissant*, le

roi, après son divorce, songeait à contracter de nouveaux liens. Il fit demander la main de l'infante Juana de Portugal, et la princesse, malgré ses répugnances, finit par céder au désir d'être reine. Au lieu de recevoir une dot de sa femme, ce fut Enrique qui dut la doter de cent vingt mille florins et de deux places fortes, outre un revenu d'un million et demi de *ms*. Le traité conclu, l'infante se mit en route pour Cordoue, et les pompes du mariage achevèrent d'épuiser les finances de la Castille. Au milieu des fêtes nuptiales, l'œil des courtisans avait déjà épié les symptômes de la naissante faveur de Beltran de la Cueva, jeune et beau cavalier que la reine avait distingué dans le brillant essaim qui l'entourait. Dans un *pas d'armes* que ce seigneur tint à Madrid, il défendit envers et contre tous la beauté de *sa dame par amours;* et bien qu'il ne dît pas le nom de cette dame, chacun fit honneur à la reine du courage déployé par le galant chevalier. Quant au bon roi don Enrique, il en fut si charmé qu'il voulut consacrer le souvenir de ce pas d'armes par la fondation d'un monastère. Bientôt le roi, se dérobant aux plaisirs qui régnaient à sa cour, rentra sur le territoire musulman, et s'obstina, avec une folle bravoure, à exposer sa vie dans des escarmouches indignes d'un roi. L'Emir, las de cette guerre désastreuse, fit proposer au roi une augmentation de tribut, et la délivrance de tous les captifs chrétiens, en échange d'une paix durable. Mais, l'armée castillane continuant à dévaster le pays pendant que l'on négociait, les Musulmans irrités reprirent les armes en dépit de l'Emir : Enrique, après avoir mis à feu et à sang toute la *vega* de Grenade, fut forcé d'opérer sa retraite.

Le printemps venu, Enrique, après avoir arraché encore soixante millions à ses cortès, vint camper devant Malaga; la prise d'une obscure bourgade, appelée Ximena, termina la campagne, et le roi, passant le détroit pour se rendre à Ceuta, s'en alla chasser le lion dans les ravins de l'Atlas. Le pape, touché de son zèle pour la cause de la foi, lui envoya, avec un chapeau et une épée bénits, une bulle de la *Cruzada*. Cette concession qui coûtait si peu au pontife, valut au roi plus de cent millions de *ms.*; mais une faible partie de cette somme fut consacrée à la croisade; le roi, en une seule fois, donna à Beltran de la Cueva quatre-vingt mille florins; il y joignit plus tard Cuellar avec le comté de Ledesma, comme s'il eût pris à tâche de combler de ses faveurs l'homme qu'on accusait de le déshonorer. Lassés de ces abus, le comte de Haro, l'archevèque de Tolède. le marquis de Santillane, et d'autres seigneurs se liguèrent pour y mettre un terme, et bon nombre de cités se joignirent à leur ligue. Enrique, effrayé, se décida a solliciter l'appui du roi Juan de Navarre, le plus opiniâtre ennemi de la Castille. Une entrevue eut lieu entre les deux rois : et un traité d'alliance fut conclu et scellé par un projet de mariage entre l'infant Fernando, fils cadet du Navarrais, et la princesse Ysabel, sœur du roi de Castille; union également utile aux deux pays, mais qui ne devait s'accomplir qu'à travers bien des obstacles.

Le printemps suivant vit de nouveau Enrique à la tête d'une brillante armée, envahir le territoire de l'Emirat : l'Emir, impuissant à se défendre, demanda à genoux la paix et l'obtint, moyennant un tribut annuel de douze mille pièces d'or et de six

cents captifs chrétiens, et le roi s'en revint à Madrid se reposer des fatigues de sa courte campagne. La reine, amie du plaisir comme lui, s'était attachée à cette capitale naissante; les joutes, les tournois, égayaient cette cour frivole, où le plus grand ministre, le plus habile général était celui qui ordonnait le mieux une fête. Plongé dans les plus sales débauches, le roi s'était lassé du commerce de l'élégant Villena, et voulait des compagnons grossiers comme ses plaisirs. Ses nouveaux favoris étaient un certain Miguel Lucas, homme de basse extraction, dont il avait fait son chancelier; puis un pauvre hidalgo de l'Estremadure, don Diego de Solis, son valet de chambre, dont il fit un grand maître d'Alcantara. Comme son contemporain Louis XI, Enrique IV aimait à s'entourer d'hommes de bas étage, dont il croyait le dévouement plus assuré que celui de ses nobles. Malgré le surnom fâcheux accolé à son nom, il s'était choisi dans la maison de la reine une maîtresse, doña Guiomar de Castro : belle, vive, impérieuse, celle-ci n'avait pas eu de peine à dominer le faible monarque; plus reine que la reine elle-même, les faveurs de son royal amant ne s'obtenaient plus que par elle, et la cour tout entière était à ses genoux. Enrichie des dépouilles de la Castille, elle écrasait de son faste et de ses dédains la reine qui, auprès d'un pareil époux, n'aurait pas dû s'attendre à rencontrer une rivale.

Un jour qu'une fête de taureaux se donnait en l'honneur de la favorite, la reine refusa d'y assister, et défendit à ses femmes de s'y rendre; mais doña Guiomar, bravant ses ordres, y trôna sur un balcon élevé, d'où elle appelait tous les regards. La reine,

irritée, alla l'attendre au bas de l'escalier, et là, suivant Palencia, « elle la saisit par les cheveux, et la frappa à coups redoublés. Doña Guiomar se mit à crier si fort que le roi l'entendit, et accourant en toute hâte, il saisit par le bras sa femme enceinte, et la secoua si rudement qu'elle tomba évanouie. On la crut morte un instant, et le roi en témoigna un grand regret, sans quitter toutefois sa maîtresse, qu'il établit près de Madrid, en montant sa maison sur un pied magnifique; et partout où allait le roi, elle le suivait, au grand déplaisir de la reine. »

Au milieu de toutes ces intrigues, on est frappé du relâchement de tous les ressorts de l'État, et de la corruption des mœurs publiques. Un archevêque de Santiago, neveu d'Alvar de Luna, enlève une fiancée du lit nuptial, scandale qui soulève contre lui toute la population, et le fait chasser de son siége épiscopal. Le roi donne l'exemple de l'impudeur en faisant trancher la tête à l'amant d'une de ses maîtresses, et en faisant celle-ci abbesse d'un couvent, où il l'enferme. Quant aux dépenses, elles s'accroissent chaque jour dans une proportion effrayante. La royauté s'étourdit au bruit de ses fêtes pour ne pas entendre le cri de la misère publique. Chaque voyage du roi sert de prétexte à l'une de ces fêtes somptueuses, où l'on dévore en quelques heures l'impôt d'une province. L'exemple du luxe et de la corruption, donné par la cour, descend vers la bourgeoisie et le peuple, et y efface toute trace des anciennes mœurs. Aux plaintes de ses trésoriers qui lui montrent leurs coffres vides, Enrique répond, avec cette philanthropie commode qui ôte aux pauvres le nécessaire pour

en faire du superflu aux riches : « il faut que les rois, au « lieu d'amasser des trésors, comme les particuliers, « les dépensent pour le bonheur de leurs sujets. »

La Castille, ruinée par ces folles prodigalités, était en outre inondée de fausse monnaie. Jamais cette honteuse industrie d'un pouvoir aux abois ne s'exerça avec autant d'impudeur. Le coin de la nouvelle monnaie était tellement altéré, que les denrées montèrent jusqu'à quatre ou cinq fois leur valeur. Ceux qui avaient des dettes à payer s'empressaient de les acquitter avec cette monnaie décriée, et c'était là une source de procès sans fin, où la mauvaise foi était d'avance assurée de l'impunité[1]. Quant à la noblesse, elle ressaisissait par le brigandage l'ascendant qu'elle avait perdu dans les cortès. La loi n'était plus qu'un vain mot, qu'invoquaient encore de loin en loin les protestations impuissantes des cortès. Les droits les plus incontestables des communes, celui de nommer leurs députés et de consentir les impôts, étaient violés par la couronne, qui trouvait le secret d'être à la fois tyrannique et faible, crainte et méprisée. La ligue, dirigée par le primat de Tolède, se tenait avec le roi dans une attitude d'observation malveillante. Sous les griefs d'intérêt public que faisaient valoir les nobles, se cachait un grief plus réel : c'était le penchant du roi à prostituer les plus hauts emplois à des hommes de basse extraction, au lieu de les partager entre l'élite de sa noblesse. Enrique, d'ailleurs, venait de perdre un allié par la mort d'Alonzo V d'Aragon, et la ligue d'en gagner un par l'avénement au trône du frère

[1] Saez, *Monedas de Enrique IV*

d'Alonzo, Juan II de Navarre, dont l'inquiète humeur avait troublé tant de fois le repos de la Castille. Enrique comptait sur le traité récent qui l'unissait à Juan; mais celui-ci, à peine assis sur le trône d'Aragon, oublia bien vite son alliance avec Enrique, et se lia avec les confédérés. Ceux-ci insistaient pour que Enrique, à défaut d'enfants légitimes, fît proclamer son frère Alonzo héritier de la couronne, et le confiât, avec sa sœur Ysabel, aux soins de la reine-mère. Le roi, froissé de cette requête, ajourna sa réponse, et, guidé par les habiles conseils de Villena, il sut engager l'infant de Navarre, don Carlos, prince de Viana, à disputer à son père le trône de Navarre. La brusque arrestation du prince à Lérida vint déconcerter cette trame, qui eût vengé sur Juan les longues injures de la Castille. Enrique, se liguant à son tour avec les Catalans révoltés contre le roi d'Aragon, s'apprêta à soutenir, les armes à la main, les droits de son allié don Carlos. Mais cette courte guerre, que nous raconterons avec l'histoire d'Aragon, se termina bientôt par la mort de l'infortuné prince, toujours placé sur les marches du trône, sans pouvoir parvenir à y monter (1461).

Vers cette époque, la reine de Castille accoucha d'une fille à qui tout le monde donnait pour père Beltran de la Cueva. Mais le roi ne s'en fit pas moins honneur de cette paternité douteuse. Le comte d'Armagnac, ambassadeur du nouveau roi de France Louis XI, et le marquis de Villena furent les parrains de l'infante que l'on nomma doña Juana; la marraine fut sa tante Ysabel qui devait un jour lui ravir le trône; mais l'opinion publique, sans pitié pour l'enfant de l'adultère, la flétrit du nom de la

Beltraneja (la fille de Beltran), nom qu'elle garda toute sa vie. Deux mois après, le roi la fit reconnaître pour son héritière, et les deux infants Alonzo et Ysabel furent forcés de lui prêter serment.

La guerre continuait cependant sur la frontière musulmane; les chrétiens ayant obtenu quelques avantages, une violente insurrection éclata dans Grenade contre l'Emir Ysmaïl. Le gouverneur de Tarifa s'empara de Gibraltar par un coup de main, et ainsi se trouva définitivement acquise à la chrétienté cette clé du détroit qui, à la honte de l'Espagne, subit encore de nos jours l'affront d'une domination étrangère (1462).

Les Catalans, après la mort de l'infant de Navarre, vinrent renouveler au roi de Castille leurs offres de soumission. Enrique, emporté par sa haine contre le roi d'Aragon, se décida à les accepter, et se laissa, malgré une feinte résistance, proclamer à Barcelone roi de Catalogne. Juan se plaignit et menaça hautement; mais le primat de Tolède et Villena son neveu persuadèrent à Enrique de prendre le roi de France pour arbitre de ses différends avec l'Aragonais. Louis XI accepta la médiation, et une entrevue fut arrêtée entre les deux rois. En attendant, les affaires se traitèrent à Bayonne entre le roi de France, et l'archevêque et le marquis, secrètement vendus au roi d'Aragon. Louis n'eut pas de peine à gagner des ambassadeurs disposés à faire bon marché des intérêts de leur roi; et maître de dicter ses conditions, il prépara les bases d'un traité, où Enrique désertait complétement la cause des malheureux Catalans qui s'étaient fiés à sa parole de roi.

Quand il n'y eut plus qu'à signer, Enrique se rendit

à Fuenterabia où l'attendait Louis. « On n'avait jamais « vu, dit Comines, le roi de France en aussi piteux « appareil », et sa cour, qui imitait la lésinerie de son roi, offrait un curieux contraste avec la cour somptueuse du roi de Castille. Les deux souverains auraient dû, suivant l'étiquette, se rencontrer sur la frontière; mais la dignité de la Castille fut sacrifiée, et Enrique traversa en barque la Bidassoa, pour joindre le roi de France qui l'attendait de l'autre côté. Louis était vêtu d'un habit de grosse étoffe de laine, et coiffé d'un vieux chapeau, surmonté de sa fameuse vierge de plomb. Les Castillans, vêtus des plus riches étoffes, luttaient de magnificence avec leur roi, que suivait une garde mauresque splendidement équipée. « Quand les deux princes s'aperçurent, ajoute Castillo (chap. 49), ils s'ôtèrent le chapeau avec grande courtoisie; le roi de Castille ayant sauté à terre, le roi de France vint à lui, et tous deux s'embrassant, et se tenant les mains, s'en furent seuls près d'un rocher; entre eux vint se poster un beau lévrier sur lequel les deux rois reposaient leurs mains. Ils devisèrent ainsi un bon quart d'heure, après quoi on appela les ambassadeurs, et l'un d'eux lut la sentence d'arbitrage qui allouait au roi de Castille, pour toute indemnité, la ville d'Estella en Navarre, et cinquante mille *doblas*. La sentence lue et consentie par les deux parties, le roi prit congé du roi de France et s'en retourna à Fuenterabia » (1463).

Dans cette courte entrevue, les Castillans firent gorges chaudes du pauvre appareil du roi de France et de la vulgarité de ses manières; les Français se rirent à leur tour, et avec plus de raison, de la va-

nité et de la pompe castillanes. Quant aux deux rois que la médiation de Louis devait réconcilier, tous deux se tinrent pour lésés par son arbitrage. Le roi de Castille conseilla aux Catalans de rentrer sous l'obéissance de leur souverain, et se vit justement maudire par des alliés dont il avait encouragé la rébellion pour les trahir au moment du danger. Les habitants d'Estella, renforcés par les troupes du roi d'Aragon, refusèrent d'ouvrir leurs portes à Enrique, et Juan répondit à ses plaintes en l'engageant à se les faire ouvrir par force. Mais Enrique, venu en Navarre pour festoyer, n'était pas prêt à combattre : les habiles meneurs, qui tenaient les fils de toute cette trame, surent lui inspirer des craintes pour sa vie ; il s'en revint donc à Ségovie, justement irrité contre le prélat et le marquis, qu'il éloigna de ses conseils, et ceux-ci n'eurent rien de plus pressé que de s'unir à la ligue. Enfin, étendant sa colère contre Louis, il conclut, *ab irato*, un traité de commerce et d'alliance avec l'Angleterre, et le traité dérisoire de Fuenterabia se trouva de fait annulé.

La trève avec l'Emir venait d'expirer, et le roi de Castille poussa jusque sous les murs de Grenade une de ces inutiles algarades qui coûtaient aussi cher au pays qu'une guerre régulière. L'Emir obtint, à force de supplications et de présents, une prolongation de la trève (1464). A dater de cette époque, Ysmaïl demeura en paix avec la Castille, et voua tous ses soins à réparer les maux de la guerre, et à se faire chérir de ses sujets. En 1466, il mourut paisiblement sur le trône, fin assez rare chez les Emirs de Grenade. Il eut pour successeur son fils aîné, Muley abou Hassan qui, loin de partager les goûts pacifiques de son

père, dut à ses penchants belliqueux la perte de son trône et la ruine de l'Emirat.

Dans une entrevue avec le roi de Portugal, Enrique arrêta le mariage de ce prince avec sa sœur Ysabel; mais celle-ci, avec une fermeté au-dessus de son âge, se refusa à cette union, en soutenant que les infants de Castille ne devaient pas se marier sans le consentement des grands du royaume. Au même moment, la ligue adressait au roi la liste de ses griefs, et le priait de vouloir bien « observer la coutume des rois ses aïeux dans la cohabitation conjugale en prenant, aux termes de la loi, des témoins lorsqu'il aurait commerce avec la reine, afin que, la date prise, on pût s'assurer que l'enfant serait bien de lui. » Passant ensuite en revue tous les abus dont gémissait la Castille, les confédérés demandaient l'éloignement de Beltran de la Cueva, et la liberté de l'infant Alonzo, qu'ils voulaient faire reconnaître comme héritier présomptif, en même temps qu'on marierait sa sœur au fils du roi d'Aragon.

Enrique, voulant ôter aux conjurés tout prétexte de déclamer contre l'illégitimité de sa fille, crut faire un coup de maître en créant une commission d'enquête pour attester son aptitude à procréer. Deux évêques furent chargés de ce soin peu canonique, et après avoir entendu toute la maison du roi, ils établirent que « jusqu'à l'âge de douze ans, le roi n'avait « laissé voir aucune infirmité de nature; qu'ensuite, « il avait perdu son aptitude au rôle de mari, d'où « son divorce avec Blanche de Navarre; puis enfin, « qu'ayant recouvré cette aptitude perdue, il rem« plissait le devoir conjugal avec la reine, et que « doña Juana, par conséquent, était sa fille légi-

« time. » Mais malgré ce certificat de virilité, les confédérés, continuant à douter de la légitimité de Juana, finirent par recourir aux armes. L'Amirante de Castille proclama à Valladolid l'infant Alonzo; mais les habitants de cette loyale cité se prononcèrent contre l'Amirante, et le chasserent de leurs murs. Toujours prêt à traiter quand il fallait combattre, le le roi accepta des rebelles une entrevue qui cachait un piége. Échappé non sans peine de leurs mains, il s'enfuit avec vingt cavaliers, et arriva à Ségovie en fugitif plutôt qu'en roi. La ligue publia alors un manifeste où tous les torts de l'imbécile monarque étaient longuement exposés. Le roi, pour répondre à ce manifeste, se décida enfin à appeler aux armes ses fidèles sujets; et tel était l'antique dévouement de la Castille pour ses rois, que, dans la *sierra* de Ségovie seulement, cinq mille hommes répondirent à son appel. Mais au lieu d'employer ces forces à combattre, Enrique, toujours hésitant, aima mieux négocier qu'agir; cédant à l'ascendant de Villena, l'âme des conseils de la ligue, il se laissa entraîner à la faute la plus grave qu'il pût commettre; ce fut de livrer son frère aux mains des rebelles, et de le reconnaître pour son héritier, à condition qu'il épouserait sa fille Juana, déplorable expédient qui équivalait à s'ôter la couronne de sa propre main, pour la poser sur la tête de son frère (1465).

Les confédérés, sans perdre un instant, firent reconnaître l'infant Alonzo pour héritier de la couronne. Beltran de la Cueva s'immola à son roi en renonçant, en faveur de Villena, à sa grande maîtrise; Enrique, pour l'indemniser, lui donna Albuquerque avec le titre de duc, plus quatre autres villes et trois

millions de revenus. Effrayé des conséquences de sa faute, le roi tenta un dernier effort pour ressaisir ce sceptre qui lui échappait; il envoya sommer la ligue de mettre bas les armes et de lui livrer l'infant; mais celle-ci ne lui répondit qu'en armant contre lui. L'Amirante parvint à soulever Valladolid, et les confédérés se donnèrent rendez-vous à Avila pour y faire couronner l'infant. A ces tristes nouvelles, le roi, tombant à genoux, offrit à Dieu les épreuves qu'il lui envoyait, en le priant de les décompter sur celles qu'il lui réservait dans l'autre vie; et montant à cheval, il se dirigea vers Salamanque avec la reine et l'infante sa sœur.

Alors les confédérés, mettant de côté toute pudeur, résolurent de prononcer la déposition du monarque. Dans la plaine d'Avila, on dressa un immense échafaud; on y assit sur un trône une image de Enrique IV, ornée des insignes royaux, mais vêtue d'habits de deuil; sur sa tête était une couronne, devant elle un estoc, et un sceptre dans sa main. Les chefs de la ligue se rangèrent autour de la statue, et lurent à haute voix un manifeste où, passant en revue tous les crimes du roi, ils déclaraient: 1° qu'il avait mérité de perdre la dignité royale, et le primat de Tolède lui ôta la couronne de la tête; 2° l'administration de la justice, et le comte de Placencia lui enleva l'estoc; 3° le gouvernement du royaume, et le comte de Benavente lui retira le sceptre; 4° enfin, le trône et le rang de roi, et don Lopez de Zuñiga jeta la statue en bas de l'échafaud, en lui adressant de grossières injures. On fit ensuite monter l'infant, et tous les prélats et chevaliers, levant la main sur sa tête, crièrent à haute voix: « Castille pour le roi don

Alonzo! » Les trompettes et les tambours retentirent, et tous les nobles vinrent baiser la main du nouveau roi. Au moment où l'image du roi déchu vint à tomber par terre, des gémissements et des sanglots se firent entendre, au dire de Palencia. Cette étrange comédie eut lieu le 5 juin 1465; l'infant Alonzo, instrument docile des factieux, qui se flattaient de régner sous son nom, était alors âgé de onze ans et demi.

La Castille n'avait encore donné qu'un exemple de la déposition d'un roi, sous Pedro le Cruel. On ne trouve, du reste, dans les chroniques aucun indice de la présence des députés des villes à ces saturnales d'Avila, où n'assistèrent que des prélats et des nobles. Dans cette usurpation, violente par le fond, et grotesque par la forme, il ne faut pas chercher trace de légalité; les conjurés disposent de la couronne, du seul droit de la force, et n'invoquent d'autre légitimité que celle du succès. Ainsi, dix ans à peine avant les *rois catholiques*, cette couronne de Castille, qu'ils doivent faire régner sur les deux mondes, est traînée dans la boue par quelques nobles factieux. La bourgeoisie, retirée de la scène politique, regarde et laisse faire; le clergé a rompu sa vieille alliance avec la couronne, et sanctionne, avec un brutal mépris du droit, l'usurpation heureuse. La Providence, dans ses mystérieux desseins, a voulu conduire la monarchie castillane à ce comble d'abaissement, pour l'élever tout d'un coup sans transition au faîte des grandeurs.

En apprenant les événements d'Avila, Enrique se contenta de s'écrier avec Job : « Nu je suis sorti du « ventre de ma mère, et nu je retournerai vers la « terre qui m'a engendré. » Bientôt des courriers suc-

cessifs lui annoncèrent la défection de Tolède, Burgos, Cordoue, Séville et Murcie. Un moment, il eut la pensée de chercher un refuge en Portugal; mais, se relevant sous le coup qui le frappait, il convoqua auprès de lui tout ce qui lui restait encore de sujets fidèles. Enrique, dans son malheur, avait bien jugé la Castille: la royauté y était encore respectée, si le monarque ne l'était pas; l'attentat, consommé par les rebelles sur un prince plus méprisé que haï, réveilla dans les cœurs castillans un reste de loyauté. Le comte d'Albe accourut le premier avec quinze cents hommes d'armes; son exemple fut imité par une foule de cités et de nobles, et le roi se trouva bientôt à la tête de forces supérieures à celles des révoltés. Villena cherchait à maintenir l'équilibre entre le roi déchu et l'infant, afin de les tenir tous deux dans sa dépendance. Quant aux rebelles, après avoir hésité quelque temps à tirer l'épée, ils finirent par mettre le siége devant Simancas. Mais les forces de Enrique grossissaient chaque jour, et bientôt il se trouva à la tête de huit mille lances et de vingt mille fantassins. Les partisans les plus décidés du *roi d'Avila* voulaient risquer un engagement, « car au jeu de batailles, comme à celui « d'échecs, dit Palencia, il faut qu'un roi tue l'autre. » Mais la majorité s'y refusa, et Villena, dans une entrevue avec le roi, parvint à lui persuader d'accorder aux rebelles une trêve et de congédier son armée (1465).

Les troupes licenciées par Enrique se livrèrent au brigandage, et une plaie de plus vint désoler la Castille. Personne n'osait plus sortir de chez soi, la terre même avait cessé d'être cultivée; chaque ville, chaque village était bloqué, et à peine si l'on était en sûreté

sous son toit. Lassées de cette sanglante anarchie, les cités de la Castille eurent recours à un remède, extrême comme le mal : partout s'armèrent des *hermandades*, illégales par la forme, mais légitimes par le droit qu'a toute société de se protéger elle-même. Les laboureurs et les bourgeois, poussés au désespoir, firent main basse sur les malfaiteurs. Mais bientôt les *hermandades* dépassèrent leur but : les paysans, qui avaient longtemps souffert de la tyrannie des nobles, ne se virent pas plus tôt les armes à la main qu'ils les employèrent à se venger ; plusieurs châteaux forts furent pris et rasés par eux ; mais les nobles, se confédérant à leur tour, n'eurent pas de peine à mettre en déroute des paysans, sans expérience de la guerre, et cette *Jacquerie* castillane fut, comme celle de France, étouffée dans le sang (1466).

Peu à peu, les affaires du roi légitime prirent un tour favorable : Valladolid se souleva en sa faveur, et les confédérés commencèrent à traiter avec lui. Le frère de Villena, le grand maître de Calatrava, fit demander au roi la main de sa sœur Ysabel, offrant en retour mille lances soldées par lui, et soixante mille pièces d'or. Le roi, jaloux d'acheter la paix à tout prix, accepta cette offre humiliante ; « mais Dieu, « dit le loyal Castillo, ne voulait pas que cet in- « digne mariage s'accomplît : le grand maître, atteint « d'une maladie grave, mourut d'une mort très-peu « catholique, et le roi, qui comptait sur lui pour « recouvrer son trône, s'affligea beaucoup de cette « mort. »

L'infante Ysabel avait alors seize ans et se distinguait déjà par une raison au-dessus de son âge. Après la mort de son père, elle avait vécu à Arevalo avec

son frère, dans une retraite profonde. Puis Enrique, à la naissance de sa prétendue fille, avait appelé à sa cour son frère et sa sœur, comme des otages qu'il ne voulait pas perdre de vue. Là, dans cette prison somptueuse, Ysabel avait emprunté à la difficulté même de sa position le sens exquis, la fermeté toute virile et la piété courageuse qui la caractérisaient. Elle grandissait en âge et en beauté. D'avance destinée à une de ces alliances où l'intérêt des États est seul consulté, elle avait vu successivement engager sa main à l'infant Fernando d'Aragon, à don Carlos de Navarre, et au roi de Portugal, suivant le caprice ou l'intérêt du moment. Mais quand la lâche politique de Enrique voulut la mettre aux bras d'un rebelle qui avait osé déjà aspirer à la main de sa mère [1], la fierté d'Ysabel se révolta contre cet affront; s'enfermant dans sa chambre, elle y resta vingt-quatre heures sans nourriture, suppliant Dieu sans relâche de rappeler à lui ou elle ou le grand maître; et comme elle versait ses peines dans le sein de son amie, Béatrix de Bobadilla, « Dieu ne le permettra « pas, s'écria la courageuse jeune fille, et voilà qui « l'empêchera! » ajouta-t-elle en tirant de son sein un poignard qu'elle destinait au grand maître. Mais Dieu ne permit ni le sacrifice d'Ysabel, ni le dévouement de son amie, et la mort du fiancé coupa court à une union indigne de la fille des rois de Castille.

Les trames du marquis finirent par amener une

[1] *Decadas* de Alonzo de Palencia; *Memor. de la acad. de la historia*, t. VI, p. 65.

[2] Palencia, *Chron.*, ch. 72; Garibay, *Hist. de Esp.*, t. II, p. 532. Voir aussi, sur cet héroïque caractère de dona Beatriz, les *Quincuagenas*, de Oviedo.

nouvelle reprise de la guerre civile. Chacun sentait confusément que l'épée seule pouvait trancher le débat, et décider qui régnerait, non de Enrique ou de son frère, mais du roi ou de sa noblesse. Enfin, les deux armées se rencontrèrent près d'Olmedo, le 20 août 1467; d'une part comme de l'autre, les combattants étaient peu nombreux. Le roi, qui avait tout fait pour éluder le combat, céda enfin aux instances de ses partisans; mais au moment où l'on allait en venir aux mains, il se retira prudemment à quelque distance. Par un contraste peu honorable pour lui, son favori, Beltran de la Cueva, informé que quarante chevaliers du parti opposé avaient juré de s'attacher à lui, leur envoya désigner l'armure qu'il porterait, et cette bravade chevaleresque faillit lui coûter la vie.

Tout ce qui ressort du récit très-confus de la bataille, c'est que le roi n'y prit aucune part; sur une fausse alarme, Enrique qui croyait déjà voir à ses trousses le terrible archevêque de Tolède, s'enfuit jusqu'à une lieue et demie d'Olmedo. Le prélat, avec une étole et une croix blanche sur sa cotte de mailles, paya bravement de sa personne; et bien que blessé au bras, rien ne put lui faire quitter le champ de bataille. De part et d'autre, on combattit avec un égal acharnement, et la nuit laissa la victoire indécise. Sur l'armée du prétendant, un tiers ne songea qu'à piller, le second tiers s'enfuit et le troisième seulement prit part à l'engagement. Tous les bagages du roi furent pris avec la bannière royale. Chaque parti, après le combat, s'attribua la victoire, et le plus pur sang de la Castille coula ainsi sans que rien fût décidé sur le sort du pays. Le belliqueux primat, et son

roi de quatorze ans, restèrent les derniers sur le champ de bataille, et célébrèrent par des feux de joie leur prétendue victoire. Le pape, qui soutenait la cause du roi légitime, envoya à Enrique un légat pour enjoindre aux factieux de se soumettre, sous peine d'excommunication; mais ceux-ci se rirent de ses menaces impuissantes. Le légat, dans une entrevue avec eux, fut assailli par une troupe d'hommes armés qui lancèrent leurs chevaux contre lui, aux cris ironiques de « Nous en appelons, nous en appelons ! » et le pauvre légat n'eut d'autre ressource que de s'enfuir à toute bride.

Le gouverneur de Ségovie ayant livré cette ville au prétendant, la reine se réfugia dans l'alcazar avec sa fille, et l'infante Ysabel se réunit à son frère Alonzo qui venait prendre possession de sa conquête. Enrique avait été élevé dans Ségovie, et ses trésors étaient enfermés dans l'alcazar; aussi cette perte le jeta-t-elle dans un profond découragement. Avec sa mobilité ordinaire, il prit brusquement un parti, extrême comme sa situation : sur la foi de Villena, il n'hésita pas à se remettre entre les mains de ses ennemis, et à ôter ainsi à ses partisans leur drapeau, en les livrant aux vengeances de leurs adversaires [1]. Le

[1] Palencia raconte à ce propos qu'un jour que le roi sortait de Ségovie pour aller à la chasse, un laboureur vint à sa rencontre, et saisissant son cheval par la bride, lui dit à haute voix, les larmes aux yeux : « Où vas-tu, « roi perdu et ennemi de toi-même et de nous, puisque de ta propre vo« lonté tu vas te livrer aux mains de tes ennemis ? Le long temps que tu es « resté au pouvoir aurait pourtant dû t'enseigner la prudence ; tu as été « aimé et honoré de tous, et toi-même, en te méprisant, tu nous as appris « à te mépriser ! » Et quand il eut parlé ainsi, le roi s'en alla tout troublé, et tout le monde resta émerveillé d'entendre ces choses de la bouche d'un laboureur. Cet incident rappelle d'une manière frappante l'apparition qui, dans la forêt du Mans, troubla la raison du roi de France Charles VI.

légat, après d'inutiles efforts pour ramener les rebelles, fulmina contre eux une sentence d'interdit dont ils ne tinrent compte. Bientôt, la perte de Valladolid suivit celle de Ségovie, et le parti de l'infant Alonzo se grossit chaque jour aux dépens de celui du roi; mais forcé de subir le joug de Villena, qui songeait à le marier à sa fille, l'infant, malgré son jeune âge, sentait vivement sa dépendance; il lui était même échappé de dire à un de ses familiers « qu'il « fallait bien souffrir toutes ces injures, jusqu'à ce « qu'il fût en âge de les venger. »

Le parti du roi venait de s'emparer de Tolède, lorsqu'un matin, don Alonzo fut trouvé mort dans son lit. On ne manqua pas d'attribuer cette mort au poison; mais aucun de ceux qui régnaient sous le nom de l'infant n'avait intérêt à le faire périr, et Enrique était incapable d'un crime. Il est difficile de juger de ce qu'aurait été sur le trône un enfant de quinze ans, poussé à la révolte malgré lui, et usurpateur avant d'être roi; mais l'usage qu'il fit de ce pouvoir usurpé promettait à la Castille un digne frère d'Ysabel. Ainsi, les habitants de Tolède ayant voulu faire sanctionner par lui une mesure illégale, « A Dieu ne plaise, répondit-il, que j'autorise une « injustice ! » Et comme on lui faisait craindre que les habitants, aigris de son refus, ne se donnassent à Enrique, ce qui eut lieu en effet : « N'importe, ajouta- « t-il, je n'ai pas envie d'acheter une couronne à ce « prix. »

Ce fut un coup de foudre pour les confédérés que la mort de ce jeune prince, qu'ils dressaient à obéir plutôt qu'à régner, et dont l'obéissance leur eût bientôt échappé. Une fois revenus de leur stupeur,

l'archevêque et le marquis offrirent le titre de reine à la sœur de l'infant; mais Ysabel, sans se laisser éblouir par cette offre, répondit par un refus, calme mais décidé; ajoutant que, « tant que vivrait son « frère, elle ne pouvait prétendre à un trône qui lui « appartenait; qu'assez longtemps le pays avait été « divisé entre deux prétendants, et que la mort « d'Alonzo attestait la volonté du ciel de mettre fin « à toutes ces discordes. » L'éloquence du primat de Tolède se brisa contre sa détermination; une députation de Séville vint lui répéter les mêmes offres; mais elle persista dans son refus, et se contenta de demander que Enrique la reconnût pour son héritière [1].

Tous ceux des confédérés qui n'étaient pas voués corps et âme à la ligue, saisirent cette occasion de revenir au roi, qui les reçut à bras ouverts. Enrique fit sommer les autres de rentrer sous son obéissance, et ceux-ci n'y mirent qu'une condition, la reconnaissance de l'infante Ysabel pour héritière du trône. La condition était dure pour Enrique, car c'était lui demander d'exclure sa propre fille; mais Enrique était si las de discordes, qu'il finit par céder. Le traité une fois conclu, l'infante vint au-devant de son frère qui s'avançait à sa rencontre. Le lieu de leur entrevue est célèbre dans l'histoire sous le nom de *los Toros de Guisando* [2]. L'infante descendit de sa mule et s'avança pour baiser la main du roi; mais celui-ci refusa de la lui donner, quelques instances qu'elle pût faire. On

[1] Nebrissensis, *Decad.*, *lib.* II, *cap.* 1.

[2] Ce nom lui vient de quatre taureaux sculptés en pierre : une inscription latine nous apprend que cette espèce de trophée était destinée à rappeler une des victoires de Jules César dans la Péninsule.

lut ensuite les articles du traité qui devait rendre la paix à la Castille : une amnistie générale était accordée, et tous les proscrits rentraient dans leurs biens. L'infante, reconnue comme héritière du trône, recevait pour apanage la principauté des Asturies avec plusieurs villes, et il ne lui était permis de se marier qu'avec le consentement de son frère. La reine, dont la conduite dissolue avait scandalisé tout le monde, devait être renvoyée en Portugal avec sa fille. Enfin les cortès devaient être convoquées sous quarante jours pour sanctionner tout ce qui s'était fait[1]. Le légat releva les signataires du traité de leur serment à la *Beltraneja*, et le transféra sur la tête d'Ysabel. Le marquis de Villena rentra dans les bonnes grâces du roi, et celui-ci repartit avec sa sœur pour Ocaña, cherchant déjà dans sa tête un moyen de rompre le traité qu'il venait de signer (19 septembre 1468).

Bientôt Villena, d'accord avec le roi, dont le cœur saignait de sacrifier ainsi les droits de sa fille, conclut avec la reine un traité secret, aux termes duquel Ysabel devait épouser le roi de Portugal, et la *Beltraneja*, le fils de ce même roi. Mais Ysabel refusa de se prêter à cette union ; ni les instances de son frère, ni celles du marquis ne purent vaincre sa résolution, et son refus blessa profondément Enrique. Pendant ce temps, les cortès s'étaient réunies à Ocaña : leur premier acte fut de se plaindre de ce que les députés des communes n'avaient pas été appelés à Guisando, comme les nobles et les prélats, pour y prêter serment à l'infante Ysabel ; et, malgré une ré-

[1] L'original de la convention de *los Toros de Guisando* est cité tout au long dans Marina, *Theoria*, t. III, Append. II.

ponse assez sèche du monarque, les députés ratifièrent tout ce qui s'était fait à Guisando, et reconnurent les droits de l'infante, à l'exclusion de la *Beltraneja.*

Depuis que la couronne de Castille reposait en perspective sur la tête d'Ysabel, le roi de Portugal et le fils du roi d'Aragon n'étaient pas seuls à aspirer à sa main : parmi les prétendants, on comptait aussi un des frères d'Édouard IV, roi d'Angleterre, ainsi que le duc de Guienne, frère de Louis XI. Mais le candidat préféré par Ysabel était Fernando d'Aragon : outre les motifs politiques qui plaidaient en sa faveur, d'autres raisons plus féminines avaient aussi décidé l'infante. Elle avait envoyé secrètement dans les deux cours de France et d'Aragon son chapelain, dont le rapport avait fait pencher la balance du côté de Fernando. Le duc de Guienne, au dire de l'honnète chapelain, « n'était qu'un prince efféminé, avec des membres grêles jusqu'à la difformité, des yeux larmoyants, et la vue si courte qu'il ne pouvait se livrer aux exercices de la chevalerie; Fernando, au contraire, doué à la fois des dons du corps et de ceux de l'esprit, joignait à des traits réguliers et à un maintien gracieux un esprit d'une souplesse rare, et d'une aptitude presque universelle. »

Le primat de Tolède appuyait de toutes ses forces cette union; mais son neveu Villena, qui aurait voulu tenir la balance égale entre tous les prétendants, mettait sous main des entraves au choix de la princesse. Le roi, peu porté au fond du cœur pour une alliance qui devait assurer la couronne sur le front d'Ysabel, ajournait toute décision. Mais l'habile monarque qui régnait sur l'Aragon, Juan II, frappé des

avantages de cette union, avait juré de l'accomplir. Mûri par l'âge et par l'adversité, ce prince dont la jeunesse avait été si funeste à la Castille, dont l'âge mûr avait été troublé par sa querelle avec son infortuné fils, méditait un projet qui fit la grandeur de l'Espagne, la réunion des deux couronnes de Castille et d'Aragon. Mais le propre des grands desseins, c'est d'avoir le temps pour complice, et Juan marchait lentement vers son but, à travers tous les obstacles, avec cette froide persévérance qui dompte à la fin la fortune. Juan d'Aragon, le plus pauvre des rois de la chrétienté, ne pouvait acheter à prix d'or la main d'Ysabel; mais en semant les promesses, à défaut de présents, il eut soin que personne n'approchât l'infante sans chanter les louanges de son fils, et sans la confirmer dans son penchant pour ce mariage. Ysabel était femme, et le portrait qu'on lui faisait de l'infant d'Aragon ajoutait à son désir de l'avoir pour époux. Vainement le marquis la fit menacer des traitements les plus sévères, si elle n'épousait pas le roi de Portugal, prières et menaces, tout échoua devant son inflexible résolution. Le marquis ayant voulu réaliser ses menaces, en fut empêché par l'attitude des habitants d'Ocaña qui, avec la Castille, avaient pris parti pour l'infante et pour son mariage avec l'Aragonais : le peuple, assemblé sous les fenêtres du palais, fit retentir aux oreilles du roi des chansons satiriques, où l'éloge d'Ysabel et de son fiancé contrastaient avec les cheveux gris du soupirant portugais[1].

Enrique, désespérant de vaincre l'obstination de

[1] Bernaldo, *Reyes catolicos*, MS, ch. 7.

sa sœur, partit pour l'Andalousie, après lui avoir fait promettre qu'elle ne disposerait pas de sa main sans son consentement ; mais Ysabel se tint pour dégagée de sa promesse par la violence dont on avait usé pour la lui arracher, et se montra disposée à accepter la main de l'infant d'Aragon. Le nonce du pape, gagné à prix d'or, promit les dispenses nécessaires. Enfin ces longues négociations, conduites avec autant de secret que d'habileté, aboutirent, le 5 mars 1468, à un traité, véritable contrat de mariage entre la Castille et l'Aragon [1]. L'infant Fernando y promettait de rendre au roi Enrique toutes les villes que l'Aragon lui avait enlevées ; il s'engageait à résider avec l'infante en Castille, et à n'en pas sortir sans son consentement ; tous les actes publics devaient être signés des deux époux, et leur conseil ne se composer que de Castillans ; l'infante devait recevoir, en son nom seul, l'hommage des cités du royaume, et en nommer les alcaldes. Le traité se terminait par une amnistie générale et par la promesse d'une croisade contre les infidèles, aussitôt que les deux époux seraient montés sur le trône. Enfin l'infante, au lieu d'apporter une dot à son époux, devait recevoir de lui cent mille florins d'or, outre plusieurs villes en Aragon.

Entre tous les prétendants qui aspiraient à sa main, Ysabel ne pouvait faire un choix qui conciliât aussi bien ses penchants personnels avec les intérêts de la Castille. La parenté qui unissait les deux époux assurait l'unité future de la Péninsule, et la chute de l'Emirat devait être le premier résultat de cette union. Villena, bientôt informé du traité que son oncle ve-

[1] Zurita, l. XVIII, ch. 21, et Castillo, ch. 138.

nait de conclure avec l'Aragon, jeta la France en travers de ces négociations, en engageant Louis XI à soutenir les prétentions du duc de Guienne. Louis s'empressa d'envoyer en Castille le cardinal d'Arras demander pour son frère la main d'Ysabel. Enrique fit grand accueil à l'envoyé français ; quant à Ysabel, elle répondit au cardinal avec habileté et mesure, sans accepter ni refuser son offre, s'excusant sur la nécessité de ne se marier que d'après les lois du royaume. La position d'Ysabel était alors des plus difficiles : les lettres de Enrique IV et les intrigues du marquis ébranlaient autour d'elle la fidélité de ses plus dévoués serviteurs ; sa favorite même, Béatrix de Bobadilla, redoutant la colère du roi, la dissuadait d'épouser Fernando. Une armée marchait vers Madrigal pour s'emparer de sa personne ; les habitants, effrayés, la priaient humblement d'aller chercher un asile ailleurs. Entourée d'espions et de traîtres, ou de tièdes amis qu'effrayait son isolement, Ysabel, à la veille de ce mariage qui devait faire d'elle la souveraine des deux mondes, avait à peine un toit pour reposer sa tête! Mais le primat de Tolède et l'Amirante, ses deux fidèles champions, accoururent bientôt à la tête de quelques centaines de lances, et la princesse, quittant cette ville qui l'avait trahie, fut conduite en triomphe à Valladolid.

Enrique se trouvait en Andalousie, lorsqu'une lettre d'Ysabel vint lui annoncer son prochain mariage, et implorer son consentement. Villena, qui régnait toujours sur le faible monarque, ne lui permit pas de répondre à sa sœur. Ysabel, jalouse de donner à sa conduite une couleur de légalité, écrivit aux nobles, aux prélats, et aux cités du royaume pour

leur faire part de son projet. Mais le plus difficile, c'était d'amener l'infant d'Aragon auprès de sa fiancée. Malgré la répugnance des nobles aragonais pour cette union qui menaçait l'indépendance de leur pays, Fernando se mit en route, après avoir reçu de son père l'avis de s'en rapporter en tout à l'archevêque de Tolède. Pour détourner les soupçons, une ambassade somptueuse fut envoyée au roi de Castille, et acheva de mettre à sec le trésor du roi d'Aragon, où l'on comptait à peine trois cents pièces d'or. L'infant, caché sous la livrée d'un domestique, comme son aïeul Pedro III, avec deux ou trois de ses courtisans qui marchaient devant lui, déguisés en marchands, se mit en route, ne voyageant que la nuit, pour échapper aux détachements ennemis qui battaient la campagne. Aucun accident ne traversa ce court mais pénible voyage. Nulle part les voyageurs ne furent ni reconnus, ni soupçonnés, et le 9 octobre 1669, par une nuit épaisse, le prince et sa suite vinrent frapper à la porte d'Osma qui appartenait à l'un des partisans d'Ysabel. Pendant que l'infant, épuisé de fatigue, heurtait obstinément à cette porte qui refusait de s'ouvrir, une grosse pierre, jetée du haut du rempart, tomba à côté de lui, et faillit couper court au mariage projeté et à l'avenir de deux royaumes. Alors l'infant, qui savait la place au pouvoir de ses amis, se hasarda à révéler son nom. Le bruit de son arrivée se répandit aussitôt; les portes s'ouvrirent, et il fut accueilli en triomphe dans ces murs où il mendiait tout à l'heure un asile [1].

Le lendemain, le futur époux d'Ysabel se mit en

[1] Palencia, part. II, ch. 14.

route, avec un cortége plus digne de son rang, pour Valladolid où l'attendait sa fiancée. Le cérémonial de la première entrevue fut réglé avec toute la rigueur de l'étiquette castillane. Les courtisans d'Ysabel, traitant légèrement un fiancé sans argent, voulaient que le prince baisât, en signe d'hommage, la main de l'infante de Castille; mais l'archevêque de Tolède épargna cet affront au prince et à l'Aragon. L'entrevue eut lieu enfin, et dès le premier coup d'œil, la princesse trouva que le portrait n'avait pas été flatté [1]. Suivant Pulgar, « l'infant, alors âgé de « dix-huit ans, était de taille moyenne; les membres « bien proportionnés, les yeux vifs, la physionomie « enjouée; ses cheveux bruns, clair-semés avant l'âge, « laissaient à découvert son front large et saillant. « Chasseur adroit, cavalier accompli, nul ne le sur- « passait aux exercices du corps; ses manières étaient « empreintes d'une grâce naturelle à laquelle on ne « résistait pas. Sa santé était si bien affermie par son « extrême sobriété, que les affaires, loin d'être pour « lui une fatigue, lui semblaient un repos. Toujours « maître de lui-même, ni le plaisir, ni la colère ne « causaient d'altération sur ses traits. Bien que sa na- « ture le portât à la sévérité, il était plein d'entrailles « pour les malheureux. Sans cesse à court d'argent, « il devait à cette gêne continuelle quelques habi- « tudes de parcimonie. Véridique par nature, la « nécessité seule le faisait parfois dévier de sa fran- « chise. »

[1] Cardenas, qu'Ysabel avait député vers son futur époux, fut le premier qui le lui désigna du regard, en prononçant ces mots : « *Es es* » (c'est lui); mots qui, en espagnol, ont le son de deux *ss*. Aussi lui accorda-t-elle en récompense le singulier privilége de porter deux *ss* sur son écu. (Oviédo, *Quincuag.*)

Voici maintenant, d'après le même auteur, le portrait d'Ysabel. « Agée d'un an de plus que son illustre « époux, elle était de moyenne stature, bien prise « dans sa personne, le teint blanc et rose, les yeux « bleus, le maintien gracieux et décent, la physio« nomie sereine. Mesurée dans tous ses gestes, « elle était sobre comme son époux et ne buvait « jamais de vin ; elle élevait dans son palais de nobles « demoiselles qu'elle surveillait avec soin, et dotait « magnifiquement. Elle abhorrait les femmes de mau« vaises mœurs, et gardait si strictement la décence « dans son maintien, que, même en accouchant, elle « savait cacher ses souffrances et retenir ses cris. « Elle aimait beaucoup le roi son mari et en était « jalouse hors de toute mesure. Douée d'un esprit « pénétrant et d'une parole facile, au milieu des tra« vaux du gouvernement, elle trouva le temps d'ap« prendre le latin, de manière à entendre tout ce qui « se disait dans cette langue. Catholique zélée, elle « faisait force aumônes toujours secrètes, et dotait « richement les églises et monastères. Elle écoutait « volontiers les conseils, mais agissait le plus sou« vent d'après son avis. Douée d'un vif sentiment du « droit, elle inclinait plutôt vers la rigueur que vers « la clémence. Elle dissimulait avec soin sa colère, « et chacun redoutait de la provoquer. D'une rare « fidélité à sa parole, elle n'y manquait jamais que « malgré elle, et ses plans une fois arrêtés, elle n'en « changeait qu'avec difficulté. On lui reprochait, « comme à son époux, de n'être pas généreuse, parce « que, voyant le patrimoine royal obéré par les alié« nations de fiefs et de cités, elle fut toujours très« sobre de concessions de ce genre. Les rois, disait-

« elle souvent, doivent conserver avec soin leurs « domaines; car en les aliénant, ils perdent à la fois « de l'argent pour se faire aimer et du pouvoir pour « se faire craindre. »

On pardonnera cette longue citation à l'intérêt que nous inspire cette illustre reine, trop peu connue hors de l'Espagne où son nom est encore aujourd'hui l'objet d'un culte populaire. Son époux, plus mêlé au mouvement politique de l'Europe, a concentré sur lui l'attention de l'histoire; mais la physionomie si originale d'Ysabel est peut-être plus réellement espagnole, et réclame sa place dans ce Panthéon historique où les grandes reines doivent siéger à côté des grands rois [1].

Une fois le mariage arrêté, il fallait encore trouver de l'argent pour le célébrer; car l'argent était chose rare à la petite cour d'Ysabel. Enfin les deux époux parvinrent à emprunter quelques sommes, et les noces furent célébrées à Valladolid, le 19 octobre 1469. L'Amirante de Castille, grand-père maternel de Fernando, et le primat de Tolède les conduisirent à l'autel. Restait une difficulté grave, c'était d'obtenir les dispenses du saint-siége. Le pape Paul II s'était prononcé avec tant d'éclat en faveur de Enrique,

[1] Prescott a publié (tome 1er), d'après une peinture du palais royal de Madrid, un portrait de cette princesse; ce portrait ne justifie qu'à moitié les éloges enthousiastes des contemporains, qui la déclarent la femme la plus belle de toutes les Espagnes. Les yeux sont assez beaux, les traits réguliers; mais l'éclair de l'intelligence n'y brille pas, et la lourde coiffure, qui cache les cheveux et le front alourdit encore cette physionomie un peu éteinte. Tout ce qu'on y peut louer, c'est un air de sérénité sérieuse, et de probité calme, qui s'accorde avec le caractère donné par l'histoire. Prescott, t. II, a publié aussi le portrait de Fernando. Mais l'air de bonhomie grossière qui y domine conviendrait mieux à un honnête alcalde de village, sa verge à la main, qu'au rusé adversaire de Louis XI, et au plus grand politique d'une époque qui en a tant produit.

qu'il ne fallait pas se flatter de les obtenir de lui. Le roi d'Aragon et le primat de Tolède, peu scrupuleux sur le choix des moyens, fabriquèrent une fausse bulle de dispense [1], et rassurèrent ainsi la conscience timorée de l'infante. Ysabel, plus tard, ayant découvert la ruse, en fut vivement affligée, et n'eut pas de repos qu'elle n'eût obtenu une bulle authentique, que Sixte IV eût refusée à l'infante, et qu'il accorda à la reine [2]. A peine mariés, les deux époux s'empressèrent de faire part de leur union au roi de Castille; mais à leurs assurances de soumission, Enrique répondit sèchement qu'il se consulterait avec ses ministres. Ainsi ce mariage, accompli à travers tant d'obstacles, ne fit qu'ajouter un nouveau germe de de discorde à tous ceux qui existaient déjà en Castille.

Cependant l'Emir Muley abou Hassan régnait toujours à Grenade, et songeait à venger sur les chrétiens les injures de l'Emirat. Il fut arrêté dans ses desseins par la révolte du wali de Malaga. Enrique promit des secours au wali rebelle, et l'Emir, irrité, vint ravager l'Andalousie, de Cordoue à Séville, sans que le faible monarque armât même pour la défendre. Mais bientôt l'Emir dut s'en retourner dans ses États pour faire face à la rébellion qui faisait chaque jour des progrès. Pendant quatre ans, cette frontière, battue sans cesse par le flux et reflux de l'invasion, se reposa de ses souffrances, jusqu'à ce qu'enfin la mort de Enrique et l'avénement des *rois*

[1] Voir à ce sujet Clemencin, *Memor. de la Academ.*, t. VI, p. 105, et Zurita, l. XVIII, ch. 26.

[2] Ces détails sont empruntés à Galindez de Carvajal, MS, année 1459, et aux *Memor. de la Academ.*, t. VI, append. 4, où se trouve le contrat de mariage.

catholiques ouvrirent la scène à ce long drame qui ne devait plus se terminer que par la prise de Grenade.

L'ambassadeur de France s'était retiré fort mécontent du refus d'Ysabel; mais Villena, sans se décourager, fit proposer au roi Louis, pour le duc de Guienne, la main de la fille de Enrique au lieu de celle de sa sœur. Louis accepta, et les bases du mariage furent bientôt arrêtées; le roi de Castille, annulant de sa pleine autorité le serment prêté par les cortès à sa sœur, manda à tous les nobles, prélats et cités de son royaume, de reconnaître pour seule héritière du trône sa fille Juana, alors âgée de neuf ans. Le cardinal reçut serment de la reine que la jeune infante était bien la fille légitime du roi Enrique, et les fiançailles furent célébrées avec éclat (1470). Toutefois, il manquait à cette reconnaissance des droits de la *Beltraneja* une sanction indispensable, c'était celle du pays. Enrique essaya de la lui donner en convoquant à deux reprises les cortès; mais la Castille, lassée de voir ainsi promener son obéissance d'un héritier de la couronne à un autre, ne répondit à la convocation que par une muette indifférence. Enrique, désespérant de vaincre cette force d'inertie devant laquelle se brisait tout son pouvoir, convoqua pour la troisième fois ses cortès réfractaires, sans faire mention, cette fois, des droits de sa fille, et en ne parlant que des abus à réformer. Les cortès alors se rassemblèrent, mais refusèrent de prêter serment à l'infante Juana; et les droits d'Ysabel, qui venait d'accoucher d'une fille, demeurèrent reconnus par la Castille, qui voyait dans la précoce fécondité de cette union le gage d'un heureux avenir.

En attendant, la situation du pays n'avait jamais été plus déplorable : deux partis se disputaient, les armes à la main, l'héritage d'un roi qui vivait encore. Les haines politiques s'envenimaient des rivalités locales, et des nobles, pour une querelle privée, mettaient sur pied des armées. La vieille querelle héréditaire des Ponce de Léon et des Guzman ensanglantait alors l'Andalousie. Le fougueux bâtard Rodrigo Ponce de Léon [1], chef de cette puissante famille, avait engagé le premier les hostilités ; le duc de Médina Sidonia, le chef des Guzman, armant vingt mille hommes d'une fois, avait chassé ses ennemis de Séville après un combat acharné, et livré aux flammes quinze cents maisons du parti opposé. Les laboureurs n'osaient plus ensemencer leurs champs, et une affreuse disette désolait depuis deux ans tout le midi de l'Espagne.

Tandis que la cour de Enrique insultait par son faste aux misères de la Castille, la cour rivale de Dueñas avait à peine de quoi suffire à son modeste entretien. La fortune, après avoir souri un instant au couple royal, s'était peu à peu éloignée, et les courtisans avec elle. Les villes avaient suivi l'exemple des grands, et bientôt, sauf Séville et quelques places dans le nord, tout le reste du royaume s'était prononcé en faveur de Enrique, qui venait d'enlever aux infants Valladolid, leur capitale. La triste Ysabel, abandonnée par ses plus fidèles serviteurs, n'avait plus qu'un appui : c'était l'archevêque de Tolède, dont les immenses revenus étaient pour sa cause un soutien précieux ; mais cet appui, le hautain prélat

[1] C'est ce bâtard Rodrigo, le vainqueur de Gibraltar, qui fut depuis si célèbre sous le nom de marquis de Cadix. Voir Oviedo, *Quincuagen.*

le faisait acheter bien cher par ses exigences. Malgré les sages conseils du roi d'Aragon, Fernando et Ysabel même furent plus d'une fois sur le point de se révolter contre cette dure tutelle. Mais une rupture était impossible, car elle eût porté le dernier coup à la fortune chancelante des deux époux.

Cependant le duc de Guyenne se montrait peu empressé de conclure l'union projetée : bientôt une alliance plus avantageuse s'étant présentée pour lui, il renonça, sans regret, à sa fiancée castillane. Enrique, n'osant venger cet affront sur le roi de France, s'en prit aux infants qui le lui avaient attiré, et convoqua contre eux le ban et l'arrière-ban de ses sujets. Villena, blâmant la mesure, comme trop violente, la fit révoquer au roi, et lui persuada de choisir pour gendre le roi de Portugal, Alonzo V; mais le monarque portugais déclina la proposition, et le roi vit ainsi tous les souverains de l'Europe refuser la main de sa fille, avec autant d'empressement qu'ils en avaient mis à rechercher celle de sa sœur (1471).

Sans se laisser rebuter par ce refus, Villena combina bien vite un nouveau projet de mariage pour la *Beltraneja* avec l'infant don Enrique, neveu du roi Juan II d'Aragon [1]. L'infant quitta avec sa mère la cour de son oncle, et se hâta d'accourir en Castille, plus chargé de prétentions que d'argent, car le roi Enrique dut subvenir aux frais de son voyage. Dès

[1] Ce dernier, s'il faut en croire un auteur peu connu, Onoffr. Anton. de la Barreda (MS. de la Biblioth. nation., collect. de Saint-Germain, nº 2883), vaincu par les prières de son neveu, aurait consenti à ce mariage, en dépit des justes représentations de son fils Fernando sur le tort que devait lui faire cette union.

son début, l'infant eut l'art de s'aliéner les nobles castillans en prenant des airs de monarque : affectant de parler avec dédain de son cousin Fernando d'Aragon, il demandait à vider leur querelle dans un combat singulier; mais Fernando, en apprenant ces fanfaronnades, les traita avec le mépris qu'elles méritaient. Le marquis, qui avait mis ce mariage en train, cessa lui-même de le prendre au sérieux, et il se remit, avec une nouvelle ardeur, à travailler à l'union de l'infante avec le roi de Portugal. Au milieu de toutes ces intrigues, les cortès s'étaient rassemblées à Santa-Maria de Nieva ; les communes, si longtemps oubliées, élevèrent leur voix pour réclamer la réforme des abus les plus criants. Le roi, sur leurs instances, essaya de porter remède à l'épuisement des finances, en annulant toutes les donations faites depuis dix ans aux dépens du domaine royal [1]; mais ce décret, publié pour la forme, ne fut jamais exécuté, et les cortès se séparèrent, après avoir voté de larges subsides (1473).

Héritier du crédit de Beltran de la Cueva, qu'il avait eu l'art d'éloigner de la cour, le marquis de Villena, sans être aimé de Enrique, avait su conquérir sur ce faible esprit un ascendant illimité. Insatiable dans son ambition, Villena, déjà maître des prin-

[1] « Le patrimoine royal, nous dit Pulgar, était aliéné de telle sorte que le roi et la reine n'avaient plus assez de revenus pour soutenir la dignité royale... et ces aliénations se faisaient de diverses sortes : aux uns on donnait une rente héréditaire, pour les couvrir de leurs dépenses; d'autres achetaient ces rentes pour des prix très-bas, car pour mille *ms* en argent, on en avait mille de rente perpétuelle. Enfin, on vendait à vil prix des cédules de rente en blanc, signées par le roi. Et toutes ces rentes étaient assurées sur les *alcabalas* (gabelles) et *tercias* (dîmes ecclésiastiques) et sur les autres revenus du royaume, de manière que le roi n'en touchait rien, ou presque rien.

cipales forteresses du royaume, harcelait le roi pour en obtenir encore l'alcazar de Ségovie[1], commandé par Cabrera, dévoué à Ysabel, dont il avait épousé l'amie, Béatrix de Bobadilla. Enrique, d'humeur facile et débonnaire, goûtait l'entretien de Cabrera et de sa femme, et ceux-ci ne perdaient pas une occasion de plaider auprès de lui la cause de sa sœur. Le roi, ébranlé par leurs instances, et fatigué de la domination du grand maître, n'était pas éloigné d'un rapprochement; Cabrera, voyant les choses en bon chemin, écrivit à l'infante pour l'engager à venir elle-même plaider sa cause. Ysabel n'hésita pas un instant, et, le 27 décembre 1743, elle arriva à Ségovie, suivie seulement du prélat et de quelques nobles. On n'eut pas de peine à décider le roi à une entrevue avec cette sœur, qu'il aimait au fond du cœur. Le grand maître, se croyant trahi, s'enfuit à bride abattue à Ayllon. Le roi se rendit sans escorte à l'Alcazar; Ysabel, courant au-devant de lui, se jeta dans les bras de son frère, en le priant de lui pardonner son mariage, la seule offense qu'elle eût jamais commise contre lui [2]. Le roi, pour toute réponse, embrassa tendrement sa sœur. Séduit par la grâce de ses manières, il revint souper à l'Alcazar le lendemain, et sortit à cheval avec elle, en tenant par la bride son palefroi. Pour rendre la réconciliation plus complète, Ysabel fit venir à Ségovie son époux; Fernando fut accueilli avec la même bienveillance par

[1] « Un jour, dit Castillo, ch. 156, que le grand maître importunait le roi pour en obtenir Sepulveda, le roi, fatigué, s'écria, quand il fut seul avec ses familiers : « Ah! que ne suis-je pour huit jours seigneur de toute la « terre! — Et pourquoi? lui demanda-t-on. — Pour essayer de rassasier « l'avidité du grand maître. »

[2] Colmenarès, *Hist. de Segovia.*

son beau-frère, et tous trois allèrent ensemble entendre la messe à la cathédrale, à la grande joie de toute la ville. Un festin somptueux les réunit ensuite, et la soirée se passa dans les plaisirs ; mais, tout d'un coup, le roi se sentit atteint d'un point de côté violent. Les deux infants ne quittèrent pas un instant le lit du malade, et le peuple se pressa en foule dans les églises pour demander à Dieu sa guérison. Les symptômes du mal ne tardèrent pas à diminuer de violence, et Enrique se remit peu à peu ; mais sa santé en resta ébranlée jusqu'à la fin de ses jours (1474).

Tout en entourant de leurs soins le roi moribond, les deux époux insistaient sur l'exécution du traité de Guisando, et toujours Enrique éludait leur requête. Le grand maître, qui, même absent, conservait sur lui son empire, ne cessait de lui recommander par écrit les intérêts de sa fille, et le faible monarque usait dans d'éternelles irrésolutions les restes d'une vie qui s'éteignait. Enfin le grand maître l'emporta, et persuada au roi de s'emparer, par un coup de main, de l'Alcazar et des infants qui l'habitaient. La vigilance de Cabrera déjoua cette trame, mais Fernando prit le parti de s'éloigner de Ségovie. Aucun des deux partis n'étant assez fort pour écraser l'autre, d'impuissantes négociations se poursuivirent pour la forme, tandis que le grand maître pressait de nouveau le mariage de Juana avec le roi de Portugal. Celui-ci redoutait la mauvaise foi notoire de Villena ; mais il était tenté par la perspective d'une couronne, et ses irrésolutions désespéraient le pauvre Enrique, qui aurait voulu, avant de mourir, assurer au moins à sa fille le trône de Portugal, à

défaut de celui de Castille. Un événement imprévu vint couper court à toutes ces intrigues : ce fut la mort du grand maître, qui précéda ainsi dans la tombe le roi qu'il avait si longtemps dominé. Si cet homme d'État eût consacré au bonheur de son pays tous les talents qu'il employa à le troubler, la Castille, sous un ministre aussi capable, eût bien vite oublié l'incapacité de son roi. Mais l'histoire, qui pardonne aux ambitieux de génie, doit être sans pitié pour ces ambitieux subalternes qui n'estiment le pouvoir que par ce qu'il rapporte. De la basse cupidité d'un Villena au despotisme glorieux d'un Richelieu, il y a toute la distance qui sépare l'habileté du génie, et l'astuce du courage; et l'on doit plaindre la Castille condamnée à subir de suite deux rois tels que Juan II et Enrique IV, et deux favoris tels qu'Alvar de Luna et Villena.

La soumission de Enrique au joug du marquis naissait de l'habitude plus que de l'affection, et cependant la mort de son favori fut vivement sentie par lui ; à dater de ce moment, il ne fit plus que languir. Les vomissements de sang devinrent presque continus, et bientôt une violente douleur de côté vint annoncer les approches de la mort. Toute prévue que cette mort fût pour Enrique, ses hésitations perpétuelles ne lui permirent pas de disposer de sa couronne par un testament. Quelques historiens racontent que le roi mourant, pressé de désigner son héritière, aurait désigné verbalement sa fille Juana. Suivant Palencia, le roi en référa à son secrétaire, qui savait sa volonté ; mais son chapelain l'ayant adjuré, sur le salut de son âme, de ne pas laisser la Castille dans cette terrible incertitude, et de confir-

mer sa déclaration de Guisando, où il assurait la couronne à Ysabel, on ne put tirer de lui aucune réponse [1]; et le long et sanglant débat qui avait agité tout ce règne resta réservé tout entier pour le règne suivant.

Enrique IV mourut le 11 décembre 1474 à Madrid; âgé de cinquante ans, il en avait régné vingt et un. Sa destinée, comme celle de tous les rois sans caractère, fut de faire à son pays plus de mal qu'il ne lui en voulait. D'humeur douce et bienveillante, Enrique n'aimait à voir autour de lui que des heureux; toutes ses faiblesses s'expliquent par de bons penchants détournés de leur voie; ses vices même ont pour excuse une nature imparfaite et tronquée, à qui furent refusées les saintes affections de la famille.

Voici le portrait que trace de ce prince son chroniqueur Castillo : « Enrique était de haute taille, les membres forts, le nez un peu aplati, par suite d'une chute faite dans son enfance; les yeux bleu pâle, les cheveux blonds, le front large et les sourcils élevés... Bien que toujours mal vêtu, il avait bon air, et était mesuré dans ses paroles, mais ami des joyeux propos. Il se plaisait fort dans la société de ses serviteurs, et était pour eux d'une générosité sans bornes. Jamais il ne disgraciait ceux qu'il avait une fois pris en goût. Petite compagnie lui plaisait, et tout visage étranger lui portait ombrage. Il se montrait rarement à ses sujets, fuyait les affaires et les expédiait le plus tard possible [2]; sa voix était juste et douce, et tout chant triste le délectait. Il touchait habilement du

[1] Prescott, avec sa conscience ordinaire, a essayé d'éclaircir cette obscure question du testament d'Ysabel, t. I, p. 135.

[2] Suivant Mariana, il signait le plus souvent ses décrets sans les lire.

luth, et aimait à entretenir des musiciens et à chanter avec eux dans les offices divins. Grand fondateur d'églises et de monastères, il recherchait la conversation des religieux et les comblait de ses largesses. Il était fort aumônier, mais sans faste et en secret, ami des humbles et ennemi des superbes. Il mangeait d'une manière désordonnée, ce qui altéra peu à peu sa santé. Il eut un grand nombre de serviteurs préférés, dont il fit des grands seigneurs, mais la plupart le payèrent d'ingratitude. En somme, de plaisirs il eut peu, d'ennuis beaucoup, de soucis souvent, et de repos jamais!... »

Complétons enfin ce portrait un peu indulgent par quelques lignes plus sévères, empruntées à Pulgar [1], l'historiographe d'Ysabel : « Le roi, comme un fils unique, fut élevé par le roi Juan son père avec une tendresse imprudente, au milieu de la mollesse et des plaisirs. Sa maison fut montée dès l'âge de quatorze ans, et il ne sut dès lors rien refuser à ses appétits. Nul n'osait le retenir, quoiqu'on le vît sur la pente qui menait à tous les vices. Il ne souffrait pas les représentations des vieillards, et n'aimait que les jeunes gens qui flattaient ses goûts pour le plaisir. Aussi, vint-il en une telle faiblesse d'esprit que, quand il régna, il fut toujours gouverné par ses favoris... »

[1] Part. I, chap. 5. Voy. aux Pièces justificat. la note sur le chroniqueur Castillo.

CHAPITRE II.

CORTÈS DE CASTILLE ET D'ARAGON.

Quelques publicistes espagnols, aveuglés par l'esprit de système, ont voulu à toute force voir dans les conciles des Goths de véritables assemblées nationales. Nous avons fait justice de cette assertion, qui ne supporte pas l'examen [1]. Cependant, bien que le peuple n'ait jamais joué un rôle actif dans les conciles de Tolède, la transition de ces conciles aux cortès castillanes n'en est pas moins facile à suivre. Quelque nom qu'on donne aux assemblées de ce genre qui ont précédé les cortès de Léon de 1188 [2], la tradition n'en a jamais été interrompue : sous la monarchie asturienne comme sous la monarchie gothique, les rois ont conservé l'usage de réunir pour les con-

[1] Voyez tome I, p. 293.

[2] Il est difficile de préciser l'époque où les conciles se distinguent nettement des cortès. Les chroniques, jusqu'au XII[e] siècle, se servent indifféremment des noms de *conventus*, *synodus*, *curia* et *concilium*, et plus souvent de ce dernier. Le mot de *cortès* (de *corte*, cour, en latin *curia*), ne commence à être en usage que dans les chroniques écrites en castillan ou *romance*, à dater du XIII[e] siècle, époque où l'extension de la monarchie force l'assemblée politique à se séparer de l'assemblée religieuse. Alors on voit les conciles devenir plus rares, et cesser bientôt tout à fait, tandis que les cortès deviennent chaque jour plus fréquentes.

sulter, dans chaque affaire grave, les grands et les prélats de leur royaume. Les conciles restent donc ce qu'ils étaient, une assemblée semi-religieuse, semi-politique, mais qui tend de plus en plus à prendre ce dernier caractère.

Nous ne rapporterons en détail ni les dates ni les actes de ces assemblées; car nous avons hâte d'arriver aux célèbres cortès de 1188, où se rencontre la première trace d'une représentation populaire. Si l'on voulait prendre à la lettre quelques phrases obscures des chroniques, ou quelques assertions hasardées d'historiens modernes [1], on pourrait croire que, longtemps avant 1188, le peuple intervenait dans le gouvernement du pays, et siégeait dans ses cortès; mais il suffit d'être un peu familier avec le langage des chroniques pour se convaincre qu'ici, comme dans les conciles des Goths, le peuple ne figure que pour mémoire, en spectateur bénévole, dont l'approbation est en quelque sorte garantie d'avance. Quant à l'élection des rois, elle se fait en réalité par les évèques et par les grands, avec ou sans la vaine formule de l'*acclamation* populaire.

L'on peut donc fixer à cette date mémorable de 1188 la première apparition authentique des députés des villes dans les cortès de Léon [2]. La Castille ne tarde pas à suivre cet exemple, en supposant qu'elle ne l'ait pas donné : ainsi, nous voyons les dé-

[1] Risco, *España sangrad.*, t. XXXIV, app. 20.

[2] Voici l'extrait des actes de ces cortès qui nous révèle ce fait important : « In nomine Domini, era 1216. Nos ayuntamos en Leon, cibdat real en lla honrada companna de obispos en uno, e la gloriosa companna de los ricos principes e varones de todo el regno, e la muchedumbre de las cibdades e embiados de cada cibdat por escote. Yo don Alfonso, etc. » La date de l'ère 1216 est fausse, c'est 1226 qu'il faut lire. Voir Marina, *Ensayo critico*, § 98.

putés de quarante-huit villes assister aux cortès de Burgos, dans cette même année 1188 [1]; à côté de cités du premier rang y figurent des bourgs obscurs, qui n'auraient pas sans cela de nom dans l'histoire. A cette époque, le privilége du vote en cortès, réservé plus tard à un petit nombre de cités, n'était encore la propriété exclusive d'aucune; certaines communes, devenues par la possession de plus larges franchises un objet d'envie pour toutes les autres, se trouvaient ainsi désignées au choix du monarque, et celui-ci, en les appelant dans le parlement, cherchait à y créer un contre-poids à l'influence de la noblesse. Quant au mode de concession du vote en cortès, les rois, libres de l'accorder à leur gré, mesuraient le droit des communes sur leur dévouement et sur l'importance de leur position, plutôt que sur le nombre de leurs habitants. Accessible à toutes [2], ce droit n'avait alors de limites que la dépense qu'il imposait, restriction plus efficace qu'on ne le croirait d'abord [3].

Ainsi, vers la fin du XIIe siècle, les représentants des cités avaient déjà conquis le droit de siéger dans le parlement, et si restreinte qu'y fût leur part d'action, leur présence au moins y était reconnue comme

[1] Mondejar, *Histor. de Alonzo VIII*, cite les noms de ces villes.

[2] Quelques auteurs prétendent même que les villes tiraient au sort le droit de députation; mais cette hypothèse toute gratuite ne repose sur aucun fait.

[3] Dans Marina, t. I, p. 142, on trouvera de plus longs détails sur les villes qui jouissaient du *voto en cortes*. Quant au nombre de ces villes, et des députés qu'elles envoyaient, ce nombre paraît avoir constamment varié. Il est, comme on vient de le voir, de quarante-huit villes en 1188, et de quatre-vingt seize députés au moins; on le verra plus loin de quatre-vingt-dix villes aux cortès de Burgos, en 1315, et de cent quatre-vingt-douze députés; en 1391, aux cortès de Madrid, il est de cinquante villes et de cent vingt-six députés; enfin, en 1425, il n'y a plus que douze villes qui envoient leurs députés en cortès.

indispensable. Maintenant, qu'on jette les yeux sur l'Europe à la même époque : qu'on y examine la condition du peuple, partout attaché à la glèbe féodale; celle des villes, luttant péniblement contre la tyrannie de leurs suzerains, rois, évêques ou barons, et nulle part, à coup sûr, on ne trouvera la même somme d'influence et de priviléges attribuée aux communes.

Les cités démocratiques de l'Italie ne manquent, certes, à cette date, ni de force ni d'indépendance; il y a même dans l'histoire de leur orageuse liberté plus de grandeur et d'éclat que dans celle des *poblaciones* castillanes; mais, moins éclatante, la destinée de celles-ci est peut-être plus sûre. Ce qui manque en force à chaque cité se compense par l'appui que l'une prête à l'autre; l'association, principe de leur existence, est leur point d'appui contre les dangers de toute nature qui ne cessent de les assaillir. Leurs fréquentes *unions* (*hermandades*) les enhardissent à tenir tête aux nobles; la royauté, leur alliée naturelle, est le centre qui les rallie, le terrain neutre où expirent toutes leurs rivalités. Et le gouvernement représentatif lui-même, est-il en réalité autre chose que le principe de l'association élevé à sa plus haute puissance, et rapprochant dans un milieu commun ces trois grands pouvoirs, le clergé, la noblesse et le peuple, réunis sans cesser d'être rivaux?

Si l'on cherche maintenant à quelle époque les députés des villes, admis vers la fin du XIIe siècle dans les cortès castillanes, l'ont été dans les assemblées nationales du reste de l'Europe, on trouvera la Castille en avance d'un siècle ou deux sur tous les autres peuples, l'Aragon excepté. Ainsi nous voyons

les représentants du tiers-état, admis dès 1133 aux cortès de Borja, en Aragon, n'entrer au parlement d'Angleterre qu'en 1265, aux diètes d'Allemagne qu'en 1291 ou même plus tard, et au parlement de France qu'en 1303, sous Philippe le Bel. De tous ces États, l'Allemagne est celui où la position des communes offre le plus de rapports avec celle des cités espagnoles. Là, les villes, dès le x[e] siècle, se divisent en deux classes, celles qui dépendent des grands vassaux de l'Empire, et celles qui relèvent directement de l'Empereur. Là aussi elles s'appuient sur la couronne pour résister aux usurpations des nobles et du clergé; là aussi elles offrent un asile aux échappés de la glèbe seigneuriale. Abandonnées à elles-mêmes, elles ont recours, comme les cités castillanes, au remède héroïque de l'*union*, et conquièrent enfin, vers la fin du XIII[e] siècle, un rang dans l'État et une place dans ses diètes.

Mais à ce précoce développement des communes royales de Castille, il faut opposer un triste contraste, c'est celui des villes seigneuriales, bien plus nombreuses que les autres, par suite des fréquentes aliénations des domaines de la couronne. En effet, dès que le roi conférait une cité en fief à l'un de ses *ricos homes*, la commune vassale tombait à l'instant même sous la domination exclusive de son nouveau seigneur. Privée du droit d'appel au monarque, que lui contestait la justice seigneuriale, elle n'avait d'autre voie que celle des cortès pour apporter ses griefs au pied du trône. Toutefois, les communes les plus importantes, telles que Burgos et Tolède, ne se donnaient jamais en fief; leur gouvernement était confié à des alcaldes nommés par le roi. Leur richesse

et le nombre de leurs habitants expliquent assez la position privilégiée de ces cités, objet d'envie pour les villes de second ordre[1]. La constitution intérieure de leurs conseils communaux rappelait celle du parlement national, dont les membres étaient sortis de leur sein ; et le municipe se trouvait ainsi la base et le point de départ de toute l'organisation politique du pays.

Bien que le principe fécond du vote de l'impôt par les représentants du peuple qui le paie se trouve ainsi posé en Castille dès 1188, il ne faut guère moins d'un siècle pour faire aboutir ces germes de liberté. Sous les règnes belliqueux d'Alonzo VIII et de Fernando III, la noblesse, de plus en plus puissante, écarte du parlement les députés des villes, malgré le droit qu'ils ont d'y siéger; le nom même de cortès n'apparaît plus que de loin en loin dans l'histoire. Quant à Alonzo X, sa double vanité de savant et de législateur explique assez son éloignement et son dédain pour le principe de la représentation populaire. Ainsi, dans son code des *Siete partidas*, le nom de cortès n'est pas même prononcé une fois; dans ce règne de trente-deux ans, les convocations de cortès se réduisent à deux, et encore sont-elles dénuées toutes deux de sens politique.

Le règne de Sancho IV marque davantage dans l'histoire des institutions : comme tous les usurpateurs, le fils d'Alonzo X a le soin de se faire pardonner son usurpation, et son règne n'est qu'une longue abdication des droits les plus essentiels de la cou-

[1] On sait que le premier de ces titres était fort supérieur à l'autre, et que la constante ambition des *villes* était de devenir *cités*.

ronne : bien que l'hérédité des *fiefs d'argent* et de *domaine* fût déjà établie en Castille vers la fin du XIe siècle, les *fiefs de dignités*, ou gouvernements de villes et de comtés, n'étaient encore donnés qu'à titre temporaire ou viager. Mais l'usurpateur, ayant besoin de s'acheter des partisans à tout prix, n'hésite pas à dépouiller sa royauté de ce dernier droit, et à concéder les *fiefs de dignité* à titre héréditaire. Leur aliénation entraîne celle de la haute juridiction royale (*merum imperium*), et la juridiction devient héréditaire, comme le gouvernement, dans ces familles privilégiées, dont la dépendance envers le trône n'est plus que nominale. Les députés des villes, dont la cause se confond avec celle du monarque, réclament énergiquement contre ces abus, et Sancho essaie en vain de réparer sa faute en réunissant à sa couronne une foule de fiefs confisqués sur des nobles rebelles.

Le déplorable règne de Fernando IV nous montre les communes castillanes dans un progrès constant d'importance et de pouvoir. Malgré leur dévouement pour cette royauté mineure, tenue par les nobles sous une si dure tutelle, elles ne perdent pas une occasion d'étendre leurs priviléges, et d'exploiter, au profit de la liberté, les embarras du monarque. Leur sphère d'action s'étend même bientôt au delà du parlement, car nous voyons aux cortès de Cuellar, en 1297, une révolution importante s'opérer dans le droit public, et les communes envoyer, du consentement du roi, douze de leurs délégués siéger dans ses conseils. La minorité d'Alonzo XI, non moins funeste au repos de la Castille, n'est pas, en revanche, moins favorable aux

libertés publiques. Dans les cortès du Burgos, en 1315, cent quatre-vingt-douze députés viennent représenter quatre-vingt-dix villes. Le monarque, une fois parvenu à âge d'homme, s'associe loyalement à cet effort du pays vers la liberté légale : ses concessions, toutes spontanées, n'ont pas l'air d'être arrachées par la nécessité, et en cédant à tous les justes griefs du pays, Alonzo s'achète le droit de résister à ceux qui ne le sont pas. Les cortès, réunies presque chaque année, improvisent les institutions au fur et à mesure des besoins. Le propre de la constitution castillane, en effet, c'est d'être l'œuvre du hasard et de l'accident; la royauté n'a pas de parti pris, pas plus celui de résister que de céder toujours; les communes pas de plan arrêté, pas même celui de se faire payer en franchises l'appui qu'elles lui prêtent. Il y a là, comme dans la plupart des choses humaines, décousu et caprice, d'un côté comme de l'autre, et toutes les constitutions de l'Europe, à ce point de vue, ressemblent plus ou moins à celle de la Castille.

Sous le règne tyrannique de Pedro le Cruel, les cortès partagent l'avilissement général, et ne sont désormais qu'un instrument docile, toujours prèt à changer en lois les caprices du monarque. Durant cette période de vingt ans, la réprésentation nationale n'est plus qu'une formalité vaine, et l'histoire n'a pas même daigné conserver les actes des cortès de ce règne. Mais sous Enrique II, l'héritier et l'assassin de son frère Pedro I[er], la scène change tout d'un coup: l'usurpateur est forcé, comme Sancho, d'acheter la sanction du pays par les concessions les plus graves : chaque jour voit croître l'importance des communes dans le parlement, et décroître celle des nobles,

décimés par les bourreaux et sur les champs de bataille, comme la noblesse anglaise dans les guerres des *deux Roses*. La royauté, loin de se fortifier avec la bourgeoisie de l'affaiblissement de leur commune rivale, s'affaiblit de jour en jour; les députés des villes profitent, pour asseoir leur domination, de ce rare concours de circonstances, et les libertés publiques se fondent, comme il arrive souvent, sur les malheurs publics.

Nous ne pousserons pas plus loin cette histoire des Cortès castillanes, car plus loin, nous n'aurions plus qu'à raconter leur déclin. Le règne malheureux de Juan Ier et les Cortès de Guadalajara en 1390 pouvant être considérés comme l'apogée du gouvernement représentatif en Castille, c'est ici qu'il convient de nous arrèter [1], pour étudier la nature même de ces assemblées et leurs attributions. La fréquence de leurs réunions, la hardiesse et l'étendue des pétitions des communes, attestent assez leur influence sous ce règne; époque désastreuse, mais féconde, où le pays regagne d'un côté plus qu'il ne perd de l'autre, et s'indemnise de la perte d'une bataille par la conquête d'une liberté nouvelle!

L'époque de la convocation des Cortès variait sans cesse suivant l'intérèt ou le caprice du monarque: les Cortès de Valladolid, en 1313, avaient décidé

[1] Tout en fixant à l'an 1390 l'apogée du gouvernement représentatif en Castille, nous avons cru devoir conduire l'histoire de ce pays jusqu'à l'an 1474, avant d'étudier, dans un chapitre spécial, la constitution de ses cortès. En effet, dans cette étude, il nous faudra faire aux événements et aux règnes postérieurs à 1390 des allusions qui nécessitent une connaissance préalable de l'histoire de ce pays, jusqu'au complet déclin de l'influence des communes, et ce déclin n'est consommé qu'avec le règne de Enrique IV, à la fin du xve siècle.

que ces assemblées se tiendraient tous les deux ans; mais après le règne d'Alonzo XI, leurs réunions devinrent presque annuelles, bien que sans date précise. La longueur de leur session dépendait de l'importance des affaires : elle durait d'ordinaire de quatre à huit mois, et l'on ne se séparait pas que toutes les questions pendantes ne fussent résolues. Le roi et la reine siégeaient en personne dans ces assemblées, et assistaient à toutes les séances. A côté d'eux figuraient les infants et les princes du sang; les grands officiers du palais, les membres du conseil du roi et de sa chancellerie, les principaux nobles et les prélats du royaume, et les grands maîtres des ordres militaires; enfin les *procuradores* ou députés des villes. On y admettait aussi quelques magistrats, à titre de jurisconsultes ou de secrétaires du roi et des Cortès. Si des causes graves empêchaient le roi d'assister aux Cortès, il déléguait à sa place un prince du sang; mais la minorité même du monarque ne l'empêchait pas de siéger en personne au parlement avec ses tuteurs, et tous les décrets de l'assemblée se publiaient en son nom. Plus tard, lorsque la représentation populaire fut devenue un mensonge, les rois absolus, en supprimant le fond, eurent grand soin de conserver la forme, et de paraître, au moins une fois, aux Cortès dérisoires qui se célébraient sous leur règne.

Jusqu'à la fin du XIIe siècle, la noblesse et le haut clergé avaient partagé seuls avec la royauté la direction des affaires du pays. L'admission des députés des villes dans l'assemblée nationale, et jusque dans les conseils du monarque, porta le premier coup à cette domination des ordres privilégiés. A dater du

règne de Enrique II, le nombre de leurs représentants dans les cortès va diminuant chaque jour. Bien que les prélats et les nobles soient encore convoqués de droit dans les sessions d'apparat, leur présence cesse d'être réputée indispensable dans les sessions ordinaires, et la royauté et les communes se trouvent d'accord pour les en éloigner. Mais cette exclusion des deux premiers ordres du royaume date surtout des XV[e] et XVI[e] siècles. Le pouvoir royal, après avoir annulé de fait l'action du Tiers-État dans ces assemblées, y tolérait volontiers sa présence, qui n'était plus qu'un vain cérémonial, mais en écartait avec soin toute autre influence. Longtemps même avant cette époque, sauf un certain nombre de prélats et de nobles attachés aux conseils du roi ou à son service, il n'y siégeait d'ordinaire qu'un nombre très-restreint de membres de ces deux ordres. Parfois même, dans des circonstances graves, tous deux en étaient formellement repoussés, comme dans les cortès de Valladolid, en 1295, où les députés des villes ne voulurent traiter qu'à cette condition. Du reste, la noblesse et le clergé étant de droit exempts de tout impôt, leur présence était inutile chaque fois qu'il ne s'agissait que de subsides; le seul vote dont on eût besoin dans ce cas, était celui des députés des villes, appelés à les payer.

Cependant, lorsqu'une décision importante avait été prise dans ces cortès plébéiennes, le roi en donnait avis aux prélats et aux principaux nobles. Quelquefois même, quand une affaire d'une haute gravité venait à surgir pendant la session, le roi convoquait extraordinairement les deux ordres exclus, pour les associer aux délibérations. Enfin, même sans avoir

été appelés au parlement, ils avaient toujours la faculté de s'y présenter pour y soutenir leurs droits personnels, ou ceux de leur corps. Toutefois, malgré cette exclusion systématique du clergé et de la noblesse, les actes des cortès et les chroniques nous révèlent à chaque page leur influence, toujours en lutte avec celle des députés des communes. Mais quand toute liberté de discussion eut disparu de ces fantômes de cortès, où le seul acte sérieux, c'étaient les votes de subsides, le triste droit d'y figurer cessa d'être envié par les ordres privilégiés, qui retombèrent avec le Tiers-État dans une insignifiance commune.

Le droit de convoquer les Cortès appartenait au monarque, et à défaut de lui, au régent du royaume. A compter de 1385, ce droit fut aussi reconnu par Juan Ier au conseil royal, qui en usa en 1390, à la mort du roi, pour assurer le trône à son fils mineur.

Passons maintenant aux représentants des villes, à leur mode d'élection, à leurs pouvoirs et au rôle qu'ils jouaient dans le parlement. Le droit de les élire, qui appartenait dans l'origine à tous les pères de famille, membres de la commune, leur fut bientôt disputé par les officiers royaux ; mais ce ne fut qu'au XIVe siècle, qu'Alonzo XI restreignit aux membres des conseils communaux (*cabildos*), la faculté de nommer les députés en Cortès; innovation funeste, car la couronne avait d'autant plus de chances pour intimider ou pour séduire, que son influence s'exerçait sur un cercle plus étroit. Enfin, par une rare imprévoyance, les communes avaient laissé au roi le soin de décider des élections contestées, c'est-à-dire d'annuler au besoin les choix qu'il ne pourrait pas

prescrire. La brigue et la corruption, sévèrement proscrites dans ces élections, n'y étaient pas pour cela moins actives. Les vains efforts des Cortès pour les en bannir prouvent à la fois la grandeur du mal et l'inutilité du remède. Les électeurs prêtaient serment de nommer les citoyens les meilleurs et les plus capables; leur choix devait être libre, et exempt de toute violence. Les députés, une fois élus, juraient de se montrer fidèles à leur mandat, et l'on a vu, dans plus d'une occasion, que ce serment n'était pas une formule vaine[1]. Tant que durait la session, ils devaient s'abstenir de recevoir du roi ou de toute autre personne, ni présents, ni faveurs; loi illusoire, que démentait l'empressement de quelques villes à mettre à la charge du trésor royal les frais de leur députation. Ces frais, d'ordinaire, étaient supportés par la commune; les représentants de la ville où se tenaient les Cortès ne recevaient aucun salaire. Une entière sécurité était garantie aux mandataires des communes, tant qu'ils se trouvaient en Cortès. Leur personne était inviolable du moment où ils avaient quitté leurs foyers. Ils ne pouvaient être ni emprisonnés, ni traduits en justice. Ainsi aucune des garanties dont les constitutions modernes ont entouré le député, cette vivante personnification de la volonté nationale, ne manquait aux représentants de la Castille. Les actes des Cortès attestent les précautions multipliées que l'on prenait pour assurer la liberté de leurs votes et protéger leurs personnes et leurs biens. Le roi se chargeait de leur fournir un logis dans la ville où ils s'assemblaient; le lieu de leurs réunions devait

[1] On trouve dans Marina (I, 205) la formule de ces deux serments.

être isolé, tranquille et à l'abri de toute violence; aucune force armée n'y était admise, et les partis eux-mêmes déposaient les armes avant d'en approcher [1]. Les députés, arrivés à la cour, présentaient au chancelier leurs pouvoirs ; après la séance d'apparat, où le roi faisait l'exposé des affaires à traiter, ils s'assemblaient en particulier pour s'occuper des intérêts de leur ordre. Leurs délibérations devaient être secrètes, et libres de toute influence étrangère. La réponse aux demandes du roi se faisait par écrit, sans préjudice du droit personnel qu'avait chaque membre de prendre la parole sur la matière en discussion.

La discussion et le vote des subsides, ce droit fondamental d'où dérivent tous les autres, sont contemporains en Castille de l'admission des cités au sein du parlement. Jusque-là, les demandes d'argent avaient été peu fréquentes ; mais le droit n'en était pas moins reconnu par la coutume, à défaut de la loi ; les *fueros* locaux tenaient lieu sur ce point au pays de la constitution qui lui manquait : hors la *moneda forera* (la monnaie du *fuero*) stipulée par la charte de la commune, comme une sorte de rachat annuel de ses franchises, aucune contribution ne devait être payée, sans l'aveu des Cortès, qui se réservaient en outre un contrôle sur les subsides votés, et veillaient à ce qu'ils ne fussent pas détournés de leur destination [2]. Dès 1178, ce droit était acquis à la Castille; Alonzo VIII, manquant d'argent pour continuer le siége de Cuenca, dut réunir ses Cortès à Burgos pour

[1] C'est ce qui eut lieu en 1312 aux cortès de Palencia, pendant la minorité d'Alonzo XI.
[2] Marina, *Teoria*, t. II, p. 387, et *Ensayo critico*, § 160.

leur en demander, et les députés des villes assistèrent probablement à ces Cortès toutes financières, bien que l'histoire ait oublié de le mentionner.

Pendant plus de deux siècles, les monarques castillans, à quelques rares exceptions près, respectèrent cette garantie vitale des droits de la nation. Fernando IV, ayant été amené par le malheur des temps à la violer, fut arrêté dans cette voie par ses cortès, en 1307. Alonzo XI, sur leurs instances, en 1328, consentit à reconnaître les droits du parlement en matière d'impôt. Enrique III, en 1393, s'engagea même, dans le cas où il exigerait des contributions illégales, à voir ses ordres « obéis, mais non exécutés (*obedecicos, y no cumplidos*), » distinction subtile inventée par les casuistes politiques de l'Espagne. En 1420, Juan II, ou plutôt le favori qui régnait sous son nom, enhardi par la faiblesse des députés, essaya de porter atteinte à ce dernier droit qui survivait à tous les autres. Mais les peuples qui s'avilissent font moins bon marché au pouvoir de leur argent que de leurs libertés, et l'énergique résistance des cortès amena le redressement de ce grief. Sous le règne plus désastreux encore d'Enrique IV, l'autorité du parlement en matière de finances fut reconnue par les arbitres nommés entre le roi et son peuple en 1466. Plus habiles, les *rois catholiques* se gardèrent bien de contester au tiers-état un droit dont il n'usait qu'à leur profit; et ils durent à cette sage politique la conquête de Grenade et la gloire de leur règne. Charles-Quint, qui vit ses vastes projets entravés plus d'une fois par les refus de subsides de ses cortès, n'essaya jamais d'en exiger du pays sans leur consentement. Enfin, Philippe II lui-même se vit obligé

de consigner dans son code de la *Nueva Recopilacion* le droit de la Castille à être consultée en matière d'impôts; et chaque fois qu'il lui arriva de violer la loi que lui-même avait faite, les cortès, toutes faussées qu'elles étaient, protestèrent avec une incessante énergie, jusqu'au jour où leur voix s'éteignit enfin avec celle de la liberté mourante.

Mais ce qui a toujours manqué aux communes castillanes, ce fut de savoir mettre pour condition à leurs votes de subsides des concessions proportionnées de la part de la couronne, tactique si naturelle aux assemblées populaires, et suivie avec tant de succès par les parlements d'Angleterre et d'Aragon. Avec un peu plus d'adresse et de persistance, les communes auraient su exploiter le besoin qu'avaient d'elles des rois toujours endettés; et leur histoire, à dater du xve siècle, ne nous offrirait pas le triste spectacle d'une assemblée delibérante, toujours prête à accorder l'argent qu'on lui demande, sans savoir ni refuser son consentement, ni le vendre.

Un fait étrange dans l'histoire des cortès castillanes, ce sont les perpétuelles variations du lieu de leurs assemblées, nomades comme la royauté elle-même. Contrairement aux usages de l'Aragon, le roi de Castille désignait la ville où l'assemblée devait siéger. On prenait autant que possible un point central comme Valladolid, Tolède ou Guadalajara; parfois on se rapprochait de la frontière pour choisir Burgos ou Léon, anciens centres de la monarchie. On a vu les puériles rivalités qui régnaient dans le sein des cortès entre les cités privilégiées, telles que Burgos, Léon et Tolède, et les efforts de la couronne pour aplanir ces querelles, sans accorder à aucune de ces

villes une préférence blessante pour les autres [1]. On trouvera dans Marina les détails minutieux de l'étiquette parlementaire, et la place assignée dans l'assemblée à chacune de ces villes. Mais quand la liberté eut cessé d'animer de son souffle tout ce vain appareil de représentation nationale, un stérile cérémonial remplaça ces discussions, naguère si libres et si animées; les représentants des villes, consultés pour la forme, répondaient par quelques paroles d'adulation, et donnaient leur consentement à l'impôt demandé, si tant est qu'il y ait consentement quand le refus n'est pas possible; le roi les en remerciait par quelques phrases banales, et la session était close.

Une fois les affaires terminées, les députés avaient la faculté de proposer au monarque, par voie de pétition, conseil ou supplique, les mesures opportunes pour le bien du pays [2]. L'exposé s'en faisait dans un recueil (*quaderno*), qui formait une partie essentielle des actes des cortès [3]. L'usage, à défaut de loi, faisait au roi un devoir de répondre à ces pétitions; dictées par un soin intelligent des intérêts publics, elles étaient le plus souvent accordées, sauf à la couronne à éluder plus tard l'exécution de ses promesses. Les refus, assez rares, étaient toujours motivés. A ces pétitions générales succédaient les requêtes particulières des villes, des corporations et des divers

[1] Aux cortès d'Alcalà de Henarès, sous Alonzo XI, les députés de Burgos et de Tolède ayant réclamé, chacun pour sa cité, l'honneur de parler la première, le roi se leva et dit : « Ceux de Tolède feront ce que je leur ordonnerai de faire; et ainsi, je parle pour eux. Par conséquent, c'est à « Burgos de parler. » Et chacun, ajoute la chronique, se tint pour satisfait. Le même cérémonial fut depuis lors constamment observé.

[2] Voir Marina, t. II, ch. 2.

[3] Marina (t. I, ch. 23) donne plusieurs modèles de ces *quadernos*, qui rappellent les *cahiers* de nos députés du Tiers, en 1789.

ordres de l'État, requêtes souvent opposées l'une à l'autre, et auxquelles il n'était fait droit qu'après débat contradictoire entre les deux parties. On publiait, après la session, un recueil des lois rendues par le parlement, et des réponses du roi aux pétitions qu'on lui adressait; ces réponses avaient force de loi, comme les décrets des cortès, que les rois s'engageaient sous serment à faire exécuter [1]. Sous la dynastie autrichienne, l'usage des pétitions subsista, mais les rois cessèrent de les prendre au sérieux, et la volonté du pays ne fut pas plus respectée sous cette forme que sous l'autre.

Depuis que le trône de Castille avait cessé d'être électif, l'élection était remplacée, du vivant du monarque, par la désignation en cortès du futur héritier de la couronne, et, après sa mort, par la proclamation du nouveau roi [2]. Une seule fois, les cortès disposèrent du trône: à Burgos, en 1366, les réprésentants du pays, en vertu de ce droit qu'un peuple ne possède qu'à condition d'en user rarement, déposèrent le roi Pedro *le Cruel* pour élire son meurtrier et son frère Enrique II : exemple unique dans l'histoire de Castille, où les droits de la royauté furent toujours mieux gardés que ceux des sujets.

Le roi, avant de prendre possession du trône, prêtait serment en *cortès* de maintenir les *fueros* et franchises du royaume [3]. Cette coutume, qui re-

[1] Marina, *Teoria de las Cortès*, p. 305.

[2] Marina, t. II, p. 8, en cite de nombreux exemples, et démontre fort bien la transition de l'élection à l'hérédité.

[3] Les formalités diverses de ce serment, successivement prêté par tous les rois de Castille, se trouvent dans Marina (t. II, ch. 6). A cet engagement solennel, les rois en ajoutaient un autre : c'était celui de ne point aliéner le patrimoine royal ni les droits de la couronne. Ce serment, exigé

monte à la plus haute antiquité, s'établit au temps où il n'y avait en Castille que des libertés locales, et s'étendit plus tard aux libertés politiques. Mais ces libertés, arrachées une à une aux rois par les obsessions de leurs cortès, demeurent essentiellement précaires : ce qu'a concédé un monarque, un autre peut le révoquer, et le pays, dans sa juste inquiétude, implore sans cesse des garanties nouvelles contre un danger toujours renaissant. Ici, point de gardien vigilant des lois comme le *Justiza* d'Aragon ; point d'institutions protectrices du faible opprimé, comme la *firma de derecho* et la *manifestacion*, ces deux boulevards de la constitution aragonaise ; le respect de la loi n'est nulle part, ni chez la noblesse, qui s'est fait de la révolte une habitude et un droit ; ni chez le peuple, qui ne croit pas à une légalité impuissante à le protéger ; ni chez la royauté, toujours prête à violer les lois qu'on a violées contre elle. Rois, nobles ou sujets, chacun, sans conscience de ses droits, est aussi sans respect pour les droits des autres. La force domine seule dans cette société sans principes et sans frein, et les libertés de la Castille, écrites dans les chartes, mais qui n'ont pas passé comme en Aragon, dans le sang même du pays, sont à la merci du premier de ses rois qui aura l'adresse de les éluder, ou le courage de les fouler aux pieds.

Cependant, même à l'époque où tous les pouvoirs de l'État allaient se concentrer dans les mains glorieuses d'Ysabel, nous voyons la nouvelle reine, en

par la loi des ***Partidas*** (***Part. II***, tit. 15, loi 5), fut constamment violé par le roi qui la rédigea, et par tous ses successeurs ; de là les continuelles réclamations des cortès. Voir Marina (t. II, p. 38).

montant sur le trône, prêter encore serment aux *fueros* du royaume. Jeanne *la folle* et Philippe *le beau*, son mari, prennent le même engagement aux cortès de Valladolid, en 1506. En 1518, Charles-Quint est sommé par les représentants des communes de prononcer le même serment, avant de recevoir celui de ses nouveaux sujets; et, malgré la vive opposition des courtisans, le futur empereur est forcé de plier devant l'empire de la loi. Enfin Philippe II, n'osant refuser le serment aux cortès de Tolède en 1560, s'en tire par une équivoque, et jure de maintenir les libertés des villes au lieu de celles du royaume.

Les cortès s'assemblaient de droit dans plusieurs cas : 1° à la mort du roi régnant pour proclamer son successeur; 2° en cas d'abdication, fait assez rare dans les annales de la Castille; 3° enfin, sous un roi mineur, quand il fallait lui donner des tuteurs, quand il avait atteint sa majorité, ou quand quelque empêchement physique le rendait incapable de régner. Un des droits les moins contestés du parlement de Castille, c'était celui de résoudre les doutes sur la succession de la couronne, et de casser, au besoin, les testaments des rois, quand ils étaient contraires à l'intérêt du pays. Ce sont les cortès qui appelèrent au trône le grand et saint roi Fernando III, en dépit du testament d'Alonzo IX de Léon; ce sont elles qui, en 1276, tranchèrent, en faveur de l'infant don Sancho contre les infants de la Cerda, ses neveux, la grande querelle du droit d'*immédiation* contre le droit de *représentation;* elles enfin qui, malgré le testament de Enrique IV, dotèrent la Castille du grand règne d'Ysabel.

Reste maintenant à déterminer la part que prenaient les cortès à la rédaction des lois. En droit strict, aucune loi n'était valable qu'après avoir été faite ou sanctionnée par le parlement. Ainsi Alonzo X commença par soumettre à ses cortès ses premiers essais législatifs ; mais imbu des idées d'absolutisme de l'école de Bologne, il afficha bientôt la prétention de fonder à lui seul le droit civil et criminel de la Castille, dans son code des *Partidas;* et, en négligeant de faire reconnaître ce code par le parlement, comme base de la loi nationale, il invalida lui-même son œuvre, et frappa de mort le corps de droit le plus savant qu'eût encore possédé la Castille. Aussi ses successeurs, plus prudents que lui, respectèrent-ils, au moins en théorie, ce droit de la nation, et aucun d'eux, même en le violant, n'osa le contester.

Une fois rédigées par le roi et le parlement, les lois ne pouvaient être révoquées que par les cortès. Toute ordonnance ou cédule royale, en contradiction avec elles, était, par ce seul fait, frappée de nullité. Mais ces ordonnances, rendues dans l'intervalle des sessions par les rois assistés de leur conseil, avaient aussi force de loi, et disputaient aux lois rédigées en parlement l'obéissance du pays. Aussi voyons-nous sous chaque règne les cortès réclamer contre cet abus : celles de Valladolid, en 1422, rappellent à Juan II « qu'il est inutile de faire des lois, si un caprice de sa royale volonté peut les contredire et les annuler [1] ». Enrique IV, despote timide, toujours

[1] Par une étrange contradiction, le code de Philippe II et du despotisme, la *Recopilacion* (lib. VI, tit. 7, lois 2, 5. 7) reconnaît aux cortès le droit d'être consultées dans toutes les matières importantes « Porque, en « los hechos arduos de nuestros reynos, es necesario el consejo de nuestros « subditos, especialmente de los procuradores de nuestras ciudades, etc...»

prêt à reculer devant ses propres illégalités, est forcé, comme son père, de céder aux réclamations de ses cortès, et de déclarer nulles toutes ordonnances contraires à leurs décrets. Même sous le joug de la dynastie autrichienne, les représentants de la Castille élèvent encore une voix courageuse pour la défense de ses droits : en 1555, les cortès de Séville osent rappeler au victorieux Charles-Quint que « les lois et « ordonnances devant s'adapter à l'esprit de chaque « province, les rois ont pris la sage coutume d'ap« peler à eux les députés des villes, et de ne chan« ger ces lois que de concert avec eux, » et ils le supplient d'ordonner qu'il en soit ainsi à l'avenir. Enfin, sous Philippe II, les cortès de Madrid, en 1579, représentent humblement au monarque que, « le but de chaque *pragmatique* royale étant de con« courir au service de Dieu et au bien du pays, il « paraît que ce serait chose convenable de faire part « au royaume des ordonnances que le roi se propose « de rendre, afin que les députés puissent les discu« ter, et en peser les avantages et les inconvénients. » Réclamation impuissante à laquelle la royauté ne répond que par un dédaigneux silence.

Nous avons étudié sous toutes ses faces la constitution des cortès castillanes, et leur action sans cesse décroissante sur le gouvernement du pays. Il nous reste à dire un mot des communes et de leurs *hermandades* ou confédérations armées, qui jouent un si grand rôle dans l'histoire du moyen âge espagnol. En dépit des minorités royales et de l'anarchie, leur compagne ordinaire, les communes castillanes, dotées de leurs chartes de franchises et d'une voix au parlement pour y faire entendre leurs griefs, étaient

arrivées au plus haut point de prospérité. Partout le commerce, florissant à l'ombre de la liberté, avait enfanté des prodiges. Séville, exploitant son heureuse position au débouché du Guadalquivir, était devenue le grand marché du midi de la Péninsule, et ses cent mille métiers répandaient leurs produits dans toutes les contrées de l'Europe[1]. Les ports de la Biscaye possédaient le monopole de l'Océan, comme Séville et Cadix celui de la Méditerranée ; ils concluaient, en véritables États indépendants, des traités de commerce, et avaient des comptoirs à Bruges, le centre commercial du nord de l'Europe[2]. Les arts mécaniques, loin d'être dans la Péninsule l'objet du stupide mépris que professa plus tard pour eux l'orgueil castillan, conféraient à ceux qui s'y distinguaient le rang et les priviléges de la chevalerie[3].

Cette prospérité toujours croissante des cités castillanes, en leur donnant le sentiment de leur force, leur donna bientôt celui de leurs droits. Une haine implacable les animait contre la noblesse, leur antique ennemie ; et en voyant la royauté, malgré sa bonne volonté impuissante, incapable de les protéger, elles entreprirent de se protéger elles-mêmes. Dès le XIIIe siècle, nous les voyons s'organiser en *hermandades*[4], souvent proscrites par les rois, et rarement sanctionnées par les cortès. En Aragon, l'*Union*, espèce d'insurrection légale de la noblesse et de la bourgeoisie contre la royauté, est devenue un

[1] Zuñiga, *Anales de Sevilla*, p. 341 ; Sempere, *Hist. del Luxo*, p. 81.

[2] *Dicionar. geograf., histor. de España., edic. de la Academ.*, t. I, p. 333.

[3] Zuñiga, *ibid.*, p. 74.

[4] Voyez t. III, p.484, l'acte d'*Union* de la *Hermandad* de Léon, en 1295.

des ressorts réguliers de la constitution ; en Castille, au contraire, les *hermandades*, jusqu'au règne des *rois catholiques*, ne sont qu'une sorte de police locale dirigée contre les nobles; aussi les résultats en sont-ils rarement politiques, et l'ordre une fois rétabli, ces associations populaires se dissolvent d'elles-mêmes. La noblesse inférieure s'associe à cette réaction contre la haute noblesse, qui la dédaigne, et qu'elle envie; enfin le clergé, en s'alliant au peuple d'où il est sorti, prête aux *hermandades* un caractère de légitimité religieuse que la sanction même des cortès n'aurait pu leur donner. Du reste, l'institution des *hermandades*, née sous la monarchie représentative, ne pouvait pas durer sous la monarchie absolue : la confédération d'Avila, en 1520, fut la dernière protestation armée de la Castille contre le régime du despotisme qui succédait à celui des lois ; la décisive bataille de Villalar, perdue par les communes, trancha la querelle, et mit fin pour jamais à leurs associations, pacifiques ou armées.

Nous avons vu, sous les tristes règnes de Juan II et de Enrique IV, l'influence des cortès décroître constamment, et la présence des députés des villes n'y être guère plus significative que l'exclusion des deux autres ordres. Chose étrange ! la faiblesse même de ces deux rois, loin d'accroître l'autorité des communes, a pour effet de les écarter sans retour du maniement des affaires ; et la noblesse, le seul des pouvoirs de l'État qui n'ait pas intérêt à sa prospérité, voit grandir sa puissance avec les misères publiques. Ainsi à Avila, une poignée de nobles factieux s'arroge le droit de disposer de la couronne, sans associer à cet acte si grave les députés des villes.

Le roi lui-même ne songe pas, dans sa détresse, à chercher un refuge auprès de ses cortès, tant est grand le discrédit où la représentation nationale est tombée depuis Juan II. En revanche, l'arbitraire royal se mêle de plus en plus à l'élection des députés : dans les cortès de Tolède de 1457, le roi, en adressant à Séville ses lettres de convocation, nomme lui-même les *procureurs* de cette ville, et lui épargne ainsi la peine de les élire. La Castille, il est vrai, ne laisse pas passer sans protester cette flagrante violation de la loi; ses cortès retentissent des plaintes des communes, qui revendiquent ce droit inhérent à leur constitution de cités; mais en dépit de ces réclamations, l'abus s'enracine de plus en plus, et le *voto en cortès* n'est plus qu'une formule vaine que les députés eux-mêmes ont cessé de prendre au sérieux.

En abordant le grand règne de Fernando et d'Ysabel, nous rencontrerons encore de temps en temps le nom de Cortès; mais la réalité tendra de plus en plus à disparaître. Au lieu de restreindre le nombre des cités privilégiées qui jouissent du vote en cortès, les *rois catholiques* élèveront ce nombre de douze à dix-huit, et les laisseront se disputer à prix d'argent le droit de jouer un rôle dans cette fastueuse comédie. Loin de leur contester le droit d'être consultées en matière d'impôt, ils s'empresseront de reconnaître ce droit de la manière la plus formelle, et se feront escompter cette reconnaissance en subsides. Enfin l'institution de la *Hermandad*, établie par les *rois catholiques* en 1476, viendra porter le dernier coup à l'autorité des cortès, et asseoir la prérogative royale triomphante sur les ruines de celle du

parlement. Cette association légale, formée à l'ombre du trône, à l'inverse des *hermandades* locales, presque toujours constituées sans lui ou malgré lui, s'opposera avec succès aux associations illégales des nobles, sans cesse ligués contre le repos public. Au lieu de ces cortès tronquées, où figuraient seuls les députés de quelques bourgs-pourris de la couronne, la junte suprême de la *Hermandad* constituera une sorte de représentation permanente, qui accordera des subsides au roi, lèvera des contributions, et maintiendra sur pied une force armée destinée à protéger l'ordre public. Puis, quand les habiles souverains de Castille auront tiré de cette institution tout ce qu'elle pouvait leur donner de force et d'appui, ils feront avec elle ce qu'ils ont fait avec les cortès : ils en laisseront subsister le nom et les apparences, mais en lui ôtant toute réalité ; et la royauté restera le seul pouvoir réel, au milieu de tous ces fantômes de pouvoirs qu'elle maintient autour d'elle.

« Ce qui a perdu la représentation nationale en Castille, conclut Hallam (ch. IV), en finissant ses Études sur les institutions de ce pays, c'est le nombre trop restreint des représentants des cités, et leur manque de concert et de lien avec l'aristocratie. » Et en effet, en Aragon comme en Angleterre, les communes, en s'unissant à la noblesse pour résister aux empiètements de la couronne, fondent sur une base solide les libertés de ces deux pays. En Castille, au contraire, la royauté, après s'être servie tour à tour des communes pour contenir les nobles, et des nobles pour écraser les communes, se sert plus tard du clergé et de l'inquisition pour les asservir tous les deux.

CORTÈS D'ARAGON.[1]

Ce qui frappe au premier coup d'œil dans la constitution aragonaise, c'est l'égale pondération de pouvoir entre les divers ordres de l'État. Royauté, noblesse, bourgeoisie, tous se rencontrent dans le parlement, comme sur un terrain neutre, où ces trois forces rivales se balancent et s'annulent. Ces assemblées, plus régulières qu'en Castille, bien que moins fréquentes, sont ici la forme légale et permanente des relations du monarque avec les sujets. Affaires, lois, impôts, administration, justice même, tout vient aboutir aux cortès. Leur mission ne consiste pas, comme celle des députés castillans, à vendre à la couronne, au prix d'équivoques concessions de franchises, l'argent qu'elles n'osent lui refuser. Leur rôle est le même que celui du *Justiza* : c'est

[1] Les travaux des publicistes aragonais sur les institutions de leur pays sont aussi abondants que sont maigres et rares ceux des publicistes castillans. Les sources pour cette étude sont d'abord Zurita, créé par Charles-Quint *chroniqueur officiel* de l'Aragon; Blancas qui lui succéda en 1580, à une époque plus périlleuse encore; Martell, le continuateur de Zurita, mais dont l'œuvre, supprimée par les méfiances du gouvernement, n'a jamais vu le jour. Les profondes recherches de Zurita, sur ce sujet, sont éparses par malheur dans ses annales, et destituées de plan et de méthode; mais Blancas, Martell et Capmany ont composé chacun un traité spécial sur le *Mode de procéder en Cortès*. Le vaste et confus recueil des *fueros* d'Aragon est aussi une source fort riche. On trouve quelques renseignements épars dans le *Repertorio* de Molina, les *Instituciones de Derecho civil* de Asso, et dans son *Economia politica*. Parmi les modernes, je citerai Prescott, excellent comme toujours, mais un peu abrégé, Schmidt, exact et judicieux, mais sans vues, et Hallam et Sempere, tous deux un peu superficiels.

celui de défenseur des lois, de médiateur et d'arbitre entre tous les pouvoirs ; aussi leur influence n'est-elle pas sujette à ces éternelles vicissitudes qui accompagnent en Castille la domination du tiers-état, et finissent par amener sa chute. Il y a deux choses en Aragon que l'on ne conteste pas : ce sont les *fueros*, c'est-à-dire la loi écrite, connue et respectée de tous ; et les cortès, ou la loi vivante et mise en action par cette espèce de proclamation annuelle de son pouvoir.

Autre différence : les cortès d'Aragon se composent de quatre ordres, tandis que la Castille n'en a jamais compté que trois. Ces quatre ordres (*brazos*) ou bancs (*estamentos*) sont : 1° le clergé ; 2° la haute noblesse ou les barons ; 3° les *mesnaderos*, chevaliers, et *infanzones*, ou noblesse inférieure ; 4° les députés des communes. Sur le *banc* ecclésiastique siégeaient avec l'archevêque de Saragosse, président de l'ordre, six prélats, huit abbés, cinq prieurs, plus les commandeurs des ordres, et quelques chanoines, en tout trente-cinq membres [1]. Toutefois, grâce à l'esprit d'indépendance qui caractérise cette fière population, le rôle du *brazo* ecclésiastique dans les cortès d'Aragon fut toujours bien plus effacé que dans celles de Castille. S'il fallait même en croire quelques publicistes [2], les représentants du clergé n'auraient été admis comme ordre distinct, au sein des cortès, que plus d'un siècle et demi après ceux des communes.

Sur le banc des nobles siégeaient les ducs, comtes, barons et *titulados* (titrés), sans rang de préséance

[1] Blancas, *Modo de proceder en cortès*, p. 14 ; Martell, même sujet, ch. 42 et 43.

[2] Blancas, *Modo de proceder*, p. 14, et *Commentar.*, ed. de 1588, p. 374.

marqué. Douze d'entre eux suffisaient pour représenter l'ordre; mais le petit nombre même de leurs délégués au parlement était une preuve de plus de leur puissance. Chaque héritier d'un titre avait un siége dans les cortès, y compris les mineurs et les femmes qui votaient par procureur [1]. Dans la noblesse inférieure, tout *infanzon*, tout chevalier avait une voix dans les cortès [2]. Mais cet ordre étant de beaucoup le plus nombreux, on comptait pour le diminuer sur l'absence d'une partie de ses membres, qui ne partageaient pas avec la haute noblesse le droit de se faire représenter par procureur.

Enfin l'ordre de la bourgeoisie se composait des représentants de certaines villes du domaine royal, d'où son nom de *brazo real* [3]; ce qui n'empêchait pas le tiers-état, dans toutes les querelles entre la royauté et les nobles, d'embrasser le parti de la noblesse: plusieurs villes privilégiées, et notamment Saragosse, jouissaient même des franchises de l'*infanzonat* et de l'exemption d'impôts. Les magistrats de cinq de ces villes s'asseyaient sur les bancs de la noblesse du second ordre [4], et en partageaient l'esprit aussi bien que les priviléges. Du reste, cet esprit aristocratique prévalut de tout temps en Aragon, et les députés des villes, malgré leur précoce apparition dans le parlement aragonais, en 1133 [5], cinquante ans avant leur entrée dans celui de Castille, y

[1] Martell, ch. x, xvii, xxi, xlvi. — Blancas, *Modo de proceder*.

[2] Les docteurs en droit avaient rang de chevalier, mais non vote en Cortès.

[3] On l'appelait aussi ***Brazo de las Universidades, ciudades, villas y villeros de Aragon.***

[4] Martell, ch. 22, Asso y Manuel, *Derecho civil*, p. 45.

[5] Je suis ici l'autorité imposante de Zurita. J'ignore par quels motifs

exercèrent toujours assez peu d'influence. Chaque cité qui jouissait du vote au cortès avait droit d'y envoyer deux ou plusieurs députés; mais chacune ne possédait qu'un suffrage, quel que fût le nombre de ses représentants [1].

En Aragon comme en Castille, il y avait des cortès générales et des cortès particulières; nous ne nous occuperons ici que des premières, les cortès normales de la monarchie. Toutes deux, du reste, ne recevaient de caractère légal que de la présence du monarque [2], et son départ dissolvait de droit l'assemblée. Toute réunion de députés où il n'assistait pas prenait le nom de parlement (*parliamento*), comme qui dirait: « un lieu où l'on parle sans agir. » Dans les cortès générales, on admettait, outre les représentants des trois royaumes d'Aragon, de Catalogne et de Valence, des députés des îles Baléares, du Roussillon, et parfois de Sardaigne et de Corse.

Aux termes du *privilegio general* de 1283, les cortès devaient s'assembler tous les ans à Saragosse;

Capmany (*Practica de Cortès*, p. 56) veut à toute force que les représentants des communes d'Aragon n'aient été admis aux Cortès qu'en 1300.

[1] Blancas, p. 15, Martell, p. 21, les *fueros* d'Aragon, édit. gothiq. de 1576, p. 43, contiennent la formule des pleins pouvoirs des députés, fixée par les cortès d'Aragon en 1307.

[2] On trouve à ce sujet dans Zurita quelques curieux exemples de puritanisme parlementaire : ainsi, en 1365, Pedro IV, absent, avait convoqué les cortès à Saragosse pour novembre; son fils don Juan, déjà reconnu comme héritier de la couronne, les réunit en son nom, et elles consentent à voter l'argent demandé, mais comme personnes privées, et non comme Cortès : « Car, dit le décret, il ne peut légalement y avoir Cortès, la personne du roi étant absente. »

Plus tard, il est vrai, on se relâche un peu de la rigueur de ces principes : ainsi, le roi Alonzo V ayant été fait prisonnier en Italie, la reine son épouse convoque, en 1435, les cortès d'Aragon, pour en obtenir la rançon de son mari, et les cortès la votent, bien qu'avec force protestations, « aimant mieux, dit Zurita, aventurer leurs libertés que faillir au service « du roi. »

mais ce délai ayant paru trop court, Jayme II, en 1307, fit décider par une loi qu'elles ne s'assembleraient que tous les deux ans. Cette loi, du reste, ne fut jamais exécutée; car dans tout le cours du XIVe siècle, où ces assemblées furent le plus fréquentes, elles ne dépassèrent pas le chiffre de vingt. Leur siége le plus ordinaire était à Saragosse ou à Monzon. Parfois, pour remplacer les cortès générales, on convoquait à la fois trois cortès locales, sur trois points rapprochés des frontières d'Aragon, de Catalogne et de Valence, de manière à ce que les trois assemblées pussent entrer en rapport l'une avec l'autre.

Étaient exclus des cortès les grands officiers de la couronne, admis de droit en Castille, les nobles et chevaliers qui avaient reçu les ordres, ou occupaient des emplois municipaux, et les bourgeois qui exerçaient une profession mécanique, y compris celles de chirurgien et d'apothicaire [1]. Le droit de les convoquer appartenait au roi, qui ne pouvait le déléguer que dans des cas graves, et à un de ses plus proches parents. Les nobles, clercs ou bourgeois, qui avaient titre à y siéger, pouvaient s'y rendre sans convocation [2]. Le roi avait la faculté de proroger l'assemblée, même avant sa réunion; mais la durée de cette prorogation ne devait pas dépasser quarante jours, et au bout de ce terme, les cortès étaient tenues pour dissoutes [3]. Le jour fixé pour l'ouverture de la session, les membres des quatre ordres conduisaient le monarque au lieu de l'assemblée, qui était d'ordinaire une église. Le roi, une

[1] Martell, p. 16.
[2] Blancas, *Modo de celebrar Cortès*, p. 16 et 17. Martell, p. 11.
[3] Martell, p. 24-25. Blancas, p. 20, 22, 53.

épée nue en main, s'asseyait sur un trône élevé, le *Justiza* à ses côtés. La noblesse et le clergé d'Aragon se plaçaient à la droite du trône, les nobles et le clergé catalan à la gauche, et en face les députés des communes [1]. Le roi alors, remplaçant son épée par un sceptre, inaugurait la session par une adresse ou *proposition*. Cette adresse débutait d'ordinaire par un texte de l'Écriture Sainte, qu'elle paraphrasait longuement, et où l'on touchait à peine quelques mots des affaires à traiter [2]. L'archevèque de Saragosse s'avançait ensuite aux pieds du trône pour remercier le roi au nom de l'assemblée, et lui promettre son concours. La séance officielle terminée, chacun des quatre ordres se retirait ensuite pour délibérer dans un local séparé. Au sein de ces cortès d'Aragon, où nous aimons à retrouver toutes les habitudes de nos assemblées délibérantes, les opinions se divisaient en deux camps bien tranchés : l'un défendait la prérogative de la couronne, l'autre les droits de la nation, et ce dernier était de beaucoup le plus nombreux. Sur un seul point peut-être, dans chaque *brazo*, tout le monde était d'accord, c'était lorsqu'il s'agissait de faire respecter les priviléges de l'ordre.

On trouvera dans les auteurs spéciaux les détails infinis du cérémonial parlementaire; notons seulement un trait caractéristique de l'esprit de liberté jalouse qui distinguait l'Aragon : tout membre, quel qu'il fût, pouvait arrêter par son *veto* une décision de l'assemblée entière [3]. Grâce à ce droit funeste qui

[1] Martell, p. 26 à 30.

[2] On a conservé plusieurs de ces *propositions*, l'une du roi Pedro IV, citée par Carbonell, chron., p. 97. l'autre du roi Martin aux Cortès de 1398; on la trouvera dans Blancas, *Comment.*, p. 376.

[3] Martell, p. 2 et 3, et 81 à 84.

a perdu la malheureuse Pologne, la négative opiniâtreté d'un seul membre pouvait entraver pendant une session entière toutes les opérations des cortès. Heureusement, il faut le dire, pour le repos de l'Aragon, ce droit abusif y fut rarement exercé ; mais il n'en subsista pas moins jusqu'à la fin du règne de Philippe II, qui ne l'abolit qu'en 1592 [1], et l'ombrageux despote le jugea sans doute peu dangereux, puisqu'il dédaigna si longtemps de le proscrire.

Le nombre des membres nécessaires pour composer un ordre, était de dix au moins pour les prélats, douze pour la haute noblesse, vingt-quatre pour celle de second rang; quant aux communes, huit au moins devaient envoyer leurs représentants, dont le chiffre n'était pas fixé. Ainsi le *minimum* des membres siégeant dans les cortes était d'environ soixante, nombre trop restreint, mais qui fut le plus souvent dépassé [2]. Les *promovedores*, créés en 1436, étaient des commissaires, choisis dans les quatre ordres pour une semaine seulement, et chargés de faire toutes les motions qu'ils jugeaient utiles au pays; ils passaient en revue toutes les pétitions adressées au parlement, et proposaient toutes les lois dont le besoin se faisait sentir. A défaut des *promovedores*, ou sur leur refus, chaque membre avait pour son compte le droit d'initiative [3].

Les relations de la couronne avec les divers ordres

[1] On remplaça à cette époque l'unanimité par la simple majorité (*que la mayor parte de cada brazo haga brazo*, comme le disait la formule).

[2] Martell, p. 51. Blancas, p. 47, 48 et 92.

[3] Ainsi, aux Cortès de 1325, on compta treize ecclésiastiques, trente-huit nobles des deux ordres, et soixante-dix députés des communes, en tout cent vingt et un membres.

réglées par l'étiquette la plus sévère, avaient lieu par le moyen de commissaires, appelés *tratadores*. Les affaires, dépouillées par les *promovedores*, étaient présentées par eux à la délibération de chaque *brazo*, qui les renvoyait à un comité spécial tiré de son sein; et l'ordre tout entier, après mûr examen, prenait enfin sa décision. Ainsi, il existait, à vrai dire, en Aragon, quatre parlements dans un seul, et cette répartition des affaires entre les quatre ordres avait pour l'unité représentative les plus graves inconvénients : on devine combien les affaires devaient être difficiles à amener à une solution entre quatre ordres divergents d'intérêt et de volonté, et combien cette divergence permanente devait ajouter à la puissance d'action de la royauté. Certes, sans le soin vigilant des Aragonais, une liberté mise à d'aussi dangereuses épreuves, en face de monarques aussi habiles, n'aurait pas vécu longtemps; mais, là comme en Angleterre, l'esprit d'indépendance des nobles, et le zèle des citoyens suppléait aux lacunes des institutions.

Dans le cercle immense de ses attributions, le parlement exerçait à la fois tous les pouvoirs, délibératifs, législatifs et judiciaires. Sur toutes les affaires importantes, et jusque sur les traités de paix et de guerre, les députés devaient être consultés; aucun impôt ne pouvait être levé [1], aucune loi promulguée sans leur consentement. Ils veillaient, en outre, avec

[1] Jusqu'à la seconde moitié du XIVe siècle, les cortès d'Aragon avaient pour usage de voter au roi, en cas de guerre, des troupes au lieu d'argent. Pedro IV ayant reclamé pour la première fois un subside en numéraire, il lui fut répondu, que « sa demande était contre l'usage et les *fueros* : car « ses sujets chrétiens n'étaient habitués à le servir que de leur personne, « et les Juifs et les Maures étaient les seuls qui le servissent en argent. » (Blancas, *Modo de proceder*, etc., ch. 18.)

un soin jaloux à ce que les subsides votés par eux ne fussent pas détournés de leur destination, et décidaient, en cas de doute, de l'ordre de succession à la couronne [1]. Non contentes de ces droits, inhérents à toute assemblée législative, les cortès empiétaient encore sur ceux de la couronne, en éloignant d'elle les ministres odieux au pays, en réformant la maison du roi, et en mettant des bornes à ses dépenses. Le refus d'impôt, presque ignoré de la Castille, était pour les cortès d'Aragon un moyen légal, et souvent employé, de vaincre les résistances de la couronne et de se faire payer en franchises leurs votes de subsides. Leurs scrupules de légalité, parfois poussés jusqu'à la puérilité, garantissaient au pays, sous cette tutèle vigilante, le maintien de tous ses droits. Aussi voyons-nous la couronne, résignée à ce rôle passif que la Constitution lui assigne, tourner son ambition vers les conquêtes extérieures, et les libertés de l'Aragon y gagner autant que sa gloire.

Le résultat des délibérations de chaque ordre était notifié aux commissaires royaux; ceux-ci faisaient passer à leur tour aux cortès les réclamations du roi. Quand on parvenait à s'entendre, la décision était adoptée avec cette formule : « Il plaît à Sa Majesté....., etc. » Si l'on ne tombait pas d'accord, les États présentaient leurs observations respectueuses, jusqu'à ce que le roi déclarât que : « Il ne convenait pas à Sa Majesté que l'on insistât plus longtemps [2]. »

Il nous reste à parler des fonctions judiciaires des

[1] *Fueros y observancias de Aragon. Privileg. general*, p. 6. Blancas, *Commentar.*, p. 371. Capmany, *Practica*, p. 51.

[2] Blancas, p. 92. « Que su Majestad no se sirve que mas se insista. »

cortès. La justice parlementaire était surtout une justice politique, une voie d'appel et de redressement contre les illégalités et les abus de pouvoir des officiers de la couronne. Le plus humble des citoyens avait droit d'adresser sa plainte aux cortès; une ville pouvait en accuser une autre, un ordre se plaindre d'un autre ordre. Le *Justiza*, le roi lui-même et tous ses délégués pouvaient être mis en cause devant le parlement. En revanche, le recours y était ouvert au monarque lui-même, comme au dernier de ses sujets. Les plaignants préféraient d'ordinaire au tribunal du *Justiza* ce tribunal parlementaire, entouré de plus d'éclat, et plus accessible encore que le sien. Le pauvre qui ne pouvait subvenir aux frais du procès, s'en remettait aux cortès du soin de les acquitter, et de lui fournir gratuitement appui et conseil; touchante institution, dont la lacune se fait vivement sentir dans notre législation. L'affaire instruite, le *Justiza*, après avoir pris l'avis du roi et des États, à l'exclusion des parties intéressées, proclamait la décision prise par la majorité [1]. L'avantage qu'offrait surtout ce tribunal, c'est que si le grief avait été pour un seul, le redressement était pour tous, et que chaque injure privée pouvait être l'occasion d'une loi qui prévînt le retour de l'illégalité commise. « Aussi, nos ancêtres, dit Blancas [2], ont-ils toujours « pensé que c'était grande sagesse d'endurer l'op-

[1] Voir Blancas, p. 65, et Martell, 72 à 77.

[2] Blancas, ch. 14. « La plupart des *fueros* que nous avons, dit ailleurs Blancas, p. 63, sont venus en réparation de griefs (*en reparo de agravios*), et cela même a servi de frein aux ministres, parce qu'ils savaient que la réparation faite par les cortès le serait aux dépens du pouvoir royal. » Suivant le même auteur, p. 69, il y avait aussi des juges spéciaux (*juezes de agravios*), sorte d'arbitres nommés par le roi et par les parties.

« pression pour un temps, plutôt que d'en chercher
« redressement devant un tribunal inférieur; car,
« en ajournant leurs plaintes jusqu'à la révision des
« cortès, ils étaient sûrs d'obtenir, avec la répara-
« tion passagère de leurs propres griefs, une satis-
« faction durable et universelle pour les griefs du
« pays. » Cette belle et forte organisation du droit de pétition se perpétua jusque sous le règne de Philippe II, et l'on vit ainsi les habitudes de la liberté survivre à la liberté elle-même. Ces semblants de cortès, que le despotisme s'était contenté d'annuler, sans oser les détruire, restèrent exposés aux yeux du pays comme une de ces ruines vénérables, vivants témoignages du passé; et les impuissantes garanties qu'elles offraient aux opprimés ne furent plus écrites que dans la loi, et dans l'inutile respect dont un peuple asservi aimait encore à l'entourer.

Quand toutes ces affaires étaient terminées, et tous les griefs redressés, alors seulement on s'occupait du vote des subsides, que le parlement accordait ou refusait, suivant qu'il avait eu à se plaindre ou à se louer de ses relations avec le monarque. Puis avait lieu la séance de clôture ou *fête du trône*, où toutes les décisions prises étaient solennellement ratifiées par le roi et les cortès. On publiait le chiffre des subsides que chaque province avait accordés, et les conditions qu'elle y mettait; on lisait les lois, promulguées, le plus souvent, pour un temps déterminé, afin qu'on pût en essayer l'effet avant de les rendre définitives; venaient ensuite les ordonnances rendues par les cortès pour l'administration du royaume; ces ordonnances avaient force de loi, et le roi et ses officiers juraient d'y obéir. Chaque ordre

répétait à son tour ce même serment : le clergé, en réservant les priviléges de l'Église; la noblesse ses *fueros*, et les communes leurs chartes et franchises. Le *Justiza* prêtait serment le dernier de tous; le roi congédiait l'assemblée avec ces mots : « Allez en paix! [1] » et le président de l'ordre du clergé fermait la session en remerciant le monarque. La durée de ces assemblées variait de quatre à six mois, selon le nombre et la difficulté des affaires. Nous avons vu cependant, sous Alonzo V, le même parlement se continuer six ans, pendant la guerre de Naples et l'absence prolongée du monarque. Lasses de cette session sans fin, les cortès supplièrent le roi d'en prononcer la clôture, et d'ordonner qu'à l'avenir, si la session n'était pas terminée au bout d'un an, l'assemblée fût dissoute de droit [2].

Dans les cortès d'Aragon, point de ces misérables rivalités entre les divers ordres de l'État qui, en Castille, anéantissent tout le fruit que le pays pourrait retirer de ces assemblées. La haute noblesse, il est vrai, s'y groupe plus volontiers avec les prélats, et la noblesse inférieure avec les communes; mais toutes ces rivalités de détail sont bien vite oubliées chaque fois qu'il s'agit de défendre les libertés du pays. Chacune des trois provinces, ayant au besoin ses cortès séparées, se rallie plus vite, dans les cortès générales, à la pensée de l'intérêt public. Enfin, chaque commune, une fois admise à siéger au parlement, est libre de s'y présenter, même sans avoir été convoquée, et le droit de représentation

[1] Nul ne pouvait quitter les cortès sans la permission du roi.

[2] Zurita, l. XIV, ch. 5.

ne peut plus se restreindre ou s'étendre au gré d'un caprice du monarque [1].

Mais la prérogative la plus vitale des cortès d'Aragon, c'était l'institution de la *députation permanente.* Les fréquentes absences des souverains aragonais décidèrent le pays à créer sous ce nom des mandataires permanents, destinés à veiller sur ses intérêts. Au nombre de quatre d'abord, et plus tard de huit, ils étaient élus par le parlement, et conservaient leurs pouvoirs d'une session à l'autre. Leurs fonctions consistaient à veiller au maintien des lois et à la bonne administration du royaume, à contrôler les dépenses et les revenus publics, et le produit des impôts, et à convoquer des cortès extraordinaires, chaque fois que les circonstances en faisaient une loi [2]. Nous retrouvons dans la Castille, aux mauvais jours de son histoire, quelque chose qui ressemble, au moins de nom, à la *députation permanente* de l'Aragon. Mais la représentation nationale en Castille avait déjà perdu toute sa réalité, quand on lui permit de parodier ainsi cette vigoureuse institution, parodie bien peu dangereuse puisque la monarchie absolue l'a laissé subsister jusqu'à nos jours.

Les cortès de Catalogne et de Valence, presque identiques au fond avec celles de l'Aragon, offrent quelques différences de forme. Dans les anciens temps, les cortès catalanes étaient annuelles. Un décret de Jayme II, en 1301, décida qu'elles n'auraient lieu

[1] Capmany, *Practica*, p. 14.

[2] Blancas, *Modo de proceder*, p. 2 bis; Martell, ch. 50, 60 et suiv. *Fueros y observanc.*, t. I, p. 229; Zurita, *Anales*, l. XV, ch. 59; Capmany, *Practica*, p. 44.

que tous les trois ans à Barcelone, ou dans tout autre lieu fixé par le roi. Comme le parlement de Castille, celui de Catalogne ne se composait que de trois ordres : la noblesse, le clergé et les communes; ce dernier, dont l'admission dans les cortès ne date que de 1283, réunissait les représentants de Barcelone, Lérida, Tortose, Cardone, Gerone, Perpignan, et de vingt-huit autres villes de moindre importance.

Les cortès de Valence étaient aussi composées de trois ordres; seulement, dans le vote des communes, Valence disposait de cinq voix. Comme les cortès d'Aragon, celles-ci nommaient une *députation permanente* de six membres, armée des mêmes pouvoirs [1]. Cette institution, qui ne date à Valence que de la fin du XIVe siècle, fut établie en Catalogne dès l'an 1289, et le pays, sous la menace de l'invasion française, y chercha une arme de plus contre l'étranger. Du reste, l'esprit de liberté qui anima, pendant tout le moyen âge, les cortès aragonaises, avait aussi inspiré de son souffle celles de Valence et de Catalogne, et les franchises commerciales y étaient, dans ce dernier pays, une garantie de plus pour les franchises politiques.

[1] Escolano, *Hist. de Valencia*, p. 1079.

CHAPITRE III.

RÈGNE DE JUAN II D'ARAGON.

1458 A 1479.

A la nouvelle de la mort d'Alonzo V, Juan II, son frère et son successeur, prit paisiblement possession de ses États héréditaires; mais il n'en fut pas de même de ses États d'Italie. Les rivalités des princes italiens, qu'Alonzo avait contenues de son vivant, se réveillèrent plus ardentes que jamais; et Ferdinand, son fils naturel, pour s'asseoir sur ce trône, que son père lui avait conquis avec tant d'efforts, dut presque le conquérir une seconde fois. Au sein même de sa famille, deux concurrents auraient pu lui disputer la couronne : l'un était son oncle, Juan II, le nouveau roi d'Aragon; l'autre était son cousin, le prince de Viana, don Carlos de Navarre, fils de Juan II. L'intérêt mélancolique, que jetaient sur ce prince ses longs malheurs et la haine de son père, contribuait encore à lui gagner les cœurs. Il n'eût tenu qu'à lui de disputer le trône à son cousin; mais don Carlos recula devant l'idée de s'engager, sans autre appui que l'affection d'un peuple volage, dans ce redoutable conflit. Il demanda à passer en Sicile pour y vivre dans la retraite, demande que

Ferdinand se hâta de lui accorder, en lui continuant la pension que lui faisait son père. Quant au roi d'Aragon, un caprice de son frère mourant venait de le frustrer de la couronne de Naples pour la donner à un fils illégitime; mais soit prudence, soit respect pour la volonté de son frère, Juan refusa les offres des nobles napolitains, et reconnut son neveu pour roi. Enfin le pape Calixte, qui venait de s'allier avec Sforza pour enlever le trône à Ferdinand, vint à mourir, fort à propos pour ce dernier, et le pape Pie II se hâta d'accorder au fils d'Alonzo l'investiture qu'il réclamait.

Le prince de Viana n'avait qu'un désir, c'était de se réconcilier avec son père. Ni le temps, ni la distance, ni ses humbles supplications, n'avaient pu fléchir l'implacable obstination de Juan; vainement l'infortuné prince, pour désarmer les soupçons de son père, s'était enfermé dans un couvent près de Messine; il y avait retrouvé, vivants encore, les souvenirs d'affection qu'avait laissés en Sicile sa mère Blanche, veuve de l'héroïque roi Martin le Jeune. Juan voyait avec effroi la popularité naissante de son fils; et, dans sa haine dénaturée, il en voulait moins au neveu qui lui ravissait une couronne qu'au fils qui refusait de l'en dépouiller. Juan voulait avoir son fils auprès de lui, pour surveiller toutes ses démarches, et il n'épargna ni les protestations ni les promesses pour l'inviter à venir fixer sa résidence à Mayorque. Don Carlos, contre l'avis de ses conseillers, se décida à quitter la Sicile. Malgré son sincère désir de se réconcilier avec son père, ce prince, d'un caractère indécis, et qui ne savait être ni coupable, ni innocent qu'à demi, s'était laissé entraîner

à négocier secrètement avec le roi de Castille, et à se créer un parti en Aragon et en Catalogne. Tout en protestant de sa soumission, il pressait son père de le faire reconnaître par les cortès pour infant-héritier, démarche strictement légale, que Juan, lors de son avénement, s'était refusé à faire. Il réclamait aussi la principauté de Viana, son apanage, et insistait sur l'accomplissement du mariage projeté entre lui et l'infante Ysabel de Castille. Enfin, après de longues négociations, où perçait à chaque instant le mauvais vouloir du roi, un traité fut conclu le 26 janvier entre le père et le fils. Ce traité reconnaissait au prince le droit de résider dans les États de son père, sauf en Sicile et en Navarre, les deux seuls pays dont il désirât le séjour, et accordait une amnistie générale à tous ses partisans. Le roi, persistant dans sa méfiance, partit pour la Navarre sans avoir vu son fils. Le prince, de son côté, sans attendre les ordres de son père, vint débarquer près de Barcelone; mais il se refusa à la réception solennelle qu'on voulait lui faire, et alla se loger dans un couvent près de la ville (1460).

Juan, encore animé contre son fils par cet acte de désobéissance, ne consentit qu'à regret à une entrevue : le prince, en fils soumis, se prosterna à ses pieds, en lui demandant humblement pardon, baisa la main de sa belle-mère, et tous trois réunis entrèrent à Barcelone où des fêtes somptueuses célébrèrent leur réconciliation. Mais Juan refusa de laisser les Aragonais prêter serment à l'héritier du trône, et les instances des États trouvèrent le roi inflexible. Bientôt il avoua hautement son projet de le déshériter, et ce projet causa dans toute la Cata-

logne, où Carlos était adoré, la plus vive émotion. Le roi de Castille recommença ses trames avec l'infant, et lui offrit la main de sa sœur; Juan, alarmé, se décida enfin à frapper un coup plus hardi : le prince, mandé à Lerida, eut l'imprudence d'obéir, et fut arrêté le 2 décembre. Juan ne daigna pas même donner un prétexte à cette violation du droit des gens, et du droit plus saint encore de la paternité. Vainement le prince se jeta à ses genoux, en prenant Dieu à témoin de la pureté de ses intentions; le roi, sans daigner lui répondre, le fit conduire en prison. Mais Juan n'avait pas assez calculé l'effet que produirait sur la Catalogne cette arrestation : les cortès, qui venaient de se dissoudre, chargèrent leur députation permanente de réclamer énergiquement la liberté du prince et de veiller sur sa vie; les cortès d'Aragon joignirent leurs instances à celles des cortès catalanes; mais le roi fut inflexible, et ne voulut pas même permettre à l'infant de recourir au bénéfice de la *firma de derecho* et de la *manifestacion*, ces deux remparts légaux qui protégeaient en Aragon la vie et la fortune des plus humbles citoyens.

Bientôt le procès commença; le père accusa hautement son fils d'avoir conspiré contre sa vie. Pendant l'instruction de cet odieux procès, la Catalogne, revenue de sa stupeur, passa de la pitié pour le prince à la résolution de le venger. Les cortès offrirent vainement au roi cent mille florins, s'il voulait leur confier la garde de son fils. Le conseil municipal de Barcelone envoya une députation, qui ne fut pas mieux écoutée. Enfin, lassés des réponses évasives du roi, les conseillers barcelonais, déchaînant eux-mêmes le peuple, qu'ils avaient contenu jusque là,

l'appelèrent à la révolte; la Catalogne se souleva tout entière avec une rapidité qui tenait du prodige, et s'organisa sur le pied de guerre; mais ni menaces, ni prières ne purent vaincre l'obstination du roi. Les rebelles, poussés à bout, se mirent en marche vers Lerida, pour arracher le prince de ses mains. Juan fut obligé de s'enfuir vers Fraga, la nuit, avec une faible escorte, pendant que la populace envahissait son palais, et perçait à coups d'épées les tapisseries et les rideaux pour voir s'il n'y était pas caché.

De Fraga, le roi se rendit à Saragosse, traînant après lui son fils prisonnier; mais les révoltés le suivaient de si près qu'ils entrèrent dans la ville par une porte pendant que Juan en sortait par l'autre. Don Carlos fut conduit dans le château de Morella, sur la frontière de Valence. Mais la flamme de l'insurrection, gagnant l'Aragon et Valence, s'étendit jusqu'en Sicile, et bientôt, le royaume tout entier n'eut qu'une voix pour réclamer la liberté du prince. Les Catalans, décidés à l'arracher par la force, mirent sur pied une armée formidable. Enfin, un millier de lances castillanes franchirent la frontière pour appuyer les réclamations de la Catalogne. Devant ce menaçant concert, le roi comprit pourtant qu'il fallait céder : il se fit supplier par son épouse de remettre le prince en liberté, et y consentit à la fin, sur sa prière et sur celle des députés d'Aragon. La reine s'empressa d'aller tirer le prince de sa prison, le 1er mars 1461, et le conduisit elle-même à Barcelone; mais on lui fit entendre, aux portes de la ville, qu'elle ferait mieux de ne pas s'y présenter, et le prince, continuant seul sa route, fit dans la ville une entrée triomphante. La nouvelle de sa délivrance répandit

la joie dans tout le royaume. Don Carlos fit loyalement tous ses efforts pour pacifier le pays; mais la guerre n'en continua pas moins : l'armée castillane s'empara de Viana, tandis que l'armée catalane, en occupant Fraga, prenait ses sûretés contre la mauvaise foi du monarque. La Catalogne, fière de tenir dans ses mains ce royal otage, dicta ses conditions : elle exigea que Juan reconnût le prince pour son héritier; qu'il ratifiât tous les actes des rebelles et destituât tous les conseillers qui avaient voté pour l'arrestation de l'infant. La lieutenance générale de la Catalogne et du Roussillon devait être conférée au prince, avec pouvoir de convoquer les cortès, et le roi devait s'interdire à jamais de rentrer en Catalogne, rare et humiliant exemple d'un roi banni par ses sujets de son propre royaume.

Si dures que fussent ces conditions, force fut à Juan de les subir; car Barcelone était toujours en armes, et les cortès d'Aragon, excitées par l'exemple, faisaient aussi la loi à leur souverain. Destitué de tout allié, en guerre avec tous ses voisins, avec son fils et ses propres sujets, Juan ne pouvait plus continuer la lutte : après de longues négociations, une paix menteuse fut signée entre le roi d'Aragon, le roi de Castille et le prince de Viana; mais cette paix n'eut pas même le temps d'être violée, car une douleur de côté emporta le prince en trois jours. Cette mort si imprévue plongea la Catalogne dans une stupeur douloureuse; à tort ou à raison, chacun fut convaincu que l'infant avait été empoisonné, et imputa sa mort à sa belle-mère, femme énergique, et puissamment douée, pour le bien comme pour le mal.

Don Carlos, prince de Viana, était alors âgé de

quarante ans. Comme son homonyme, le fils de Philippe II, il eut le tort de justifier par des imprudences les préventions d'un père, et de donner ainsi un prétexte à la haine d'une marâtre. Fatalement poussé à la révolte contre un père qu'il ne demandait qu'à aimer, ce prince, constamment malheureux en politique comme en guerre, mourut au moment où, après tant d'épreuves, il devait enfin sa délivrance à l'amour du peuple, complice et excuse de ses torts. Il laissa par testament à sa sœur Blanche cette couronne de Navarre, dont il n'avait jamais possédé que le titre. « Don Carlos, dit un de ses contemporains [1], était d'une taille au-dessus de la moyenne, le visage maigre, la contenance sereine et modeste, et un air de mélancolie douce empreint sur sa figure. » Il cultivait avec succès la musique, la peinture et la poésie, et l'étude de la philosophie et de l'histoire partageait avec elles ses loisirs [2]. Vivant sans cesse dans le commerce des hommes les plus distingués de son temps, il eût essayé, s'il fût monté sur le trône, de naturaliser en Espagne le culte des lettres. Osias March, le plus célèbre des poëtes catalans, fut honoré de son amitié. Mais don Carlos eut le tort de naître, comme naguère Alonzo X de Castille, dans des temps trop difficiles pour lui, et bien en prit à l'Aragon d'échapper à ses faibles mains pour passer dans celles de Fernando son frère. Ce n'était pas d'un bénédictin ou d'un poëte que l'Espagne avait besoin dans ces temps de

[1] Gonz. Garcias, *apud* Nicol. Antonio. *Bibliot. vetus*, t. II, p. 281.

[2] On a du prince de Viana une traduction en langue vulgaire de la *Morale* d'Aristote, imprimée en 1509. On n'a pas fait le même honneur à une courte chronique de Navarre, rédigée par lui, et qui le méritait davantage.

crise, où l'Europe en travail allait enfanter le pouvoir absolu. Pour s'associer aux hardis desseins de cette Ysabel qui apportait en dot à son époux l'unité espagnole, il fallait une âme plus fortement trempée que celle de ce prince infortuné, qu'une méprise du sort fit naître sur les marches d'un trône.

Don Carlos à peine mort, le roi se hâta de faire reconnaître pour héritier de la couronne son fils bien-aimé Fernando, alors âgé de neuf ans. L'infant se rendit avec sa mère à Lérida, en Catalogne, où, après avoir prêté serment aux *fueros* catalans, il fut proclamé lieutenant général du royaume; après quelques difficultés, Barcelone consentit enfin à recevoir la reine dans ses murs, et cette femme, énergique et habile, commença à régner sous le nom de son fils. Juan désirait aussi, en dépit du pacte qu'il avait signé, rentrer en Catalogne, et faire lever le ban prononcé contre lui. La reine dépensait toute son habileté à faire demander par les Catalans le retour de son époux; mais tous ses efforts échouèrent devant leur invincible obstination. La mémoire du prince de Viana, plus chère que jamais à Barcelone, y entretenait la haine contre ses bourreaux; dans les superstitions populaires, l'infant était devenu un saint, dont le cercueil faisait des miracles. Les meneurs du parti, encourageant le peuple dans sa résistance, le poussaient même à en finir avec la monarchie pour embrasser la forme républicaine, à laquelle les cités commerçantes de l'Italie avaient dû leur grandeur.

Louis XI, dont la politique sut toujours prévoir toutes les chances, et laisser de côté tous les scrupules, avait bien vite compris le parti qu'il pouvait tirer de la querelle du roi d'Aragon avec ses sujets

catalans : pour s'assurer un point d'appui dans ses projets sur la Navarre, il se hâta de marier sa sœur Madeleine au fils du comte de Foix et au neveu de Blanche, légitime héritière de cette couronne. En même temps, sa politique à double jeu négociait avec Juan, et attisait sous main en Catalogne le feu de l'insurrection, en promettant aux rebelles l'appui de la France; mais ses offres, faites sans bonne foi, furent froidement reçues par les insurgés. Le but secret de Louis, en attendant qu'il pût s'emparer pour son compte de la Navarre, était de la faire passer aux mains du comte de Foix, gendre du roi d'Aragon, mais vassal dévoué de la France. Le roi de Castille, soutenu par l'ancien parti du prince de Viana, occupait ce pays les armes à la main. Louis offrit à Juan de l'aider à expulser les troupes castillanes, s'il voulait garantir après sa mort la couronne de Navarre à son gendre Gaston, et remettre Blanche aux mains de sa sœur, la comtesse de Foix. Juan, reportant sur l'infortunée Blanche toute la haine qu'il avait eue pour son frère, accepta le traité, qui fut signé à Olit, le 12 avril 1462. Juan s'engageait à payer au roi de France deux cent mille écus d'or pour la solde de sept cents lances françaises, qui devaient entrer à son service. Les revenus du Roussillon et de la Cerdagne étaient affectés à ce paiement, et ces deux comtés engagés au roi de France en nantissement du prêt[1]. Ce traité amena la conclusion d'un

[1] Un extrait des documents originaux de ce traité, fort incorrectement rapporté par la plupart des historiens espagnols et français, a été publié par Petitot : *Collect. des Mémoires relatifs à l'Hist. de France*, t. XI, p. 245. — Voir aussi les Preuves de Phil. de Comines, *Hist. de Louis XI*. t. II, p. 360, et dom Vaissette, *Hist. de Languedoc*, t. V, p. 25.

autre entre l'Aragon et la Castille : une amnistie générale fut accordée à tous les partisans du prince de Viana, et Juan, libre de ses mouvements, put s'occuper de faire face à l'insurrection de Catalogne.

Mais il fallait d'abord s'exécuter avec le roi de France, et livrer à la comtesse de Foix la malheureuse Blanche. Cette princesse, née comme son frère, sous une étoile funeste, avait, depuis son divorce avec le roi de Castille, passé sa vie dans un château fort, où son père la retenait. Après le traité d'Olit, Juan lui fit dire de se préparer à le suivre au delà des monts. Blanche s'y refusa avec l'énergie du désespoir, et le roi, heureux de trouver dans sa résistance un prétexte de sévir, la fit emmener par force, sans se laisser fléchir par ses prières. Arrivée à Saint-Jean-Pied-de-Port, elle adressa à celui qui avait été son époux, à Enrique IV de Castille, une protestation secrète, où elle lui cédait ses droits à la couronne de Navarre. Elle écrivit à ce prince, chez qui toute étincelle de générosité n'était pas encore éteinte, une lettre qui, au dire de Ferreras, « ne peut pas être lue, même « après tant d'années, sans arracher des larmes. » Enrique en fut touché ; mais cette émotion fugitive glissa sur son âme dégradée, et la débauche et les favoris reprirent bientôt sur lui tout leur empire. Blanche, remise aux mains de ses bourreaux, fut enfermée dans le château d'Orthez, où les mauvais traitements abrégèrent sa vie. Mais la justice de Dieu n'est pas toujours absente d'ici-bas ; nous verrons plus tard, par une juste rétribution, la sœur dénaturée qui avait ordonné le crime, mourir au moment d'en recueillir le fruit, en succédant à son père Juan sur le trône de Navarre.

Cependant la flamme de l'insurrection venait de se réveiller à Barcelone : on avait vu, disait-on, l'ombre du prince assassiné se promener la nuit dans les rues en demandant vengeance. La reine, craignant pour sa vie, se décida à quitter Barcelone avec son fils, et s'enfuit à Gérone; mais les révoltés ne tardèrent pas à l'y poursuivre. Le siége fut poussé avec acharnement, et la reine y déploya un courage auquel ses ennemis même dûrent rendre justice. La ville ayant été emportée d'assaut, la reine se réfugia dans la forteresse. Une mine introduisit les assiégeants jusqu'au centre de la place, mais ils furent repoussés, et la reine, faisant passer dans tous les cœurs son indomptable courage, organisa dans ces murs démantelés une résistance plus énergique que jamais. Le roi d'Aragon, informé du danger que courait son épouse, se hâta d'envoyer en Catalogne son fils Juan, archevêque de Saragosse, à la tête de quelques compagnies de gens d'armes. Lui-même suivit de près son fils avec une petite armée; mais un corps d'insurgés, fort de dix mille hommes, lui coupa le chemin de Gérone. La guerre civile se répandit, rapide comme la flamme, sur la Catalogne entière, et la reine, abandonnée à elle-même, eût bientôt succombé sans les secours de la France. Louis, fidèle par intérêt au traité d'Olit, se décida enfin à envoyer à Juan les sept cents hommes qu'il lui devait; vainement les Catalans offrirent au roi de France de se donner à lui, en lui rappelant que, du temps de Charlemagne, la Catalogne avait fait partie de l'empire frank; Louis, plus sage que Charlemagne, se souciait moins d'étendre la France au delà des Pyrénées, que de la faire rentrer dans ses limites naturelles. Comptant sur la

pauvreté proverbiale des rois d'Aragon, il attendait le jour où Juan se reconnaîtrait hors d'état de s'acquitter envers lui, pour rattacher à la couronne de France le Roussillon et la Cerdagne; plan habile, que déjoua l'attachement héréditaire de ces deux contrées à la couronne d'Aragon, en dépit des Pyrénées qui les en séparaient.

Les lances françaises, sous la conduite de Gaston de Foix, entrèrent donc en Catalogne, où elles s'emparèrent de Figuières. Le comte de Pallas, chef des insurgés, hors d'état de tenir tête à l'élite de la gendarmerie de France, dut lever le siége, en abandonnant son artillerie. La reine, clémente par calcul, après la victoire, pardonna à ceux qui avaient pris les armes contre elle. Mais les chefs de l'insurrection, loin de songer à se soumettre, recoururent à un moyen désespéré : ce fut de convoquer le ban et l'arrière-ban du royaume, en appelant aux armes tout homme âgé de plus de quatorze ans. Échauffés par les prédications d'un de ces moines fanatiques qui savent allier la religion à la démagogie, ils déclarèrent traître à la patrie, et déchu de ses droits au trône, l'infant Fernando, à peine âgé de dix ans, et proclamèrent la séparation de la Catalogne et de l'Aragon. « Le roi Juan, disait l'acte de séparation, s'était « engagé sous serment à ne plus mettre le pied en « Catalogne ; en y rentrant les armes à la main, il a re- « noncé de fait à la souveraineté de ce pays. D'ailleurs, « pour déposer un roi qui manque à ses serments, il « n'est besoin de pape ni d'empereur, et la *républi-* « *que* de Catalogne a le droit de se débarrasser d'un « tyran, sans recourir à un juge entre elle et lui. » Ces maximes hardies, si opposées aux maximes mo-

narchiques alors régnantes, donnèrent à l'insurrection un caractère de vigueur et de persistance qu'on trouve rarement dans les soulèvements populaires. Ainsi, dès cette époque reculée, on voit germer chez les Catalans cet esprit républicain, qui fit d'eux, en tout temps, un peuple à part entre tous ceux de la Péninsule; protestants politiques, auxquels il n'a manqué qu'un Luther pour faire leur réforme, l'épée à la main, et constituer entre l'Espagne et la France une république commerciale, retranchée, comme la Biscaye, derrière les Pyrénées et derrière ses *fueros* (1462).

La guerre se ralluma avec une nouvelle furie. Dans une rencontre avec les insurgés, les troupes du roi, commandées par son fils, le belliqueux prélat de Saragosse, remportèrent un avantage signalé. Les rebelles, dépourvus de chef, et sentant le besoin de l'unité, se résignèrent enfin, malgré leurs penchants républicains, à se donner un roi. En vertu de ce même principe de légitimité, qu'ils violaient en retirant à Juan leur obéissance, ils choisirent pour roi Enrique IV de Castille, comme descendant de Enrique III, frère aîné du roi Fernando d'Aragon; et sans attendre même son acceptation, ils le proclamèrent comte de Barcelone, sauf réserve du serment à prêter à leurs *fueros* (11 août 1462). L'indolent Enrique, qui n'aimait que les conquêtes faciles, hésita avant d'accepter celle qui s'offrait à lui; mais il se décida enfin, et don Juan de Beaumont, chef des proscrits navarrais, entra en Aragon à la tête d'une armée castillane. Les Catalans, enhardis par cet appui, se préparèrent à résister à leur roi; mais leur indiscipline égalait leur courage, et ils eurent le dessous dans

toutes les rencontres. Les troupes de Juan s'emparèrent de plusieurs places fortes; les gens d'armes du comte de Foix, avides de pillage, brûlaient de commencer le siége de l'opulente ville de Barcelone, et Juan dut céder à la crainte de mécontenter ses alliés. L'armée royale, au nombre de dix mille hommes à peine, vint camper sous les murs de cette vaste cité, dont elle pouvait à peine enceindre la moitié. Barcelone montra tout d'abord à son roi le peu de cas qu'elle faisait de ses attaques en mettant à mort le héraut qu'il lui envoya. Le saint-siége offrit sa médiation, mais les Catalans, poussés à bout, rejetèrent son intervention, et résolurent de périr jusqu'au dernier plutôt que de se soumettre. Un secours de huit galères, envoyé à Juan par le roi de France, n'abattit pas leur résolution, et les assaillants, rebutés par l'approche de l'hiver, se décidèrent enfin à lever le siége.

Juan, irrité de cet échec, s'en vengea sur Villafranca qu'il prit d'assaut, et où il fit égorger de sang-froid quatre cents rebelles, réfugiés dans une église. Bientôt après, il s'empara de Tarragone, et la guerre prit chaque jour un tour plus heureux pour ses armes. Bientôt le traité de Fuenterabia, et la défection de Enrique IV vinrent ôter aux Catalans tout espoir d'être secourus. Leurs députés firent entendre au roi de Castille, qui les engageait à se réconcilier avec leur souverain, quelques dures vérités, et se refusèrent hautement à mendier leur pardon. Pendant ce temps, Louis XI se saisissait du Roussillon et de la Cerdagne, comme gage des avances faites à Juan, qu'il savait hors d'état de les lui rembourser. Louis avait compté sur la pauvreté du roi d'Aragon, et Juan

sur le vieil attachement de ces provinces à sa maison, et l'on verra que, de ces deux calculs, le dernier était encore le plus sûr (1463).

Jamais l'opiniâtreté native du caractère espagnol ne se montra plus que dans cette insurrection de Catalogne, où la haine contre le roi d'Aragon n'était qu'un prétexte, et où les Catalans poursuivaient au fond ce vieux rêve d'indépendance, cher à tout cœur espagnol. Toutefois, une portion de la noblesse de ce pays était restée fidèle à la cause du roi, aussi opiniâtre dans sa loyauté que la Catalogne dans sa révolte. On partage l'étonnement de Zurita, en voyant l'aveugle furie qui poussait ainsi à une rébellion sans espoir une nation, plus prudente d'ordinaire, et qui avait tout à perdre à la guerre, et rien à y gagner. Décidés à continuer la lutte malgré la trahison du roi de Castille, il fallait bien que les Catalans se choisissent un autre drapeau, et républicains de cœur et d'âme, ils sentirent encore le besoin de se donner un roi. Leur choix s'arrêta sur l'infant don Pedro, connétable de Portugal, et petit-fils du comte d'Urgel, race malheureuse comme celle des comtes d'Anjou, et qui se transmettait de père en fils des prétentions toujours impuissantes. Le royal aventurier, trop heureux de trouver une chance de relever sa fortune, s'embarqua au premier appel, sans argent, sans soldats, presque sans escorte. Débarqué à Barcelone, le 21 janvier 1464, il y reçut le serment de ses nouveaux sujets, et prit le titre de roi d'Aragon et de Sicile. Bientôt le nouveau protecteur de la république catalane, tranchant du monarque absolu, destitua le conseil exécutif qui s'était fait haïr du peuple en l'écrasant d'impôts; il fit justice de quelques mal-

faiteurs, et gagna ainsi l'amour du peuple, opprimé au nom de la république, comme il l'était naguère au nom de la monarchie (1465).

Pendant ce temps, le roi d'Aragon, avec une obstination héroïque, reconquérait pied à pied son royaume perdu. Lérida, qu'il assiégeait, perdit tout espoir d'être secourue, et finit par se rendre. Juan usa généreusement de sa victoire : il confirma les priviléges de la ville, et traita avec bienveillance les habitants épuisés par la faim. Bientôt la défection éclaircit les rangs de ses ennemis, et Juan, clément par politique, reçut à merci Juan de Beaumont et les proscrits navarrais. Le valeureux archevêque de Saragosse gagna sur les insurgés une bataille où l'infant Fernando, alors âgé de treize ans, vint faire ses premières armes. Don Pedro, qui dans cette bataille avait combattu avec un courage digne d'un meilleur sort, implora vainement le secours du roi de Portugal. Le découragement finit par s'emparer de lui, et une maladie grave l'emporta en peu de jours, sans lui laisser le temps de justifier la confiance que la Catalogne avait mise en lui (1466).

Juan, qui se sentait assez fort pour pardonner, voulut négocier avec les rebelles ; mais toutes ses propositions furent repoussées, et deux des notables de Barcelone, qui osèrent parler de traiter, furent condamnés à mort par le conseil municipal, et exécutés. Les cortès d'Aragon essayèrent d'intervenir, et ne furent pas plus heureuses : Barcelone ferma ses portes à leurs ambassadeurs. Les Catalans, décidés à se choisir un autre chef, et à continuer leur lutte, célébrèrent les obsèques de leur roi défunt, et appelèrent à lui succéder René *le Bon*, duc d'Anjou, ancien prétendant à la couronne de Naples. Candidat

toujours prêt pour tous les trônes vacants, René avait des droits réels sur celui d'Aragon; car son frère Louis d'Anjou avait été, en 1410, l'un des compétiteurs de l'élu de Caspe. Si René, dont les cheveux avaient blanchi dans la vaine poursuite d'une couronne, n'était plus d'âge à prêter à l'insurrection de Catalogne l'appui de son épée, il avait pour le suppléer son fils Jean, duc de Lorraine, que Comines nous dépeint comme le meilleur chevalier de son temps. L'appui présumé du roi de France, cousin de René; le voisinage du comté de Provence où cet excellent prince s'était fait adorer, tout préparait à son entreprise une issue plus favorable qu'à celle de don Pedro de Portugal. Il fallait que le roi d'Aragon, dépourvu d'alliés, et brisé par les fatigues d'une longue guerre, rentrât en lice avec des ennemis frais et dispos, et animés contre lui d'une haine héréditaire. Déjà âgé de soixante-dix ans, Juan, pour comble de disgrâce, était sur le point de perdre la vue, et le comte et la comtesse de Foix menaçaient de se saisir de cette couronne de Navarre que le vieux roi leur faisait trop attendre.

Juan, faisant face au danger avec l'activité d'un jeune homme, s'assura d'abord pour alliés tous les ennemis de la maison d'Anjou, les ducs de Savoie et de Milan, et les rois de Naples et d'Angleterre. Les cortès d'Aragon, malgré leur parcimonie, votèrent au roi un millier d'hommes armés, avec leur solde, secours qui vint fort à propos pour combler les vides de ses coffres et de son armée. Le duc Jean de Lorraine cependant s'avançait vers les Pyrénées; faisant appel à tous les aventuriers, si communs à cette époque, en France et en Italie, il avait en peu de temps réuni plus de huit mille hommes que l'espoir du pil-

lage attirait plus que l'amour de la gloire (1467). Le duc franchit sans obstacle les Pyrénées, et entra le 31 août à Barcelone, où il reçut, au nom de son père, le serment de ses nouveaux sujets. Impatient de se populariser par quelque action d'éclat, il entreprit le siége de Gérone. Mais il rencontra un adversaire digne de lui dans la reine d'Aragon, qui parvint à jeter des renforts dans Gérone. Bientôt le jeune infant Fernando, à la tête de forces supérieures, contraignit le duc à lever le siége, et à se replier sur Barcelone. Enfin, le vieux roi d'Aragon lui-même, bien que malade et brisé par l'âge, se préparait à reprendre la campagne, quand la reine Juana, beaucoup moins âgée que lui, lui fut brusquement enlevée. Ce fut pour Juan une perte irréparable que celle de cette femme, d'une trempe d'âme toute virile, qui, plus coupable que lui de sa dureté envers son fils, partageait courageusement avec son époux les disgrâces qu'elle avait attirées sur lui. En revanche, par un retour inespéré de fortune, le vieux roi recouvra miraculeusement sa vue presque perdue. Un médecin juif, après avoir étudié l'état du ciel et des planètes, l'opéra de l'œil droit, et rendit la vue à cet œil. Juan voulut aussitôt qu'on l'opérât de l'autre: le médecin s'y refusa, alléguant qu'il ne fallait pas tenter Dieu, et que de douze ans peut-être, le ciel ne présenterait pas des signes aussi propices; mais le roi le força à achever son œuvre, et l'œil gauche fut guéri comme le droit.

Cependant le duc de Lorraine, renforcé par quatre cents lances françaises, venait de s'emparer de Gérone, malgré les efforts de l'infant pour sauver cette ville. Le comte de Foix, maître de la Navarre, avait

rompu tout lien avec l'Aragon, et avec son beau-père. Mais un succès éclatant vint faire oublier à Juan toutes ces disgrâces, ce fut la conclusion du mariage de son fils avec l'infante Ysabel. Dans la position désespérée où se trouvait Juan, c'était pour lui un coup de fortune que ce mariage, qui mettait à sa disposition, au moins pour l'avenir, les ressources d'une puissante monarchie. La précoce vieillesse d'Enrique IV laissait même espérer que cet avenir ne se ferait pas attendre. Cette union providentielle s'accomplit à Valladolid, le 18 octobre 1466, bien que repoussée à la fois par le roi de Castille et par le peuple aragonais. Enfin, comme si le sort eût pris à tâche d'indemniser Juan de ses longues disgrâces, en le délivrant un à un de tous ses concurrents, une maladie aiguë enleva en peu de jours le duc Jean de Lorraine. Ce prince, dans son règne si court, avait su gagner tous les cœurs par son courage et par ses qualités aimables; l'affection des Catalans pour lui allait jusqu'au délire; dans les rues, le peuple se pressait en foule autour de lui pour embrasser ses genoux, ses étriers, son cheval; les dames mettaient en gage, pour lui en donner l'argent, leurs anneaux et leurs bijoux[1]; aussi sa mort répandit-elle la consternation dans Barcelone; et son corps, revêtu d'habits de parade, fut promené dans la ville, au milieu des témoignages de la douleur publique (1470)[2].

Ce que Barcelone redoutait le plus après la mort

[1] Villeneuve-Bargemont, *Hist. du roi René*, t. II, p. 182, 333. L. Marin. Sicul., p. 141; Alonzo de Palencia, MS., ch. 88.

[2] Zurita, ch. 33, nie cette affection des Catalans pour le duc Jean, ce qui ne l'empêche pas de rendre justice au mérite de ce prince, et d'accuser la fortune qui lui fut toujours contraire.

du duc, c'était l'intervention directe du roi de France dans les affaires de la Catalogne. Le roi René, père du duc défunt, était trop vieux pour gagner une couronne à la pointe de l'épée. Dans cette extrémité, le parti le plus sage eût été pour Barcelone d'ouvrir ses portes à son vieux roi, qui lassé comme elle de cette guerre sans fin, ne demandait pas mieux que de pardonner. Mais l'indomptable obstination des Catalans n'était pas encore brisée : le conseil municipal conféra le titre d'*infant-héritier* de l'Aragon au fils du duc Jean, enfant en bas âge, pour qui ce titre était une dérision. Juan, poussé à bout, commença par s'assurer sa liberté d'action, en finissant sa vieille querelle avec le comte et la comtesse de Foix. Un traité garantit à Juan, sa vie durant, le titre et les prérogatives de roi de Navarre, et à sa fille et à son gendre la succession du trône. Mais ce trône, Juan devait le faire attendre à sa fille bien des années encore, en survivant à son gendre et même à son petit-fils. En effet, ce dernier mourut brusquement d'un coup de lance dans un tournoi (1470), et Gaston de Foix, deux ans plus tard, suivit son fils dans le tombeau, en laissant à sa femme Léonor la régence de la Navarre, toujours déchirée par les partis, toujours hésitant entre la double suzeraineté de la France et de l'Aragon.

Libre de tourner toutes ses forces contre la Catalogne, Juan poussa si vigoureusement le siége de Gérone, que la ville fut obligée de se rendre. Sa soumission entraîna celle de plusieurs villes et d'une foule de nobles à qui le roi dut encore rembourser les frais de la guerre qu'ils lui avaient faite. Bientôt la Catalogne tout entière se trouva rentrée dans le de-

voir. Barcelone, seule, soutenue par les Français que le duc y avait amenés, résistait encore aux avances et aux promesses de son roi. Enfin, les habitants ayant laissé sur la place quatre mille des leurs dans une sortie malheureuse, Juan réunit toutes ses forces sous les murs de la cité rebelle, pendant qu'une flotte la bloquait du côté de la mer. Le bon roi René, touché des maux que souffraient pour lui les Catalans, s'épuisait en efforts pour les secourir. Mais Juan, animé par l'espoir du succès, resserra si étroitement le blocus, qu'il ferma tout passage aux secours. Inclinant au fond de l'âme vers la clémence, Juan reculait devant l'idée de livrer aux hasards d'un assaut cette belle et malheureuse cité. Le plus sûr pour les Barcelonais eût été de se soumettre sans condition; mais préoccupés de l'idée que leur roi ne leur pardonnerait jamais, ils ne virent plus de salut que dans le désespoir, et les offres de médiation du saint-siége furent repoussées par eux.

Juan voulut tenter un dernier effort : il écrivit aux rebelles une lettre où il leur rappelait tous les maux que leur opiniâtreté avait déchaînés sur leur cité; il les suppliait de revenir à lui comme à un père qui les attendait, le cœur et les bras ouverts, en leur promettant sur sa parole de roi, d'oublier tout ce qui s'était passé; mais il les prévenait en même temps que, si ses offres de pardon étaient rejetées, dût-il mourir sous leurs murs, il ne lèverait pas le siége que leur ville ne fût prise. Un digne religieux s'entremit entre le roi et ses sujets, et ses prières finirent par triompher de l'obstination insensée de cette ville qui, de nos jours encore, vient d'en donner un si mémo-

rable exemple[1]. Toutefois, même en se soumettant, les rebelles dictèrent encore leurs conditions : le roi devait s'interdire toute recherche sur les faits accomplis pendant toute la durée de la rébellion, et publier une amnistie pour tous les délits commis pendant ce temps; le duc Jean de Calabre, fils du feu duc de Lorraine, et les capitaines français attachés à son service seraient libres de quitter la ville avec leurs familles et leurs biens; enfin le roi devait confirmer de nouveau les *fueros* de la ville et de la principauté, et restituer à Barcelone toutes les villes et bourgades de son district. Non contents de faire ainsi la loi à leur roi victorieux, les Barcelonais exigèrent encore que le serment prêté par Juan fût répété par son fils, et par tous les grands des trois royaumes. Décidé à acheter à tout prix le repos de ses vieux jours, Juan se soumit à ces conditions humiliantes, et reconnut par un acte exprès, les Catalans « pour de bons et loyaux sujets. » Au lieu d'entrer dans la cité rebelle, comme le voulaient ses courtisans, monté sur un char de triomphe, il parcourut à cheval cette ville, naguère si florissante; et « en voyant, dit un historien[2], ces pâles visages amaigris par la faim, toute trace de ressentiment s'effaça de son âme » (1472). Tel fut le pacifique dénouement de cette longue querelle, qui n'avait pas duré moins de dix ans. Juan, dont l'humeur s'était fort adoucie depuis la mort de sa femme, prit à tâche d'effacer les traces de la guerre, et de se faire pardonner, par sa bonté toute pater-

[1] Ces lignes ont été écrites pour la première fois en 1843, peu de temps après le dernier bombardement de Barcelone.

[2] Luc. Marin. Sicul., *Cosas memorabl.*, p. 144-47.

nelle envers des sujets factieux, sa dureté envers son fils, source première de tous ces maux.

Une fois maître de Barcelone, ce monarque septuagénaire aurait pu goûter un repos si bien gagné; mais le repos n'était pas fait pour cet esprit inquiet, dont l'âge même n'avait pas amorti l'ardeur. Une blessure saignait encore au fond de l'âme de Juan, c'était le regret d'avoir acheté, au prix de deux de ses plus belles provinces, l'équivoque alliance de Louis XI. Mais en aliénant pour un peu d'or le Roussillon et la Cerdagne, Juan avait compté, pour les recouvrer un jour, sur la vieille affection qui attachait ces deux comtés à la couronne d'Aragon. Louis, pour faire face à sa guerre avec la Bourgogne et l'Angleterre, avait dû rappeler de la Cerdagne une partie de ses garnisons; enhardis par leur absence, les habitants supplient le roi d'Aragon de les délivrer du joug de la France. Juan, avec cette prompte décision qui le caractérise, marche aussitôt vers le Roussillon; au seul bruit de son approche, toutes les villes se soulèvent, et chassent sans peine le peu de Français qui les occupaient; parti de Barcelone le 29 décembre 1472, le roi était déjà maître de Perpignan le 1er février 1473; et dans tout le Roussillon, Salces et Collioure, avec le château de Perpignan, restaient seuls au pouvoir des Français. Mais Juan ne s'abusa pas sur cette victoire trop facile : sûr que l'on viendrait bientôt la lui disputer, il se hâta de réunir ses forces pour faire tête à l'orage qui le menaçait.

Bientôt, en effet, trente mille Français, sous la conduite de Philippe de Savoie, viennent camper sous les murs de Perpignan. Mais le roi s'était enfermé

dans la ville avec une forte garnison, décidé, malgré ses soixante-seize ans, à s'ensevelir sous ses ruines plutôt que de se rendre. Juan réunit dans l'église de Perpignan tous ses défenseurs, et prête sur l'autel le serment de ne pas les abandonner que le siége ne soit levé. Les Français, pourvus d'une nombreuse artillerie, commencent le siége avec cette furie à laquelle il semble que rien ne puisse résister : mais le roi, partout présent, le jour et la nuit, anime de son exemple le courage des assiégés. Une mine, creusée par les Français, est découverte par le roi lui-même, et tous ceux qui y avaient pénétré y restent ensevelis. Cependant, la vieille loyauté aragonaise s'était réveillée au bruit de l'héroïque dévouement de son roi. Appauvri par la guerre de Catalogne, ce peuple généreux trouva encore de l'or et des soldats pour le défendre : neuf cents lances et dix mille archers marchèrent vers le Roussillon sous les ordres de l'archevêque de Saragosse. La Catalogne ne demeura pas en reste de dévouement : l'infant Fernando trouva Barcelone aussi ardente dans sa fidélité qu'elle l'avait été dans sa rébellion. Valence paya aussi son tribut, et bientôt, à la tête d'une armée redoutable, Fernando passa les Pyrénées, au milieu d'une tempête qui déroba sa marche à l'ennemi. L'armée française, décimée par les maladies, se décida à lever le siége de Perpignan; en se retirant, elle mit le feu à ses logis avec tant de précipitation qu'un grand nombre de malades et de blessés périrent dans les flammes (28 juin 1473).

Le général français demanda une trève au roi, qui s'estima trop heureux de l'accorder. Fernando licencia son armée, et ne garda que cinq cents lances; mais

le roi, qui connaissait Louis XI, voulut rester en Roussillon pour veiller lui-même à la conservation de sa conquête. En effet, la vieille expérience de Juan ne l'avait pas trompé : à peine l'armée d'Aragon s'était-elle éloignée que les Français, en dépit de la trêve, revinrent camper sous les murs de Perpignan, dont le château leur appartenait encore; mais le roi et la garnison firent si bonne contenance, que le général français dut lever le siége une seconde fois, et se retirer en Languedoc. Le roi, épuisé par cette double campagne, fut atteint d'une maladie qui faillit l'emporter ; mais la vigueur de sa constitution triompha du mal. Vainement les médecins lui conseillèrent de s'éloigner de Perpignan, dont l'air était empesté par la fièvre; Juan, craignant d'emporter avec lui l'âme qui animait cette ville héroïque, refusa de la quitter. Cependant le roi de France désirait en finir avec cette vieille querelle du Roussillon, qui occupait au Midi des forces dont il avait besoin ailleurs : après de longues négociations, où se révéla toute l'astuce de Louis, un traité fut enfin signé entre les deux rois : on convint que le roi d'Aragon garderait le Roussillon et la Cerdagne, mais en payant au roi de France trois cent mille écus d'or ; sinon les deux comtés devraient être réunis à la France. Juan repassa les Pyrénées, et rentra en triomphe dans Barcelone. Cette ville, où le commerce commençait à fermer les plaies de la guerre, dédommagea par son accueil enthousiaste le monarque qu'elle avait repoussé si longtemps.

Le roi convoqua ensuite ses cortès, et réclama leur appui pour le rachat du Roussillon; mais le pays, épuisé par la guerre, était hors d'état de faire face à

l'énorme subside stipulé pour ce rachat. Juan, qui se méfiait de la bonne foi de Louis, envoya à sa cour une ambassade, sous prétexte de négocier un mariage; Louis amuse l'ambassadeur avec des fêtes, jusqu'à ce qu'il soit en mesure d'agir; puis, quand les envoyés, las de se voir ainsi joués, veulent quitter sa cour, Louis, jetant le masque, les retient prisonniers. En même temps, une armée française de neuf cents lances et dix mille hommes de pied, appuyée par une flotte génoise, envahit de nouveau le Roussillon, en décembre 1474. Elne, la première place que les Français viennent attaquer, se rend, après une vigoureuse résistance; bientôt, ils campent pour la troisième fois sous les murs de Perpignan. Juan, résolu de sauver à tout prix cette ville fidèle, se mit en route pour Barcelone; mais ses ressources étaient à bout; pour partir, il fut obligé de vendre jusqu'au manteau de fourrure qu'il portait; sans un de ses nobles qui lui prêta seize mille florins d'or, il n'aurait pas pu achever le voyage. Enrique IV venait de mourir; Fernando était occupé à recueillir la succession du trône de Castille, et loin de pouvoir secourir son père, il avait besoin de secours pour lui-même. Le roi d'Angleterre et le duc de Bourgogne, dont Juan avait réclamé l'appui, se bornèrent à des promesses vaines. Les cortès d'Aragon se contentèrent de voter quelques subsides dérisoires. Pendant ce temps, la brave garnison de Perpignan, après avoir mangé des chevaux, des chiens, et jusqu'à des cadavres, perdit tout espoir d'être secourue, et dut se résoudre à capituler (14 mars 1475).

La garnison, réduite à quatre cents hommes, se retira en Catalogne; les habitants obtinrent la liberté

de sortir de la ville, ou d'y demeurer avec tous leurs biens. Louis, exaspéré par leur longue résistance, par les pertes de son armée dans ce pays malsain, qu'on appelait *le cimetière des Français*, prescrivit à ses généraux d'obliger, à force de mauvais traitements, les habitants de la ville à la quitter, et de confisquer leurs biens [1]. Mais ses généraux, plus humains que lui, se refusèrent à exécuter ses ordres. Cette conquête, si chèrement achetée, fut suivie d'une trêve qui n'empêcha pas Louis de recommencer, trois mois après, les hostilités. Mais la lutte entre la France et l'Aragon va se confondre désormais avec celle qu'Ysabel et Fernando auront à soutenir pour monter sur le trône de Castille; nous ajournerons donc jusqu'au règne des deux époux le récit de cette guerre, terminée seulement en 1478 par une paix définitive. Ainsi, jusqu'à la dernière année de ce règne laborieux, Juan vit constamment la discorde et la guerre régner dans ses États : en Sardaigne, la rébellion du marquis d'Oristagni occupait depuis longues années une partie des forces de l'Aragon ; la Navarre était toujours ensanglantée par la vieille querelle des Agramont et des Beaumont ; Louis XI, l'œil attaché sur cette royauté bâtarde, vouée à la dépendance par sa faiblesse et par ses incurables discordes, attisait avec soin des dissensions dont il comptait profiter.

Mais enfin l'heure du repos allait sonner pour Juan II. Peu de temps après avoir signé le traité de 1478 avec la France, il s'éteignit tout d'un coup, à quatre-vingt-trois ans, de faiblesse plus que de ma-

[1] Voir les Lettres de Louis XI, recueillies par de Barante, *Hist. des ducs de Bourgogne*, t. X, p. 289 à 298.

ladie, le 17 janvier 1479. Telle était la pauvreté de ce prince, dont le front porta jusqu'à sept couronnes, que pour subvenir aux frais de ses obsèques, il fallut mettre ses joyaux en gage. Jusque sur son lit de mort, la vigueur de cette âme trempée de fer, comme le corps qu'elle animait, ne se démentit pas un instant. Énergique et sans mesure, dans le bien comme dans le mal, Juan, pendant la dernière moitié de sa vie, avait dépouillé les faiblesses du vieil homme; le vassal brouillon de la Castille, le père dénaturé, s'étaient changés en un grand roi, qui sut gagner et défendre ses royaumes pied à pied, et se montrer, comme notre Henri IV, le vainqueur et le père de ses sujets. Digne précurseur d'un fils qui devait faire oublier son père, Juan sut tenir tête, dans le cabinet et sur les champs de bataille, à Louis XI, le premier politique de l'époque. Il légua, en mourant, à son fils Fernando, déjà roi de Sicile, la couronne d'Aragon, qui allait pour la première fois se réunir à celle de Castille. La Navarre seule, aux termes du traité d'Olit, fut distraite de ce riche héritage en faveur de la comtesse de Foix, sœur de Fernando. Mais la justice divine, qui avait retardé jusque-là le châtiment, le laissa tomber sur la coupable sœur de Don Carlos et de Blanche. A peine Léonor jouit-elle un mois de ce trône, dont le crime lui avait frayé le chemin. Après sa mort, la couronne de Navarre passa à son petit-fils François Phébus, né de son fils défunt et de la sœur de Louis XI; un faible enfant se trouva ainsi, sous la tutelle d'une femme, porteur de ce sceptre qu'une main plus ferme eût eu peine à garder, entre Louis de France et Fernando d'Aragon.

LIVRE XVIII.

CHAPITRE PREMIER.

RÈGNE D'YSABEL DE CASTILLE ET DE FERNANDO D'ARAGON.

GUERRE DE PORTUGAL.

1474 A 1481.

Nous arrivons à ce grand règne des *rois catholiques* d'où date, à vrai dire, la monarchie espagnole. De ce mariage providentiel des deux souverains, emblème de l'union des deux peuples, date pour la Péninsule l'ère de la puissance et celle de l'unité. Avec le triste règne de Enrique IV, le moyen âge castillan clôt sa longue et douloureuse histoire. Un nouvel avenir s'ouvre pour la Castille, isolée jusque-là au sein du continent, comme l'Angleterre dans son île, sans avoir su comme elle fonder sa liberté au milieu des orages. L'Aragon, au contraire, mêlé de bonne heure par l'ambition de ses rois à tous les grands débats européens, va bientôt y associer la Castille; en apportant pour dot dans le mariage Naples, la Sardaigne et la Sicile, il ouvre une voie nouvelle à l'ambition de ses rois. Mais avant de conquérir, il faut organiser, et les premières années de ce règne sont consacrées à une

œuvre plus grande que toutes les conquêtes, à fonder en Espagne le pouvoir royal.

Partout, du reste, le principe monarchique, laborieuse création de ce siècle de crise, s'élève sur les ruines fécondes du moyen âge. Les destinées des divers États, séparées si longtemps, se mêlent par la guerre, par la diplomatie, par les alliances. Le monde matériel s'élargit en même temps que le monde moral : pendant que Bernard Diaz et Vasco de Gama ouvrent aux Portugais une route nouvelle vers les Indes, Colomb dote les souverains de l'Espagne d'un nouvel univers, et prépare au petit-fils d'Ysabel cet empire sans limites, « où ne se couchera plus le soleil. »

Après le décousu et l'obscurité inévitables dans une histoire écrite en partie double, et où il faut sans cesse revenir sur ses pas, ce sera un repos pour le lecteur, comme c'en est un pour l'historien, de pouvoir suivre enfin, sans s'interrompre, le fil d'un seul récit. L'unité, présent des *rois catholiques* à l'Espagne, va profiter aussi à ses annales, qui y gagneront en intérêt en même temps qu'en clarté. L'histoire de la Castille est finie avec Enrique IV, celle de l'Aragon avec Juan II ; l'histoire de l'Espagne va commencer enfin avec Fernando et Ysabel. Les événements, s'élargissant peu à peu avec le cadre qui les enferme, finiront par s'empreindre d'un caractère de grandeur, inconnu jusque-là de l'histoire moderne ; deux minces royautés, dont l'une est à peine connue hors de ses frontières, vont former, en se réunissant, une vaste monarchie, comme deux ruisseaux font un fleuve en rassemblant leurs eaux.

Au moment de la mort de Enrique IV, sa sœur se trouvait à Ségovie. Aussitôt, avec cette prompte et ferme décision qui caractérise les grands règnes, Ysabel se fit proclamer reine de Castille et de Léon par cette ville dévouée à ses rois [1]. Fernando se hâta d'accourir, pour recevoir, de moitié avec son épouse, le serment de ses nouveaux sujets. Tous les chefs de la noblesse, tous les hauts dignitaires du clergé, le primat de Tolède, le cardinal Mendoza, l'Amirante de Castille et jusqu'à Beltran de la Cueva, le père putatif de la *Beltraneja*, furent confirmés par elle dans leurs fiefs et dignités. Les nobles absents envoyèrent presque tous leur adhésion, et la proclamation de Ségovie fut répétée par la plupart des villes du royaume. Toutefois la prétendue fille de Enrique IV avait aussi ses partisans : à leur tête se trouvait le jeune marquis de Villena, qui refusa de venir rendre hommage à l'élue de Ségovie; son exemple fut imité de tous les membres de sa famille. Pour couper court à cette opposition naissante, Ysabel et son époux s'empressèrent de convoquer à Ségovie les cortès du royaume; et celles-ci, en reconnaissant les droits d'Ysabel, prêtèrent à son avénement la sanction légale qui lui manquait encore.

Restait un point difficile à régler, c'était le partage du pouvoir entre les deux conjoints. Au dire des Aragonais, la couronne appartenait à l'infant, du chef de son père Juan, fils de l'infant Fernando de Castille, mort roi d'Aragon. Ysabel, de son côté,

[1] Alonzo de Palencia, *Coron.* MS. part. II, ch. 93; Luc. Marin. *Sicul.*, p. 155; Oviedo *Quincuagen.* MS, *bat. I*, *Quincuag.* 2, dial. 3; Bernaldez, *Reyes catolicos*, MS, ch. 10; Carvajal, *Anales* MS., año 75; Pulgar, *Hist. de los Reyes Catolicos.*

sans nier les titres de son époux, faisait valoir les droits bien plus directs qu'elle tenait de son père Juan II; elle rappelait que de tout temps les femmes, exclues du trône en Aragon, avaient régné en Castille. Cette question délicate, qui pouvait troubler dès le début un règne plein d'avenir, fut remise à l'arbitrage du primat de Tolède et du cardinal Mendoza, et tous deux finirent par se prononcer en faveur d'Ysabel.

L'infant, jaloux de régner en son propre nom, se montra fort mécontent de la sentence; il menaça même de retourner en Aragon. Mais la reine s'approchant de lui, lui prit la main et lui dit, avec autant de bon sens que d'affection : « Seigneur, il n'était « pas besoin d'élever ce débat; car avec la sympathie « qu'il a plu à Dieu de nous inspirer l'un pour l'au- « tre, aucune querelle ne peut s'élever entre nous. « Quelle que soit la décision rendue, comme mon « mari, vous êtes roi de Castille, et ce royaume, « après nous, passera à nos fils; mais puisque la ques- « tion a été soulevée, il est bon que tout doute soit « éclairci; car Dieu jusqu'ici ne nous ayant accordé « qu'une fille, si le droit des femmes à régner en « Castille n'était pas établi, un prince étranger, en se « mariant avec l'infante, pourrait un jour s'appro- « prier sa couronne; or il est bon d'avoir prévenu « ce danger. » Une espèce de concordat matrimonial fut alors arrêté[1] : les charges municipales et les bénéfices ecclésiastiques devaient être conférés par les deux époux; mais la reine se réservait de disposer

[1] Voir pour ces transactions les *Memor. de la Academ.*, t. VI, p. 585; Dormer, *Discursos varios de historia*, p. 295, et Zurita, XVIII, 21.

seule des places de finance et des revenus de la couronne : la juridiction suprême appartenait à titre égal aux deux souverains ; tous les édits royaux devaient porter leurs noms accouplés, tous les sceaux et monnaies leur double image. Certes, pour un prince étranger qui n'apportait en dot à la Castille que des dettes et des ennemis, la part qu'on faisait à l'infant d'Aragon était encore assez belle ; Ysabel et la Castille le traitaient en roi, et non en mari de la reine, position bâtarde que le juste orgueil de Fernando eût refusé d'accepter [1].

Ysabel et son époux, en s'assurant l'adhésion des membres les plus influents de la noblesse et du clergé, et des villes les plus importantes, avaient gagné leur rivale de vitesse. Cependant, il restait encore dans le camp de la *Beltraneja* quelques personnages de marque : ainsi le duc d'Arevalo lui donnait l'Estramadure, et Villena la nouvelle Castille ; car, alors comme aujourd'hui, chaque grand d'Espagne, concentrant dans une seule province ses immenses domaines, la faisait pencher à son gré vers la fidélité ou vers la révolte. Ce parti se grossit bientôt d'une recrue importante, ce fut l'archevêque de Tolède : le hautain prélat, jaloux du crédit du cardinal Mendoza, fatiguait de ses exigences le couple royal, qui lui devait la couronne. « Telle était, nous dit « Pulgar, la prodigalité du primat de Tolède, que les « immenses revenus de son église ne suffisaient pas « à ses dépenses. Aussi était-il toujours, au sein de « l'opulence, réduit à la gène la plus extrême, grâce

[1] Il ne paraît pas, quoi qu'en dise Marina (*Teoria III*, 63), que les cortès soient intervenues dans cette transaction.

« à son esprit inquiet qui le jetait sans cesse dans « des entreprises nouvelles, et à l'alchimie qui dévo- « rait la meilleure partie de ses revenus. » Tout d'un coup, mécontent de se voir refuser quelque préten- tion exorbitante, le primat partit pour Alcalà, en proférant des menaces qu'il ne tarda pas à réali- ser. De son côté, Villena, héritier du crédit et de l'esprit d'intrigue de son père, réclamait pour lui l'hérédité de la grande maîtrise de Santiago, et un mariage convenable pour l'infante, dont il se procla- mait le tuteur. Le roi et la reine répondirent par un double refus; le marquis, irrité, proposa au roi Alonzo de Portugal, oncle de l'infante, d'épouser avec elle ses droits au trône de Castille. Le faible monarque se laissa tenter par ce rôle chevaleresque de champion de sa nièce. A l'espoir de ceindre un jour une double couronne, se joignait le désir de se venger d'Ysabel qui avait autrefois refusé sa main. Sourd aux avis de ses conseillers, Alonzo s'embarqua sans hésiter dans cette folle entreprise, et envoya sommer les souverains de Castille de restituer à la fille de Enrique IV la couronne qui lui appar- tenait.

Fernando et Ysabel essayèrent en vain de faire sen- tir au roi de Portugal la folie de ses prétentions; ils finirent par en appeler à la loyauté de la no- blesse castillane, dont la meilleure partie était déjà ralliée à leur cause. Toutefois, les esprits étaient encore fort partagés : « En apprenant la levée d'armes du monarque portugais, nous dit Pulgar, les bons citoyens s'affligeaient à la pensée des maux qui allaient fondre sur leur pays; d'autres, attachés à la cause du roi et de la reine, se réjouissaient tout

bas de ces désordres qui allaient rendre leurs services nécessaires; d'autres calculaient les chances des deux partis, pour se donner à celui qui les achèterait le plus cher; d'autres enfin comptaient pour s'enrichir sur les hasards de la guerre; tous étaient en doute et anxiété de savoir quel parti favoriseraient Dieu et la fortune. Quant aux bourgeois, laboureurs et nobles du second ordre, sincèrement dévoués à leurs rois, ils haïssaient les Portugais, et doña Juana, qu'ils ne croyaient pas issue des reins de don Enrique, et ils désiraient le triomphe d'Ysabel, fille légitime de Juan II. »

Le roi de Portugal réalisa enfin ses menaces : il entra en Castille, à la tète de vingt mille hommes, dans les premiers jours de mai. Les *rois catholiques*, pris au dépourvu, n'avaient pas cinq cents hommes à lui opposer; mais Alonzo, au lieu de marcher en avant, perdit son temps à célébrer ses fiançailles avec Juana, alors âgée de treize ans, et à se faire proclamer, conjointement avec elle, souverain de la Castille. Ysabel, malgré son état de grossesse avancée, se mit en route pour Alcalà, où résidait alors le primat de Tolède; mais l'opiniâtre prélat déclara que « si elle entrait « par une porte, il sortirait par l'autre, » et la reine ne voulut pas s'abaisser jusqu'à mendier un appui qu'on lui refusait. Elle partit donc d'Alcalà pour aller visiter Tolède et les villes du midi, qui avaient besoin d'être raffermies dans leur foi, passant ses journées à cheval, ses nuits à écrire, et compromettant ainsi sa santé et la vie de l'enfant qu'elle portait dans son sein. Fernando, de son côté, ne restait pas inactif; bientôt, grâce aux efforts persévérants de la reine et de son époux, quatre mille hommes d'armes, huit

mille genets et trente mille fantassins se trouvèrent réunis à Valladolid.

Les rois catholiques, à peine montés sur le trône, avaient réclamé de Louis XI le Roussillon et la Cerdagne; ces deux comtés devaient, suivant eux, faire retour à la couronne d'Aragon, puisque le contrat dont ils étaient le gage n'avait pas été tenu. Louis, comme on le pense bien, se montrait peu disposé à cette restitution. Le roi de Portugal, saisissant l'occasion, offre son alliance au roi de France qui l'accepte avec empressement; Louis fait marcher un corps d'armée vers le Guipuscoa; Alonzo, de son côté, s'empare de Zamora et de Toro que lui vendent leurs alcaldes; mais le fidèle Cabrera, commandant de Ségovie, ferme ses portes au roi de Portugal, et fait passer à Fernando dix mille marcs d'argent, qui vinrent fort à propos pour combler le vide de ses finances. Alarmé de la défection de deux villes de cette importance, Fernando se décide à marcher au-devant de son rival, pour trancher la querelle par l'épée : la reine amène elle-même à son époux les milices de Ségovie et d'Avila, et bientôt l'armée royale campe sous les murs de Toro qu'occupait l'armée portugaise. Fernando, par un dernier tribut payé aux habitudes chevaleresques qui allaient disparaissant chaque jour, envoya défier le roi de Portugal en combat singulier. Alonzo fit semblant d'accepter cette offre; mais tant de difficultés surgirent dans l'exécution qu'on finit par y renoncer.

Alonzo ne se souciait pas de risquer une bataille; il se tint donc prudemment enfermé dans la ville, comptant sur le manque de vivres pour le débarrasser de ses ennemis. En effet, l'armée castillane,

équipée pour un coup de main, ne l'était pas pour un siége ; le roi de Portugal fermait le chemin aux vivres comme aux renforts, et au bout de trois jours, le pain manqua dans le camp de Fernando. Le roi reconnut en frémissant la nécessité de lever le siége. Mais les milices des communes, en apprenant que les nobles conseillaient au roi la retraite, exprimèrent tout haut leur mécontentement. Bientôt les esprits s'échauffent, des murmures on passe à la révolte : les Biscayens, dans leur brutal dévouement, se persuadent que leur roi est trahi, et que ses nobles le vendent au roi de Portugal. Fernando se trouvait alors dans une église, à conférer avec ses officiers : les rebelles se jettent sur lui, et l'emportent dans leurs bras jusqu'à sa tente, en lui criant qu'au lieu de se fier à des nobles félons, il reste avec ses fidèles *comuneros*, qui ne lui feront pas faute dans le danger. Fernando, bien vite rassuré, calma par quelques bonnes paroles l'ardeur de ses partisans, et leur fit comprendre, non sans peine, la nécessité d'une retraite [1] ; mais cette retraite, avec des milices indisciplinées, s'opéra fort en désordre; « si Alonzo, « nous dit Pulgar, avait envoyé seulement mille cava- « liers à la poursuite de l'armée castillane, il n'eût « pas eu de peine à la tailler en pièces. »

De retour à Valladolid, les deux époux, sans se laisser abattre par un premier revers, s'occupèrent sur-le-champ de prendre leur revanche. Mais les soldats étaient plus faciles à trouver que de l'argent : les dix mille marcs de Cabrera étaient déjà dépensés; nul moyen de songer à des impôts nouveaux dans un

[1] Alonzo de Palencia, *Chron.* MS.

pays ruiné et affamé par la guerre. Le roi d'Aragon, peu scrupuleux sur le choix des moyens, conseillait à son fils de battre monnaie en vendant à ses sujets des franchises, quitte à les leur reprendre, le danger une fois passé; mais Ysabel eut recours à un moyen plus hardi à la fois et plus loyal : elle réunit ses cortès à Medina del Campo [1], et leur proposa d'emprunter au clergé l'argenterie des églises, jusqu'à concurrence de trente millions de MS (7,200,000 fr.), en s'engageant à les rembourser dans trois ans. Le clergé, à qui l'on n'a jamais reproché d'être ni un froid ami, ni un tiède ennemi, n'hésita pas à mettre ses trésors au service de ses souverains. Du reste, sa confiance dans cette généreuse reine ne fut pas trompée, et le don fut plus tard remboursé avec usure.

Un ennemi plus actif que le roi de Portugal eût marché droit au cœur des États de son rival, alors sans allié, sans argent et sans armée; mais Alonzo avait à lutter contre des difficultés non moins grandes : au milieu de ces longues guerres civiles, qui avaient confondu tous les partis et tous les principes, la haine de l'étranger tenait lieu aux Castillans de nationalité. Alonzo, à force de promesses, avait bien pu recruter en Castille quelques-uns de ces nobles éhontés qui ne connaissaient d'autre drapeau que leur intérêt; mais la bourgeoisie des villes, le clergé, le peuple des campagnes, tous ces alliés naturels de la royauté se levaient d'eux-mêmes en sa faveur; jusqu'aux vassaux, que leurs maîtres forçaient à

[1] Zuñiga, *Anal. de Sevilla*, p. 372. Pulgar ne parle pas de la réunion des cortès, tout en traitant avec détail de l'emprunt; Zurita garde un silence absolu sur toute cette affaire.

servir sous les bannières portugaises, ne le faisaient qu'à regret, et en attendant l'occasion de les quitter. Le fiancé de la *Beltraneja* avait, en revanche, trouvé un actif appui dans l'archevêque de Tolède : le remuant prélat, en dépit de sa mitre et de ses cheveux blancs, s'était mis en campagne, à la tête de quatre cents hommes d'armes, en disant tout haut que « c'était lui qui avait enlevé Ysabel à sa quenouille, « et qu'il saurait bien l'y renvoyer. » Mais la cause du monarque portugais n'était pas gagnée pour cela : toute la frontière castillane, depuis la Galice jusqu'à l'Andalousie, vomissait contre le Portugal des nuées de maraudeurs, qui désolaient tout le pays. Alonzo, pour protéger sa frontière, fut obligé de renvoyer une partie de son armée; trop faible pour rien tenter avec le reste, il ouvrit l'oreille aux paroles de paix que lui apportait le cardinal Mendoza; il proposa de se retirer, si on voulait lui céder la Galice, Toro et Zamora, et lui payer les frais de la guerre. Mais la reine repoussa avec hauteur cette insultante proposition : « Quelle que soit notre détresse, répondit-elle, « nous sommes prêts, mon mari et moi, à remettre « aux mains de Dieu tous les royaumes que nous en « avons reçus, plutôt que d'en aliéner la moindre « partie; nous consentons à donner l'argent, mais « nous ne céderons pas un pouce de terrain, » et les négociations furent abandonnées.

Burgos avait ouvert ses portes à Fernando, et celui-ci assiégeait le château depuis quatre mois, lorsque le roi de Portugal, sortant enfin de son inaction, se décida à marcher au secours des assiégés. Mais la fortune, longtemps indécise, finit par se tourner du côté de Fernando : Ocaña se donna à lui,

et le grand maître de Santiago enleva une à une au marquis de Villena toutes ses places fortes. Le commandant du pont de Zamora, gagné par Ysabel, en ferma l'entrée aux Portugais; Alonzo, toujours prompt à se décourager, se décida à évacuer la ville. Fernando, sans perdre un moment, poursuivit son adversaire jusque sous les murs de Toro, où il vint lui offrir le combat; mais Alonzo n'osa pas l'accepter, et après quatre heures d'attente, l'armée castillane rentra dans Zamora. Cependant Alonzo sentait le besoin de tenter un coup d'éclat, pour retenir les nobles castillans qui commençaient à le quitter; son fils arrive de Portugal avec un renfort de dix mille hommes; le prétendant, aussi prompt à se relever qu'à s'abattre, se met en route pour Zamora, la nuit, par la rive gauche du Duero; le lendemain, avant l'aube, il campait auprès du pont qui le séparait de cette ville, située comme Toro sur la rive droite du fleuve. On peut juger des talents militaires de ce prince en le voyant mettre un large rivière entre lui et la ville qu'il voulait délivrer, et s'exposer dans une plaine découverte à l'artillerie des remparts. Et cependant, le monarque portugais, avec sa forfanterie ordinaire, se hâta d'écrire au pape, au roi de France et à ses propres sujets qu'il tenait son rival enfermé dans Zamora, et qu'il allait bientôt en avoir raison.

Le roi de Castille incommodait fort les Portugais de sa nombreuse artillerie; mais il se gardait bien d'attaquer leur camp, appuyé sur un couvent, dans une position assez forte. Le fleuve, gonflé par les pluies, n'offrait pas un seul gué praticable; les Portugais, après quinze jours d'attente, harcelés par

par la cavalerie légère qu'Ysabel avait dirigée contre eux, commencèrent à s'effrayer du danger où les jetait l'imprévoyance de leur roi. Enfin Alonzo, fort peu rassuré lui-même, se décide un matin à décamper, et à s'en retourner à Toro, en remontant le long du fleuve, après avoir rompu le pont, pour empêcher l'ennemi de le poursuivre. Mais Fernando et son armée, passant sur les débris du pont, se mettent sur la trace des fugitifs, qu'ils atteignent vers quatre heures du soir, à deux lieues de Toro. L'armée castillane manquait d'artillerie, et était épuisée par une marche rapide ; mais l'ardeur du général avait gagné les soldats, et chacun, en voyant les Portugais à demi vaincus, brûlait d'achever leur défaite. Alonzo, averti de l'approche de l'ennemi, fait faire volte-face à ses troupes, et l'armée castillane, en débouchant d'un étroit défilé, trouve l'ennemi qui l'attendait dans une plaine spacieuse. Le roi de Portugal commandait le centre, son fils Juan l'aile gauche, et l'archevèque de Tolède l'aile droite, appuyée sur le Duero. Chacune des deux armées ne comptait guère plus de dix à douze mille hommes. Fernando, rangeant ses troupes en bataille, se met à la tête du centre, appuie son aile droite aux montagnes, et sa gauche au fleuve, sous les ordres du cardinal Mendoza, digne pendant du belliqueux archevêque de Tolède.

Le combat s'engage au bruit des trompettes et des cris de guerre, qu'a remplacés le silence plus menaçant de la discipline moderne. L'aile droite de Fernando se heurte avec la gauche des Portugais ; mais inférieure en nombre, elle ne peut résister à leur masse compacte, au feu bien nourri de leurs arquebuses, et le désordre se met dans ses rangs. La mêlée,

cependant, était devenue générale sur toute la ligne; les lances une fois brisées, on en vient aux épées, car l'usage de la mousqueterie n'avait pas encore aboli celui des anciennes armes. Les souvenirs d'Aljubarota donnèrent à ce combat un acharnement rare ailleurs que dans les guerres civiles. La lutte dura trois grandes heures; mais enfin le courage des Castillans, excités par l'exemple de leur roi, décida la journée en leur faveur. L'étendard du roi de Portugal fut pris; don Duarte de Almeyda, qui le portait, après avoir eu les deux mains coupées, le saisit avec ses dents, et ne se le laissa arracher qu'avec sa vie. Le roi de Portugal, en voyant ses soldats débandés, n'essaya pas même de les rallier, et s'enfuit avec une faible escorte. Une portion de l'armée portugaise parvint à se réfugier dans Toro, en laissant ses bagages et ses étendards aux mains de l'ennemi: bon nombre de fugitifs, en cherchant à traverser le fleuve, trouvèrent la mort dans ses eaux; le Duero, en roulant leurs cadavres, se chargea d'aller annoncer à Zamora la victoire des Castillans. Sans la nuit qui survint, la victoire eût été plus complète; mais l'infant don Juan, reprenant le rôle de général, que son père abandonnait, se retira sur une colline isolée, y fit allumer des feux, et s'y fortifia à la hâte, pour offrir aux fuyards un point de ralliement. Les Castillans, fatigués, n'essayèrent point de les inquiéter, et, avant le jour, l'infant, avec les débris de son armée, put se retirer à Toro[1].

Le prince portugais comptait y trouver son père,

[1] Plus tard, par les soins des *Rois catholiques*, un somptueux monastère fut élevé à Tolède, en mémoire de la bataille de Toro.

mais nul ne savait ce que le roi était devenu. Le lendemain seulement on apprit qu'il se trouvait sain et sauf à Castronuño; l'armée portugaise, rassurée sur son sort, put enfin mesurer la grandeur de ses pertes. Ainsi fut vengée, après bien des années, la défaite d'Aljubarota : l'époux d'Ysabel lava sur la couronne dont elle l'avait doté l'injure de la Castille et de Juan I[er], leur commun ancêtre. Cette bataille décisive, qui tranchait la querelle de la succession, se livra le 1[er] mars 1476. La pieuse Ysabel, en apprenant le triomphe de son époux, se rendit pieds nus à l'église, pour rendre grâces au Dieu des armées[1]. Fernando, couronna sa victoire par la clémence, en dérobant les fugitifs aux vengeances des paysans; il les laissa retourner en Portugal, au prix d'un réal d'argent par tête, humiliante rançon qui vint porter le dernier coup à l'orgueil portugais. Enfin, il fit distribuer des habits et de l'argent aux prisonniers, dont le nombre montait à plusieurs milliers, et finit par les renvoyer sans rançon dans leur pays. Le premier fruit de cette victoire fut la prise du château de Zamora, que livra le commandant, trop heureux d'obtenir à ce prix son pardon. Toutes les convictions flottantes se rallièrent à la cause que la victoire venait de couronner; les nobles même, qui étaient passés dans le camp portugais, commencèrent à chercher « un pont pour retourner en arrière »; Fernando, par une clémence habile, n'hésita pas à les accueillir.

[1] Faria y Souza (*Europa portuguesa*, t. II, p. 405) attribue aux Portugais l'honneur de la victoire, en se fondant sur ce que le prince Juan resta le dernier sur le champ de bataille. Fernando lui-même rendit témoignage au courage de l'infant en écrivant à sa femme, suivant Garibay (*Compendio*, lib. XVIII, ch. 8), « que, si ce n'avait été pour le jeune poulet, le vieux coq aurait été pris. »

Pendant ce temps, l'armée française, envoyée par Louis dans le Guipuzcoa, avait mis le siége devant Fuenterabia; mais la ville, secourue à temps, se défendit avec une obstination toute biscayenne, et força les Français à repasser les monts.

Les affaires de Fernando et d'Ysabel prenaient chaque jour un tour plus favorable; les villes rebelles faisaient l'une après l'autre leur soumission. Partagé entre les soins de la guerre, et les cortès qu'il venait de convoquer à Madrigal, Fernando trouva encore le temps de marcher au secours de Fuenterabia, que les généraux de Louis venaient d'attaquer une seconde fois; mais les Français, beaucoup moins nombreux que les Castillans, n'attendirent pas leur arrivée, et se retirèrent vers Bayonne. Congédiant alors son armée, Fernando parcourut ces provinces montagneuses, rarement honorées de la visite de leur roi, en faisant une justice sévère de tous les malfaiteurs qui désolaient le pays. Enfin, grâce aux efforts du cardinal Mendoza, une trêve d'un an fut conclue entre la Castille et la France; elle donna aux deux rois le temps de travailler à une paix définitive.

Le roi de Portugal, qui voyait son parti décliner chaque jour, se décida à la fin à évacuer la Castille; il laissa seulement garnison dans Toro et dans quelques places fortes. Mais il n'avait pas renoncé à ses vaines prétentions au trône de Castille, et à peine de retour dans ses États, il résolut d'aller en personne implorer les secours du roi de France. Sourd à tous les conseils, l'opiniâtre monarque fit voile pour la France, et alla retrouver à Tours le « bon roi » Louis XI. Celui-ci, exploitant la vanité de son allié, lui fit rendre les honneurs dus à une tête couronnée; partout

où il passait, les clés des cités étaient remises dans ses mains, les prisonniers délivrés; partout des fêtes somptueuses célébraient son arrivée. Mais quand, des promesses il s'agit de passer aux faits, le roi de France s'excusa sur sa guerre avec le duc de Bourgogne, et se refusa à tenter une expédition au delà des monts. Cependant le primat de Tolède et le marquis de Villena, abandonnés par le roi de Portugal, pensèrent enfin à faire leur paix. Tous deux eurent recours à l'intervention du roi d'Aragon; Juan, en rappelant à son fils les services que le prélat lui avait rendus, n'eut pas de peine à obtenir son pardon, qui entraîna celui du marquis. Fernando leur rendit leurs fiefs confisqués, et leur soumission décida celle de toutes les villes qui tenaient encore pour le roi de Portugal. Six mois après la bataille de Toro, la Castille tout entière était rentrée dans l'obéissance. Mais ce n'est pas à Fernando lui seul qu'il faut attribuer l'honneur de ce résultat. Ysabel, à la tête des milices de la *hermandad*, avait dirigé en personne la guerre sur la frontière de Portugal; et comme ses conseillers lui reprochaient de risquer trop souvent sa vie, « Est-ce à moi, répondit la noble reine, de « calculer les fatigues ou les périls auxquels je « m'expose, lorsque tant d'autres ne les calculent pas « pour me servir? » Enfin, en même temps qu'elle portait la guerre sur le territoire ennemi, elle faisait régner l'ordre et les lois en Estremadure; elle y détruisait, à la grande joie du pays, plusieurs châteaux forts, repaires de malfaiteurs, et se faisait partout chérir des bons, et redouter des méchants. (1478.)

Pendant que sa main bienfaisante fermait ainsi les plaies de la guerre, le roi de Portugal suivait

depuis un an déjà la cour nomade de Louis XI, toujours en instance auprès de ce prince pour en obtenir des secours. Le pape, de guerre lasse, avait fini par accorder les dispenses demandées pour le mariage d'Alonzo avec Juana. La mort de Charles le Téméraire, en délivrant le roi de France de son plus redoutable adversaire, lui ôtait tout prétexte pour ajourner encore l'exécution de ses promesses; mais le rusé monarque songeait plus à recueillir l'héritage du duc de Bourgogne qu'à assurer une couronne au prétendant portugais : il conseilla donc à celui-ci d'aller épouser sa cousine, puisque le pape y consentait, et de laisser le temps et les négociations lui frayer le chemin du trône de Castille. Cette réponse désilla les yeux du crédule Alonzo : il comprit enfin qu'il ne tirerait jamais de Louis que des promesses vaines ou des conseils dérisoires; bientôt même, informé que son hôte traitait sous main avec Fernando, il en vint à craindre pour sa liberté et pour sa vie. Toujours extrême dans ses résolutions, il résolut tout d'un coup de renoncer au monde, et d'aller finir ses jours dans la Terre Sainte. Sans laisser même un instant à la réflexion, il met sur-le-champ à exécution ce projet insensé. Il écrit à son fils Joam pour l'engager à le remplacer sur le trône de Portugal; mais au moment de s'embarquer, le repentir le prend, et il se hâte de révoquer son abdication. Louis, pressé de se débarrasser de cet hôte incommode, lui donne une flotte qui le ramène dans ses États, et Alonzo débarque à Lisbonne cinq jours après le couronnement de son fils. L'infant, après quelque hésitation, finit par rendre le sceptre à son père, et le faible monarque, accueilli avec joie par ses sujets, n'eut

plus qu'une pensée, celle de se venger de la Castille.

Mais un coup fatal venait d'être porté à sa cause par la conclusion d'un traité signé à Saint-Jean-de-Luz entre les *rois catholiques* et le roi de France, qui renonça expressément à soutenir les droits du prétendant et de la fille de Enrique IV. Enfin, pour consommer la perte de toutes ses espérances, le pape Sixte IV, gagné par Fernando, retira la dispense accordée par lui à Alonzo. Trahi par tous ses alliés, privé à la fois de sa fiancée et de la couronne qu'elle lui apportait en dot, l'opiniâtre Alonzo voulait encore se raidir contre la fortune, et recommencer la guerre; mais sa belle-sœur, doña Béatrix, tante d'Ysabel, arrèta, dans une entrevue avec elle, les bases d'un traité de paix: on convint qu'Alonzo renoncerait au titre de roi de Castille, qu'il jurerait de ne jamais épouser sa nièce Juana, et que celle-ci choisirait, ou d'épouser le prince don Juan de Castille, encore au berceau, ou d'entrer en religion; enfin, que le fils aîné de l'infant portugais don Joam épouserait la fille aînée d'Ysabel (14 septembre 1478). Cette transaction servait également les intérèts des deux couronnes; mais il en coûtait à Alonzo de signer la ruine de ses plus chères espérances. Huit jours avaient suffi pour conclure le traité; il ne fallut pas moins de six mois pour décider le roi de Portugal à le signer. La guerre de frontières que, durant ses hésitations, Ysabel avait poussée avec son activité ordinaire, cessa aussitôt comme par enchantement. Ainsi se termina cette déplorable querelle qui, depuis près de cinq ans, consumait dans une lutte stérile la force des deux États.

Dans ce pacte, honorable pour les deux rois, une

seule personne était sacrifiée, c'était la malheureuse Juana, victime nécessaire du repos de la Castille. Avec un bon sens au-dessus de son âge (elle avait alors dix-sept ans), elle repoussa ce projet dérisoire de mariage avec un fiancé à la mamelle, et choisit d'elle-même le parti le plus sage. L'année suivante elle prononça ses vœux dans un couvent du Portugal, et « échangea les périssables couronnes d'ici-bas pour « celles de l'autre vie. » Deux envoyés de Fernando assistèrent à sa prise d'habit, et la félicitèrent, au nom de leurs souverains, sur ce choix *librement* fait par elle, ainsi qu'elle affecta de le leur répéter [1]. Jusqu'à sa mort, arrivée en 1530, elle partagea sa vie entre son monastère et la cour de Lisbonne, menant un train de souveraine, et signant, « moi la reine, » en dépit de sa renonciation au trône de Castille. Joam II, le successeur d'Alonzo, affecta d'encourager ses prétentions, pour s'en faire une arme contre Ysabel; il tira plus tard la *Beltraneja* de son couvent, et monta sa maison sur un pied royal; un instant même il songea à la marier au jeune François Phébus, roi de Navarre, pour susciter aux *rois catholiques* un ennemi de plus; mais la sage reine de Castille sut détourner le danger, et éviter une rupture avec le Portugal. Enfin, s'il fallait en croire quelques historiens espagnols [2], après la mort d'Ysabel, en 1504, Fernando, pour se venger de son gendre, l'archiduc Philippe, aurait songé à épouser l'infante Juana, surnommée par les Castillans la *monja* (la nonne). Mais la royale

[1] Zurita, lib. VI, ch. 14. Mariana, lib. XXVIII, cap. 13.

[2] A dater de cette prise d'habit, les historiens castillans affectent de ne plus parler de Juana, comme si elle eût toujours vécu au fond de son cloître.

recluse, mûrie par l'âge et par le malheur, refusa de se prêter à ce caprice, et de terminer par une guerre civile le roman de sa vie, ouvert par une guerre civile. C'est ainsi qu'elle prolongea ses jours jusqu'à l'âge de soixante-huit ans, en survivant, par un triste privilége, à tous les prétendants qui avaient naguère aspiré à sa main [1]. Alonzo de Portugal, frappé de la soudaine conversion de Juana, ne tarda pas à imiter son exemple. Il renonça définitivement à la couronne pour se retirer dans un couvent, au milieu des romantiques solitudes de Cintra. Là le Charles-Quint portugais, avant d'avoir eu le temps de se repentir de son abdication, mourut bientôt après, en août 1481, prince malheureux, mais dont les malheurs furent aussi des fautes, et qui, des vertus d'un roi n'eut guère que le courage, la plus facile de toutes.

ADMINISTRATION INTÉRIEURE.

Après avoir conduit à sa fin cet épisode de la guerre de succession, il nous reste à étudier l'histoire intérieure de la Castille, et les efforts de sa souveraine pour rétablir l'ordre dans un État où la guerre civile, presque incessante depuis deux règnes, avait suspendu l'empire des lois. « En ces temps de discordes, nous dit Pulgar, les vrais rois du pays, c'étaient les

[1] Clemencin, *Memor. de la Acad.*, t. VI, p. 491.

malfaiteurs qui infestaient tous les chemins. Personne ne payait plus ses dettes, personne ne reconnaissait plus ni alcalde ni suzerain, et celui-là se tenait pour un homme de rien qui ne faisait pas peur et violence aux autres. Les bourgeois et les laboureurs n'étaient plus maîtres de ce qui leur appartenait; ils ne savaient à qui recourir dans leur détresse; car ceux qui devaient les défendre étaient les premiers à les opprimer; et chacun aurait consenti de grand cœur à donner la moitié de ses biens pour acheter à ce prix la sécurité et la paix. Bien souvent, dans les villes et villages, on parlait de conclure des associations (*hermandades*) pour remédier à tous ces maux; mais il manquait, pour se mettre à la tête de l'entreprise, quelqu'un qui eût à cœur la justice et le repos du royaume. »

Les *rois catholiques* désiraient vivement venir en aide à leurs sujets opprimés. Ysabel, plus spécialement vouée à cette sainte tâche, s'efforçait d'atténuer des maux qu'elle ne pouvait guérir; mais la guerre de Portugal réclamait tous ses efforts; l'argent et les forces lui manquaient, et elle en était réduite à gémir de son impuissance. C'est alors que deux hommes de bien, Alonzo de Quintanilla, maître des comptes de la reine, et don Juan Ortega, sacristain du roi, offrirent à Ysabel d'organiser, à leurs risques et périls, une vaste association qui embrasserait l'ensemble du pays, et agirait d'accord avec la royauté pour y rétablir l'ordre et la paix. La reine accueillit avec transport cette pensée féconde, et promit d'en seconder l'exécution de tout son pouvoir. Les deux associés se mirent aussitôt à l'œuvre : ils convoquèrent à Dueñas les députés des principales villes du

royaume, et n'eurent pas de peine à faire agréer leur plan. La nouvelle *hermandad* différait de toutes celles que nous avons vues en Castille, puisqu'elle émanait de la royauté; mais elle ne fut établie que pour trois ans. Les *rois catholiques*, effrayés de la puissance de cette arme qu'ils mettaient aux mains de leurs sujets, ne voulurent pas que le remède pût survivre au mal, et remplacer par un abus nouveau l'abus qu'il guérirait. La *hermandad* était autorisée à agir contre tout vol ou violence à main armée, et contre toute infraction aux lois. Dans chaque ville ou bourg, devaient résider deux alcaldes avec juridiction plénière. Un nombre suffisant de brigades armées (*cuadrillas*) devaient se tenir constamment prêtes à courir sus aux malfaiteurs. Chaque *centurie* de bourgeois payait par an dix-huit mille ms pour la solde d'un cavalier, armé et équipé. Si les malfaiteurs parvenaient à s'échapper, le tocsin sonnait dans tous les villages pour appeler les *cuadrilleros* à leur poursuite. Une junte suprême, formée des députés de tout le royaume, siégeait en permanence pour juger des cas de *hermandad*, et recevoir les appels des tribunaux de l'association. Les deux promoteurs de la ligue furent chargés de la tâche délicate de répartir les fonds, et de nommer des trésoriers. Enfin, un recours suprême fut ouvert auprès du roi, de la reine et du conseil royal.

Un code pénal sanctionnait cette vigoureuse institution; ce code draconien était écrit avec du sang, rigueur qui avait ici la nécessité pour excuse. Le vol était puni du fouet, de la perte d'un membre, et souvent de la mort. La *hermandad*, institution mixte, civile et militaire à la fois, offrait, à côté d'une foule

d'avantages, un danger grave : c'était de constituer un État dans l'État, et de mettre toutes les forces du gouvernement aux mains de sujets qui pourraient en abuser. Ainsi, la *hermandad* avait sa junte à côté de la junte nationale, son code en regard des codes du pays; enfin, pour que rien ne manquât à cette dangereuse contrefaçon de la royauté, un chef suprême avait été donné à l'association : ce chef était don Alonzo d'Aragon, frère naturel de Fernando, et un roi de la *hermandad* faisait ainsi pendant au roi de Castille (1476).

Si la pensée première de cette création n'appartient ni à Ysabel ni à son époux, tous deux du moins lui prêtèrent un constant appui, malgré la jalousie que cette puissance rivale pouvait leur inspirer. Mais la noblesse, contre qui l'arme était surtout dirigée, ne se trompa ni sur son but, ni sur sa portée; tandis que toutes les communes royales s'empressaient de s'affilier à la *hermandad*, les cités seigneuriales reçurent de leurs suzerains l'ordre d'y rester étrangers. Le connétable de Haro, le plus puissant propriétaire du nord du royaume, fut le seul qui permit à ses vassaux de s'y enrôler. L'ascendant de ce seigneur, et son beau caractère, qu'aucune tache de rébellion n'avait jamais terni, entraînèrent peu à peu le reste de la noblesse. C'est ainsi que le roi et le pays recrutèrent à leur service un corps de deux mille cavaliers dont la solde ne leur coûtait rien; ce corps, dans la guerre de Grenade, fut même détourné plus d'une fois de sa destination. Les heureux résultats de cette *ligue de bien public* ne se firent pas attendre : en peu d'années, les grands chemins furent purgés des bandits qui les infestaient : la justice reprit son cours, et

la confiance revint au sein des populations. La *hermandad*, à l'expiration de ses trois ans de durée, fut prorogée pour trois autres années; les cortès la maintinrent ainsi jusqu'en 1498, où le but de l'association étant complétement atteint, les *rois catholiques* crurent pouvoir décharger leurs sujets du fardeau d'une contribution qui s'élevait à trente-deux millions de MS. La junte suprême et tous ses officiers soldés furent supprimés; et cette ligue redoutable se trouva réduite aux proportions d'une simple mesure de police. Le crédit de la *hermandad* disparut dès lors avec sa puissance : le peuple, qui avait oublié ses bienfaits et ne se souvenait plus que de ses charges, accueillit avec joie ce changement; les tribunaux de la junte, soumis au droit d'appel du monarque, devinrent chaque jour moins populaires; et bientôt il ne resta plus de l'institution que le titre, quelques emplois insignifiants, un semblant de juridiction criminelle, et la mémoire de ce qu'elle avait été.

Les longues guerres civiles qui avaient désolé l'Andalousie avaient relâché dans ce pays tous les ressorts de l'ordre social; mais l'arrivée d'Ysabel à Séville, en 1477, dans l'intention hautement proclamée de demander aux coupables un compte sévère de leurs délits, répandit une terreur salutaire; les plus compromis, au nombre de plusieurs milliers, se hâtèrent de quitter la ville. Les habitants, effrayés de cette dépopulation, supplièrent humblement leur souveraine de faire rentrer dans son fourreau le glaive de la justice; car après les luttes sanglantes qui avaient affligé leur cité, il n'était pas une famille dont un des membres au moins ne se trouvât sous le coup de la loi. Alors, Ysabel, revenant à la clémence, qui fai-

sait le fond de son caractère, accorda une amnistie générale pour tous les délits commis depuis la mort de Enrique IV. En outre, chaque vendredi, la reine, assistée de son conseil, recevait toutes les plaintes que les plus humbles de ses sujets venaient lui apporter[1]. C'est ainsi qu'en deux mois elle termina une foule de procès qui, sans elle, auraient duré des années, et répara tous les maux que l'incurie du dernier règne avait fait peser sur le pays. Le marquis de Cadix et le duc de Medina Sidonia, le premier ennemi douteux, le second partisan déclaré de la reine, abjurèrent à sa prière leur haine héréditaire. Le marquis vint, sans sauf-conduit, se remettre aux mains de sa souveraine, et lui restituer toutes ses places fortes; loyale confiance que l'âme d'Ysabel était faite pour apprécier. Enfin, pour couronner cette série de prospérités, le 29 juin 1477, Ysabel accoucha, à la joie universelle du pays, d'un fils que l'on nomma Juan, du nom de son frivole et malheureux aïeul.

Informée que des juges, indignes de ce nom, trafiquaient de leur ministère sacré, la reine fixa par une taxe leurs frais de justice, et punit leurs transgressions d'une forte amende ou de la perte de leur emploi. On jugera, du reste, par le trait suivant du mélange de fermeté et de clémence qui caractérisait cette grande reine. Pendant leur guerre avec le Portugal, les *rois catholiques* avaient confié leur fille aînée aux soins de Beatriz de Bobadilla et de son époux Cabrera, le fidèle gouverneur de Ségovie. Les habi-

[1] « C'était l'âge d'or de la justice, dit Oviedo (*Quincuag.*). Mais depuis « que notre sainte maîtresse nous a été enlevée, il en coûte plus aujourd'hui, « pour débattre une affaire avec un mince secrétaire, qu'il n'en coûtait « alors pour la faire juger par la reine et ses ministres. »

tants de cette ville s'étaient révoltés contre Cabrera, dont la rigide équité leur était odieuse, et le tenaient assiégé dans l'alcazar. A la première nouvelle de l'insurrection, la reine accourt aussitôt; les chefs de la rébellion, sans oser lui fermer les portes, voulaient du moins exclure quelques personnes de sa suite. Ses conseillers l'engageaient à céder : « Apprenez, leur « répond Ysabel, que je suis reine de Castille, que « cette cité est mienne, et que, pour y entrer, je « n'ai pas besoin qu'on me dicte des conditions. J'en-« trerai donc, et avec moi tous ceux que je jugerai « utiles à mon service; » et pénétrant aussitôt dans la ville par une porte dont ses partisans étaient maîtres, elle se rend à l'alcazar. Bientôt, la populace ameutée vient demander à grands cris qu'on lui ouvre les portes. La reine, sans écouter des avis plus timides, descend seule dans le préau, fait ouvrir les portes toutes grandes, et donne l'ordre qu'on laisse entrer les rebelles; puis, s'avançant au-devant d'eux, avec cet air de fermeté sereine qui impose à la foule, elle leur demande ce qu'ils veulent. La furie du peuple tombe tout d'un coup devant ces simples paroles; un orateur populaire implore humblement la destitution de Cabrera, et la reine l'accorde sur-le-champ. A cette réponse, les cris de « Vive la reine » éclatent de toutes parts. Ysabel invite le peuple à retourner paisiblement à ses travaux, et à lui députer quelques-uns des siens pour lui présenter leurs griefs. Elle établit ensuite une enquete sur la conduite du gouverneur, et sur les torts qu'on lui imputait; après mûr examen, il se trouva qu'il n'était pas coupable, et Ysabel lui confia de nouveau le commandement de la ville, sans que le peuple cette fois osât murmurer.

Fernando, pendant ce temps, était allé rendre une dernière visite à son père, le vieux roi d'Aragon. En arrivant près de lui, à Victoria en Biscaye, Fernando lui demanda sa main à baiser, mais Juan s'y refusa obstinément : « Mon fils, lui dit le monarque octo- « génaire, vous êtes le chef de la maison royale de « Castille ; nous tous, qui en sommes issus, nous « devons vous honorer et vous servir, comme notre « Seigneur et maître ; l'honneur que je vous dois, à « ce titre, dépasse et fait taire l'obéissance filiale que « vous me devez. » Le roi d'Aragon resta vingt jours à Victoria, occupé, de concert avec son fils, de mettre en ordre les affaires de la Navarre, toujours déchirée par la guerre civile. Dans tous les actes qui furent dressés, le roi voulut que son nom passât après celui de son fils, rare et singulier hommage rendu à l'étiquette, cette seconde religion des monarques espagnols. Le vieux roi mourut l'année suivante : son fils se rendit à Barcelone, puis à Valence, pour y recevoir l'hommage de ses sujets, et prêter serment à leurs franchises; mais il fut bientôt rappelé en Castille par la nécessité d'assister aux cortès de Tolède (1480).

Une tâche difficile attendait cette assemblée; il s'agissait de porter l'ordre dans les finances du nouveau règne. Nous avons vu, sous Enrique IV, les effroyables dilapidations qui avaient réduit le revenu de la couronne à la faible somme de 10 millions de MS. (2,400,000 fr.), revenu inférieur à celui de quelques nobles. Préoccupés de cet état de gène et d'appauvrissement du patrimoine royal, les députés des communes proposèrent d'y obvier en réunissant à la couronne les villes, rentes et fiefs qui en avaient

été détachés, et en révoquant toutes les concessions abusives faites par le feu roi. La matière était grave, et les *rois catholiques* la soumirent à leur conseil; les avis furent partagés : les uns penchaient pour une révocation pure et simple de toutes les rentes héréditaires, sans aucune distinction d'origine; suivant d'autres, cette révocation générale était une injustice, puisque quelques-unes de ces rentes avaient été méritées par des services réels. Dans cette incertitude, le roi et la reine prirent le parti de faire connaître à la noblesse et au clergé les embarras du trésor, et le remède qu'on leur proposait. Touchés de cette confiance, ceux-là même sur qui la réforme devait porter, reconnurent que le patrimoine royal devait être réintégré dans tous ses droits. Le cardinal Mendoza, dont les avis étaient d'un grand poids, proposa de rechercher l'origine de ces aliénations, et de révoquer toutes celles qui avaient eu lieu sans motifs légitimes. Les rentes acquises à prix d'argent devaient être remboursées au prix coûtant, et celles qui s'étaient vendues par blancs-seings (*alvalaes*) annulées sans pitié. Cet avis était le plus sage, et il finit par prévaloir. Tous ceux qui possédaient une rente de l'État furent tenus d'exhiber le titre sur lequel elle reposait. Quant aux décisions à prendre, la reine s'en remit à son confesseur don Fernando de Talavera, connu par son inflexible droiture. Les réductions effectuées par lui, avec une sage réserve, montèrent au chiffre annuel de 30 millions de MS. (7,200,000 f.)[1]. Ces réductions froissèrent sans doute ceux qu'elles at-

[1] Le maravédi vieux, sous Enrique IV, valait à peu près 24 centimes; trente millions représentent donc à peu près 7,200,000 francs, somme énorme pour l'époque.

teignaient, mais tous s'y résignèrent de bonne grâce en voyant la détresse du patrimoine royal. Du reste, les réformes s'opérèrent avec une si sévère impartialité, que les familiers de la reine, et des membres même de la famille royale, furent atteints les premiers. Sur les 30 millions, Ysabel en distribua vingt aux familles des soldats morts pour sa cause dans la guerre de la succession, et maintint en outre toutes les rentes accordées aux pauvres ou à l'Église. Ainsi fut menée à fin cette laborieuse entreprise, grâce à la fermeté pleine de mesure que le roi et la reine mirent à l'accomplir. Nous ne sommes pas d'accord, cette fois, avec le judicieux Prescott, qui blâme comme « illégale et répugnant à la bonne foi » une mesure justifiable à tant de titres ; car chaque roi, à son couronnement, s'engageait à ne rien aliéner du domaine royal, et des dons, extorqués par l'intrigue ou par la violence, ne pouvaient constituer un titre légal en faveur de ceux qui les avaient usurpés.

Suivant Clemencin, les revenus des *rois catholiques*, au début de leur règne, n'égalaient pas ceux du roi Enrique III, évalués un siècle auparavant par les cortès de Madrid, en 1393, à 28 millions[1]. Treize ans plus tard, aux cortès de Tolède, en 1406, ces revenus étaient portés à 60 millions, augmentation plus apparente que réelle, et qui s'explique par les incroyables variations des monnaies sous ce règne. Vingt-trois ans encore plus tard, les revenus de Juan II étaient restés au même taux[2]; mais les désordres de

[1] Le maravédi vieux, en 1390, valait 48 centimes, ce qui fait un peu moins de 14 millions de revenu.

[2] Vers le milieu du XVe siècle, en revanche, le même maravédi ne

Enrique IV, et les aliénations du domaine royal y portèrent une telle atteinte que, lors de l'avénement d'Ysabel, les rentes de la couronne ne s'élevaient plus, comme nous l'avons vu, qu'à 10 millions de MS. Les sages réformes effectuées par les *rois catholiques* accrurent constamment ce chiffre modique, au point que, en 1504, la dernière année de la vie d'Ysabel, les revenus ordinaires, par une progression inouïe, s'étaient élevés à 341 millions de MS. (81,840,000 fr.), sans parler de 209 millions votés par les cortès. C'en est assez pour prouver quelles immenses ressources une sage administration peut tirer d'un pays, même épuisé, comme l'était la Castille, puisqu'en un quart de siècle, les revenus de l'État furent plus de quatre fois décuplés.

Restait une tâche plus difficile encore, c'était de courber sous le frein des lois cette noblesse hautaine qui affectait de les braver, fière de sa puissance et de ses richesses qui dépassaient le tiers des revenus du royaume. Depuis des siècles la Castille gémissait sous le joug de ces tyrans titrés qui, du haut de leurs tours crénelées, faisaient descendre sur elle le meurtre et le pillage. Nous avons vu les énergiques efforts d'Ysabel pour extirper du sol ces abus, inhérents à la constitution même de la société féodale; mais il lui fallait l'appui de ses communes pour entamer la lutte avec cette caste puissante, prête à se lever comme un seul homme contre le souverain qui eût osé attenter à ses droits. Déjà, par l'institution de la *Hermandad*, une grave atteinte avait été portée à ses privi-

valait plus que 24 centimes; de sorte que les 60 millions de Juan II, vers la fin de son règne, ne valaient guère plus que les vingt-huit de Enrique III.

léges; les cortès de Tolède continuant l'œuvre de la *Hermandad*, défendirent aux nobles d'élever de nouvelles forteresses, de porter les armes royales dans leur écusson, d'affecter dans leur cortége la pompe de la royauté, et d'en usurper le style dans leurs lettres. Les duels, devenus pour eux un passe-temps, leur furent interdits, sous peine de haute trahison, et ceux qui bravaient la loi furent emprisonnés sans pitié. L'omission systématique des deux ordres privilégiés, dans la plupart des cortès convoquées sous ce règne, fut encore un des moyens employés par les *rois catholiques* pour restreindre la prérogative nobiliaire, démesurément accrue sous les règnes précédents. Les nobles, bien loin de se plaindre de cette exclusion, qui n'était pas pour eux chose nouvelle (*Voir* le chap. des Cortès, p. 333), se montrèrent peu jaloux d'assister à des assemblées où l'on s'occupait surtout de voter des subsides qu'ils ne devaient pas payer. Ils aimèrent mieux rester dans leurs vastes domaines, au milieu d'un peuple de vassaux, entourés des dernières splendeurs de la vie féodale; ils abdiquèrent ainsi d'eux-mêmes la direction des affaires du pays, que la noblesse d'Aragon, plus vigilante ou plus adroite, avait toujours su se réserver.

Enfin, les *rois catholiques* empruntèrent à leur contemporain Louis XI un moyen sûr de combattre la prépondérance de la noblesse; ce fut d'opposer à son ignorance hautaine l'esprit d'ordre et d'affaires de la bourgoisie, et d'attribuer les emplois, chose inouïe en Castille, au mérite et non à la naissance. La science des lois devint dès lors un passeport assuré pour toutes les dignités de l'État; les légistes, dans cette campagne contre la féodalité, se

montrèrent, comme en France, les auxiliaires dévoués de la royauté. Cette politique nouvelle de la couronne n'échappa pas à l'œil clairvoyant de la noblesse de Castille. Trop avisée toutefois pour recourir à une révolte, et avertie par plus d'un symptôme que les temps avaient changé, elle se contenta d'envoyer aux *rois catholiques* une députation pour protester contre l'établissement de la *Hermandad*, pour se plaindre du peu de confiance que témoignait la royauté à sa fidèle noblesse, et la supplier de vouloir bien choisir quatre de ses membres, afin d'en former, comme sous Enrique IV, un conseil de direction suprême des affaires de l'État.

Mais une pareille requête n'était plus qu'un anachronisme, et le langage des *rois catholiques* le rappela bien vite aux nobles qui l'oubliaient. « La *Hermandad*, dirent-ils, est une institution tutélaire, « que la nation a accueillie avec joie, et que nous « entendons maintenir. Quant aux emplois, c'est à « nous qu'il appartient de choisir ceux qui y ont le « plus de droits, en faisant du mérite le seul guide de « notre choix. Vous êtes libres, suivant que vous le « jugerez à propos, de rester à notre cour ou de vous « retirer dans vos domaines ; mais aussi longtemps « qu'il plaira à Dieu de nous maintenir dans le poste « où il a daigné nous placer, nous aurons soin de ne « pas imiter le souverain dont vous nous citez l'exemple, et de ne pas devenir un jouet dans les mains « de notre fidèle noblesse. » Cette réponse hautaine, appuyée sur le bon droit, et sur une force suffisante pour le faire valoir, rappela les nobles au sentiment de leur dépendance. Séparant leurs prétentions qui, réunies, eussent pu encore être à redouter, chacun

d'eux ne songea plus qu'à tirer de sa soumission le meilleur parti possible[1]. Enfin, trouvant dans les légistes des concurrents toujours préférés pour les emplois civils dont la noblesse avait naguère le monopole, ils se résignèrent de bonne grâce à étudier le droit, pour disputer à la bourgeoisie leur part des royales faveurs. Ysabel encouragea de toutes ses forces ce retour qu'elle avait prévu, et fit élever sous ses yeux les enfants des principales familles, comme des otages de la fidélité de leurs pères.

Mais le joug le plus difficile à imposer à cette fière noblesse, était le joug de la loi. Le trait suivant nous fera connaître sur ce point l'indomptable fermeté d'Ysabel. Don Fadrique, le fils de l'Amirante de Castille, aïeul maternel du roi, avait fait donner des coups de bâton à Don Ramiro de Guzman, en dépit de l'injonction faite à tous deux, par la reine, de porter leur querelle devant les tribunaux. Instruite de cette infraction à ses ordres, Ysabel monte à cheval, malgré la pluie qui tombait à torrents, et se rend seule de Valladolid à Simancas, d'un tel train que ses officiers ne purent la rejoindre qu'aux portes du château. L'Amirante, sommé de livrer son fils, eut beau affirmer qu'il était absent, la reine fit fouiller de fond en comble tout le château, sans y trouver celui qu'elle cherchait; outrée de colère, elle s'en revint à Valladolid où elle dut se mettre au lit; et à ceux qui s'informaient de sa santé, elle répondait : « Mon « corps est malade des coups de bâton que Don « Fadrique a donnés à Don Ramiro, contre mon sauf-« conduit. »

[1] Ferreras, ad ann. 1480.

L'Amirante, tremblant devant le courroux de la reine, se résolut enfin à lui livrer le coupable, en implorant son pardon pour une erreur de jeunesse. La reine, inexorable pour des offenses de ce genre, refusa de voir don Fadrique, et le fit conduire en prison par un alcalde dans les rues de Valladolid; apres une captivité de quelques mois, elle l'exila en Sicile, avec défense d'en sortir, sous les peines les plus sévères. Don Ramiro de Guzman, ne croyant pas son honneur assez lavé par l'exil de Don Fadrique, s'embusqua à son tour pendant la nuit, pour rendre à l'Amirante les coups de bâton qu'il avait reçus de son fils. L'escorte de l'Amirante le sauva de cet indigne traitement; mais la reine, en apprenant l'attentat de Don Ramiro, fit saisir tous ses châteaux; et le coupable, pour échapper à sa colère, fut contraint de fuir en Portugal[1].

La Galice, depuis des siècles, était livrée par son éloignement du pouvoir central à la plus hideuse anarchie ; une foule de petits tyrans, retranchés dans leurs châteaux forts, y soumettaient à leurs exactions les campagnes et les villes. Les *rois catholiques*, résolus de pacifier cette malheureuse province, y envoyèrent un juge civil avec un corps de troupes pour exécuter ses arrêts. Les députés des villes de la Galice, réunis à Santiago, se montrèrent prêts à appuyer tout effort tenté par la couronne pour prêter force à la loi. Les malfaiteurs les plus notoires furent cités à comparaître, et l'autorité militaire, se saisissant de ceux qui refusaient, en fit justice sur-le-champ. Bientôt une terreur salutaire se répandit dans la contrée,

[1] Toute cette curieuse étude de mœurs est empruntée à Pulgar, ch. 100.

les méchants commencèrent à craindre et les bons à espérer, et en moins de trois mois, plus de quinze cents larrons et assassins s'enfuirent du pays. Quarante-six châteaux forts, repaires de bandits, furent rasés jusqu'au sol; la Galice, qui depuis longtemps ne payait d'impôts qu'à ses oppresseurs, recommença à en verser au fisc, au grand profit du trésor royal. En moins d'un an et demi, cette province fut pacifiée, et ses habitants délivrés rendirent grâces à Dieu et aux *rois catholiques* de la sécurité dont ils jouissaient.

Le sultan des Turks, Mahomet II, après avoir vu au siége de Rhodes toutes les forces de l'Asie se briser contre l'opiniâtre valeur d'une poignée de chrétiens, venait d'envahir le sud de'l'Italie, et de s'y emparer d'Otrante. Fernando et Ysabel, redoutant pour Rome le sort de Constantinople, s'efforcèrent de réunir contre les infidèles tous les États de l'Italie, et prêchèrent d'exemple la croisade en armant dans leurs ports une flotte, qui alla rallier à Naples celle de Portugal. Mais cet armement devint inutile par la mort de Mahomet II; Otrante n'étant pas secourue par les Turks dut finir par se rendre.

De Valladolid, les *rois catholiques* se rendirent en Aragon, pour y faire reconnaître comme successeur au trône, leur fils au berceau, l'infant Don Juan. L'Aragon accueillit avecenthousiasme l'épouse de son souverain. Le couple royal, après avoir prêté serment aux *fueros* du royaume, reçut au nom de son fils celui des fidèles Aragonais. Fernando essaya ensuite d'obtenir des cortès quelques subsides pour faire face aux frais de son armement; mais les Aragonais s'y refusèrent jusqu'à ce que le roi eût redressé tous

leurs griefs. Les deux souverains s'en occupèrent en effet avec grand zèle, mais sans pouvoir mener à fin cette lourde tâche, et ils dûrent quitter Saragosse sans avoir obtenu les subsides qu'ils réclamaient. A Barcelone, les Catalans firent au fils du roi qu'ils avaient chassé de leurs murs un accueil plus brillant encore que celui d'Aragon. La Catalogne, épuisée par une guerre de quatorze ans, commençait à peine à se remettre de ses longues souffrances. Les deux rois, émus de pitié pour le sort de ce malheureux pays, n'épargnèrent rien pour fermer ses plaies qui saignaient encore. Une foule de fiefs et de rentes avaient été enlevés par le vieux roi à ceux qui avaient pris parti contre lui, et distribués à ses partisans; les *rois catholiques* firent décider par les cortès que ces biens seraient restitués à leurs anciens possesseurs, et que les nouveaux seraient indemnisés. De là, le couple royal passa à Valence où les mêmes fêtes accueillirent son arrivée, et tous deux s'en retournèrent ensuite en Castille.

Fernando et Ysabel elle-même ne se montrèrent pas moins fermes contre les usurpations du clergé ou de la cour de Rome que contre des sujets factieux. Malgré leur zèle pour la foi, tous deux pensaient avec saint Louis que l'obéissance à la loi du Christ n'implique pas en tous cas l'obéissance aux ordres de son vicaire. Nous avons vu, au XIe siècle, l'invasion en Espagne des doctrines ultramontaines, et du dogme de la suzeraineté spirituelle de Rome sur toutes les Églises de la terre[1]. Les *Partidas*, au XIIIe siècle,

[1] Voir mon tome III, page 310, et aussi mon analyse des *Partidas*, t. IV, p. 332.

n'avaient fait que traduire en articles de loi les maximes qui avaient cours déjà parmi le clergé castillan. Ajoutez à ces prétentions, soutenues par la cour de Rome avec la persévérance habile qui la caractérise, les immenses possessions temporelles du clergé, accrues chaque jour par l'imprudente libéralité des monarques[1], et l'on comprendra toutes les difficultés de la lutte que la pieuse reine allait entamer contre un adversaire qu'elle respectait encore, même en le combattant. Mais Ysabel, tout en s'entourant de conseillers ecclésiastiques, tout en cédant, trop souvent pour sa gloire, aux emportements de leur zèle, n'était pas disposée à abdiquer au profit de Rome les droits de sa couronne. De toutes les usurpations du saint-siége, la plus criante était le droit qu'il s'arrogeait de conférer à des étrangers les plus hautes dignités de l'église de Castille. Vainement, depuis quatre siècles, la royauté et les cortès, par d'incessantes protestations, s'efforçaient de mettre un terme à cet abus; la cour de Rome persistait avec sa ténacité accoutumée à pourvoir à tous les épiscopats vacants, sans tenir compte du droit acquis aux rois d'Espagne de nommer directement les prélats, que le saint-père devait seulement confirmer (1482).

Cette lutte, qui continuait sourdement depuis des siècles, éclata enfin en hostilités ouvertes : Sixte IV, alors assis sur le trône de saint Pierre, avait nommé

[1] Suivant Lucius Marineus (*Cosas memorables*, p. 23), le revenu des quatre archevêchés se montait à cent trente-quatre mille ducats (le ducat valait environ 8 francs) : Tolède quatre-vingt mille, Santiago vingt-quatre, Séville vingt et Grenade dix. Celui des vingt évêchés se montait à deux cent cinquante et un mille ducats. L'église de Tolède, suivant Navagiero, était la plus riche de la chrétienté, ses chanoines habitaient des palais, et ses revenus égalaient ceux de la puissante cité de Tolède.

son neveu à l'évêché vacant de Cuenca, sans égard pour la présentation faite par la reine de son chapelain Alonzo de Burgos. Les *rois catholiques* refusèrent de ratifier la nomination, et firent supplier le saint-père de la révoquer. Sixte IV répondit avec hauteur que « comme prince de l'Église, il avait le droit de « distribuer à son gré tous les bénéfices de la chré- « tienté; que le pouvoir que Dieu lui avait conféré « sur la terre ne devait être limité par aucune autre « volonté que la sienne, mais réglé seulement par « les intérêts de la religion, qu'il était libre d'enten- « dre à sa guise. » Les *rois catholiques*, aussitôt, rappelèrent leurs ambassadeurs, et ordonnèrent à tous les sujets espagnols qui se trouvaient à Rome d'en sortir sur-le-champ. Ils prononcèrent même le mot de concile, toujours malsonnant aux oreilles d'un pontife, et parlèrent d'en appeler à une assemblée générale de l'Église. Alors seulement le pape s'aperçut qu'il avait été trop loin, et que les temps des Grégoire VII et des Innocent III étaient passés pour ne plus revenir. Il envoya à son tour en Castille un légat que le roi et la reine refusèrent de recevoir, en lui faisant dire « qu'ils le trouvaient bien osé d'avoir « accepté une pareille mission. » Le légat, terrifié, déclara renoncer aux priviléges que lui donnait son titre, pour n'en appeler qu'à l'équité et à la clémence des deux souverains; ceux-ci, désarmés par son humilité, consentirent enfin à le recevoir. Après des débats assez longs, on convint que le saint-père ne nommerait plus aux hautes dignités de l'Église de Castille que des natifs du royaume, sur la présentation du roi et de la reine. La nomination du neveu du pontife à l'évêché de Cuenca fut annulée, et le can-

didat de la reine promu à sa place. Ainsi se termina, par le triomphe des légitimes prétentions du pouvoir temporel, cette lutte qui, dans d'autres temps, eût soulevé l'Espagne tout entière. Ysabel, usant avec sagesse de ses droits, eut soin de n'appeler aux évêchés vacants que des hommes d'une science et d'une vertu exemplaire; elle sut résister sur ce point aux instances même de son époux, et persista à prendre le mérite, et non la faveur, pour guide de ses choix[1]. Quant aux bénéfices d'un ordre inférieur, le saint-siége, qui s'était réservé le droit de les conférer, persista à les donner le plus souvent à des non-résidents, ou à des titulaires incapables d'en remplir les devoirs. Mais Ysabel persista aussi, avec une opiniâtreté égale à celle de Rome, à protester contre toutes les nominations peu canoniques, et à séquestrer les revenus des bénéfices vacants jusqu'à ce qu'il eût été fait droit à sa requête. Enfin, non moins prompte à s'opposer aux usurpations du clergé castillan qu'à celles de Rome, elle publia une foule de décrets destinés à limiter la juridiction ecclésiastique, et à mettre un terme à ses empiétements sur la justice séculière[2].

De toutes les plaies du dernier règne, celle qui atteignait le plus profondément la fortune publique, c'était l'altération des monnaies. Saez, dont nous avons déjà cité le savant travail sur les monnaies de Enrique IV[3], donne à ce sujet de curieux détails :

[1] Oviedo, *Quincuagen.* — Salazar de Mendoza, *Cronica del grand Cardinal de España*, l. I, ch. 52.

[2] Un historien ecclésiastique, Riol, *Informe*, *semanario erudito*, fait remarquer un fait assez étrange, c'est que jamais souverain ne tint tête avec plus de fermeté au saint-siége, et n'en obtint plus de faveurs qu'Ysabel.

[3] Voir le règne de Enrique IV, p. 288.

« Outre les cent cinquante ateliers publics que ce prince autorisa en trois ans, il s'en était établi beaucoup d'autres, où l'on travaillait ouvertement à falsifier la monnaie de l'État; celle qu'on faisait ce mois ici, on la défaisait le mois suivant, pour la refondre à un titre plus bas encore, et il n'y avait plus dans le royaume d'autre industrie que celle-là. Tel atelier rendait par jour à son maître jusqu'à 200 mille *ms*, sans compter les gains des monnayeurs et des traficants. Le marc d'argent, qui valait 1500 *ms*, monta à six mille. La Flandre ni les pays étrangers ne pouvaient suffire à importer du cuivre en Espagne, et il ne resta pas dans tout le pays casserole ni chaudron à vendre qu'on ne l'achetât six fois sa valeur. La confusion en vint à ce point que les gens ne savaient plus comment payer ce qu'ils achetaient, et que les voyageurs, par les chemins, ne trouvaient plus à manger, car les paysans refusaient de recevoir leur argent; aussi en Castille, les gens vivaient-ils entre eux comme les noirs de Guinée, donnant du pain pour du vin, et échangeant les denrées au lieu de les vendre. »

L'établissement de la *hermandad* avait fondé la justice en Castille; il s'agissait maintenant d'y fonder le crédit public, altéré dans sa base. Les *rois catholiques* y parvinrent par la bonne foi, en acquittant scrupuleusement les dettes contractées pendant la guerre de Portugal. Quant à l'altération de la monnaie nationale, dès 1476 ils s'étaient occupés d'y porter remède, en réduisant à cinq, comme par le passé, le nombre des ateliers monétaires, et en portant un contrôle sévère sur leur produit. Le seul fait de la création d'une monnaie pure de toute fraude

suffit pour ramener la confiance, et mettre un terme à tous les maux que nous venons de signaler. Le commerce, si longtemps entravé par la méfiance et les malheurs publics, reprit aussitôt son essor, et un accroissement rapide se fit sentir dans la population. En dépit de la famine et de la peste qui, sous le dernier règne, avaient joint leurs ravages à ceux de la guerre, le nombre des habitants de la Péninsule, sans s'élever, comme on l'a dit, au chiffre exagéré de vingt millions, s'augmenta dans une proportion très-sensible[1]. Dès le début de son règne, Ysabel avait fait dresser la statistique du royaume, et les résultats de ce curieux travail, qu'on possède encore aujourd'hui, feraient honneur à des temps plus éclairés. La répartition des impôts fut donc, pour la première fois, établie sur la double base de la population et de la fortune publique, régulièrement évaluées.

Pour bien juger des notables améliorations apportées sous ce règne à l'industrie et à l'agriculture, si négligées jusque-là, il faudrait passer en revue, année par année, le tableau des ordonnances rendues par les *rois catholiques;* l'on verrait que, arriéré peut-être sur certains points, le génie des fondateurs de la monarchie castillane a, sur bien d'autres,

[1] Au dire de Clemencin, dans les villes du ressort de la couronne, la population, en treize ans, avait augmenté d'un tiers. Suivant le même auteur (p. 240), le chiffre total de l'*Estado llano*, ou des roturiers, montait, en 1498, à deux millions huit cent mille âmes. Mais sans doute, il ne s'agit ici que des mâles, ce qui, en comptant quatre personnes par chaque chef de famille, donnerait plus de onze millions; et en y ajoutant les privilégiés de toute classe, nobles et clercs, on pourrait arriver au chiffre total de treize à quatorze millions pour la population de l'Espagne, qui n'en compte guère que onze aujourd'hui. Un autre calcul du même auteur (append. 12, p. 602) estime à quinze cent mille le nombre des hommes en état de porter les armes.

devancé l'œuvre des siècles. Les heureux effets de ces réformes se firent bientôt sentir de tous côtés: les chemins purgés de malfaiteurs, des voies nouvelles ouvertes aux communications, des ponts jetés sur les fleuves, des tribunaux consulaires établis dans les centres commerciaux, des consulats créés en Flandre, en Angleterre, en France et en Italie; le commerce maritime s'étendant chaque jour, et suivant les progrès de l'industrie sa sœur; les villes peuplées chaque jour de nouveaux édifices et d'habitants nouveaux, tout annonçait à la Castille une ère de régénération. Les écrivains contemporains, frappés de ces prodiges, n'ont qu'une voix pour exalter ce règne glorieux qui ouvre pour leur pays des destinées nouvelles; « ce fut merveille, ajoute Pulgar, qu'une femme seule accomplît en aussi peu de temps, à force de soins et de persévérance, ce que tant d'hommes et de grands rois n'avaient pu faire en une longue suite d'années. »

Une autre réforme, dont la Castille n'avait pas moins besoin, c'était celle des mœurs, qu'avait infectées de son exemple la cour dissolue de Enrique IV. Forte de la pureté de sa conduite, Ysabel exigea que tout ce qui l'approchait imitât sa chasteté rigide et l'excessive retenue de ses manières. Les jeunes filles nobles qu'elle faisait élever dans son palais étaient soumises à une surveillance sévère. Éprise pour son mari d'un amour qui n'était pas exempt de jalousie, quand Fernando regardait avec trop d'attention quelque dame ou demoiselle de sa maison, elle savait, avec une rare dextérité, l'éloigner de son chemin. Quant aux pages qui la servaient, elle ne voulait pas qu'ils se livrassent au jeu ou aux désordres qui nais-

sent de l'oisiveté, et elle leur faisait donner une bonne éducation [1]. Elle proscrivit sous des peines sévères les jeux de hasard, portés à l'excès sous le dernier règne. Enfin, étendant sa réforme jusqu'aux couvents, où elle n'était guère moins nécessaire qu'à la cour, elle fit « corriger et châtier la grande deshonnêteté qui existait chez les moines et nonnes de tout ordre, et fit enfermer plusieurs religieuses qui menaient mauvaise vie [2]. »

Certes, on chercherait en vain dans l'Europe entière, à cette époque, un pays où les droits de tous aient été aussi garantis par la loi, aussi respectés par le pouvoir. « Telle était, dit Marinæus, la stricte justice « répartie à chacun sous ce bienheureux règne que, « tous, nobles et cavaliers, citadins et laboureurs, « riches et pauvres, maîtres et serviteurs, en avaient « également leur part. » Pas d'emprisonnements arbitraires, pas de taxes illégales. L'impôt capricieux et variable de l'*alcabalà* [3] sur le transfert des propriétés de toute sorte, fut ramené au taux régulier du dixième; sa perception, confiée aux citoyens, en devint moins pesante pour eux. La Castille, qui avait fait bon marché de ses libertés à des princes avilis, devait encore moins les défendre contre des souverains qui lui donnaient en échange l'ordre et la sécurité, biens précieux qu'elle ne croyait pas pouvoir acheter trop cher. Aussi l'autorité royale, sous ce règne, est-elle

[1] Lucius Marinæus Siculus.

[2] Bernaldez, Curé *de los Palacios*, ch. 200.

[3] Cet impôt, dans l'origine, était destiné à subvenir aux frais de la guerre contre les Maures. Ysabel, dans son testament, déclara hautement qu'elle ne se sentait pas autorisée à le continuer, une fois la guerre finie, sans le consentement des cortès. Ximénès, partageant le même scrupule, insista vainement pour le faire abolir par Charles Quint.

en progrès constant, dans la Péninsule comme dans le reste du continent; mais toujours elle marche de pair avec l'accroissement du bien-être et de la fortune publics. Ce double but, poursuivi en France par Louis XI, à l'aide de moyens que la morale réprouve, est atteint en Castille par des moyens strictement légaux : la noblesse y est abaissée sans que son sang coule sur les échafauds, et l'ordre rétabli, sans qu'il en coûte rien aux lois.

Si la représentation nationale, déjà faussée, ne fu pas réintégrée dans ses droits, son déclin, du moins, ne date pas de ce règne. Sûrs de l'adhésion des députés des villes, que des haines et des intérêts communs rattachaient à leur cause, les deux souverains ne craignirent pas de multiplier les sessions des cortès: l'on en compta jusqu'à trois dans les deux premières années de leur règne. Au milieu des agitations de la guerre civile, ces cortès plébéiennes, avec un calme et une liberté d'esprit qu'on ne saurait trop admirer, assirent les bases du système de jurisprudence sur lequel repose la société espagnole. Mais bientôt l'institution de la *hermandad* vint tendre vers un autre but tous les ressorts de l'État, et ce pendant légal donné à la représentation populaire rendit dès lors moins fréquentes les convocations des cortès. Les *pragmaticas* ou décrets royaux hâtèrent encore le déclin de l'influence des communes. Cet abus, vainement combattu, sous chaque règne, par les impuissantes protestations des cortès, n'avait pas encore pris une extension aussi menaçante que sous les *rois catholiques*. La législation du bon plaisir en vint presque à détrôner celle du droit, et à lui enlever l'obéissance de la Castille. Ajoutons cependant, à

l'honneur de Fernando et d'Ysabel, que leurs ordonnances ont surtout trait à des matières d'économie politique, et touchent plus aux intérêts qu'aux libertés de la Castille. Or le gouvernement étant, sur tous ces points, fort en avance du pays, il y avait profit pour la Castille à remettre en des mains aussi capables la gestion de ses intérêts. S'agissait-il, au contraire, de matières purement législatives, comme la rédaction des lois de la *hermandad*, ou des *lois de Toro*, les *rois catholiques* étaient trop habiles pour priver leur œuvre de la sanction des cortès. Aussi les députés des villes, qui protestèrent si souvent, sous les règnes précédents[1], contre l'arbitraire des *ordenanças reales*, semblent-ils se résigner, sous des souverains dévoués au pays, à voir la volonté royale remplacer le plus souvent les lois. Ce n'est qu'après la mort d'Ysabel que nous voyons les cortès de Toro, en 1505, sous Philippe et Juana, réclamer contre cet abus, qui devait prendre, sous le règne suivant, une bien autre extension.

Ce tableau de l'administration intérieure sous Fernando et Ysabel ne serait pas complet si nous n'y joignions un aperçu des travaux législatifs de ce grand règne. Les *rois catholiques*, jaloux de compléter, par un remaniement des codes de la Castille, la réforme déjà opérée dans ses tribunaux, résolurent de porter enfin la lumière dans ce chaos. En effet, sous les titres les plus divers, *fueros* communaux, codes romano-gothiques, décrets des cortès, ordonnances royales, une foule d'autorités légales se disputaient l'obéissance du pays[2]. Sur les instances des

[1] Voir mon chapitre des cortès, t. V, p. 343.

[2] S'il faut en croire Marina, *Ensayo critico*, on comptait en Castille

cortès de Tolède, en 1480, un jurisconsulte éminent, Diaz de Montalvo, fut chargé de ramener à l'unité toutes ces sources de droit, si contradictoires et si confuses. Quatre ans lui suffirent pour cette tâche pénible : son travail parut en 1484, sous le titre de *Ordenanzas reales*, « en lettres moulées » (*letra de molde*), comme porte le privilége, c'est-à-dire imprimé. La Péninsule, en effet, bien que fermée aux idées nouvelles, avait déjà vu pénétrer dans son sein cet art nouveau, puissant véhicule de la pensée humaine, qui lui doit de participer en quelque chose à l'impérissabilité des œuvres divines. Ce livre fut aussitôt admis en Castille comme le code suprême qui résumait tous les autres. Les deux codes supplémentaires qui parurent ensuite, les *Pragmaticas* en 1503, et les *Leyes de Toro*[1], en 1505, n'altérèrent en rien l'autorité de la compilation de Montalvo. Toutefois, la pensée, toujours présente à l'esprit d'Ysabel, de réunir dans un seul corps de lois toute la législation de la Castille, n'avait pas été réalisée, et ne devait pas l'être pendant son règne. Cette préoccupation, si digne d'un esprit actif et grand comme le sien, la suivit jusque sur son lit de mort. Mais cette tâche laborieuse, léguée par elle à ses successeurs, ne fut accomplie que sous Philippe II : la *Nueva Recopilacion*, publiée en 1567, a rendu aux lois et décrets d'Ysabel un dernier hommage, celui d'en incorporer la plus grande partie dans cet immense répertoire de la législation espagnole.

jusqu'à neuf codes de droit civil et municipal, tous réputés autorité légale.

[1] Ce code, consacré surtout au droit de mariage et de succession, a rendu à la Péninsule le triste service d'y faire prendre racine à l'institution des majorats, l'une des causes les plus actives de sa ruine.

CHAPITRE II.

ORGANISATION MILITAIRE.

GUERRE DE GRENADE, CONQUÊTE DE MALAGA.

1482 A 1487.

Avant d'entreprendre le récit de cette conquête, que les sanglantes rivalités des Emirs faciliteront aux chrétiens, rendons-nous compte d'abord du système militaire qui va présider à cette guerre, conduite par les *rois catholiques* avec autant d'habileté que de persévérance. Même après l'invention de la poudre à canon, l'art militaire, jusqu'au règne d'Ysabel, avait fait en Espagne fort peu de progrès [1]. Les chroniques, à chaque page, nous attestent l'enfance de cet art : ainsi l'on voit les ordres des chefs annoncés aux armées à son de cloches, comme l'office à des moines; les généraux, avant d'en venir aux mains, se fixent d'avance le jour de la bataille, comme celui

[1] Parmi les ouvrages spéciaux, nous citerons le *Doctrinal de los Caballeros*, par don Alonzo de Cartagena, évêque de Burgos; Marin, *Hist. de la Milicia española;* Rades y Andrada, *Hist. de las Tres Ordenes milit.*, etc. Voir aussi mon chapitre sur l'organisation militaire au XII[e] siècle, tome III, p. 486. Mais je me suis surtout servi de l'excellent travail que Clemencin a publié à ce sujet dans son *Illustracion VI.* T. VI, p. 167 des *Memor. de la Academ.*

d'un tournoi ; enfin la bataille elle-même n'est qu'une mêlée confuse où le nombre et le courage décident seuls du succès. Cette infériorité de l'Espagne en fait de science militaire s'explique par son histoire : dans sa longue lutte contre les musulmans, soit défaut d'ensemble dans les efforts, ou de génie dans les conceptions, soit faute d'un plan fermement arrêté et suivi jusqu'à la fin, le terrain gagné par une génération est le plus souvent reperdu par l'autre. Le khalifat de Cordoue une fois détruit, les Africains prennent la place des Arabes; et tandis que la France n'a besoin que d'un siècle pour expulser les Anglais de son territoire, il faut à l'Espagne huit siècles pour affranchir le sien, après des prodiges de courage inutile, et plus de sang versé qu'il n'en eût fallu pour conquérir l'Europe tout entière. Mais, à dater des *rois catholiques*, l'Espagne chrétienne a enfin la conscience de sa force, et le secret de sa supériorité morale sur ses sensuels adversaires. La science chez elle vient se joindre au courage, et formée par les leçons des grands capitaines italiens, elle fait en dix ans plus de progrès qu'elle n'en avait fait en dix siècles. Instruits par les fautes de leurs devanciers, les deux souverains adoptent pour leur croisade contre l'Emirat un ensemble de mesures qui, conduites avec une sage lenteur et une invincible fermeté, ne peuvent manquer, dans un temps donné, d'assurer leur triomphe.

Passons en revue ces mesures, qui toutes tendaient au même but par des voies diverses : ainsi une flotte croisait en permanence dans le détroit pour intercepter toute communication entre ses deux rives. Venait ensuite le cruel mais infaillible expé-

dient de la *tala*, employé par Fernando avec une régularité inconnue avant lui, et sur une échelle gigantesque. Trente mille hommes suivaient l'armée, sans autre destination que celle de *tailler*[1], c'est-à-dire de dévaster, sur une largeur de plusieurs lieues, tout le pays à la ronde. Un ordre admirable régnait dans ces expéditions, qui rappelaient celles d'Almansour[2]; elles avaient lieu deux fois par an, au printemps et en automne : vignes, arbres et moissons, fermes, granges et moulins, tout était rasé jusqu'au sol, et la flamme consumait ce que le fer n'avait pas détruit. Les laboureurs n'osaient plus ensemencer leurs terres; les populations affamées échangeaient contre du pain leurs captifs chrétiens, et les *rois catholiques* durent interdire ces échanges, pour ne pas nourrir eux-mêmes le pays qu'ils voulaient affamer. Dans la conquête de l'Emirat, but suprême de tous leurs efforts, leur tactique fut celle qu'on suit dans un siége : avant d'attaquer le corps de la place, ils s'emparèrent un à un de tous les ouvrages extérieurs. Une immense population, chassée pas à pas de tout le reste de l'Emirat, était venue s'entasser dans le long et étroit bassin du Xenil[3]. On s'étonne encore, en parcourant les cimes désolées des Alpujarras, du nombre prodigieux de tours en ruines, ou guérites (*atalayas*) que l'on rencontre, suspendues, comme des nids d'aigles, à chaque roche qui domine le chemin. Chacun de ces postes isolés, des-

[1] *Diputados solamente para talar*. (Pulgar, *Cronic.*, part. III, ch. 21.)
[2] Voyez mon tome III, p. 35.
[3] S'il faut même en croire Clemencin, le nombre de toutes les places fortes que possède aujourd'hui la Péninsule ne s'élève pas au dixième de celles qui défendaient l'Emirat de Grenade.

tinés à surveiller les algarades chrétiennes, et assez rapprochés pour se prêter main-forte au besoin, devait être pour l'ennemi l'objet d'une attaque spéciale; une guerre de surprise se changeait ainsi en une guerre de siéges, hérissée d'obstacles par la nature montagneuse du terrain.

L'art de l'artillerie, vu sa récente invention, était encore moins avancé que celui de la guerre. Avant les *rois catholiques*, les pièces colossales que l'on employait pour battre les murs en brèche se nommaient *lombardas;* l'infant Fernando d'Aragon, en 1410, en employa vingt au siége d'Antequera, sans celles d'un moindre calibre (*truenos minores*). La construction de ces pièces était aussi grossière que leur mode de locomotion. Elles étaient faites de larges barres de fer, assujetties par des cercles de même métal, et l'on a peine à concevoir qu'elles aient pu faire feu sans éclater. Ces lourds engins, posés horizontalement sur des chariots attelés de bœufs, ne pouvaient s'incliner dans un sens ni dans l'autre; il ne fallait pas moins de deux cents hommes pour le transport et le service d'une seule pièce. Les boulets étaient de pierre, et l'on en trouve encore quelques-uns enfouis en terre, près de Baeza, du poids de 200 à 550 livres. Au siége de Setenil, en 1407, cinq *lombardas* ne tiraient ensemble que quarante coups par jour[1], et les artilleurs n'étaient pas adroits, car ils tirèrent deux jours de suite sans atteindre la ville. On lançait en outre, avec les mêmes pièces, de larges globes de poix et de bitume mêlés

[1] La rapidité des mouvements de l'artillerie ne date que de Frédéric le Grand, roi de Prusse, vers le milieu du siècle dernier; mais elle a été surtout portée au plus haut point de perfection dans nos guerres de l'empire.

de poudre et de matières inflammables qui allaient semer partout la ruine et l'incendie[1]. Enfin, on fondait aussi des boulets de fer pour les pièces de moindre calibre.

C'est dans cet état que les *rois catholiques*, en montant sur le trône, trouvèrent l'art de l'artillerie, et ils sentirent tout d'abord le besoin de perfectionner cet art encore grossier[2]. Ysabel, chargée de préparer les victoires que Fernando n'avait plus qu'à gagner, s'empressa de faire venir d'Italie et de France les plus habiles ingénieurs. La poudre, dont on consommait des quantités énormes, se conservait dans de grandes caves qu'on creusait sous le camp. Toutefois, l'usage des armes à feu n'avait pas tout à fait détruit celui des anciennes machines, qui lançaient encore des pierres ou des corps incendiaires[2]. On comptait dans l'armée deux mille chars attelés de bœufs pour le transport de l'artillerie, sans parler des ingénieurs, des charpentiers, des tailleurs de pierres pour les boulets, des fabricants de poudre, scieurs, mineurs, sapeurs, cordiers, etc.[3]. Mais, pour faire mouvoir ces lourdes machines, il fallait des chemins, chose encore inconnue aujourd'hui dans les trois quarts de la Péninsule. De là la nécessité de faire suivre l'armée par une troupe nombreuse de pionniers (*gastadores* ou *peones*). En 1485, dix mille d'entre eux ouvrirent en douze jours un chemin

[1] Aussi Machiavel, dans son *Arte della Guerra*, lib. III, met-il en doute si l'on doit se servir d'artillerie dans les batailles ; il recommande d'échapper au feu de l'ennemi en laissant du vide dans les rangs, aux endroits où portent ses coups.

[2] Luc. Marin., *Cosas memorables*, p. 174 ; et Pulgar, part. III, ch. 44.

[3] Pulgar, part. III, ch. 41 et 66.

de trois lieues[1]. C'est ainsi que par un incroyable effort de volonté les *rois catholiques* parvinrent à rassembler un train d'artillerie tel que n'en possédait aucun roi de l'Europe, et firent marcher à pas de géant cette science si longtemps attardée.

Des armées qui traînaient après elles un matériel aussi immense devaient être nombreuses : on compta jusqu'à cent mille hommes au siége de Baza. Mais le plus difficile, c'était de nourrir ces masses de bouches affamées dans un pays épuisé par la guerre, séparé de la mer par un rempart de monts de trois mille mètres de hauteur, sans ponts, sans chemins, sans fleuves navigables. Ainsi, pour ravitailler la seule place d'Alhama, on dut employer jusqu'à quatre-vingt mille bêtes de somme. Ysabel, directrice suprême des approvisionnements, recevait d'heure en heure, par le moyen de postes établis, des nouvelles de l'armée. L'ordre le plus parfait régnait dans la répartition des vivres ; déposés dans les mains d'officiers responsables, ils se vendaient d'après un tarif fixé par la reine. Les hôpitaux de campagne ou *ambulances*, inconnus des siècles précédents, furent aussi une création des *rois catholiques*. La reine, en 1484, envoya au camp six grandes tentes avec les lits et le linge nécessaire pour les malades et les blessés, et ces tentes s'appelèrent *l'hôpital de la Reine*.

Un progrès non moins important fut l'emploi des milices soldées de la *Hermandad* et des mercenaires étrangers. Nous avons vu les inconvénients des milices féodales, exclusivement dévouées à leur seigneur,

[1] Bernaldez, *Reyes catolicos*, ch. 82.

et rebelles aux ordres des autres chefs et même de leur souverain [1]. Quant aux milices communales, braves, mais indisciplinées, elles étaient plus propres à des coups de main qu'à une guerre régulière. Leur présence sous les armes n'était jamais que temporaire ; l'expédition terminée, chacun ne songeait qu'à rentrer dans ses foyers pour y rapporter son butin. Déjà Charles VII, en France, avait substitué avec succès aux milices féodales des troupes permanentes et soldées ; Fernando, plus heureux que lui, put emprunter à la *Hermandad* un corps de soldats, braves, aguerris, et qui, payés par le peuple, n'en étaient pas moins dévoués à la royauté. Peu à peu les milices communales de la frontière, formées par une guerre perpétuelle, et stimulées par l'exemple des vétérans de la *Hermandad*, en vinrent à lutter avec eux de discipline et de courage. Les *rois catholiques*, en se montrant toujours prêts à récompenser les services rendus, cimentèrent cette alliance, si vieille en Castille, des classes inférieures avec la royauté, hautaine seulement avec les grands, et familière avec les petits.

A tous ces éléments de force il faut encore ajouter les ordres militaires, déjà suspects à l'ombrageuse politique des *rois catholiques*, et qui avaient besoin, pour se faire pardonner leur existence, de rester nécessaires. Une foule de volontaires étrangers vinrent aussi grossir les rangs des conquérants de Grenade [2]. Parmi

[1] Ainsi le roi ayant voulu détacher pour un autre service une partie des *milices* seigneuriales du duc de Medina Celi, son envoyé en reçut cette hautaine réponse : « Dites à votre maître que je suis venu ici pour le servir « à la tête de mes vassaux, et qu'ils ne vont nulle part sans m'avoir à leur « tête, moi leur chef naturel. »

[2] Un Anglais, lord Scales, comte de Rivers, allié à la famille royale

eux se trouvait un corps de mercenaires suisses : « C'étaient, nous dit Pulgar, des hommes de cœur, et qui combattaient à pied; comme ils ne tournaient jamais le dos à l'ennemi, ils ne portaient d'armes que par devant, pour être plus légers au combat. » Leur réputation, toute récente, ne datait que de la défaite de Charles le Téméraire à Morat ; c'est sur leur modèle que se formèrent ces redoutables bandes espagnoles qui, pendant un siècle, décidèrent des destinées de l'Europe. La guerre de Grenade, poursuivie sans relâche pendant dix ans, fournit à la Castille une école pratique de courage et de science militaire, à laquelle elle dut plus tard ses succès en Italie. Enfin, les *rois catholiques* ne dédaignèrent pas même d'appeler dans leurs armées les bandits que leur justice rigide avait forcés à quitter le pays, et leur accordèrent à ce prix le pardon de tous leurs délits.

Mais l'institution des milices de la *Hermandad* n'était qu'une transition à une organisation plus régulière de l'armée castillane ; il fallait que cette armée, instrument plus docile et plus actif à la fois de la pensée du monarque, dépendît exclusivement de la couronne, et n'eût à obéir qu'à elle. La guerre de Grenade, irrégulière comme toute guerre de montagnes, avait formé une cavalerie légère, admirable pour l'attaque, comme la cavalerie musulmane; mais ce qui manquait à la Castille, c'était une cavalerie pesante, qui pût soutenir le choc des *gens d'armes* français et des *reitres* ou *lansquenets* allemands, qui étaient à la cavalerie ce que les Suisses étaient à l'in-

d'Angleterre, avait amené trois cents de ses vassaux armés, suivant la mode de son pays, de longs arcs et de masses d'armes ; il se distingua par sa bravoure au siége de Loja, en 1486.

fanterie, c'est-à-dire le type achevé du genre. Toutefois, avant de créer en Espagne une cavalerie, il fallait y créer des chevaux : les Espagnols ont de tout temps préféré les mules aux chevaux; aussi l'espèce, trop négligée, avait-elle dégénéré, et les chevaux devenaient chaque jour plus rares dans la Péninsule. Une ordonnance expresse des *rois catholiques* défendit à tout sujet Castillan de posséder une mule, s'il n'entretenait en même temps un cheval; le décret fut exécuté avec tant de rigueur, qu'au bout de quelques années, la race andalouse, croisée avec la race arabe, avait repris toute sa réputation. Enfin, en 1495, trois ans après la prise de Grenade, un décret royal créa en Castille un corps de cavalerie pesamment armé, de deux mille cinq cents chevaux, ce fut le premier cadre régulier formé pour ce service qui demande tant de temps, de dépenses et d'efforts. Un autre décret régla les armes dont chaque citoyen devait être pourvu, suivant sa fortune ou son rang [1]. Une loi de l'État décida que les armes d'un sujet Castillan ne pourraient jamais être saisies pour répondre de ses dettes, même envers la couronne. En 1496, on dressa dans le royaume la liste de tous les individus en état de servir ; sur douze habitants âgés de vingt à vingt-cinq ans, l'État en prenait un à son service, et se réservait le droit d'appeler les autres, en cas d'urgence. Les hommes enrôlés recevaient une solde, et

[1] Les plus riches devaient avoir une cuirasse d'acier et un jupon ou cotte de mailles ou de lames d'acier, avec un armet pour la tête, une lance de vingt-quatre palmes, épée et poignard; ceux de moyenne fortune, les mêmes armes en fer avec la lance, ou au lieu d'elle, une espingole, cinquante balles et trois livres de poudre, ou une arbalète avec trente flèches. Pour s'assurer de l'état des armes, il devait y avoir deux revues par an. (Clemencin, *Memor. de la Academ.*, t. VI, p. 180 et 603.)

étaient en outre exempts de toute espèce de taxe [1].

Par une innovation non moins hardie, les vassaux des nobles furent soumis à cette levée, dont étaient seuls exempts les deux ordres privilégiés. Ainsi fut aboli le droit que s'était arrogé la noblesse de tenir sur pied de véritables armées, dépendantes seulement du chef qui les conduisait au combat. Les milices seigneuriales, au lieu de la bannière de leurs suzerains, ne connurent plus qu'un drapeau, celui de la Castille. Les grands, privés de leur moyen d'action le plus puissant, tombèrent peu à peu, comme leurs vassaux, dans la dépendance du monarque. Les troupes, réunies sous les drapeaux avec le printemps, ne se firent plus une loi de les quitter à l'approche de l'hiver. La Castille enfin, à côté de cette armée permanente et soldée, posséda en outre dans la *Hermandad* un corps de réserve, exercé au maniement des armes, et qui ne coûtait rien à l'Etat. Cette magnifique organisation que la France du XIXe siècle pourrait envier à l'Espagne du XVIe, se trouva, grâce au génie créateur des *rois catholiques*, complétement en vigueur au bout de quelques années, et rendit seule possibles les merveilles du siècle suivant.

Nous voudrions pouvoir donner les mêmes détails sur l'organisation des armées musulmanes; mais l'idée même d'organisation répugne, on le sait, au génie de l'Islam. Les Maures n'avaient guère que des troupes légères, à pied comme à cheval; ce qui leur man-

[1] François Ier, après avoir éprouvé à ses dépens la force des institutions militaires de l'Espagne, se trouvant prisonnier dans ce pays, fut si frappé de voir des enfants, ayant à peine barbe au menton, porter déjà des armes, et savoir les manier, qu'il s'écria : « O bienheureux pays, qui enfante les hommes tout armés! » (Luc. Marin., *Cosas memorabl.*, lib. V.)

quait surtout, c'était une infanterie régulière, vivant rempart derrière lequel la cavalerie rompue pût réformer ses rangs. Armés, longtemps avant les chrétiens, du redoutable secret de la poudre à canon, la science de l'artillerie était restée chez eux stationnaire comme toutes les autres. De là le peu de progrès faits par eux dans l'art des siéges, si perfectionné par les ingénieurs italiens. Doués de ce génie passif qu'ils ont légué à l'Espagne, les Arabes ont toujours mieux su défendre les places que les attaquer; et toute ville qu'ils ne pouvaient pas emporter d'un coup de main était bientôt délivrée de leurs assauts. Du reste, on chercherait en vain dans l'Espagne musulmane, à quelque date qu'on la prenne, un système, un plan de conduite, dans la guerre comme dans la paix. Rois et sujets, chacun y vit au jour le jour, sans souvenir de la veille, sans foi au lendemain, sans prévision comme sans souci de l'avenir. Ce trait caractéristique se retrouve dans tous les gouvernements fondés sur l'Islam, mais il n'est nulle part plus sensible que dans l'Emirat de Grenade. Là les Emirs, tour à tour vassaux rebelles ou ennemis impuissants de la Castille, ne savent, ni s'affranchir du joug, ni s'y résigner; leur façon de faire la guerre est décousue comme leur façon de gouverner, et leurs décisions les plus graves sont toujours l'œuvre du caprice ou du hasard. Que l'on compare un instant ces règnes sans couleur à la ferme et persistante volonté des souverains de la Castille, qui ne laissent à la fortune rien de ce que la sagesse humaine peut lui dérober; et comme dans ces siéges modernes où la science en est venue à prédire le jour où la place doit se rendre, on pourra, dès le début de la lutte en prévoir le terme et l'issue.

GUERRE DE GRENADE.

Le premier usage que crut devoir faire Ysabel de cette prospérité que Dieu envoyait par elle à la Castille, ce fut d'effacer de son sol toute trace de la domination musulmane. L'heure était venue enfin de mettre à exécution ce plan arrêté depuis si longtemps, et que les difficultés d'un règne nouveau avaient pu seules faire ajourner. Fernando, avec une piété moins exaltée, était arrivé par la politique aux mêmes conclusions qu'Ysabel : d'un bout de la Péninsule à l'autre, il fallait que tous ses habitants obéissent au même monarque, et adorassent le même Dieu ; et les deux souverains, d'accord sur le but, préparèrent en silence les moyens de l'atteindre.

Lors de la mort de Enrique IV, une trève avait été conclue avec Grenade; mais l'Emir Aboul-Hassan profita des embarras de la Castille pour se soustraire à sa suzeraineté. Lors du séjour des *rois catholiques* à Séville, il leur fit demander une prolongation de la trève ; les deux souverains y consentirent, mais en réclamant le tribut accoutumé. « Dites à votre reine, « répondit Hassan, que les Emirs andaloux qui « payaient impôt aux rois de Castille sont morts « depuis longtemps; nous ne fabriquons plus dans « Grenade, au lieu de pièces d'or, que des épées et « des fers de lances. » Mais malgré cette fière réponse, l'Emir ne se souciait pas d'entamer une lutte inégale : pendant toute la guerre de succession, qui don-

nait si beau jeu à l'invasion musulmane, les épées arabes restèrent dans le fourreau. Puis, quand les *rois catholiques*, en paix avec le Portugal, furent libres de tourner contre l'Islam toutes les forces de la chrétienté, l'imprudent Emir, avec cet esprit de vertige qui s'empare de toutes les royautés destinées à périr, choisit ce moment pour les attaquer. Son début fut heureux cependant; un coup de main mit en son pouvoir la ville de Zahara. Hassan rentrait triomphant à Grenade, lorsqu'un vieil alfaqui arrêta brusquement son cheval par la bride : « Prends garde, « lui dit-il, que les ruines de cette ville chrétienne, « que tu as prise en pleine paix, ne retombent un « jour sur nos têtes. Plaise à Dieu que je me trompe, « mais quelque chose me dit que l'heure approche « où finira notre empire en Espagne! Dieu est grand! »

La perte de Zahara fut vivement sentie par les deux souverains; mais c'était un prétexte pour rompre avec l'Emirat, et il fut avidement saisi. Don Rodrigo Ponce de Léon, marquis de Cadix, se chargea de la revanche de la chrétienté. Alhama, qui commande le passage de la *Sierra-Nevada*, de Malaga à Grenade, était fort négligemment gardée. Informé de ce fait par ses espions, le marquis résolut de s'en emparer par surprise. Pour bien mesurer toute l'audace de cette résolution, il faut connaître la position d'Alhama. Cette ville, fortifiée par l'art et par la nature, est assise sur les premiers gradins de la *Sierra-Nevada*, au bord d'un ravin profond où coule une rivière. Située à vingt lieues au moins de la frontière chrétienne, et à une journée seulement de la mer d'Afrique, il fallait, pour l'attaquer, mettre entre la Castille et soi toute l'épaisseur de l'Emirat, et

renoncer à toute espérance de secours. Du reste, l'importance de la conquête en égalait la difficulté. Les sources minérales d'Alhama (en Arabe les *Bains*), renommées dans tout l'Emirat, y attiraient, chaque été, l'Emir et tous les riches habitants de Grenade. Une résidence royale y avait été bâtie, et les produits de la saison des bains se montaient chaque année à des sommes fabuleuses. A l'abri de toute surprise, par son éloignement de la frontière chrétienne, cette ville servait de dépôt aux produits des taxes foncières; enfin ses manufactures de draps, renommées depuis des siècles, fournissaient aux besoins de toute l'Espagne musulmane.

Telle était la ville qu'il s'agissait d'enlever, et tout autre que le bâtard de Léon eût reculé devant une pareille entreprise. Au milieu des longues discordes qui désolèrent l'Andalousie, Ysabel avait de bonne heure su apprécier, même dans un rebelle, la loyauté du caractère, et le talent du général uni au courage du soldat. Sa soumission une fois faite, Rodrigo, pressé de donner à sa souveraine un gage de sa fidélité, s'unit à l'*adelantado* de la frontière pour rassembler l'élite des garnisons chrétiennes à vingt lieues à la ronde. Nos aventuriers, au nombre de trois mille cavaliers et quatre mille fantassins, s'acheminèrent vers Alhama par la *Sierra* d'Antequera, se cachant le jour et marchant la nuit, et évitèrent ainsi la populeuse vallée du Xenil. La troisième nuit, ils arrivèrent, sans avoir été aperçus, sous les murs d'Alhama; là, le marquis révéla pour la première fois à ses soldats le but de son expédition. Aussitôt trois cents des plus hardis *escaladores* gravirent, à l'aide d'échelles, les murs de la forteresse, plus haute et plus imprenable

encore que la ville, et par conséquent moins gardée. Un complet succès couronna cette tentative, presque incroyable, à force de témérité : le château, dont le commandant était allé à la noce à Velez, se trouva en quelques minutes au pouvoir des assaillants, qui en ouvrirent les portes à leurs compagnons.

Le jour parut enfin, et les habitants d'Alhama virent avec épouvante la bannière de Castille flotter sur les murs de la forteresse. Mais celle-ci, tout en dominant la ville, en était isolée, et ne communiquait avec elle que par un étroit sentier. Les habitants, bientôt revenus de leur surprise, fermèrent leurs portes, et firent pleuvoir une grêle de boulets et de balles sur tous ceux qui essayèrent de sortir du château. Les assaillants, intimidés, songeaient déjà à abandonner leur conquête; mais don Rodrigo les décida à tenter sur la ville une attaque désespérée. Les chrétiens, qui se sentaient perdus si la ville n'était pas prise avant l'arrivée de l'Emir, redoublèrent d'efforts; les musulmans, chassés de leurs murs, furent contraints de se réfugier dans une mosquée, d'où ils ouvrirent un feu terrible sur les assiégeants. Mais ceux-ci parvinrent à y mettre le feu, et tous ceux qu'elle renfermait périrent jusqu'au dernier. La ville fut abandonnée au pillage, et tous ses habitants réduits en captivité; en revanche la liberté fut rendue à une foule de chrétiens prisonniers, et l'étendard de la foi flotta sur les crêtes de la *Sierra-Nevada*, presque en vue des tours de Grenade.

La consternation fut profonde dans l'Emirat à la nouvelle de la prise d'Alhama; des chants nationaux, qui ont survécu même à la chute de Grenade, attestent encore l'impression de douleur qui courut d'un

bout à l'autre de l'Espagne musulmane[1]. Quelques jours après, l'Emir, à la tête de quatre mille chevaux et de cinquante mille fantassins, campait sous les murs d'Alhama, au milieu des cadavres musulmans que les chiens dévoraient, sous les yeux de leurs frères attristés. L'Emir donna sur-le-champ le signal de l'assaut; mais ses soldats mirent dans leurs attaques une folle témérité, et furent repoussés avec de grandes pertes. Bien que dépourvus de munitions et de vivres, les chrétiens, animés par leur héroïque chef, se multipliaient sur tous les points de cette vaste enceinte. Les Grenadins, qui manquaient d'artillerie, convertirent peu à peu le siége en blocus ; ils détournèrent le cours de la rivière qui arrose Alhama, et chaque goutte d'eau que buvaient les assiégés fut bientôt achetée au prix de leur sang.

Cependant la nouvelle de cette conquête inespérée avait franchi la frontière pour aller porter la joie dans tous les cœurs castillans. Fernando se trouvait alors à Medina del Campo : comprenant l'urgence d'un prompt secours, il se mit en route sur-le-champ avec l'élite de sa noblesse, en laissant à la reine le

[1] La romance moresque dont chaque couplet se termine par ce refrain célèbre : *Ay de mi*, *Alhama*, retrace vivement cette impression. Après la conquête de Grenade, on défendit aux Maures asservis de chanter cette romance, qui leur rappelait des jours meilleurs. (Hita, *Guerras civiles de Granada*, t. I, p. 350) Elle a été traduite par lord Byron, sous ce titre : *Woe is me*, *Alhama*. Voici quelques stances du debut dans l'original.

« Paseavase el rey moro
Por la ciudad de Granada,
Desde las puertas de Elvira
Hasta las de Vivarambla;
Ay de mi, Alhama!

« Cartas le fueron venidas
Que Alhama era gañada :
Las cartas echó en el fuego
Y al mensagero matava.
Ay de mi, Alhama!

« Hombres, niños y mugeres
Lloran tan grande perdida,
Lloravan todas las damas,
Quantas en Granada avia.
Ay de mi, Alhama!

« Por las calles y ventanas,
Mucho luto parecia,
Llora el rey como fembra
Qu' es mucho lo que perdia,
Ay de mi, Alhama!... »

soin de le suivre plus tard avec toutes les troupes qu'elle pourrait réunir. La brave garnison d'Alhama avait fait demander des renforts à tous les alcaldes de la frontière. Le marquis de Cadix, malgré l'extrémité où il était réduit, n'avait pas voulu implorer l'appui de son ancien ennemi, le duc de Medina Sidonia. Mais celui-ci, en apprenant le danger qui menaçait le vainqueur d'Alhama, n'hésita pas à marcher à son secours[1]. Avec une grandeur d'âme où se revèle tout entier ce noble caractère castillan, si longtemps souillé des vices de ses rois, le duc réunit à ses vassaux l'élite des garnisons voisines, au nombre de cinq mille chevaux et de quarante mille fantassins; et à la tête de cette armée, dont un roi n'eût pas eu à rougir, il accourut à marches forcées vers Alhama. Fernando, qui s'avançait avec la même rapidité, fit dire au duc de l'attendre; mais celui-ci s'excusa de sa désobéissance sur le danger des assiégés, et le roi, s'en remettant à lui du soin de sauver Alhama, s'arrêta à Antequera, la dernière ville chrétienne sur la frontière.

L'Emir, informé de l'approche du duc, leva le siége au moment où parurent à l'horizon les premieres lances chrétiennes. Nous renonçons à dépeindre la joie de la garnison d'Alhama en voyant flotter les bannières castillanes. Mais quand le marquis eut reconnu celle de son ennemi, il se hâta de sortir au-devant de lui, et le prenant dans ses bras à la vue de son armée : « Seigneur, lui dit-il, ce jour « met fin à toutes nos querelles. » Et depuis lors,

[1] Quelques années auparavant, le marquis, avec la même générosité, avait secouru, en l'absence du duc, sa femme assiégée par les Maures dans son château d'Arcos.

en effet, tous deux ne luttèrent plus ensemble que de dévouement à leurs rois et de zèle contre les ennemis de la foi. Les deux rivaux quittèrent Alhama le même jour, en y laissant une garnison d'élite, qui y fut bientôt assiégée par l'Emir. Les conseillers d'Ysabel, et Fernando lui-même, étaient d'avis de démanteler cette place qui, située au cœur même de l'Emirat, serait exposée à d'éternelles attaques, et qu'il faudrait ravitailler cinq ou six fois par an; mais la reine insista tellement sur la honte de reculer dans une entreprise si glorieusement commencée, qu'elle finit par rallier tout le monde à son avis. Il fut décidé que l'on conserverait à tout prix la ville conquise, et que l'on assiégerait Loja, dont la possession pouvait seule garantir celle d'Alhama.

Le roi se mit aussitôt en marche à la tête de vingt mille hommes et d'un convoi de quarante mille bêtes de somme. Aboul Hassan ne jugea pas à propos de l'attendre, et Fernando atteignit Alhama sans avoir rencontré un ennemi. Il munit la ville de vivres pour trois mois, changea la garnison, et commença l'exécution du plan arrêté en conseil pour la guerre contre Grenade, plan qui consistait en une dévastation régulière et annuelle de la riche *vega*. L'œuvre de destruction débuta sur-le-champ avec la cruauté systématique qui caractérisait ces horribles guerres. Partout les arbres à fruits furent coupés par le pied, les moissons fauchées, les maisons incendiées ou rasées jusqu'au sol; une longue traînée de sang et de ruines s'étendit jusqu'à Loja. De son côté, Ysabel se chargea de lever les recrues, de rassembler les vivres, et de diriger le tout sur Loja. L'Espagne, entraînée par l'exemple de sa souveraine, crut voir

revivre les beaux jours de san Fernando; et d'un bout à l'autre de la Castille, tout s'arma pour la guerre sainte.

Les musulmans, effrayés du caractère de persistance que prenaient les attaques des chrétiens, firent demander du secours à l'Emir de Maroc; mais la reine se hâta de faire armer une flottille pour croiser sans relâche dans le détroit, et forcer les musulmans d'Afrique à abandonner à leur sort leurs frères de la Péninsule. Fernando cependant avait assis son camp sous les murs de Loja, situés sur les bords du Xenil, au milieu d'âpres collines, qui l'ont fait comparer, dans un proverbe empreint de la grâce andalouse, « à une fleur au milieu des épines. » La ville était dominée par une forteresse que le fleuve entourait du côté du nord, seul point accessible aux attaques. Un pont traversait le Xenil, et ce pont était commandé par l'artillerie de la cité. Fernando, qui tenait à asseoir son camp aux portes mêmes de la ville, avait dû séparer ses troupes en divers camps, sans assurer les communications de l'un à l'autre. Avec la présomption d'un jeune homme, il avait refusé d'écouter les conseils de son frère le duc de Villa Hermosa, le meilleur capitaine de la Castille, et de jeter plusieurs ponts sur le fleuve, afin de rattacher ses cinq camps l'un à l'autre. L'armée castillane, forte à peine de quatre mille chevaux et de dix mille piétons, levés à la hâte, était hors d'état d'entreprendre le siége d'une place aussi forte. Enfin, malgré tous les soins d'Ysabel, les convois étaient rares et mal fournis, et le pain manquait dans le camp espagnol.

Les assiégés tentèrent une sortie où les chrétiens

eurent le dessous, et laissèrent sur la place le grand maître de Calatrava. Le découragement se glissa bientôt dans leurs rangs; quelques voix plus timides conseillaient déjà la retraite; mais Fernando, jaloux de la gloire des conquérants d'Alhama, s'obstina follement dans une entreprise où le succès était impossible. Toutefois il se décida à porter son camp en arrière de Loja, jusqu'à Rio Frio, pour y attendre des renforts. Mais les gens des communes, en voyant lever les tentes, crurent que l'on renonçait au siége; aussitôt ils s'écrient que le roi est trahi, et se mettent à fuir en désordre, sans que menaces ni prières puissent les retenir. Les assiégés, en les voyant fuir, se mirent à leur poursuite, et sans le courage du roi et de sa noblesse, qui se jetèrent à l'arrière-garde, l'armée entière était taillée en pièces. L'artillerie et les bagages furent sauvés, non sans peine; mais Fernando, qui avait commis la faute, la répara à force de courage. Toujours le premier dans la mêlée, sa vie fut plusieurs fois en danger, et, sans le marquis de Cadix, il l'eût laissée sur le champ de bataille où demeura son cheval. La reine se trouvait à Cordoue quand elle apprit l'échec qui venait de ternir la gloire de ses armes; sa douleur fut profonde; mais, habituée à dominer toutes ses émotions, son visage ne trahit rien de ce qui se passait dans son âme. Toutefois, la leçon ne fut pas perdue pour elle: et elle se promit bien à l'avenir de préparer de longue main les expéditions de ce genre, et de ne rien livrer au hasard dans des entreprises où il y allait de la gloire de son règne (1482).

Cependant, d'affreuses discordes venaient d'éclater dans Grenade. La sultane Zoraya, jalouse d'un fils

que l'Emir avait eu d'une autre femme, avait poussé son fils Abou Abdallah à conspirer contre son père. Aboul Hassan punit Abdallah en père plutôt qu'en roi, et le jeta en prison avec sa mère; mais Zoraya parvint à s'échapper avec son fils, qu'elle fit proclamer Emir, et bientôt la ville tout entière se prononça pour l'usurpateur [1], Abou Abdallah *el Zakir* (le petit), connu des chrétiens sous le nom de Boabdil ou *el rey Chico* (le petit roi). Le vieil Emir, maître de l'Alhambra, disputa obstinément le trône à son fils rebelle, et pendant plusieurs jours la ville fut inondée de sang. Mais, à la fin, Aboul Hassan, chassé de Grenade, dut aller chercher un asile à Malaga, auprès de son frère Abdallah *el Zagal* (le vaillant), pendant que les *rois catholiques*, profitant de ces discordes, harcelaient d'algarades sans relâche le territoire musulman.

Cette année fut marquée par la naissance d'une seconde fille d'Ysabel, et par la mort du factieux primat de Tolède, l'homme qui avait le plus contribué à asseoir Ysabel sur son trône, et le plus travaillé à l'en faire descendre. Il mourut dans sa ville d'Alcalà de Henarès, où il avait passé dans l'oubli les dernières années de sa vie. Il eut pour successeur dans la primatie son ancien rival Mendoza, surnommé le cardinal d'Espagne, qui avait rendu aux *rois catholiques* autant de services que lui, sans les faire payer aussi cher.

Fernando méditait une revanche de sa défaite de

[1] Suivant Pulgar, part. III, ch. 12, l'Emir était surtout détesté de la noble tribu des Abencerrages, parce qu'il avait fait décapiter quelques-uns de ses membres; de là les fables si connues sur les Abencerrages et les Zegris, fables dont je n'ai pu trouver aucune autre trace dans l'histoire. Suivant Bernaldez, Aboul Hassan s'était surtout rendu odieux par l'ascen-

Loja, mais les revenus de la couronne étaient épuisés. L'Espagne ne connaissait pas encore un système régulier de taxation qui substituât un revenu fixe aux dons capricieux des parlements, ou aux taxes variables d'une monarchie absolue. A cette époque de transition où tout était à créer, il fallait fonder le budget de la royauté en même temps que son pouvoir. Les deux ordres privilégiés refusaient de se soumettre au joug de l'impôt; les cortès aspiraient à se faire payer en franchises les subsides qu'on leur demandait. La junte générale de la *Hermandad* vota, il est vrai, pour une expédition contre Grenade, huit mille hommes d'armes et seize mille bêtes de somme. Mais ce n'étaient là que des ressources passagères, et la reine songeait à s'en procurer de plus durables. Les charges de la couronne s'étaient accrues hors de toute proportion avec ses revenus. Outre les immenses dépenses de la guerre contre Grenade, outre une flotte et une armée à solder et à nourrir, il fallait encore faire face aux frais des ambassades, à ceux de la maison royale. Réduits à grever l'avenir pour soulager le présent, les *rois catholiques* eurent recours à divers emprunts, que le renom de bonne foi de leur gouvernement les aida à effectuer. Le saint-siége, pour récompenser leur dévouement à la cause de la foi, leur accorda 100,000 ducats sur les revenus de l'Église. Une bulle de la *Cruzada* créa un fond d'indulgences spéciales pour ceux qui prendraient les armes contre les infidèles, ou qui se rachèteraient de ce service par une somme d'argent[1]. Tous ces

dant qu'il avait laissé prendre sur lui à un certain Venegas, chrétien d'origine.

[1] *Coleccion de Cedulas y Documientos.* Madrid, 1829, t. III, nº 25.

fonds, sacrés ou profanes, furent aussitôt appliqués aux dépenses de la guerre sainte.

Les *rois catholiques* avaient besoin au dehors d'une complète liberté d'action. Une paix, conclue par leur entremise, réunit contre le Turk les petits États de l'Italie, que leurs discordes lui eussent livrés sans défense. La couronne de Navarre, après la mort de la comtesse de Foix, était passée sur la tête de son petit-fils, François Phœbus; la mère de ce prince, Madeleine, sœur de Louis XI, régnait sous le nom de son fils. Pour déjouer les trames de Louis, qui voulait marier son neveu avec la prétendue fille de Enrique IV, Fernando et Ysabel offrirent à Phœbus la main de leur fille doña Juana; mais la mort du jeune roi coupa court à toutes ces intrigues, et sa sœur Catherine lui succéda sur le trône (1483). Les *rois catholiques*, changeant de plan, proposèrent de marier cette princesse à leur fils don Juan; ils crurent tenter l'ambition de la vieille reine en lui montrant en perspective les trois sceptres de Castille, d'Aragon et de Navarre réunis dans la main de leurs enfants. Mais cette perspective, si flatteuse pour la Castille et l'Aragon, l'était moins pour la Navarre; car, dans cette inégale union, sa nationalité était fort compromise. D'ailleurs la sœur de Louis XI avait le cœur plus français qu'espagnol, et elle éluda l'offre, en se rejetant sur la différence d'âge entre les deux parties. Enfin la mort de Louis vint délivrer les *rois catholiques* d'un rival dangereux, et les laisser libres de poursuivre leurs plans pour l'incorporation de la Navarre dans la monarchie espagnole (1483).

La guerre continuait sur la frontière, et n'était pas toujours heureuse pour les armes des chrétiens.

Les Maures cherchaient à prendre leur revanche de la perte d'Alhama, et la fortune et les fautes de leurs ennemis se chargèrent de la leur donner. Le grand maître de Santiago, gardien de la frontière d'Ecija, fut invité par ses *adalids* à tenter un coup de main snr le district de Malaga, l'un des plus riches de l'Andalousie. Mais pour y arriver, il fallait traverser dans toute son épaisseur la *Sierra Nevada*, qui sépare de la mer d'Afrique le bassin du Xenil. Cette *sierra*, la plus haute de la Péninsule, descend vers la mer par une foule de petits vallons, tous parallèles, et dont les crètes escarpées s'appuient comme autant de contre-forts à la grande chaîne centrale, appelée *Axarquia*. L'entreprise était donc périlleuse, le but éloigné et difficile à atteindre : mais l'esprit aventureux de ces gardiens de la frontière, habitués à se jouer avec le danger, fut séduit par les difficultés même; le grand maître, jaloux de la gloire des conquérants d'Alhama, invita à son algarade comme à une fète tous les alcaldes voisins, et le chevaleresque marquis de Cadix. Le marquis, mieux au fait du danger, essaya en vain de faire ajourner l'expédition; les têtes étaient montées, la confiance juvénile du vieux maître de Santiago avait gagné tout le monde, et aucun des conviés ne voulut renoncer à la gloire et surtout au butin qu'il se promettait[1].

Le 17 mars 1483, on se mit en route pour cette fatale expédition : toute la troupe réunie pouvait monter

[1] Les sources abondent pour cette malheureuse expédition de Malaga; le plus riche est Pulgar, part. III, ch. 19. Le curé de *los Palacios*, offre aussi des détails assez circonstanciés, bien qu'un peu confus, et peu d'accord avec ceux de Pulgar. Conde (t. III, ch, 3) est maigre et incomplet; on s'étonne en le lisant que cette page si glorieuse, la dernière de ce genre qu'offrent les annales de l'Emirat, n'ait pas été traitée avec plus de soin

à deux mille huit cents cavaliers, l'élite de la noblesse andalouse; d'infanterie fort peu, mais en revanche, force chariots vides pour rapporter le butin. Déjà trop faible pour une entreprise aussi téméraire, la petite troupe se divisa encore en quatre corps, chacun sous un chef distinct. Partis d'Antequera le mercredi, ils franchissent un des cols de la *Sierra*, et, descendant sur le versant opposé, ils atteignent les premiers villages le jeudi matin. Les habitants avaient fui avec leurs troupeaux; les Castillans ne trouvent que des hameaux déserts qu'ils se hâtent de brûler. Bientôt l'avant-garde se disperse de tous côtés en quête du butin. Mais les colonnes de flamme qui s'élevaient des villages incendiés avaient annoncé jusque dans Malaga l'invasion chrétienne. L'Emir El Zagal, à la tête d'un corps de cavalerie d'élite, marche aussitôt à la rencontre de l'ennemi, tandis que le brave Reduan, si souvent chanté dans les romances moresques, gagne les crêtes des montagnes pour lui couper la retraite.

Le grand maître, à la tête de ses chevaliers, avait seul maintenu en ordre le détachement qu'il commandait, et s'avançait avec précaution par le fond de la vallée. Les Maures l'attendaient cachés dans un étroit défilé. Tout d'un coup, à un détour du chemin, ils fondent sur l'avant-garde avec leur furie accoutumée. Les chrétiens résistent vaillamment; mais trop inférieurs en nombre, ils font demander du

par les historiens musulmans. On peut consulter aussi Rades y Andrada, *Cron. de las tres Ordenes*, p. 71. Zurita, (l. XX, ch. 47.) Zuñiga, *Anales de Sevilla*, p. 395. Lebrija, *Decades*, l. II, ch. 2. Quant au Curé *de los Palacios*, MS, ch. 60, et Oviédo, *Quincuagen.*, je ne les connais que par les citations de Prescott.

secours au marquis de Cadix ; celui-ci rassemble ses troupes éparses, accourt au galop, et charge les Maures avec tant de vigueur qu'il les force à reculer, et à laisser un instant de relâche au grand maître et à ses chevaliers. Peu à peu, tous les détachements épars se replient sur le gros de la troupe, harcelés par les Maures qui taillaient en pièces tous les traînards. On tient conseil, et la prudence revenant avec le danger, on se décide à laisser là le butin et les troupeaux, et à retourner sur ses pas. Les guides, pour abréger le chemin, font quitter aux Castillans le fond de la vallée, et gravir une côte escarpée, où hommes et chevaux pouvaient à peine se tenir debout : mais l'ennemi les y avait précédés, et du haut du ravin, il fait pleuvoir sur eux une grêle de flèches et de quartiers de roc qui leur ferme le chemin. Forcés de redescendre jusqu'aux bords du ruisseau, la nuit, si prompte à venir dans ces climats brûlants, les y surprend, entassés au fond d'une vallée étroite, entre deux murs de rochers, et exposés sans défense aux coups d'un invisible ennemi. Ceux qui, las d'attendre la mort au fond de cette fosse obscure, essaient de gravir les parois de leur prison, périssent sous les coups des musulmans ou dans les précipices que la nuit leur dérobe. Bientôt les ténèbres même cessent de les protéger : une ceinture de feux vient éclairer les crêtes de la Sierra, et désigner les chrétiens aux traits de leurs ennemis. La lueur sinistre de ces feux, « pareils, nous dit Bernaldez, à des torches gigantesques secouées par des démons, » les figures basanées des Maures, et leurs cris de joie sauvage à chaque chrétien qu'ils voyaient tomber, les détonations de leurs arquebuses, dont tous les

coups portaient au milieu de cette masse confuse, les blocs de rocher, roulant avec le fracas du tonnerre, et ensevelissant sous leurs débris les hommes et les chevaux, tout redoublait pour les Castillans l'horreur de leur situation.

Enfin, à minuit, le grand maître se lasse de voir massacrer ses soldats comme des troupeaux sans défense : « Mourons puisqu'il le faut, s'écrie-t-il, « mais mourons comme des braves, l'épée à la main, « plutôt que de nous laisser égorger en tendant le « cou au couteau. » Sa résolution gagne ses compagnons; tous ceux qui pouvaient encore se mouvoir se mettent à grimper des pieds et des mains, et marchent résolument au-devant du danger. Dans cette périlleuse ascension, au milieu des ténèbres, en face d'un adversaire qui avait pour lui le terrain et la nuit, les chrétiens perdent encore bien du monde; cependant le marquis de Cadix parvient à échapper avec les débris de sa troupe, réduite à soixante-dix lances, et s'arrête à quelque distance pour attendre ses compagnons. Mais le grand maître, trompé par ses guides, avait abordé le versant le plus escarpe de la Sierra : à chaque pas, hommes et chevaux sentaient le sol s'écrouler sous leurs pieds, et reperdaient tout le terrain qu'ils avaient gagné, ou s'engloutissaient dans des abîmes. Les fantassins, s'attachant à la queue des chevaux, les faisaient rouler à terre avec leurs cavaliers. Les Maures, familiers avec tous les sentiers de leurs monts, harcelaient à chaque détour un ennemi hors d'état de leur résister, sans affronter son désespoir en l'approchant de trop près.

Cette longue et terrible nuit arriva enfin à son terme, et le jour vint éclairer une scène d'horreur

que la pensée ne peut concevoir ni les mots exprimer. Partout, autour de cette vallée maudite, apparaissaient de hautes cimes, couronnées d'ennemis auxquels le jour allait livrer leur proie. Dès lors, le peu d'ordre et d'ensemble que les chefs avaient pu maintenir dans cette désastreuse retraite, disparut tout à coup; chacun, avec l'égoïsme de la peur, jeta bas ses armes, et ne songea plus qu'à fuir, sans écouter les ordres de ses chefs ou les cris de détresse de ses compagnons. Le grand maître lui-même, ne pouvant supporter plus longtemps de voir ses braves chevaliers tomber à ses côtés, monte à cheval en s'écriant : « Je « ne fuis pas, Seigneur, devant les Maures, mais de- « vant ta colère, » et il s'échappe presque seul par le flanc le plus âpre de la montagne. Ses soldats, imitant son exemple, se dispersent en tous sens et s'enfuient au hasard : les uns se dirigèrent vers Malaga, où les femmes de la ville suffirent pour les arrêter; d'autres, accroupis et se cachant les yeux, attendaient, dans la morne immobilité du désespoir, la mort ou la captivité; d'autres enfin, errants pendant plusieurs jours dans les montagnes, parvinrent à se sauver, au prix d'incroyables misères. Deux ou trois Maures, à peine armés, s'emparaient sans combat d'une troupe de chevaliers bardés de fer, et les chassaient devant eux à coups de bâton comme un troupeau désarmé. Le marquis de Cadix, constamment harcelé dans sa retraite, perdit encore la moitié des siens; il parvint, après des efforts inouïs, à s'échapper avec le reste, en laissant sur le champ de bataille deux de ses frères égorgés et un autre prisonnier.

Ainsi se termina cette déplorable expédition, con-

duite avec une légèreté bien étrange chez des hommes habitués à tous les hasards d'une guerre de frontières. La perte fut énorme pour les chrétiens; un millier de cadavres joncha les pentes de ce val funèbre, qui porte encore aujourd'hui le nom expressif de la côte du Massacre (*cuesta de la Matanza*). Les Maures, qui combattaient de loin et à coup sûr, ne perdirent presque personne : les chrétiens comptèrent parmi leurs morts quatre cents hommes de haut lignage, et trente commandeurs de Santiago. L'honneur du triomphe fut tout entier pour le brave *El Zagal*, toujours à cheval sur la frontière, tandis que son neveu s'endormait sur le trône de Grenade. Excitée par la nouvelle inespérée de ce succès, la populace grenadine murmura hautement contre l'inaction du jeune Emir; celui-ci, jaloux de la gloire de son oncle, se décida enfin à tenter une algarade contre Lucena. L'alcalde de cette ville, informé de l'approche de l'ennemi, fit demander du secours au comte de Cabra, alcalde de Baena. Le comte fit si grande hâte qu'il arriva sous les murs de Lucena en même temps que El Zakir. L'infanterie grenadine, qui avait compté sur un succès facile, prit la fuite sans combattre; la cavalerie, commandée par l'Emir, tint bon, malgré son petit nombre; mais elle plia à la fin sous les charges réitérées des chrétiens; poursuivie par eux l'épée dans les reins, elle se rabat sur l'infanterie entassée en désordre près des bords du Xenil : forcés de choisir entre deux morts, les musulmans, pour échapper aux épées castillanes, se précipitent dans les flots; épuisés de leur course, hommes et chevaux ne tardent pas à s'engloutir. El Zakir arriva l'un des

derniers sur les bords du fleuve. Là, son cheval fatigué s'abattit sous lui; l'Emir chercha un asile dans un buisson, mais des chrétiens l'y avaient vu entrer, et il fut contraint pour sauver sa vie de se faire reconnaître. Les soldats, tout joyeux de leur capture, le conduisirent au comte de Cabra, qui traita courtoisement son ennemi vaincu, en attendant que les *rois catholiques* eussent décidé de son sort.

Le bruit de cette funeste journée remplit Grenade de deuil et d'effroi. Vingt-deux bannières étaient tombées aux mains des chrétiens, avec tout le butin conquis par les Maures dans leur courte et sanglante chevauchée. Cette glorieuse revanche de la défaite de la Axarquia consola la chrétienté de son deuil, et ranima les courages abattus. Aussi, quand le comte vint apporter à Vittoria la nouvelle de la prise de l'Emir, les *rois catholiques* firent-ils au vainqueur une réception vraiment royale. Le clergé, la noblesse et les magistrats de la cité marchèrent à sa rencontre hors des portes de la ville; le roi et la reine vinrent au-devant de lui jusqu'au seuil du palais, et le firent asseoir à leur côté, en dépit des rigueurs de l'étiquette castillane : « Celui qui a vaincu des rois « doit manger avec des rois, » dirent-ils au comte, et ils joignirent à tous ces honneurs le don de cent mille ms de rente, « présent un peu gras, dit gaîment « la chronique, pour un trésor aussi maigre! » Prompt à user de ses avantages, Fernando laissa à Victoria Ysabel, occupée des affaires de Navarre; il conduisit en personne une algarade jusqu'à Alhama, où il jeta une garnison nouvelle et des vivres pour six mois. La sultane Zoraya avait fait offrir pour son fils prison-

nier une rançon digne d'un roi. Fernando consulta son conseil; les uns étaient d'avis de ne relâcher l'Emir à aucun prix ; les autres, de lui rendre la liberté au prix d'un tribut annuel, et de le soutenir contre ses rivaux, afin de semer la division dans l'Espagne musulmane. Fernando et Ysabel se rangèrent à cet avis, l'une par générosité, l'autre par politique. Les offres de la sultane furent acceptées; on fixa le tribut à douze mille *doblas*, et quatre cents captifs chrétiens furent affranchis sans rançon. A la première sommation, l'Emir devait se rendre, avec l'élite de ses troupes, aux ordres de son suzerain, et comme gage du traité, il lui livrait en otage son fils et ceux de ses principaux nobles.

Fernando avait assez dégradé son ennemi pour ne plus le craindre, et il se décida enfin à une entrevue. Ses conseillers voulaient que le vassal baisât la main à son suzerain en signe d'hommage; mais Fernando n'y voulut jamais consentir. L'Emir, à qui l'excès du malheur avait ôté le sentiment de sa dignité, se prosterna à deux genoux devant son vainqueur. Fernando se hâta de le relever, et lui adressa quelques paroles de consolation; puis accordant au triste Abdallah une trêve de deux ans, il le fit reconduire dans sa capitale. Mais un souverain, une fois dégradé, ne se relève jamais de sa chute. Furtivement introduit dans Grenade, l'Emir essaya d'y rallier ses partisans; en vain Aboul Hassan souleva contre son fils tous les fidèles musulmans, en le représentant comme traître à la cause de l'Islam. La lutte dura tout un jour sans résultat décisif. Le lendemain les deux partis s'apprêtaient à recommencer le combat; mais un pieux *Ulema* proposa à Aboul Hassan de renoncer au scep-

tre, dont son âge ne faisait pour lui qu'un fardeau, et de le remettre à son frère el Zagal. Aboul Hassan se souciait peu de régner, pourvu qu'il enlevât le trône à son fils; il abdiqua en faveur de son frère, et ses partisans se rallièrent à ce nom, populaire dans tout l'Emirat. El Zagal accourut bientôt: chemin faisant il tailla en pièces une centaine d'éclaireurs chrétiens, et rentra à Grenade avec leurs têtes sanglantes[1] pendues aux selles des chevaux, et au milieu des cris de joie de la populace. Aboul Hassan se retira avec son harem et ses trésors à Almuñecab, où el Zagal, redoutant un caprice nouveau de la populace de Grenade, hâta par le poison la mort du frère à qui il devait le trône.

El Zakir était toujours maître de l'Albaycin, ou ville basse, et son oncle de la ville haute, ou Alhambra. Ce dernier proposa à son neveu de faire trève à leurs dissensions pour réunir leurs forces contre les chrétiens. El Zakir feignit d'y consentir, et sollicita sous main l'appui de la Castille; il en obtint quelques soldats; mais ce précaire secours, l'usurpateur l'acheta au prix de la haine de tous les fidèles musulmans. La populace, que lui gagnaient ses largesses, lui resta seule fidele, et l'Albaycin demeura en guerre avec l'Alhambra, sans que les progrès de la conquête

[1] Les *Romances moriscos* (voir la collection d'A. Duran) font souvent allusion à cet horrible usage. Dans la romanesque légende des Abencerrages, un des Zegris demande avec dédain à son adversaire :

« Que cristianos habeis muerto, « O escalado que murallas? « O que cabezas famosas, « Aveis presentado a damas?	Quels chrétiens as-tu tués, Quelles murailles escaladéés? Ou quelles têtes fameuses As-tu présentées aux dames?

Ajoutons que les chrétiens eux-mêmes avaient fini par se parer de ces sauvages trophées, que les conquérants de l'Algérie n'ont pas encore pu interdire à leurs auxiliaires indigènes.

chrétienne missent un terme à ces luttes impies, qui inondaient Grenade de sang (1484).

Les *rois catholiques* surent s'aider avec art, contre l'Emirat, de ces éternelles discordes; mais le secret des victoires de Fernando, ce fut surtout sa clémence. Non content de garantir aux villes qui se rendaient la vie et les biens de leurs habitants, il leur offrait au besoin un asile dans ses domaines, et savait les protéger contre toute injure. Nombre de ces fugitifs vinrent s'établir dans le district de Séville et de Cordoue; ceux qui restèrent sur le sol conquis y trouvèrent la même sécurité, la même tolérance pour leur religion et pour leurs lois. En revanche, toute tentative de révolte était punie avec une impitoyable rigueur; la ville de Benemaquez s'était soulevée; elle vit cent dix de ses notables pendus à ses murailles, et le reste, hommes, femmes et enfants, fut vendu comme esclave. Mais si Fernando était la tète qui dirigeait cette guerre, son épouse était, on peut le dire, l'âme qui l'animait. L'œil toujours fixé sur son but, la conquète de Grenade, nul intérèt humain ne pouvait l'en détourner, nul obstacle l'abattre, nul revers la décourager. Sa modération dans le succès égalait sa fermeté dans la disgrâce. Voyait-elle ses nobles fatigués de cette lutte sans relâche, où les difficultés semblaient croître avec les efforts, une lettre, une faveur, un reproche caché sous un mot enjoué venaient retremper les courages. Un instant, Fernando lui-mème s'était laissé gagner par le découragement de ceux qui l'entouraient, et songeait à licencier son armée; la reine, à force d'instances, parvint à le faire revenir sur sa résolution; les grands, honteux de se voir surpasser en courage par une femme, se hâtèrent de

rassembler leurs milices, déjà dispersées, et de les ramener vers la frontière [1].

Cette année 1484 fut encore signalée par la reprise de Zahara, par quelques incursions jusqu'aux portes de Grenade [2], et par des dévastations si opiniâtres qu'on ne pouvait plus labourer les champs sans une armée pour garder les travailleurs. Pendant que le roi, établi en Andalousie, surveillait les opérations militaires, la reine, fixée à Victoria, se partageait entre le soin d'approvisionner l'armée, et celui de faire régner l'ordre et la justice dans ses vastes États. Après deux ans de séparation, les deux époux se réunirent enfin à Tarrazona pour demander des subsides aux cortès d'Aragon.

On s'étonne de voir un peuple aussi jaloux de son indépendance, se laisser atteler ainsi par son roi au joug d'une politique étrangère. Mais de l'Èbre au Guadalquivir, tout Espagnol, tout chrétien n'avait plus qu'une pensée, expulser les Maures de la Péninsule. Les deux peuples, faisant taire leurs rancunes nationales, se rencontraient sur ce terrain neutre, et n'y luttaient plus que de dévouement à leurs rois. Du reste, Fernando lui-même se résignait à regret à vouer, depuis tant d'années, toutes les ressources de ses États à une guerre qui ne devait, en fin de compte, profiter qu'à la Castille. Il insista même auprès de la

[1] Nebrissensis, *Decades*, t. II, lib. III, ch. 6.

[2] Pulgar décrit l'ordre admirable que l'alcalde d'Alhama, comte de Tendilla, avait établi dans sa garnison. L'argent étant venu à y manquer, il fabriqua lui-même un papier-monnaie qui eut cours dans la ville, sur la seule garantie de sa bonne foi. Enfin, par une touchante précaution, il faisait élever chaque nuit un fanal sur une tour de la ville, afin que les captifs chrétiens qui s'échappaient pussent, au milieu des ténèbres, se diriger de ce côté, comme vers un phare qui indiquait l'entrée du port.

reine pour ajourner la guerre contre les Maures, jusqu'à ce qu'il eût obtenu du nouveau roi de France, Charles VIII, la restitution du Roussillon; mais Ysabel refusa de renoncer à la guerre sainte, et de se créer des ennemis au Nord, avant d'en avoir fini avec ceux du Midi. Fernando s'obstina à son tour; alors elle lui offrit d'aller se mettre à la tête de l'armée pendant qu'il tenterait la fortune au delà des Pyrénées. Cette offre étrange fut acceptée; la reine partit pour l'Andalousie, et déjà elle s'apprêtait à entrer en campagne, lorsque Fernando, à qui ses cortès refusaient des subsides, les quitta brusquement, et vint reprendre sa guerre contre Grenade. La campagne eut pour résultat la prise d'Alhaurin et de Setenil, sans que les Maures, toujours divisés, opposassent une résistance sérieuse aux armes des chrétiens. El Zagal, maître de la majeure partie de l'Emirat, ne songeait plus qu'à enlever le reste à son neveu el Zakir. L'Afrique, sollicitée par les deux prétendants, avait refusé de prendre parti dans la querelle, et de soutenir l'Emirat chancelant. L'invasion et la guerre civile se réunissaient ainsi pour hâter l'heure de sa chute (1484).

L'année suivante, Fernando obtint de la junte de la *hermandad* un subside de douze millions de MS; il poussa ensuite une reconnaissance jusqu'aux portes de Malaga; mais trouvant la place trop bien gardée, il se rabattit sur Ronda, située dans la *sierra* du même nom, au-dessus d'un affreux précipice. La ville était si forte, et les habitants s'attendaient si peu à être attaqués, qu'une partie de la garnison l'avait quittée pour marcher au secours de Malaga. Fernando fit occuper toutes les issues, et vint camper

sous les murs même de la cité. Mais le terrain était si inégal qu'il fut obligé de diviser son armée en cinq camps, et de faire en quelque sorte cinq siéges à la fois. Du reste, l'ordre le plus parfait régnait dans ces camps. Malgré la difficulté des chemins, les vivres n'y firent pas faute un instant. L'artillerie, conduite à force de bras sur ces hauteurs inaccessibles, commença à battre les murs de Ronda: bientôt plusieurs brèches furent ouvertes; les chrétiens, après un assaut sanglant, s'emparèrent des faubourgs; la garnison découragée se retira dans la cité. Les assaillants, animés d'une nouvelle ardeur, battirent sans relâche les murs de Ronda, et lancèrent sur elle la mort et l'incendie. Les malheureux habitants, chassés des murailles par une grêle de boulets, poursuivis par la flamme jusque dans leurs maisons, n'osant pas sortir dans la rue pour ensevelir leurs morts, au milieu des pleurs des femmes et des cris des enfants, sentaient s'abattre leur courage. Enfin, ils demandèrent à traiter, et Fernando fit cesser ce terrible feu qui ne laissait trève aux assiégés ni le jour ni la nuit. L'alcalde, voyant la ville au pouvoir de l'ennemi, réclama pour les assiégés la liberté d'en sortir avec leurs biens, et de se retirer à Grenade ou en Castille. Fernando, pressé d'en finir, accorda ces conditions; le 22 mai 1485, l'armée castillane entra triomphante dans cette cité de Ronda, réputée imprenable, et qu'un miracle d'audace et de volonté avait pu seul lui livrer. Les habitants subirent la dure loi de la nécessité, et acceptèrent l'asile que Fernando leur offrit dans les villes d'Andalousie. L'alcalde se retira à Séville, où le roi, honorant le courage malheureux, l'exempta lui et les siens de tout tribut. Pour

remplacer les Musulmans émigrés, des habitants de Séville et de Cordoue vinrent en foule jouir des franchises que le roi assurait à sa *poblacion* nouvelle. Enfin, les montagnards de la *Sierra*, témoins de la loyauté de Fernando avec les vaincus, vinrent d'eux-mêmes le reconnaître pour leur souverain.

La chute de Ronda frappa de terreur toutes les petites villes des environs. Pressées de désarmer le vainqueur par leur soumission, elles lui ouvrirent d'elles-mêmes leurs portes; le roi leur accorda les mêmes conditions qu'à Ronda. Après cette campagne constamment heureuse, il rentra triomphant à Cordoue, suivi d'une foule de captifs chrétiens délivrés par lui. L'hiver à peine fini, l'infatigable Fernando laissa à Alcalà sa femme, qui venait d'accoucher encore d'une fille, et rouvrit la campagne par le siége de Loja. Les deux prétendants au trône de Grenade firent trève un instant à leurs discordes, et el Zakir se jeta dans la place assiégée. Dès le premier assaut, les faubourgs furent emportés, et leurs habitants massacrés. L'Emir, voyant la brèche ouverte, offrit de rendre la ville si le roi voulait lui pardonner sa rébellion, et épargner les habitants, et Fernando, fidèle à son système de clémence, fit grâce à Loja et à son vassal infidèle (1486).

La guerre durait déjà depuis quatre ans, et malgré le succès constant des armes castillanes, les *rois catholiques* étaient encore bien loin du but vers lequel ils tendaient. Les villes étaient si nombreuses, la population si pressée dans ce riche bassin du Xenil, que Fernando, après quatre ans de victoires, n'avait fait encore que prendre ses positions autour de la ville qu'il voulait réduire. Les Maures, dirigés

par l'infatigable el Zagal, sans risquer un engagement décisif que ne leur permettait plus leur fortune déchue, harcelaient les chrétiens d'escarmouches sans fin, surprenaient leurs convois, inquiétaient leurs frontières. Mais le progrès des armes castillanes, pour être lent, n'en était pas moins sûr : déjà, par la prise de Ronda, la domination chrétienne s'étendait à plus de vingt-cinq lieues au sud-ouest de Grenade, et allait rejoindre le détroit dont les deux clés, Gibraltar et Tarifa, étaient en son pouvoir. Maître d'Alhama, qui coupait les communications de Grenade avec Malaga; de Loja, qui commandait tout le cours inférieur du Xenil; de Marbella, qui assurait un abri aux galères chrétiennes, il ne restait plus à Fernando que Malaga à conquérir pour isoler complétement Grenade de la mer, et rétrécir encore le cercle de ce gigantesque blocus.

L'hiver suivant fut employé à activer les levées pour la campagne suivante. La Castille, en effet, n'avait pas trop de toutes ses forces pour entreprendre le siége d'une ville aussi puissante que Malaga. Mais la prudence exigeait qu'on s'emparât d'abord de Velez, petite ville située au bord de la mer, et qui garde l'entrée de la *Sierra*. Velez une fois prise, la garnison d'Alhama suffisait pour fermer tout passage aux secours de Grenade, et Malaga, cernée de toutes parts, ne pouvait tarder à se rendre. L'élite de la noblesse d'Aragon et de Castille se réunit à Cordoue, et le roi se trouva à la tête de vingt mille chevaux et de cinquante mille hommes de pied. Le 7 avril 1487, l'expédition se mit en marche par Antequera, vers les hautes cimes de la *Sierra Nevada*. Les difficultés étaient immenses : la pluie avait défoncé

tous les sentiers; malgré le corps nombreux de pionniers qui marchait en avant pour aplanir le chemin, l'artillerie légère put seule passer, avec des peines infinies. Hommes et chevaux, entassés sur des pentes abruptes ou dans d'étroits défilés, sans cesse arrêtés par des torrents gonflés, n'avançaient guère que d'une lieue par jour, et tombaient à chaque pas, souvent pour ne plus se relever. Enfin, après dix jours de fatigues inouïes, l'armée castillane campa sous les murs de Velez. Il était temps d'y arriver, car les crêtes de la *Sierra* commençaient à se couvrir d'ennemis. Le roi assit son camp sur une hauteur, entre Velez et Bentomiz; à peine les tentes étaient-elles dressées, que les éclaireurs musulmans commencèrent à se montrer. Fernando était à dîner, dans sa tente ouverte, quand il aperçoit une troupe de soldats castillans qui fuit devant un parti ennemi, beaucoup plus nombreux. Aussitôt, sans prendre même le temps de s'armer, il s'élance au secours de ses soldats; mais son épée reste engagée dans le fourreau; assailli par plusieurs Maures à la fois, il y aurait laissé la vie, sans le dévouement du marquis de Cadix; et comme on lui reprochait sa folle témérité : « Puis-je « calculer froidement le danger, quand je vois mes « sujets risquer leur vie pour mon service? »

Mais ces attaques partielles en présageaient une plus sérieuse. L'héroïque Emir el Zagal ne pouvait laisser succomber Velez sans tenter au moins un effort pour la secourir; car Velez une fois prise, Malaga tombait; et la chute de Malaga ouvrait aux chrétiens la route de Grenade. S'éloigner de Grenade, c'était courir le risque de la livrer tout entière au perfide el Zakir; mais devant le danger de Velez

et de Malaga, l'héroïque Emir n'hésita pas un instant. A la tête de ses troupes, il passa la *Sierra* et attaqua la nuit le camp chrétien. Mais son attaque était prévue, et malgré tout le courage des assaillants, le marquis de Cadix, par un effort désespéré, parvint à les rejeter sur le versant opposé des monts. L'Emir s'en retourna à Grenade suivi de quelques cavaliers, débris de sa petite armée; mais la nouvelle de sa défaite y était parvenue avant lui, et la populace, inconstante comme la fortune, passa du côté de son rival. Les portes de l'Alhambra se fermèrent devant lui, et il fut trop heureux de trouver un asile à Guadix qui, avec Almeria et Baza, composait maintenant tout son empire. Velez se résigna à capituler, et obtint de la clémence du vainqueur des conditions équitables. Sa chute entraîna celle d'une vingtaine de petites places, et Fernando, maître des approches de Malaga, qu'aucun secours humain ne pouvait plus sauver, se disposa enfin à en commencer le siége.

Malaga, comme toutes les villes du littoral sud-est de la Péninsule, Carthagène exceptée, n'a pas de port. Le seul abri qu'elle offre aux navires est un môle, construit à grands frais, et une rade ouverte à tous les vents. Cette ville, la seconde de l'Emirat, était restée le seul lien de Grenade avec l'Afrique; l'extrême fertilité de son terrain en compensait le peu d'étendue; le commerce avait entassé dans ses murs d'immenses richesses, et l'importance de sa conquète en égalait la difficulté. Située dans une plaine étroite, au bord de la mer, Malaga était dominée par deux forts, liés l'un à l'autre par une longue muraille qui gravit, comme un escalier gigantesque, les premiers

gradins de la *Sierra*. Le plus élevé des deux forts, nommé Gebelfaro, était armé d'une nombreuse artillerie. La ville, pourvue de vivres abondants et d'une forte garnison africaine, pouvait braver longtemps les attaques de l'ennemi. Un autre fort, le *Château des Génois*, la protégeait encore à l'ouest. Des arsenaux ceints de murs et de tours la défendaient au sud, du côté de la mer. Enfin deux faubourgs fortifiés s'étendaient au loin dans la plaine, comme des avant-postes qu'il fallait enlever avant d'arriver au corps de la place.

Fernando s'arrêta avec son armée à deux lieues de la ville, et la fit sommer de se rendre. Les conditions honorables qu'il lui offrait eussent été acceptées par la bourgeoisie, riche et amie du bien-être, et qui redoutait les misères d'un siége; mais les Africains qui gardaient Malaga en étaient plus maîtres que les habitants eux-mêmes; ils n'avaient à sauver ni femmes, ni enfants, ni fortune; leur fanatisme égalait leur courage; les propositions du roi furent donc rejetées, et après quelque hésitation, il se décida à entamer le siége. Entre le fort de Gebelfaro et la *Sierra*, dont les massifs rougeâtres ferment l'horizon, s'élevait du côté de l'est une colline, éloignée du fort de deux portées d'arbalète. La possession en était indispensable aux chrétiens, car un ruisseau, qui l'arrosait, donnait seul de l'eau à leur camp. Les Maures avaient eu soin d'occuper cette position importante : Fernando envoya, pour s'en emparer, une division de son armée, qui fut repoussée. Une seconde attaque, appuyée par un corps de cavalerie, qui essaie de tourner la colline, pendant que l'infanterie l'assaille de front, n'est pas plus heureuse. Le grand

maître de Santiago, à la tête de ses chevaliers, était resté au pied de la hauteur pour rallier les fugitifs, deux fois les Maures que lui ramenèrent l'épée dans les reins. Pendant ce temps, le gros de l'armée, entassé dans les défilés de la *Sierra*, écoutait avec une anxiété mêlée d'effroi le fracas de la bataille, et assistait à la défaite de ses frères sans pouvoir les secourir. Enfin, les chrétiens, se ralliant derrière la cavalerie du grand maître, reviennent pour la troisième fois à la charge avec une irrésistible furie. Ce n'est plus un combat, mais une lutte corps à corps, où le poignard a remplacé l'épée, et où souvent les deux adversaires roulent sur la pente escarpée en combattant encore. « Six heures durant, dit Pulgar, se prolongea cette horrible mêlée; et si âpre était de part et d'autre la soif de vengeance, qu'elle surmontait même l'avarice, et que chacun égorgeait son ennemi, fût-il noble et riche, au lieu de le garder pour en tirer rançon. » Mais une dernière charge des chrétiens décide la victoire; la colline reste au pouvoir des Castillans, et l'armée sort enfin de ces dangereux défilés où elle avait craint de rester tout entière [1].

Le lendemain, le roi assit son camp près des murs de la ville, et dressa ses batteries. Le marquis de Cadix, avec seize mille hommes, fut chargé d'occuper cette colline, conquise au prix de tant de sang, et de s'y fortifier. L'enceinte du camp qui regardait

[1] Voyez, pour le siége de Malaga, Pulgar, le plus détaillé de tous, ch. 75 et suiv.; Bernaldez, *Reyes catol*, ms., ch. 83; Salazar de Mendoza, *Cron. del gran Carden.*, lib. I, ch. 64; Carbajal, *Anales*, ms. *ad an.* 1487; Petrus martyr, *Opus epistol.*, epist. 63; et Prescott qui les résume tous, t. II, p. 18 et suiv.

la ville fut entourée de palissades et de fossés. La tente du roi occupait le centre d'un immense hémicycle qui, à travers la plaine et les monts, venait des deux côtés rejoindre le rivage, en enveloppant de ses deux bras Malaga et ses forts. Mais placé trop en vue, le pavillon royal devint le point de mire de toutes les batteries de l'ennemi; et Fernando, après avoir vu plus d'une fois sa vie en danger, fut obligé de reporter sa tente à l'abri derrière un pli de terrain.

La flotte chrétienne, s'embossant à l'entrée de la baie, vint compléter le blocus et ôter aux assiégés tout espoir de secours. Le siége s'ouvrit enfin par une attaque contre les faubourgs. L'artillerie commença contre les remparts un feu si bien nourri, que la brèche fut bientôt ouverte : malgré l'opiniâtre résistance des Maures, les deux faubourgs furent emportés en deux jours, et la garnison forcée de se replier sur la ville. La grosse artillerie n'était pas encore arrivée; mais à force de bras, les ingénieurs parvinrent à lui ouvrir un chemin à travers la *Sierra*. Dès lors, le siége fut poussé avec une vigueur et une régularité jusque-là sans exemple. Néanmoins, malgré tous les soins d'Ysabel, les approvisionnements par mer manquaient quelquefois; les convois par terre éprouvaient des retards, et l'armée voyait alors la disette succéder à l'abondance. La peste se déclara dans quelques villages des environs; bientôt, dans la ville comme dans le camp, le bruit courut que le roi s'apprêtait à lever le siége. Fernando ne trouva qu'une réponse à ces bruits, ce fut de faire venir la reine auprès de lui. Ysabel était alors en Andalousie, occupée de faire une levée en masse de tout homme en état de porter les armes, depuis vingt jusqu'à soixante

ans. Mais à l'appel de Fernando, elle se hâta d'accourir avec un brillant cortége de dames, de clercs et de chevaliers. Le curé de *los Palacios*, témoin oculaire, nous a laissé une curieuse relation de la première entrevue de Fernando et de son épouse; on y voit l'étiquette régnant déjà en tyran à la cour de Castille; ainsi le roi et la reine, en approchant l'un de l'autre, se firent, comme deux étrangers, une triple révérence. La reine ôta ensuite son chapeau de voyage, et le roi, poussant près d'elle son cheval, l'embrassa sur les deux joues, ainsi que l'infante sa fille. L'arrivée d'Ysabel au camp fut saluée par des transports d'enthousiasme. L'armée, en contemplant cette belle et courageuse reine, montée sur son blanc palefroi, crut voir, suivant la poétique expression de Prescott, « la vivante personnification du génie de la chevalerie « qui devait, hélas! quitter le monde avec elle! »

Une seule chose affligea Ysabel, ce furent les habitudes fastueuses de ses nobles. Le camp chrétien, brillant d'or et de soie, semblait destiné à un tournoi plutôt qu'à une joute sérieuse. Tous ces grands, naguère si factieux, rois déchus qui s'essayaient au rôle de courtisans, rivalisaient entre eux de luxe et de dépenses, et croyaient relever ainsi une dépendance dont ils rougissaient. Jamais ils ne sortaient sans un cortége de pages et d'écuyers, aussi brillant que celui du roi; leurs tables étaient chargées de vaisselle d'argent et des mets les plus exquis. La nuit, ils ne marchaient qu'à la clarté des torches, et les heures que leur service ne réclamait pas, appartenaient au jeu et à la débauche. Le duc de l'Infantado, chef de la puissante maison des Mendozas, déployait, à la guerre comme dans ses domaines, le luxe d'un sou-

verain. Sa table, toujours ouverte, était la mieux servie, sa vaisselle la plus riche, ses chiens et ses faucons les mieux dressés, ses haras les mieux fournis de tout le royaume; enfin ses vassaux, quand il entrait en campagne, formaient à eux seuls une armée. Au siége d'Illora, en 1486, il avait obtenu la permission de marcher le premier à l'assaut. Mais, en approchant du rempart, sa troupe et lui furent assaillis d'une grêle de balles et de traits si épaisse, que tout ce qui n'était pas tué recula. « Vive Dieu, mes amis, « s'écria le duc, il est temps de montrer nos cœurs à « la bataille, comme nous avons montré nos devises « dans les fêtes et les tournois! » Et les entraînant à sa suite, il monta le premier sur le rempart, et décida la prise de la ville. Tels étaient au XVe siècle les nobles castillans, factieux dans leurs domaines, hautains à la cour, mais sur le champ de bataille, toujours braves et dévoués à leurs rois!

La sage Ysabel, frappée du danger de ces folles dépenses, essaya en vain d'y mettre des bornes; le faste des grands était pour eux le dernier gage de leur indépendance, la dernière ombre d'une royauté perdue, et à aucun prix ils n'auraient consenti à l'abdiquer. Du reste, leur dévouement à leur souveraine égalait leur prodigalité. Le duc de Medina Sidonia, qui avait déjà fourni son contingent, vint en personne à la tête d'un nouveau corps de troupes qu'il offrit à la reine, avec cent galères chargées de provisions, et vingt mille *doblas* d'or. Le clergé ne restait pas en arrière de la Grandesse : le cardinal Mendoza fit hommage à la reine de trois mille cavaliers équipés et armés, et s'engagea à lui avancer toutes les sommes dont elle aurait besoin. Une in-

croyable émulation de courage et de dévouement régnait entre tous les ordres de l'État. L'Espagne tout entière était soulevée, comme l'Europe au temps des croisades ; toutes les chaires retentissaient des appels à la guerre sainte ; des renforts accouraient au camp de tous les coins du royaume. Ysabel enfin, digne de dominer toute cette grande époque, en partageait elle-même tous les instincts belliqueux, et savait au besoin porter une cuirasse, et respirer l'odeur de la poudre.

La présence de la reine donna au siége une nouvelle activité ; l'espoir et le courage rentrèrent dans l'âme du soldat. Les offres de pardon que le roi fit faire aux assiégés, accueillies par les habitants, furent rejetées avec dédain par la garnison. Bientôt, dans leur défiance farouche, les Africains se persuadent qu'on veut les vendre aux chrétiens ; ils s'emparent d'un des forts, et massacrent tous ceux qui l'occupaient. La terreur règne dans la ville. Forcés de choisir entre deux ennemis, les habitants se résignent à se défendre contre les chrétiens, et la résistance prend dès lors la même vigueur que l'attaque. Le roi, qui jusque-là avait ménagé la place, ouvre contre elle le feu de toutes ses batteries ; celles des remparts ripostent avec la même vivacité. Le marquis de Cadix, après deux nuits de veilles et de combats, avait permis quelque repos à ses troupes, sur la hauteur qu'il occupait; il est surpris tout d'un coup par une attaque de nuit, si vive et si bien concertée, qu'il est sur le point d'y laisser sa gloire en même temps que sa vie. La saison des tempêtes, redoutée des vaisseaux sur cette côte sans abri, allait bientôt venir ; les Maures s'étaient persuadé que la flotte chrétienne, forcée

de prendre le large, laisserait la mer libre aux secours de l'Afrique, et c'était là le secret de leur obstiné courage. Ils attendaient aussi de Guadix un renfort que leur annonçait l'Emir el Zagal; mais son lâche rival, el Zakir, préférant sa vengeance à la cause de l'Islam, attaqua les troupes de son onçle avec des forces supérieures, les tailla en pièces, et fit hommage de sa victoire aux *rois catholiques*, ses suzerains.

Les habitants de Malaga, lassés de ce rude siége, auraient bien voulu recourir à la merci du roi; mais quiconque parlait de se rendre était mis à mort par les sauvages africains, et chaque jour la résistance devenait plus désespérée. Des sorties meurtrières ne laissaient de repos aux assiégeants ni le jour, ni la nuit [1]; mais le roi rapprocha de la ville ses postes avancés; et ceignant de palissades toutes les portes qui donnaient passage à l'ennemi, il parvint à l'enfermer dans ses murs. La brèche était ouverte, et praticable sur plusieurs points. On tint conseil pour savoir si on livrerait l'assaut; mais les assiégés se montraient encore trop résolus, et l'on se décida à attendre que la faim eût dompté leur courage. Les Africains, maîtres de Malaga, la traitaient en cité conquise. L'honneur des femmes, les biens des habitants, tout était à leur merci. Ils fouillaient toutes les maisons pour y chercher des vivres; quiconque en dérobait à leurs recherches, ou osait leur en refuser, était mis à mort.

[1] Le curé *de los Palacios* raconte à ce propos un trait touchant de générosité d'un Maure nommé Abrahen Zenete. Ce Maure, dans une sortie, rencontra une bande d'enfants espagnols, éloignés de leurs quartiers; il se contenta, sans leur faire de mal, de les repousser du bois de sa lance, en leur disant : « Allez, damoiseaux, allez retrouver vos mères; » et comme on lui reprochait de les avoir laissé échapper : « Que voulez-vous! dit-il; je n'ai pas vu de barbe à leurs mentons. »

La situation des habitants était affreuse : déjà ils en étaient réduits aux plus immondes aliments ; les rues étaient jonchées de cadavres, que la faim plus que le fer avait moissonnés. Toutes les cités musulmanes de la Péninsule, touchées des souffrances de Malaga, pleuraient leur impuissance à la secourir, et contemplaient dans le sort de cette noble cité celui qui les attendait elles-mêmes.

Enfin un Maure africain, établi à Cadix, Abrahen el Gerbi, ému jusqu'au fond du cœur des souffrances de ses frères en Mahomet, se décida à les sauver ou à mourir avec eux. Il sort de Cadix, et va rôder au milieu de ces districts montagnards qui échappaient par leur pauvreté à la domination chrétienne. Par ses discours, par son exemple, il fanatise ces esprits grossiers, mais enthousiastes : « Un ange, dit-il, lui « est apparu pour lui annoncer que Malaga sera « bientôt délivrée, et ceux qui le suivront partage- « ront avec lui ou une gloire immortelle dans cette « vie, ou toutes les joies du paradis dans l'autre. » Quatre cents hommes, fascinés par lui, promettent de le suivre, et d'obéir à tout ce qu'il leur commandera. Ils se mettent en route, la nuit, par des chemins détournés ; arrivés près de Malaga, ils se trouvent arrêtés par le camp chrétien. Aussitôt, sans hésiter un instant, quatre cents hommes en attaquent cent mille, avec l'aveugle courage du fanatisme. Ils font à travers les lignes chrétiennes une sanglante trouée, et, en laissant deux cents cadavres sur le carreau, le reste parvient à se jeter dans la place.

Mais leur chef ne songeait pas à y entrer avec eux ; il s'écarte de la mêlée, jette ses armes loin de lui, et prosterné à genoux, les mains levées au ciel, il feint

d'oublier dans son extase tout ce qui l'environne. A ceux qui l'interrogent il répond qu'il est un saint, et que l'avenir n'a point de secrets pour lui ; on lui demande quand la ville sera prise, il refuse de le dire à tout autre qu'au roi ou à la reine. On le conduit à la tente royale ; mais le roi faisait alors la sieste, et la reine, « mue sans doute, dit Pulgar, par une inspi-« ration divine, » refuse de voir seule le prisonnier. Dans la tente du roi, se trouvaient Beatrix de Bobadilla et un noble Portugais, don Alvar de Braganza. Abusé par la richesse de leur costume, le Maure croit qu'il a devant lui le roi et la reine ; il tire de son sein un poignard, et en donne un coup si furieux sur la tête de don Alvar, que celui-ci tombe mort. Un second coup, dirigé contre l'amie d'Ysabel, est arrêté par la broderie de sa robe. Le meurtrier aurait redoublé sans le courage d'un trésorier de la reine, qui l'entoura de ses bras, et le tint en respect jusqu'à ce qu'il tombât sous les coups des soldats. Le bruit de cet attentat se répandit bientôt dans le camp ; chacun y vit le doigt de Dieu qui protégeait les jours du roi et de la reine. Les soldats mirent dans la gueule d'un canon les membres dépecés de l'assassin, et les lancèrent dans la ville ; les Maures y répondirent en envoyant aux chrétiens le cadavre d'un prisonnier de haut rang, attaché sur un âne. De ce moment, les jours du roi et de la reine devinrent l'objet d'une surveillance assidue ; deux cents nobles réclamèrent l'honneur d'être attachés à la garde de leur personne, et aucun Maure, sous quelque prétexte que ce fût, n'approcha plus de leur tente.

Le moment était venu de livrer un assaut ; mais la reine voulait épargner le sang, et elle obtint qu'on

différât encore. De nouvelles offres furent faites aux assiégés, et l'enceinte vivante qui les entourait se rapprocha encore d'eux ; mais rien ne put abattre l'indomptable obstination de la garnison africaine. Cependant la faim faisait dans les murs de la cité d'affreux ravages; dans le camp chrétien, au contraire, régnait l'abondance; les vivres y affluaient de toutes parts, et un ordre admirable présidait à leur distribution. La vigilante attention d'Ysabel présidait à tous ces détails; mère du soldat, elle savait lui épargner toute fatigue, tout danger inutiles, et veiller sur son bien-être en même temps que sur sa vie. D'immenses amas de fascines avaient été réunis pour combler les fossés, et des gardiens rôdaient toute la nuit pour les préserver du feu. Malgré une surveillance assidue, des Maures, sous divers prétextes, parvenaient toujours à se glisser dans les rangs de l'armée; le bruit se répandit qu'ils avaient empoisonné les fontaines, et Ysabel les fit tous chasser du camp. Les gens sans aveu, les mendiants, les filles publiques, en étaient également bannis. Les jeux de hasard, les blasphèmes y étaient proscrits, sous des peines sévères. Chose inouïe! au milieu de cette multitude si diverse de patrie et d'idiomes, pas une querelle ne s'éleva, pas une épée ne fut tirée, si ce n'est pour la défense de la foi. Quelques exemples, faits à propos, avaient banni du camp tout larcin. Les tentes demeuraient ouvertes sans que l'on y dérobât rien ; jamais peut-être foule aussi nombreuse ne se trouva rassemblée sur un seul point, dans un ordre aussi parfait. Enfin une armée de moines et de clercs célébrait dans le camp les offices divins avec la même régularité que dans une ville.

Toutes les nuits, quelques habitants s'échappaient de Malaga, et venaient vendre leur liberté pour un morceau de pain; mais la terreur qu'inspiraient les Africains empêchait encore la ville de se rendre. Las de ce siége sans fin, Fernando fit creuser des mines jusque sous la principale tour, qui finit par s'écrouler, en laissant ouverte une large brèche. Tout se prépara dès lors pour un assaut : des tours roulantes furent construites, pour que les chrétiens pussent combattre de niveau avec les défenseurs des remparts; l'ingénieur Ramirez, qui dirigeait tous ces travaux, fut armé chevalier, de la main même du roi, sur les ruines de la tour qu'il avait détruite. Fanatisés par le désespoir, les Maures tentèrent une sortie qui fut encore repoussée. Une attaque, dirigée par eux contre la flotte castillane, ne fut pas plus heureuse. Enfin, épuisés par une lutte de trois mois, réduits à se nourrir, après tous les immondes aliments qu'ils avaient épuisés, de peaux desséchées et de feuilles d'arbres pilées, affaiblis par les maladies et par la faim, les assiégés songèrent pour la première fois à se rendre. La vue de ces rues jonchées de cadavres, où se traînaient à peine quelques pâles habitants, fléchit le cœur du courageux alcalde, Hamet Celi; il consentit enfin à se retirer avec les débris de la garnison africaine dans la forteresse de Gebelfaro, en laissant la ville libre de traiter.

Une députation de notables vint offrir au roi de lui livrer Malaga s'il voulait garantir aux habitants leurs vies et leurs biens saufs; mais Fernando leur fit dire « qu'il était trop tard; qu'après avoir repoussé ses « offres, c'était à eux de recevoir des conditions, et « non d'en dicter. » Une nouvelle ambassade ne fut

pas mieux reçue : mêlant cette fois la menace à la prière, les envoyés rappelèrent au roi « qu'il se trou-« vait dans Malaga cinq cents captifs chrétiens ; que « s'il refusait de garantir la vie des habitants, les cinq « cents captifs seraient pendus aux créneaux, et que « les assiégés, après avoir mis le feu à leurs maisons, « viendraient chercher, l'épée à la main, la mort dans « les rangs des chrétiens. » — « Si l'on touche un che-« veu des prisonniers, répondit Fernando, tout ce « qui se trouve dans Malaga, hommes, femmes et « enfants, sera passé au fil de l'épée. » Atterrés par cette dure réponse, les Maures ne songèrent plus à se défendre : quittant le ton de la menace, ils descendirent aux plus humbles prières ; ils en appelèrent à la clémence des *rois catholiques*, en remettant dans leurs mains leur ville, leurs personnes et tout ce qu'ils possédaient. Le conseil s'assembla : quelques-uns étaient d'avis de massacrer tous les habitants, pour entraîner par la terreur la soumission de l'Espagne musulmane ; mais la reine fit rejeter cet odieux avis, et le roi consentit enfin à recevoir les assiégés *à merci*, sans daigner leur apprendre ce qu'il ordonnerait de leur sort. Vingt otages furent livrés, et le commandeur de Léon prit possession de la forteresse la plus basse, appelée *al Casbah*. Il arbora sur une des tours la bannière de la croix, que le camp tout entier salua d'un long cri de joie. Le pillage fut interdit sous peine de mort ; les armes et l'artillerie furent seules remises aux chrétiens. Quant aux habitants, ordre leur fut donné de sortir de leurs maisons, qu'ils quittèrent en pleurant ; et en attendant que leur sort fût décidé, on les enferma dans les deux cours de la *Casbah*.

Les *rois catholiques*, malgré leur impatience d'en-

trer dans la cité conquise, durent attendre qu'elle fût purifiée des monceaux de cadavres qui l'empestaient. Pressés de faire hommage à Dieu de leur victoire, ils firent élever en dehors de la ville un autel, où l'on célébra en grande pompe une messe d'actions de grâces. Cinq cents captifs chrétiens, la croix en tête, y vinrent remercier Dieu et leurs frères qui les avaient délivrés. L'aspect de ces malheureux, aux visages pâlis, aux cheveux en désordre, à la démarche chancelante, arracha des larmes à tous les yeux, et confirma Fernando dans la dure sentence dont il allait frapper la cité vaincue. Le château de Gebelfaro se rendit le lendemain; le brave alcalde, Hamet Celi, fut jeté en prison par un vainqueur, plus généreux d'ordinaire. Enfin, après un siége de trois mois, le 18 août 1487, les *rois catholiques* entrèrent en triomphe dans leur nouvelle conquête, et rendirent grâces à Dieu dans la grande mosquee, changée en église chrétienne. Ainsi tomba aux mains des chrétiens, pour n'en plus sortir, l'opiniâtre cité qui avait si héroïquement résisté à leurs armes.

Restait à prononcer sur le sort de la population captive, parquée dans le fort, comme les brebis sous le couteau du boucher. Trois parts furent faites de ces malheureux : la première fut échangée contre les chrétiens captifs en Afrique; le second tiers fut vendu, et le troisième distribué entre les nobles castillans. Cent captifs africains furent envoyés au saint-père qui, en moins d'un an, en avait fait des chrétiens, et les avait incorporés dans sa garde. Cinquante jeunes filles, choisies parmi les plus belles, furent envoyées à la reine Jeanne de Naples, et trente à la reine de Portugal; le reste fut partagé entre les

principaux nobles. Une douzaine de transfuges chrétiens qu'on trouva dans la ville furent percés à coups de lances. Des musulmans apostats qui, après s'être faits chrétiens, étaient retournés à la foi de Mahomet, furent brûlés vifs; « et ce furent, dit le jésuite « Abarca, les illuminations les plus brillantes qui « pussent célébrer notre victoire et la piété de nos « rois! » Enfin, quatre cent cinquante juifs furent rachetés au prix de 30,000 *doblas* par un riche juif castillan, qui fit de sa fortune ce noble usage envers des frères malheureux.

La chronique de Fernando passe sous silence un trait d'astuce qui fait peu d'honneur à son héros : les assiégés avaient menacé, si on les poussait au désespoir, de détruire leurs objets les plus précieux; le roi fit proclamer que, moyennant 30 *doblas* par tête de captif, il leur rendrait la liberté, et recevrait, à défaut d'or, les joyaux et les effets de prix. Les malheureux s'empressèrent de livrer tout ce qu'ils possédaient, et Fernando, au mépris de sa parole de roi, garda à la fois les prisonniers et la rançon [1]. L'histoire se tait également sur la part que prit Ysabel à l'odieux traitement infligé aux habitants de Malaga, coupables seulement d'avoir défendu leur religion et leur patrie. Mais son silence même accuse Ysabel; sans doute elle céda, cette fois encore, aux dévots préjugés qui étouffaient trop souvent dans son cœur la voix de l'équité naturelle.

[1] Ce fait, si peu honorable pour Fernando, est attesté par Bernaldez, L. Marineus, le curé *de los Palacios* et plusieurs autres historiens. Suivant Conde, dont le récit est fort écourté, Malaga aurait été vendue à Fernando par un riche marchand que lui envoyèrent les habitants pour traiter avec lui.

Quand on eut fait de Malaga un désert, il fallut songer à la repeupler. Les deux souverains y appelèrent des habitants, en distribuant des maisons et des terres à tous ceux qui vinrent s'y fixer. Malaga devint le chef-lieu d'un diocèse et d'un gouvernement civil et militaire; la douceur du climat, l'heureuse position de cette ville, à portée de deux mers et de deux continents, y firent accourir en foule les habitants, qui, dans la Péninsule, désertent volontiers les champs pour les cités. Mais jamais, sous la domination chrétienne, Malaga ne revint à ce haut point de prospérité qu'elle avait atteint sous la loi musulmane [1].

[1] Ceux qui voudraient comparer ce récit de la guerre contre l'Emirat avec la version arabe de al Makkari, traduite par le savant Gayangos, dans ses *Mahommedan dynasties in spain*, 2 vol. in-4°, London 1843, seront frappés de quelques différences de détail dans le récit des événements. Mais au fond, l'auteur arabe est d'accord avec les auteurs chrétiens sur tous les points principaux; il exagère seulement les victoires, mais avoue d'assez bonne grâce les défaites. Du reste, je n'y ai trouvé aucun fait nouveau, ni aucune de ces anecdotes ou de ces peintures de mœurs, qui relèvent parfois dans Conde l'insignifiance et la banalité des annales de l'Islamisme.

CHAPITRE III.

CONQUÊTE DE GRENADE.

1487 A 1492.

Nous touchons enfin au dernier acte de ce drame qui dure déjà depuis six ans; patiente, infatigable, la conquête chrétienne avance chaque année d'un pas vers ce but qu'elle ne perd pas de vue un instant, et dont ses détours même la rapprochent. Malaga une fois prise, la route de Grenade est ouverte, et les *rois catholiques* vont y marcher désormais d'un pas plus ferme et plus direct. En 1487, cependant, nous les voyons faire diversion à la guerre sainte par une visite à leurs États d'Aragon. La *sainte Hermandad* venait d'être introduite dans ce pays : il fallait apaiser la sourde irritation de la noblesse contre cette institution, si menaçante pour ses priviléges. Fernando y parvint avec sa dextérité ordinaire, et se mit en route pour Valence, où il assura par de sages règlements l'ordre si longtemps troublé. De là, les deux époux s'en retournèrent en Andalousie pour se vouer tout entiers à la grande œuvre de leur règne, a la conquête de Grenade.

En juin 1488, Fernando, à la tête de vingt mille hommes seulement, s'avança par le littoral jusqu'à

Almeria ; il tenta sur cette ville un coup de main qui échoua, et opéra sa retraite vers le nord. Cette campagne, peu glorieuse, fut même signalée par un échec : le marquis de Cadix, attiré dans une embuscade par le rusé el Zagal, y laissa, malgré d'héroïques efforts, la moitié de la troupe qu'il commandait. Mais l'année suivante (1489) était réservée par les *rois catholiques* à une tentative plus sérieuse : il s'agissait de s'emparer de Baza, la capitale de el Zagal, qui possédait en outre Almeria, Guadix et les Alpujarras, la partie la plus belliqueuse et la plus riche de l'Emirat. Le printemps venu, Ysabel s'établit à Jaen, l'un des avant-postes de la chrétienté. Fernando, avec cent mille hommes, s'avança vers Baza, en s'emparant de toutes les petites places qui en fermaient le chemin. Cette ville, forte et bien munie de vivres, était défendue par vingt mille hommes d'élite, et munie de vivres pour quinze mois. Située dans une riche vallée, au pied d'une chaîne de monts qui la protége du côté de l'ouest, son territoire, hérissé de collines, et creusé par de profonds ravins, s'opposait aux mouvements d'une armée. La plaine, ou *Vega* de Baza, le seul côté par où on pût l'approcher, disparaissait sous la végétation luxuriante qui la recouvrait ; les arbres fruitiers, entassés l'un sur l'autre, y formaient un taillis impénétrable pour la cavalerie. Il fallut donc, avant d'attaquer la place, faire en quelque sorte le siége de sa *Vega*. Après un combat opiniâtre, les Maures furent ramenés jusqu'à leurs murailles ; mais les chrétiens, maîtres du terrain, s'aperçurent un peu tard qu'il était impossible d'y asseoir un camp, et furent obligés de l'évacuer.

L'élan de l'attaque une fois arrêté, on se mit à peser les dangers de la position ; on n'était qu'à vingt milles de Guadix, et el Zagal pouvait accourir d'un instant à l'autre, et couper aux Castillans toute retraite. Déjà quelques voix parlaient de s'en retourner à Jaen; mais le commandeur de Léon prouva sans peine qu'il y avait a reculer plus de danger encore que de honte ; Ysabel, consultée par son époux, se rangea, comme toujours, à l'avis le plus généreux, et tout le monde se trouva d'accord pour continuer le siége. L'armée, trop nombreuse pour se loger tout entière dans le fond de la vallée, se répartit entre deux camps, des deux côtés opposés de la ville. Pour les rattacher l'un à l'autre par un fossé bordé de palissades, on dut abattre l'impénétrable fourré qui les séparait; il ne fallut pas moins de quatre mille pionniers et de sept semaines pour achever cette pénible tâche. Enfin Fernando, par un travail digne des Romains, fit élever, sur la pente de la *Sierra* qui domine la ville, deux murs parallèles en pierre, séparés par une tranchée, de manière à fermer passage à tout secours, et Baza se trouva ainsi complétement investie.

Sans la crainte de laisser son territoire ouvert aux incursions de l'Emir de Grenade, el Zagal n'eût pas laissé l'armée castillane s'établir ainsi sous les murs de sa capitale; mais el Zagal avait bien jugé son neveu : le lâche Emir, aveuglé par sa haine, voyait avec une joie égoïste tomber un à un tous les remparts des États de son rival; il eût même au besoin aidé à leur chute, sans songer qu'un jour viendrait où lui-même se retrouverait, seul et désarmé, en présence des éternels ennemis de l'Islam. L'armée chrétienne put donc, sans être inquiétée, achever ses immenses

travaux ; mais le roi, avare du sang de ses sujets, convertit le siége en blocus. L'hiver approchait, et les assiégés, se croyant sûrs d'être secourus, ne faisaient pas mine de se rendre. Fernando, animé de cette indomptable constance qui, de l'âme d'Ysabel, était passée dans la sienne, fit bâtir au lieu de camp une ville de bois et d'argile battue, pour loger ses soldats. Bientôt, par les soins de la reine, les provisions et les marchands affluèrent dans la cité nouvelle, et les raffinements du luxe s'y trouvèrent à côté des nécessités de la vie. Tout d'un coup, après cinq mois de sécheresse, un de ces orages, si rares et si terribles dans les pays chauds, vient à éclater sur la vallée : les eaux descendant du haut des monts avec une incroyable furie, prennent d'assaut le camp castillan, et emportent toutes ses frêles constructions ; les armes, les effets des soldats flottent au milieu des débris de leurs toits. Les routes, construites à grands frais, sont défoncées par les torrents, et les assiégeants se trouvent à leur tour isolés du territoire chrétien. Mais la reine veillait, providence visible, sur l'armée confiée à ses soins : six mille pionniers, jetés à la fois sur les pentes qui séparent Baza de Jaen, eurent bientôt réparé le désastre, et ouvert deux larges voies aux approvisionnements, l'une pour l'aller, l'autre pour le retour ; les vivres arrivèrent au camp avec une régularité inconnue jusque-là ; pour faire face à ces énormes dépenses, la reine, après avoir épuisé la ressource des emprunts dont sa bonne foi était le seul garant, n'hésita pas à mettre ses joyaux, et jusqu'à sa couronne en gage.

La peste qui désolait alors l'Andalousie, n'approcha pas du camp castillan, de sages précautions l'en

écartèrent; bien nourri, bien vêtu, bien logé, le soldat résistait aux fatigues et aux maladies. Toutes les misères, toutes les souffrances étaient pour les assiégés, et cependant leur courage n'avait pas encore faibli. Les dames de la ville, imitant le dévouement de la reine de Castille, avaient donné leurs joyaux pour payer la solde de la garnison. Fatigués de ce siége éternel, les Castillans murmuraient contre ses lenteurs; Ysabel, appelée par les vœux de l'armée, arriva enfin devant Baza le 7 novembre 1489, avec le cardinal Mendoza. A dater de ce jour, une vie nouvelle régna dans le camp; chaque soldat, sous les yeux de la reine, sentit doubler son courage, et affronta gaiement des fatigues et des dangers qu'elle allait partager avec lui. En entendant les cris de joie qui saluaient la bienvenue de cette mère du soldat, les assiégés se sentirent vaincus; car jamais Ysabel, campée sous les murs d'une ville musulmane, n'avait levé sa tente avant que cette ville fût prise. A dater de ce jour, les hostilités furent suspendues, comme d'un commun accord; avant de cesser une résistance sans espoir, le commandant de Baza, Cid Yahia, fidèle jusqu'au bout à son devoir, en demanda par écrit la permission à son maître. El Zagal la lui donna, en pleurant de rage, et abandonna malgré lui Baza à son malheureux sort. Fernando, toutefois, n'imposa pas à la cité vaincue les dures lois que Malaga avait dû subir. Les conditions furent équitables; les mercenaires étrangers à la ville eurent le droit d'en sortir avec armes et bagages; les habitants restèrent libres de la quitter avec leurs biens meubles, ou d'y demeurer dans les faubourgs, en conservant leur religion, leurs lois et leur fortune.

Le 4 décembre 1489, les deux souverains entrèrent dans la cité conquise; son digne commandant fut traité par eux avec tous les égards que méritait son courage. Gagné par le gracieux accueil d'Ysabel, Yahia se chargea du rôle de médiateur : il se rendit à Guadix pour engager l'Emir à cesser une lutte trop inégale, et à acheter l'appui de Fernando, en remettant de lui-même entre ses mains les villes qu'il ne pouvait plus défendre. El Zagal entendit ce dur langage de la nécessité sans qu'un trait de son visage fût altéré; et après un morne silence : « Ce qu'Allah a dé-
« cidé, dit-il, doit s'accomplir; s'il n'avait pas décrété
« la chute de Grenade, cette épée aurait pu la sauver;
« mais que sa volonté soit faite! » et il consentit à tout ce qu'il plut au vainqueur d'ordonner. Almeria, Guadix et toutes les villes furent livrées aux *rois catholiques;* le monarque déchu reçut en échange quelques districts dans les Alpujarras, avec le titre dérisoire de roi d'Alhaurin, sous la suzeraineté de la Castille. Fernando se rendait à Almeria quand l'Emir dépossédé vint rendre hommage à son nouveau suzerain. El Zagal, à la vue du roi chrétien, descendit de cheval, et s'inclina pour lui baiser la main; mais le roi s'empressa de le relever, et le fit chevaucher à ses côtés jusqu'à Almeria [1]. Après quelques jours de repos donnés à leur armée, les *rois catholiques*, laissant à Almeria une forte garnison, s'acheminèrent vers Guadix; la ville leur fut livrée par l'Emir, malgré l'impuissante résistance des habitants. Mais le nouveau vassal de la Castille se lassa bientôt de sa précaire royauté: il échangea contre une somme

[1] Petrus martyr., *Opus epistolar.*, lib. III, epist. 81.

d'argent les quelques coins de terre qui lui restaient encore, et se retira dans le Magreb, où, dépouillé par les sauvages montagnards de l'Atlas, il passa dans la misère et l'obscurité le reste de sa vie. Ainsi disparut de la scène le seul homme peut-être qui eût pu arrêter l'Emirat sur la pente de sa ruine, le seul qui pût tenir en suspens la fortune des *rois catholiques.* La Providence, qui voulait donner l'unité à l'Espagne, écarta de Grenade le bras qui pouvait la sauver. Mais l'histoire, plus juste que la fortune, doit un hommage au dernier défenseur d'une cause perdue, au courageux champion qui lutta pour Grenade jusqu'à sa dernière heure, et qui, en quittant la péninsule, emporta avec lui les destinées de l'Islam.

De retour à Séville, Fernando et Ysabel licencièrent leurs troupes, après cette campagne si glorieuse pour leurs armes. Ils célébrèrent ensuite avec éclat les fiançailles de l'infante Ysabel avec l'héritier présomptif de la couronne de Portugal. L'infante, s'arrachant à regret à la tendresse de sa mère, s'achemina vers Lisbonne; mais la mort prématurée du jeune infant fit avorter avec cette union le rapprochement qu'elle promettait entre les deux pays. Du reste, toutes ces fêtes ne détournaient pas les *rois catholiques* de leur unique pensée, la conquête de Grenade. El Zakir, pendant sa captivité, s'était engagé à livrer à Fernando sa capitale en échange de Guadix, si cette dernière ville était conquise avant six mois. Ce terme était dépassé depuis longtemps; mais Fernando n'en somma pas moins l'Emir vassal de tenir sa promesse. El Zakir s'y refusa, et la population de Grenade, se soulevant à l'idée de passer sous le joug

du Christ, vint en masse assaillir la frontière chrétienne. Guadix, travaillée par des émissaires de l'Emir, essaya de chasser la garnison castillane, et l'Espagne musulmane fut un instant prête à se lever tout entière. Un moment d'hésitation pouvait tout perdre; mais Fernando parut bientôt avec une armée devant Grenade, et dévasta toute sa riche *Vega*. Sous les murs même de la capitale ennemie, il arma chevalier son fils don Juan, à peine âgé de douze ans, et qui faisait déjà, sous les yeux de son père, son apprentissage de la guerre sainte. Les chaleurs de l'été interrompirent la campagne; mais l'automne ramena Fernando dans Cadix, où il vint punir le crime d'une rébellion plutôt méditée que commise. Les habitants, redoutant les rigueurs d'une enquête, préférèrent pour la plupart l'exil à la douteuse clémence du *roi catholique*. Ceux d'Almeria et de Baza imitèrent leur exemple, et se retirèrent en Afrique ou à Grenade; résultat hautement célébré par les dévots historiens de l'époque, bien qu'il privât la Castille de plusieurs milliers d'habitants riches et industrieux.

Le printemps de 1490 vit rentrer en campagne l'infatigable Fernando. Cinquante mille hommes le suivirent cette fois, et Séville fournit à elle seule cinq cents chevaux et six mille fantassins. Le 26 avril, l'armée n'était plus qu'à deux lieues de Grenade; mais avant de conquérir cette cité puissante, il fallait l'affamer : un corps de *Gastadores* fut chargé de dévaster les fertiles coteaux des Alpujarras, changés aujourd'hui en désert. Cette œuvre de destruction fut accomplie avec une impitoyable rigueur. Vingt-quatre villes ou châteaux forts, avec d'innombrables villages, furent rasés jusqu'au sol, et l'armée chré-

tienne, pliant sous le poids des dépouilles, vint enfin camper sous les murs de Grenade.

Il est temps enfin de décrire cette cité célèbre dont le nom réveille tant de poétiques souvenirs : Grenade, l'ancienne *Illiberis* [1], est située dans la vallée du Xenil, non loin de sa source. Deux chaînes de montagnes, courant parallèlement de l'est à l'ouest, enferment ce riche bassin qui n'a guère plus de deux lieues de largeur ; la chaîne du nord, la *sierra* Elvira, voit la ville basse s'étendre à ses pieds, et les murs élevés de l'Alhambra s'adossent à ses derniers gradins. La chaîne du midi, la célèbre *sierra Nevada*, sépare seule Grenade de la mer d'Afrique ; quelques-uns de ses pics, le Mulahacen et le Veleta, s'élèvent à plus de 3.300 mètres, au delà de la limite des neiges éternelles. Sous les murs même de la ville, un autre cours d'eau, le Darro, vient se réunir au Xenil, et cette abondance d'eau, sous un climat brûlant, fait de la *vega* de Grenade un des coins de terre les plus ombragés et les plus fertiles du monde. Tandis que le palmier et l'oranger croissent dans le fond du bassin, le hêtre, le chêne et tous les arbres des pays tempérés tapissent les pentes de l'Alhambra, et réunissent les produits des climats les plus divers. La ville moderne, encore entourée de ses vieilles murailles, ne contient pas plus de quatre-vingt mille habitants ; mais du temps des Maures, Grenade en renfermait plus de deux cent mille [2]. Deux forteresses la défendaient : l'une, l'Albaycin, commandait

[1] La ville romaine ne paraît pas avoir été située sur l'emplacement précis de Grenade, mais une ou deux lieues plus à l'est, aux environ d'Elvira, et au pied de la chaîne de ce nom.

[2] Casiri, *Bibl. Escorial.*, p. 247 à 260, a réuni une foule d'extraits des auteurs arabes sur la population, la richesse et les mœurs de la capitale de

la ville basse; l'autre, plus vaste, l'Alhambra, protégeait la ville haute, que dominent ses tours rougeâtres, dont l'enceinte gigantesque n'a guère moins d'une lieue de tour.

Telle était la redoutable cité que Fernando allait assiéger avec toutes les forces de son double empire. Bientôt Ysabel vint rejoindre son époux, pour animer de sa présence les défenseurs de la foi. Avec elle, l'ordre et l'abondance vinrent régner dans le camp castillan. Nuit et jour à cheval, surveillant tout, partout présente, aucun détail ne lui échappait; elle répartissait elle-même les vivres et les logis, traçait la marche des convois, et soutenait par son enjouement la bonne humeur et le courage du soldat. Tous ses nobles, jaloux de se distinguer sous les yeux de leur reine, avaient changé en champ clos l'espace qui s'étendait entre le camp et la ville. Là, dans des joutes sanglantes, les plus vaillants champions des deux partis se disputaient, en présence des dames, la palme du courage; et de l'aveu même des historiens espagnols, les musulmans égalaient les chrétiens en valeur, et les surpassaient souvent en courtoisie et en générosité. La reine désirait examiner de plus près ces murailles où elle avait juré de planter l'étendard de la foi. Le marquis de Cadix, à la tête d'une division de l'armée, s'avança jusque sous les murs de la ville, pendant que le roi et la reine, placés sur une hauteur, étudiaient la position de Grenade. Le marquis avait l'ordre formel d'éviter un engagement; mais Ysabel avait compté sans le courage des assaillants : irritée de cette bravade des

l'Emirat. Au dire de marchands génois, qui avaient voyagé sur tous les points du globe, c'était la plus grande cité fortifiée qu'ils eussent jamais vue.

chrétiens, l'élite de la garnison tenta contre eux une sortie. Le marquis, après d'inutiles efforts pour éviter le combat, repoussa, la lance dans les reins, les Grenadins jusque dans leurs murs, avec perte pour l'ennemi de plus de deux mille hommes.

Un incident imprévu vint donner au siége une face nouvelle : le feu prit, la nuit, à la tente de la reine ; le camp tout entier faillit devenir la proie des flammes. Les *rois catholiques* voulurent éviter le retour de ces accidents, et donner au siége un caractère de perpétuité, qui annonçât leur inébranlable résolution de prendre Grenade; ils se décidèrent donc à transformer leur camp en cité. Le plan, à peine conçu, fut mis à exécution : les soldats, habitués pendant cette longue guerre à se suffire à eux-mêmes, comme le soldat romain, quittèrent l'épée pour la pioche, et se mirent à l'œuvre sous les yeux de leurs souverains. La tâche fut achevée en trois mois ; la cité rivale sortit de terre, comme par enchantement, en face de Grenade qu'elle semblait défier. L'armée voulait lui donner le nom de sa reine bien-aimée ; mais la modestie d'Ysabel ne le permit pas, et le nom de *Santa-Fe* (Sainte Foi) rappella la pieuse pensée qui l'avait fait bâtir. Monument de l'héroïque persévérance qui arracha l'Espagne aux infidèles, Santa-Fé s'élève encore dans la plane vallée du Xenil, à deux lieues de Grenade. Construite en forme de croix, avec une régularité parfaite, les deux grandes rues qui la traversent, en se coupant à angle droit, se terminent chacune par un arc de triomphe ; à bien des lieues de distance, on voit poindre le double clocher de sa cathédrale, où campa le dieu des chrétiens avant de s'établir à demeure dans la mosquée de Grenade.

En voyant le siége prendre ainsi racine sous leurs murs, les habitants se sentirent plus abattus qu'ils ne l'auraient été par une défaite. Frappés du pressentiment de leur ruine prochaine, les Grenadins semblèrent dès lors se résigner à leur sort. Pas une sortie ne vint interrompre les travaux de l'armée castillane. Isolés, par un blocus rigoureux, de leurs frères d'Afrique et de la Péninsule, privés de toute espérance de secours, les assiégés virent le désordre et l'esprit de sédition se glisser dans leurs murs, et la faim joindre ses ravages à ceux de la guerre. Grenade en succombant n'eut pas même, comme Malaga, la consolation de se défendre. Le malheur avait brisé cette population naguère si belliqueuse, et aucun effort sérieux ne fut tenté pour sauver ce dernier refuge de l'Islam. Enfin, en octobre 1491, après six mois de siége, l'Emir Abou-Abdallah-el-Zakir se décida à capituler, et chargea secrètement son wazyr de discuter les termes du traité. Les *rois catholiques* confièrent le même soin à Gonzalo de Cordova, le *grand capitaine*, dont la gloire naissante ne devait atteindre tout son lustre que dans les guerres d'Italie. Le négociateur, dont on connaît l'axiome favori : « la toile de l'honneur doit être grossièrement tissue, » conduisit la discussion avec la perfide adresse dont Fernando devait plus tard recueillir les fruits. Le traité fut enfin signé par les deux souverains le 25 novembre.

Marmol [1] nous a conservé le texte de cette capitulation, rédigée avec une apparente générosité. Les Grenadins devaient garder avec leurs mosquées le

[1] *Rebelion. de los Moriscos*, l. I, ch. 1[?].

libre exercice de leur religion, et être jugés par leurs magistrats, avec appel au gouverneur castillan. Toutes leurs propriétés leur étaient garanties, avec le droit d'en disposer à leur gré, même pour sortir du royaume. Ils devaient être pendant trois ans exempts de tout impôt, et ne payer ensuite aux rois de Castille que ceux qu'ils acquittaient avant la conquête. Quant à l'Emir, on voulait bien lui accorder, avec le titre de roi, un étroit district des Alpujarras, en fief de la Castille. Cette royauté dérisoire qui, comme celle de El Zagal, ne pouvait aboutir qu'à la dépendance ou à l'exil, devait être achetée par l'abandon immédiat de l'artillerie, et par celui de la ville, au bout de soixante jours. Mais dans ce traité, le lâche Emir n'avait pu stipuler que pour lui, car Grenade n'était pas décidée à se vendre avec son roi. Quelque secret que l'on eût gardé, la nouvelle de cet odieux marché se répandit dans la ville, et l'indignation publique éclata par une émeute terrible. El Zakir, tremblant devant la colère du peuple qu'il avait trahi, aima mieux se voir arracher le trône par des étrangers que par ses sujets ; il avança l'heure fixée pour la reddition de Grenade, et offrit aux Castillans de la leur livrer le 2 janvier 1492. Au jour dit, le cardinal Mendoza fut chargé d'aller occuper l'Alhambra. L'Emir, à la tête d'une cinquantaine de cavaliers, sortit de ces murs où il ne devait plus rentrer, et marcha au-devant de son nouveau suzerain. En l'apercevant, Abdallah s'apprêtait à descendre de cheval, et à lui baiser la main ; mais Fernando ne le permit pas, et embrassa son vassal avec tous les témoignages d'une affectueuse pitié. Après avoir offert à Fernando les clefs de l'Alhambra, l'Emir

déchu prit avec sa famille et ses trésors la route des Alpujarras. Dans sa fuite, il s'arrêta, dit-on, au sommet d'une éminence qui dominait toute la vallée ; là, son cœur se gonfla à la vue du beau pays sur lequel il avait régné, et des larmes s'échappèrent de ses yeux. « Tu fais bien, lui dit alors sa mère, de pleu« rer comme une femme un pays que tu n'as su « défendre ni en homme, ni en roi [1]. »

Maître de l'Alhambra, le cardinal se décida enfin à entrer dans Grenade. Alors seulement fut donné le signal qu'attendait avec impatience toute l'armée : les étendards de Castille et de Léon flottèrent sur les tours de l'Alhambra, à côté de la haute croix d'argent massif que Fernando faisait toujours porter devant lui. A cette vue, l'armée tout entière s'agenouilla, par un mouvement spontané, et fit éclater dans les airs un hymne de reconnaissance, répété par cinquante mille voix. Nous renonçons à dépeindre ce qui dut se passer dans l'âme de la reine de Castille, quand ses nobles, fléchissant le genou devant celle à qui, après Dieu, ils devaient la victoire, la saluèrent souveraine de Grenade. L'armée castillane, comme une immense procession, se mit enfin en route, vers cette Jérusalem nouvelle, glorieuse récompense de sa foi et de son courage. Fernando, ainsi qu'il le raconte lui-même dans une lettre au roi d'Angleterre [2], avait voulu se faire précéder dans la ville conquise par une armée de martyrs : sept cents chrétiens, arra-

[1] Le lieu où s'est passée cette scène est encore désigné par la tradition populaire sous le nom poétique de « *El ultimo sospiro del rey moro Boabdil* (Abou Abdallah).

[2] Lord Bacon, *Hist. of king Henry VII*, works of lord Bacon, edit. 1819, t. V, p. 85.

chés aux prisons de Grenade, s'avançaient chantant des hymnes, et tenant en main leurs fers brisés [1].

Depuis la conquête de la cité sainte, l'Europe n'avait pas éprouvé une joie pareille à celle qu'elle ressentit à la nouvelle de la prise de Grenade. Le pontife romain, interprète de la chrétienté, célébra par une procession solennelle la glorieuse issue de la dernière des croisades. A dater de cette époque, l'Emir déchu disparaît de l'histoire : comme son oncle El Zagal, bientôt lassé de sa royauté nominale, il passa l'année suivante à Fez avec sa famille, après avoir vendu à Fernando son royaume des Alpujarras pour une forte somme d'argent; il mourut en combattant comme un mercenaire à la solde de l'Emir de Fez. La porte par laquelle il était sorti de sa capitale fut murée, à sa requête, afin que nul en y passant n'effaçât la trace du dernier de ses rois.

Ainsi l'Islam, acculé de défaite en défaite jusqu'à la mer d'Afrique, chassé de cette Andalousie où il avait fait halte un siècle et demi, se vit enfin banni de son dernier refuge, et forcé de repasser le détroit. Déjà, depuis l'échec décisif du Rio Salado, en 1340, il avait quitté l'offensive, et des conquérants qui se défendent ne sont pas loin d'être vaincus. La question avait dès lors été tranchée entre les deux races; l'Islam n'existait plus que par tolérance sur le sol de l'Espagne, et les *rois catholiques*, en l'expulsant de

[1] En commémoration de ce jour glorieux, le petit-fils des *rois catholiques*, Charles-Quint, voulant imprimer sur l'Alhambra le sceau de la conquête, a fait élever, dans son immense enceinte, un palais chrétien à côté du palais musulman. Le style de la Renaissance, dans sa lourde splendeur, y contraste avec les fines ciselures de l'architecture arabe, qu'on admire à deux pas de là dans le palais des Emirs.

Grenade, ne firent que récolter ce que d'autres avaient semé avant eux.

Mais Fernando et Ysabel ont un titre plus beau encore aux yeux de l'histoire, c'est d'avoir donné l'unité à l'Espagne. Même après la réunion de la Castille et de l'Aragon, tant que Grenade est aux mains des Maures, cette unité n'existe que de nom. Du jour où Grenade est conquise, et de ce jour seulement, la monarchie espagnole est fondée. La Navarre, française par ses alliances, mais espagnole par sa langue et ses mœurs, va passer malgré elle sous le joug castillan, et le Portugal restera seul en dehors de cette monarchie péninsulaire, qu'il aurait dû compléter. De ce jour aussi, la Castille entre dans une voie nouvelle : à l'étroit dans la Péninsule, elle va déborder sur le Nouveau-Monde, et faire peser sur l'ancien le poids de sa redoutable unité. La conquête de l'Amérique et celle de l'Italie datent pour elle du même jour, de celui où elle est délivrée des Maures. Étrange destinée, réservée à ce grand règne, d'enfermer dans cette seule année 1492 deux événements tels que la prise de Grenade et la découverte du Nouveau-Monde par Christophe Colomb [1].

[1] La conquête de Grenade, un de ces grands événements qui viennent de loin en loin frapper l'imagination des hommes, aurait dû, ce nous semble, échauffer la verve des poëtes espagnols. Mais cette Iliade chrétienne, non moins poétique que l'autre, en est encore à attendre son Homère. L'Américain Washington Irving, dans sa *Chronicle of the Conquest of Granada*, a mis en œuvre avec beaucoup d'art, sous une forme romanesque, les riches matériaux que l'histoire lui offrait; toutefois, en rendant justice à l'éclat des descriptions et à l'habileté de la mise en scène, on ne sait sous quel titre classer ce livre : pour un roman, il est trop réel, pour une chronique, il ne l'est pas assez; et même au point de vue du roman, peut-être n'amuse-t-il pas suffisamment pour se dispenser d'instruire.

Cette année vit aussi mourir, usé avant l'âge par les fatigues de la croisade, le vainqueur d'Alhama, le marquis de Cadix. Type achevé du *ricohome* castillan, vassal factieux mais dévoué à ses rois, Rodrigo Ponce de Léon laissa auprès des dames le renom d'un chevalier accompli, auprès de ses souverains celui d'un bon conseiller, auprès de ses compagnons d'armes celui d'un brave entre tous les braves. Les *rois catholiques* portèrent son deuil pendant plusieurs jours; son corps, promené la nuit dans les rues de Séville, à la lueur des flambeaux, fut déposé dans la tombe de ses ancêtres, à l'ombre des bannières musulmanes qu'il avait conquises. Son ancien ennemi, le duc de Medina Sidonia, devenu son ami le plus dévoué, mourut le même jour que lui, comme si ces deux champions de la foi n'avaient plus rien à faire ici-bas, du moment où Grenade était prise.

Cette mémorable année n'était pas encore finie quand un funeste accident faillit changer en deuil toutes les joies du triomphe. Les *rois catholiques*, après quelques mois donnés aux affaires de la Castille, allèrent passer l'hiver en Aragon. Fernando, libre maintenant de tout autre soin, voulait en finir avec cette éternelle querelle du Roussillon, cause toujours subsistante de mésintelligence entre l'Aragon et la France. Reçus à Saragosse avec une joie enthousiaste, les deux époux passèrent de là en Catalogne où les attendait un accueil non moins brillant. Là, suivant l'usage, le roi jugeait en personne une fois par semaine, les causes des plaideurs trop pauvres pour faire les frais d'un procès. Fernando avait siégé le 7 décembre, et, l'audience terminée, il descendait l'escalier, lorsqu'un homme, caché dans

un recoin obscur, en sortit un poignard à la main, et le frappa par derrière. Le coup fut détourné par une chaîne d'or, et Fernando en fut quitte pour une blessure assez profonde entre les deux épaules. A ses cris de « trahison! trahison! » les courtisans, se jetant sur l'assassin, le percèrent de trois coups de poignard, et l'auraient achevé, sans le roi qui ordonna de ménager sa vie pour tirer de lui le nom de ses complices.

La reine s'était évanouie à la première nouvelle de l'attentat; bientôt revenue à elle, et attribuant le crime aux vieilles rancunes des Catalans contre le sang de Juan II, elle fit armer une galère pour dérober au moins ses enfants au danger [1]. Mais le désespoir du peuple, qui, rassemblé sous ses fenêtres, demandait à grands cris à voir son souverain, dissipa bientôt tous ses soupçons. Fernando voulait se traîner à la fenêtre pour rassurer ses fidèles sujets, et les médecins eurent bien de la peine à l'en empêcher. Sa blessure était plus grave qu'on ne l'avait pensé d'abord, et bientôt ses jours furent en danger. La reine ne quitta pas un instant son époux; le peuple partagea toutes ses angoisses, et montra la plus touchante anxiété pour la vie de son roi. Au bout de trois semaines, Fernando, sauvé par la vigueur de sa constitution, put enfin se montrer à ses sujets; la joie du peuple en le revoyant ne connut pas de bornes : la foule qui se pressait dans les églises, les dons et les *ex voto* dont on chargea leurs autels, attestèrent les vives sympathies de la Catalogne, reve-

[1] Une lettre d'Ysabel, citée par Clemencin, *Memor. de la Acad.*, t. VI, illustr. 13, peint avec vivacité les angoisses de la pieuse reine dans ce terrible moment.

nue envers ses rois à toute sa loyauté native. L'enquête se poursuivait pendant ce temps ; le meurtrier se trouva être un paysan catalan, âgé de soixante ans, et appartenant à la classe la plus humble des *vilains*, classe que Fernando venait de soulager de l'oppression qui pesait sur elle. Après mûr examen, on reconnut que ce malheureux était privé de sa raison ; s'il avait frappé le roi, c'était pour lui reprendre la couronne d'Aragon, dont il se croyait le seul et légitime propriétaire. Le roi voulait lui faire grâce ; mais les Catalans, dans leur emportement de zèle, n'y voulurent jamais consentir. La sentence de mort fut donc exécutée ; mais, à la prière de la reine, les inutiles cruautés qui accompagnèrent l'exécution ne s'exercèrent que sur un cadavre.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.

(Voyez page 214.)

Les sources pour le règne de Juan II sont embarrassantes par leur richesse et surtout par leur prolixité. La première et la plus importante est la *Chronique de Juan II*, par Fernan Perez de Gusman; bien que diffuse à l'excès, elle se distingue par un rare caractère d'impartialité, et l'emporte de beaucoup, à mon sens, sur les chroniques d'Ayala, en exceptant son chef-d'œuvre, la *Chronique de Pedro le Cruel*. Elle est surtout bien supérieure à la *Chronique de don Alvar de Luna*, presque aussi diffuse, et bien moins impartiale. Cette chronique, dont on ignore l'auteur, a été écrite avec un sentiment d'affection sincère pour le connétable, par un de ses serviteurs; on doit le présumer du moins, en voyant les détails intimes qu'elle donne sur sa vie. C'est un long et monotone panégyrique, qui tend à présenter sous un jour favorable tous les faits et gestes d'Alvar de Luna, en subordonnant toujours la vérité à l'intérêt de son héros. Une préface de Carvajal, placée en tête de la *Chronique de Juan II*, nous apprend du reste que l'œuvre de Fernan Perez de Guzman n'est qu'une œuvre de seconde main : les vingt premières années du règne furent d'abord écrites par le savant Alvar Garcia, fils de l'évêque de Burgos. Les quinze années suivantes le furent par un auteur dont nous ignorons le nom, peut-être Juan de Mena, le poëte lauréat de la cour de Juan II. Enfin, les dernières années

ont été racontées par le fauconnier du roi, et c'est sur toutes ces sources réunies que Perez de Guzman a composé son œuvre. A ces sources il faut ajouter encore le *Seguro de Tordesillas*, recueil de tous les actes et traités passés entre Juan et les rebelles confédérés, en 1439. Ce recueil, sans importance réelle, se trouve à la suite de la chronique de don Alvar, avec le *Passo honoroso* ou *Pas d'armes*, de don Suero de Quiñones, tableau curieux de mœurs chevaleresques, mais sans valeur au point de vue historique.

Diego de Valera, qui a écrit la chronique abrégée des rois de Castille, fut présent à l'arrestation du connétable; son ouvrage, assez rare, n'offre aucun renseignement nouveau. L'édition *princeps* de son livre, imprimée à la date de 1483, à Puerto-Santa-Maria, est un des plus anciens ouvrages qui aient été publiés en Espagne, et c'est aussi l'un des plus beaux et des mieux soignés.

Mais une source bien autrement riche est le *Centon epistolario*, du bachelier Gomez de Ciudad Real, monument précieux, au point de vue de la littérature comme à celui de l'histoire, et dont a contesté, à tort selon moi, l'authenticité. Il est impossible de parcourir ces deux cents pages, si riches en anecdotes, en saillies imprévues et en piquants détails, sans aimer l'écrivain et sa caustique bonhomie, et sans être touché de son dévouement à ce pauvre roi, vieil enfant couronné dont chacun se dispute la tutelle. Médecin et ami de Juan II, le bachelier Gomez donna aussi des soins à tous les premiers personnages de la Castille; demeuré l'ami de tous ses malades, après les avoir guéris, il s'imposait la tâche de les tenir au courant de tous les événements de cette cour vagabonde, promenée par l'insurrection d'un bout de la Castille à l'autre. Aussi le recueil de ses lettres est-il la contre-partie, tour à tour moqueuse ou grave, de la chronique de Fernan Perez. Si l'un rédige le texte, l'autre se charge du commentaire; mais, sous cette verve de malice innocente, perce à chaque instant l'âme d'un bon citoyen, et son dégoût pour toutes ces intrigues, lèpre morale qu'il étudie aussi, mais sans espoir de la guérir.

Sous le rapport du style, le *Centon epistolario* offre une étude non moins curieuse : c'est le plus ancien monument de prose familière qu'offre la langue espagnole. Nous ne comparerons pas ce style, dans sa libre et facile allure, à la faconde embarrassée des *Partidas*, ou à la langue déjà plus ferme du chroniqueur Ayala, mort au début du siècle; mais il suffit de le rapprocher de la chronique contemporaine de Fernan Perez pour mesurer toute la distance qui les sépare : entre ces deux hommes, qui se rencontrent dans le récit des mêmes

faits, que tous les deux ont vus, on croirait voir, comme entre le *Centon* et les *Partidas*, deux siècles de distance. Je ne sais même pas si la langue espagnole, à ses plus belles époques, a quelque chose de plus vif et de plus original à la fois que les lettres du bachelier. Raconteur naïf, causeur malicieux, moraliste candide, il y a de tout en lui, excepté de l'auteur; car s'il l'est, à coup sûr, c'est sans s'en douter, et se draper pour la postérité est bien la chose dont il se soucie le moins au monde. S'il est un auteur que ce livre nous rappelle, c'est peut-être Cervantes et son œuvre immortelle, toute distance gardée dans les talents comme dans les genres; car s'il n'y a pas du don Quichotte, il y a du Sancho dans le bon bachelier! Sous une enveloppe moins rude, c'est cette verve d'ironie mordante et familière; c'est le même amour des proverbes, qu'il enchâsse avec tant de bonheur dans ses lettres, et qu'il applique avec une moralité si haute et si vengeresse; c'est enfin l'énergique bon sens du peuple qui, personnifié dans le digne écuyer, fait de la sagesse du valet la critique des folies du maître, et de la probité de l'honnête bachelier la plus sanglante satire de la corruption de son siècle.

La *Cronica de don Pero Niño,* publiée dans la grande collection des chroniques castillanes (Madrid, 1782, 7 vol. in-4°), ne peut être considérée comme une source historique. Mais ce n'en est pas moins un curieux document sur les mœurs et la vie intime de la noblesse castillane au XVe siècle. L'auteur est Gutierre Diaz de Gomès, *alfiere* ou enseigne de don Pero Niño, comte de Buelna, et qui a suivi son héros dans toutes les phases de sa vie vagabonde. Le comte de Buelna, Pero Niño, espèce d'aventurier de noble race, fit longtemps le métier de corsaire sur la côte de Barbarie. Envoyé par le roi Enrique III, en 1405, au secours du roi de France avec trois galères, il s'adjoignit quelques aventuriers de ce dernier pays, et ravagea avec eux toutes les côtes de l'Angleterre, depuis le duché de Cornouailles jusqu'à la Tamise. Le récit de cette expédition est la partie la plus curieuse de l'ouvrage; mais la plus amusante est le retour du hardi corsaire en France, ses amours avec madame l'Amirale, dans son beau château de Girafontagne; sa visite à la cour du roi Charlot, et ses joutes courtoises avec les nobles français, qui lui font grand accueil. Comme étude de mœurs, ce livre offre des révélations curieuses : on y voit

[1] Ceux qui voudraient se faire une idée du talent et du cœur du bachelier Gomez, n'ont qu'à lire les lettres 79 et 82 ; il est impossible de trouver de plus nobles sentiments, exprimés dans un style plus simple et plus profondément senti. La 105e et dernière, où il raconte la mort de son maître bien-aimé le roi Juan II, est aussi des plus touchantes. Le roi qui sut se faire aimer ainsi n'était pas sans quelques vertus.

que « celui qui a à apprendre le noble art de la chevalerie ne doit « pas perdre grand temps aux écoles ni aux lettres ; » plus loin, l'auteur, peu ami des Anglais, nous apprend que « ce sont gens « très-mal aimés (*muy desavenidos*) des autres nations; dans leur « terre, jamais il n'y a ni peste ni mal an : et entourés qu'ils sont « de la mer, pour cela ils n'ont ni peur ni besoin d'aucune autre « nation... » Quant aux Français, les vieux alliés de la Castille, voici leur portrait, qu'on ne lira pas sans plaisir. « Les Français sont une « noble nation : sages et bien entendus, et discrets en toutes choses « qui touchent à bonne éducation, courtoisie et gentillesse. Ils sont « très-recherchés dans leur costume ; francs et ouverts de caractère, « ils aiment à donner et à faire plaisir aux gens ; ils honorent les « étrangers, et rendent volontiers justice à ce qu'on fait de bien ; ils « sont courtois et gracieux dans leur parler, gais de nature, prenant « le plaisir où ils le trouvent, et courant sans cesse après lui. Ils « sont de tempérament fort amoureux, tant les hommes que les « femmes, et s'en font gloire, car on dit qu'ils sont nés sous le cli- « mat de l'étoile de Vénus, qui les rend amoureux et allègres. » Enfin, comparant ensemble les caractères des trois nations, l'auteur pré- tend que « les Anglais réfléchissent avant d'agir, car ils sont prudents ; « les Français ne réfléchissent qu'au moment d'agir, car ils sont « téméraires ; enfin, les Castillans ne réfléchissent que quand la « chose est passée, car ils sont paresseux et contemplatifs. » Ces fragments suffisent pour donner une idée de la manière de l'auteur Il y a dans le style progrès évident sur Ayala, et même sur la *Chronique de Juan II*, ouvrage contemporain. La langue espagnole se forme peu à peu, et délivrée des langes qui entravaient son enfance, commence à prendre une allure plus ferme et plus décisive.

Nous citerons enfin, mais seulement pour mémoire, le *Sumario de los Reyes de España*, par l'intendant de la reine Léonor, femme de Juan Ier, publiée par Amirola à la suite de la *Chronique de Pero Niño*. Il ne faut point chercher dans ce maigre abrégé des faits nouveaux, ni des données historiques ; on y trouve cependant quelques détails curieux sur le règne de Enrique III, mort trop tôt pour le bonheur de la Castille. C'est sur ce *Sumario* qu'a été composé le *Compendio*, dont j'ai cité quelques extraits dans les règnes de Pedro Ier et Enrique III, œuvre de mensonge et de falsification, dont je n'ai parlé que pour donner une idée des traditions populaires qui avaient cours à cette époque.

II.

(Voir page 240.)

C'est une triste et touchante histoire que cette insurrection de Tolède : « Lorsque le prince, en prenant possession de la ville, entra dans l'Alcazar, dit la *Chronique de Juan II*, ch. 119, il ouït de grandes et douloureuses voix d'hommes et de femmes qui s'écriaient, comme du fond des entrailles de la terre : — Seigneur prince, qu'il « te plaise nous tirer de cette horrible prison où le traître Sar- « miento nous a jetés pour nous voler notre bien. » Et le prince demandant quelles étaient ces voix, on lui répondit : « Seigneur, ce sont « des bourgeois honorables, des femmes et des veuves que Sarmiento « retenait ici, après les avoir dépouillées de tout ce qu'elles possé- « daient. » Le prince, oyant ceci, fit sans délai briser les verrous, et tirer de là tous les prisonniers, semblable à notre Seigneur quand il retire les âmes du purgatoire...

« Sarmiento, ayant obtenu un sauf-conduit pour partir, fit assembler plus de deux cents bêtes de somme pour emporter le fruit de ses rapines, or et argent, riches tapisseries, étoffes de soie et de brocart, et toiles de Hollande, etc.; car, lorsqu'il faisait piller une maison, il ne la quittait que quand elle était vide. Et le prince étant sorti avec ses gens pour protéger le départ de Sarmiento, les gens que celui-ci avait volés commencèrent à pousser de grands cris et à dire : « — Oh! seigneur prince, voyez comme on tire de cette pauvre cité « toute la fleur de ce que Sarmiento a volé, et nous, veuves et bour- « geois, nous demeurons ici ruinés et perdus, si vous permettez à ce « cruel tyran d'emporter à nos yeux tout ce qu'il a volé : car le tout « ne monte pas à moins de trente millions. » — Le prince, en entendant ces supplications, changea de visage; car il n'osait pas violer son sauf-conduit, et il lui fallut rester jusqu'à ce que Sarmiento fût parti avec la dernière bête de somme.

« Mais, comme le bien qu'il emportait était du bien mal acquis, ses serviteurs lui en volèrent une partie; le lendemain, on lui déroba deux charges entières. Il se rendit à Ségovie; et là, comme il craignait pour ses trésors et pour sa vie, il envoya la nuit, en grand secret, sa femme à Gumiel, et partit avec le reste pour se réfugier en Navarre ou en Aragon; mais partout où il se présenta sur la route, on refusa de le recevoir; et des gens du prince, se mettant à sa poursuite, lui enlevèrent le meilleur de ce qu'il portait. Le roi Jean de Castille, informé que la plus grande partie des fruits de ses rapines se trouvait à Gumiel, les fit séquestrer, pendant que le prince mettait la main sur tout ce qu'il avait laissé à Ségovie. Ainsi eut mauvaise fin toute cette fortune mal acquise : Sarmiento, ayant obtenu à grand'peine son pardon du roi, rentra en Castille où il erra longtemps, honni et repoussé de tous, et finit par mourir frappé de paralysie par la main de Dieu qui le châtiait. »

III.

(Voyez page 245.)

Toutes les pièces qui ont trait au procès de don Alvar de Luna se trouvent réunies, par les soins du savant Florès, à la suite de l'excellente édition de la chronique de don Alvar, publiée à Madrid en 1784, in-4°, dans les chroniques de Castille. Elles se composent : 1° du chapitre qui concerne don Alvar, dans les *Generaciones* de Perez de Guzman; 2° de l'*Apologie de don Alvar de Luna*, extrait de la *Cronica del gran cardinal de España, don Pedro de Mendoza* (l. 1, ch. 19), par le Dr Salazar de Mendoza; 3° d'un extrait de Pedro de Abarca, *Anales de Aragon* (ch. VIII, n° 7), où il prétend qu'il ne résulte du procès que des charges vagues et générales, et pas une preuve spéciale. Abarca cite aussi, en les réfutant, les bruits populaires répandus contre le connétable : « Il possédait, dit-on, dans une bouteille de verre un esprit familier qui l'aidait à dominer le roi; il avait donné à Juan, dans le même but, un anneau con-

stellé, qu'il lui avait fait jurer de ne jamais quitter ; il passait devant le roi sans lui ôter son chapeau, et chevauchait sur la même ligne que lui ; il écartait le roi du lit de la reine, afin qu'elle ne s'opposât pas à son ascendant ; et une fois qu'elle était venue de Valladolid sans son ordre, il lui prit la main de force, en lui disant : « C'est moi « qui vous ai mariée, et c'est moi qui vous démarierai. » Abarca ajoute, avec beaucoup de sens, que de pareilles accusations ne peuvent pas se prendre au sérieux, et que ce sont là des fables populaires (*vulgares hablillas*) forgées par l'ignorance et l'envie.

La poésie s'est emparée aussi du personnage de don Alvar, qui lui appartenait de droit, comme toutes les destinées hors ligne. Juan de Mena, le poëte le plus célèbre du règne de Juan II, a consacré, dans son poëme du *Labyrinthe*, plusieurs stances qu'on trouve citées à la suite des extraits dont nous venons de parler. Elles n'offrent aucune espèce d'intérêt, ni poétique ni historique, et on y trouve en revanche tous les défauts de l'époque, l'emphase, l'affectation et l'obscurité, défauts qui leur sont communs avec les nombreuses romances historiques composées sur le même sujet.

IV.

SOURCES POUR LE RÈGNE DE ENRIQUE IV.

(Voy. page 281.)

Les sources contemporaines se réduisent à deux, qui, par un heureux hasard, se contrôlent l'une l'autre. Ce sont les deux *Chroniques de Enrique IV*, l'une par Diego Enriquez del Castillo, l'autre par Alonzo de Palencia. Castillo, né à Ségovie, membre du conseil privé de Enrique, fut en même temps son chapelain et son chroniqueur officiel. Employé par le monarque dans des missions confidentielles, il s'en tira constamment à son honneur, et trouva le temps, au milieu d'une vie toujours active, de raconter les événements auxquels il assistait. Lors de la prise de Ségovie par l'infant Alonzo, en

1467, après la bataille d'Olmedo, Castillo fut fait prisonnier, et sa chronique tomba avec lui aux mains des partisans de l'infant; son dévouement à la cause du roi, qui perçait à chaque page de son livre, et les sévères jugements qu'il y portait sur les confédérés, faillirent lui coûter cher; mais son habit ecclésiastique lui sauva la vie, et il en fut quitte pour recommencer son histoire, qu'il a conduite jusqu'à la fin du règne de son maître bien-aimé.

Voilà pour l'homme; quant au livre, nous n'en dirons pas tout à fait autant de bien. Il rappelle, par son style emphatique et ses longues déclamations, la fastidieuse chronique d'Alvar de Luna. Cependant, il y règne, malgré ces défauts, un accent de franchise et de loyauté qui commande la confiance. Partisan décidé de Enrique, il est sévère, sans être injuste, pour ses adversaires, et présente sous le jour le plus favorable le noble caractère d'Ysabel.

Mais le récit de Castillo serait insuffisant pour donner une idée exacte de ce triste règne, s'il n'était complété par celui de son contradicteur, Alonzo de Palencia. Né en 1423, et élevé comme page dans la maison de l'évêque de Burgos, Alonzo, après un voyage en Italie, où il vécut dans le commerce de tous les hommes distingués de l'époque, revint en Castille où il obtint le titre d'historiographe (*coronista*) de l'infant Alonzo. Fidèle à la cause qu'il avait embrassée, après la mort de l'infant il s'attacha avec le même dévouement à sa sœur. Employé par le primat de Tolède à des missions délicates, en Italie et ailleurs, il prit une part active au mariage de l'infante de Castille avec Fernando. Aussi Ysabel, en montant sur le trône, le confirma-t-elle dans ses fonctions de chroniqueur officiel de sa cour, qu'il remplit jusqu'à la fin du siècle. Parmi ses ouvrages historiques, moins nombreux que ses travaux classiques, on remarque surtout sa *Chronique de Enrique IV* et ses *Decades latines*, où il raconte le règne d'Ysabel jusqu'en 1489. Comparé au style de Castillo, son style ressort avec avantage : il offre la ferme simplicité d'un homme habitué aux affaires, et qui marche droit au fait, sans se perdre en vains détours. Le seul défaut qu'on puisse lui reprocher, et celui-là lui est commun avec tous les chroniqueurs du moyen âge, c'est l'insupportable prolixité des détails. Mais en revanche, on ne saurait trop louer sa franchise hardie et son intelligence des choses et des hommes de son temps. Les modernes collecteurs d'antiquités espagnoles ont à tort enveloppé dans le même oubli ses *Décades* et sa *Chronique*; tandis que la chronique de Castillo a eu les honneurs d'une publication spéciale par le savant Florez, auteur de l'*España sagrada*, les deux ouvrages de Palencia sont encore manuscrits.

Parmi les autres ouvrages de la même époque, je mentionnerai seulement Hernando del Pulgar, pour en parler avec plus d'étendue au règne d'Ysabel. Les onze premiers chapitres de son livre sont consacrés à résumer le règne de Enrique IV, et n'offrent aucun intérêt historique. Mais un fait curieux, que nous révèle l'éditeur de Pulgar (Valence, f° 1780), c'est que son manuscrit, après avoir passé dans les mains de Galindez de Carvajal, qui a aussi écrit sur cette époque des mémoires manuscrits fort rares, tomba dans celles d'Antonio de Nebrixa ou *Nebrissensis*, l'un des restaurateurs de l'étude du latin dans la Péninsule; celui-ci, chargé par Fernando d'écrire en latin l'histoire de son siècle, trouva plus court de traduire l'œuvre de Pulgar, et plus commode de s'en attribuer tout l'honneur.

Passons maintenant aux contemporains : c'est pour moi une tâche bien douce de publier mes obligations envers l'Américain W. Prescott, auteur de l'ouvrage si connu, même en Europe, sous le nom de *History of Ferdinand and Isabella*, Boston, 1839, 5th édition. Aucun livre moderne sur les annales de l'Espagne n'a jeté autant de lumière sur un point donné de cette histoire. Son introduction sur les institutions de la Castille et de l'Aragon, fort supérieure à l'*introduction* trop vantée de Robertson, annonce une connaissance approfondie des antiquités espagnoles. Mes deux chapitres, plus étendus, sur le même sujet, étaient terminés quand le livre de Prescott est tombé dans mes mains; mais j'y ai puisé du moins quelques aperçus neufs et ingénieux; quant aux récits des faits du règne de Enrique IV, j'avoue de bon cœur m'en être en plus d'un endroit servi sans scrupule, comme d'un ouvrage qui est entré maintenant dans le domaine public. En effet, la tâche d'un homme qui a entrepris une histoire générale, comme celle de l'Espagne, est tellement lourde, que sans l'appui des histoires spéciales il succomberait sous le faix. Dans cette œuvre laborieuse, ce qu'on doit désirer par-dessus tout, ce sont des pionniers intelligents pour rassembler les matériaux; mais quand, au lieu de pionniers, on rencontre un architecte aussi habile que M. W. Prescott, on se surprend à regretter qu'en vous épargnant tant de labeurs, l'homme éminent qui vous précède vous ait ainsi dérobé presque tout le mérite qui s'y joint.

Outre sa belle histoire de Ferdinand et d'Isabelle, M. Prescott a encore publié l'*Histoire de la Conquête du Mexique*, et celle de la *Conquête du Pérou*, dont je parlerai plus tard. Enfin, avec cette infatigable persistance qui lui a fait consacrer sa vie à l'étude des antiquités espagnoles, l'auteur de tous ces ouvrages, dont un seul a suffi pour fonder sa réputation, prépare encore une *Vie de Philippe II*,

le plus espagnol de tous les rois qui ont régné sur la Péninsule. Ajoutons, pour appeler sur ces beaux travaux plus d'intérêt encore, que leur auteur, privé pendant longtemps de la vue, comme notre illustre et malheureux Aug. Thierry, a écrit, dans une cécité presque complète, la plus grande partie de son livre. Heureusement qu'avant d'avoir terminé sa tâche, M. Prescott a recouvré la vue, en partie du moins, et que ce beau travail a pu ainsi être conduit à son terme.

Florez, le savant éditeur de la chronique de Castillo, a réuni à la fin de son volume divers morceaux historiques ou littéraires, de nature à jeter quelque jour sur l'histoire du règne de Enrique IV. Le premier, et le plus bizarre, est un poëme familier, en langage populaire, intitulé *Mingo Revulgo*. C'est une espèce d'idylle politique, où deux interlocuteurs, dont l'un est le peuple castillan, personnifié sous le nom étrange de *Mingo Revulgo*, s'entretiennent ensemble des malheurs de l'État. Le peuple se plaint de ses disgrâces depuis que son pasteur ne songe qu'à se divertir et à se livrer à ses appétits : le mal vient surtout de ce qu'il a perdu ses quatre chiennes, (Justice, Force, Prudence et Tempérance) qui l'aidaient à garder son troupeau ; les loups, depuis lors, y sont entrés et le détruisent. Mais son interlocuteur lui répond que ses souffrances ne viennent pas toutes de la négligence du pasteur, mais bien aussi de la faute du troupeau ; car si la foi, l'espérance et la charité régnaient encore parmi le peuple, il ne souffrirait pas tant de maux. Il lui prédit alors des épreuves nouvelles, guerre, peste et famine, et l'avertit de faire au Seigneur oraison, confession et contrition, s'il veut éviter les maux qui le menacent. Telle est en substance cette froide allégorie, écrite dans un langage tellement populaire qu'il serait inintelligible sans les gloses dont elle est accompagnée.

A la suite de ce morceau, Florez a publié un portrait de Enrique IV, extrait des *Claros Varones*, ou hommes illustres de Castille, par Hernando del Pulgar ; un récit de l'émeute qui eut lieu à Tolède, en 1467, contre les juifs ; puis un extrait de l'histoire latine de Rodericus Sanctius, évêque de Palencia, creux et emphatique éloge de Enrique IV. Mais le document le plus curieux, c'est une lettre adressée, en 1473, par Hernando del Pulgar à l'évêque de Coria, sur le malheureux état de la Castille (on en trouvera le texte tout entier dans Clemencin, *Memor. de la Academ.*, t. VI, p. 124). Cette lettre est un chef-d'œuvre de naturel et de vivacité ; en voici quelques extraits : « Révérend sire, vous savez déjà que le duc de Medina avec le marquis de Cadix se sont chargés pour leur part de

désoler toute l'Andalousie. En ce moment, ils gardent une trève de trois mois, pour laisser faire les semailles, car tout le pays est affamé. Le royaume de Murcie est devenu aussi étranger à la Castille que le royaume de Navarre, car ni lettre, ni message, ni député, n'y parviennent ou n'en sortent depuis tantôt cinq ans. Pour la province de Léon, celui qui *en a soin* est le châtelain d'Alcantara, qui ne dort que la lance à la main... — ... Quant à notre royaume de Tolède, le peuple s'est soulevé et a chassé le comte de Fuensalida; les bannis ont fait guerre à la cité, la cité aux bannis; et comme nos citadins sont de grands inquisiteurs de la foi, je vous laisse à penser quelles hérésies ils ont su trouver dans les domaines des Fuensalida, qu'ils ont pillés et brûlés de fond en comble. — ... Medina, Valladolid, Toro, Zamora et Salamanque sont sous le coup des exactions de l'alcalde de Castro Nuño; tous les grands de ce pays lui paient tribut pour qu'il ne ravage pas leurs propriétés; car il peut lever jusqu'à six cents lances... La guerre civile de Galice, à force de durer, est devenue chose toute naturelle. Le connétable et le comte de Treviño ne s'épargnent pas pour désoler tout le pays, jusqu'à Fuenterabia... Il n'y a pas d'autres provinces en Castille, sans quoi j'aurais plus de guerres à vous raconter (*no hay mas Castilla, sino mas guerras avria*)... Nous avons cessé, dans le conseil du roi, de faire aucun semblant d'ordonnance, parce qu'on a cessé de leur obéir; et nous regardons les infractions aux lois commises dans ce pays comme si elles se passaient à Bologne ou autre pays hors de notre juridiction. Ainsi, je certifie à V. S. qu'on ne pend pas aujourd'hui un homme en Castille pour un crime qu'il ait commis; non pas, certes, que ceux qui méritent la corde y fassent défaut; mais si l'on en pend quelques-uns, ce sont ceux qui ne l'ont pas mérité..... Voilà les nouvelles d'aujourd'hui; et si vous en voulez d'autres, par l'échantillon vous jugerez du reste de la marchandise. »
Cette lettre curieuse, où Pulgar parle avec une liberté bien rare et bien périlleuse pour un courtisan, a été omise dans la première édition de ses lettres, et n'a été publiée qu'après sa mort.

Enfin, parmi les documents qui se rattachent au règne de Enrique IV, le hasard m'a fait rencontrer, à la fin de l'ouvrage du père Saez sur les monnaies de ce règne, une chanson royaliste de l'époque, moins connue que le *Mingo Revulgo*, et plus digne de l'être. Ce sont des couplets inédits de Juan de Mena, l'auteur du *Labyrinthe*, en dialecte populaire, et qu'il met dans la bouche d'une boulangère du camp, après la bataille d'Olmedo, en 1467. Cette poésie familière, pleine d'une gaieté franche, mais grossière, est

parfois fort difficile à comprendre. J'en citerai quelques strophes, que je traduis, en demandant grâce pour la crudité de l'expression.

L'auteur demande à la boulangère ce qu'elle a vu dans les rangs des rebelles, après la bataille; et le refrain, qui revient après chaque couplet, est celui-ci : « *Dis, Boulangère*, etc. (*Dí*, *Panadera*).

... En càtedra de madera
Ví al obispo de Barrientos
Con un dardo sin amientos
Que á predicar se subiera.
E por conclusion pusiera
Quel que allí fuese á morir
El le faria subir
Al cielo sin escalera.
Di, panadera..., etc.

... Dans une chaire en bois
J'ai vu l'évêque de Barrientos
Avec un dard sans courroie,
Qui était monté pour prêcher;
Et pour conclusion, il ajoute :
Que quiconque irait mourir (à Ol-
Il le ferait monter [medo)
Au ciel sans escalier.
Dis, Boulangère,...

... Por mas seguro escogiera
El obispo de Siguenza
Estar, aunque era vergüenza,
Junto con la cobigiera.
Mas tan gran pavor cogíera,
En ver fuir labradores,
Que á los sus paños menores
Fue menester lavandera.

Pour plus de sécurité, aurait choisi
L'évêque de Siguenza
Rester, bien qu'il y eût un peu de honte,
A côté de la femme de chambre.
Mais si grand'peur il prit,
A voir fuir les laboureurs,
Qu'à ses vêtements inférieurs (chaus-
Il fut besoin de lavandières. [ses)

... Con lengua brava parlera,
E corazon de alfeñique,
El comendador Manrique
Escogió bestia ligera;
E dió tan gran corredera,
Fuyendo tan á deshora,
Que seis leguas en un hora,
Dexó tras si e la barrera.

Avec la langue brave et hableuse
Et le cœur d'un douillet,
Le commandeur Manrique
Choisit une monture agile;
Et il prit si rapidement sa course
En fuyant en si male heure,
Que six lieues en une heure
Il mit entre lui et la barrière.

... Amarillo como cera
Estaba el conde de Haro,
Buscando todo reparo
Por no pasar la ribera.
Desque vido la ribera
Como el señor rey pasaba,
Tan gordos pedos tiraba
Que se oian en Talavera.

... Jaune comme cire
Se tenait le comte de Haro,
Cherchant tous les moyens
De ne pas passer la rivière.
Dès qu'il vit la manière
Dont le roi la passait,
Il lâchait de si gros p...
Qu'on l'entendait de Talavera.

... Muy puesto en la delantera
El mayor caballerizo,
Mas armado que un erizo

Placé en tête de l'avant-garde,
Le grand écuyer,
Mieux armé qu'un hérisson,

Fue el primero que fuyera.	Fut le premier à s'enfuir.
Pero un lindo encuentro diera	Mais il fit une glorieuse rencontre
En un gran odre de vino,	Contre une large outre de vin,
Fizole perder el tino	Et elle lui fit perdre le sens
Tanta sangre del saliera, etc.	A voir tout le sang qui en sortait, etc.

Il me faut maintenant, à mon grand regret, parler, d'après d'autres, d'un manuscrit que je n'ai pas lu, et qui n'existe pas à Paris : ce sont les *Quincuagenas* par Gonzalo Fernandez de Oviedo, si souvent citées par Prescott, et auxquelles Clemencin a consacré une assez longue notice (*Memor. de l'Acad.*, t. VI, p. 221). Oviedo, élevé à la cour des *rois catholiques*, passé depuis en Italie au service du roi de Naples, puis rentré au service de la Castille, fit à divers titres plusieurs voyages dans l'Amérique, récemment découverte. Une partie de sa longue vie fut consacrée à écrire les souvenirs d'une existence toujours agitée. Entre autres ouvrages, il en composa deux sous le titre de *Quincuagenas*, nom à la mode parmi les auteurs de ce temps. Nicolas Antonio, le grand bibliographe espagnol, parle de ce livre qu'il a eu en sa possession, manuscrit, de la main de l'auteur; il s'en trouve en outre plusieurs exemplaires dans les bibliothèques de Madrid, où Prescott en a fait prendre copie. En voici le titre exact : *Las Quincuagenas de los generosos e ilustres e no menos famosos reyes, principes, duques, marqueses, y condes, e caballeros e personas notables de España;* por G. F. de Oviedo, coronista de las Indias, etc... A la suite de la dédicace, l'auteur ajoute ce peu de mots : « Fait dans la noble et loyale cité de Saint Domingue, dans l'île d'Hispaniola, et achevé d'écrire le 10 janvier 1555, de ma propre et fatiguée main ; ayant accompli mes 77 ans, et 63 depuis que je suis au service de votre royale Maison, et 42 depuis que je suis aux Indes, comme alcalde et chroniqueur de ces royaumes, etc... »

Cet ouvrage fut en effet écrit aux Indes, et envoyé de là à l'infant don Felipe, fils de Charles-Quint. Le second ouvrage, dont l'auteur parle dans celui-ci, paraît s'être perdu. Quant au premier, c'est une de ces biographies collectives, à la façon des *Grands Hommes* de Plutarque, qui étaient alors à la mode comme les *Generaciones y semblanzas*, de Fernan Perez de Guzman, et les *Claros Varones*, de Hernando del Pulgar. L'ouvrage est divisé d'une manière fort étrange en *batallas* (batailles), *quincuagenas* (cinquantaines), et enfin en dialogues entre l'*alcalde*, c'est-à-dire l'auteur, et un certain *Sereno*, qui l'invite à lui raconter l'histoire, la généalogie, les armes,

les devises et les rentes des principales familles d'Espagne. Grâce à ce cadre, il n'est pas un événement important du règne des *rois catholiques* dont il ne fasse mention, en y joignant une foule d'anecdotes sur la vie privée de ses héros. On ne saurait trop regretter qu'un ouvrage aussi précieux pour l'histoire et pour les mœurs du temps n'ait pas été imprimé. Enfin le principal ouvrage d'Oviedo, au dire de Prescott, était une *Histoire des Indes*, que Barthelemy de Lascasas dénonce comme « renfermant presque autant de mensonges « que de pages. » Mais Lascasas avait des préventions, fondées d'ailleurs, contre un homme dont il a justement flétri la dureté et la rapacité dans son gouvernement; et il n'a peut-être pas assez rendu justice aux renseignements curieux qu'on trouve parfois dans le livre d'Oviedo, en dépit du fatras qui le remplit. Prescott reproche à Clemencin d'avoir trop vanté ce livre, et autant qu'on en peut juger sans l'avoir lu, ce reproche paraît fondé.

Citons pour mémoire, en terminant, quelques manuscrits que Prescott, grâce à une grande fortune noblement employée, est parvenu à se procurer, tels que *Galindez de Carvajal*, *Bernaldez Cura de los Palacios*, *el Doctor de Toledo*, ouvrages que je n'ai pu juger que d'après ses nombreuses citations; j'en reparlerai, du reste, en traitant du règne d'Ysabel.

FIN DU TOME CINQUIÈME.

TABLE

DU CINQUIÈME VOLUME.

LIVRE XV.

LIVRE XVI.

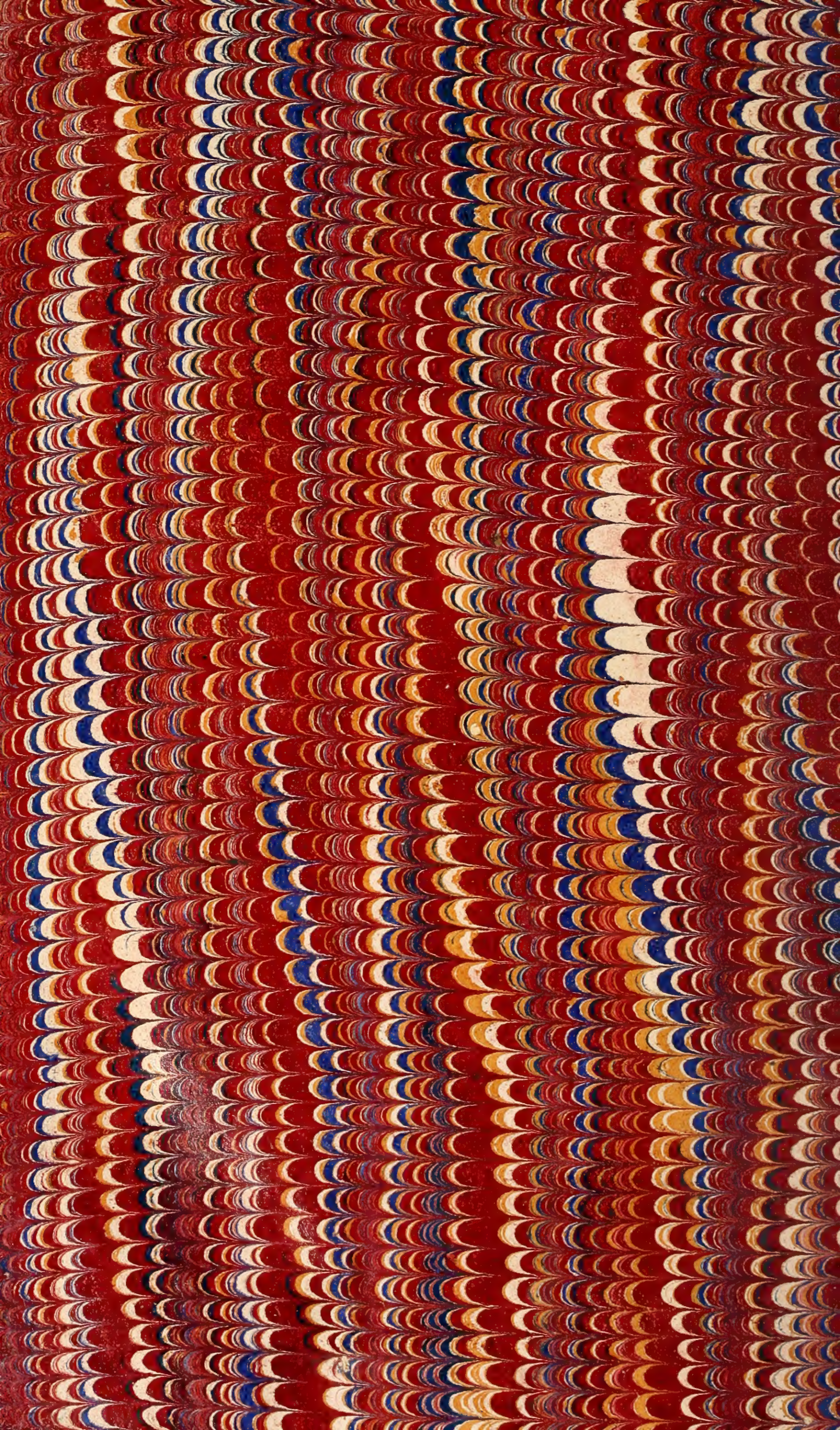
LIVRE XVII.

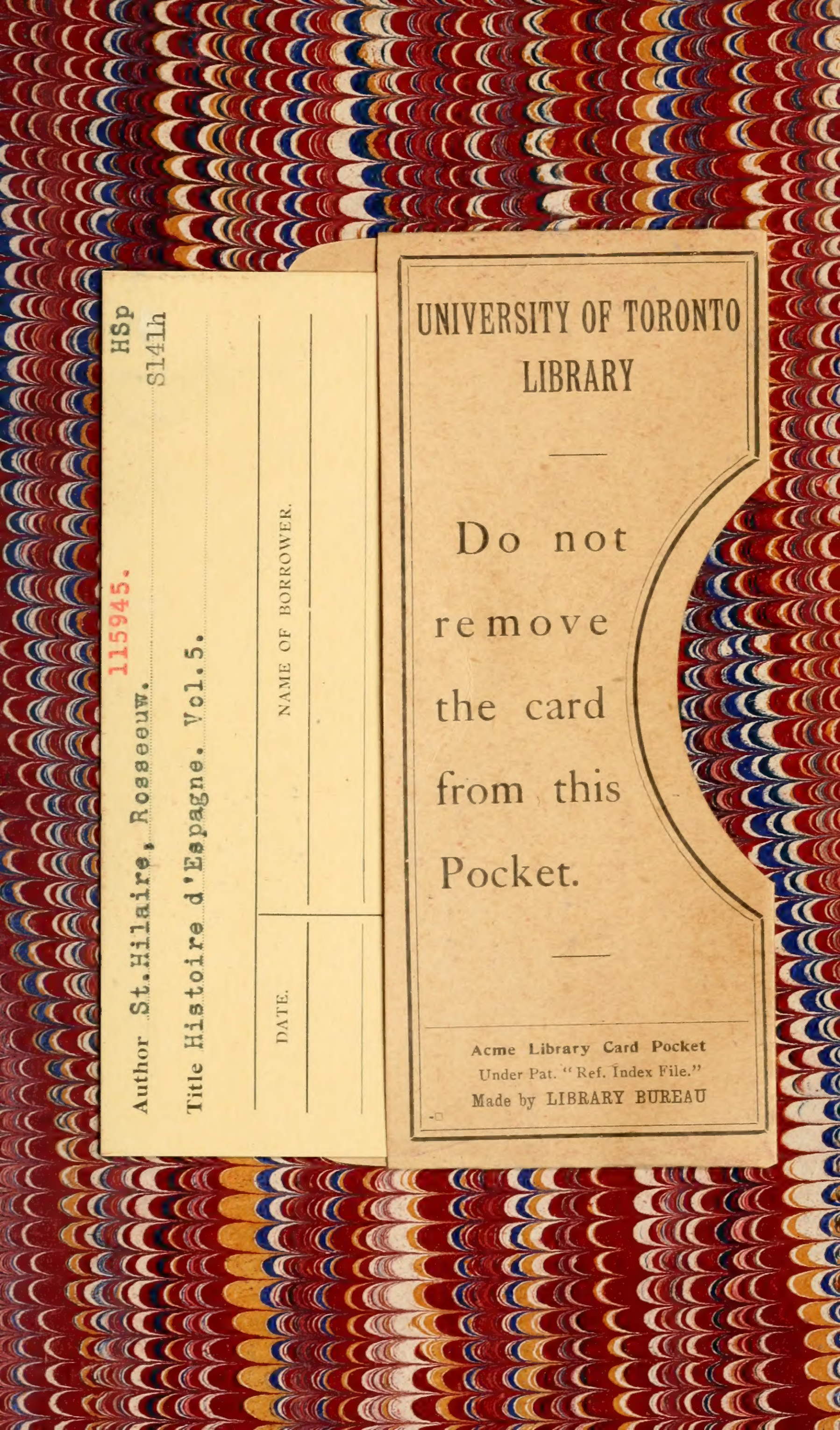
LIVRE XVIII.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE.

66
101
140
147





UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not remove the card from this Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU
HSp
S141h
115945.
Author St.Hilaire, Rosseeuw.
Title Histoire d'Espagne. Vol.5.
NAME OF BORROWER.
DATE.

